N°12
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

État de la nation	p. 491	Sommaire des séances publiques nos 29 à 31	p. 494	29e séance	Mercredi 29 avril 2015
Migrants en Méditerranée	p. 470	Sommaire des questions parlementaires	p. Q159	30e séance	Jeudi 30 avril 2015
Prostitution au Luxembourg	p. 482			31e séance	Mardi 5 mai 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Le Président et des députés du Parlement européen à la Chambre

L'année 2015 sera européenne: en effet, la deuxième moitié de l'année est placée sous le signe de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne. En amont de cette présidence, le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz, et des membres de la Conférence des Présidents du Parlement européen ont rencontré leurs homologues luxembourgeois à la Chambre des Députés.

Le rôle des Parlements nationaux est primordial par le contrôle qu'ils exercent sur les Gouvernements qui sont colégislateurs au niveau européen: c'est ce que souligna M. Martin Schulz devant les députés européens et luxembourgeois. Les préoccupations ont tourné des deux côtés - luxembourgeois et européen - autour du rôle amoindri des Parlements nationaux dans la procédure budgétaire européenne.

«Des fonctionnaires nationaux envoient un projet de budget à Bruxelles où il est apprécié par des fonctionnaires européens, sur base de critères élaborés à l'insu du Parlement européen»: c'est ainsi que M. Martin Schulz s'est exprimé devant la presse, en soulignant, comme son homologue luxembourgeois, qu'il s'efforcerait à réimpliquer davantage les Parlements nationaux et européen.

Les ressources financières de l'Union européenne, largement insuffisantes selon M. Schulz, furent un autre sujet de discussion. Le budget est effectivement un dossier qui risque d'influencer la prochaine Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, les pays membres n'étant jusqu'ici pas prêts à faire des concessions, par exemple en ce qui concerne le financement de la politique agricole ou celui des fonds de cohésion.

Les députés ont convenu que la collaboration entre Parlements nationaux ainsi que les échanges avec le Parlement européen sont importants afin d'assurer suffisamment de relais vers les citoyens européens.

M. Martin Schulz, Président du Parlement européen, signe le livre d'or en présence de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et des membres de la Conférence des Présidents du Parlement européen.

Ils ont en outre relevé l'intérêt de deux conférences organisées sous Présidence luxembourgeoise à Luxembourg, à savoir, d'une part, le 18 et 19 octobre, sur l'Europe sociale et, d'autre part, le 10 et 11 décembre, sur la politique de coopération et d'aide au développement.

Conclusions du rapport «Artuso»: La Chambre s'excuse auprès de la communauté juive

La Chambre des Députés reconnaît et déplore profondément les souffrances infligées à la communauté juive durant l'occupation nazie du Luxembourg et exprime ses excuses, alors que du fait des actes fautifs commis, la responsabilité de l'autorité publique luxembourgeoise se trouve engagée.

Telles sont en effet les principales conclusions que la Chambre des Députés tire du rapport de M. Vincent Artuso «La „question juive" au Luxembourg (1933-1941) - L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies», dans une résolution adoptée à l'unanimité au cours de la séance plénière du mardi 9 juin 2015, au cours de laquelle le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, a également présenté ses excuses pour les mêmes faits au nom du Gouvernement.

La résolution, qui a été élaborée au cours de huit réunions de la Conférence des Présidents et de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, met également en avant l'engagement solennel du Parlement de faire tout son possible afin que de telles atrocités ne puissent se reproduire, de continuer à défendre avec vigueur les droits de l'Homme et de lutter contre toute forme d'antisémitisme, de racisme et de xénophobie, tout en rappelant l'importance de poursuivre les recherches historiques à ce sujet.

Saluant les actes de courage de certains habitants du Luxembourg, qui ont sauvé des Juifs du sort tragique qui les menaçait, la Chambre des Députés intègre ainsi la communauté juive, qui n'a jusqu'ici obtenu aucune reconnaissance officielle de la part de l'État, dans la communauté des victimes du régime national-socialiste, à savoir les résistants, les enrôlés de force, les déportés, les personnes traquées pour leurs convictions politiques ou religieuses ou les volontaires des Brigades Internationales de la Guerre d'Espagne.

M. Alex Bodry expose le contenu de la résolution qu'il a déposée au nom de la Conférence des Présidents et de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.
(Photo: Guy Jallay/Luxemburger Wort)

Réforme du système de pétition publique

Depuis le 1er juin dernier, signatures électroniques et signatures sur papier peuvent être cumulées dans la procédure de la pétition publique. Cette décision devrait faciliter la tâche des pétitionnaires de collecter les 4.500 signatures nécessaires pour qu'un débat public en leur présence soit organisé à la Chambre des Députés.

Jusqu'à présent, seules les signatures électroniques collectées sur le site Internet du Parlement étaient acceptées. Pour être comptabilisées, les signatures sur papier devront cependant être fournies sur un formulaire spécifique mis à disposition par la Chambre des Députés. La période de signature restera limitée à 42 jours pour les deux types de signature.

C'est sans doute le point essentiel de la réforme du système de pétition publique qui a été présentée lors d'une conférence de presse par le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank.

Depuis le début de la législature en décembre 2013, 181 pétitions ont été déposées à la Chambre des Députés - contre 33 au cours de toute la législature 2009-2013. Cette augmentation impressionnante est due à l'introduction de la pétition publique en avril 2014. Sur les 159 pétitions introduites en ligne, 122 ont été déclarées recevables. Six pétitions ont dépassé le seuil des 4.500 signatures et ont fait l'objet d'un débat public.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés (à droite), et M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions, ont présenté les points essentiels de la réforme du système de pétition publique.

Échange entre parlementaires du Bundestag et de la Chambre

M. Patrick Schnieder, Président du groupe d'amitié interparlementaire germano-belgo-luxembourgeois (au milieu), et des députés allemands ont pu s'échanger avec leurs homologues luxembourgeois.

Il est de notoriété publique que les relations entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et le Grand-Duché sont excellentes et qu'il existe une grande identité de vues entre les responsables politiques des deux côtés de la Moselle et de la Sûre sur bon nombre de dossiers, qu'ils soient de nature bilatérale ou européenne.

Cet état de fait a une nouvelle fois pu être constaté à l'occasion de la visite d'une délégation parlementaire allemande à la Chambre des Députés. Sous la conduite de M. Patrick Schnieder, Président du groupe d'amitié interparlementaire germano-belgo-luxembourgeois, des députés allemands ont pu s'échanger avec leurs homologues luxembourgeois sur les sujets qui font l'actualité, avec au premier chef la crise migratoire qui frappe de plein fouet les pays de l'Union européenne.

La RFA constituant la première destination d'immigration en Europe et ayant enregistré en 2014 son solde migratoire le plus important depuis les années 1990, les parlementaires du Bundestag n'ont pas caché que la vague actuelle de migrants venant de pays en guerre (Syrie, Irak, Libye, Somalie, etc.) ou de pays aux conditions de vie particulièrement difficiles (pays de la bande sahélo-saharienne en particulier) préoccupe les autorités allemandes, aussi bien d'un point de vue organisationnel que financier, et ceci à tous les niveaux (confédération, États-régions et communes).

Les députés allemands réclament une juste répartition des immigrés à un niveau européen par le biais de quotas et une politique de retour forcé adéquate, notamment vis-à-vis des demandeurs d'asile des Balkans et autres pour lesquels il s'avère difficile de bénéficier du statut de réfugié.

Concernant les récentes révélations d'espionnage présumé du Luxembourg par la NSA via le BND (Bundesnachrichtendienst) allemand, il faudrait - aux dires des députés allemands - éclaircir cette affaire de surveillance du transfert électronique de données en provenance du Luxembourg vers d'autres pays européens tout en veillant à ce que la bonne collaboration entre services de renseignement ne soit pas entravée.

Parmi les sujets controversés, les députés luxembourgeois ont notamment évoqué le projet de péage automobile que les autorités allemandes prévoient d'instaurer courant 2016 sur les autoroutes autochtones par le biais d'une vignette automobile dont le montant, défini par l'âge de la voiture, la cylindrée du moteur et certains critères environnementaux, peut atteindre jusqu'à 130 euros.

Furent aussi évoqués l'état des infrastructures transfrontalières en matière ferroviaire et les connexions à partir du Luxembourg vers la RFA, la Deutsche Bahn ayant quasiment radié le Luxembourg de ses horaires de trafic grandes lignes. Dans ce contexte, les mandataires allemands du groupe d'amitié interparlementaire germano-belgo-luxembourgeois ont promis de tout mettre en œuvre pour remédier à cette situation.

«Plan Juncker»: la BEI dans les starting-blocks

La Banque européenne d'investissement (BEI) se dit fin prête pour servir de rampe de lancement au «Plan Juncker», plan d'investissement pour l'Europe du nom du Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, afin de libérer au cours des trois prochaines années (2015-2017) au moins 315 milliards d'euros d'investissements publics et privés pour l'économie réelle.

C'est en substance le message que M. Werner Hoyer, Président de la BEI, a fait passer au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et à une délégation de parlementaires qui se sont déplacés début juin dans les locaux du plus grand bailleur de fonds et emprunteur multilatéral au monde.

Aux yeux de M. Hoyer, le plan Juncker est absolument nécessaire pour combler le retard croissant du Vieux Continent en matière d'investissements et subséquemment de compétitivité vis-à-vis de ses concurrents les plus farouches que sont les États-Unis, la Chine, mais aussi des nations comme le Japon ou encore la Corée du Sud.

Pour les seules infrastructures, les experts du Kirchberg dénotent des manques annuels en investissements supplémentaires de l'ordre de

- 100 milliards d'euros pour la modernisation des réseaux énergétiques;

- 50 milliards d'euros pour la modernisation des infrastructures routières;

- 55 milliards d'euros pour atteindre les standards de capacité prévus dans l'agenda numérique de l'UE;

- 90 milliards d'euros pour offrir de meilleurs services en adéquation avec l'environnement.

Pour M. Hoyer, le «Plan Juncker» constitue un vrai changement de paradigme dans l'utilisation de ressources publiques limitées dans le sens où un euro dépensé en subvention est perdu alors qu'un euro utilisé en garantie d'un prêt aura un effet multiplicateur de 10.

Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS)

Au cœur du nouveau plan d'investissement pour l'Europe figure le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) qui sera établi au sein de la BEI. Le FEIS aura pour mission de soutenir la réalisation de projets porteurs d'importants avantages économiques et identifiés dès l'automne 2014 par une «task force», composée de personnels de la Commission européenne, de la BEI et des États membres.

Il s'agit pour l'essentiel de projets pouvant démarrer rapidement, avec un caractère communautaire (transfrontaliers, impliquant plusieurs États) et/ou relevant de sujets jugés prioritaires: la connaissance, l'innovation, l'économie numérique, l'union de l'énergie, les infrastructures de transport, sociales et environnementales (efficacité énergétique). Par le biais de ces projets, la Commission européenne a voulu montrer que ce ne sont pas les idées qui manquent, mais les financements de long terme pour des projets jugés risqués.

Le «Plan Juncker» prévoit en l'occurrence un mécanisme censé rassurer les investisseurs. Ainsi, quelque 21 milliards d'euros ont pu être récupérés (5 milliards d'euros constitués sur les ressources propres de la BEI, 16 milliards par l'intermédiaire des fonds européens) afin de servir de garantie au FEIS, qui sera alimenté par des investisseurs essentiellement privés. Et grâce à la capacité de la BEI - de par sa notation financière «AAA» - de lever de l'argent sur les marchés de capitaux, le mécanisme devrait permettre d'aboutir à 315 milliards d'euros investis au bout du compte (effet de levier de 15).

M. Werner Hoyer, Président de la BEI (à gauche), lors de l'échange de vues avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et une délégation de parlementaires

L'environnement: une des priorités du LIST

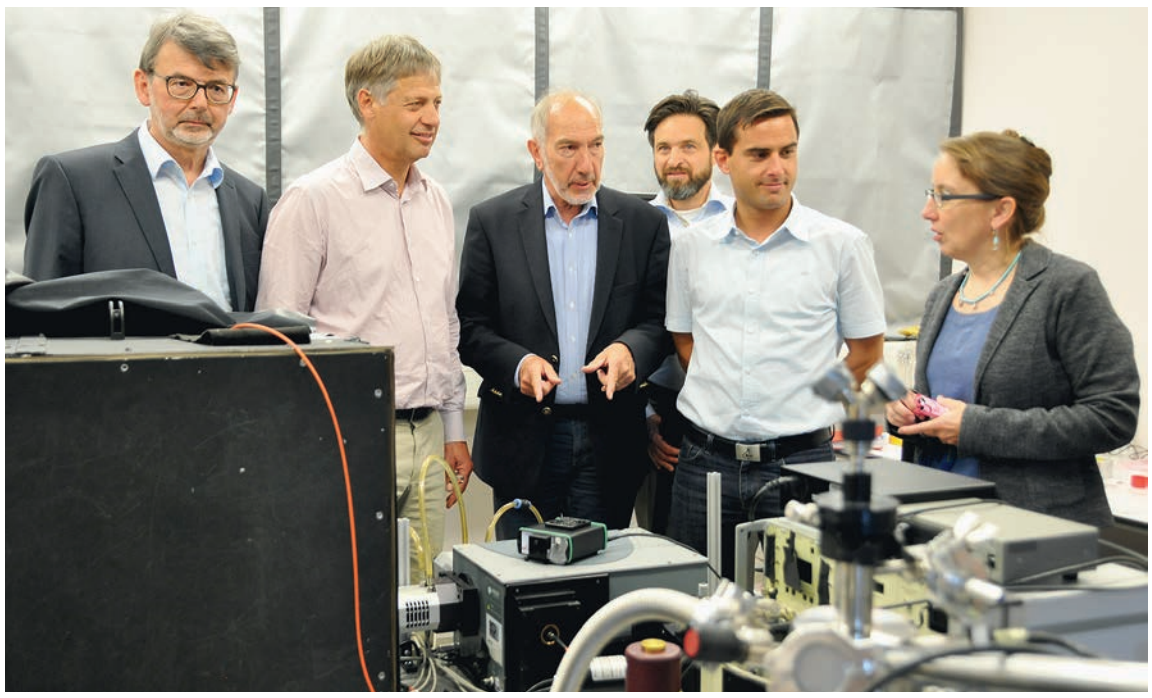
Dans l'optique de la préparation d'un débat d'orientation à la prochaine rentrée parlementaire (automne 2015) sur la future orientation politique et le cadre d'action en matière de climat et d'énergie, des députés des Commissions de l'Économie et de l'Environnement de la Chambre ont tenu à visiter le département «ERIN» (Environmental Research and Innovation) du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)*.

Reçus par le directeur, M. Lucien Hoffmann, et son équipe, les mandataires publics ont pu se faire une idée de toutes les connaissances et compétences interdisciplinaires mises en avant par ce département afin de s'attaquer à la résolution des défis environnementaux majeurs auxquels notre société sera confrontée au 21e siècle:

- l'atténuation du changement climatique,
- la résilience des écosystèmes,
- le développement de systèmes énergétiques durables,
- l'utilisation efficace des ressources renouvelables,
- la prévention et le contrôle de la pollution environnementale, etc.

Les activités RDI (activités de recherche-développement et innovation) fournies par le département «ERIN» embrassent quatre thématiques, à savoir la gestion intégrée des ressources en eau, la valorisation de la biomasse végétale pour la production de biopolymères et de bioénergie, l'analyse de la durabilité dans le cycle de vie et l'évaluation des risques ainsi que l'e-science pour des applications environnementales et biologiques.

De toutes les présentations faites aux députés et des échanges qui s'en sont suivis avec les chercheurs, il est clairement ressorti qu'un des objectifs majeurs du département «ERIN» est non seulement de mettre en œuvre une vision environnementale intelligente, mais aussi de fournir des solutions environnementales innovantes, permettant aux petites et grandes entreprises implantées au Grand-Duché de bénéficier de la sorte d'un avantage concurrentiel par rapport à leurs homologues étrangers.



Des députés des Commissions de l'Économie et de l'Environnement de la Chambre des Députés ont reçu des explications sur le fonctionnement et les objectifs du LIST.

* Le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), né de la fusion des centres de recherche publics Gabriel Lippmann et Henri Tudor, est opérationnel depuis le 1er janvier 2015. Référence luxembourgeoise en matière de recherche et d'innovation, les travaux des chercheurs du LIST se focalisent avant tout sur les domaines des matériaux, des technologies de l'information et de l'environnement.

LIII COSAC

(de gauche à droite) MM. Eugène Berger, Marc Angel et Gast Gibéryen

La politique énergétique et climatique, le PTCI (partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement - en anglais «TTIP»), le partenariat oriental et les préoccupations sécuritaires dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique étaient inscrits à l'ordre du jour de la LIII COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires) qui s'est réunie les 1er et 2 juin 2015 à Riga.

M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés à cette conférence, qui réunit chaque semestre des membres des commissions parlementaires en charge des affaires européennes des Parlements nationaux de l'Union européenne et des pays candidats à une adhésion à l'UE ainsi que le Parlement européen.

Concernant le rôle des Parlements dans la politique commerciale de l'Union européenne, les membres de la COSAC notent que les négociations de l'Union sur les accords de libre-échange avec des pays tiers ont récemment généré beaucoup d'intérêt dans les États membres et se félicitent du débat sur le rôle des Parlements dans ce processus, en préconisant une plus grande implication de ces derniers dès le début. La majorité des Parlements ont mené les débats au sujet du PTCI dans une grande variété de forums et nombreux sont ceux qui entendent poursuivre les discussions. Les membres soulignent particulièrement le rôle important des Parlements pour assurer la légitimité démocratique et plus de transparence dans le processus de négociation du PTCI et pour améliorer la sensibilisation des citoyens.

Les membres ont par ailleurs discuté sur la coopération interparlementaire. Pour améliorer la coordination au niveau du contrôle de subsidiarité, il a été décidé d'élaborer des lignes directrices non contraignantes.

À noter que la prochaine réunion de la COSAC sera organisée en juillet 2015 au Luxembourg dans le contexte de la dimension parlementaire de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Le Parlement luxembourgeois a d'ailleurs également été chargé par la COSAC d'organiser un groupe de travail consacré au renforcement du dialogue politique.

Forte identité de vues entre deux petits pays

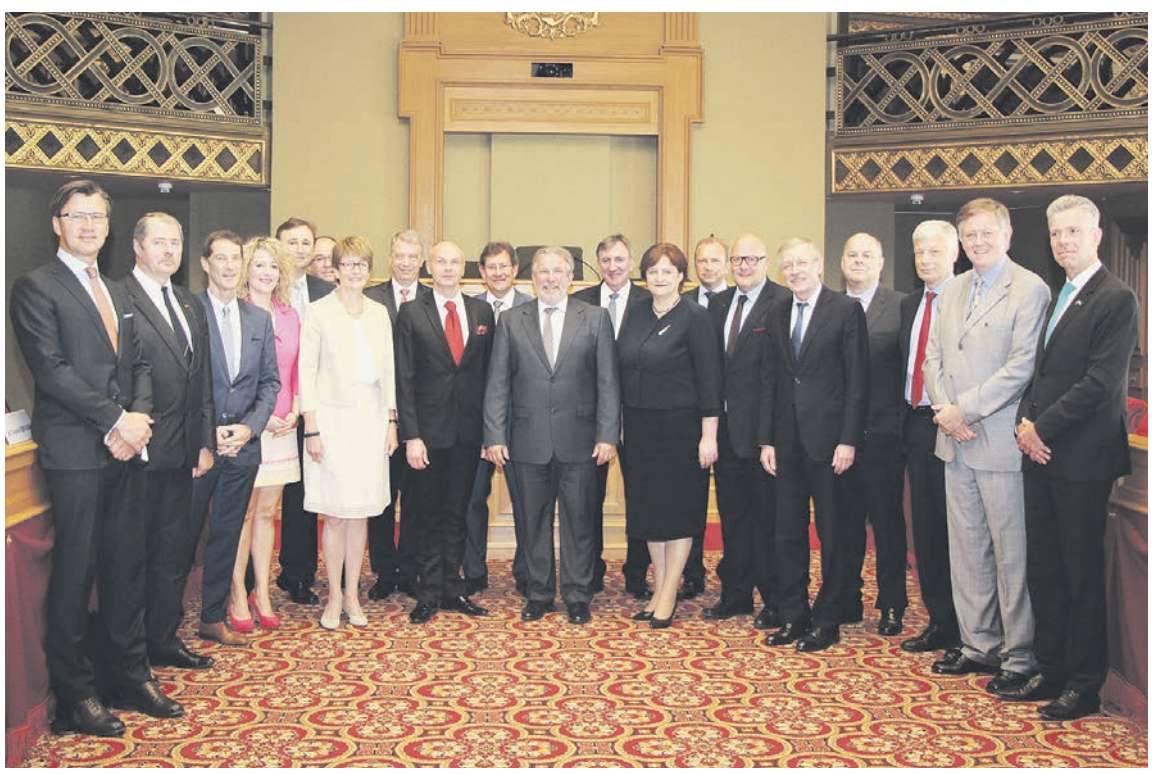
Alors que le Luxembourg s'apprête à accomplir pour la douzième fois le même exercice auquel la Lituanie a satisfait pour la première fois au second semestre 2013 - en l'occurrence la Présidence du Conseil de l'Union européenne - et que la commémoration du 30e anniversaire de la signature des accords de Schengen s'annonce, des délégations parlementaires luxembourgeoise et lituanienne viennent de se retrouver à la Chambre des Députés.

Le plus méridional et le plus grand des trois pays baltes avec trois millions d'habitants, possédant également l'histoire la plus tourmentée, la Lituanie, à l'instar de ses consœurs baltes, a intégré l'UE de façon dynamique depuis 2004 et adopté l'euro en date du 1er janvier 2015.

Avec le Luxembourg, la Lituanie ne partage pas seulement les valeurs européennes traditionnelles, mais aussi le sort de compter parmi les plus petits pays de l'Union. D'où l'utilité soulignée des deux côtés - ceci d'autant plus que, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, les Parlements nationaux ont gagné en importance - de collaborer encore plus étroitement, que ce soit à un niveau bilatéral ou dans un format Benelux-Pays baltes.

Au cours des entretiens menés en tête-à-tête entre M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et son homologue lituanienne, Mme Loreta Graužinienė ainsi qu'entre délégations élargies, furent notamment évoqués:

- les priorités de la prochaine Présidence luxembourgeoise avec un accent particulier sur le rééquilibrage entre priorités financières et économiques, d'un côté, et priorités sociales de l'autre;
- les faibles échanges commerciaux entre les deux pays - en 2014 ceux-ci s'élevaient à 23,66 millions d'euros, avec une balance légèrement positive pour le Luxembourg - qu'il convient absolument de tonifier;
- la sécurité de l'approvisionnement énergétique et la nécessité d'intégrer de plus en plus les énergies renouvelables dans le mix énergétique;
- le conflit ukrainien et les tensions y liées avec la Fédération de Russie. À ce sujet, il convient de noter que la Lituanie est voisin direct de l'enclave russe de Kaliningrad à partir de laquelle des actions militaires peuvent être menées sans qu'un franchissement des frontières ne soit nécessaire;
- le renforcement de la sécurité nationale lituanienne par une augmentation substantielle de l'effort de défense ainsi que la réintroduction pour cinq ans de la conscription, qui portera dans un premier temps sur les Lituaniens âgés de 19 à 26 ans;
- ainsi que l'expérience intéressante que vient de vivre la Lituanie lors des élections communales du 1er mars 2015 au cours desquelles les maires furent élus directement, ce qui a permis un renouvellement de 30% des fauteuils de maire.



M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés (au milieu), et son homologue lituanienne, Mme Loreta Graužinienė (au milieu), ainsi que les délégations respectives se sont échangés sur différents sujets d'actualité.

Le Président de la Chambre des Députés en visite officielle aux Pays-Bas

(de gauche à droite) Mme Anouchka van Miltenburg, M. Mars Di Bartolomeo, M. Siegfried Bracke et M. Mark Rutte (Photo: Jeroen van der Meyde)

Les 14 et 15 juin 2015 le Président de la Chambre des Députés Mars Di Bartolomeo s'est rendu en visite officielle auprès de la Seconde Chambre des États généraux du Royaume des Pays-Bas.

La délégation luxembourgeoise qui l'accompagnait se composait de M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés et Président de la Commission de l'Environnement, de M. Marc Angel, membre du Bureau et Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ainsi que de M. Claude Frieseisen, membre du Bureau et Secrétaire général de la Chambre des Députés.

Cette invitation de la part de son homologue néerlandais, Mme Anouchka van Miltenburg, s'adressait également à M. Siegfried Bracke, Président de la Chambre des représentants de Belgique.

Une occasion pour les trois Présidents de Parlement du Benelux de s'échanger sur la façon de traiter à l'avenir les sujets préoccupant plus particulièrement leurs trois pays. Les Présidents se sont mis d'accord à ce que leurs Parlements respectifs suivent de plus près les travaux du Parlement Benelux et veillent à ce que cette collaboration beneluxienne soit axée sur les résultats. Leur propre souhait d'implication sera finalisé par des rencontres trilatérales régulières entre Présidents en vue de déterminer en commun les priorités futures à mener à bonne fin.

La coopération des Parlements nationaux dans les dossiers européens et les priorités des prochaines Présidences luxembourgeoise et néerlandaise du Conseil de l'Union européenne furent d'autres sujets abordés et discutés lors de la rencontre des Présidents avec le Premier Ministre Mark Rutte et avec leurs interlocuteurs au Ministère des Affaires étrangères.

Une Union pour les citoyens

Les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (1er juillet - 31 décembre 2015)

La Présidence du Conseil de l'Union européenne au second semestre 2015 est la douzième exercée par le Luxembourg. Elle intervient dans un contexte institutionnel sensiblement changé depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Le rôle de coordination et d'impulsion de la présidence semestrielle reste le même à maints égards; la présidence permanente du Conseil européen et le rôle de la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne affectent toutefois la nature de l'exercice de la présidence. Au vu des nouvelles compétences attribuées à l'UE par les Traités, c'est donc une première aussi pour le Luxembourg.

Le processus de nomination du Président de la Commission et, en particulier, le rôle joué par le Parlement européen dans ce contexte, ont contribué à l'émergence de nouveaux équilibres institutionnels qui invitent à jeter un regard neuf sur la coopération entre les institutions. La crédibilité de l'UE dépend de sa capacité à donner une suite appropriée aux décisions et engagements pris. À cet effet, elle a besoin d'institutions fortes et déterminées ayant la capacité de changer le cours des choses et de donner la priorité aux grands enjeux, en Europe et au-delà.

La Présidence luxembourgeoise, très attachée à la construction européenne, aux valeurs et principes de l'Union, s'est engagée dans une approche ouverte: être à l'écoute des citoyens, soutenir les entreprises, coopérer avec les partenaires et les institutions pour agir dans l'intérêt européen.

Le citoyen est au cœur du projet européen. La Présidence luxembourgeoise, dans le droit fil de ses traditions et convictions, s'efforcera de mettre le citoyen au centre de ses préoccupations et de veiller à ce que l'intérêt réel et direct des citoyens soit mieux pris en compte dans toutes les politiques de l'Union. Elle contribuera ainsi à une bonne application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. La mise à jour de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer», s'appuyant sur la proposition présentée par la Commission, s'inscrit dans ce contexte; elle permettra également de formaliser les modalités d'une meilleure coopération interinstitutionnelle. En fonction de la disposition des autres institutions à participer au processus, la Présidence luxembourgeoise s'attachera à faire avancer les négociations en vue d'établir les bases d'un accord qui assurera une législation de qualité, dans un contexte de développement durable, issue d'un processus législatif transparent et efficace. Elle s'efforcera d'approfondir le dialogue interinstitutionnel sur le contenu des programmes de travail annuels de la Commission.

Le programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement adopté par le Conseil européen des 26 et 27 juin 2014 reprend les principales priorités pour l'UE pour les cinq années à venir; il est destiné à orienter les efforts de programmation des institutions. La Présidence luxembourgeoise a élaboré un programme qui se situe donc dans la continuité de la mise en œuvre de cet agenda en tenant également compte des orientations politiques du Président de la Commission, du programme de travail annuel de la Commission et des travaux du Trio.

Les priorités de la Présidence luxembourgeoise pour le second semestre 2015 sont présentées dans les chapitres suivants:

- libérer l'investissement pour la croissance et l'emploi;
- approfondir la dimension sociale européenne;
- gérer la migration, allier libertés, justice et sécurité;
- rendre sa dynamique au marché intérieur en misant sur le numérique;
- inscrire la compétitivité européenne dans un cadre global et transparent;
- promouvoir une démarche de développement durable;
- renforcer la présence de l'Union européenne dans le monde.

Le programme de la Présidence luxembourgeoise qui se veut non exhaustif est aussi l'expression de la volonté du Luxembourg de pleinement contribuer au nouvel élan insufflé au processus d'intégration européenne depuis l'année dernière.

Libérer l'investissement pour la croissance et l'emploi

L'action de la Présidence luxembourgeoise s'inscrira dans le droit fil du plan d'investissement pour l'Europe du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker visant à libérer jusqu'à 315 milliards d'euros pour l'investissement en Europe. La mise en place du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) mobilisera les volumes d'épargne et de liquidité financière existant en Europe pour permettre le financement de projets d'investissement stratégiques présentant une valeur ajoutée pour l'Union européenne. Le Fonds est établi au sein de la Banque européenne d'investissement (BEI) et pourra donc compter sur son expertise et son expérience non seulement pour ce qui est de la sélection des projets mais également sous forme d'une assistance technique pour leur développement et leur réalisation.

La Présidence luxembourgeoise soutiendra les initiatives prises par la Commission pour renforcer la prévisibilité réglementaire et lever les freins à l'investissement. Ces mesures, visant à rendre l'Europe plus attractive pour les investissements, devront permettre de démultiplier les effets du plan d'investissement.

Afin que l'Europe retrouve une croissance durable et crée des emplois, les marchés des capitaux devront jouer un plus grand rôle dans le financement de l'économie. Il importe de mettre fin aux barrières à l'investissement transfrontalier afin d'améliorer et d'élargir les sources de financement. L'Union des marchés des capitaux proposée par la Commission doit voir le jour. Les marchés des capitaux en Europe restent aujourd'hui souvent fragmentés, voire concentrés sur leur marché d'origine. L'UE devrait progresser vers une situation permettant d'obtenir, que ce soit pour une petite et moyenne entreprise (PME) ou une grande entreprise, un financement sur les marchés des capitaux de n'importe quel État membre.

Le nouveau cadre réglementaire devrait aussi servir à encourager l'investissement au-delà des marchés des capitaux. En créant des stimulants pour d'autres secteurs, par une amélioration de l'environnement des entreprises, le potentiel d'investissement sera libéré pour la croissance et l'emploi.

Deux premières propositions législatives auxquelles la Présidence luxembourgeoise attachera une attention particulière devraient être traitées au second semestre 2015:

- une proposition sur les titrisations vise à rendre cette activité plus transparente, plus simple et de meilleure qualité afin de redynamiser un marché qui n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant-crise et de remédier aux risques associés aux titrisations;
- une révision des exigences en matière de prospectus doit faciliter l'accès aux marchés des capitaux pour les PME.

La Présidence luxembourgeoise s'efforcera de compléter la réglementation des services financiers en faisant avancer les négociations sur plusieurs dossiers et en particulier sur celui de la réforme structurelle bancaire.

Elle s'attachera, en outre, à entamer les négociations sur une nouvelle proposition législative en matière de résolution des infrastructures de marché.

La Présidence luxembourgeoise poursuivra les efforts engagés en vue de la mise en œuvre d'une authentique politique industrielle européenne, notamment en intégrant systématiquement l'impératif de compétitivité dans les domaines d'action de l'UE et en développant ainsi une véritable approche transversale. En matière de politique industrielle, la Présidence luxembourgeoise se concentrera notamment sur:

- la mise en œuvre de la «feuille de route» de la Commission relative à la compétitivité industrielle;
- la mise en œuvre et le suivi des plans d'action sectoriels, en particulier le plan d'action «acier», dont l'objectif est d'améliorer la compétitivité du secteur sidérurgique en Europe;
- la promotion des instruments de financement et de soutien de l'UE à destination des PME et dans les domaines de l'innovation et de la recherche, notamment le Programme pour la compétitivité des PME (COSME) et le Programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020».

La Présidence luxembourgeoise mènera un large débat sur la définition future d'une stratégie intégrée et globale de l'UE en matière d'espace, notamment en ce qui concerne l'actuel accord-cadre entre l'UE et l'Agence spatiale européenne (ASE) et la mise à profit de l'expertise de l'ASE dans le cadre d'un partenariat renforcé. Elle poursuivra les négociations sur la proposition de directive relative au recensement et à la diffusion à des fins commerciales des données fournies par satellites à haute résolution (HRSD) en matière d'observation de la terre. Les travaux seront poursuivis en vue de la mise en œuvre et de l'exploitation complète des programmes phares Galileo et Copernicus de l'UE.

La recherche et l'innovation (R&I) figurent parmi les priorités de la stratégie Europe 2020 en faveur d'une croissance intelligente, durable et inclusive. La pierre angulaire de la politique européenne est le développement de l'Espace européen de la Recherche (EER) qui permettra d'exploiter pleinement les potentialités du marché unique des chercheurs et des connaissances. Pour ce faire, la Présidence s'efforcera d'améliorer la coordination et la cohérence des politiques de recherche au niveau européen et de tirer ainsi pleinement profit de la diversité des systèmes nationaux de R&I. Elle s'attachera à faire la promotion d'une culture de l'intégrité scientifique, avec une attention particulière aux aspects de sensibilisation et de prévention. La prise en compte du genre dans la recherche sera approfondie avec un accent particulier mis sur la dimension du recrutement ouvert.

Une meilleure cohésion territoriale doit créer les conditions favorables à un investissement qui se fasse au bénéfice de toutes les régions d'Europe. À ce titre, la Présidence luxembourgeoise mènera une réflexion sur le développement territorial à l'horizon 2050. Elle fera des propositions pour améliorer la coopération transfrontalière en préparant la voie à l'adoption de dispositions légales particulières pour les espaces frontaliers. En matière de politique urbaine, l'attention sera portée sur les petites et moyennes villes, dont le rôle est indispensable pour un développement équilibré du territoire européen.

Pour être en mesure de mettre en œuvre ses politiques, notamment celles favorisant la croissance et l'emploi, l'UE doit disposer de ressources financières suffisantes. Il appartiendra à la Présidence luxembourgeoise de mener les négociations budgétaires annuelles, au niveau du Conseil et avec le Parlement européen, afin de trouver un accord sur le budget 2016 de l'UE et de doter l'Union des moyens nécessaires pour mener à bien ses politiques et atteindre ses objectifs. Une attention particulière devra être accordée à la situation des crédits de paiements et à l'évolution du plan de paiement voulu par le Parlement européen.

Approfondir la dimension sociale européenne

Avec la crise économique et financière, l'UE a payé un lourd tribut social. Le chômage, notamment celui des jeunes, a fortement augmenté dans l'Union européenne et les inégalités se sont creusées. Le projet européen se distingue depuis ses débuts par une dimension sociale solide qui lui a assuré pendant longtemps l'adhésion des citoyens. En effet, les divergences sociales qui se creusent affaiblissent la performance économique de l'Union mais aussi sa stabilité sociopolitique. Elles remettent également en cause l'ambition qui est celle de l'UE d'assurer «la promotion d'une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social» ainsi que de la justice et de la protection sociale.

La Présidence luxembourgeoise soutiendra l'idée lancée par le Président de la Commission européenne d'une Europe «triple A social». Pour faire avancer ce projet ambitieux, elle collaborera étroitement avec le Parlement européen, la Commission, les États membres et les partenaires sociaux.

La nomination d'un vice-président de la Commission ayant à la fois dans ses attributions «l'euro» et le «dialogue social» souligne l'importance que la Commission attache à la relance du dialogue social. La Présidence luxembourgeoise soutiendra fortement la Commission dans ses projets visant à associer les partenaires sociaux avec le souci d'assurer une meilleure gouvernance économique et sociale au niveau européen.

Les politiques en matière de protection sociale et d'emploi relèvent d'abord de la compétence nationale encore que l'Union dispose, dans certains domaines, d'une compétence partagée avec les États membres.

La Présidence luxembourgeoise mettra l'accent sur l'investissement social et tout particulièrement sur l'investissement dans le capital humain, à savoir les compétences. Preuve de l'engagement de la Présidence luxembourgeoise pour le numérique, une attention particulière sera portée au volet des compétences digitales, qui constitueront à l'avenir un levier essentiel pour redresser la productivité de nos économies, accroître leur potentiel de croissance et améliorer leur compétitivité.

La stratégie Europe 2020, qui devra rapidement être réajustée, doit donner une priorité à l'éducation, à la formation et à la qualification. L'investissement dans les personnes et notamment les jeunes sera également crucial pour assurer la réussite du marché numérique européen. L'objectif de croissance inclusive, pilier phare de la stratégie Europe 2020, devra être cadré par des référentiels afin de soutenir les États membres dans leurs efforts de modernisation des politiques sociales.

La Présidence luxembourgeoise soutiendra toutes les actions en faveur d'une reprise génératrice d'emplois de qualité telles que l'investissement, l'accès au crédit pour les PME, le renforcement du marché unique.

La Présidence luxembourgeoise considère que les Gouvernements nationaux doivent continuer à améliorer la performance de leurs marchés du travail, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la transition entre le monde de l'éducation et le monde du travail, l'insertion des jeunes au moyen de la garantie pour la jeunesse, l'accès à l'emploi des groupes plus éloignés du marché du travail tels que les chômeurs de longue durée etc. Elle soutiendra également les initiatives de la Commission visant à lutter efficacement contre toute forme de dumping social telle que celle en matière de travail non déclaré.

Dans son programme de travail, la Commission a annoncé qu'elle soumettrait une initiative législative en matière de mobilité au deuxième semestre 2015. La Présidence luxembourgeoise considère que la mobilité, qui constitue l'un des fondements du marché unique, contribue au bon fonctionnement de l'économie européenne, même si elle ne pourra être considérée comme l'unique solution pour lutter contre le chômage.

La Présidence luxembourgeoise souhaite améliorer la dimension sociale dans la gouvernance de l'Union et plus particulièrement de la zone euro. Il est important de mieux saisir les liens entre les préoccupations sociales et les défis macroéconomiques et d'assurer un suivi renforcé des aspects de politique sociale. Ces efforts devront également être portés vers l'amélioration de la capacité des systèmes de protection sociale à offrir une protection efficace contre les risques tout au long de la vie. Le Conseil devra pleinement jouer son rôle à cet égard.

La Présidence luxembourgeoise encouragera la mixité entre hommes et femmes à tous les niveaux. Un accent particulier sera mis sur l'augmentation du taux d'emploi féminin et sur une représentation équilibrée entre femmes et hommes dans la prise de décision politique et économique en tant que facteurs de compétitivité.

La Présidence luxembourgeoise veillera à promouvoir le respect du principe de non-discrimination tel que prévu par les textes européens, dont le Traité sur le fonctionnement de l'UE et la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Dans ce contexte, la Présidence luxembourgeoise poursuivra les efforts en vue de l'adoption de la proposition de directive 2008/0140 (CNS) relative à la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle.

Un projet européen au service des citoyens se doit bien évidemment de donner toute sa place à la santé publique. Les priorités en la matière seront articulées autour du patient et de l'innovation.

La Présidence luxembourgeoise déploiera tous les efforts requis pour faciliter la mise en place d'un cadre réglementaire solide, permettant un accès rapide des citoyens européens à des dispositifs médicaux sûrs et de qualité tout en encourageant l'innovation et la compétitivité du marché européen. La Présidence luxembourgeoise initiera un processus de réflexion sur les moyens d'assurer un meilleur accès à la médecine personnalisée et de développer une approche novatrice en matière de prise en charge de la démence. La Présidence tirera le bilan de la gestion de l'épidémie Ebola. L'amélioration de la protection des citoyens européens en cas d'urgence radiologique et nucléaire sera également abordée.

Dans le domaine du sport, la Présidence luxembourgeoise s'attachera à promouvoir l'activité physique et motrice notamment au cours de la petite enfance. En parallèle, elle prolongera les travaux antérieurs sur les doubles carrières sportives et évaluera la coordination, respectivement la représentation future de l'UE au sein de l'Agence Mondiale Antidopage. La Présidence luxembourgeoise abordera en outre la question des métiers du sport et de leur impact économique.

Un objectif prioritaire du domaine de l'éducation consistera à mieux prendre en compte la diversité, entre autre linguistique, des élèves. La Présidence luxembourgeoise mettra un accent particulier sur le maintien scolaire et sur un accueil de qualité durant la petite enfance.

Dans le domaine de la jeunesse, il importe de renforcer la participation politique des jeunes et de développer, à cette fin, les synergies européennes nécessaires. Dans ce contexte le dialogue structuré donne aux jeunes la possibilité de s'exprimer sur les thèmes qui les touchent, plus particulièrement lors de consultations nationales et de conférences européennes de la jeunesse.

En matière de culture, l'évaluation de son potentiel dans les relations extérieures de l'UE, en particulier dans les politiques de coopération au développement, permettra de se tourner vers les pays tiers. La Présidence luxembourgeoise examinera la question de la cohérence des politiques culturelles et étrangères en matière de coopération au développement. Il s'agira, en outre, d'identifier la contribution spécifique de la culture aux objectifs du développement durable à adopter fin 2015.

L'ensemble des pistes identifiées dans les domaines du sport, de l'éducation, de la jeunesse et de la culture, devrait permettre aux États membres de mettre en œuvre des mesures ciblées favorisant l'inclusion sociale et une participation active des citoyens à la vie politique. Ces objectifs sont également importants car ils contribuent à la lutte contre les phénomènes de radicalisation des jeunes dans nos sociétés.

Gérer la migration, allier libertés, justice et sécurité

Les pertes de vies tragiques en Méditerranée appellent une action résolue et continue au niveau de l'Union européenne. La Présidence luxembourgeoise accordera un haut degré de priorité à la poursuite des actions sur le territoire de l'UE et celles conduites en partenariat avec les pays tiers dans le but de sauver des vies et de mener une politique d'immigration efficace. Tous les moyens d'action communs sont à mobiliser contre les activités des trafiquants et des passeurs. La forte pression aux frontières extérieures et sur les systèmes d'asile nationaux requiert un renouvellement de nos politiques dans un esprit d'innovation et de solidarité.

La Commission européenne a présenté un agenda sur la migration qui propose l'élaboration d'une réponse européenne aux défis migratoires communs, en mobilisant les politiques intérieures et extérieures, en renforçant les outils à la disposition des agences de l'Union, et en associant les différentes parties prenantes: organisations internationales, États membres, institutions européennes, pays tiers et société civile.

Le Conseil traitera des mesures immédiates qui seront prises pour faire face à la situation de crise qui règne en Méditerranée, ainsi que des actions à entreprendre dans les années à venir pour mieux gérer les migrations dans tous leurs aspects. Il s'agit d'aboutir à un paquet de mesures équilibré pour sauver des vies, lutter contre les réseaux criminels, accueillir dignement les migrants, leur garantir les protections requises et retourner ceux qui n'y ont pas droit.

Ce nouveau souffle politique doit rassembler institutions, États membres et citoyens, pour promouvoir une gestion saine des migrations vers l'UE, intensifier la coopération avec les pays tiers, renforcer la solidarité entre les États membres, amplifier la lutte contre la traite et le trafic de migrants et accroître les canaux de migration légale pour faire de l'UE une destination attractive pour les talents et les compétences.

Notre espace unique de circulation des personnes et son corollaire, l'espace Schengen qui fête son 30e anniversaire, sont fondés sur le principe de la responsabilité individuelle des États membres. Ils doivent progresser en termes de fluidité des passages frontaliers, de solidarité entre États membres et de sécurité publique. Afin que la mise en œuvre de la politique commune puisse se réaliser dans de bonnes conditions, il convient de renforcer la confiance mutuelle, par le respect des règles communes, par des pratiques convergentes et par un engagement effectif de tous les États membres dans des actions communes. La réorientation de la politique d'immigration européenne devra aussi offrir des sauvegardes solides en vue de l'acceptation par les citoyens européens d'une politique d'accueil ouverte et protectrice correspondant aux besoins démographiques des États membres. Dans cette optique, la Présidence luxembourgeoise fera avancer les travaux sur la révision du code visa, l'introduction d'un visa d'itinérance, la réinstallation, la relocalisation, les mineurs dans le système Dublin, les frontières intelligentes et en matière de renforcement des mesures compensatoires de l'espace Schengen pour répondre efficacement aux nouveaux défis qui se posent en termes de mobilité et de sécurité.

La Présidence luxembourgeoise continuera à décloisonner les composantes interne et externe de la politique de l'immigration. L'année européenne pour le développement sera l'occasion d'évoquer le lien entre le développement et les phénomènes migratoires. L'approfondissement de la coopération avec les pays tiers d'origine, de transit et d'accueil occupera une place centrale dans les travaux de la Présidence.

Il convient d'améliorer et de renforcer la gestion intégrée des frontières extérieures de l'UE dans le respect de la Charte des droits fondamentaux. La Présidence luxembourgeoise assurera un suivi de la mise en œuvre du système commun européen d'asile. Elle contribuera à un développement des agences EASO, Frontex et eu-LISA qui nécessitent des mandats adaptés aux défis migratoires et des moyens suffisants pour accomplir leurs missions.

La Présidence luxembourgeoise s'efforcera de clôturer les négociations sur la proposition de directive «chercheurs et étudiants» dans le but de soutenir notre potentiel de croissance et d'emploi et de favoriser les échanges culturels et sociaux.

L'UE doit être déterminée à consolider et à promouvoir les valeurs fondamentales sur lesquelles elle se fonde.

Le respect de l'État de droit en fait partie. Le Conseil de l'UE et les États membres réunis au sein du Conseil se sont engagés à établir un dialogue entre tous les États membres en vue de défendre et de sauvegarder l'État de droit. La Présidence luxembourgeoise a l'intention de lancer ce dialogue et, ce faisant, veillera au plein respect des principes régissant ce dialogue, principes entérinés lors du Conseil des affaires générales du 16 décembre 2014.

La Charte des droits fondamentaux est le pilier de la protection effective des droits fondamentaux dans l'application et l'interprétation du droit de l'UE. De son côté, l'article 6 du TUE prévoit que l'UE adhèrera à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Avec cette adhésion, la protection des droits fondamentaux se verra réaffirmée et renforcée et l'UE sera intégrée dans le système paneuropéen des garanties des droits de l'Homme assurées par la Convention. Il faut poursuivre le processus d'adhésion qui nécessite toutefois une période de réflexion et d'analyse suite à l'avis de la Cour de justice de l'UE.

La réforme de la Cour de justice de l'UE, à savoir l'augmentation du nombre de juges au Tribunal de l'UE, sera une priorité pour la Présidence luxembourgeoise. Il demeure indispensable de mettre le Tribunal de l'UE en mesure de statuer dans un délai raisonnable, conformément aux exigences de la Charte des droits fondamentaux. L'introduction des premiers recours en indemnité consécutifs à la violation de cette obligation exige une mise en place rapide de cette réforme.

La finalisation de la réforme en matière de protection des données personnelles est indispensable pour le bon fonctionnement du marché intérieur. Le succès du marché intérieur numérique dépendra grandement de la confiance accordée par les citoyens et entreprises aux flux de données en ligne.

L'UE peut se prévaloir d'être un modèle en termes de protection élevée des données. C'est un acquis que l'adoption du nouveau cadre réglementaire en la matière ne doit pas remettre en cause. Il y va à la fois du droit des citoyens et de la compétitivité de l'économie européenne. La Présidence luxembourgeoise ambitionne de faire avancer les négociations sur le nouveau cadre réglementaire en la matière en visant une conclusion d'ici la fin de l'année.

Dans son arrêt du 8 avril 2014 invalidant la directive 2006/24/CE relative à la conservation de données, la Cour de justice a souligné l'importance des droits fondamentaux que constituent le droit à la vie privée et le droit à la protection des données personnelles. Il appartiendra au législateur européen ainsi qu'à la Commission d'élaborer une réponse adéquate qui tienne compte des principes dégagés par la jurisprudence et qui s'insère dans le cadre juridique rénové régissant la protection des données.

La lutte contre le terrorisme est la première des priorités en matière de sécurité intérieure et nécessite de maximiser le potentiel des outils existants tout en développant de nouvelles mesures et ce dans le plein respect des droits de l'Homme et de l'État de droit. La réponse de l'UE à la menace posée par les flux importants de résidents et citoyens partis rejoindre des groupes terroristes en Syrie et en Irak, et leur possible retour en Europe, demeure le dossier clé. La mise en œuvre de la feuille de route relative aux combattants terroristes étrangers revêt une importance particulière. La Présidence luxembourgeoise s'efforcera de doter l'UE d'une approche globale cohérente dans la lutte contre le terrorisme. Elle prendra en compte aussi bien les aspects intérieurs que les aspects extérieurs et assurera le suivi des travaux liés à la mise en œuvre des diverses stratégies de l'UE portant sur la lutte anti-terroriste, en particulier les stratégies pour lutter contre le financement du terrorisme et contre la radicalisation et le recrutement de terroristes.

Les attentats de ce début d'année exigent une réponse forte et unie. En conséquence, la Présidence luxembourgeoise poursuivra vigoureusement la mise en œuvre des mesures et actions arrêtées par les chefs d'État ou de Gouvernement dans leur déclaration du 12 février 2015 parmi lesquelles la mise en place d'un système européen pour la collecte des données des passagers (PNR), la lutte contre les contenus faisant l'apologie du terrorisme et de l'extrémisme sur Internet, la lutte contre le trafic illicite d'armes à feu ainsi que le renforcement des contrôles aux frontières extérieures, de l'échange d'information et de la coopération opérationnelle.

La mise en œuvre de la nouvelle Stratégie de sécurité intérieure de l'UE pour la période 2015-2020 constitue une priorité importante et la Présidence luxembourgeoise entend accompagner au mieux ce processus. Il s'agit de définir une réponse commune aux nouveaux défis qui représentent une menace pour la sécurité des citoyens de l'UE. À côté de l'apparition de nouvelles menaces, à l'exemple des combattants étrangers ou des crimes contre l'environnement, d'autres phénomènes criminogènes continuent à gagner en importance tels que la cybercriminalité ou la criminalité économique.

Dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, la Présidence luxembourgeoise s'attachera à développer le cycle politique supervisé par le Comité permanent de Sécurité intérieure (COSI) tout en renforçant

sa visibilité. Ce cycle est un instrument essentiel qui a fait ses preuves et donne des résultats encourageants. Dans ce cadre, la Présidence luxembourgeoise entend favoriser et encourager la coopération policière transfrontalière.

Si la sécurité intérieure relève d'abord de la responsabilité des États membres, le Luxembourg reste convaincu que l'UE peut apporter une valeur ajoutée en la matière, en premier lieu grâce à ses agences. En conséquence, la Présidence luxembourgeoise s'engage afin que l'Office européen de police (Europol) se voie doté d'un règlement lui permettant de développer au maximum son potentiel, au service des États membres et dans le respect des prérogatives de chacun.

La création d'un Parquet européen chargé des enquêtes et des poursuites en matière de fraude au budget de l'UE est le projet phare de l'espace judiciaire européen. La Présidence luxembourgeoise s'attèlera à faire avancer les négociations au niveau du Conseil de façon à permettre une mise en place du Parquet européen en 2016. Le développement d'un Parquet européen indépendant et efficace sera accompagné de la modernisation des règles de droit matériel régissant la protection des intérêts financiers de l'UE. Toutes les conséquences devraient être tirées afin d'adapter Eurojust.

La Présidence luxembourgeoise veillera à accompagner la mise en œuvre de la dimension judiciaire de l'agenda de sécurité intérieure, en particulier en ce qui concerne l'extension du système ECRIS aux ressortissants de pays tiers et la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation.

Le rapprochement des règles de droit procédural et de droit matériel sous-tend une meilleure reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires. Cela vaut en particulier pour les garanties procédurales en matière pénale. Une première étape très importante a été franchie avec l'adoption des mesures relatives aux traductions et interprétations, au droit à l'information et au droit d'accès à un avocat. Toute l'attention se focalise désormais sur l'adoption de la deuxième série de mesures, à savoir les directives relatives respectivement aux droits des enfants, à l'aide juridictionnelle et à la présomption d'innocence.

La coopération judiciaire en matière de droit de la famille constitue un domaine d'action où la législation européenne a un impact tangible sur le quotidien des citoyens. Elle est une composante de la citoyenneté européenne et de la libre circulation des personnes. L'acquis de cette coopération est déterminant pour assurer une sécurité et une prévisibilité juridiques aux couples européens confrontés à des litiges complexes. Tous les efforts seront déployés pour compléter utilement cet acquis, en particulier en ce qui concerne les instruments en matière de régimes matrimoniaux et d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés.

La simplification de la circulation de certains documents publics est une autre action axée sur la construction de l'Europe des citoyens; une telle mesure contribuera à faciliter l'exercice des libertés fondamentales consacrées par les Traités.

Rendre sa dynamique au marché intérieur en misant sur le numérique

La création d'emplois et la croissance passent avant tout par le bon fonctionnement et l'approfondissement d'un marché intérieur qui tient compte de la transversalité du numérique et qui est flanqué d'une politique européenne ambitieuse en matière d'approvisionnement en énergie et de transports.

La Présidence luxembourgeoise salue la prééminence accordée par la Commission européenne au développement du marché unique numérique comme l'une de ses dix priorités, en continuation logique des efforts engagés pour réaliser le marché intérieur.

Si l'économie numérique est de nos jours omniprésente, son potentiel reste sous-exploité. L'Europe doit être un acteur de la révolution numérique mondiale. La Présidence luxembourgeoise s'engage à donner la priorité au numérique de manière transversale et à placer le numérique au cœur de sa politique pour le marché intérieur.

Le numérique n'est pas un secteur à part mais un facilitateur qui imprègne chaque domaine d'activité. Le passage au numérique bénéficie à tous les secteurs de l'économie et présente de nombreuses opportunités, en jetant les bases d'une réelle économie des données et d'une véritable société du savoir. La Présidence luxembourgeoise favorisera les initiatives, horizontales ou ciblées, en vue de réaliser un véritable marché intérieur du numérique.

Dans le contexte de l'Internet, par nature global et transfrontalier, la fragmentation du marché intérieur en 28 «mini marchés» nationaux demeure pourtant perceptible. Les consommateurs et start-up européennes en sont les premières victimes: refus de vente et contenus en ligne «géobloqués», charges administratives découlant d'une application territoriale du droit qui les empêche de bénéficier d'économies d'échelle. Les barrières au commerce électronique transfrontalier devront être supprimées pour que les entreprises européennes puissent se développer et devenir de véritables champions numériques capables d'être concurrentiels à l'échelle mondiale.

La Présidence luxembourgeoise encouragera une approche fondée sur le principe du «digital by default» qui permet de vérifier qu'une législation de l'Union européenne apporte bel et bien des solutions pour exploiter les nouvelles technologies et pour faire décoller l'économie numérique européenne.

La Présidence luxembourgeoise favorisera donc les initiatives dans des domaines aussi divers que les libertés fondamentales (réutilisation et protection des données personnelles), les télécommunications, le commerce électronique transfrontalier, les services publics en ligne (eGovernment), la recherche et l'innovation (big data, cloud computing), l'emploi (inclusion), l'énergie (efficience), la politique industrielle, les transports ou encore l'éducation (compétences).

La Présidence luxembourgeoise se penchera sur la problématique des compétences numériques pour subvenir aux besoins dans le domaine des technologies de l'information.

Plus généralement, l'accomplissement du marché unique européen - principal moteur de croissance de l'UE - doit avoir pour objectif final de permettre aux consommateurs et aux entreprises européennes d'acheter et de vendre des biens et des services partout dans l'UE et ce, avec autant de facilité que sur leur marché national.

Le développement d'un véritable marché intérieur pleinement intégré est freiné par la persistance d'obstacles - de nature juridique et administrative - et par un manque de confiance de la part des acteurs du marché. Pour contribuer à approfondir le marché intérieur, la Présidence luxembourgeoise encouragera le recours aux instruments réglementaires et non réglementaires les plus efficaces, en particulier l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle, en vue de garantir une sécurité juridique optimale, de réduire les charges réglementaires pour les entreprises et de permettre aux consommateurs d'avoir accès à la plus grande offre possible.

À cet égard, l'examen du futur paquet «marché intérieur des biens et des services» de la Commission, qui contiendra des actions visant à renforcer le recours au principe de reconnaissance mutuelle et à supprimer les obstacles au commerce transfrontalier, constituera une priorité de la Présidence luxembourgeoise.

Dans la même optique, la Présidence luxembourgeoise soutiendra les efforts entrepris dans le cadre de la mise à jour de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» et de la mise en œuvre du programme REFIT, avec pour objectif la recherche et la mise en avant de la «plus-value européenne»: pour améliorer le fonctionnement du marché intérieur et stimuler la croissance, il conviendra d'adopter des règles européennes communes - à défaut de quoi ce sont 28 législations nationales qui s'appliquent - et qui offrent la sécurité juridique indispensable aux acteurs du marché.

La Présidence luxembourgeoise prendra aussi des mesures pour faire avancer le plan d'action pour le commerce de détail, y compris l'abolition des restrictions territoriales, qui enlèvent la liberté de choix aux distributeurs en les obligeant à s'approvisionner dans tel ou tel pays.

Dans le domaine de la propriété intellectuelle, la Présidence luxembourgeoise s'efforcera de finaliser les travaux sur la proposition de directive relative aux secrets d'affaires. Il s'agira aussi de poursuivre les réflexions sur la modernisation des droits d'auteur. Une clarté juridique accrue à travers l'UE, notamment par une adaptation à l'ère numérique, permettra aux industries créatrices de se développer tout en respectant les intérêts des ayants droit et ceux des consommateurs.

Les PME seront au centre de toutes ces politiques. La Présidence luxembourgeoise veillera à l'application systématique du principe du «think small first» pour faire en sorte que toutes les politiques de l'UE encouragent le développement des PME. La révision du «Small Business Act» sera traitée comme une priorité.

La politique énergétique européenne se situe à un tournant de son histoire. Des progrès ont été accomplis comme l'ouverture des marchés, la sécurité d'approvisionnement, le déploiement des énergies renouvelables et la mise en place de mesures relatives à la réduction de la consommation. Mais, ces progrès n'ont pas suffi à rendre l'UE plus résiliente vis-à-vis de ses fournisseurs, ni à permettre la transition énergétique nécessaire à un coût abordable et compétitif, et à permettre le déploiement suffisant de nouvelles technologies et la création d'emploi dans ces secteurs émergents. Dans le domaine de la politique énergétique, la Présidence luxembourgeoise tiendra par ailleurs pleinement compte de l'objectif ambitieux que s'est fixé l'UE, celui d'être une économie largement «décarbonnée» à l'horizon 2050.

L'Union de l'énergie proposée par la Commission favorise l'émergence d'une stratégie énergétique horizontale qui s'appuie sur un plan d'action ambitieux et qui vise la mise en place d'une nouvelle gouvernance.

La Présidence luxembourgeoise s'attachera à la mise en œuvre d'une gouvernance robuste reposant sur le dialogue entre la Commission et les États membres et sur la valeur ajoutée de la dimension régionale et communautaire.

La Présidence luxembourgeoise mettra l'accent sur l'innovation, la recherche, les nouvelles technologies de la transition énergétique, principalement dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et sur une gestion intégrée des ressources. Ces éléments sont les moteurs essentiels d'une croissance verte et durable, créatrice de richesses et d'emplois dans l'ensemble de l'UE.

La Présidence abordera la question du financement de la transition énergétique durable dans l'optique de la mise en place du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) et veillera à une meilleure coordination de l'ensemble des instruments financiers communautaires existants.

La question essentielle de la conception future du marché intérieur de l'électricité, de sa mise en œuvre et du rôle que les consommateurs finaux seront appelés à jouer dans celui-ci, seront également sur la table du Conseil.

La Présidence luxembourgeoise engagera les travaux législatifs dans le domaine de l'approvisionnement en gaz qui revêt une importance à la fois économique et stratégique et dans celui de l'étiquetage des appareils, indispensable à la réalisation des ambitions de l'UE en matière de réduction de la consommation d'énergie.

Enfin, la Présidence luxembourgeoise abordera la question des synergies entre le secteur de l'énergie et celui de la coopération au développement.

La Présidence luxembourgeoise contribuera à la réalisation des objectifs de la politique européenne des transports qui visent la promotion d'une mobilité efficace, sûre, fiable, accessible et socialement responsable ainsi que la création de conditions adaptées pour le développement d'une industrie des transports durable, innovante et génératrice d'emplois de qualité et de bonnes conditions de travail permettant de soutenir l'essor et la compétitivité économique de l'UE tout en respectant un équilibre social, financier et écologique.

La Présidence luxembourgeoise veillera à orienter les travaux du Conseil dans le sens d'une réglementation transposable, applicable et pratique. Une attention particulière sera portée aux questions de nature sociale et à de possibles réponses européennes harmonisées.

Dans l'esprit de promotion des modes de transports les moins polluants, la Présidence luxembourgeoise poursuivra les travaux sur le 4e paquet ferroviaire aussi bien au sein du Conseil qu'avec le Parlement européen. Elle fera avancer la proposition relative aux prescriptions techniques dans la navigation intérieure.

Les grandes priorités de la politique européenne des transports telles qu'elles ont été définies dans le livre blanc de 2011 doivent être réexaminées de façon critique, pragmatique et orienté vers des résultats. La Présidence lancera un vaste débat sur la politique européenne des transports.

Enfin, la Présidence luxembourgeoise veut activement promouvoir une stratégie de la mobilité durable dont la planification urbanistique intégrée et la mobilité douce constituent des piliers essentiels. Cette thématique fera l'objet d'une rencontre ministérielle informelle.

Inscrire la compétitivité européenne dans un cadre global et transparent

Suite à la présentation du rapport sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire (UEM) par le Président de la Commission, en étroite coopération avec le Président du sommet de la zone euro, le Président de l'Eurogroupe, le Président de la Banque centrale européenne et le Président du Parlement européen, la Présidence luxembourgeoise entend mener les travaux dans une approche visant à intégrer les quatre piliers de la construction de l'UEM, pour l'instant développés à des rythmes différents, afin de favoriser un retour à la croissance et à l'emploi dans un cadre de solidarité et de discipline budgétaire mais aussi d'une Europe plus sociale.

Lors du Conseil européen informel de février 2015, les chefs d'État ou de Gouvernement ont réaffirmé la valeur du triptyque fondé sur la consolidation budgétaire, la relance de la croissance par l'investissement et les réformes structurelles qui ont des impacts positifs sur la croissance durable et équilibrée.

La mise en œuvre d'un programme ambitieux de réformes structurelles dans le domaine des produits et services et du marché du travail est essentielle pour accroître la productivité, retrouver la compétitivité et améliorer l'environnement des entreprises, favorisant de ce fait l'investissement privé productif, l'emploi et la croissance. En outre, les réformes structurelles en faveur de la croissance peuvent contribuer à un rééquilibrage durable du modèle de croissance de l'Union européenne, réduire les effets négatifs du désendettement et contribuer à la prévention des déséquilibres macroéconomiques.

Le Luxembourg entend situer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale dans un cadre global et veut s'assurer que toute concurrence soit loyale. L'UE devra inscrire son action dans la foulée des décisions du G20 et de l'OCDE. La transparence et la mise en place d'un «level playing field» au niveau mondial sont les conditions nécessaires à l'efficacité de cette lutte.

Les avancées attendues dans le contexte des travaux de l'OCDE sur le BEPS («base erosion and profit shifting») inspireront l'approche de l'UE au second semestre 2015.

Tout en veillant au respect de l'acquis du marché intérieur, en particulier en matière de libre circulation des capitaux et du droit d'établissement, la Présidence luxembourgeoise a comme objectif d'aboutir sur la proposition relative à la transparence et à l'échange d'informations sur les rescrits fiscaux. Elle espère également faire avancer les travaux sur la directive relative à l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS).

La Présidence luxembourgeoise discutera le renforcement du mandat du Code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises au Conseil, en fonction de l'état du dossier.

Le plan d'action pour une fiscalité des entreprises équitable et efficace, proposé par la Commission en date du 17 juin 2015, servira comme point de départ pour les travaux de la Présidence luxembourgeoise en matière de fiscalité.

En matière de TVA, la Présidence luxembourgeoise continuera, si nécessaire, les négociations sur la déclaration normalisée et le traitement des bons.

La Présidence luxembourgeoise poursuivra les efforts visant l'amélioration de la gouvernance de l'Union douanière. Elle continuera les travaux sur la proposition de directive relative à l'harmonisation des infractions et sanctions douanières, ainsi que sur la surveillance de la mise en œuvre du Code des douanes de l'Union (UCC). La Présidence luxembourgeoise organisera également les travaux en vue de l'examen des propositions de règlement relatives à la révision et l'éventuelle refonte de règlements en matière de nomenclature tarifaire, de suspensions et contingents.

La Présidence luxembourgeoise mettra l'accent sur la continuité et la cohérence dans le domaine de la politique commerciale, notamment en termes de croissance, de création d'emplois, d'ouverture de marchés tiers ou encore de développement durable. Ces objectifs définissent la politique commerciale actuelle (communication afférente de 2010), à la fois sur le plan externe (négociations commerciales) et le plan interne (dossiers législatifs): une mise à jour de cette communication devrait être présentée au second semestre 2015.

En termes de négociations multilatérales, les principaux objectifs seront la préparation de la dixième réunion ministérielle de l'OMC à Nairobi et une conclusion de l'accord plurilatéral sur les biens environnementaux. Il s'agira de renforcer la crédibilité du système commercial international

basé sur des règles et de préparer la voie à une conclusion du cycle de Doha voire de l'après-Doha, en respectant les aspirations des pays en développement et en favorisant une plus grande contribution des pays émergents.

Du point de vue bilatéral, la Présidence luxembourgeoise œuvrera en faveur d'une conclusion au niveau politique des négociations avec le Vietnam et le Japon et d'une signature de l'accord commercial avec le Canada (CETA).

La Présidence luxembourgeoise fera progresser les discussions sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) qui gagneront en intensité au second semestre 2015 quand seront abordées les questions de fond.

La Présidence luxembourgeoise attachera une importance particulière aux débats autour des mécanismes de règlement des différends investisseurs-État (ISDS), ainsi qu'aux autres questions plus sensibles. Elle œuvrera en faveur d'un maximum de transparence dans ce contexte.

Pour ce qui est de l'actualisation des accords en vigueur, la Présidence luxembourgeoise œuvrera notamment en faveur d'une modernisation de l'accord de libre-échange avec le Mexique.

Concernant en particulier le voisinage de l'UE, des négociations commerciales pourraient être engagées avec la Tunisie. Le contexte politique spécifique et l'évolution de la situation économique qui caractérisent la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine pourraient faire en sorte que les demandes de prolongation des mesures tarifaires et contingents autonomes de l'UE deviennent prioritaires à la fin 2015.

La Présidence luxembourgeoise devra s'atteler à plusieurs dossiers législatifs importants: la réforme de la politique de défense commerciale de l'UE, l'instrument international pour l'ouverture de marchés publics tiers, les minerais originaires de zones de conflit, la révision du règlement antitorture et l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine.

Promouvoir une démarche de développement durable

Une croissance économique durable et au service du citoyen ne peut aller de pair qu'avec la plus haute ambition environnementale. La Présidence luxembourgeoise s'efforcera d'accélérer la transition vers une économie verte à faibles émissions de gaz à effet de serre en créant les dynamiques nécessaires à l'émergence d'une société sûre et durable. Elle promouvra aussi une économie innovante, circulaire et compétitive, sobre en énergie, préservant la biodiversité et les ressources naturelles, évitant le gaspillage et favorisant le recyclage au meilleur coût.

Cette ambition indispensable guidera la Présidence dans les dossiers législatifs en cours, tels que ceux relatifs à la qualité de l'air ou à la réduction des émissions de CO_2.

La Présidence luxembourgeoise s'engagera fermement en faveur d'une meilleure qualité de l'air, notamment dans le cadre de la révision de la directive fixant des plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques (NEC). En cas de besoin, elle cherchera un accord sur la directive relative aux installations de combustion de taille moyenne (medium combustion plants, MCP), de même que sur la proposition de directive sur la réduction des émissions polluantes des véhicules routiers (Euro 5/6).

Une des pierres angulaires de la stratégie contre le changement climatique sera indubitablement le Système d'Échange de Quotas d'Émission (SEQE), l'instrument phare de la politique de l'Union européenne visant la réduction des émissions de dioxyde de carbone et la surveillance des marchés du carbone. La Présidence luxembourgeoise entamera les travaux sur la proposition de réforme du SEQE attendue en début de la Présidence et après l'accord sur le mécanisme de réserve de stabilité des marchés (MSR).

La stratégie européenne sur la biodiversité, essentielle pour le maintien du bien-être environnemental en Europe, fera l'objet d'une révision à mi-parcours au second semestre 2015. En garantissant des standards de protection communs au niveau des ressources naturelles dans le marché intérieur de l'UE, elle établit des conditions favorables pour un développement économique durable. La Présidence luxembourgeoise procédera à un examen détaillé des résultats et proposera l'adoption de conclusions du Conseil à ce sujet.

Dans le contexte d'un développement économique allié à la protection de la nature, la Présidence luxembourgeoise s'engagera activement dans la 7e Conférence ministérielle «Forest Europe» qui vise le renforcement de la protection et de la gestion durable des forêts européennes.

La Présidence luxembourgeoise poursuivra les travaux sur la révision de la stratégie Europe 2020 s'agissant du verdissement du semestre européen afin de mieux intégrer la viabilité environnementale dans le cycle plus vaste de la gouvernance économique.

Cette exigence de durabilité sera également au centre de l'action de la Présidence en vue des diverses échéances internationales qui domineront l'agenda global en matière de développement durable, qu'il s'agisse du Sommet spécial pour le développement durable en septembre à New York ou de la 21e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) en décembre à Paris.

Lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, les négociations internationales devront aboutir à l'adoption d'un nouveau traité ambitieux et contraignant à participation globale, permettant de maintenir le réchauffement climatique en dessous de deux degrés. L'accord de Paris devra aborder les volets atténuation, adaptation, financement, transfert de technologie, renforcement des capacités des pays pauvres et transparence des politiques.

La Présidence luxembourgeoise pilotera les discussions en vue de l'adoption d'un mandat de négociation ambitieux. Elle associera ses efforts à ceux de la Commission européenne afin que l'UE puisse faire entendre sa voix dans les négociations qui se poursuivront tout au long du deuxième semestre 2015. Elle mettra par ailleurs un accent particulier sur la question du financement climatique.

L'accord sur l'élaboration d'un ensemble d'objectifs pour le développement durable (ODD), conclu lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en juin 2012 (Rio+20), constitue l'outil pour la poursuite de l'action ciblée et cohérente en matière de développement durable et définira l'agenda du développement pour les quinze années à venir et succèdera aux huit objectifs du millénaire pour le développement qui ont été adoptés en 2000, tout en y intégrant les trois dimensions du développement durable.

Les résultats de la troisième Conférence internationale sur le financement pour le développement à Addis-Abeba (juillet 2015) devront fournir les moyens de mise en œuvre pour les futurs ODD et définiront le cadre financier, ainsi que le transfert de compétences et de technologies et le renforcement des capacités pour mettre en œuvre les nouveaux objectifs du développement durable.

La Présidence luxembourgeoise coordonnera le processus préparatoire de l'UE en vue du sommet de New York et veillera à la cohérence avec le processus concernant la politique liée au changement climatique menant à la COP21 à Paris, dans lequel le volet financement revêtira également un rôle crucial.

La durabilité doit constituer également le principe fondamental du développement futur de l'agriculture européenne. Ce développement doit se faire en tenant compte tant de la dimension économique et sociale que des aspects sanitaires et environnementaux. Tel est le contexte dans lequel la politique agricole commune doit contribuer aux objectifs politiques généraux de l'UE. Pour mettre en œuvre ces principes de façon efficace, la Présidence luxembourgeoise s'engagera en particulier en faveur de la simplification des règles et des procédures, qui guidera ses travaux sur les différents dossiers. Elle veillera en outre à ce que le Conseil reste pleinement impliqué dans le processus de simplification de la politique agricole commune.

Ainsi la Présidence luxembourgeoise s'efforcera-t-elle de faire aboutir les négociations sur la proposition de la Commission dans le domaine de la production biologique afin de mettre en place un cadre réglementaire adapté aux nouveaux défis et permettant un développement harmonieux de ce secteur.

Dans le contexte de l'embargo russe sur certains produits agricoles de l'UE et de l'expiration des quotas laitiers, la Présidence luxembourgeoise accordera une attention particulière aux développements sur les marchés des produits agricoles et leurs effets sur les agriculteurs. L'agriculture et le secteur agroalimentaire de l'UE sont des acteurs importants à l'échelle mondiale et la Présidence luxembourgeoise suivra de près les développements en matière de politique commerciale sur le plan bilatéral et multilatéral.

Le principe de durabilité dominera également l'action de la Présidence luxembourgeoise dans le domaine de la politique de la pêche. En effet, elle s'efforcera de renforcer la nouvelle approche, axée sur la durabilité, en veillant à ce que le principe du rendement maximum durable soit dans la mesure du possible à la base des décisions sur les possibilités de pêche (TAC et quotas) pour 2016. Une discussion approfondie sur les données scientifiques relatives à la situation des stocks de poissons devrait permettre une prise de décision raisonnée et transparente. La Présidence luxembourgeoise essaiera également de parvenir à un accord sur le dossier de la pêche en eaux profondes, garantissant l'exploitation durable de ces stocks de poissons.

Par ailleurs, les notions de simplification et d'équilibre des compétences institutionnelles devront être mises en œuvre dans les négociations sur le plan de gestion pluriannuel des pêcheries pour la Baltique, pour les décisions sur l'alignement de l'acquis communautaire sur le Traité de Lisbonne, notamment dans les dossiers de la pêche illégale et non réglementée ou de la reconstitution des stocks d'anguilles européennes.

Le principe de la simplification devra également être mis en œuvre par les nouvelles règles à adopter en matière de protection phytosanitaire, pour lesquelles la Présidence luxembourgeoise s'efforcera de trouver un accord en première lecture avec le Parlement européen, et qui permettront l'harmonisation des échanges de plantes et produits de plantes sur le marché unique de l'UE.

Dans le même ordre d'idées, la Présidence luxembourgeoise s'efforcera de conclure un accord avec le Parlement européen sur la proposition législative portant sur les conditions zootechniques et généalogiques applicables aux échanges et aux importations dans l'UE d'animaux reproducteurs et de leurs produits germinaux et sur la finalisation du dossier des aliments médicamenteux pour animaux et poursuivra les travaux sur les médicaments vétérinaires. Dans ce contexte, la lutte contre les résistances antimicrobiennes constitue un des défis majeurs pour la préservation de la santé des citoyens européens.

La Présidence luxembourgeoise visera à finaliser le règlement concernant le contrôle officiel de la chaîne alimentaire avec pour objectif de promouvoir une harmonisation technique favorable au marché unique notamment en uniformisant les redevances liées aux contrôles des autorités compétentes dans l'UE et à ses frontières.

La Présidence espère pouvoir contribuer au débat démocratique en ouvrant les travaux sur la révision de la procédure d'autorisation des organismes génétiquement modifiés dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.

La protection des intérêts des consommateurs sera renforcée grâce à la poursuite de l'amélioration de l'information du consommateur à travers notamment l'étiquetage des matières grasses.

Renforcer la présence de l'Union européenne dans le monde

Le Traité de Lisbonne a conféré à la politique étrangère de l'Union européenne plus de continuité en confiant l'essentiel des tâches des présidences en matière de politique étrangère à la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne. La Présidence luxembourgeoise l'appuiera sans faille. La contribution de la présidence semestrielle demeure cependant substantielle notamment dans les contacts avec le Parlement européen et en termes de suppléance s'agissant de dialogues politiques avec des États tiers ou des organisations internationales.

Sur base d'un mandat du Conseil européen de juin 2015, la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission se verra confier la mission d'élaborer avec les institutions et les États membres une nouvelle stratégie de politique étrangère qui tienne compte des changements intervenus dans l'environnement international global depuis 2003. S'agissant d'un exercice multifacette, la Présidence luxembourgeoise sera amenée à contribuer à ces travaux.

Le Conseil européen de juin 2015 conférera une série de mandats en matière de politique de sécurité et de défense commune (PSDC) aux diverses institutions de l'UE, dont la Haute Représentante, le Service européen pour l'action extérieure, la Commission et l'Agence européenne de Défense. La Présidence luxembourgeoise accompagnera de manière proactive la mise en œuvre initiale de ces mandats qui devront être substantiels et ambitieux, couvrant à la fois l'amélioration du fonctionnement de la PSDC, la coopération européenne en matière de défense ainsi que le développement des capacités militaires indispensables dans ce contexte.

La Présidence luxembourgeoise s'engagera en vue d'un approfondissement des relations existantes avec les plus proches partenaires de l'UE, sans remise en question des principes fondamentaux de l'intégration européenne qui sont à la base de la construction du marché unique: l'application uniforme de l'acquis de l'UE et la libre circulation des personnes.

La perspective d'adhésion reste un puissant moteur pour les réformes aux frontières européennes, au bénéfice de la stabilité et de la prospérité du continent tout entier. La Présidence accordera donc une attention toute particulière à la politique d'élargissement. Sur la base d'un «paquet élargissement» 2015 remodelé par la Commission, la Présidence luxembourgeoise veillera à l'adoption consensuelle des conclusions «élargissement» annuelles en décembre.

Elle encouragera l'ouverture de nouveaux chapitres de négociation avec la Turquie, le Monténégro et la Serbie dès que les conditions seront remplies, de même que la poursuite sur le chemin vers l'intégration européenne de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et de l'Albanie. La signature et la conclusion de l'accord de stabilisation et d'association avec le Kosovo et la mise en œuvre de l'accord de stabilisation et d'association avec la Bosnie-Herzégovine, nouvellement entré en vigueur, sont d'autres dossiers où la Présidence luxembourgeoise encouragera des progrès pour autant que les préalables soient réunis.

Sur base d'une communication de la Commission relative à la politique européenne de voisinage, la Présidence luxembourgeoise contribuera aux travaux afin d'actualiser cette politique en vue de l'adoption de conclusions au Conseil européen avant la fin 2015.

Par ailleurs, la Présidence accueillera au Luxembourg la 12e réunion des ministres des Affaires étrangères Asie-Europe (ASEM FMM12) du 5 au 6 novembre 2015.

La crédibilité de l'UE dans le monde est renforcée par une action décidée en matière de coopération au développement et d'action humanitaire.

L'année 2015 sera une année charnière pour le développement de par les grands rendez-vous internationaux pour fixer le cadre de développement de l'après-2015, mais aussi parce qu'elle a été consacrée Année européenne pour le développement. De nombreuses activités seront organisées pour informer et sensibiliser les citoyens européens. La Présidence luxembourgeoise accueillera la cérémonie de clôture de l'année européenne pour le développement en décembre 2015.

Au niveau international, l'année verra naître les objectifs pour le développement durable (ODD) qui viendront se substituer aux huit objectifs du millénaire pour le développement, tout en intégrant les trois dimensions du développement durable conformément aux conclusions de la conférence Rio+20.

L'accord de Cotonou qui régit les relations entre l'UE et les 79 États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) viendra à expiration en 2020. Les travaux de définition d'un nouveau cadre de coopération démarreront en 2015. Sous Présidence luxembourgeoise, un livre vert sera présenté et une consultation publique sera lancée. La Présidence luxembourgeoise facilitera ce processus d'échanges et d'approfondissement de la réflexion dans la durée.

La Présidence luxembourgeoise érigera la cohérence des politiques au service du développement en tant que priorité dans le domaine du développement. L'objectif de ce concept est de minimiser les incohérences pouvant résulter des différentes politiques européennes et ayant des répercussions négatives sur les pays en développement. Des conclusions du Conseil sur la cohérence des politiques pour le développement seront adoptées.

Sous Présidence luxembourgeoise, la cohérence des politiques devrait également se concrétiser par des points spécifiques soulevés dans d'autres formations pertinentes du Conseil des ministres pour examiner les implications sur les pays du Sud.

Quant à l'action humanitaire, le Luxembourg facilitera le débat dans le cadre du Sommet humanitaire mondial en vue d'une position européenne commune réaffirmant les principes humanitaires. Les deux autres priorités sont la coordination entre acteurs humanitaires et ceux de la protection civile suite à des catastrophes naturelles ainsi que le volet de la protection en situation de conflit.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Permis à points

6399 - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ainsi que la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules.

L'objectif principal du projet de loi consiste à améliorer la sécurité routière, tout en intégrant certaines modifications de style et de précision aux lois susmentionnées. De façon générale, il s'agit de mettre en œuvre les mesures suivantes:

- adaptation du tableau des infractions susceptibles de faire perdre des points dans le cadre du système du permis à points;

- adaptation des seuils légaux à partir desquels la conduite d'un véhicule routier sous l'influence de drogues est sanctionnée sur le plan légal;

- adaptation des dispositions légales en matière d'interdiction judiciaire de conduire et de retrait administratif du permis de conduire.

Le projet de loi a également comme objet de:

- modifier certaines dispositions relatives aux plaques rouges;

- créer la base légale permettant au ministre ayant les Transports dans ses attributions d'autoriser l'utilisation de plaques ou de numéros spéciaux pour des usages et des services déterminés ou pour la préservation du patrimoine automobile;

- créer la base légale pour permettre l'immatriculation, dans des cas exceptionnels, de véhicules routiers au nom de personnes non résidentes au Luxembourg ou ne pouvant pas justifier d'une adresse valable au Luxembourg;

- créer la possibilité, dans le cas de la transcription, au nom d'un propriétaire résidant au Grand-Duché de Luxembourg, d'un véhicule ayant été immatriculé dans un autre État membre de l'Espace Économique européen, de renoncer sous certaines conditions au contrôle technique.

Du fait que l'objectif principal en matière de sécurité routière consiste dans l'adaptation du tableau des infractions susceptibles de faire perdre des points suite à une conduite de véhicule irresponsable, les modifications d'envergure au système actuel touchent en particulier les infractions énumérées ci-dessous:

1. le dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse de plus de 50% du maximum réglementaire de la vitesse autorisée, la vitesse constatée étant d'au moins 40 km/h supérieure à ce maximum: **retrait de 4 points** (situation actuelle: -2 points);

2. le délit de grande vitesse: **retrait de 6 points** (situation actuelle: -4 points); à rappeler que le délit de grande vitesse est une infraction qui répond à la fois aux deux conditions suivantes:

- excès de vitesse dépassant de plus de 50% le plafond réglementaire par rapport à la vitesse maximale autorisée, la vitesse constatée étant d'au moins 20 km/h supérieure à la vitesse maximale autorisée;

- récidive intervenant aux cours des trois années après une première contravention grave ou une condamnation pour un délit en matière d'excès de vitesse; le délit de grande vitesse joue donc uniquement en cas de récidive.

3. la conduite avec un taux d'alcool d'au moins 0,8 g par litre de sang ou de 0,35 mg d'alcool d'air expiré sans atteindre respectivement 1,2 g d'alcool par litre de sang ou 0,55 mg d'alcool par litre d'air expiré: **retrait de 4 points** (situation actuelle: -2 points);

4. la conduite avec un taux d'alcool supérieur ou égal à 1,2 g par litre de sang respectivement à plus de 0,55 mg d'alcool par litre d'air expiré: **retrait de 6 points** (situation actuelle: -4 points);

5. la conduite sous l'influence de stupéfiants ou de médicaments: **retrait de 6 points** (situation actuelle: -4 points);

6. l'utilisation du téléphone au volant sans kit mains libres: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -0 points) et **avertissement taxé de 145** € (situation actuelle: 74 €);

7. l'utilisation d'une tablette: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -0 points) et **avertissement taxé de 145** € (situation actuelle: 0 €);

8. le non-port de la ceinture de sécurité ou du casque - le non-respect de l'obligation des mesures relatives au siège enfant: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -1 point) et **avertissement taxé de 145** € (situation actuelle: 49 €);

9. le non-respect d'une distance de sécurité: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -0 points) et **avertissement taxé de 145** € (situation actuelle: 74 €);

10. le non-respect du signal routier du «Accès interdit»: **retrait de 2 points** (situation actuelle: -0 points).

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.02.2012

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

20.03.2012	Désignation d'un rapporteur
10.01.2013	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
18.03.2013	Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
10.04.2013	Continuation de l'examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.05.2013	Adoption des propositions d'amendements
14.01.2015	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen du projet de loi
21.01.2015	Adoption d'une série d'amendements
23.04.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 22 mai 2015

Mémorial A: 2015, n°92, page 1550

Organisation judiciaire

6446 - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

L'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifié.

Il est proposé que dans le cadre d'une ordonnance de la délégation prise par le Président de la Cour supérieure de Justice en vue de déléguer un magistrat, juge auprès d'un tribunal d'arrondissement ou juge de paix, pour exercer temporairement des fonctions auprès d'une justice de paix en vue de pourvoir à une absence, à un empêchement ou à une vacance de poste d'un juge de paix, la condition de l'acceptation préalable dans le chef dudit magistrat est désormais requise.

Cette modification permet de mettre un terme à l'incohérence entre les règles régissant les délégations de juges vers une justice de paix, d'une part, et les règles régissant les délégations de juges vers un tribunal d'arrondissement, d'autre part. Elle permet par-dessus tout et surtout de sauvegarder le principe de l'inamovibilité des juges.

En effet suite à l'adoption en date du 15 mai 2015 du projet de loi n°6304B sur les attachés de justice et portant modification, entre autres, de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, une délégation de juge d'un tribunal d'arrondissement vers un autre ne peut être ordonnée qu'avec l'accord du juge concerné (article 13), mais aucun accord n'est désormais requis pour une délégation d'un juge de paix ou d'un juge auprès d'un tribunal d'arrondissement vers une justice de paix (article 6).

Non seulement cette différence de traitement est dépourvue de justification, mais, de plus, le libellé de l'article 6 de ladite loi se heurte au principe d'inamovibilité des juges qui interdit de donner au juge, sans son consentement, une nouvelle affectation, même en avancement.

Ce principe est inscrit à l'article 91 de la Constitution aux termes duquel *«Les juges de paix, les juges des tribunaux d'arrondissement et les conseillers de la Cour sont inamovibles. (…) Le déplacement d'un de ces juges ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement»*.

L'inamovibilité est une garantie essentielle de l'indépendance des juges dont elle doit être considérée comme le corollaire. Plusieurs instruments internationaux soulignent l'importance fondamentale du principe d'inamovibilité au regard de l'indépendance des juges. Force est donc de constater que la seule voie respectueuse du droit est d'aligner l'article 6 sur l'article 13 tel que voté le 15 mai 2012.

Si le présent texte ne prévoit pas de limitation de durée pour la délégation compte tenu des durées variables des circonstances rendant nécessaire le recours à la délégation et du libellé de son pendant, l'article 9 qui n'en prévoit pas non plus, il n'en reste pas moins que la délégation constitue une solution exceptionnelle qui ne devrait pas dépasser quelques mois et qui, en tout état de cause, doit prendre fin dès que cessent le congé, l'absence ou l'empêchement qui l'ont motivée.

Dépôt par M. Félix Braz, Député, le 21.06.2012

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

22.05.2013	Présentation générale
18.03.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
22.04.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2015

Loi du 10 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°109, page 1812

Égalité de traitement entre femmes et hommes

6454A - Projet de loi portant modification de:

1) l'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Le projet de loi n°6454A est le résultat de la scission du projet de loi n°6454 en deux projets de loi distincts:

- un projet de loi 6454A reprenant les dispositions destinées à répondre aux exigences de l'arrêt C-236/09 (Test-Achats) de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ayant déclaré invalide une disposition de la directive 2004/113/CE traitant de l'égalité entre les femmes et les hommes;

- un projet de loi 6454B reprenant toutes les autres dispositions du projet de loi initial n°6454.

Étant donné le retard dans la procédure d'adoption du projet de loi n°6456 instituant la nouvelle loi sur le secteur des assurances, auquel est lié le projet de loi n°6454 de par son entrée en vigueur, et au regard de la pression pesant sur le Luxembourg de mettre en conformité sa législation nationale avec les exigences de l'arrêt de la CJUE précité, il a en effet été jugé nécessaire de scinder le projet n°6454 tel que proposé par le Conseil d'État dans son avis du 22 janvier 2013 et de donner priorité au dépôt du projet de loi n°6454A.

Le projet de loi sous rubrique a par conséquent comme objet de rendre les dispositions luxembourgeoises conformes avec la directive 2004/113/CE interdisant, en principe, toute discrimination fondée sur le sexe dans l'accès à des biens et services et dans la fourniture de biens et services. Or, l'article 5, paragraphe 2 de ladite directive prévoit également une exception à cette règle générale. En effet, *(…) les États membres peuvent décider avant le 21 décembre 2007 d'autoriser des différences proportionnelles en matière de primes et de prestations pour les assurés lorsque le sexe est un facteur déterminant dans l'évaluation des risques, sur la base de données actuarielles et statistiques pertinentes et précises (…).*

L'association belge des consommateurs Test-Achats ASBL et deux particuliers ont saisi la Cour constitutionnelle (Belgique) d'un recours en annulation de la loi belge transposant la directive en question. Dans son arrêt du 1er mars 2011 (affaire C-236/09), la Cour de justice de l'Union européenne, après des réflexions d'ordre technique, a estimé qu'une disposition qui permet aux États membres concernés de maintenir sans limitation dans le temps une dérogation à la règle des primes et des prestations unisexes, est contraire à la réalisation de l'objectif d'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, et doit être considérée comme invalide à l'expiration d'une période de transition adéquate. Par conséquent, la Cour a déclaré que, dans le secteur des services des assurances, la dérogation à la règle générale des primes et des prestations unisexes est invalide avec effet au 21 décembre 2012.

Les adaptations proposées par le projet de loi sous rubrique interdisent en conséquence l'utilisation du sexe comme facteur de différenciation dans le calcul des primes et des prestations d'assurances.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 13.03.2015
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

26.02.2013	Désignation d'un rapporteur
13.03.2015	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 12 avril 2015
Mémorial A: 2015, n°73, page 1390

Le «paquet réforme» de la Fonction publique se compose de huit projets de loi:

6457 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3) la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique;

5) la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique;

6) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et

7) la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Le projet de loi 6457 introduit notamment les éléments de réforme suivants:

- Un système de gestion par objectifs qui a pour objet de fournir aux administrations les moyens nécessaires pour gérer leur performance au niveau organisationnel et pour développer leur personnel en encourageant la performance individuelle. Elle comprend le programme de travail et l'établissement de l'organigramme de l'administration, avec, le cas échéant, celui des services qui en font partie, ainsi que les plans de travail individuels qui en découlent pour chaque fonctionnaire (nouvel article 4 du statut général).

- Un système d'appréciation des performances professionnelles du fonctionnaire, comprenant les critères d'appréciation, les niveaux de performance, un entretien d'appréciation et les effets. Il y a 4 niveaux de performance: le niveau 4 entraîne un congé de reconnaissance de 3 jours pour le fonctionnaire, le niveau 3 n'a pas d'effet, le niveau 2 entraîne la recommandation de suivre des formations dans les domaines de compétence jugés insuffisants et le niveau 1 entraîne le déclenchement de la procédure d'amélioration des performances professionnelles (nouveaux articles 4bis et 4ter du statut général).

- Une dispense de service pour les fonctionnaires qui suivent un cycle d'études pouvant conduire à une qualification supplémentaire. La dispense de service peut correspondre au maximum à 20% de la tâche du fonctionnaire (nouvel article 19ter du statut général).

- Introduction du congé linguistique dans la fonction publique (nouvel article 29decies du statut général).

- Une procédure dite de l'insuffisance professionnelle qui vise à traiter le cas d'incompétence du fonctionnaire, qui s'abstient périodiquement ou régulièrement de remplir ses obligations professionnelles ou est incapable de les remplir.

- La réforme du stage prévoit outre la formation spéciale, l'introduction d'un plan d'insertion professionnelle, l'institutionnalisation du rôle du patron de stage dans le cadre d'une prolongation de la durée du stage à trois ans. À noter que lors de la première et deuxième année de stage, la rémunération du stagiaire s'élève à 80% du 3e échelon. Il passera sur le 4e échelon lors de la troisième et dernière année de stage, à hauteur de 90%.

- Dans un souci de cohérence du système et d'équité par rapport aux agents du niveau supérieur n'occupant pas de fonction dirigeante et soumis à un système d'appréciation, il est également mis en place un système d'appréciation des compétences de direction et d'encadrement des fonctionnaires dirigeants.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
04.02.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
04.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
18.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
15.04.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
25.02.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
06.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
13.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
20.03.2014	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
25.03.2014	Continuation de l'examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
05.06.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
26.06.2014	Adoption d'amendements
30.06.2014	Réexamen des amendements 21 à 25, de l'amendement 47 et de l'amendement 54
	Adoption de la série d'amendements
08.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.01.2015	Présentation et adoption d'amendements
26.02.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 25 mars 2015
Mémorial A: 2015, n°59, p. 1112

6458 - Projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la Fonction Publique et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a pour objet de transposer deux mesures de l'accord salarial du 15 juillet 2011, à savoir le versement d'une prime unique de 0,9% et l'augmentation de la valeur du point indiciaire de 2,2% avec effet au 1er janvier 2015.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
26.03.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
26.06.2014	Présentation et adoption d'amendements
13.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 25 mars 2015
Mémorial A: 2015, n°59, p. 1129

6459 - Projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi porte sur le régime des traitements ainsi que les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

Conformément à la déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009, le Gouvernement précédent entendait pratiquer «à l'égard des agents publics une politique salariale qui tient compte de la situation économique du pays et de la situation financière de l'État». À cette fin, et sur la base des travaux de la commission d'experts chargée par le Gouvernement précédent d'effectuer une étude générale sur les traitements, il est proposé d'introduire une nouvelle loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

En ce qui concerne la classification des carrières, il y a lieu de relever que le régime actuel est toujours, dans ses fondements, celui établi par le législateur de 1963. Ce dernier répond donc très largement à des seuils d'études d'il y a cinquante ans et ne tient pas compte des évolutions récentes du pays. Le présent projet de loi a pour objet d'introduire la nouvelle carrière du bachelor en vue de prendre en considération le processus de Bologne ainsi que l'apparition de nouveaux diplômes en résultant, répondant à des besoins manifestés par la majorité des chefs d'administration.

Le projet de loi procède à une compression du nombre des carrières existantes, avec fusion et regroupement des carrières actuelles de l'administration générale, de l'enseignement, de la police, des douanes, compte tenu des spécificités de ces dernières, dans quatre catégories de traitement dans les barèmes respectifs, comportant groupes et sous-groupes (administratif, scientifique et technique, éducatif et psycho-social, attributions particulières).

La nouvelle structure se présente comme suit:

1. catégorie A: carrières supérieures;

- groupe A1: carrières supérieures de niveau «master»;

- groupe A2: carrières supérieures de niveau «bachelor»;

2. catégorie B, groupe B1: carrières moyennes fin d'études secondaires et secondaires techniques ou équivalent;

3. catégorie C groupe C1: carrières inférieures avec une formation équivalente à cinq années d'enseignement secondaire et secondaire technique ou équivalent;

4. catégorie D groupes D1, D2 et D3: carrières inférieures avec une formation en principe équivalente à moins de cinq années d'enseignement secondaire.

Parallèlement, les anciennes carrières de l'enseignement sont réaménagées par analogie aux carrières comparables de l'administration générale pour les agents à recruter après la mise en vigueur des présentes mesures. À titre d'exemple, d'après le nouveau classement des professeurs, leur carrière s'étale sur les grades 12, 13, 14, 15 et 16 et celles des instituteurs sur les grades 10, 11, 12, 13 et 14.

Un certain nombre de carrières sont reclassées compte tenu des deux critères: d'une part, l'évolution des études et, d'autre part, l'évolution des missions et sujétions. En raison de l'opération de reprise de toutes les carrières existantes dans les nouvelles catégories de traitement avec groupes et sous-groupes, certaines carrières ont dû subir des aménagements mineurs en échelon afin de les adapter à la nouvelle structure des sous-groupes. Ces aménagements, vu leur envergure, ne sont pas susceptibles d'être qualifiés de reclassements de carrières.

Il est en outre procédé à l'introduction d'un véritable régime de stage destiné à former le futur fonctionnaire en abaissant l'indemnité de stage sans pour autant que cette indemnité ne soit inférieure aux usages dans le secteur privé. Dans le cadre de cette réforme du stage et compte tenu du fait que le stagiaire n'est pas encore un fonctionnaire assermenté, l'indemnité de stage est fixée en principe et pour les deux premières années du stage à 80% du traitement que le fonctionnaire touchera une fois assermenté, et à 90% pour la troisième année du stage. La réduction de l'indemnité de stage allant jusqu'à

20% est agencée en fonction des différentes carrières et ne sera jamais fixée en deçà du salaire social minimum qualifié.

Dans le cadre de cette nouvelle classification des carrières, les traitements de début seront en principe harmonisés au quatrième échelon, ceci à la place du troisième échelon actuellement prévu pour la grande majorité des carrières. Parallèlement, les conditions de réussite à l'examen de fin de stage sont refixées en ce sens que les candidats devront obtenir dorénavant deux tiers du total des points et non plus seulement trois cinquièmes, en dehors de la condition déjà existante d'avoir atteint une note suffisante dans chaque matière de l'examen.

Par ailleurs, et en vue d'améliorer le système des avancements, il a été retenu de lier l'évolution des carrières à l'ancienneté et à la formation et non plus à un système basé sur des pourcentages des effectifs, système qui dans beaucoup d'administrations n'a pu être appliqué équitablement en raison des disparités constatées dans la pyramide d'âge des agents faisant partie du cadre d'une administration. Voilà pourquoi le principe des cadres dits «ouvert» et «fermé» est remplacé par des niveaux dits «général» et «supérieur» (avancement selon l'ancienneté et la formation), tout en supprimant les pourcentages dans les grades supérieurs. De surcroît et pour harmoniser les délais d'avancement, il est adopté en principe une seule dénomination de fonction à l'intérieur des deux niveaux de carrière et les délais d'avancement sont fixés au niveau général et au niveau supérieur à trois ans. Il s'y ajoute que l'admission au niveau supérieur ne sera possible qu'après un délai minimum de douze ans passés au niveau général et que la promotion au dernier grade n'est réalisable qu'après vingt ans de nomination.

Le projet de loi revoit le mécanisme de la computation de la bonification d'ancienneté de service accordée au fonctionnaire. Le système ne prévoyant que la prise en compte de douze ans d'expérience au maximum pour le calcul des traitements est réadapté en permettant une prise en compte déplafonnée de l'expérience professionnelle. En outre le nouveau mécanisme prend en compte l'ancienneté de service du fonctionnaire pour fixer son premier traitement permettant notamment de computer dorénavant pour la totalité les périodes de service antérieures passées dans le secteur privé, à condition que le fonctionnaire puisse se prévaloir d'une expérience ou des connaissances professionnelles spéciales en relation avec le profil du poste brigué. Parallèlement la notion «d'âge fictif de début de carrière» est abandonnée et la période de stage à assimiler à une période de formation n'est pas computée. Une prise en compte particulière de l'expérience professionnelle sous forme d'une augmentation d'échelon plafonnée à 80 points indiciaires est introduite pour les fonctions de médecin et de médecin dirigeant.

Le projet de loi remplace le système des grades de substitution par une deuxième filière de majoration d'échelon fixée respectivement à dix, quinze, vingt, vingt-deux et vingt-cinq points indiciaires à attribuer aux titulaires de postes à responsabilités particulières définis dans l'organigramme tout en tenant compte le cas échéant des résultats de l'appréciation. Le nombre de postes à responsabilités particulières est limité à 15% de l'effectif de chaque groupe de traitement dans chaque administration. Afin de permettre le démarrage de ce nouveau mécanisme et de garantir la reprise des fonctionnaires classés dans un grade de substitution lors de la mise en vigueur du présent projet de loi, une disposition transitoire autorise une augmentation temporaire de 5% par rapport au contingent de 15%.

La présente loi prévoit en outre la réforme du système d'octroi des allocations de famille. Ainsi est-il prévu de fixer l'allocation de famille sous forme d'un montant unique de 27 points indiciaires pour les agents à recruter après l'entrée en vigueur de la présente loi. Pour ce qui est des agents en fonction lors de l'entrée en vigueur des présentes mesures, le régime actuel est maintenu de manière transitoire tout en allégeant les procédures de contrôle avec la possibilité d'opter le cas échéant, et de manière définitive, pour le nouveau régime.

Le projet de loi prévoit une adaptation de certaines fonctions dirigeantes. Ainsi, certaines fonctions de directeur classées actuellement au grade 16 sont reclassées au grade 17, et certaines fonctions très spécifiques au Ministère des Affaires étrangères sont classées au grade 18. Dans le même ordre d'idées le texte prévoit aussi une adaptation de certaines fonctions de directeurs et de directeurs adjoints dans le barème de l'enseignement en classant les directeurs adjoints aux grades E5ter respectivement au grade E7*ter* et les directeurs des différents ordres d'enseignement au grade E8 dans le barème transitoire de la rubrique «Enseignement».

L'ancien mécanisme de la majoration d'indice, tel qu'introduit dans la législation sur les traitements par la mise en œuvre des dispositions retenues dans le contexte de l'accord salarial du 29 mai 2000, est supprimé. Ce mécanisme prévoyait qu'un an après avoir atteint un échelon d'un grade, chaque agent de l'État bénéficie d'une majoration de l'indice équivalente à la moitié de la différence entre l'indice correspondant à son échelon du moment et l'indice de l'échelon suivant. Le projet de loi confirme le principe de l'échéance «biennale» en vertu duquel chaque fonctionnaire peut accéder, dans les limites des tableaux indiciaires et des allongements, tous les deux ans à un nouvel échelon.

Finalement, le projet prévoit une mesure transitoire ciblée en fonction des agents méritants, qui en raison de leur situation de carrière avancée ne peuvent plus bénéficier pleinement du principe instauré du Lifelong Learning. Sous condition que ces agents ont accompli quinze années de service, ils sont classés à une fonction relevant du niveau supérieur et occupent un poste à responsabilité Ils peuvent bénéficier d'une mesure spéciale leur permettant de changer de groupe de traitement après avoir été appréciés et avoir rédigé un travail personnel de réflexion.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
25.02.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
31.03.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
25.04.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.04.2014	Continuation des travaux
05.05.2014	Continuation des travaux
15.05.2014	Continuation des travaux
07.07.2014	Présentation d'une série d'amendements
12.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.02.2015	Présentation et adoption d'une série d'amendements
26.02.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Examen du 3e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1130

6460 - Projet de loi modifiant: 1) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 2) la loi modifiée du 18 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes de pension

Le projet de loi 6460 est destiné en premier lieu à introduire, pour les régimes de pension spéciaux, un système de retraite progressive permettant le départ de la vie active en cumulant un travail à temps partiel avec une pension partielle. Si le fonctionnaire opte pour un travail à temps partiel correspondant à 75% d'une tâche normale et complète, il aura droit à 25% de sa pension de vieillesse qui serait normalement échue, s'il opte pour un service à temps partiel correspondant à 50% d'une tâche normale et complète, sa pension échue sera réduite de 50%.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
14.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
17.07.2014	Désignation d'un rapporteur
23.07.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.01.2015	Présentation et adoption d'amendements
13.02.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
12.03.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1190

6461 - Projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois

Le présent projet de loi a pour objet la création d'un régime de pension transitoire commun pour les trois organismes de pension qui sont l'Administration du personnel de l'État, la Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés communaux et la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois.

Le projet rassemble dans un seul texte de loi toutes les dispositions ayant trait aux pensions des fonctionnaires de l'État, des communes et des agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois entrés au service de l'État, d'une commune, d'un syndicat de communes, d'un établissement public ou de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois avant le 1er janvier 1999. En outre, tout comme pour le projet de loi modifiant le régime spécial (doc. parl. n°6460), celui-ci introduit la nouvelle notion de retraite progressive et de service à temps partiel pour raisons de santé.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
17.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.07.2014	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
	Examen de l'avis de la Chambre des Salariés
24.07.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.01.2015	Présentation et adoption d'amendements
13.02.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
12.03.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1198

6462 - Projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien

Le présent projet de loi remplace la loi modifiée du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne en l'adaptant en tout premier lieu à la philosophie du processus

de Bologne. Le projet de loi prévoit une révision du cloisonnement rigide des carrières actuelles, pour tenir compte des principes du Lifelong Learning et de la validation des acquis de l'expérience professionnelle.

Par ailleurs, le texte actuel est adapté pour tenir compte des nouvelles catégories de traitement, groupes de traitement et sous-groupes de traitement de la nouvelle loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. En outre, suite aux nouvelles dispositions en matière d'avancement des agents de l'État, le placement «hors cadre» d'un agent de l'État n'a plus de raison d'être, changement dont le présent projet de loi tient compte.

Le présent projet de loi renforce l'accent à mettre sur le profil du poste à occuper par le biais du changement de groupe de traitement et développe une approche plus individualisée pour les candidats susceptibles de changer de groupe de traitement. À cet effet, le projet s'appuie sur un certain nombre de dispositions actuellement en vigueur dans le domaine du changement de carrière tout en introduisant un certain nombre de nouveautés que l'on peut résumer comme suit:

- analyse au préalable de chaque vacance de poste par l'administration concernée moyennant une fiche d'analyse de poste élaborée par le ministre;

- analyse par la commission de contrôle de l'adéquation du profil du candidat avec le profil exigé par le poste vacant;

- rédaction d'un mémoire par le candidat ayant été retenu par le ministre du ressort sur avis de la commission de contrôle dans un délai de six mois; et

- admission définitive du fonctionnaire de l'État au groupe de traitement supérieur qui s'est vu attribuer une mention suffisante pour son mémoire.

En outre, il est à relever que le mécanisme de l'accès à un groupe de traitement supérieur est également transposé aux employés de l'État.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
03.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
23.07.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
19.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.02.2015	Présentation et adoption d'un amendement
12.03.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1230

6463 - Projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration

Le présent projet de loi remplace la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration.

Par rapport à l'ancienne législation, certaines modifications substantielles y ont été apportées, notamment pour prendre en compte les nouvelles catégories, groupes et sous-groupes de traitement de la nouvelle loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, de sorte que l'élaboration d'un nouveau texte a été nécessaire.

En ce qui concerne la procédure de changement d'administration proprement dite, il y a lieu de relever que la commission chargée du contrôle en matière de changement d'administration des fonctionnaires de l'État est abolie et remplacée par une procédure écrite d'une moindre envergure, ceci dans un esprit de simplification administrative. En effet, l'ancienne procédure se caractérisait par une procédure plutôt lourde qui sollicitait entre autres le déplacement des chefs d'administration ou de leurs délégués. La nouvelle procédure se limite à demander les avis des ministres des ressorts concernés par écrit sur base desquels la décision quant au changement d'administration sollicité sera prise.

Suite aux nouvelles dispositions en matière d'avancement des agents de l'État, et étant donné qu'à l'avenir tout agent de l'État avancera en fonction de sa propre ancienneté, le placement «hors cadre» d'un agent de l'État n'a plus de raison d'être, changement dont le présent projet de loi tient compte.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
22.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
23.07.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
19.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un amendement
26.02.2014	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1234

6465 - Projet de loi déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

Le présent projet de loi poursuit un double objectif qui consiste, d'une part, à donner une suite à une revendication particulière du Conseil d'État et, d'autre part, à transposer dans le régime des employés de l'État les modifications apportées aux traitements des fonctionnaires de l'État dans le cadre du paquet réforme.

En ce qui concerne le premier objectif, il y a lieu de relever que le Conseil d'État avait déjà recommandé, dans un avis du 7 juillet 2000, de fixer les indemnités des employés de l'État non pas par règlement grand-ducal comme cela a été fait jusqu'à présent, mais par une loi. En effet, dans le cadre d'une modification de textes effectuée au cours de l'année 2000 pour transposer aux employés de l'État diverses adaptations intervenues au niveau de la législation concernant les fonctionnaires de l'État ainsi que pour remplacer par la même occasion les règlements du Gouvernement en conseil fixant le régime des indemnités des employés par des règlements grand-ducaux, le Conseil d'État avait mis en exergue un certain nombre de problèmes au regard de l'article 99 de la Constitution qui soumet toute charge grevant le budget de l'État pour plus d'un exercice à une loi spéciale. C'est la raison pour laquelle il avait insisté afin que les principes de la fixation de certaines indemnités, dont également celles des employés de l'État, soient inscrits dans une loi formelle en conformité avec l'article précité.

Partant, l'article 23 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, qui constitue la base légale de la réglementation concernant les indemnités des employés de l'État, a été modifié dans la nouvelle législation sur les traitements dans le sens qu'il ne prévoit plus la fixation des indemnités de ces employés par règlement grand-ducal. Étant donné par ailleurs que le régime des employés de l'État a jusqu'à présent été fixé par une loi, en l'occurrence la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État, il est proposé de fusionner tous les textes relatifs aux employés de l'État en la matière dans une même loi, donc d'un côté le texte de la loi précitée réglant les modalités du régime et les droits des employés de l'État ainsi que de l'autre côté les textes des différents règlements grand-ducaux qui fixent actuellement les indemnités et les carrières des employés de l'État.

Le contexte et l'occasion pour réaliser cet objectif se sont prêtés maintenant avec le paquet des mesures de réformes en matière salariale et statutaire avec la restructuration des carrières des fonctionnaires de l'État qui en fait partie. Comme dans le passé, la restructuration des carrières des employés de l'État ainsi que toutes les modifications significatives apportées aux textes en vigueur pour ces agents s'orientent par rapport aux changements retenus en matière du statut et des traitements des fonctionnaires de l'État. La transposition de ces mesures constitue donc le deuxième objectif de ce projet, projet qui se propose également d'éliminer par la même occasion les incohérences techniques constatées dans la réglementation actuelle et d'harmoniser certains principes divergents dans les dispositions relatives aux différentes catégories d'employés.

Les mesures de restructuration dont il est question s'imposent entre autres aussi en raison de la mise en œuvre du processus de Bologne qui a introduit de nouveaux diplômes universitaires requis pour l'accès au service public, et en raison de l'évolution des responsabilités et des sujétions dans ce secteur.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

14.01.2013	Présentation du projet de loi
28.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
25.02.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
11.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
15.05.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.05.2014	Continuation des travaux
23.07.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.01.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.01.2015	Présentation et adoption d'amendements
26.02.2015	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015

Loi du 25 mars 2015

Mémorial A: 2015, n°59, p. 1236

Accords de réadmission:

- Benelux - République de Moldova

6740 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États membres du Benelux a été signé le 25 janvier 2013 à Bruxelles. Il comporte 17 articles et cinq annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et la Moldova. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la de-*

mande d'un État membre ou de la Moldova, la Moldova et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact; b) les modalités de retour dans le cadre de la procédure accélérée; c) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants de pays tiers et des apatrides; d) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes.»

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°104, page 1752

- Benelux - Bosnie-Herzégovine

6741 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par le Royaume de Belgique au nom des États membres du Benelux a été signé le 5 décembre 2013 à Bruxelles. Il comporte 16 articles et trois annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et la Bosnie-et-Herzégovine. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la demande d'un État membre ou de la Bosnie-et-Herzégovine, la Bosnie-et-Herzégovine et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact; b) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants des pays tiers et des apatrides; c) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes.»*

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°105, page 1764

- Benelux - Géorgie

6742 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États membres du Benelux a été signé le 5 septembre 2013 à Tbilissi. Il comporte 18 articles et cinq annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et la Géorgie. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la demande d'un État membre ou de la Géorgie, la Géorgie et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant, entre autres, les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact; b) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants de pays tiers et des apatrides; c) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes; d) les modalités de réadmission dans le cadre de la procédure accélérée; et e) la procédure applicable aux auditions.»*

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°106, page 1776

- Benelux - ARYM

6743 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États membres du Benelux a été signé le 30 juillet 2012 à Bruxelles. Il comporte 17 articles et deux annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la demande d'un État membre ou de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact, ainsi que la langue dans laquelle la communication doit se faire; b) les modalités de retour dans le cadre de la procédure accélérée; c) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants des pays tiers et des apatrides; d) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes.»*

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°107, page 1788

- Benelux - Serbie

6744 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États membres du Benelux a été signé le 25 janvier 2013 à Bruxelles. Il comporte 17 articles et cinq annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et la Serbie. Le premier paragraphe de cet article stipule qu'*«à la demande d'un État membre ou de la Serbie, la Serbie et cet État membre élaborent un protocole d'application définissant les règles relatives aux éléments suivants: a) la désignation des autorités compétentes, les points de passage frontaliers et l'échange des points de contact; b) les modalités de retour dans le cadre de la procédure accélérée; c) les conditions applicables au rapatriement sous escorte, y compris au transit sous escorte des ressortissants des pays tiers et des apatrides; d) les moyens et documents s'ajoutant à ceux énumérés aux annexes.»*

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.11.2014

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

15.12.2014 Désignation d'un rapporteur

09.02.2015 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.04.2015

Loi du 7 juin 2015

Mémorial A: 2015, n°108, page 1800

Reconnaissance mutuelle de décisions civiles et commerciales

6751 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) N°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de compléter le Nouveau Code de procédure civile par la référence au règlement (UE) n°1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale dit «Règlement Bruxelles Ibis» par l'introduction d'un article 685-4. Ce même article 685-4 proposé détermine le président du tribunal d'arrondissement siégeant en matière de référé comme juridiction compétente pour connaître de la demande de refus d'exécution, de la demande constatant l'absence de motifs de refus de reconnaissance et de la demande de refus de reconnaissance dans le cadre des articles 47, paragraphe 1er, 36, paragraphe 2 et 45, paragraphe 4 dudit règlement, avec la possibilité de recours contre la décision du président du tribunal d'arrondissement devant la Cour d'appel siégeant en matière de référé.

Le Règlement Bruxelles Ibis est d'application directe depuis le 10 janvier 2015 lorsqu'il a remplacé le règlement (CE) n°44/2001 dit *«Règlement Bruxelles I»*.

L'objectif du *«Règlement Bruxelles Ibis»* est de renforcer le principe de reconnaissance mu-

tuelle en facilitant davantage et en accélérant la circulation des décisions en matière civile et commerciale au sein de l'Union européenne.

À cet effet, le «Règlement Bruxelles Ibis» supprime l'obligation de l'exequatur en vue de l'exécution forcée de la décision de sorte qu'un créancier d'un jugement rendu dans un État membre peut procéder directement aux mesures d'exécution au lieu de mesures provisoires. La suppression de l'exequatur revient à réduire les coûts et les délais pour les entreprises et les citoyens de l'Union européenne que nécessite l'exécution d'une décision en supprimant les derniers obstacles à la libre circulation des décisions dans l'Union.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.12.2014
Rapportrice: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

11.03.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 1er avril 2015
Mémorial A: 2015, n°63, page 1291

Trimestre de faveur

6757 - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le projet de loi a pour objet la transposition dans la législation applicable à la fonction publique communale de certaines mesures d'équilibrage budgétaire proposées par le Gouvernement au niveau de la fonction publique étatique.

Ainsi est supprimé le régime actuel du trimestre de faveur qui permet indistinctement à tous les bénéficiaires de toucher encore pendant trois mois consécutifs au départ à la retraite des mensualités correspondant au dernier traitement effectivement touché. À l'instar de ce qui vaut dans le secteur privé, il est proposé de limiter cette faveur aux seuls cas où des bénéficiaires de pensions de survie ont vécu en ménage commun avec le défunt et dont l'entretien était à charge de ce dernier.

Dans le même ordre d'idées, le projet de loi prévoit également de supprimer l'indemnité destinée à récompenser des propositions d'économie et de rationalisation. Une telle indemnité a en effet perdu sa raison d'être au cours des années, notamment au vu de l'évolution des technologies de l'information. Il faut également partir du principe que de telles propositions font partie des missions normales des agents communaux, ce que l'on peut d'ailleurs constater régulièrement en pratique.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 10.12.2014
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

29.01.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.03.2015	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.03.2015
Loi du 26 avril 2015
Mémorial A, 2015, n°79, page 1490

Attachés de justice

6760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de réformer le recrutement des attachés de justice en modifiant la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice modifiée en dernier lieu par une loi du 26 juin 2014. Une réforme du système de recrutement des attachés de justice s'avère nécessaire à cause de grandes difficultés actuellement connues par les autorités judiciaires à recruter un nombre suffisant d'attachés de justice et à former des magistrats. Il faut en effet noter qu'au cours des trois dernières années le nombre de postes inoccupés au sein de la magistrature était à chaque fois supérieur au nombre de candidatures retenues.

Compte tenu du nombre considérable de magistrats susceptibles de partir à la retraite, le problème précité risque de s'aggraver davantage, d'autant plus qu'un renforcement des effectifs de la magistrature s'impose à cause du développement quantitatif et qualitatif de certains contentieux. Il est ainsi primordial de résoudre ce problème afin de garantir le bon fonctionnement de la magistrature et ce en vue du respect du principe du délai raisonnable du procès.

La raison du manque de candidatures pour la magistrature est double: premièrement, seuls les détenteurs du diplôme de l'examen de fin de stage judiciaire sont admis à l'examen d'entrée dans la magistrature, qui porte sur toutes les matières juridiques importantes au métier de magistrat. Une candidature pour la magistrature nécessite donc la présentation à deux examens successifs dans un délai d'environ un mois, ce qui peut décourager certains candidats potentiels.

Deuxièmement, le nombre de juristes luxembourgeois qui ont suivi les cours complémentaires en droit luxembourgeois qui sont attirés par la fonction de magistrat est trop limité. En effet, la rémunération proposée par certaines études d'avocats est souvent plus élevée que celle perçue par les attachés de justice.

La Commission du recrutement et de la formation des attachés de justice a proposé une série de recommandations qui ont été reprises dans le projet de loi sous rubrique, afin de remédier à ces difficultés de recrutement imminentes. Il est ainsi proposé de créer une deuxième voie d'accès à la magistrature adressée à des avocats qui ont exercé pendant au moins cinq ans comme avocats et qui sont choisis subsidiairement sous forme de recrutement sur dossier dans le cas où l'examen-concours ne permet pas d'atteindre le nombre d'attachés de justice déterminé par arrêté grand-ducal.

Encore sur recommandation de la Commission du recrutement et de la formation des attachés de justice, il est proposé de supprimer l'exigence de l'examen de fin de stage judiciaire.

Le Gouvernement s'est abstenu de vouloir organiser l'examen-concours pour le recrutement des attachés de justice immédiatement après la fin des cours complémentaires en droit luxembourgeois et de sanctionner le stage des attachés de justice par un examen d'entrée dans la magistrature. En effet, une telle mesure aurait le désavantage qu'un grand nombre de nouveaux magistrats ne disposeraient pas de l'expérience professionnelle nécessaire pour exercer leur fonction.

Le projet de loi propose encore une série d'adaptations de la formation professionnelle et du stage des attachés de justice dans le but de confronter les attachés de justice plus rapidement aux réalités du terrain et au travail de magistrat. Il est ainsi proposé de réduire la durée du stage des attachés de justice de dix-huit mois à douze mois et de réduire la période minimale de stage, à partir de laquelle les attachés de justice pourront recevoir une délégation pour remplacer un magistrat absent ou empêché, de six mois à quatre mois.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.01.2015
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

04.03.2015	Présentation du projet de loi
18.03.2015	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.04.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.04.2015
Loi du 21 mai 2015
Mémorial A: 2015, n°89, page 1540

Plate-forme multimodale - 2e phase

6770 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire en ajoutant un projet supplémentaire à la liste des projets inscrits à l'article 10. La loi du 10 mai 1995 règle la police et la gestion du réseau ferré national tout en confiant la gestion technique de ce réseau aux CFL, la responsabilité financière afférente étant assumée directement par l'État via le Fonds du rail. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 juillet 2000, qui a autorisé une première série de 14 projets d'infrastructure ferroviaire de grande envergure, l'article 10 précité comporte le relevé des projets et est régulièrement mis à jour au rythme de la réalisation du programme d'investissement arrêté entre le Gouvernement et les CFL en matière de maintenance, de sécurisation et d'extension de l'infrastructure ferroviaire.

Le présent projet de loi vise à faire autoriser par le législateur la deuxième phase de développement de la plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange, la première phase ayant été autorisée par la loi du 27 août 2013 (voir document parlementaire n°6569). Cette seconde phase englobe le bâtiment administratif et le génie technique, les infrastructures de sécurité et divers aménagements de la plate-forme, ceci pour un montant de 39.000.000 euros.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2015
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

04.02.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
03.03.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Échange de vues avec des représentants des CFL et de l'Administration des Ponts & Chaussées
12.03.2015	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015
Loi du 12 avril 2015
Mémorial A: 2015, n°75, page 1460

Budget 2015 (redressement mineur)

6796 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

Suite à une erreur de reproduction dans le cadre de la finalisation du texte coordonné du projet de loi n°6720 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, l'article 42 a été oublié et n'a dès lors pas été soumis au vote à la Chambre des Députés. La numérotation des articles de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 passe de ce fait de l'article 41 immédiatement à l'article 43.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de redresser, en application des principes à respecter dans le cadre de la procédure législative, ladite erreur afin de pouvoir appliquer l'approche égalitaire de fixer les tarifs de tous les prestataires (prestataires dont les tarifs sont soumis au mécanisme de la lettre-clé et ceux dont les tarifs sont purement conventionnels) dans le cadre de la loi budgétaire pour l'exercice 2015 par dérogation à la procédure de négociation, toutes les dispositions concernant la Sécurité sociale du Chapitre I de la loi du 19 décembre 2014 constituant un ensemble.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 24.03.2015
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

21.04.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2015
Loi du 31 mai 2015
Mémorial A: 2015, n°94, page 1577

SÉANCE 29

MERCREDI,
29 AVRIL 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 14.07 à 14.16 heures*
- *Mme Joëlle Elvinger*
- *Rapport de la Commission de vérification: Mme Martine Mergen*
- *Prestation de serment et discours de M. David Wagner*

4. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

6. 6399 - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, sur l'Action de sauvetage de l'Union européenne dans le cadre de l'afflux de migrants en Méditerranée, suivie d'un débat
- *Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Jean Asselborn), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*

8. 6740 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007

6741 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6742 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010

6743 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6744 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007
- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean Asselborn et François Bausch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung op.

An ech stellen déi klassesch Fro: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. Da géife mer zu eisem offiziellen Ordre du jour iwwergoen.

2. Ordre du jour

Wéi Der wësst, huele mer haut de Mëtteg en neie Member an der Chamber op. Ah, entschëllegt, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech wollt Iech just bieden, vläicht am Laf vum Nomëtteg no der Vereedegung, oder wéini et am beschte geet, mer kuerz d'Wuert ze ginn. Ech wollt nach der Chamber eng Motioun presentéieren an Iech se iwwerreechen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech géif Iech proposéieren, wann Der dermat d'accord sidd, Här Kartheiser, dass mer et no der Vereedegung maachen. D'accord?

(Assentiment)

Merci.

3. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

Also, da fänke mer nach eng Kéier un. Mir huelen haut en neie Member an der Chamber op, well a sengem Bréif vum 24. Mäerz 2015 den Här Justin Turpel matgedeelt huet, dass hien ab dem 29. Abrëll, also säit haut, säin Job als Deputéierte géif nidderleeën.

Mir hunn den Här Turpel gëschter op eng kollegial Aart a Weis verofschit, e bleift eis awer erhalen, wéi ech gesinn.

Am Artikel 3 Paragraf 1, 4 a 5 vum Chambersreglement, steet Folgendes ze liesen:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif Iech dann elo bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi se am Artikel 3 Paragraf 4 virgesinn ass.

(Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification)

A mir géifen dann elo déi Deputéierten, déi Member vun där Kommissioun ginn, auslousen: den Här Aly Kaes.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gaston Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hei!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madame Martine Mergen.

(Interruption)

Jo, mir hate schonn op déi Säit gekuckt, mä do war deen, dee mer gezunn hunn, net do. D'Madame Joëlle Elvinger.

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Adam. An den Här Gloden.

Sou, ech mengen, mir wären dann elo komplett. An déi Kommissioun sinn dann ausgeloust ginn: déi Häre Kaes, Gibéryen, Kartheiser, d'Madame Mergen, d'Madame Elvinger an déi Hären Adam a Gloden.

Ech géif d'Kommissioun dann elo bieden, an de Säll 4 a 5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem, wat den Här David Wagner betrëfft, an dann duerno der Chamber e Rapport ofzeleeën. Ech géif dann, bis dohin, d'Sëtzung ënnerbriechen.

An domat ass d'Sëtzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.07 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.16 heures.)

Eis Sëtzung geet erëm weider.

Ech géif dann direkt d'Wuert ginn un d'Presidentin vun der Kommissioun, d'Madame Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Här President, d'Kommissioun, déi duerch Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Aly Kaes, den Här Gast Gibéryen, den Här Fernand Kartheiser, d'Madame Martine Mergen, den Här Claude Adam, den Här Léon Gloden an ech selwer.

D'Madame Mergen gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt, wat mech natierlech besonnesch freet, well den Här Wagner an ech zesummen d'Schoulbänk gedréckt hunn am Jongelycée. An dofir géif ech him elo och schonn alles Gutts wënschen a félicitéieren a vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat wënschen.

An, Här President, ech géif Iech dann deemno bieden, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma dat maachen ech direkt. D'Madame Mergen, Rapportrice vun der Kommissioun, huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

Mme Martine Mergen *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President, Madame President, mech freet et och - et war zwar net d'Schoulbänk, mä d'Gemengerotsbänk.

Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech elo onse Rapport virdroen. A sengem Bréif vum 24. Mäerz 2015 huet den Här Justin Turpel de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt hie vum 29. Abrëll vun dësem Joer un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 1. Abrëll 2015 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un den Här David Wagner gewant, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei déi Lénk am Wahlbezierk Zentrum stoung. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert. Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

Ons Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioun virzehuelen. D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt den Här David Wagner, wunnhaft an der Stad Lëtzebuerg, effektiv deen éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei déi Lénk aus dem Wahlbezierk Zentrum ass an duerfir dem Här Justin Turpel seng Plaz unhuele kann.

A sengem Bréif vum 8. Abrëll 2015 huet den Här David Wagner onse Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vum Justin Turpel wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Vereedegung vum Här David Wagner schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt ginn ass, gouf um Büro déposéiert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Mergen. D'Konklusioune vun der Kommissioun si ganz kloer an deemno däerf den Här Wagner säi Mandat untrieden, wann d'Chamber mat deene Konklusiounen d'accord ass?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Da géif ech Iech bieden, den Här Wagner erakommen ze loossen.

E schéine gudde Mëtteg!

Prestation de serment et discours de M. David Wagner

Här Wagner, ech géif Iech bieden, elo mat mir den Eed op d'Verfassung ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun der Verfassung virgesinn ass. An do heescht et, wéi folgt: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand an äntwert mat engem: «Je le jure.»

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Je le jure.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat ginn ech Iech Akt vum Eed. An ech ginn Iech direkt d'Wuert, nodeem ech Iech am Numm vun Äre Kolleegen häerzlech félicitéiert hunn. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Mond ass nach e bëssen dréchen, ech mengen, an deenen nächste Méint wäert sech dat besseren. Ech hoffen emol.

Och wann et mir eng grouss Éier ass, dem Justin Turpel seng Nofolleg an der Chamber ze iwwerhuelen, maachen ech dat och mat gemëschte Gefiller, well de Justin huet d'Lat därmoossen héich geluecht, datt ech et emol guer net woen, mech mat him ze vergläichen.

Ech konnt erliewen, an net nëmme währenddeem hien an der Chamber souz, wou ech fir hien an och fir de Serge geschafft hunn, datt de Justin immens villes hikritt. Eng Saach awer kann ech, déi hie guer net kann: sech schounen! An dofir musst Der domadder rechnen, datt ech wahrscheinlech mäi Mandat bis zum Enn ausféieren.

(Hilarité)

Déi Ried, déi ech elo hei halen, hätt ech jo am Prinzip missen an engem Joer halen. Den Zeenario war jo deen, datt déi zwee Greenhorns, also de Marc Baum a meng Wéinegkeet, déi zwee méi erfueren Deputéiert simultan hätten ersetze sollen, also an der Halschent vum Mandat, esou wéi eis Statuter an der Lénker dat virgesinn. Dat ass elo net de Fall.

Dat huet awer den Avantage, den Iwwergank méi soft ze gestalten, well ech nach zesumme mam Serge ee Joer laang d'Chambersbänk drécke kann a vu senger Experienz profitéiere wäert. An doriwwer freeën ech mech wierklech, quitte datt ech mech och net mat him vergläiche kann, well déi Lénk mécht mir definitiv d'Liewen net einfach.

Här President, ech sinn ee vu ville lénks engagéierte Mënschen, mä ech géif hei ganz wéineg vertrieden, wann et net déi Honnerten, wann net Dausenden, vu fortschrëttlech denkenden, handelnden an/oder engagéierte Mënsche géif ginn. Ouni all déi Mënsche géif keen Deputéierte vun déi Lénk hei sëtzen oder stoen. Emsou méi freeën ech mech, datt et ëmmer méi där Leit ginn. Dat ass och néideg, well eis neoliberal gepräägte Gesellschaft eis erëm zréck an d'Vergaangenheet drot ze katapultéieren.

Déi Mënsche si meeschtens der breeder Ëffentlechkeet net bekannt. Mä si setze sech am Alldag an, sief et an enger Gewerkschaft, an enger Initiativ oder an enger Partei. Dat sinn och Mënschen, déi onentgeltlech anere Mënschen an Nout hëllefen, oft einfach Bierger, déi zum Beispill engem Refugié, deem gedrot gëtt, zréck a Biergerkrich, Aarmut oder Diktatur geschéckt ze ginn, hëllefen, hei ze bleiwen. Dat ass vläicht net ëmmer gesetzeskonform, mä et ass moralesch richteg.

Dat sinn alles Mënschen, déi sech fir d'Verbesserung vun der Gesellschaft asetzen, fir haut a fir muer. An déi näischt dofir kréien, kee Geld, seelen Unerkennung, oder souguer Veruechtung säitens der dominanter Kast. Mir sinn et gewinnt, Underdogs ze sinn, awer éischter Tendenz Pitbull, an net Puddel.

Wann een zréck an d'Vergaangenheet kuckt, dann denkt een och un d'Lëtzebuerger Spueniekämpfer, déi als alleréischt d'Gefor vum Faschismus erkannt hunn.

Här President, Dir wësst och, vu wat ech schwätzen, well Dir hutt Iech jo och staark fir déi Leit engagéiert, an nach aner Leit hei, déi an dëser Chamber sëtzen. Si woren déi éischt Resistenzler, kruten hir Rehabilitatioun awer eréischt viru Kuerzem, virun e puer Joer. Lénker mussen oft domadder liewen, datt hir Engagementer an Erkenntnisser an Errungenschaften oft ganz spéit allgemeng unerkannt ginn. Dat ass souzesoen den „Van-Gogh-Syndrom".

Duerfir wollt ech dës Ried widmen all deene Komerodinnen a Komeroden, bekannt oder anonym, vu gëschter a vun haut, ob Lëtzebuerger oder net, déi dofir gekämpft hunn, datt mir et besser hu wéi si. An deenen, déi elo kämpfen, datt et den nächste Generatioune wéinstens net méi schlecht geet.

Ech denke speziell och un all déi, déi a Griichenland fir eng besser Zukunft fir hiert Land a fir Europa kämpfen. A Spuenien gouf net nëmme géint de Faschismus gekämpft, mä och géint Groussgrondbesëtzer, déi Cause commune mam Faschismus gemaach hunn. D'Griiche vun haut sinn an deem Sënn d'Spuenier vu gëschter. Si kämpfe géint de soziale Misär an den demokrateschen Ofbau, déi d'Finanzoligarchie, also d'Groussgrondbesëtzer vun haut, hinnen undeet.

Mir an der Lénker, mir si solidaresch mat de Griichen, déi kämpfen, mat hirer Regierung, déi kämpft, genausou wéi mir et mat de Spueniekämpfer gewiescht wieren.

Här President, wéi vill Lëtzebuerger sinn ech keen, vun deem déi ganz Famill zënter Generatiounen hei zu Lëtzebuerg usässeg war. U mengem Nonumm kann ee meng Lëtzebuerger Originnen erkennen - déi vu mengem Papp. Heiansdo kann een awer och u menger Aart a Weis, mech auszedrécken, vläicht u menger Syntax, déi heiansdo d'Lëtzebuerger Sprooch op linguistescht Neiland mathëlt, wéi meng Komerode mir et heiansdo matdeelen, meng franséisch Originnen - déi vu menger Mamm - erkennen.

Ech schwätzen ongär an der Ëffentlechkeet iwwer mäi Privatliewen. Ech wäert eng ganz kleng Ausnahm haut maachen, dat gehéiert sech jo och, wann ee sech virstellt, a well et och mäi politescht Engagement vläicht e bëssen erklärt.

Vun aacht Geschwëster ass meng Mamm déi eenzeg, déi déi äusserst aarm a schwéier Verhältnisser vun den Nordvéirele vu Marseille verlooss huet, Enn 70er Joren, fir an deem méi kalen, awer méi räiche Lëtzebuerg ze landen, an dat fir e puer Suen ze verdéngen an dann am Prinzip zréckzefueren. Dunn ass mäi Papp opgetaucht an ech sinn doraus entstanen - do hat Der Pech -, a meng Mamm huet Lëtzebuerg ni méi verlooss.

De Premier sot eng Kéier, et kéim een net als Premierminister op d'Welt. Dat stëmmt och. Et kënnt ee just als Monarch op d'Welt. Et kënnt een och net als Deputéierten op d'Welt. Et kann een awer ganz fréi scho seng politesch Gesënnung entwéckelen.

Vermëscht Originnen hunn de Virdeel, datt se engem erlaben, en Ableck an e puer Welten ze kréien. Ech sinn hei zu Lëtzebuerg grouss ginn, an engem modesten, awer confortabelen Emfeld an engem Land, wou grosso modo alles relativ gutt geklappt huet an nach ëmmer gutt klappt.

An da geet ee regelméisseg Famill besichen, déi an der sougenannter „véierter Welt" lieft, also den Aarmevéirele vun der industrialiséierter Welt. An als klenge Männche stellt een eppes fest, am Ufank onbewosst: Firwat geet et engem Deel vu menger Famill relativ gutt an deem anderen esou schlecht? Si sinn net méi domm, si sinn net méi faul, si weisen net manner Initiativ - si schwätze méi haart, dat stëmmt.

Firwat also? An esou fänkt een un, lénk ze ginn. Well et versteet een, datt et net vun de Leit ofhänkt, mä vun de politeschen, ekonomeschen a soziale Verhältnisser: d'80er Joren, zumools a Frankräich, net nëmmen do natierlech, ab dem Tournant vun der Rigueur '83, dat war de progressive Réckzuch vum Sozialstat: d'Privatiséierungen; de Chômage, dee geklommen ass; Suen, déi feelen, fir d'Habitatiounen ze ënnerhalen oder souguer d'Rateplo ze bekämpfen.

A schlussendlech, als Konsequenz dovunner, ass et d'Opkomme vum Rietsextremismus. Friemefeindlechkeet geet Hand an Hand mat Sozialofbau a mat ongläicher Verdeelung vum Räichtum. Och Lëtzebuerg bleift dovunner net verschount, quitte datt et nach net an deem Mooss ass. Sozial Diskrepanzen, sozial Ongerechtegkeete kommen net vum Himmel gefall. Si sinn de Produkt vun enger Politik, déi bewosst bedriwwe gëtt, an där een, wann ee wëllt, entgéintsteiere kann.

Mécht een dat net, da riskéiert een Deel vun der Gesellschaft, sech un deem „Aneren" auszeloossen. A Griichenland zum Beispill sinn d'Nazien eréischt da staark ginn, wéi d'Strukturreformen, wéi se genannt ginn, gegraff hunn. A si stagnéieren zurzäit, well SYRIZA Widderstand leescht.

D'Rosa Luxemburg huet gemengt, d'Mënschheet hätt keen anere Choix wéi deen tëschent der Barbarei oder dem Sozialismus. D'Geschicht huet leider bewisen, datt an déiwe Krisenzäiten d'Barbarei méiglech ass. Ech wäert alles drusetzen, soulaang ech genuch Kräften hunn, fir dozou bäizedroen, dem Rosa Luxemburg recht ze ginn, awer dës Kéier ëmgekéiert.

Dat gesot, Här President, ech freeë mech trotzdeem, fir kënne mat de Kolleegen hei ze streiden. Ech wäert Iech heiansdo nerven, dat ass eben esou, an Dir mech vläicht och.

Ech wäert awer just mat Iech net streiden, Här President, well ech hu mer soe gelooss, Dir wäert Meeschter iwwer mäi Mikro, an dat ass en Argument.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wagner.

4. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Ech wollt Iech just nach eng Rei vu Changementer a Kommissiounen an internationalen Institutioune matdeelen, nodeem den Här Wagner den Här Turpel hei an der Chamber ersetzt.

An der Commission des Comptes, an der Commission des Pétitions, an der Commission du Développement durable, an der Sous-commission fir d'Preparatioun vun engem Débat d'orientation iwwert d'Klimaproblematik an d'Energieproblematik, an der Commission de l'Environnement, an der Fonction-publiques-Kommissioun an an der Commission du Logement gëtt den Här David Wagner Member, grad wéi an der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, an der Lëtzebuerger Delegatioun vun der COSAC an an der Lëtzebuerger Delegatioun vum CPI.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen, dass den Här Wagner jeeweils den Här Turpel ersetzt, d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Wéi virdrun ugekënnegt, kritt elo den Här Kartheiser d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Et geet an dëser Motioun ëm déi aktuell Debatt, fir de Referendum virzebereeden. D'Chamber mécht dat eigentlech ganz exemplaresch, well mir jo an eisen Tables rondes an op Chamber-TV derfir suergen, datt déi zwee Standpunkter vertruede sinn, de Jo an den Neen. An, ech mengen, mir sinn eis och all eens heibannen, datt mer sollte probéieren, an der Referendumscampagne ëmmer déi zwee Standpunkter gläichberechtegt zur Sprooch kommen ze loossen.

Leider ass et esou, datt a verschiddene Gemengen oder och Schoulen, mä virun allem a Gemengen, dee Standpunkt net ëmmer respektéiert gëtt. Ech mengen, mir kënnen nëmme begréissen, datt et Gemenge gëtt, déi Informatiounsséancë maachen, fir hire Bierger ze erlaben, sech besser ze informéieren, mä leider musse mer feststellen, datt heiansdo nëmmen eng Säit invitéiert gëtt. Dat wor zum Beispill gëschter Owend zu Betzder de Fall an haut den Owend zu Stroossen.

A mir denken awer, datt mer sollten d'Regierung invitéieren, fir en Appell un d'Gemengen ze riichten, datt dat ëmmer soll gläichberechtegt, équitabel sinn, esou wéi et sech an enger Demokratie gehéiert.

An deem Sënn hu mir eng Motioun verfaasst, déi ech Iech heimadder däerf iwwerreechen, Här President.

Motion

La Chambre des Députés,

- saluant le fait que de nombreuses communes et écoles organisent des séances d'information ou des débats publics en vue du référendum consultatif du 7 juin 2015;

- convaincue que de tels débats ou séances d'information doivent se dérouler dans des conditions équitables, équilibrées et démocratiques;

- préoccupée par le fait que certaines communes permettent exclusivement aux partisans d'un des deux points de vue de s'exprimer en public;

- regrettant que la loi ne prévoit encore aucune procédure ou instance permettant de veiller au respect des principes démocratiques de base dans le contexte d'une campagne référendaire;

invite le Gouvernement

- à faire un appel aux instances publiques et notamment aux communes et aux écoles de respecter une stricte neutralité dans l'organisation des séances d'information et des débats qu'elles prévoient dans le cadre du référendum consultatif du 7 juin et de toujours veiller à une représentation équilibrée et à un débat équitable entre les deux points de vue;

- à saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi précisant les modalités et procédures à observer dans le cadre d'une campagne référendaire.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dem Här Kartheiser Akt vun dem Dépôt vun dëser Motioun.

Mir géifen da weiderfueren am Ordre du jour mat dem Projet de loi 6399. Et geet dobäi ëm de Punkteführerschäin. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Josée Lorsché. An de Rapporteur huet 15 Minutten.

6. 6399 - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 6399, deen ech haut virstellen, geet et ëm d'Modifikatioun vum Gesetz vum 14. Februar 1955, wat d'Zirkulatioun op den ëffentleche Stroosse reglementéiert. Mat der Aféierung vum Punkteführerschäin war dëst Gesetz am Joer 2002 schonn eemol modifizéiert ginn.

D'Haaptzil besteet doran, d'Sécherheet op de Stroossen ze erhéijen, duerch eng Verstäerkung oder eng Verschäerfung vun de Sanktiounen am Fall vun onverantwortlechem Verhalen op der Strooss. Donieft beinhalt dëse Projet de loi och eng Rei Upassungen um Gesetz vun 1955, wat jo e gewëssen Alter huet a wat net méi an allen Hisiichten zäitgeméiss ass. Et kritt mat dësem Projet de loi e klenge Lifting.

De Gesetzesprojet ass an enker Zesummenaarbecht mat der Sécurité routière, mat dem Automobile Club, der Association des Victimes de la Route, dem Ministère de la Justice, dem Innenministère, dem Parquet an der Police ausgeschafft ginn. Et waren also eng ganz Rei Akteuren am Boot. Déposéiert gouf dëse Projet den 21. Februar 2012 vum fréieren Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, vun deem ech géif mengen, dass en et mat dësem Projet net ëmmer einfach hat.

Wéinst enger Rei vun Oppositions formelles an der Élaboratioun vun deementspriechenden Amendementer, mä och opgrond vu verschiddenen Diskussiounen an der fréierer Nohaltegkeetskommissioun ass de Projet a Verzuch geroden. Ech ginn net am Detail op déi Réuniounen an - an och net op d'Décisiounen, déi deemools an der Kommissioun geholl gi sinn.

Kuerz gesot kann ech awer eng kleng Erklärung ginn: Et goung eenzelnen Deputéierte vun der viregter Majoritéit dorëms, d'Sanktiounen, déi ursprénglech am Projet virgesi waren, nees ze entschäerfen. Ech wëll kee Grond nennen. Ech mengen net, dass et mat de Wäifester op der Musel ze dinn hat, mä et weess ee jo ni!

Jiddefalls, no de Wahlen huet déi aktuell Nohaltegkeetskommissioun sech eestëmmeg mam Minister François Bausch drop gëeenegt, op déi initial Dispositioune vum Projet de loi zréckzekommen. An anere Wierder: D'Sanktioune ginn nees esou streng ausgeriicht, wéi vum Claude Wiseler geplangt war. Méi Detailer zu deene ganzen Aarbechten, déi virun de leschte Wahle stattfonnt hunn, fannt Der an de Procèsverbaux vun den deementspriechende Sëtzungen, op déi ech a mengem schréftleche Rapport verweisen.

A mengem Rapport fannt Der och e Bilan, deen d'lescht Woch vum Här Minister presen-

téiert ginn ass, oder ech weisen drop hin. Dora fannt Der eng Rei Statistiken a ganz opschlussräich Zuelen an Erkenntnisser. Engersäits ass d'Zuel vun den Accidenter bilanzéiert ginn, anerersäits awer och hir Ursaach, déi ganz genee analyséiert ginn ass.

Et huet sech erausgestallt, datt mat 48% d'Vitesse ganz kloer déi Haaptursaach vun allen Accidenter ass. Déi zweetheefegst Ursaach ass den Alkohol mat 19%. Woubäi ee muss wëssen, datt d'Vitesse an den Afloss vun Alkohol oft zesummekommen. Aus deene Grënn ebe just ass dësen zwee Volete besonnesch Rechnung gedroe ginn, bei der Verschäerfung vun de Sanktiounen, souwuel der Vitesse wéi och dem Afloss vun Alkohol. Woubäi aner Ursaachen awer och eng Roll spillen. An och déi wäerten an den Dispositiounen zréckkommen.

Wat d'Zuel vun den déidlechen Accidenter ugeet, esou sinn dës zënter der Aféierung vum Punkteführerschäin ëm d'Halschent erofgaangen. Dat ass scho beachtlech. Vu wäit iwwer 70 Décèsen am Joer 2000, si se op 35 Décèsen am Joer 2014 reduzéiert ginn. D'Zuel vun de Schwéierblesséierten ass hirersäits vun 380 am Joer 2000 op 245 am Joer 2014 erofgefall. Wat de Beweis eigentlech liwwert, datt de Punkteführerschäin seng Friichte gedroen huet an datt en en effikasst Instrument ass, fir d'Zuel vu schwéieren Accidenter ze reduzéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss awer och soen, datt dat iewescht Zil natierlech dat muss sinn, d'Zuel vun den Affer am Stroosseverkéier carrément op null ze setzen. Dëst am Kontext vum Plan zéro victimes als eng vun de gréisste Prioritéite vun eisem Nohaltegkeetsminister. An ech géif mengen, net nëmme vun him.

Domat kéim ech bei déi konkret Dispositioune vun dësem Projet de loi, deen um Gesetz vun 2002 iwwert d'Aféierung vum Punkteführerschäin baséiert. D'Aféierung vun deem System war deemools net onëmstridden. Nëmmen 39 Deputéiert hunn am Joer 2001 dofir gestëmmt, 19 Deputéiert waren dogéint an een huet sech enthalen. Mëttlerweil géif ech awer mengen, datt den dissuasiven, mä och den éducative System - well e seng Friichte gedroen huet - haut och déi lescht kritesch Geeschter iwwerzeegt huet. Ausser vläicht déi, déi selwer d'Affer gi vun hirem onverantwortleche Fueren a Punkte verléieren. Déi sinn natierlech doriwwer net frou.

Well de System säit dem 1. November 2002 a Kraaft ass an deene meeschte bekannt dierft sinn, ginn ech elo net op all déi Dispositioune vum Punkteführerschäin an, mä beschränke mech just op déi Moossnamen, déi mat dësem Projet de loi modifizéiert ginn. Méi speziell geet et ëm dräi Voleten.

Éischtens, ëm d'Adaptatioun vun den Dispositiounen am Fall vu Fuerverbuet, déi jo vum Geriicht iwwer eng Interdiction judiciaire kann ausgesprach ginn oder ebe vum Minister iwwer eng Interdiction administrative. Hei wäerte manner Ausnahmen zum Fuerverbuet zougelooss ginn, andeems d'Ausnahmen nach just solle gräifen, fir op d'Aarbecht ze fuere respektiv fir familiär Flichte kënnen ze erfëllen.

Den zweete Volet betrëfft d'Adaptatioun vun de Grenzwäerter am Fall vu Fueren ënner Drogenafloss an ëm eenzel Dispositioune ronderëm déi sougenannte Batteries de tests standardisés. Och dozou vläicht e puer Erklärungen. Déi zoulässeg Grenzwäerter am Drogekonsum oder an de Substanzen, déi am Blutt oder am Spaut festgestallt ginn, ginn alignéiert op déi belsch Gesetzgebung. A grad wéi an der belscher Gesetzgebung, ginn déi Wäerter och erofgesat.

Donieft ass virgesinn, datt déi Batteries de tests standardisés, wéi zum Beispill d'Tester vun der Motorik, vun der Wahrnehmung oder der Artikulatioun, net méi an alle Fäll musse realiséiert ginn. Dës Tester sinn net méi néideg am Fall vun Accidenter mat gréisserem Kierperschued, wou d'Police aner Suergen huet, wéi déi Tester ze realiséieren: Se muss no den Affer kucken. Oder am Fall vun normale Stroossekontrollen, déi vum Parquet ordonnéiert sinn, oder eben am Fall, wou de Chauffer selwer zougëtt, datt en ënner Drogenafloss steet, da brauch een dat net méi laang ze kontrolléieren.

Dann de wichtegste Volet ass d'Adaptatioun vum Tableau, deen d'Infraktioune vum System vum Punkteführerschäin definéiert. An deem Tableau sinn eng ganz Rei Mesurë virgesinn, éischtens, datt den Excès de vitesse net méi just zwee, mä véier Punkte wäert kaschten. Am Fall, wou d'Iwwerschreidung vun der Vitesse op d'mannst 50%...

(Coups de cloche de la Présidence)

...iwwert der erlaabter...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- ...Vitesse läit. Jo, et ass wierklech komplizéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass net evident fir d'Rapportrice, bei esou vill Gemurmels am Sall ze schwätzen. Wann ech gelift, lauschtert no!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Et si ganz vill Zuelen hei dran, soudatt ech mech muss e bësse konzentréieren.

Zweetens och wann déi festgestallte Vitesse op d'mannst 40 Kilometer an der Stonn iwwert der erlaabter Vitesse läit, wou ee ka soen, datt zum Beispill an enger Tempo-30-Zon d'Vitesse also scho bei 70 Kilometer an der Stonn muss leien, fir datt de Chauffer véier Punkte verléiert.

Da kéim ech zum zweete Volet vum Tableau. Dat ass den Délit de grande vitesse mam Ofzuch vu sechs Punkten - an net méi nach just mat véier. Och dat Wuert gëtt net ëmmer richteg verstanen. Et gëtt oft falsch interpretéiert. Duerfir dozou e puer Erklärungen. Et handelt sech ëm en Délit de grande vitesse, wann dräi Konditiounen erfëllt sinn.

Éischtens muss déi gefuere Vitesse op d'mannst 50% iwwert dem erlaabte Maximum leien. Zweetens muss déi festgestallte Vitesse op d'mannst 20 Kilometer iwwert dem erlaabte Maximum leien.

A wat wichteg ass: Et muss sech ëm e Chauffer handelen, dee schonn eemol erwëscht ginn ass, dat heescht, dee schonn eng Kéier wéinst engem Excès de vitesse protokolléiert oder condamnéiert ginn ass.

Den drëtte Volet betrëfft den Alkoholafloss beim Fueren. Do hu mer jo schonn eng Rei Strofen. Och déi gi verschäerft. Ab 0,35 Milligramm Alkohol an der ausgeotemter Loft, dat heescht 0,8 Gramm Alkohol am Liter Blutt, wäert de Punktenofzoch...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Lorsché, just eng Sekonn.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- ...vun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif bieden, net heibannen ze telefonéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Dat hutt Der jo elo net fir mech gemengt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd kee gutt Beispill fir eisen neie Kolleeg.

Une voix.- Do ginn ech lech recht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Et gëtt e Punktenofzuch fir d'Télefonéieren heibannen deemnächst.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, dat kënnt nach vläicht. Et ass jo näischt méi sécher hei am Land.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ech fänken elo nach eng Kéier mam Alkohol un. Ech hoffen, Dir hutt jo iwwer Mëtteg nëmme Waasser gedronk.

Ab 0,35 Milligramm Alkohol an der ausgeotemter Loft wäert den Ofzuch vun zwee op véier Punkten eropgoen. Ab 0,55 Milligramm Alkohol an der ausgeotemter Loft ginn neierdéngs sechs Punkten ofgezunn, wat jo och dann awer e Schrëtt méi ass. Dir dierft also roueg nach weider drénken, souvill wéi Der wëllt, mä ech géif net mengen, datt et gutt wär, dann nach an den Auto ze klammen. Dat kann eppes kaschten.

Véiertens wäert d'Fueren ënnert dem Afloss vun Drogen vum Ofzuch vu véier Punkten op sechs Punkten eropgoen. Dëst, wéi gesot, no de Seuilen, déi och an der Belsch gëllen.

Fënneftens gëtt de Gebrauch vun engem Handy oder engem Tablet während dem Fuere mam Ofzuch vun zwee Punkte bestrooft. Bis haut huet dat kee Punkt kascht. An d'Fräispriechanlage bleiwen nach wie vor erlaabt. Donieft wäert d'Benotze vum Handy mat engem Avertissement taxé vun 145 Euro bestrooft ginn an net méi mat just 74 Euro. An der Chamber ass et nach ëmmer gratis. Bei der Benotzung vum Tablet gëtt en Avertissement taxé agefouert. An dee wäert och bei 145 leien.

Sechstens ass da virgesinn, datt d'Netdroe vum Sécherheetsgurt oder vum Casque um Motorrad och mat zwee Punkte gestrooft wäerte ginn, grad wéi och den Netrespekt vun der Obligatioun, d'Kanner an engem Kannersëtz ze transportéieren. Wou ech emol dervun ausginn, datt dat awer e grousse Konsens an der Gesellschaft fënnt. Dat muss jo sinn, fir datt eis Kanner wierklech geschützt am Auto kënne sëtzen. Dobäi kënnt, datt den Avertissement taxé an dëse Fäll vun aktuell 49 op 145 Euro eropgesat wäert ginn.

Wat dann, siwentens, och zu engem Verloscht vun zwee Punkte wäert féieren, ass d'Bedränge vun anere Gefierer doduerch, datt net genuch Ofstand zu deene Gefierer gehale gëtt. Dat ass meeschtens de Fall op Schnellstroossen oder Autobunnen. Natierlech zielt dat net am Fall vu Stau oder an Zone mat ganz niddreger Vitesse. Do wäert en Avertissement taxé agefouert ginn, dee vu 74 op 145 Euro wäert gehuewe ginn. Sämtlech Avertissemente ginn dann an engem entspriechende Règlement grand-ducal definéiert.

Déi lescht an aacht Modifikatioun am Tableau bezitt sech op den Netrespekt vum Accès interdit, deen an Zukunft och zum Verloscht vun zwee Punkte wäert féieren. Et sinn also eng Hällewull Punkten, déi elo weider kënne verluer goen.

Déi aner Modifikatiounen, déi dëst Gesetz nach betreffen, sinn net direkt esou relevant am Beräich vun der Sécherheet op der Strooss. Se bezéie sech, wéi ufanks gesot, op verschidden Adaptatioune vum alen Text un d'Entwécklung vun der Zäit, a virun allem och op déi europäesch Gesetzgebung, wéi zum Beispill am Beräich vum Contrôle technique. Dat heescht, wann en Auto am Ausland no de Regele vun der Konscht kontrolléiert ginn ass, muss en hei am Land, wann en dann hei ugemellt gëtt, net nach eng Kéier an de Contrôle technique. Weider Detailer dozou fannt Der och a mengem schrëftleche Rapport.

Da kéim ech scho bei d'Avisen. Et koumen der eng Hällewull eran.

Deen éischten ass dee vum Statsrot, dee ganz kritesch war. A sengem Schreiwes vum 23. Oktober 2012 huet de Statsrot kritiséiert, datt weder eng kloer Analys, nach e Bilan, nach eng Evaluatioun iwwert d'Ursaache vun de schwéieren Accidenter géif virleien. An deem Sënn war de Statsrot der Meenung, datt dëse Projet de loi aus engem willkürleche Rapiéçage, wéi en et genannt huet, vu Moossname géif bestoen, déi sech net op kloer Erfahrungswäerter géife bezéien. Well mëttlerweil awer eng ganz Rei Statistiken a verschidde Bilanen iwwert d'Ursaach an d'Heefegkeet vun de schwéieren Accidenter virleien, ass d'Kritik vum Statsrot eigentlech net méi berechtegt.

Zu den insgesamt aacht Oppositions formelles vum Statsrot bleift ze soen, datt d'Kommissioun deenen alleguer Rechnung gedroen huet an déi néideg Amendementer dann och ausgeschafft huet. Domat waren déi aacht Oppositions formelles aus de Féiss. Bezunn hu se sech beispillsweis op d'Kompetenz vun de Stagiairë vun der Police am Kontext vun der Reglementatioun vum Verkéier. An deem Punkt huet den initialen Text missen e wéineg zréckgeschrauft ginn. D'Kompetenze vun de Stagiairë konnten net esou grouss sinn, wéi vum Här Minister ugeduecht.

Donieft huet de Statsrot och op eng Rei Voleten opmierksam gemaach, déi ebe just dem europäesche Recht net méi entsprach hunn. Och do fannt Der weider Detailer am Commentaire des articles an a mengem schrëftleche Rapport. Et féiert wierklech ze wäit, fir am Detail drop anzegoen.

Da kommen ech zu der Chambre des Salariés, déi sech fréier jo Chambre de Travail genannt huet an d'Aféierung vum Punkteführerschäin an de Joren 2001-2002 massiv kritiséiert hat. Dësem Projet de loi, deen den initiale System jo eigentlech nach verschäerft, steet d'Beruffskummer awer ganz positiv vis-à-vis a begréisst d'Ausriichtung a senger Globalitéit. Ech géif mengen, datt do e gewësse Mentalitéitswandel stattfonnt huet.

Och d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de l'Agriculture hunn de Projet begréisst a waren unisono der Meenung, datt et wichteg wär, d'Sécherheet op der Strooss ze erhéijen.

Erwähne wéilt ech an deem Dossier awer och den onermiddlechen Asaz vun der Association des victimes de la route ënnert der fréierer Leedung vum Här Jeannot Mersch, dee wierklech e grousse Verdéngscht huet am Beräich vun der Sécherheet op der Strooss, an awer och an der Begleedung vun den Ugehéierege vun Affer, déi wierklech ganz vill Leed empfannen no engem Accident. Duerfir wéilt ech als Rapportrice vum Gesetz der ganzer Équipe vun der Association des victimes de la route e grousse Respekt an e grousse Merci fir hir wäertvoll Aarbecht ausdrécken, grad wéi och der Sécurité Routière.

Zum Schluss nach déi wichtegst Daten. Nodeems de Projet de loi den 21. Februar 2012 déposéiert gi war, koum den éischten Avis vum Statsrot den 23. Oktober 2012. En hat eng gewëssen Zäit dertëscht gebraucht, fir de Projet de analyséieren. Säin éischten Avis complémentaire datéiert vum 12. Juli 2013, säin zweeten Avis complémentaire vum 25. Mäerz 2015.

Den Avis vun der Chambre de Commerce ass vum 27.2.2012, dee vun der Chambre des Métiers vum 19.3.2012, dee vun der Chambre des Salariés vum 27.3.2012 an dee vun der Chambre de l'Agriculture vum 2.4.2012. De 14. Januar 2015 sinn ech als Rapportrice designéiert ginn, an no insgesamt véier Kommissiounssëtzunge vun der neier Nohaltegkeetskommissioun huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

E grousse Merci gëllt dann nach der Madame Josiane Pauly an dem Här Heintz vum Nohaltegkeetsministère fir hir kompetent Berodung, haaptsächlech och um juristeschen Niveau. Mäin zweete Merci geet un d'Membere vun der Kommissioun, déi all Kéier ganz konstruktiv derbäi sinn, an natierlech och un eis Sekretärin Rachel Moris. Da wéilt ech och dem Justin Turpel Awuar soen, deen an eiser Kommissioun ëmmer ganz vill ze erzielen hat.

Dat gesot, invitéieren ech Iech - mat menger grénger Kap um Kapp -, dëse Projet ze stëmmen. E gefält bestëmmt net jiddwerengem, mä e rett Liewen. An dorop kënnt et un!

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Lorsché, bei där ech duerch d'Fangere gekuckt hunn, well se gläichzäiteg och fir hir Fraktioun matgeschwat huet a mer da largement, mengen ech, och déi Zäit récupéréiert hunn. Merci fir d'Versteesdemech. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als alleréischt wollt ech der Madame Rapportrice, dem Josée Lorsché, e ganz grousse Merci soe fir säin exzellenten an ausféierleche Rapport, souwuel schréftlech wéi mëndlech. An och, mengen ech, hänken ech e Merci dru fir déi geschéckerlech Manéier, wéi d'Josée Lorsché eis Kommissioun dirigéiert huet.

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV).*- Nach am Joer 1970 goufen et zu Lëtzebuerg 132 Doudesaffer a wäit iwwer 1.000 schwéierblesséiert Leit op eise Stroossen. An et war wuel sécher e gudden Deel manner Verkéier wéi haut. Dës Zuel konnt duerch villerlee Mesuren, natierlech och duerch eng Partie technesch Evolutiounen, reduzéiert ginn, elo bis zum Joer 2014 - déi lescht Zuelen, déi mer kruten - mat nach 35 Doudesaffer an 245 Schwéierblesséierter.

Deemno kéint ee jo zefridde sinn. Et ass vill erreecht ginn zënterhier. An awer ass et esou, datt selbstverständlech all Doudegen op eise Stroossen een ze vill ass, all Liicht- oder Schwéierblesséierten op eise Stroossen een ze vill ass. A kee vun eis kann dat grujelecht Leed an all dee Misär ermiessen, dee sech hannert dësen Zuele verstoppt. Elteren, déi e Kand verluer hunn, Kanner de Papp oder d'Mamm, Partnerschaften, Frëndschaften, déi auserneegerappt goufen, a Matmënschen, déi sech hiert ganzt Liewe musse mat grave Séquellen auserneesetzen.

D'Haaptursaachen, dat wësse mer alleguerten, waren a si bei de Stroossenaccidenter engersäits den iwwerméissege Konsum vun Alkohol an anerersäits déi iwwerdriwwe Vitesse, déi dacks och zesummeginn. An duerfir huet d'Lutte géint ze vill Alkohol um Steier ëmmer de Gesetzgeber viru ganz grouss Erausfuerderunge gestallt.

Fir eng laang Zäit war d'Fueren ënner Alkoholafloss nëmmen eng Contraventioun. Eréischt d'Gesetz vun `53 huet dëse Fait fir d'éischte Kéier als Délit klasséiert. Wien dobäi erwëscht gouf, dee konnt mat enger Amende rechne respektiv enger Prisongsstrof vun aacht Deeg bis maximal ee Joer.

An et huet bis an d'Joer 1971 gedauert, bis d'Strofe fir d'Fueren ënner Alkoholafloss drastesch an d'Luucht goungen, well sech de Gesetzgeber op eemol bewosst ginn ass, datt den Alkohol zu enger vun den Haaptursaache vun de Verkéiersaccidenter gi wor. Deementspriechend sinn d'Prisongsstrofen eropgesat ginn. An zwar war et vun dunn un tëscht aacht Deeg an dräi Joer, déi ee konnt kréien. De legalen Taux gouf als Kompromëss op 1,2 Promill gesat, a bei 0,8 Promill huet ee vun Alkoholafloss geschwat.

Deemools als Unhaltspunkt gouf sech op Etüde vum Conseil de l'Europe respektiv der OECD baséiert. A wann ech soe Kompromëss, dann, well eis Nopeschlänner zu deem Zäitpunkt een

Taux unique vun 0,8 Promill agefouert hunn. Am Joer 1992 hat sech de Législateur d'Fro gestallt, ob et net vläicht opportun wier, fir de Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun ze entspriechen an och de Wee vun eisen Nopeschlänner anzeschloen, fir den Taux ënner 0,8 Promill festzesetzen. An et huet dunn awer nach bis an d'Joer 2007 gedauert, fir den Taux admissible op 0,5 Promill festzesetzen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi bedeit an eisen Aen eng weider séier noutwendeg Verbesserung vun der Sécherheet op eise Stroossen. An heimat ginn, et ass schonn och gesot ginn, eng Rei Mesuren aus dem Aktiounsplang Sécurité routière ëmgesat, wou och an der Vergaangenheet et ganz wichteg war a richteg war, fir déi verschidden Akteuren aus deem Beräich un een Dësch ze huelen a mat hinnen zesummen, ob dat elo en ACL, ob dat d'Association des victimes de la route, d'Sécurité Routière, ob dat déi verschidde Ministèren, d'Police, de Parquet waren, fir zesummen ze kucken, wat méiglech ass.

An ech wollt och e Merci lassginn un déi Leit, déi sech an der Vergaangenheet ganz staark engagéiert hunn, virun allem bei der Sécurité Routière a virun allem bei der Association des victimes de la route.

Ech wollt dann awer och drop hiweisen, datt - an d'Madame Lorsché huet dat virdru gemaach - d'Kommissioun fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an der viregter Regierung jo schonn dee Projet examinéiert hat an och amendéiert hat, an déi aktuell Kommissioun sech dann derfir décidéiert huet, an ech mengen, datt dat eng gutt Décisioun war, fir op den initialen Text zréckzekommen, esou wéi e vum deemolege Minister fir Nohaltegkeet, dem Claude Wiseler, déposéiert gouf.

D'Zuele vum Statec an Zesummenaarbecht mat der Sécurité Routière weisen däitlech, datt d'Fueren ënner Alkoholafloss, ech soen et nach eng Kéier, an ze héijer Vitesse eben d'Haaptursaache sinn, wou ee muss den Hiewel usetzen. A genau dat ass gemaach ginn, fir d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbesseren. Dat geschitt mat dësem Gesetz.

A wann een déi rezent Zuele kuckt, déi viru Kuerzem vum Minister presentéiert goufen, da fält op, datt an deenen 908 Accidenter, wou Persoune blesséiert goufen op eise Stroossen, 35 Mënschen en Accident net iwwerlieft hunn. Dat bedeit wuel e Réckgang vun 22% vun 2013 vis-à-vis vun 2014. Mä nach eng Kéier: D'Halschent vun deenen déidlechen Accidenter sinn op d'Vitesse zréckzeféiere gewiescht an 19% op den Alkohol um Steier.

A wat a mengen Aen awer glat net nozevollzéien ass, dat ass déi Zuel, déi Tatsaach, datt ee Véierel vun den Automobilisten, déi déidlech blesséiert goufen 2014, de Gurt net unhaten! Dat heescht, ee Véierel vun deene Leit, déi op de Stroosse gestuerwe sinn, haten de Sécherheetsgurt net un, eng ganz erschreckend Zuel.

Global gekuckt muss een och feststellen, datt an der Vergaangenheet déi grouss Majoritéit vun de Punkte beim Führerschäin ofgezu goufen, well d'Chaufferen ze séier ënnerwee ware respektiv gedronk haten. Dat ass jo dann och eng normal Entwécklung an deem Kontext, wann een dat esou däerf soen. An dëse Phenomeen betrëfft awer net nëmmen déi jonk Leit, mä dëse Phenomeen zitt sech duerch sämtlech sozial Schichten an Alterskategorië vun eiser Gesellschaft.

Wat d'Fueren ënner Drogenafloss ubelaangt, esou ass virgesinn, fir d'Seuilen un déi vun der belscher Gesetzgebung unzepassen - dat ass virdru scho gesot ginn -, an, wat wichteg ass, eben och deem technesche Fortschrëtt ze entsprieche bei der Erkennung vun Drogen.

Engem Bilan no, deen Enn 2014 opgestallt ginn ass, sinn zënter dem Aféiere vum Punkteführerschäin 2002 eng 594.000, also ronn 600.000 Punkten ewechgeholl ginn, dovunner waren 178.856 Chauffere betraff. Eng ganzer 2.506 hunn all hir Punkte verluer. Dat sinn Zuelen, déi, fannen ech, och erschrecken, well déi Punkten, dat Verléiere vu Punkte jo all Kéiers mat Verstéiss géint Verkéiersreglementer an Zesummenhang stoungen, an och net déi mannst Verstéiss géint Verkéiersreglementer.

Strofrechtlech Veruerteelungen hunn zum Ofzéie vun 180.891 Punkte gefouert, dovunner an 48,14% vun de Fäll wéinst Alkohol, 24,29% wéinst Vitesse a 7%, well keng Versécherung virlouch. Da kommen nach ronn 7% vun de Fäll, well de Chauffer een Délit de fuite begaangen huet, respektiv 13,56% vun de Fäll wéinst anere Verstéiss géint de Code de la Route.

Ech wëll och ënnersträichen, datt zënter der Aféierung vum Gesetz vum 2. August 2002 hei am Land d'Zuel vun den Doudesaffer, an dat ass jo och gutt esou, konsiderabel zréckgaangen ass. Et léisst sech also deemno däitlech eng Korrelatioun tëschent dem Punkteführerschäin an der Verbesserung vun der Sécherheet op eise Stroosse maachen.

Wat elo d'Haaptännerunge vun eisem Projet de loi sinn, kann ech mech ganz kuerzfaassen; d'Madame Rapportrice huet dat ausféierlech gemaach.

Eng vun den Ännerunge betrëfft d'Zuel vun de Punkten, déi en Automobilist ka verléieren, wann e géint d'Gesetz verstéisst. Ech géif soe just dat Beispill vun den Délits de grande vitesse: Dat ware bis elo véier Punkten, déi ofgezu goufen, dat ginn der elo sechs. Generell kann ee souguer soen, datt déi verschidden Infraktiounen zwee Punkte méi kaschten an Zukunft, ausser beim Sécherheetsgurt, wou et, mengen ech, awer och ganz gutt ass, datt amplaz vun engem Punkt an Zukunft zwee Punkte verluer ginn.

Da goufen awer och d'Geldstrofen an d'Luucht gesat. Wann ee mam Handy um Steier erwëscht gëtt, beispillsweis, wat ee ganz dacks gesäit dobaussen, datt d'Leit mam Handy telefonéieren, waren et bis elo do 74 Euro ze bezuelen, do ginn dat an Zukunft 145 Euro. An, dat huet virdrun null Punkte kascht, dat kascht an Zukunft dann zwee Punkten.

Datselwecht gëllt och - et ass schonn erwähnt ginn - bei den Tablets. Dat war eben ni virgesinn, well déi Geräter relativ rezent sinn. Och ass et esou, datt d'Smartphonë méi grouss ginn, d'Tablets gi méi kleng, dat heescht, d'Grenze verwëschen do. Och mat Tablets kann een telefonéieren zum Deel. Och do, wéi gesot, an Zukunft zwee Punkten an och do kascht dat 145 Euro Geldstrof.

Beim Netanhale vun engem Sécherheetsofstand ass et dann och nei, datt zwee Punkte fälleg sinn. Datselwecht fir den Accès interdit. Do waren, wéi gesot, virdru keng Strofe virgesinn.

Zum Schluss wollt ech soen, datt ee sech d'Fro awer muss stellen, ob mir an eisem Land net méi responsabel missten Auto fueren. An do huet ee jo ëmmer erëm selwer d'Impressioun, wann ee fiert, datt, wann ee sech zum Beispill un d'Limittevitesse hält, een deen Eenzege mat Momenter ass, deen dat mécht an een dann och systematesch iwwerholl gëtt.

Verkéiersaccidenter passéiere virun allem duerch mënschlech Feeler a besonnesch duerch vermeidbar Verstéiss géint Verkéiersreglementer. An ech soen och ganz däitlech, datt a mengen Aen zu Lëtzebuerg generell ze séier gefuer gëtt. Et gëtt dacks geféierlech, et gëtt dacks onnëtz iwwerholl. Vill Verkéiersreglementer ginn net eescht geholl. An ëmmer méi Autoen hu kee Winker méi.

Et feelt ganz einfach u Rücksicht op déi aner Leit am Verkéier. An ech mengen,...

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV).*- ...mir wënschen eis alleguerte méi en defensiivt a virun allem e stressfräit Fueren. Vill Leit soe mir, wa se op der Aarbecht ukommen, si se scho gestresst duerch déi Manéier, wéi mer eben Auto fueren.

An ech wollt ganz zum Schluss och eng Fro un den zoustännege Minister stellen. Dat ass, ech weess, keng einfach Fro. Vläicht huet en awer déi eng oder déi aner Äntwert.

Ech froen, wat de Minister gedenkt vun neie kreative Mesuren ze ergräifen, fir der Vision zéro méi no ze kommen. Déi ze erreechen, mengen ech, ass kaum méiglech. Mä et ass awer richteg, wann ee probéiert, där Visioun méiglechst no ze kommen.

Muss een zum Beispill beim Führerschäimaachen awer méi en defensiivt Fueren enseignéiert kréien? Ass et sënnvoll, d'Schoul méi staark nach anzebannen? Wat kann een zousätzlech maache fir d'Sensibiliséierung vun de Leit? Do gëtt vill gemaach. Ass do och nach Sputt?

A virun allem och vläicht nach eng verstäerkt Promotioun vum ëffentleche Verkéier. Respektiv och dozou gehéiert, den ëffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen. Wéi gesot, keng einfach Froen. Mä ech denken, datt awer déi eng oder déi aner Äntwerten do kéinte méiglech sinn.

Domat wollt ech Merci soen an den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi brengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Schank. An elo huet direkt d'Wuert den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech eiser Présidente-rapportrice e grousse Merci soen, un d'Josée Lorsché, fir hir exzellent Rapporten, souwuel déi schrëftlech wéi déi mëndlech. An ech wëll mech awer och de Wierder vu mengem Virriedner Marco Schank uschléissen. Déi Saachen, déi e gesot huet, kënne mer nëmmen absolutt vertrieden.

D'Zuele vum Stroosseverkéier schwätzen eigentlech eng ganz kloer Sprooch. Säit 2001 sinn déi déidlech Accidenter op eise Stroossen ëm ronn 50% erofgaangen, speziell säit dem 1. November 2002 op Basis vum Gesetz vum 2. August vun deem selwechte Joer, wéi de Punkteführerschäin hei am Land agefouert gouf, also viru ronn eppes méi wéi enger Dose Joren.

Goufen 2002 nach méi wéi 70 Verkéiersdoudeger gezielt, waren et der 2014, wéi d'Police net méi spéit wéi de leschte Freideg bekannt ginn huet, a Guillemeten „just" nach 31. Dëst entsprécht am Verglach zum Virjoer engem Réckgang vun net manner wéi 24%, an dat bei enger Populatioun a virun allem engem Automobilspark, dee bestänneg wiisst. Eng positiv Tendenz, och wann een hei ausdrécklech betoune muss, dass all Affer een Affer ze vill ass.

Gläichzäiteg soll ee bei alle Statistiken iwwert d'Verkéiersdoudeger net vergiessen, dass d'Famillje vun Doudegen an och déi vill Verletzter mat hire Familljen a ville Fäll Joren a souguer oft e Liewe laang mat de physeschen a psychologesche Séquellen, déi Accidenter mat sech brengen, liewe mussen.

Wéi een Undeel elo de Punkteführerschäin, isoléiert fir sech geholl, un där beschriwwener, sech zueleméisseg no ënnen entwéckelter Statistik vun de Verkéiersdoudegen huet, ass zumindest hei zu Lëtzebuerg spekulativ. Schliisslech feele genau Daten an Etüden, wéi d'Korrelatioun tëschent dem Punktesystem an der Zuel vun den Autosaccidenter bezéiungsweis de Verkéiersaffer ass.

De Statsrot huet an dësem Kontext an engem Avis vum 23. Oktober 2012 zum Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, och dorop higewisen, dass et keen offizielle Bilan vun den Auswierkunge vum Punkteführerschäi gëtt a keng spezifesch Analys vun den Tatsaache gemaach gouf, dass, obwuel d'Zuel vun den Doudegen op eise Stroossen erofgeet, d'Zuel vun den Infraktiounen duerch ze héich Vitesse an ze héich Alkoholtauxen, genau wéi d'Fäll vu Récidivë sech genau an déi entgéintgesate Richtung entwéckelen, also eropginn.

Onbestreitbar ass awer, dass, och wann et hei zu Lëtzebuerg keng Etüd iwwert den Impakt vum Punkteführerschäin op d'Verbesserung vun der Sécherheet op eise Stroosse gëtt, dës Moossnam, déi fir d'Éischt ofschreckend an duerno eréischt repressiv soll sinn, e kloer moossbaren Effet huet. Etüde vum däitsche Kraftfahrt-Bundesamt zum Beispill weisen däitlech, dass déi verkéiersps ychologesch Konzepter, déi op d'Beaflossbarkeet an d'Léierfäegkeet vun den Automobiliste setzen, duerch de Punkteführerschäin erreecht ginn.

An enger Vergläichsetüd vun deene fir d'Verkéierssécherheet zoustännegen Instanzen aus Éisträich, Holland an Däitschland iwwert d'Punktesystemer an Europa gëtt erkläert, dass d'Wierksamkeet vu Punktesystemer signifikativ zréckzeféieren ass op d'Aussiicht, spréch d'Angscht, dass ee säi Führerschäi verléiere kann. Dës - nenne mer et - Wierksamkeet erkläert och, firwat déi allermeeschte Länner an der Europäescher Unioun e Punktesystem am Führerschäin hunn.

E Verglach vun deenen eenzelne Modeller ass allerdéngs awer schwiereg, wann net onméiglech, well se sech an der praktescher Ëmsetzung zum Deel däitlech vuneneen ënnerscheeden. Esou gëtt ee vun deene verschiddene Länner zum Beispill fir een an deeselwechte Feeler ënnerschiddlech streng op sengem Punktekonto gestrooft. Ausserdeem ginn an deenen enge Länner, wéi zum Beispill Lëtzebuerg, Punkte vun enger urspréngleche Zuel ofgezunn, während d'Punkten esou zum Beispill an Däitschland addéiert ginn.

Och huet een an deene verschiddene Länner am Ufank ënnerschiddlech vill Punkten zegutt, an huet ee säi Bonus opgebraucht, spréch kee Führerschäi méi, well keng Punkte méi, muss een a verschiddene Länner de Führerschäi ganz nei maachen. An anere Länner gëtt et esou gehandhabt, dass een, während enger gewëssener Zäitspann vu Fuerverbuet, de Führerschäin no Oflaf vun dëser Period awer erëmkritt, ënnert der Konditioun, dass een e Fuerstage matgemaach huet. Dëst ass jo dann och, wéi bekannt, hei zu Lëtzebuerg de Fall.

Här President, trotz alle beschriwwene positiven Auswierkunge vum Punkteführerschäin op d'Fuerverhalen an domadder op d'Sécherheet am Stroosseverkéier ass awer och kloer, dass dëst Instrument nëmmen een Element vun enger ganzer Rei ass, déi zesummegeholl deen néidegen Erfolleg hunn an et erlaben, dat gewënschtent Zil ze erreechen.

Aner Elementer, déi dozou bäidroen, dass d'Zuel vun den Doudegen am Verkéier tendenziell ofhëlt, sinn déi stroossentechnesch Moossnamen, wéi d'Besäitegung vu sougenanntene Gefahrenzonen oder zum Beispill oniwwersiichtleche Kräizungen, schaarfe Kéieren, Beem, déi ze no un der Strooss sinn, an esou weider. Och den Zoustand vun de Stroossen, wéi de Stroossebelag, huet en direkten Afloss op d'Verkéierssécherheet.

Zu dëser Verkéierssécherheet dréit dann och awer natierlech d'Beschränkung vun der Vitesse bäi. D'Vitesse ass nämlech ganz kloer d'Haaptursaach fir déi allermeeschten oft déidlech Accidenter, duerno Alkohol um Steier, a ganz oft ze héich Vitesse a Kombinatioun mam Alkohol. A leider, wéi déi neitsten, scho virdrun ugeschwate Verkéierssituatioune weisen, hélt de Phenomeen vun iwwerdriwwener Vitesse zou amplaz of. Bei 48% vun allen déidlechen Accidenter gouf zejoert, d'lescht Joer also, eng ze héich Vitesse als Ursaach notéiert, währenddeem et 2013 nëmmen 39% waren.

An deem Sënn begréisse mir als LSAP och all Initiativen, déi um staatlechen oder um Gemengeplang geholl ginn, fir verkéiersberouegt Zonen anzeriichten, sief dat mat 30er-Zonen op nevralgesche Punkten oder ganz innovativ, wéi der elo zum Beispill zu Bartreng oder Rodange entstinn, mat engem sougenannten „shared space".

Am Zesummenhang mat den 30er-Zonen an am Kontext vun den entspriechenden Diskussiounen, déi aktuell heizou an Däitschland geféiert ginn, géif ech dem Nohaltegkeetsminister François Bausch d'Fro stellen, wéi hien zu dëse Pläng an eisem Nopeschland steet, fir allgemeng ronderëm all Schoulen, Crèchen an Älters- a Fleegeheemer d'Vitesse op 30 km/h ze limitéieren. Wier dat och eventuell eppes, wat ee sech hei zu Lëtzebuerg kéint virstellen? A wann den Här Minister François Bausch vläicht d'accord wär, kéinte mir dat vläicht, wann e wëllt, ab dem 15. September bei der Eréffnung vun der neier Schoul op der Kap op der Areler Strooss probéieren, wou de Moment d'Demande fir d'Verkéiersluuchte bei dëser neier Schoul en voie d'approbation sinn.

Op enger Nationalstrooss, hei der N6, der Areler Strooss, sech eng limitéiert, verkéiersberouegt 30er-Zon virun der Entrée a Sortie vun enger neier Schoul virzestellen, wär net nëmmen hei zu Lëtzebuerg verkéierstechnesch absolutt innovativ am Sënn vu méi Verkéierssécherheet. Besonnesch, wou et jo hei virun allem och ëm d'Sécherheet vun de Schoulkanner geet, déi am Stroosseverkéier nach ëmmer net déi richteg Reflexer entwéckelt hunn. Wa se zum Beispill voller Freed aus der Schoul lafen, a schonn ass et passéiert, wéi mer dat schonn a fréiere Situatiounen hei haten.

Hei wiere mer ganz frou, Här Minister, wa mer do kéinte vläicht eventuell e Projet pilote maachen. Mä dat kënne mer herno spéider da kucken.

An deem Kader ginn och verschidden Organisatiounen an Däitschland awer souguer esou wäit a fuerderen eng prinzipiell Begrenzung vun der Vitesse op 30 km/h innerhalb all Uertschaft. Och do géif et mech interesséieren, Här Minister, wéi Ar Meenung dozou ass.

Här President, wichteg am Hibléck op méi Verkéierssécherheet sinn awer och d'Opklärung an d'Informatioun. Dëst ënner méiglechst verschiddene Formen, déi geziilt déi verschidden Alterskategorien uschwätzen. Well, entgéint deem, wat ëmmer gäre behaapt gëtt, weisen d'Statistiken, dass et net nëmmen déi Jonk sinn, déi haaptsächlech a schwéier Accidenter verwéckelt sinn, mä och nach virun deene méi Jonken d'Alterskategorien tëschent 45 a 55 Joer.

Wichteg ass och eng gutt a konsequent Ausbildung a Saache Führerschäin, déi bei Bedarf bezéiungsweis a regelméissegen Ofstänn analyséiert an, le cas échéant, neien Entwécklungen ugepasst géif ginn.

Zu dësen neien Entwécklunge gehéiert zum Beispill, wann et esou geet, wéi d'Regierung an hoffentlech och grouss Deeler vun der Bevëlkerung sech dat erhoffen, eng Mobilité douce, déi zouhëlt. Méi Foussgänger a virun allem méi Vëloen, mat deenen entspriechenden Infrastrukturen, verlaange virun allem vun den Automobilisten, fir déi méi eng grouss Präsenz vun net motoriséierten Zweerieder hei zu Lëtzebuerg dach awer eng nei Situatioun duerstellt, ... (veuillez lire: méi eng grouss Opmierksamkeet).

Virun allem awer mussen all Verkéiersteilnehmer verstoen, esou wéi déi aktuell Campagne vun der Sécurité Routière a vun der Regierung et erkläert, dass et nëmme mat engem rücksichtsvolle Matenee geet an dass d'Strooss fir jiddweree gläichermoossen do ass.

E weidert wichtegt Element, dat am politeschen Diskurs fir méi Verkéierssécherheet net

ëmmer genannt gëtt, sinn déi technesch Verbesserungen un den Autoen, zu deenen och eng ganz Rei Zouliwwerbetriber fir d'Automobilindustrie mat hirer performanter Fuerschung an Entwécklung bäigedroen hunn. Dës technesch Innovatiounen hunn an deene leschte Jore mat sech bruecht, dass am Fall vun engem Accident net nëmmen d'Passagéier an den Autoen, mä och déi schwächsten Teilnehmer am Stroosseverkéier, spréch d'Foussgänger, besser geschützt ginn, wéi zum Beispill duerch automatescht staarkt Ofbremse vum Auto oder Airbag ënnert der Kühlerhauf an esou weider.

Dee politeschen Afloss ass an dësem Beräich vläicht um nationalen Niveau begrenzt, mä zumindest op europäeschem Niveau, wou déi verschidde Sécherheetsbestëmmungen, déi Autoe konstruktiv bedéngt erfëlle mussen, festgeluecht ginn, kënnen och eis Lëtzebuerger Politiker am Kader vun hiren Aflossméiglechkeeten aktiv an dësem Beräich fir méi Verkéierssécherheet plädéieren.

Vläicht kann ee souguer esou wäit goen a spekuléieren, dass verschidde soziologesch Entwécklungen ee méi oder manner direkten Afloss op d'Stroosséchерheet hunn. Esou weisen divers Etüden aus dem Nopeschland, virun allem aus Däitschland, dass den Auto bei de Jonke vun haut ëmmer méi als Statussymbol ausgedéngt huet. Vill Jonker gesinn den Auto ëmmer méi als e Mëttel zum Zweck un, also als e Mëttel, dat een notzt virun allem, wa keng gutt aner Transportméiglechkeet zur Verfügung ass, fir vun engem Punkt A op B ze kommen.

Doraus ergëtt sech net nëmmen, dass virun allem an den auslännesche Groussstied de Covoiturage an de Carsharing vu Joer zu Joer an d'Luucht ginn, mä och, dass, wann déi Jonk sech en eegenen Auto zouleeën, Stéchwuert Statussymbol, si op déi manner staark Motorisatiounen zréckgräifen, wat sech jo och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi an de Statistike confirméiert.

Beim Stéchwuert Statistik sinn ech dach iwwerrascht oder e bëssen erschreckt - ech menge grad wéi mäi Virriedner Marco Schank -, dass 25% vun den Doudegen d'lescht Joer kee Gurt unhaten. Do muss ee sech dach awer Froe stellen, dass hautdesdaags nach Leit wierklech ouni Gurt dorëmmer fueren! Oder kéint dat eventuell mat aneren Ursaachen ze dinn hunn, dass ënner Ëmstänn bewosst kee Gurt ugedoe ginn ass, oder, fir et méi däitlech ze soen, mat Suicideabsichten?

Do stellen ech d'Fro, ob bei esou schwéieren Accidenter, wou sech erausstellt, dass de Chauffer wierklech kee Gurt unhat, och an deem Sënn eventuell Expertisë gefouert ginn, well dobäi jo och nach oft ganz aner Verkéiersteilnehmer zu Schued kommen. An och guer net ze schwätze vun de Sekuristen, déi esou grausam Accidenter raume mussen an deenen een dofir net oft genuch ka Merci soen.

A last but not least ass et leider esou, dass all Regelen a Moossnamen et néideg maachen, dass d'Anhalen dovunner duerch Kontrollen, ob dës elo vu Polizeibeamten oder vu fixe Radaren, esou wéi se elo gläich hei zu Lëtzebuerg zum Asaz komme wäerten, iwwerholl ginn, a Verstéiss ebe mat där néideger Häert musse bestrooft ginn, wéi dann hei den Entzuch vu Führerschäinspunkten.

Dass de Punkteführerschäin nëmmen een Element fir méi Sécherheet op de Stroossen ass, weist och den Aktiounsplang Sécurité routière vun der Regierung. De laangfristegen Objektiv vun dësem Aktiounsplang mam Numm „Vision zéro", dee vun 2014 bis 2018 leeft, ass gradesou ambitiéis wéi kloer: Null Doudeger an null Schwéierblesséierter op eise Stroossen!

Dëse Plang soll dann och bei der Ëmsetzung vum mëttelfristegen europäeschen Zil hëllefen, bis 2020, an am Vergläich zu 2011, d'Zuel vun de Verkéiersdoudegen ëm d'Halschent ze reduzéieren an d'Zuel vun de Schwéierblesséierten däitlech zréckzeschrauwen.

Mam Plang „Vision zéro" sollen d'Problemer an d'Erausfuerderungen identifizéiert ginn, déi sech aktuell den Efforte fir d'Verbesserung vun der Verkéierssécherheet an de Wee stellen, an dann dorauser déi Mesuren definéiert ginn, déi musse geholl ginn, fir deenen Erausfuerderungen ze begéinen. D'Moossnamen, déi geholl solle ginn, betreffe sougutt d'Usageren am Verkéier, d'Stroosseninfrastrukture wéi d'Gefierer.

Eelef Erausfuerderungen huet d'Regierung an Zesummenaarbecht mat enger ganzer Rëtsch vun Organisatiounen, Associatiounen an Administratiounen definéiert, an déi déi voll Ënnerstëtzung vun der LSAP fannen. An och dofir, grad eméi eise Virriedner dat gesot huet, wëll ech och do dem AVR eisen extra grousse Merci soen.

Ech si ganz kuerz, déi eelef Mesuren: d'Reduktioun vum Fueren ënner Alkohol-, Drogen- oder Medikamentenafloss, d'Promotioun vun de Sécherheetsequipementer, d'Stäerkung vun der Opmierksamkeet um Steier an d'Reduktioun vu gefäierleche Verhalensweisen, de Schutz vun de vulnerabele Verkéiersteilnehmer, sprëch de Foussgänger, Vëlos- a Motosfuerer, méi sécher Stroosseninfrastrukturen, eng kohärent Preventiounspolitik, d'Verbesserung vun der Formatioun vun de Chaufferen, Sensibiliséierungscampagnen, effikass Polizeikontrollen an d'Revisioun vun de Sanktiounen, wéi dann elo haut de Punkteführerschäin.

Ganz uewen op der Prioritéitelëscht steet fir déi Verantwortlech vum Aktiounsplang d'Bekämpfung vun den Excès de vitesse. Mesuren, déi et erlabe sollen, dëst Zil ze erreechen, sinn ënner anerem d'Installatioun vu feste Radaren, d'Verbesserung vun der Visibilitéit vun de Vitesselimitatiounen, virun allem an eventuell verkéiersberouegt Zonen a Reduktioune vun der Vitesse ausserhalb vun den Uertschaften. Schliisslech Kontrolle sur place mat enger Verschäerfung vun de Sanktiounen, wéi dann de Punkteführerschäin.

De Punkteführerschäin huet virun allem en dissuasive Charakter an erlaabt et virun allem, wierksam virzegoe géint Récidivisten an Automobilisten, déi duerch hir onugepasste Fuerweis opfalen. Den Effet vum Punktesystem steet an engem gewëssene Mooss och an direkter Relatioun zu der Héicht vun der Strof, also zu de verluerene Punkte fir e bestëmmtent Fuerverhalen.

Deementspriechend huet d'Regierung décidéiert, mat deem hei virleiende Gesetz d'Zuel vun de Punkten, déi ee bei verschiddene Verstéiss géint de Code de la Route verléiert, ze iwwerschaffen an am Sënn vu méi Verkéierssécherheet no uewen unzepassen. Wann ech soen, d'Regierung, dann ass domadder sougutt déi viregt wéi déi aktuell Regierung gemengt.

Urspréinglech gouf de Projet zu deem neie Gesetz am Dezember 2012 vum deemolege Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen, Claude Wiseler, deponéiert. Nodeems déi deemoleg verantwortlech Chamberskommissioun verschidden Amendementer virgeschloen hat, fir verschidde Sanktiounen, ënner anerem fir Delikter wéinst ze héijer Vitesse oder bei Fueren ënner Alkoholafloss, par rapport zum Regierungsprojet ofzeschwächen, huet dës Regierung, zesumme mat der aktueller Nohaltegkeetskommissioun, décidéiert, opgrond vun deenen trotz réckleefeger Zuel vu Verkéiersdoudegen ëmmer nach ganz beonrouegende Statistiken, erëm op deen urspréinglechen Text an déi urspréinglech Sanktiounen zréckzekommen, wouriwwer mer ganz frou sinn.

Mat der Differenz, dass eng zousätzlech Sanktioun fir den Netrespekt vun engem Accès interdit agefouert gëtt an d'Benotze vun engem GSM oder engem Tablet, wéi et elo scho gesot gouf, mat zwee Punkten zukünfteg nach méi staark bestrooft gëtt, wéi dat urspréinglech mat engem Punkt geplangt war.

Och wa meng Virriedner schonn doriwwer geschwat hunn, wëll ech opgrond vun der Wichtegkeet vun den neien Dispositiounen e puer vun deenen Haaptsanktiounen nach eng Kéier kuerz widderhuelen.

Fir d'Iwwerschreide vun der erlaabter Vitesse ëm 50% an op d'mannst 40 km/h sinn an der Zukunft véier amplaz zwee Punkt fälleg. D'Sanktioun vun engem Délit de grande vitesse, also wann d'Limite ëm 50% ëm mindestens 20 km/h iwwerschratt gëtt an dee schëllege Chauffer an deene leschten dräi Joer schonn eng Kéier fir ze héich Vitesse belaangt gouf, si sechs amplaz véier Punkte fälleg.

Véier respektiv sechs Punkten amplaz virdrun zwee a véier kascht et mat deem neie Gesetz, wann ee mat tëschent 0,8 bis 1,2%, iwwer 1,2 Promill Alkohol am Blutt erwëscht gëtt. Wie säi Gefier ënner Drogen- oder Medikamentenafloss steiert, deem säi Punktekonto geet ëm sechs - aktuell véier - Punkten erof. Telefonéieren um Steier, d'Benotze vun engem Tablet, d'Netdroe vum Sécherheetsgurt bezéiungsweis um Moto ouni Helm, d'Netrespektéiere vum Sécherheetsofstand genau wéi scho gesot den Netrespekt vum Schëld Accès interdit, all déi Infraktioune kaschte jeeweils zwee Punkten.

Als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen, Här President, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass mat dësem Gesetz vun haut, mat dem Iwwerschaffe vun de Sanktioune vum Punkteführerschäin et net ëm eng blann Sanktiounspolitik mat enger willkürlecher Persekutioun a Bestrofung vun Automobiliste geet. D'Accidenter op eise Stroossen, ob elo mat oder ouni Doudeger, suergen einfach fir vill ze vill mënschlecht Leed. De Punkteführerschäin an de Risiko, seng Punkten an, le cas échéant, säi Führerschäin ze verléieren, hunn, wéi wëssenschaftlech nogewisen, eng kloer ofschreckend Wierkung an hëllefen esou, eis Stroossen am Sënn vun alle Bierger méi sécher ze maachen.

De Punkteführerschäin ass, an zu dësem Zil hin, awer nëmmen een Element vun engem Ensembel aus repressiven, hoffentlech ofschreckenden an am Endeffekt domat vu preventive Moossnamen, déi déi voll Ënnerstëtzung vun der LSAP fannen. An domadder, Här President, ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen an eiser Gesellschaft leider feststellen, datt et ëmmer méi e Réckgang vum sougenannten „civisme automobile" gëtt. Am Kloertext: De Stroosseverkéier gëtt fir Eenzelner u sech zäitweis quasi eppes wéi e rechtsfräie Raum. Sécher ass et eng Minoritéit, mä et ass eng Minoritéit, déi eis allerdéngs ganz vill Problemer mécht. Dat huet dermat ze dinn, datt natierlech och dem Auto, virun allem dem Autobesëtz, e gewëssene Kultstatus och reservéiert ass. A wann een ëmmer dee flotten Ausdrock do zitéiert: „Den Auto ass dem Lëtzebuerger säi léifst Kand", da seet dat jo och munches aus.

Mir mussen allerdéngs wëssen, ouni datt mer den Auto u sech hei sollen a Fro stellen, datt den Auto haut net méi en exklusiivt Fortbewegungsmëttel ass, mä datt den Auto éischter eng secondaire Roll soll spillen. An et ass hei virdrun och schonn ugeklongen, datt u sech de ganze Verkéiersraum muss an Zukunft aneschter gesi ginn. Wéi gesot, nach eng Kéier: De Rôle vum Auto soll hei op kee Fall verdäiwelt ginn, Autofuere soll och an Zukunft nach Spaass maachen, mä Autofuere mécht mat Sécherheet vill méi Spaass, wa sech un elementar Regele gehale gëtt.

An d'Statistiken, an där sinn hei schonn eng Rei opgezielt ginn, beweisen et ganz kloer: Leider muss an Zukunft méi repressiv gehandelt ginn, well déi beschtgemengt Sensibiliséierungscampagnen, déi een och nëmme kann ënnerstëtzen an och hoffen, datt der och an Zukunft nach eng Rei wäerte gemaach ginn, déi hu leider net ëmmer de gewënschten Erfolleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schonn 1992, et war den 19. Juni, dunn hat déi deemoleg Bauten- an Transportkommissioun an engem Rapport Folgendes festgehalen, ech zitéieren: «(...) la majorité des accidents sont dus à la faute humaine (vitesse excessive, alcool au volant, non-respect de la priorité, défaut de maîtrise) et estiment ensemble avec le Gouvernement que les pouvoirs publics ne sont pas pour autant dégagés de leur responsabilité, mais doivent créer sur le plan pédagogique, infrastructurel, pénal et technique le cadre adéquat pour mener les usagers de la route à adopter un comportement plus responsable vis-à-vis d'eux-mêmes et d'autrui et plus conscient des dangers du trafic automobile». An 1993 hat och d'Chamber hei deemools schonn eng Motioun zréckbehalen, fir de Punkteführerschäin anzeféieren.

Iwwregens wëll ech drop hiweisen, datt eist Nopeschland Frankräich schonn 1992 de Punkteführerschäin agefouert huet an domadder mat Sécherheet net déi schlechtst Erfahrung gemaach huet, au contraire. An eise Modell vum Punkteführerschäi baséiert jo och op hirem.

Déi sukzessiv Regierungen haten och ganz grouss Efforte gemaach, fir déi desastréis Situatioun an de Grëff ze kréien. Esou beweist d'Statistik - a well se awer esou impressionnant ass, soll ee se awer hei nach e puermol widderhuelen -, datt zënter de 70er Joren, do wou mer am Fong geholl wierklech déi desastréis Situatioun erreecht haten, datt déi dach kontinuéierlech zréckgaangen ass. Ech wëll drop hiweisen, datt mer 1970 114.000 immatrikuléiert Autoen haten. Deemools waren 2.500 Accidenter mat 132 Doudegen. Dat waren 2,2% vun dem immatrikuléierte Fuerpark. 1980 ass dee Prozentsaz op 1,53% zréckgaangen an am Joer 2000 op 0,62%.

Mä trotz deem positive Réckgang laueren natierlech nach vill ze vill Geforen op eise Stroossen. 2013 hate mer nach ëmmerhi 45 Doudeger. 60% vun den déidlechen Accidenter waren deemools op iwwerdriwwe Vitesse an och op Alkoholkonsum zréckzeféieren. An d'lescht Joer, déi Statistike si jo elo kierzlech hei ënnerbreet ginn, waren et nach 35 Doudeger. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens: Dat ware 35 Doudeger ze vill!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV/DP-Regierung vun 1999 bis 2004 hat jo der Sécherheet am Verkéier u sech eng ganz grouss Bedeitung an hirer Transportpolitik reservéiert. Deemno gouf och deemools an där Logik de Punkteführerschäin agefouert duerch d'Gesetz 4712, den 3. Juli 2002. An et muss ee ganz éierlech soen, an et ware jo eenzel Kolleeginnen a Kolleegen deemools och do derbäi, dozou war natierlech e gewëssene politesche Courage erfuerdert.

Mir wëssen, datt eng ganz grouss Oppositioun vu ganz ville Säiten deemools ze verspiere war. Ech erënneren och nach eng Kéier un d'Chambre de Travail hei, déi sech kategoresch deemools géint de Punkteführerschäin ausgeschwat hat. Ech wëll och drun erënneren, datt et nëmmen dräi Parteie goufen, déi de Punkteführerschäin deemools gestëmmt haten, ënner anerem d'Demokratesch Partei. Haut géif ech awer scho bal woen ze behaapten, datt de Punkteführerschäin als Prinzip vu kengem méi wäert a Fro gestallt ginn. Well d'Statistik huet jo awer gewisen am Laf vun de Joren, datt d'Inzidenz vum Punkteführerschäin op d'Verkéierssécherheet sech dach positiv ausgewierkt huet.

En huet natierlech zwee Haaptavantagen: éischtens den Effet dissuasif. Dat heescht, e soll zu méi verantwortungsvollem Behuelen am Stroosseverkéier féieren. An dann zweetens ass dat awer och, muss een hei ënnersträichen, de pädagogesche Volet vun dem Punkteführerschäin.

Duerch dat Gesetz, wat mer elo haut hei stëmmen, ginn natierlech eng Rei Mëssuechtunge vum Code de la Route méi staark sanktionéiert. Sécher, et ass net ëmmer angenehm fir de Législateur, fir u sech d'Schrauf nach méi zouzedréien, fir de Bierger dobaussen am Fong geholl nach méi ze sanktionéieren. An ech sinn och iwwerzeegt, datt déi Wéinegst heibannen dat mat grousser Iwwerzeegung oder mat Freed maachen. Mä d'Situatioun dobaussen ass nun eben esou, datt een awer an engem Rechtsstat och als Législateur forcéiert ass, wann ee gesäit, datt awer gewëssen Iwwerschreidungen net méi akzeptabel sinn, datt een dann och dee Moment muss reagéieren.

Natierlech gëtt dann oft d'Argument vun dem Agréff an d'Fräiheet zitéiert. Autofuere gëtt natierlech als e Stéck Fräiheet duergestallt. Jo, dat ass natierlech net falsch. Mä et muss een awer och wëssen, datt de Fräiheetsgenoss seng Grenzen huet, a besonnesch am Stroosseverkéier. A mir mussen awer leider feststellen, datt eenzel Leit dat nach ëmmer net verstanen hunn. Dowéinst ass et mat Sécherheet vertrietbar, datt de Législateur hei op deen dote Wee geet.

An éischter Linn geet et natierlech ëm d'Vitesse. Dat ass keng nei Erkenntnis. Mir wëssen dat. Wa mer d'Statistik kucken, ass de Gros vun den Accidenter, virun allem vun den déidlechen Accidenter, natierlech op d'Vitesse zréckzeféieren. Dowéinst ass et och begréissenswäert, datt hei u sech Modifikatioune kommen, datt Erhéijunge vun der Punktenzuel kommen, sief dat vun zwee op véier, wann een, wéi gesot, 50% iwwert der erlaabter Vitesse läit oder op d'mannst 40 km/h iwwert dem Maximum gefuer ass. Dat ass richteg.

An ech wëll hei virun allem op d'Situatioun an de Zones 30 hiweisen. D'Zone 30, déi jo och e laange Wee gaangen ass, wou eng grouss Retizenz war a ganz ville Gemengen - nach haut! -, wou eenzel Gemengen nach ëmmer e bësselchen zécken, fir d'Zone 30 anzeféieren! Ech kann dat awer roueg aus eegener Erfahrung soen: Do soll een de Courage hunn, och wann dat am Ufank politesch net ëmmer onbedéngt gewënnbréngend ass. Mä mat der Zäit stellt sech do awer eng ganz aner Mentalitéit an an d'Leit gesinn och ganz séier, wéi wichteg datt et ass, datt et Zones 30 ginn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mä op där anerer Säit muss een awer feststellen, datt et nach ze vill Autofuerer ginn, déi mengen, d'Zone 30, dat wär just e Schëld, mä et bräicht ee sech net un déi Reduktioun vun der Vitesse do ze halen.

Datt den Délit de grande vitesse hei vu véier op sechs Punkten eropgesat gëtt, ass fir eis eng Evidenz, well schlussendlech handelt et sech hei ëm Récidivisten. A Leit, déi eng Kéier eng giel Kaart kruten, an d'Fussballspiller wëssen dat am beschten, wann een eng rout kritt, dann ass d'Spill eriwwer! Dowéinst, wéi gesot, kënne mir ganz gutt dermat liewen, datt hei eng Modifikatioun virgeluecht gëtt.

Ech wëll an deem Kontext och nach drop hiweisen, wa mer iwwert d'Vitesse schwätzen, datt de Moment jo d'Diskussioun an enger Rei Länner leeft, fir zum Beispill ausserhalb vun den Agglomeratiounen, méi spezifesch op verschiddene Landstroossen, d'maximal Vitesse vun 90 op 80 km/h erofzesetzen. Ech weess, datt och dat eng ëmstridden Iddi ass. Ech hat an deem Kontext och eng Question parlementaire un de

Minister geschriwwen, deen a priori sech net dergéint ausgeschwat huet, och net direkt derfir, wat ech och verstinn, soudatt do jo och e Groupe de travail agesat ginn ass. Et gëtt natierlech Leit, déi dat befürworten, och hei zu Lëtzebuerg, d'Sécurité Routière zum Beispill. Et ass eppes, doriwwer sollt een zumindest nodenken. A vläicht kann den Här Minister och herno dozou kuerz eng Ausso maachen.

Wa mer, wéi gesot, nach um Niveau vun der Vitesse sinn: Mir sinn och de Moment jo an der Diskussioun an der Chamberskommissioun iwwert d'Installatioun vu Radaren. Och dat ass eng Moossnam, déi net jiddwerengem gefält. Ech kann allerdéngs hei scho soen, datt d'Demokratesch Partei awer wäert zu deem Gesetz och hir Zoustëmmung ginn.

En zweeten Aspekt vun der ganzer Problematik ass natierlech den Alkohol. Den Alkohol, dee jo awer mat der Vitesse den Haaptfaktor vun deene villen Accidenter ass! Datt och hei elo Modifikatioune geholl ginn, dat kënne mer nëmmen ënnerstëtzen. Ech ka mech nach gutt erënneren, wéi d'Erofsetze vun 0,8 ‰ op 0,5 ‰ vum deemolegen Transportminister Lucien Lux décidéiert gi war, dat huet him natierlech net nëmmen Zoustëmmung abruecht.

Et muss een awer och hei nach eng Kéier ganz kloer soen, datt Alkohol an Autofuere sech net onbedéngt gutt verdroen an datt nach wie vor natierlech gär emol Autofueren ënner Alkoholafloss e bëssen als Kavaléiersdelikt ugesi gëtt. Ech mengen, do soll een éierlech sinn: Déi Wéinegst kënne soen, datt se vläicht nach ni (veuillez lire: nach ni, wa se eppes gedronk haten) - och wann et nëmmen ee Patt war - awer Auto gefuer sinn. Mä et muss een awer och do ganz kloer ënnersträichen, datt dat awer wierklech dee Faktor ass, dee ganz séier derzou féiert, datt Accidenter kënne passéieren. Dofir ass et och falsch, fir ëmmer dat ze verharmlosen.

Ech fannen et och richteg, datt verschidde Chaufferskategorien natierlech net sech kënnen erlaben, deen Alkoholgehalt am Blutt ze hu wéi den duerchschnëttleche Chauffer. Ech denken natierlech hei besonnesch un d'Beruffschaufferen. Si hunn eng zousätzlech Verantwortung am Verkéier.

Neierdéngs, an ech hunn dat net méi spéit wéi de Moien an der Zeitung gelies, gëtt et anscheinend elo en neie System, an zwar eng sougenannt „Spär", dat heescht, wou ee selwer muss am Fong geholl en Alkoholtest maachen a wann deen natierlech dee Moment positiv ass, da kann een de Motor net umaachen. Bon, d'Technik léisst sech ëmmer nei Saachen afalen. Ob dat elo en Element ass, wat een an Zukunft soll gebrauchen, dat loossen ech de Moment emol nach am Raum stoen.

Ech muss awer an deem Kontext hei eng Remarque maachen, déi vläicht elo net schrecklech populär fir eenzel Leit ass. Ech ginn awer ganz éierlech zou, ech hunn d'lescht Woch Kenntnis vun engem Uerteel geholl, do ass en Autofuerer, dee fir d'Véiert - fir d'Véiert! - erwëscht ginn ass, datt en en ze vill héijen Alkoholtaux hat. Bei der véierter Kéier huet en e Motofuerer déidlech - déidlech! - ugestouss. D'Uerteel ass ausgefall: 42 Méint Fuerverbuet, allerdéngs kann en nach op d'Aarbecht fueren, respektiv eng Geldstrof vu 500 Euro a 15 Méint Prisong mat Sursis.

Et steet mir elo net un, hei dat Uerteel ze kommentéieren. Ech mengen, doriwwer soll jiddweree sech seng Gedanke maachen. Ech huele mer awer trotzdeem d'Fräiheet hei eraus, mer awer zumindest meng Gedanken iwwert d'Héicht vun deem Uerteel ze maachen an hei awer meng Verwonnerung do auszedrécken.

En aneren, weidere wichtegen Aspekt ass natierlech awer och an där ganzer Problematik den Drogenafloss eriwwer op d'Autofueren, wou sech och ëmmer méi gréisser Schwieregkeeten erausstellen. Ech mengen, d'Statistik beweist dat och, datt vill Accidenter zréckzeféiere sinn op Leit, déi ënner Drogenafloss sinn, respektiv op Medikamentekonsum. A besonnesch sinn et jo do psychotropesch Medikamenter, déi leider ëmmer méi an eiser Gesellschaft genotzt ginn, déi awer och en negativen Impakt op d'Autofueren hunn. An och dat ass eng Entwécklung, déi mer op kee Fall kënnen ignoréieren. Och do muss d'Fro gestallt ginn, ob net misste méi zousätzlech prophylaktesch Kontrolle gemaach ginn.

Ech wëll och do drop hiweisen, datt zum Beispill am Moment franséisch Chercheuren un engem Projet schaffen, fir op Basis vun enger Spautanalys festzestellen, wéi héich de Middegkeetsgrad vum Chauffer ass. Och do, wéi gesot, hat ech dem Minister eng Kéier eng Fro gestallt. Ech weess, dat sinn natierlech elo nach Projeten, déi an engem embryonalen Zoustand sinn, déi natierlech a priori och vläicht net onbedéngt populär kléngen. Mä, wéi gesot, nach eng Kéier, wat ëmmer priméiere muss, dat ass natierlech d'Sécherheet besonnesch vis-à-vis vun all deenen Autoschaufferen, déi sech korrekt am Verkéier verhalen.

En anert Element, wat jo dann och hei zousätzlech Punkten an Zukunft wäert bedeiten, dat ass d'Telefonéieren am Auto. Och do - ech mengen, jiddweree mécht déi Erfahrung praktesch all Dag - begéint ee regelméisseg Leit... Net méi spéit wéi de Moien, wéi ech heihinner komm sinn, hunn ech nach e Buschauffer gesinn erëm mam Handy do fueren! Ech mengen, da muss een awer ganz éierlech sech Froe stellen. An dat ass net en Eenzelfall gewiescht. Do ass et natierlech besonnesch grav, mä et gesäit een einfach nach ze vill Leit, déi sech d'Recht eraushuelen, mat där enger Hand ze fueren a mat där anerer Hand ze telefonéieren. Dat kann einfach net sinn! An datt do eben och elo Punkteverloscht virgesinn ass, ass net méi wéi richteg.

Iwwerhaapt - ech soen dat elo e bësse méi a mengem perséinlechen Numm hei - muss ee sech d'Fro stellen, wéi wäit datt Telefonéieren insgesamt, och mat enger Fräisprechanlag, awer trotzdeem de Chauffer deelweis ka vu senger Konzentratioun oflenken. Well et ass nach ëmmer en Ënnerscheed, ob ee mat engem schwätzt, deen niewent engem sëtzt, oder ob een enger Stëmm muss nolauschteren, déi aus engem sougenannte Lautsprecher kënnt. Ech wëll och drop hiweisen, datt zum Beispill a Frankräich d'Telefonéiere beim Autofueren, datt dat déi véiertheefegst Ursaach ass vun den Accidenter. Och dat, mengen ech, misst also ouni Zweifel ze denke ginn!

Datt et eben awer nach ëmmer vill Autofuerer och ginn, déi kee Sécherheetsgurt undinn, ass natierlech verwonnerlech. Do huet de Virriedner, de Roger Negri, allerdéngs recht, ouni datt een natierlech kann do lescht Beweiser brénge. Mä et kënnen awer och do aner Ursaachen dru schold sinn. An awer si mer eis jo och bewosst, datt et nach ëmmer Leit ginn, déi d'Uleeë vum Gurt als eng Aschränkung gesinn. An och do soll een awer ganz kloer drop hiweisen, wéi wichteg datt et ass, datt de Gurt awer ugeluecht gëtt. Datselwecht gëllt fir d'Kannersëtzer. An et ass och inakzeptabel an och, wéi gesot, guer net responsabel als Elterendeeler, wann ee Kanner op eng net adequat Manéier am Auto mat transportéiert.

En neit Phenomeen, wat elo am Fong geholl dann och Agang fënnt an d'Modifikatioun hei vum Gesetz, dat heescht, wou och elo an Zukunft Punkte wäerten ofgezu ginn, dat ass natierlech dat, wat een och bal all Dag virun allem op den Autobunnen erlieft: wa verschidde Leit engem praktesch hannen op der Stoussstaang pechen a mengen, et misst ee méi séier fueren, obwuel ee sech un déi normal virgeschriwwe Vitesse hält. Och dat ass eng Situatioun, déi inakzeptabel ass, déi och ganz geféierlech ass. Wann et muss zu engem akute Bremsmanöver kommen, kenne mer d'Suitten.

Och do muss een natierlech de Moment soen, datt et relativ schwiereg vläicht ass, vum technesche Standpunkt aus, fir dat definitiv festzestellen. Mä ech mengen, wann d'Radaren agefouert ginn, dann dierft dat och manner problematesch sinn, fir, wéi gesot, déi Ofstänn do ze fixéieren.

Ech wëll an deem Kontext awer vläicht och eng Fro nach un de Minister stellen. Besonnesch op franséischen Autobunne gëtt regelméisseg op déi Problematik vum Ze-no-Opfueren duerch Panneauen higewisen - respektiv d'Säitesträifen, déi dann ënnerbrach sinn -, wou den Autofuerer drop higewise gëtt, wat en am Fong geholl misst als Mindestofstand respektéieren. Ech weess, mir hunn natierlech vill méi e klengen Autobunnsréseau, mä d'Fro ass awer vläicht pertinent, ob et net op där enger oder anerer Plaz och hei zu Lëtzebuerg vläicht net vu Muttwëll wär, fir och dann esou Moossname virzegesinn.

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt de Minister jo - och schonn an deem fréiere Gesetz - natierlech d'Fakultéit huet, fir ze décidéieren, wéi laang d'Validitéit vum Führerschäin ass, wann d'Sanktioune festgestallt ginn. Ech mengen, och do soll een eng ganz kloer Linn hunn. Och do soll een natierlech wëssen, datt en éischt Vergehen net onbedéngt eppes extrem Graves ass, sofern et sech ëm eng normal Sanktioun handelt, datt een och do, wéi gesot, muss wëssen, wéi ee sech wéini am Fong geholl dann als zoustännege Minister ze verhalen huet. Mä ech mengen, bis elo ass awer do keng gréisser Problematik ze erkennen.

Wou et natierlech awer keng Gnod däerf ginn, dat ass bei Récidivisten, besonnesch wann een... Wéi gesot, dat Beispill, wat ech virdru genannt hunn, do, mengen ech, däerf een awer net zécken, fir am Fong geholl méi haart kënne virzegoen.

E bëssen ass zwar och ze bedaueren, wéi gesot, wa mer am Beräich vum Punkteführerschäi sinn, datt dat natierlech nach ëmmer net europäesch harmoniséiert ass, datt am Fong geholl do awer nach muss légiféréiert ginn, fir datt eben och innerhalb vun der ganzer Europäescher Unioun Sanktioune gläich gesi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass virdrun och schonn hei ugeklongen: Natierlech geet et net nëmmen duer, datt ee repressiv Moossnamen hëlt. Natierlech sinn awer och infrastrukturell Ursaachen do, an och den Zoustand vum Auto ass eng Ursaach, firwat datt et zu Accidenter kënnt, obwuel dat natierlech éischter a méi begrenzte Fäll de Fall ass. Wa mer schonn, wéi gesot, bei den Infrastrukture sinn, dann ass een och ganz séier bei deenen Aarbechten, déi munchmol u Stroosse gemaach ginn, sief dat, datt geféierlech Kéieren erausgeholl ginn, sief dat, datt d'Stroossen am Fong geholl verbreedert ginn. Obwuel dat, wann een esou zréckkuckt, och net ëmmer mat deem ganz groussen Erfolleg de Fall war.

Ech wëll vläicht nach op ee Punkt hiweisen, dat ass den Aspekt vun de Stroossebeem. Och do ginn d'Meenungen auserneen. Mir hu Leit, déi kategoresch dergéint sinn, datt mer iwwerhaapt nach e Bam laanscht eng Strooss setzen. Anerer gesinn dat komplett anescht. Ech gi ganz éierlech zou, datt ech vläicht dann éischter zu där zweeter Kategorie gehéieren, wat awer net soll verhënneren, wann natierlech awer elo extrem Situatioune weisen, wou e Bam wierklech e Geforepunkt duerstellt, datt do och natierlech soll d'Motorsee geholl ginn. Mä ech warnen awer do virdrun, fir elo ze mengen, mir misste schéin Alleeë laanscht d'Stroossen einfach ofseeën, dat aus Rücksicht op d'Autofuerer. Well ech menge souguer, datt dat éischtens esouguer ka positiv sinn, wann ee Landstroossen huet, déi am Fong geholl encadréiert sinn, och duerch Beem. Ech weess jo awer, datt de Minister jo awer do aus engem Eck kënnt, wou wahrscheinlech dann d'Motorsee net esou séier wäert geholl ginn, fir Stroossebeem ewechzemaachen.

Här President, ech wëll awer dann och nach drop hiweisen, datt et awer evident ass, wa Sensibiliséierungscampagnen an och d'Éducatioun net dat gewënschtent Zil erreechen, datt dann natierlech muss an engem Rechtsstat och légiféréiert ginn. Dat maache mer haut. Mir setzen haut en neie Kader. Mir änneren de Code de la Route ëm.

Ech wëll och hei kloer ënnersträichen, datt mer insgesamt déi Transportpolitik, déi de Moment hei vun dëser Regierung a méi spezifesch vum Minister gemaach gëtt, datt mer déi ënnerstëtzen, well net gezéckt gëtt, hei wierklech mam Fanger op d'Wonn hinzeweisen. Mir stellen also, wéi gesot, als Demokratesch Partei dës Politik net a Fro, ganz au contraire. Mir sinn och do am Aklang mat eisem Wahlprogramm, wou ech ganz kuerz däerf nach eng Kéier zitéieren aus dem Joer 2013: „Wir stehen zu den pädagogischen und präventiven Maßnahmen wie beispielsweise dem Punkteführerschein. Wir wollen den Kampf gegen die Verkehrstoten und -verletzten konsequent fortsetzen."

Dofir begréisse mer an deem Sënn och déi Campagne, déi de Minister elo lancéiert huet: „Vision zéro"; „zéro victimes" anscheinend. Sécher, dat ass ganz ambitiéis. Och do solle mer awer realistesch sinn. Mir wäerten dat Zil mat Sécherheet - leider! - net erreechen. Obwuel een net ze vill defätistesch soll an d'Zukunft kucken. Mä mir sollen awer alles maachen - alles maachen! -, fir datt esou mann wéi méiglech schwéier Verkéiersaccidenter, virun allem mat Verletzten a scho guer net mat Doudegen, an Zukunft wäerte gescheien!

Ech wëll och hei ofschléissend all deenen Akteure Merci soen, e ganz grousse Merci soen, iwwert, wéi gesot, déi staatlech Instanzen eraus, virun allem och um private Plang. Ech denken un d'Sécurité Routière, ech denken un d'AVR. Och dem Jeannot Mersch e ganz grousse Merci fir seng onermiddlech Aarbecht, déi en an deene leschten 20 Joer geleescht huet. Och den Automobiles-Club wëll ech hei mat aschléissen.

D'Demokratesch Partei wäert selbstverständlech hir Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn. Ech wëll awer och ofschléissend der Rapportrice, dem Josée Lorsché, Merci soe fir säin ausféierlechen an interessante Rapport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. No deenen éischter repressiven Téin vun der DP, erlaabt Der mer e puer méi liberal Remarquen zu dësem Text. Et ass gutt, datt et d'Chamberblietche gëtt. Et gëtt ëmmer manner gelies, mä et ass esou wichteg, well et erlaabt, iwwer Generatioune vu Mënschen an iwwer Generatioune vu Politiker nozeliesen, wat d'Leit motivéiert huet, fir Texter anzeféieren a wat dozou gesot gouf.

Dat heite Gesetz verännert d'Gesetz vum Punkteführerschäi vun 2002. Deemools gouf dat Gesetz motivéiert duerch d'Sécurité routière, obwuel festgehale gouf, datt tëschent 1980 an 2000 de Verkéier méi wéi doubléiert hat an d'Accidenter méi wéi halbéiert haten. Dat heescht, nodeem mer feststellen, datt e Problem nëmmen nach e Véirel esou grouss ass, wéi e virdru war, maache mer emol e Gesetz. An haut ass et genau d'selwecht. D'Rapportrice huet eis d'Zuele rappeléiert. Gott sei Dank goungen d'Doudesfäll vun 2002 op haut nees ëm d'Halschent erof, obwuel de Verkéier an därselwechter Zäit nees doubléiert huet.

D'Rapportrice gesäit do en Zesummenhang tëschent dem Text iwwert de Punkteführerschäin. Fir mech ass deen net onbedéngt ze erkennen. En ass och onméiglech ze etabléieren.

Säit dem Gesetz hunn 178.856 Chauffere Punkte verluer, an nëmmen 1,5% all d'Punkten. Hei wëll ech op de Marco Schank agoen, dee gesot huet: Déi Leit hunn déi Punkte verluer net fir déi mannste Vergehen! Dir kënnt mer jo awer net soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg 178.000 Rowdyen hunn.

E Véirels vun de Punkten, déi verluer gi sinn, war wéinst Vitesse. Huelt en einfacht, konkret Beispill: Um Enn vun der Autobunn Esch war d'Vitesse limitéiert op 50 Kilometer an der Stonn, et ass entre-temps eropgaangen op 70. Wann een also do bis 75 koum, huet een zwee Punkte verluer. Waren déi Leit, déi do mat 75 gepëtzt gi sinn, waren dat Rowdyen? Hunn déi Doudeger causéiert? Oder hätten déi Doudeger causéiert? Neen, si hätten et net!

(Interruption)

Duerch déi ganz Bürokratie an de Generalverdacht, ënnert deen d'Chaufferen hei gestallt ginn, änndert sech, a mengen Aen, näischt. Firwat solle mer haut esou e Gesetz dann och nach verschäerfen, trotz deene Bedenken, déi deemools, zu Recht, geäussert goufen? Rechtsstaatlech Bedenken, déi virun allem d'LSAP deemools, mat Recht, virbruecht huet.

Mäi gudde Frënd, de leider allze fréi verstuerwene Marc Zanussi, huet deemools an der Debatt de Jean Bour zitéiert, de Procureur, dee sot: «Que seule l'application personnelle de toutes les circonstances par un juge pourrait garantir dans ces circonstances une justice équitable.» Et geet ebe just drëm, net bei enger Infraktioun ze soen: Ma déi ass objektiv déiselwecht, also kascht se véier Punkten. Et geet drëm, datt e Riichter ka beuerteelen, wat d'Circonstancen dovu waren. En Délit de grande vitesse, a mengem Beispill um Enn vun der Escher Autobunn, mat 76, oder en Délit de grande vitesse, mat 200 iwwert d'Collectrice du Sud, ass dach net datselwecht.

Weider huet en deemools gesot, an och dat war fundamental ganz richteg, ech zitéieren: „Een anere juristesche Problem, dee sech stellt, ass dee vum Cumul vun de Peinen. De Conseil d'État huet elo rezent, an engem Avis iwwert d'Aarbechtsrecht, eng Opposition formelle gemaach, well an deem Text e Cumul des peines enthale war. Leider ass déi Meenung vum Conseil d'État bei dësem Projet net erëmkomm."

„Mir hunn", sot de Marc Zanussi deemools am Numm vun der LSAP, „Mir hu Schwieregkeeten dermat, dass e Cumul des peines an dësem Projet méiglech ass. Engersäits kann een de Führerschäin entzu kréien duerch e Jugement vum Tribunal, zweetens duerch de Verloscht vu Punkten an drëttens duerch en administrativen Entzuch."

Ech géif nach derbäifügen: Haut kann ech en och nach verléieren automatesch, wann ech an enger graver Infraktioun sinn, an ech kann en och nach entzu kréien duerch den Untersuchungsriichter.

Da seet de Marc Zanussi weider: „Och hei seet de Parquet général a sengem Avis: «Le cumul de l'interdiction de conduire et de la suspension de conduire peut aboutir à des excès au niveau de la répression.»"

Mä net nëmmen de Marc Zanussi an d'LSAP hunn deemools absolutt verständlech a richteg Bedenke geäussert, mä och mäi Parteikolleeg Fernand Greisen huet dat deemools exzellent analyséiert, wéi e sot: „Den ADR" - deemools war et nach den Aktiounscomité an net d'ADR, d'Partei - „ass géint all onnéideg Bürokratiséierung, besonnesch wann de Risiko besteet, de Bierger per Mausklick einfach ze kontrolléieren." Alt nees eng Kéier, ech kommen automatesch op eng Lëscht, automatesch kréien ech Punkten, peu importe wéi schlëmm mäi Vergehe schlussendlech objektiv war.

En huet viru gesot: „Am Résumé: Den ADR kann dësem Projet seng Zoustëmmung net

ginn. Mä mir sinn net géint eng Verbesserung a Kontroll. Eis Propositioune ginn an eng aner Richtung. Et geet drëm, fir eis Stroosse méi sécher ze maachen, fir se auszebauen, a fir gefäierlech Strecken a Kräizunge méi sécher ëmzebauen. Et geet ëm eng Upassung vun der Signalisatioun, besonnesch um Niveau vun der Geschwindegkeetsbegrenzung. Den ADR ass fir méi preventiv Präsenz vun der Police um Terrain, mat effikasse Kontrollen do wou néideg. Déi heiteg repressiv Méiglechkeete missten duergoen, fir de Respekt vum Code de la Route duerchzesetzen. Den ADR lehnt eng allgemeng Kriminaliséierung vum Automobilist of."

Ech kann dat och haut nach ëmmer, am Numm vu menger Partei, nëmmen ënnerschreiwen. Mir bleiwen eis trei a mir bleiwe bei dëser Meenung.

Et ass vun de Beem geschwat ginn. Et sinn net d'Beem, déi den Accident verursaachen, dat ass ganz kloer. Mä wann ech d'Kontroll iwwer mäin Auto verléieren, zum Beispill well et rëtscheg ass, no enger ganz laanger Zäit wou et dréche war, dann ass et en Ënnerscheed, ob ech an e Bam rennen oder an e Feld. A wa mer keng Beem ewechmaachen, dat kann ech novollzéien, ech sinn och e Frënd vu Beem, da solle mer awer wéinstens keng nei Beem méi laanscht d'Strooss planzen.

Ech huelen en anert Beispill, Weiler-la-Tour, déi schrecklech Accidenter, déi do passéieren. Do gëtt et eng Léisung, an dat ass eng Unterführung, genausou wéi se gemaach ginn ass zum Beispill op der Iechternacher Streck op der Kräizung Bech - Konsdref, wou och iwwer laang Joren ewech ëmmer erëm déidlech Accidenter ze bekloe waren. Säitdeem dat gemaach gouf, ass dee Point noir verschwonnen.

Ech mengen, iwwert d'N7 - de Kolleeg Kaes ass leider net do, soss wier en elo ganz frou - brauche mer net ze diskutéieren, wéi vill Accidenter op där dräispureger Strooss geschéien, déi net onbedéngt néideg wieren, wann ee géif eppes maachen.

D'Autobunnsbeliichtung ofzeschafen, Här Minister, war an eisen Ae keng ganz gutt Iddi fir eng méi grouss Verkéierssécherheet.

A wa mer dann den Detail kucken - ech wëll lech net vill méi laang langweilen -, kommt mir huelen einfach dat Durchfahrtsverbot „Anrainer frei": zwee Punkten. Wéi vill Doudeger hu mer am Joer, well iergendee Mënsch duerch eng „Nur-Anrainer-Strooss" fiert? Keen Eenzegen! Et ass eng Infraktioun, jo. Wann ech gepëtzt ginn, ginn ech gestrooft, jo. Mä firwat soll ech dofir Punkte verléieren op dem Führerschäin? Dat ka kee Mënsch mir glaubhaft maachen.

D'ADR bleift sech trei a mir stëmme géint dësen Text.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Ech hunn elo keen ageschriwwene Riedner méi. Da géif ech der Regierung d'Wuert ginn an ech géif den Här Transport- an Infrastrukturminister François Bausch hei op d'Tribün bieden.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll fir d'Éischt der Madame Rapportrice Merci soe fir hire gudden an ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, souwéi och deene meeschten Intervenantë vun haut de Mëtteg.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, déi Fro vun der „Vision zéro", déi gëtt ëmmer gär diskutéiert an och falsch verstanen. Do gëtt da gesot: Jo, dat ass jo onrealistesch a wou kann iwwerhaapt ee Minister oder eng Regierung sech esou eng Zilsetzung setzen. Mä ech kann Iech soen, ech sinn der Meenung, datt, wann ee Minister, dee responsabel ass fir d'Verkéierssécherheet, sech déi do Visioun net gëtt, da bedreift e blanken Zynismus!

Well et ka jo net d'Zil si vun engem Minister, fir ze soen: Elo hu mer 40 Doudeger, mat 30 wär ech zefridden oder mat 20 wär ech méi zefridden, wat och ëmmer. Ech kann nëmmen eng eenzeg Visioun hunn, dat ass déi, fir keng Verkéiersdoudeger a keng Verkéiersblesséierter ze kréien.

An duerfir ass dat och déi eenzeg eigentlech realistesch Visioun, déi eng Regierung kann oder muss hunn. An et ass och déi, déi dës Regierung sech gesat huet. An deen Aktiounsprogramm, dee vielfälteg Facetten huet - déi gi vun der Sensibiliséierung iwwert d'Preventioun bis zur Repressioun -, deen hunn ech der Chamber och hannerluecht. De Regierungsrot huet dee virun e puer Wochen ugeholl. An ech hu jo och ugefrot beim Chamberspresident, fir en Débat de consultation ze féieren eng Kéier hei an dëser Plénière iwwert dee ganzen Aktiounsplang do.

Ech soen Iech awer direkt, ech hoffen, datt deen Aktiounsplang diskutéiert gëtt op eng sachlech Aart a Weis, an datt sech wierklech domat ausenanergesat gëtt an net, wéi ech dat elo just hu missen héieren, datt mat Methode geschafft gëtt, déi aus der ënneschter Trickkëscht si vun der Polemik a vun der Demagogie, fir sech mat engem Thema ausenanerzesetzen.

Ech sinn der Meenung, datt dat heiten e ganz eescht Thema ass an datt et hei ëm Mënscheliewe geet. A wann et ëm Mënscheliewe geet, da soll ee sech wierklech gutt iwwerleeën, ier ee schnell aus der Hëft iergendeppes zielt. An da soll ee sech vläicht emol dee Misär ukucken, deen an eiser Gesellschaft geschafe gëtt duerch déi vill Doudeger a Blesséierter op eise Stroossen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da soll ee sech dee Käschtepunkt, deen astronomesche Käschtepunkt emol eng Kéier ukucken, deen dat fir d'Gesellschaft bedeit.

Ech wëll lech just nëmme soen, datt een Doudegen op eiser Strooss, niewent dem Misär an dem Leed, deen et bedeit fir déi, déi betraff sinn, fir d'Famill an den Entourage, dee ronderëm ass, datt een eenzegen Doudegen op der Strooss d'Gesellschaft 350.000 Euro kascht zousätzlech. Dat si Käschtepunkten, déi sinn enorm!

A wann ech dat mat deem ganze Misär am Verhältnis kucken, ech mengen, wann ech mer dat emol genau ukucken, ech mengen, da muss een einfach aneschters driwwer schwätzen, wéi ech dat elo just grad héieren hunn.

Wéi gesot, et gëtt dräi Pilieren, op déi ee muss opbauen. Repressioun eleng ass sécherlech net deen eenzege sënnvolle Pilier. Déi mécht nëmme Sënn am Zesummenhang mat der Preventioun a mat der Sensibilisatioun. An duerfir gëtt och op deenen dräi Niveauen ugesat mat enger ganzer Palette vu Mesuren.

An et ass och esou, datt ech den 12. Mee eng Pressekonferenz wäert maachen, wou ech eng Campagne wäert virstellen, déi hiweist op dat, wat sech am Punkteführerschäin elo geännert huet. Awer déi op eng Aart a Weis drop hiweist, datt se an engems och schonn erëm sensibiliséiert. Dat heescht, datt mer wierklech higinn an net nëmmen einfach soen, Dir verléiert esou vill Punkten, wann Der dat an dat Vergehe maacht, mä och d'Konsequenzen nach eng Kéier hannendru gewise ginn, wat duerch déi Vergehe geschitt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dann ass et och esou, datt gefrot ginn ass a gesot ginn ass de Mëtteg hei, ech mengen, et war den Här Schank, dee gesot huet: Wat musse mer eis nach alles afale loossen, vläicht och vu méi kreativen Aktiounen, déi mer kënne maachen, oder wat gëtt et oder wat huet d'Regierung wëlles? Bon, do sinn der eng Rei an deem Aktiounsprogramm och dran. Ech wëll der dräi erausschielen, déi menger Meenung no ganz wichteg sinn.

Déi Éischt ass déi, datt ugeduecht ass, dat ass natierlech nëmmen ugeduecht, mä mir wëllen dat awer wierklech maachen an dëser Legislaturperiod, och eng Reform vum Führerschäin. An eng Reform vum Führerschäin an engem Sënn, datt mer beim Führerschäin an Zukunft méi Wäert wëllen drop leeën och op d'Konsequenzen, déi kënnen entstoen, jee nodeem wéi ee sech mam Auto verhält. Dat heescht net nëmmen einfach d'Regele léieren, och ze léiere wéi ee fiert, mä och wierklech méi Wäert drop ze leeën, fir opzeweise wat geschitt jee nodeem, wann ee sech net u Regelen hält, wann een ze séier zum Beispill fiert an esou weider.

Firwat ass dat esou wichteg? Mä ganz einfach well ech iwwerzeegt sinn, datt dat ee vun de grousse Problemer ass, dee sech an eiser Gesellschaft mam Ëmgang mat motoriséierte Gefierer stellt. Dat ass, datt déi meescht Mënschen, ech géif souguer bal soen, all d'Mënschen, alleguer, och wéi mir heibanne sinn, ginn dovun aus, datt se, wa se de Führerschäin gemaach hunn, „Auto" - entre guillemets - kënne fueren, datt se dat Gefier do och beherrschen, an datt am Fong duerfir et just drop ukënnt, net wann een Accident ass, ob een ze séier oder net ze séier gefuer ass, mä ob ee gutt oder schlecht ka fueren.

An dat ass eben dat, wou dee groussen Denkfeeler ass an där ganzer Geschicht: Et beherrscht een dat motoriséiert Gefier. Kee beherrscht et! Well kee kann et beherrschen, well et jo net ofhängeg ass och eleng vun deem Eenzelnen, deen domadder fiert, deen am Auto sëtzt. Well, wann een op der Strooss sech déplacéiert, da kommen Honnerten Imprévuen engem an de Wee, déi einfach maachen, datt et guer net méiglech ass, datt een dat Gefier ka beherrschen, esou wéi een dat a sengem Kapp heiansdo mengt.

An dat ass ee vun deene gréisste Problemer. An duerfir muss méi op d'Konsequenze vun dem Verhalen a vum Fueren higewise ginn, jee nodeem wéi et ass, wéi ee sech verhält. An do hu mer zu Colmar-Bierg, mat där Aarbecht, déi do geleescht gëtt, e gutt Instrument. Do gëtt et super Coursen, déi ugebuede ginn. Haut och schonn am Schoulberäich. Mir musse kucken, och déi ze verstäerken.

An ech mengen, datt dat ëmmer erëm impressionnant ass. Ech war selwer eng Kéier bal ee ganzen Dag op Colmar-Bierg kucken, wou ech mer déi eenzel Saachen do ugekuckt hunn, an ech war selwer och souguer erstaunt driwwer, iwwer verschidde Konsequenzen, déi verschidde Fuer- a Verhalensweise kënnen hunn. An dat ass dat, mengen ech, wou méi Wäert muss drop geluecht ginn.

Dat nämlech trëfft och zou fir déijéineg, déi awer e Vergehe gemaach hunn, e Verstouss géint d'Regele gemaach hunn. Dat ass déi berühmte Peine pédagogique, wou mer musse méi Wäert drop leeën. Firwat mengen ech, datt dat wichteg ass? Mä ech mengen déi, déi sech de Film ukucke ware vun der Sécurité Routière, wou jo dat Beispill gewise ginn ass aus Frankräich, dat dokumentéiert ginn ass, wat dat brëngt, wann ee Leit iwwer Méint konfrontéiert am Fong mat Opfer, mat Verhalensweisen, wéi déi sech en cours de route veränneren an deene Coursen. Et war wierklech impressionnant, dat ze gesinn.

An da kommen ech erëm op dat zréck, wat ech elo virdru gesot hunn. Firwat ass déi Veränneréng esou grouss? Ma well déi Leit, duerch déi Coursen an duerch déi Konfrontatioun mat Opfer, mat reelle Situatiounen, mat Diskussiounen, wou se ënnerteneen driwwer diskutéieren, e ganz anert Bild herno hunn iwwert de Stroosseverkéier, iwwert den Ëmgang mam Auto, mam motoriséierte Verkéier en général. Ech mengen, dat sinn Aspekter, déi vill méi eng grouss Roll mussen an Zukunft spillen.

An da sinn awer och esou Saache wéi, dat huet den Här Negri ugeschwat, de Roger Negri ugeschwat, mat de gefäierleche Punkten, Zon 30 zum Beispill bei Schoulen. Firwat ass dat esou wichteg? Ma net, well mer elo wëlle jiddwereen emmerdéieren a soen, do muss de mat 30 fueren.

Mä fir einfach och däitlech ze maachen, datt zum Beispill oder virun allem am urbane Raum, datt do ee mam Auto, mam Motorrad - dat heescht, dat si jo dann déi Staark, déi do fueren -, oder mam Camion, wat et och ëmmer ass, e motoriséiert Gefier, mä datt een do net eleng ass. Do beweegt ee sech an engem Stroosseraum, wou permanent eppes ka geschéien, wou vill méi schwaach Verkéiersteilnehmer derbäi sinn, Foussgänger, Vëlosfuerer, wat et och ëmmer ass. An datt et duerfir wichteg ass, datt ee sech do deem upasst, datt een de Stroosseraum muss deele mat deene Leit. An deelen op eng Aart a Weis, déi natierlech aneschters ass, wéi wann een op enger Autobunn fiert oder op enger Landstrooss fiert, wou een déi Geforen oder wou een déi Problematik net huet.

Natierlech mécht et elo kee Sënn, fir iwwerall einfach e Schëld mat Zon 30 dohinner ze setzen. An ech hunn en Aarbechtsgrupp virun engem Joer agesat am Ministère, deen ass awer elo esou wäit ofgeschloss, wou eng ganz Palette, éischtens emol vun Evaluatiounsmesurë festgehale gi sinn, ënner wéi enge Konditiounen een zum Beispill op Statsstroosse kann d'Vitesse op ënner 50 erofsetzen. Do spillen esou Saache wéi d'Schoulen, soen ech Iech awer direkt, ganz sécher eng grouss Roll.

An dann awer och, wat ee muss maachen, fir datt et agehale gëtt. Well et huet kee Wäert, einfach e Schëld dohinner ze setzen. Da muss de Stroosseraum och baulech gestalt ginn op där Plaz, datt wierklech d'Strooss dat och hiergëtt. Et huet kee Wäert op enger Strooss, wou den Autofuerer ageluede gëtt, mat 100 ze fueren, datt een do 30 dohinner setzt. Ech mengen, dat bréngt net vill.

An, wéi gesot, deen Aarbechtsgrupp huet elo d'Aarbecht ofgeschloss. Mir haten och eng éischt Sëtzung mam Syvicol. Mir wëllen de Gemengen dat presentéieren. An d'Zilsetzung ass, fir en neit allgemengt Regelwierk ze kréien, wat an déi Richtung geet, wat och op Statsstroosse Saachen erlaabt. Natierlech mussen awer och d'Viraussetzunge gi sinn, datt et e Sënn mécht, nämlech datt och wierklech aner Verkéiersteilnehmer, déi méi schwaach sinn, sech do ophalen, Vëlosfuerer, Foussgänger an esou weider. Also mir fänken net elo un, wahllos iwwerall einfach Zon 30 anzeriichten. Ech mengen, dat soll net den Zweck si vun deem Ganzen.

Da muss ech och soen, datt et ëmmer erëm wichteg ass, an duerfir war et mir an och der Regierung esou wichteg, datt mer déi Debatt an der Chamber hei féieren, well all Diskussioun, och déi haut de Mëtteg, all Diskussioun dréit dozou bäi, datt d'Ëffentlechkeet sensibiliséiert gëtt an datt sech méi am Detail emol ausenanergesat gëtt mat Verhalensweisen.

Ech muss Iech soen, wéi elo déi Campagne war vun der Police, déi jo matgemaach huet dës Kéier fir déi éischte Kéier, déi 24 Stonne Kontrollen do, du ass jo e richtegen Déchaînement lassgaangen an de soziale Medien. An ech muss Iech soen, ech kann nach verstoen, datt een, deen dann e Protokoll kritt, net frou doriwwer ass, an datt en doriwwer seet, ech sinn elo rosen. Dat ass net de Punkt. Mä wann ech do liesen, wat verschidde Leit zum Beschte ginn an de soziale Medien, da gesäit een, a wat fir engem Zoustand dës Gesellschaft ass. An do gesäit een och, wat an de Käpp vun de Leit ass, net alleguer, mä vun engem Deel, enger Minoritéit vun de Leit ass, déi sech op der Strooss bewegen.

An ech muss Iech och soen, och bei de Punkten, et ass net esou, datt déi grouss Majoritéit Punkten ewechgeholl kritt. Zwee Drëttel kréie keng Punkten ewechgeholl. Et ass eng Minoritéit, déi all déi Punkten hei ewechgeholl kritt. An eleng dat beleet och, wéi richteg datt et ass, datt een déi Instrumenter hei mécht.

De Gros vun de Leit huet iwwerhaapt kee Problem domadder, well déi verhale sech esou, wéi ee sech soll verhalen, a verléieren och duerfir keng Punkten. Duerfir, de Problem stellt sech fir déi meescht Leit eigentlech an deem Sënn guer net.

An ech muss och soen, wat besonnesch erschreckend awer ass, dat ass, wann ech d'Zuele kucke vun 2014, datt ech muss feststellen, datt... Natierlech, duerch méi Kontrolléiert-Gi sinn och méi Infraktioune festgestallt ginn an och méi Punkte verluer ginn. Mä wat besonnesch erschreckend ass, dat ass, datt besonnesch bei der Vitesse d'Punkten nach méi verluer gaange sinn, also d'lescht Joer 2013, wéi déi Jore virdrun. An dat bestätegen och déi Zuelen, déi ech d'lescht Woch virgestallt hunn.

Dat ass, datt bei den Doudegen op der Strooss respektiv de Schwéierblesséierten zwar, Gott sei Dank, d'Zuelen erofgaange sinn, mä awer d'Zuel vum Prozentsaz, also de Prozentsaz bei den Ursaachen, firwat datt d'Accidenter, déi schlëmm Accidenter geschéien, vun der Vitesse souguer nach eropgaangen ass. Beim Alkohol huet et sech plus ou moins stabiliséiert, Gott sei Dank, mä bei der Vitesse ass et nach eropgaangen.

An duerfir ass et och esou evident, datt ee muss do usetzen. De Schlëssel vum Erfolleg, fir d'Doudeger a Schwéierblesséierter erofzekréien, dee läit derbäi, fir wierklech bei der Vitesse unzesetzen, mat alle Mëttelen, déi een huet, mä selbstverständlech och mat der Repressioun.

An dann nach ofschléissend, Här President, just bei den Zuelen awer eppes, wat ech wollt eraussträichen. Wann Der tëschent dem 1. November 2002, dat heescht, wou de Punktführerschäin agefouert ginn ass, bis den 31. Dezember 2014 d'Zuele kuckt - da gëtt jo ëmmer gesot, et gëtt jo ëmmer esou gemaach dobaussen, wéi wann haaptsächlech Jonker géife Punkte verléieren, well dat wäre jo déi, déi kéinten net fueren an déi wären e bësse besonnesch kéng -, da stellt Der fest, wann ech kucken, datt vun all deene Punkten, déi ofgezu gi sinn, déi ënner 21 Joer 11% ausmaachen, tëschent 21 a 24 Joer 2,5% ausmaachen, tëschent 25 a 35 Joer 16,9%.

An da kënnt et! Tëschent 35 a 44 Joer 25% an tëschent 45 a 54 Joer 27%. Bon, natierlech sinn déi Kategorien, dat ass de Gros vun der Bevëlkerung, dat ass richteg.

Une voix.- D'Halschent.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Duerfir, déi stelle méi duer an der Gesellschaft. Mä awer soen déi Zuelen och, datt et déi aktiv Bevëlkerung ass, déi natierlech och am meeschte fiert. An duerno, mam Alter geet et natierlech selbstverständlech erëm méi erof.

Duerfir, et ass schonn, wéi den Här Schank et richteg gesot huet: Et betrëfft all Alterskategorien an all sozial Schichten. An duerfir sinn ech och dankbar derfir, datt mer esou eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber fir dee Gesetzesprojet hei kréien. Well dat gëtt och, dat weist och no baussen, datt de Wëllen do ass vun der gesamter Politik, fir deem Misär op eise Stroossen en Enn ze setzen. An datt mer eng Fuerweis kréien, déi op e Respekt opgebaut ass an déi dann eigentlech och mécht, datt déi in-

dividuell Fortbewegungsmëttel, déi jo wierklech och vill Virdeeler hunn an och flott kënne sinn, datt déi esou behandelt ginn an datt domadder esou ëmgaange gëtt, wéi dat sech an enger ziviliséierter Gesellschaft gehéiert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir géifen ofstëmmen iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6399.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6399 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Participatiounen um Vote: 56-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6399 a été adopté par 57 voix contre 3 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech wollt Iech froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, wou eisen Ausseminister bezéiungsweis Minister fir Immigratioun an Asyl eng Deklaratioun wäert ofleeën iwwert d'Hëllefsaktioune vun der EU fir d'Migranten am Mëttelmier, eng Erklärung, déi méi aktuell net kéint sinn, mat deenen Dramen, déi mer an deene leschte Wochen erlieft hunn. An den Här Ausseminister huet direkt d'Wuert. Här Asselborn.

7. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, sur l'Action de sauvetage de l'Union européenne dans le cadre de l'afflux de migrants en Méditerranée, suivie d'un débat

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2014 hunn 51 Millioune Migrante weltwäit hiert Heemechtsland verlooss. Äm beschte seet een: misse verloossen. Dat ass déi héchsten Zuel zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich.

D'Route migratoire vu Libyen ass aktuell déi, déi vun de Migranten am meeschte benotzt gëtt. 2014 sinn 170.000 Migranten iwwert dëse Wee an Europa komm. Zënter Januar vun dësem Joer hunn, laut der UNHCR, 1.700 Migranten aus Afrika an och Länner aus dem Noen Osten, déi op der Flucht viru Krich, Gewalt, Aarmut an Honger waren, hiert Liewen um Wee no der Sich fir en neit Liewen, e bessert Liewe verluer.

D'Katastroph vum virleschte Weekend schreift sech an e Kontext vun enger ganzer Rei vun Onglécker an, bekanntener an natierlech och net bekanntener. D'Mëttelmier ass wéi e Kierfecht vum Migrant inconnu ginn. Dëse Katastrophen entgéintzewierken, ass natierlech eng riseg Erausfuerderung fir eis all, besonnesch awer fir d'Europäesch Unioun an implizit natierlech och fir Lëtzebuerg.

De responsabele Kommissär fir Immigratioun, Dimítris Avramópoulos, huet den 20. Abrëll hei zu Lëtzebuerg een Zéngpunkteplang fir d'europäesch Immigratiounspolitik virgeschloen. Dësen Aktiounsprogramm ass, wann Der wëllt, d'Basis an der Europäescher Unioun; och wann net, leider, all Memberstate vun der Europäescher Unioun dëse Plang honnert Prozent deelen.

Et wier sécherlech falsch, ze behaapten, dass Europa elo ganz eleng schëlleg ass un dëser Tragédie, mä och Europa, och seng Memberstaten hunn net alles richteg gemaach an de vergaangene Joren. D'Europäesch Unioun ass gefuerdert, wann et ëm d'Gestioun vun de Konsequenze geet. Schliisslech ass et, dat däerf een ni vergiessen, virun allem een europäescht Mier.

D'Rees vun de Migranten ass eng Streck vun alle méigleche Risiken. Dës Migrante sinn a ville Fäll ee Spillball vu politeschen an natierlechen Evenementer, déi exploitéiert gi vu kriminellen, vun terroristeschen, vu mafiöse Banden.

D'Gläichgültegkeet däerf natierlech net Tromp sinn. Duerfir musse mer gemeinsam Verantwortung iwwerhuelen. Eis europäesch Wäerter stinn um Spill. Et ass och a mengen Ae selbstverständlech, dass Lëtzebuerg, wat sech als Land an der Welt fir Rechtsstaatlechkeet, fir Demokratie, fir Mënscherechter asetzt, mat Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, dozou bäidroe muss, eng kredibel a solidaresch europäesch Politik opzebauen.

Ech géif vläicht, Här President, sechs Punkten évoquéieren.

Deen éischten ass de Sauvetage. Absolutt Prioritéit! E schwéiere Summer steet virun eis am Mëttelmier, a mir musse bereet sinn, wann ech dat salopp däerf soen, eisen Tricot naass ze maachen. Et gëtt eng Rei Moossnamen, déi direkt d'Rettungsaktioune betreffen. Déi zwou Operatiounen ënner Frontex-Koordinatioun ginn a kuerzer Zäit gestäerkt. Déi Operatiounen, Dir wësst, se heeschen Triton fir Italien, Poseidon fir Griichenland. Dernieft mussen och d'EU-State selwer hiren nationalen Dispositif an hire respektive Sich- a Rettungszonen engagéieren.

Laut hirem Mandat ass Frontex do, fir de Memberstaten ze hëllefen, d'Kontroll vun den Aussegrenzen ze koordinéieren. Mä no laangem politesche Gerangels ass et d'lescht Joer dozou komm, dass ee Reglement iwwert d'Règles maritimes fir Frontex-Missiounen adoptéiert gouf. D'Agence muss definitiv och derfir suergen, dass Mënscheliewe gerett ginn.

Triton huet, zënter dem 1. November 2014, 22.300 Mënscheliewe gerett. Dat ass proportionell awer ongeféier just d'Halschent vun deem, wat d'Mare Nostrum amstand war; wann ee wéilt eng Règle de tri maachen.

Aktuell sinn d'Mëttele vun der Operatioun Triton ze schwaach, dat hunn déi lescht Wochen ëmmer erëm ënnerstrach. Finanziell gesi kascht d'Operatioun momentan een Drëttel vun deem, wat vun der italienescher Regierung am Mare Nostrum gefloss ass. Dat waren nämlech néng Milliounen Euro am Mount. Mir mussen duerfir mat alle méigleche Mëttelen der Agence et erlaben, méi aktiv, méi effikass ze ginn. D'Ënnerstëtzung ass méiglech duerch méi Personal an duerch méi effizient technesch Mëttelen.

Elo, wéi Der wësst, gi bei Triton a Poseidon d'Budgete verdräifacht. A Frontex ass schonn amgaangen, nei Équipementer an och Personal ze rekrutéieren. Domadder gëtt de Budget vu Mare Nostrum eigentlech dépasséiert.

Ganz zefridden däerf een awer nach net sinn. D'Zone de patrouillage misst erweidert ginn, fir Mënscheliewen ze retten. Esou wéi et bei Mare Nostrum de Fall war, also bis un d'libesch Côte erun.

De Kampf géint kriminell Passeure muss direkt natierlech duerno kommen. Et gëtt gemengt, dass ee kéint duerch d'Zerstéierung vun de Booter an den Infrastrukture vun de Passeuren a Libyen een entscheedende Schrëtt maachen. Hei muss een a mengen Aen op jidde Fall virsiichteg sinn. Entweder brauch een eng Autorisatioun vun enger neier libescher Regierung oder et muss ee bei den UNO-Sécherheetsrot, fir een internationaalt Mandat ze kréien, wat net einfach ass a wat och net fir muer de Moien ass.

Et muss ee realistesch bleiwen, wat de méigleche Succès vun esou enger Initiativ ugeet. Verschidden Akteure gesinn als Alternativ zum Beispill d'Opkafe vun de Schëffer un der afrikanescher Nordküst. Mä wéi kéint dat an esou engem onséchere Kontext wéi deem, deen a Libyen de Moment herrscht, de Fall sinn? Dat ass allerdéngs eng Fro, mengen ech, déi een net ka mat Jo beäntwerten.

Aner Moossname schénge mer méi sënnvoll a méi realistesch. Esou sollen déi véier relevant europäesch Agencen Europol, Eurojust, Frontex an EASO eng wichteg Roll spillen, fir Informatiounen iwwert dës kriminell Passeuren ze sammelen. D'Agencë sollen de Modus Operandi vun de Passeuren erausfannen, an et muss een och natierlech virun allem un hir Sue kommen.

Zweete Punkt, Här President: Mir mussen un der Stabilisatioun vu Libyen schaffen. Et kritt een déi dramatesch Migratiounsproblemer am Mëttelmier net an de Gréff, wann een d'Situatioun a Libyen net stabiliséiert kritt. A Libyen sinn zënter Méint all staatlech Strukturen, wann et der dann iwwerhaapt jeemools goufen, zesummegebrach. Zwou Regierungen, zwee Parlamenter, eng Onmooss vu bewaffnete Gruppen, dorënner virun allem och Extremiste wéi déi vun Daech, maachen d'Situatioun komplett onstabill a bidden de Mënschenhändler, déi déi Schëffer meeschtens vun der libescher Küst aus fortschécken, praktesch e liicht Spill.

D'Europäesch Unioun sicht no Weeër, ze hëllefen, d'Situatioun a Libyen an de Gréff ze kréien, an ënnerstëtzt virun allem d'Efforte vum UNO-Gesandte Bernardino Leon, dee probéiert, a Marokko, an Algerien déi zerstridde politesch Akteure vun Tobruk an déi, déi dergéint sinn, zesummen ze kréien, fir eng eenzeg Iwwergangsregierung, d'Union nationale ze bilden a fir een Usazpunkt ze hunn, d'Waffen zur Rou ze bréngen an d'Land erëm ze versichen, lues a lues opzebauen.

D'Europäesch Unioun hält sech och prett, dat hu mer als Ausseministeren décidéiert, déi Regierung, soubal se existéiert, ze ënnerstëtzen, och mat enger méiglecher Zivilmissioun, där hir Konturen de Moment nach net kloer sinn. D'Missioun, déi d'EU scho fir Libyen agesat hat, déi als Mandat huet, bei der Gestioun vun de Grenzen ze hëllefen, EUBAM Libya, huet sech aus Sécherheetsgrënn missen an Tunesien zréckzéien, mä kéint ganz schnell reaktivéiert ginn, soubal d'Situatioun et erlaabt.

Drëtte Punkt: d'Kooperatioun mat de concernéierte regionalen Organisatiounen an natierlech och mat den Drëttstaten. D'Entwécklungspolitik ass menger Meenung no dee wäertvollsten Outil, deen een huet, fir d'Aarmut ze bekämpfen an de Leit an där Onstabilitéit, wou se liewen op ville Plazen an Afrika, eng Perspektiv ze ginn. Et gëtt ouni Zweifel ee ganz staarke Lien tëschent Développement a Migratioun. Am September gëtt bekanntlech an der UNO zu New York een neien, méi breeden, nohaltegen Entwécklungskader adoptéiert, eng Zort Nofolger vun de Millenniumziler vum Développement, déi de Referenzkader waren, fir d'Aarmut während de leschte 15 Joer, also zënter 2000, ze bekämpfen.

Déi zukünfteg „Objectifs de développement durable" mussen d'Wichtegkeet vun der Immigratioun mat abezéien. Europa huet sech aktiv ze engagéieren um globalen Niveau, fir dass all Aspekter vu Migratioun an déi Objektiver och kënne mat integréiert ginn. Eng allgemeng verstäerkte politesch Zesummenaarbecht mat eisen afrikanesche Partner ass am Beräich vun der Migratioun absolutt néideg. D'regional Partnerschafte mat afrikanesche Länner, d'Relatioune mat der Afrikanescher Unioun, mä awer och mat der Arabescher Liga mussen ausgebaut ginn.

Dernieft musse virun allem Akzenter gesat ginn an de Beräicher Santé, Emploi, Éducatioun a Capacité d'accueil, déi duerch Projete vun Europa ënnerstëtzt ginn. Fir dass dës Länner och an hirer Entwécklung a puncto Immigratioun ënnerstëtzt ginn, si mer amgaangen, e sougenannten „Programme de protection et de développement régionaux" opzestellen, deen eis erlabe soll, deene cibléierte Partner och eng konkret Hëllef unzebidden.

Vu wat fir Länner schwätze mer do? Bon, Dir kennt se. Mir musse fir d'Éischt mat der Türkei, mat Jordanien, mat dem Libanon an Ägypten eis zesummesetzen, fir d'Problematik vu Syrien a vum Irak ze beschwätzen; Länner, déi jo iwwer dräi Millioune Flüchtlingen aus Syrien opgeholl hunn. Dernieft musse mer d'Nopeschlänner vu Libyen ënnerstëtzen, dat heescht Tunesien, Ägypten, Sudan, Mali, Niger. D'Zil ass, fir op all Niveau d'Ursaache fir d'Migration irrégulière an de Kampf géint d'Passeuren aktiv unzegoen. An deem Kontext organiséiert d'Europäesch Unioun och während der Lëtzebuerger Présidence ee Sommet mat hiren afrikanesche Partner zu Malta.

Véierte Punkt: Mir mussen un de Méiglechkeete schaffen, fir de legalen Accès an Europa ze erméiglechen. D'Europäesch Kommissioun schafft un engem Projet pilote réinstallation. No Kritären, déi momentan nach ausgeschafft ginn, gëtt eng gewëssen Zuel vu Leit, déi e Recht op eng Protektioun hunn, awer nach an Drëttstate festsëtzen, no enger Quotelogik an de Memberstate verdeelt. Zil ass et, dass all EU-Staten do matmaachen an dass dann op dësen Erfahrunge fir d'Zukunft kann opgebaut ginn.

Et ka sinn, dass mer als Lëtzebuerg an deem Beräich nach méi maache musse wéi bis elo. D'Regierung engagéiert sech op jidde Fall, dëse Projet pilote während eiser Présidence weiderzedreiwen. Déi kloer Wierder vum Kommissiounspresident Juncker am Europaparlament zu Stroossbuerg de Muere si richteg a si wichteg, jiddefalls politesch. Och wa mer musse wëssen, dass et juristesch dierft schwéier sinn, déi Länner, déi retizent sinn, ze forcéieren.

Europa muss och eng Migration légale iwwerdenken. Europa brauch Migratioun. Gëschter ass den demografesche Problem vun Däitschland zum Beispill ervirgestrach ginn. Als Beispill: Bis 2060 verléiert Däitschland 13 Millioune Leit. Eleng d'Migratioun kann do géigesteieren. Insgesamt brauche mer eng besser Integratioun, fir d'sozial Kohäsioun och ze garantéieren. D'Carte bleue européenne muss iwwerschafft ginn a méi breet vläicht gemaach ginn. Déi Carte bleue fonctionnéiert momentan just gutt an Däitschland an zu Lëtzebuerg. Während eiser Présidence musse mer Fortschrëtter maachen an de Verhandlunge vun der Direktiv chercheurs Studenten.

A schlussendlech muss och de Visa-Kodex erneiert ginn a Richtung vu méi rapiden an och vereinfachte Prozeduren. D'Aféiere vun engem Visa humanitaire wär net oninteressant. Dat géif den Demandeurs d'asile erméiglechen, legal an Europa ze kommen, ouni sech mussen op eng gefäierlech Rees anzeloossen. Frankräich huet do ganz gutt Erfahrunge gemaach, mä aner Memberstaten, dat ass esou, sinn net iwwerzeegt dovun a si ganz retizent.

Fënnefte Punkt: Wat maache mer fir d'Solidaritéit an der Europäescher Unioun? Net nëmme mat den Drëttstate muss zesummegeschafft ginn, mä mir brauchen och eng Verstäerkung vun der Solidaritéit a vun der interner Verantwortung um europäeschen Niveau. Mir kënnen an dierfen déi südlech Länner net eleng loossen, mä och net déi, déi de Gros vun de Migranten an den Asyldemandë kréien.

Fir dës Solidaritéit a Verantwortung ze erreechen, brauche mer ee Plan d'urgence am Kader vun der Relokalisatioun vun engem Memberstat an deen aneren, fir déi staark betraffe Länner ze entlaaschten, an dëst op enger fräiwëlleger Basis. Nëmmen duerch esou Mechanismen ass och eng méi solidaresch Opdeelung méiglech. D'UNHCR wëllt sech fir dëse Plan d'action d'urgence och engagéieren.

Mir brauchen eng Revisioun vun Dublin, wou d'Europäesch Kommissioun eng Evaluatioun Enn 2015 oder ufanks 2016 wäert lancéieren. Mir brauchen eng méi seriö finanziell Ënnerstëtzung fir déi betraffe Länner. Do stellt d'Fro sech, wéi ee ka Gebrauch maachen och vun de strukturelle Fongen, zousätzlech zum aktuellen AMIF-Fong (Asylum and Migration Fund).

Sechste Punkt da schliisslech: de Lëtzebuerger Engagement, Här President, an eis Roll am Kader vun der Présidence, déi elo kënnt. Mir schaffen de Moment u folgende Punkten:

Éischtens, d'Verstäerkung vun eisem Engagement duerch Personal vun der Direction de l'immigration an och d'Personal vun der Police bei der Missioun Triton;

zweetens, d'Bereetstelle vun technesche Mëttele fir d'Ënnerstëtzung vun der Missioun Triton, zum Beispill Fligeren oder Iwwerwaachung duerch Satellittesystemer, wéi mer dat jo och gemaach hu während Joren a Somalien, op de Seychellen a Saache Piraterie bei Atalanta;

drëttens, eng bilateral finanziell Ënnerstëtzung fir déi héich betraffe Memberstaten oder fir privat humanitär Organisatiounen och;

véiertens, een Engagement an engem Programme de protection de développement régional fir zum Beispill d'Corne vun Afrika;

a fënneftens, eng Verstäerkung vun eiser Aktivitéit, wat d'Reinstallatioun betrëfft, wéi och natierlech - an do musse mer alleguerte mathëllefen, net nëmmen déi Leit heibannen, och déi dobaussen - vun eise Capacités d'accueil.

An deenen nächsten Deeg misst d'Kommissioun mat eise lettesche Kolleegen eng Feuille de route ausschaffen. Dir wësst, Lettland huet d'Présidence. Dës Feuille de route soll d'Aarbechten à court terme virbereeden. D'Kommissioun presentéiert dann den 13. Mee hiren Agenda sur la migration, deen eng kuerz-, eng mëttel- an eng laangfristeg Visioun soll virstellen. Et kann een ouni Zweifel soen oder dovunner ausgoen, dass mer dat als Présidence wäerten ugoen, souwuel an der Filière JAI wéi och an der Filière selbstverständlech vun den Ausseministeren.

Här President, duerfir gëtt dësen Dossier mat grousser Wahrscheinlechkeet eng vun de Prioritéite vun eiser Présidence.

Den 20. Juli hu mer als Présidence och een Evenement, dat gëtt „Jumbo" genannt, dat heescht d'Ausseministere mat de JAI-Ministeren, fir zesummen iwwert déi extern Migratiounsaspekter ze beroden. Am Conseil JAI vum Oktober diskutéiere mer dann iwwert de Lien tëschent Immigratioun an Développement. Och eng nei Approche: Ech hu se explizéiert, si ass extrem wichteg! Mir mussen déi intern an extern Dimensioun méi no beienaner bréngen.

Nun, Här President, et geet hei, wat ech elo gesot hunn a wat Dir alleguerten am Kapp hutt, ëm Mënscheliewen. Et geet ëm déi fundamental Wäerter vun der Europäescher Unioun. An et geet drëms, Häerz ze weisen, natierlech och zu Lëtzebuerg. An eiser Présidence kréie mer an dësem Kontext op jidde Fall dacks Geleeënheet dozou.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Ausseminister. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Flüchtlingsdrama am Mëttelmier ass och e Lëtzebuerger Drama an eng gesamteuropäesch Tragédie. Dacks schwätze mer abstrakt vun enger vernetzter, globaliséierter Welt. Hei gesi mer déi dramatesch Vernetzung och vum Misär a vun der Verzweiflung direkt virun eisen Aen, op eisen Televisiounen, an eise Stuffen. Loosse mer eis näischt virmaachen: Ouni déi dramatesch Biller vu bal 1.000 Mënschen, déi am Mëttelmier erdronk sinn, wier et weder zu engem extraordinären EU-Sommet nach zu dësem Punkt um Ordre du jour an der heuteger Sitzung komm. Well dëse Flüchtlingsdrama ass an éischter Linn e mënschlechen an humanitären Drama!

Zanter dem 1. Januar 2015 si ronn 3.400 Mënschen am Mëttelmier ëmkomm. Si hu probéiert, an Europa ze kommen. Europa ass fir si ëmmer nach de Kontinent vun der Hoffnung. Virun e puer Deeg si bal 1.000 Mënsche beieneen ëmkomm. Dat waren net just Flüchtlingen oder Migranten oder Demandeurs d'asile, dat waren an éischter Linn emol Mënschen. Fraen a Männer, Meedercher a Jongen an esouguer Bëbeeën!

Eleng dat weist schonn, wéi verzweifelt eng Mamm muss sinn, fir mat hirem Bëbee op e soi-disant Schëff ze klammen, mat deem se da kann am Mëttelmier erdrénken. D'Verzweiflung muss do ganz grouss sinn. An niewebäi gesot, d'Tatsaach, datt elo méi Flüchtlingen iwwert d'Mëttelmier kommen, ass keng Iwwerraschung, well dat ass ëmmer esou am Fréijoer, wann d'Wieder besser an domadder och an der Regel d'Mier méi roueg gëtt.

Leider net dës Kéier, well d'Mëttelmier géif jäizen, wann et da jäize kéint. Mä och déi Leit, déi erdronk sinn, kënnen dat net méi. Dofir mussen anerer dat fir si maachen, och heibannen, hei zu Lëtzebuerg an hei an Europa.

Mä mat kucken, schwätzen, esouguer mat jäize geet et net méi duer. Och net méi mat betraffene Communiquéen, Interviewen oder Rieden. Et geet elo duer! Mir mussen elo endlech handelen. An eis éischt Prioritéit, dat hunn d'Ausseministeren hei zu Lëtzebuerg vollkomme richteg gesinn, ass d'Rettung vun de Mënschen. Well et ass fir Europa, also och fir Lëtzebuerg, strikt inakzeptabel, Mënschen am Mëttelmier erdrénken ze loossen.

Dat hunn ech virun e puer Deeg iwwregens och an der parlamentarescher Assemblée vum Europarot zu Stroossbuerg gesot. An Dir, Här Ausseminister, hutt 300% recht, wann Der sot, fir aus der Flüchtlingsfro, jo aus der Flüchtlingsdramatik e Kärthema vun der Lëtzebuerger Présidence ze maachen. D'CSV ass do och mat Iech 300% d'accord a steet och voll a ganz hannerun Iech. A mir hoffe just, dass Der nom 7. Juni dat och nach kënnt maachen a bei der Présidence och dee Lead iwwerhuelen.

Well bei esou existenziellen Theme fir eist Land, fir Europa, allgemeng fir de Mënsch, däerf weder vu Majoritéit nach vun Oppositioun geschwat ginn, mä do gëllt et, an déiselwecht Richtung ze zéien. Dat heescht awer net, datt mir keng konstruktiv Kritik um Detail maachen. Mä an der Saach vum Mënsch, an iwwregens och an der Saach vun Europa, musse mir un engem Seel an déiselwecht Richtung zéien.

Parallell zum Conseil de l'Europe huet zu Bréissel den Europäesche Rot a Form vun engem ausseruerdentleche Conseil européen och als Sommet getaagt. An et ass och do eppes derbäi erauskomm, och wa meng Analys vum Resultat e wéineg méi duerchwuessen ass wéi déi vum Här Statsminister. Mä richteg ass, d'Richtung stëmmt. Et gëtt endlech ëmgeduecht, wann och nach net genuch a wann och nach laang net vu jiddwerengem!

Den Engagement an der Flüchtlingsfro vun der Juncker-Kommissioun ass richteg, och wann d'Flüchtlingsthematik praktesch zu honnert Prozent eng nationalstaatlech Fro ass, esou läit grad d'Fro vun der Rettung vu Mënscheliewen an och vum Asylrecht grad deem heitege Kommissiounspresident staark um Häerz. Ech vertrauen dofir och op déi nei Strategie a Saache Migratioun, déi d'Kommissioun wäert an den nächste Woche virleeën.

Beim Bréisseler Flüchtlingssommet hunn ech gesot, d'Resultat wier éischter duerchwuessen, well eng Rei vu Nationalstaten, trotz där Dramatik, ëmmer nach de Fouss op der Brems haten, an net nëmmen eleng eis britesch Kolleegen. Trotzdeem ass en Émdenke feststellbar. Trotzdeem ginn d'Moyene fir de Programm Triton verdräifacht. Woubäi ee muss wëssen, datt d'Flüchtlinge keen Énnerkierper vun engem Fësch hunn, wéi den Triton an der griichescher Mythologie. Neen, si gi mat ënner, wann hiert Schëff ënnergeet. An eigentlech geet och Europa bei all eenzelne Flüchtling, deen erdrénkt, mat ënner!

Mä et ass an dëser Fro extrem wichteg, net just d'Welt aus der Distanz vun engem Bréisseler Sommet ze kucken, dat grad bei der batterer Realitéit um Terrain a Syrien, a Libyen, am Noen Osten, an Afrika, am Mëttelmier an och an eise südlechen EU-Länner, alle virop eis italienesch Frënn, déi terribel vun där Situatioun betraff sinn. Awer och d'Türkei, déi de Moment déi meeschte Flüchtlingen opgeholl huet, an och de Libanon net ze vergiessen.

Positiv gesi mir, dass d'Nationalstate méi Schëffer a Fligeren zur Verfügung stellen, fir konkret Mesuren am Mëttelmier ze huelen.

Fir d'CSV kann Europa net iwwer Nuecht seng Grenzen einfach opmaachen. Dat wier och kontraproduktiv, well nach méi Schëffer sech géifen op de Wee maachen. Awer Europa däerf och keng Festung sinn. D'Zäit vun de Festungen a vun de Buergen ass definitiv eriwwer an enger globaliséierter Welt. An esouguer d'Mëttelmier geet als Buerggruef net duer, fir déi Leit dovun ofzehalen, no Europa ze kommen, well si dat wëllen a well si just an Europa nach eng Hoffnung gesinn.

Mä esou ee Gruef produzéiert och Griewer, wa mer et net fäerdegbréngen, deene Leit ze hëllefen, déi do ënnerwee sinn. Well dat hu mer jo gesinn, an et ass och net, fir elo falsch Décisiounen ze huelen an e Buergfridden ze schléissen, wann ee keng echt Solutiounen unzebidden huet.

Ech wëll just ee Saz aus der Deklaratioun vun de Stats- a Regierungschefen zu Bréissel zitéieren: «Notre priorité immédiate est de faire en sorte que plus personne ne meure en mer.»

Fir d'CSV hätte mer léiwer gehat, mir hätten net geschriwwen „une priorité immédiate", mä „une priorité absolue", fir dat als Alleriewescht dohinner ze stellen, an dann och aus den Emotiounen Aktiounen ze maachen. Ech sinn een Unhänger vun der chrëschtlecher Sozialléier an ee groussen Unhänger vum Leetsproch vum Kardinol Cardijn: „voir, juger, agir".

Mir hunn elo genuch, a méi wéi genuch gesinn. An zumindest do, wou mer eis eens sinn, am „juger", musse mer och elo direkt handelen an den „agir" ëmsetzen. Fir d'Éischt musse mer den Doud am Mëttelmier ënnerbannen, well d'Zukunft baut een net um Doud op, mä um Liewen. Fir dat fäerdegzebréngen, musse mer all d'Moyenen asetzen, déi mer hunn, an dat och iwwert d'Küstegebidder eraus.

Här Ausseminister, mir mussen och dofir suergen, dass dës Aktioun, zum Beispill virun der Küst vu Libyen, mat engem UN-Mandat ofgedeckt gëtt. Déi grouss Fro do: Mécht Russland mat? Mä och do musse mer all diplomatesch Kontakter notzen, déi mer hunn.

An da gëtt et och nach eng Fro, op déi ech och selwer keng zefriddestellend Äntwert hunn, dat ass d'Zerstéierung vun de Booter vun de Schlepper. Ass dat richteg oder ass dat falsch? Richteg ass, dass een d'Schlepper muss bekämpfen, well dat si Krimineller, well deenen ass all Mëttel recht, fir Gelder ze kasséieren a Leit a Mënscheliewen hu fir déi iwwerhaapt kee Wäert. An dat gesi mer all Kéiers an ëmmer erëm, wann esou Schëffer ënnerginn.

Mä ass d'Zerstéierung vun de Booter de richtege Wee? Ass dat dat richtegt Signal? A bréngt dat d'Leisung? Ech weess et net, ob dat dee richtege Wee soll sinn, well et kann e jo net einfach nëmmen all schrotträift Boot am Mëttelmierraum zerstéieren an dann hoffen, et géif näischt geschéien. Mä et muss ee sech d'Fro stellen, wéi een et och op anere Weeër kann ënnerbannen.

Och d'Ukrain däerfe mer net aus den Ae verléieren, well de mediale Fokus ass meeschtens just op eng Katastroph geriicht. Och do wäerten an den nächste Joren nach vill Flüchtlingen op eis zoukommen, wann och net iwwert d'Mëttelmier, mä méi iwwert d'Festland.

Wa séchergestallt ass, dass kee Mënsch méi am Mëttelmier erdrénkt, musse mer mëttelfristeg, am beschten direkt - awer mat mëttelfristegem Effekt - drugoen, fir d'Asylpolitik an Europa ze iwwerdenken. Och hei soll d'Kommissioun an den nächste Wochen a Méint Propose maachen an op den EU-Dësch leeën. An och hei vertraue mer op d'Aarbecht vun der Kommissioun an och vun den Ausseministeren.

Awer elo scho mussen e puer Prinzipie kloer sinn. Europa muss seng Asylpolitik iwwerdenken. Europa brauch méi Solidaritéit vun Norden no Süden, eng méi fair Verdeelung vun de Flüchtlingen an der Unioun. Well do sinn der, déi hunn der ganz vill, an et sinn och anerer do, wat méi grouss Länner sinn, déi hu bal keng. Intelligent Quoten, déi d'Flüchtlingen an Europa verdeelen, wieren do eng Léisung.

Mir mussen derfir suergen, dass den Dubliner Accord iwwerkuckt gëtt. A firwat net, Här Ausseminister, aus Dublin II an III Lëtzebuerg I maachen. Dat géif eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer dat an der Présidence géife fäerdegbréngen. An dat net nëmmen aus Image-Grënn, mä och fir alles dat, deen Asaz, dee vu Lëtzebuerger Säit do bruecht gëtt.

A wa mir vun enger fairer Opdeelung vun de Flüchtlinge schwätzen, da gëllt dat och fir heiheem, hei zu Lëtzebuerg. Et brauch ee keng formell Quoten, mä et brauch een awer eng fair regional an dezentral Verdeelung vun de Flüchtlingen. Mir sollen eis och hei zu Lëtzebuerg näischt virmaachen, mir wäerte musse méi Flüchtlingen ophuelen.

Et muss een de Leit dat gutt erklären. Et muss een dofir suergen, dass keng Ghettoen entstinn, weder fir d'Leit heiheem nach fir d'Flüchtlingen. Lëtzebuerg brauch gutt, dezentral Strukturen. An als CSV si mir der Meenung, et däerf een eis Gemengen do net am Ree stoe loossen. Weder de Stat däerf dat, nach d'Majoritéit vun de Gemengen, enger Minoritéit vun de Gemengen all dat iwwerloossen.

Grad wéi ech der Kommissioun vertrauen, zielen ech och hei op eis Gemengen an op de Gemengesyndikat Syvicol. Ech sinn do also méi zouversiichtlech wéi d'Madame Ministesch. Mä richteg ass, vum selwe wäert et net goen! Mä wann d'Konditioune stëmmen, wann de Verdeelungsschlëssel net rigid, mä fair ass, da stëmmt och d'Akzeptanz bei enger ganz grousser Majoritéit vun de Leit.

Souwuel op finanziellem wei op strukturellem Plang mussen déi Gemengen, déi Leit ophuelen, och gehollef kréien. Et muss ee fir eng als richteg erkannte Politik och heiansdo Iwwerzeegungsaarbecht leeschten an et muss ee fir seng Iwwerzeegunge riichtstoen.

A Mënsche virum Doud am Mëttelmier ze retten, ass richteg! A Mënsche virum Doud a Syrien ze retten, ass och richteg! A Mënsche virun der Verfolgung an Eritrea ze retten, ass och richteg! Also ass et och richteg, dass déi Leit hei bei eis mussen opgeholl ginn an dass mir och do mussen eis Part dozou bäidroen.

Wann ech da bei der Akzeptanz sinn, dann ass et grad esou richteg, dass mer awer och d'Diskussioun musse féieren iwwert déi Leit, déi de Flüchtlingsstatut net kruten oder déi scho gesot kritt hunn, si missten d'Land verloossen, dass mer déi och gegebenenfalls erëm mussen zréck an hir Heemecht schécken.

Dat gëllt och fir sougenannten EU-Bäitrëttskandidaten. Länner, wou mer nach ëmmer Leit hunn, déi dann op Lëtzebuerg kommen an Asyl ufroen. An et ass schwiereg ze erklären, dass d'Land an enger Prozedur ass, fir EU-Bäitrëttskandidat ze ginn a gläichzäiteg och nach vu politeschem Asyl do geschwat gëtt. Mä dann ass dat vläicht éischter e Wirtschaftsasyl wéi eng politesch Konsequenz.

An déi éierlech Diskussioun musse mer féieren, an dat och an Zesummenaarbecht mat deene Länner, wou déi Leit hierkommen. An et ass selbstverständlech kloer, mir kënne kee Mënsch an e Krichsgebitt zréckschécken, well dat wier jo alles anescht wéi logesch. Mä mir mussen och dee Courage hunn, déi Dossieren unzegoen.

Europa, an dat ass sécher, brauch méi legal Awanderung an, mengen ech, och méi eng grousszügeg legal Asylgewährung. A sief et nëmmen, wëll dat dat Eenzegt ass, wat fonctionnéiert. Well ze mengen, Europa kéint einfach seng Schotten dicht maachen, ass eng Illusioun. An den Ausseminister huet virdrun och d'demografesch Lag a verschiddene Länner ënnerstrach, déi och do eng legal Zouwanderung brauchen.

Gläichzäiteg ass et eng falsch Angscht, fir de Leit ze soen, eist Boot wier voll. Neen, voll sinn d'Booter um Mëttelmier. An duerfir gi se och ënner, obschonns d'Leit tëschent 5.000 a 15.000 Dollar fir eng Iwwerfahrt bezuelen. Och dat ass en dramateschen Detail an dëser Tragédie.

Eens si mer eis heibannen och - zumindest gréisstendeels, hoffen ech - wat de long Terme ugeet, wat also déi politesch Stabiliséierung vun eiser Mëttelmier-Noperschaft ugeet. Awer och hei ass a bleift Lëtzebuerg e Modell, wat eis Kooperatiounspolitik mat Afrika a mat aneren Deeler vun eiser Welt ubelaangt, well Lëtzebuerg do nach ëmmer ee vun deene Wéinegen ass, deen 1% an d'Entwécklungshëllef investéiert.

Här Ausseminister, Europa huet seng direkt geopolitesch Noperschaft an der Lescht e wéineg vernoléissegt, och well d'europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik nach net do ass, wou se misst sinn. An och do, wou eis Iwwerleeungen all zesummen higinn, fir méi eng koordinéiert Aussen- a Sécherheetspolitik ze kréien. An do ziele mer och op Ären Asaz an och op den Asaz vun der Juncker-Kommissioun, fir och doriwwer nozedenken, fir déi Aussepolitik nach besser kënnen ze gestalten. An och, wann et de Moment nach schwiereg ass, sech dat kënne virzestellen, mä esou ass et dach eng dringend Noutwendegkeet, och eng europäesch Arméi an deem Kader kënnen ze kréien.

Mä virun allem brauche mer eng aussepolitesch Strategie. An déi éischt Prioritéit vun eiser Aussepolitik muss eis direkt Noperschaft sinn, also d'Ukrain a Russland am Osten, an de Mëttelmierraum am Süden. An also och de Krich a Syrien, d'Dramatik am Hellege Land, de sougenannten Islamesche Stat am Irak, d'Fro vum Iran an net zulescht och de Service, erlaabt mer et esou ze nennen, de Service après-vente vum Arabesche Fréijoer.

Mir hu jo elo erëm Fréijoer an dat wier eng gutt Geleeënheet, fir eis an éischter Linn hei emol mat Libyen ze befaassen. Well och hei geet et net duer, fir Demokratie ze jäizen. Et muss een op der Plaz, um Terrain och derfir suergen, datt d'Länner net zesummebriechen an datt d'Demokratie wuesse kann. An iwwregens och de Rechtsstat, well Demokratie ass jo méi wéi just eng Herrschaft vun der Majoritéit. Demokratie ass jo och eppes, wou d'Minoritéit zu Wuert kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Mir brauchen also diplomatesch Léisunge fir Syrien, fir Libyen, fir de ganzen Noen Osten a fir de Maghreb. Mir mussen hei als Europäer méi Verantwortung iwwerhuelen. An och do brauche mer éischter méi wéi manner Europa. Mä och hei musse mer nach esou munch Nationalstat an Europa iwwerzeegen. An dat ass eng Aufgab, déi Lëtzebuerg ka während senger Présidence iwwerhuelen.

A wann ech laangfristeg schwätzen, da musse mer Prioritéite festleeën. D'Bekämpfung vum Honger a vun der Aarmut musse mer méi offensiv ugoen. Mir brauchen hei eng wierklech Offensiv! Well och wa kee Schëff, kee Boot, oder wéi een ëmmer déi Saache wëllt nennen, am Mëttelmier méi mat 1.000 Flüchtlingen ënnergeet, all fënnef Sekonne stierft an eiser Welt e Mënsch un Honger, ganz dacks Kanner a Puppelcher!

Duerfir, wann et eng Politik gëtt, op déi Lëtzebuerg wierklech houfreg ka sinn, ass a bleift et fir eis d'Kooperatiounspolitik. Deen 1% vun eisem RNB si gutt investéiert Suen, well et si Suen, déi an d'Liewen investéiert ginn an net an den Doud. Duerfir ass et richteg fir eis, fir och an e bësse méi schwéieren Zäiten net ze vergiessen, wiem et wierklech schlecht geet an eiser Welt.

Vun Afrika, vu Libyen, vu Syrien aus gekuckt, do blénkt den europäesche Stär vun der Hoffnung nach ganz staark. Vill méi staark wéi op den 12 Stäre vun eisem europäesche Fändel heiheem. Mir mussen d'Hoffnung erëm legaliséieren a politiséieren, an éischter Linn mat méi europäescher a globaler Solidaritéit. Awer dës Solidaritéit muss vill méi effikass sinn a mir mussen och vill méi eng effikass Politik kënne maachen, international, an Europa, heiheem, awer och op dem regionale Punkt ufänken.

Europa muss e Kontinent an eng Iddi vun der Hoffnung bleiwe fir d'Flüchtlingen am Mëttelmier, fir all d'Europäer an och fir d'Leit heiheem zu Lëtzebuerg, well d'Hoffnung geet mat der Rettung vu Leit, déi an Nout, a Séinout sinn, soss ënner!

Duerfir ass et wichteg, dass mer alles maachen, fir dass et net méi zu esou dramatesche Situatioune kënnt an dass mer den Iwwel un der Wuerzel faassen an dofir och déi Invester maa-

chen an deene Länner, déi déi Länner brauchen, fir dass et fir si selwer interessant bleift, net nëmmen de Stär vun der Hoffnung an Europa ze gesinn, mä dass se virun allem och de Stär an hirem eegene Land, op hirem eegene Kontinent gesinn. An dat ass eng grouss Aufgab, déi mir als Lëtzebuerger Chamber hunn, déi awer och ganz Europa huet.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Spautz. An den nächsten agschriwwene Riedner ass den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Spriecher vun der LSAP-Fraktioun an als President vun der Aussen- an europapolitescher Chamberskommissioun deelen ech natierlech déi Betraffenheet, déi Trauer an deelweis och Roserei oder Enttäuschung, déi mer all empfannen no där Katastroph am Mëttelmier vu virleschtem Weekend, wou, ech mengen, geschätzt, déi eng soen 800, anerer bis 1.200 Mënschen, Fraen, Männer a Kanner hiert Liewe gelooss hunn. Si waren um Wee, voller Hoffnung, fir hei an Europa eng besser Zukunft ze fannen. Déi Tragédie, dat wësse mer alleguer, an dat ënnerschreiwe mer och alleguer hoffentlech, ass inakzeptabel!

Dat Schrecklechst dorunner ass awer, dass et net déi éischte Kéier ass. A mer erënneren eis, dass ongeféier virun annerhallwem Joer zu Lampedusa op ee Coup och Honnerte vu Flüchtlingen erdronk sinn. D'Italiener, deemools relativ eleng gelooss, hu reagéiert mat der Operatioun „Mare Nostrum". Se hunn déi an d'Liewe geruff an dës Aktioun huet d'Italiener eleng néng Milliounen Euro de Mount kascht a se konnt awer 100.000, iwwer 100.000 Mënsche retten, leider och net all, a se konnt och iwwer 730 Schlepper festhuelen.

Deemools, no där sougenanntener Lampedusa-Katastroph, war ganz Europa ënner Schock a vu ville Säiten hu mer héieren, dass esou eng Tragédie sech net méi däerf widderhuelen. Eh ben, de Schock an déi Betraffenheet ronderëm dat Lampedusa-Drama ware séier vergiess an et huet sech elo, annerhalleft Joer duerno, a méi groussem Ausmooss nach eng Kéier virun der italienescher Küst widderholl.

Dofir däerfe mer elo net méi soen, wéi et deemools bei Lampedusa geheescht huet: Dat kann net esou weider goen. Dës Kéier mussen de Wierder och Tate folgen! Dës Kéier, an ab elo, musse mer wierklech konkret schaffen a muss och konkret eppes geschéien.

Bis elo, mengen ech, muss ee positiv feststellen an hunn ech och e positiven Androck, dass déi meescht Regierunge vun den EU-Memberstate sech dat eenegermoossen zu Häerzen huelen, zumindest emol wat déi dréngend Fro vun der Séinoutrettung ubelaangt. Et ass awer an onsen Ae ganz wichteg, derfir ze suergen, dass dee Reformwëllen an déi Dynamik vum EU-Conseil, awer och vun der EU-Kommissioun net offlaacht an dass déi schrecklech Evenementer dës Kéier net a Vergiessenheet geroden.

Hei hu mer alleguerten eng Verantwortung, Dir Dammen an Dir Hären, all Memberstate vun der EU, déi national Parlamenter, also och mir, déi national Regierungen, all EU-Institutiounen, an natierlech och d'Zivilgesellschaft. An an deem Sënn begréisse mir et als LSAP-Fraktioun, dass den Ausseminister an der Chamberskommissioun de 17. Abrëll an och haut nach eng Kéier widderholl huet hei, dass d'Lëtzebuerger EU-Présidence d'Asylproblematik als och ee vun de Schwéierpunkte behandele wäert a mat vill Courage ugoe wäert. Dat ass ganz begréissenswäert.

Mir begréissen natierlech och déi däitlech Wierder haut de Moien am Europaparlament vum Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker, dee ganz kloer gesot huet, mir mussen d'Dieren hei an Europa opmaachen.

Ech hunn elo grad vun der Responsabilitéit, vun der Verantwortung geschwat. An dofir wëll ech mech engagéieren, als President vun der aussepolitescher Kommissioun, déi jo och Entwécklungspolitik, Défense an Immigratioun op hirem Fändel stoen huet - all déi Domäner hänke jo zesummen an de Lien tëschent Entwécklung, Sécuritéit a Migratioun, dee gëtt ëmmer méi däitlech an och ëmmer méi wichteg - an ech wäert mech engagéieren, dass mer och eis Responsabilitéit iwwerhuele wäerten an ech wäert mech engagéieren, dass mer an der Kommissioun mat ganz vill Interessi déi vun der EU-Kommissioun geplangten an ugekënnegt Migratiounsagenda verfollege wäerten an och begleede wäerten.

Dës ass eng ganz wichteg Agenda. Se soll ufanks Mee erauskommen a se soll natierlech, éischtens, de gemeinsamen Asylsystem konsolidéieren. Se soll awer och e wichtegt Kapitel iwwert déi legal Migratioun beinhalten. Legal Migratioun oder Immigratioun ass fir d'LSAP e wichtegt Thema. An ech erlabe mer just hei och eng Statistik ze nennen, de Minister huet a senger Ried eng Statistik vun Däitschland genannt, ech wëll eng vu ganz Europa nennen.

Haut liewen an Europa véier Persounen tëschent 15 a 64 Joer fir eng Persoun, déi iwwer 65 Joer ass. Am Joer 2060 sinn dat der nach just zwou! Also, wann een déi Alterspyramid vun Europa analyséiert, gesäit een, wéi wichteg d'Thema vun der legaler Immigratioun ass. Legal Immigratioun, dat däerf awer net nëmmen heeschen, d'Blue-Card erweideren, net nëmmen heeschen, Leit an Europa ze loossen, déi kënne fir verschidde Firmen, well se ganz qualifizéiert sinn, schaffen. Mä dat heescht, vill méi Leit an Europa eraloossen, fir dass mer dëse Kontinent um dréine behalen. Well, wann déi do Statistik, wa mer am Joer 2060 sinn, an déi do Alterspyramid Realitéit ass, da geet et net nëmmen duer, „highly qualified" Leit hei an Europa eranzeloossen, mä da musse mer d'Dieren, wéi gesot, vill méi wäit opmaachen.

En drëtte Punkt vun där Migratiounsagenda ass natierlech och, zu Recht, e wichtege Punkt. Dat ass eben dee verstäerkte Kampf géint déi illegal Immigratioun a virun allem do kënnt jo och de Kampf géint de Mënschenhandel derbäi. Do ass e ganz enke Lien dozou, an dat ass eppes, wat fir d'LSAP och ganz wichteg ass. An dofir ass dee véierte Punkt natierlech och e wichtege Punkt, dass ee Moossnamen treffe muss, fir ons Baussegrenzen deelweis besser ze kontrolléieren.

D'Flüchtlingsproblematik, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Asyl a Migratioun ass e ganz vielsäitegt an och e ganz komplext Thema. Hannert dëse Wierder, Asyl a Migratioun, verstoppe sech mënschlech Schicksaler, do verstoppe sech mënschlech Dramen. Mä dohanner verstoppe sech och mënschlech Dreem! Leit, déi den Dram hunn, eben hei besser ze liewen.

Dofir sinn ech och esou traureg an och wierklech dégoûtéiert, wann ech op verschiddene soziale Medien an och op Internetfore Messagë liesen, wou Matbierger, ouni Verstand an ouni Häerz, hemmungslos schreiwen, et soll een dach déi Leit am Mëttelmier einfach erdrénken - fir net ersaufen ze soen - loossen. An ech fannen, esou Aussoe sinn ze veruerteelen!

An dofir wëll ech och emol Verschiddenes e bësse an e Kontext brëngen an ech wëll un eppes erënneren. An Europa liewen am Moment eng Millioun unerkannte Flüchtlingen. Dat si 7,6% vun allen unerkannte Flüchtlinge weltwäit. Net esou enorm vill. 2013 huet de Flux vun Asylanten no Europa, do goufe 435.000 Unträg gezielt. 2014 goufe 600.000 Unträg gezielt. Dat ass net näischt. Ech wëll dat net ënnert den Teppech kieren.

Mä ech fannen, dat ass awer relativ wéineg, wann een dat a Relatioun setzt mat zum Beispill der Situatioun, wéi se haut a Jordanien ass an am Libanon: Länner mat véier, fënnef Milliounen Awunner, wou iwwer eng Millioun Flüchtlinge sinn. Wann een dat a Relatioun setzt mat deenen eelef Milliounen Déplacéierte vun der Syrien-Kris, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dat wierklech wéineg.

An da solle mer eis schummen, wann een do wëllt hei an Europa den Europäer Angscht maache virun enger Iwwerfriemung duerch Immigratioun. All deene Leit musse mer - an dat ass eis Flicht -, deene musse mer Paroli bidden a mir mussen ëmmer erëm alles an de richtege Kontext setzen. Mir mussen ons wiere géint all Form vu Populismus, vun Nationalismus a vun Egoismus.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zréckzekommen op déi onerträglech Situatioun am Mëttelmier, op der Grenz also vun onsem Kontinent, déi och Ulass ass vun dëser Debatt.

Wat elo an direkter Zukunft wichteg ass, dat ass eben déi absolutt Prioritéit, Liewen ze retten. Do si mer eis all eens. De Mënschen, déi op deene futtisse Booter, op deenen onséchere Schëffer regelrecht agepercht ginn, deene musse mer hëllefen. An ech mengen, dat ass och unerkannt ginn déi lescht Woch vun den Ausse- an Innenministeren an duerno och vum Conseil vun de Stats- a Regierungscheffen.

Déi finanziell a personell Moyene vun Triton sinn erhéicht ginn. De Budget entsprécht elo plus ou moins deem vu Mare Nostrum. Dës Mesurë ginn onser Meenung awer net duer an och d'Mandat vun Triton muss geännert ginn an et muss och nach méi e groussen Akzent op Rettung geluecht ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Schutz vu Mënsche muss ons als Lëtzebuerger, muss ons als Europäer méi wichteg sinn, wéi de Schutz vun onse Grenzen a vun onse Baussegrenzen. Et ass also dofir wichteg, sech anzesetzen, fir d'Asazgebitt vun Triton ze erweideren, dass bis virun déi libesch Küst gerett ka ginn, wéi dat de Fall bei Mare Nostrum war. Bei dëser éischter Prioritéit geet et virun allem ëm humanitär Hëllef, déi mir als Europäer, wéi gesot, bedingungslos leeschte mussen, ohne Wenn und Aber.

D'Considératioune vu verschiddenen EU-Regierungen a politesche Gruppéierungen, déi vum „Pull-Effekt" schwätzen, dat heescht, déi behaapten, dass wa mer effikass retten, dass mer doduerch weider Flüchtlingen unzéien, esou Considératioune si fir d'LSAP komplett fehl op der Plaz! Dat si Gedanken, déi net vereinbar si mat onsen europäesche Grondwäerter.

Hir Duerchsetzung, wann een dat géif duerchsetzen, géif bedeiten, dass mer erlabe géifen, déi Leit erdrénken ze loossen, fir keng weider Flüchtlingen hei unzezéien. An et gëtt, mengen ech, och keng Beweiser. Ech hunn emol op jidde Fall keng Beweiser derfir an ech gleewen och perséinlech net drun, dass d'Zuel vun de Flüchtlingen zesummenhänkt mat der Effikassitéit vun engem europäesche Rettungsprogramm um Mëttelmier.

Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Mënschen a Séinout retten oder, bildlech ausgedréckt, aus dem Mier fëschen, ass noutwendeg an, wéi gesot, eng Flicht. Europa a mir alleguer musse weiderhin déi divers an deelweis och selwer verursaachten Ursaache vun der Nout vun deene Mënsch erkennen, ugoen a bekämpfen.

Fir mech a fir d'LSAP muss Europa fir Solidaritéit a Mënschlechkeet stoen. An dofir brauche mer eng Flüchtlingspolitik, déi ebe sech duerch Mënschlechkeet a Solidaritéit charakteriséiert. Dofir fannen ech och déi Iddi, déi de Minister développéiert huet vum Visa humanitaire, e Punkt, wou ee roueg kann a soll weider dru schaffen.

Wann elo deen neie Rettungs- a Schutzdispositif komplett steet, da muss an da soll och no ganz kuerzer Zäit iwwerpréift ginn, ob déi Moyenen, déi elo engagéiert goufen, duerginn an ob net nach eng Kéier muss nogebessert ginn. Do däerf et dann net zu Bréissel zu engem Sträit kommen oder et däerf net zu Bréissel ëm e puer Millioune gestridde ginn. Do muss einfach gehandelt ginn!

Och Lëtzebuerg soll seng Contributioune leeschten. A meng Fraktioun begréisst do d'Aussoe vum Minister Asselborn. Dir hutt zum Beispill d'Iddi vun der Fluchiwwerwaachung genannt, Dir hutt nach fënnef aner Punkten opgezielt, fir net ze laang ze sinn, Dir hutt se gesot. Mir begréissen natierlech déi fënnef Punkten.

Och d'Bekämpfung vun de kriminelle Schleiser ass ganz wichteg, déi ass ugekënnegt ginn. Dat si Krimineller, déi do um Wierk sinn, déi skrupellos Leit an den Doud schécken. Déi musse gestoppt ginn an déi musse virun allem och zur Rechenschaft gezu ginn. Dat wäert natierlech an der Praxis net einfach ginn. Och mir als LSAP froen eis, déi Iddi, fir do d'Schëffer ze zerstéieren, ob dat dee richtege Wee ass. Doriwwer muss nach diskutéiert ginn, well dat kann och Kollateralschied hunn, déi net gewollt waren.

De Problem ass och, dass déi Schleiser a Länner aktiv sinn, wou et keng funktionéierend Regierunge ginn, mat deenen ee kann zesummeschaffen. An dofir, déi Problematik hu mäi Virriedner an och de Minister schonn ugeschwat.

De Leidensdrock vun de Flüchtlingen ass esou grouss, dass d'Bekämpfung vun de Schleiser natierlech net all d'Problemer léise wäert. Et soll een natierlech alles iwwerpréiwen, wat een an deem Zesummenhang kann an der Praxis ëmsetzen. Mä do soll een och keng ze vill grouss Erwaardungen hunn.

Wesentlech ass et, einfach fäerdegzebréngen, dass kee Mënsch méi de Fouss op esou Doudesbooter setzt. A wa se awer de Fouss op d'Doudesbooter setzen, do kommen ech ëmmer erëm drop zréck, da musse mer effikass hëllefen a retten. Mir däerfen also net zouloossen, dass - et kann een et net oft genuch soen -, mir däerfen et net zouloossen, dass e Mënsch op der Flucht, sief et aus politesche Grënn an och wéinst Aarmut, ëm d'Liewe kënnt.

D'Zesummenaarbecht mat de sougenannten Transitländer wéi Libyen ass dofir wichteg, och wann et schwéier ass. Mä déi ganz aussepolitesch Dimensioun spillt e ganz wichtege Rôle.

D'Hierkunftslänner vun de Flüchtlingen, dat wësse mer all, do ass Krich, Aarmut, politesch Onstabilitéit. An déi Problematik, dass mer déi Länner net eleng loossen, ass och wichteg. An dofir brauche mer weiderhin nei Strategien, fir eis Relatioune mat deene Länner als Europa ze definéieren.

Stéchwuert europäesch Noperschaftspolitik. Mir haten e Méindeg de Moien an der Kommissioun den Text, wou d'Kommissioun gesot huet, et ass jo och eng Prioritéit vun der Kommissioun, direkt dëst Joer déi ganz europäesch Noperschaftspolitik nozekucken. Déi leschte Kéier ass dat 2011 gemaach ginn nom Printemps arabe. An d'Europäesch Kommissioun huet do eng grouss Consultatioun ugeluecht, fir dann am Hierscht konkret Konklusiounen ze zéien. An, ech mengen, dat ass wichteg.

An ech freeë mech och, wann ech an deenen Texter noliesen, dass méi eng verdéifte Mobilitéitspartnerschaft soll ofgeschloss gi mat de Länner vun der europäescher Noperschaft. An dorënner, ënnert deene 16 Länner, sinn natierlech och zéng Länner, déi eben un der Méditerranée leien. Also dofir ass dat, mengen ech, och e ganz wichtege Punkt.

Et freet mech och, dass d'lescht Woch beim Treffe vun der EU-Kommissioun mat der Kommissioun vun der Afrikanescher Unioun och de Migratiouns- a Mobilitéitsdialog, deen et scho säit längerem tëschent Afrika an Europa gëtt, dass deen och relancéiert ginn ass. An et huet mech dann natierlech och gefreet ze héiere vun onsem Ausseminister, dass ënner eiser Présidence e Sommet UE-Afrique zu Malta wäert organiséiert ginn.

Onsen Usproch als Europäer muss et och sinn, d'Liewenssituatioun ebe vun de Mënschen op hirer Plaz an hire Länner ze verbesseren. Dozou gehéiert eng gerecht Handelsuerdnung. Mir mussen d'Ekonomien an den Hierkunftslänner stimuléieren. Mir mussen évitéieren, dass hir Mäert duerch eis subventionéiert Produite futti gemaach ginn.

An et gehéieren och méi Efforte vun der Entwécklungshëllef dozou, de Minister huet et gesot. An ech freeë mech och, dass de Kommissiounspresident Juncker och dee Punkt de Moien am Europaparlament ënnerstrach huet. Mä natierlech ass et och hei kloer, dass een net op séier Resultater sech astelle kann. Trotzdeem musse mer awer déi Froen dréngend ugoen an och wa se keng séier Resultater bréngen, musse mer do weiderschaffen.

Aner Piste betreffen natierlech d'Ännerungen an der Asyl- an Immigratiounspolitik. Dorënner fält natierlech och eng gerecht Opdeelung vun de Flüchtlingen innerhalb vun der EU. An ech mengen, dat hunn d'Virriedner och hei gesot an de Minister an och de Moien de Kommissiounspresident Juncker.

Mir mussen dozou kommen, dass all Stat hei seng Responsabilitéit hëlt. Gerecht Opdeelung kléngt natierlech gutt, mä hei ass et och eng Fro vun der Emsetzung an der Faisabilitéit an domat och vun der Akzeptanz vun de Memberstaten. A mir wëssen, dass leider net all d'Memberstaten dovunner iwwerzeegt sinn. Dofir, mengen ech, ass an deenen nächste Méint hei nach vill Iwwerzeegungskraaft noutwendeg.

An et geet och net nëmmen duer, iwwer Quoten ze schwätzen, déi all Land erfëlle muss, mä et muss een och nach kucken, no wéi enge Kritären eng bestëmmte Persoun engem bestëmmte Land zougewise gëtt. Et ass also vill Aarbecht, déi op eis all duerkënnt.

D'Quote sinn, wéi gesot, e Wee, deen d'LSAP mat wäert droen, well mer jo wëssen, dass d'Reglement vun Dublin scho laang vun de Realitéiten iwwerholl ass, och wann et zumindest kloergestallt huet, wéi e Memberstat fir den Traitement vun enger Demande de protection internationale zoustänneg war.

Ech hu virdru kuerz den Ausbau vun der legaler Immigratioun ugeschwat. An do liest een och vill an der Press an et héiert een a villen Aussoe vu séchere Korridoren. Och dat kléngt natierlech ganz gutt, mä oft bleift et do bei enger Floskel an et héiert een net kloer eraus, wéi dat konkret an der Realitéit geschéie soll an no wat fir Kritären a wéi wäit dat soll goen. Glaskloer schéngt et mer awer ze sinn, dass d'EU méi Responsabilitéit fir d'Ophuele vun de Flüchtlingen huele muss. Konkret bedeit dat, mir mussen ebe méi Flüchtlinge bei ons ophuelen.

Et gëtt och geschwat vun den Instrumenter, déi mer méi staark benotze mussen, zum Beispill deen ambitiéise Programm vun der Reinstallatioun, wou awer am Moment nëmme 5.000 Flüchtlinge sollten erausgoen. Ech mengen, och do muss een déi Zuel wierklech enorm erhéijen, wann een dat a Relatioun setzt mat all deene Problemer, déi et gëtt an der Géigend vun der Méditerranée a vum Noen Osten.

Mir musse méi Leit ophuelen, mä mir mussen awer och wëssen, dass mer net nëmmen eng Verantwortung par rapport zu deene Mënschen hunn, déi bei eis komme wëllen, mä mir hunn natierlech och eng Verantwortung zu eiser Populatioun a par rapport zu deene Leit, déi mer dann ophuelen. A mir musse capabel sinn, dëse Mënschen, déi mer bei eis ophuele wëllen, deene Perspektiven ze ginn, eng Aarbecht an och eng Ausbildung. Dofir freeën ech mech och, dass dës Chamber u Gesetzer schafft, fir

nach e besseren Accueil vun den Demandeurs de protection d'asile, an dass mer och hei an der Kommissioun an deenen nächste Wochen ufänke wäerten, un onsem neien Asylgesetz ze schaffen.

Wéi gesot, fir dee groussen Défi vun der aktueller Flüchtlingswell kënnen ze léisen, brauche mer an Europa méi Solidaritéit. Ech hoffen, dass déi aktuell Debatten, déi nu wierklech, mengen ech, iwwerall an de Parlamenter hei an Europa geféiert ginn, an eng Weiderentwécklung vun der europäescher Migratiounsagenda, dass dat do afléisse wäert, an dass d'Kommissioun de Parlamenter nolauschtert, wat d'Propositioune si vun de Parlamenter an, wéi gesot, dass all déi Iddien an all déi Suergen an déi Immigratiounsagenda afléisse wäerten. Dat ass fir ons ganz wichteg.

An ech hoffen, wéi gesot, dass mer an deem Dossier weiderkommen, dass mer net an engem Joer oder an engem hallwe Joer oder an annerhallwem Joer erëm hei stinn an dat, wat elo zweemol geschitt ass, eng drëtte Kéier musse soen. Dofir: Mir hunn all eng Verantwortung. Loosse mer déi Verantwortung huelen an ufänken ze schaffen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. An nächste Riedner ass de Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Migratioun vu Mënschen ass jo guer keen neie Phenomeen. Et ass u sech eng Konstant an eiser Geschicht, scho wéinst ganz ville verschiddenen Ursaachen. Mir hu jo Leit, déi hiert Doheem musse verloossen an der Hoffnung, eng nei Existenz an der Friemd opbauen ze kënnen. Dat, wat sech allerdéngs an deene leschte Joren, a méi spezifesch an deene leschte Méint um Niveau vum Mëttelmier ofgespillt huet, dat ass natierlech en Drama éischter Klass.

Déi Biller, déi an eiser staark mediatiséierter Welt eis an deene leschte Wochen ëmmer erëm gewise goufen, déi kënnen natierlech kee kalloossen. Et däerf een net drun denken, wéi vill mënschlecht Leed do entsteet. Kanner, déi virun den Ae vun hiren Elteren erdrénken, Pappen a Mammen, déi op eemol net méi bei hire Kanner sinn.

Besonnesch déi lescht Katastroph, wou jo wäit iwwer 700 Leit wahrscheinlech hiert Liewe gelooss hunn, huet natierlech ënner eis alleguerten e grousse Schock ausgeléist. Da schloen evidenterweis natierlech d'Emotiounen héich. Dat ass mënschlech, dat ass normal. Et ass och net verwonnerlech. Dann ass et och normal, datt um allerhéchste politeschen Niveau séier reagéiert gëtt. Esou fonctionnéiert d'Mënschheet nun eemol. Mä dat soll awer och keng Entschëllegung sinn, fir wann näischt dobäi erauskënnt. Zumindest huet dës Katastroph de Virdeel - „Virdeel" tëschent Gänseféisercher -, datt déi Problematik hei awer elo nach vill méi am Fong diskutéiert gëtt.

Besonnesch dramatesch an dëser Situatioun ass awer och nach, datt e reliéise Konflikt och nach um Niveau vun deene Schëffer ausgedroe gëtt. An, ech mengen, et huet ee ganz niddergeschloe gemaach, wéi een dann héieren huet, datt och nach Leit wéinst hirer reliéiser Iwwerzeegung iwwer Bord gehäit goufe respektiv ëmbruecht goufen.

D'Tatsaach, wéi gesot, datt elo en extraordinäre Sommet vun den EU-Stats- a Regierungscheffen de leschten Donneschdeg zu Bréissel war, seet jo awer och genuch aus. An ech mengen, spéitstens elo hoffe mer alleguerten, datt sech virun allem Europa och bewosst ass, wat fir eng Dramatik sech do entwéckelt huet an datt een dat net méi kann esou als Fait divers ofstempelen.

Wéi eescht allerdéngs natierlech déi Absichtserklärunge gemengt sinn, dat wäerte mer spéitstens da mierken, wann d'Tréinen iwwert dës Katastroph verdréchent sinn a wann erëm aner Biller d'Televisiounsprogrammer wäerte beherrschen. Well et däerf ee jo net vergiessen, am Oktober 2013, dat ass nach net allze laang hier, war et schonn zu enger ähnlecher Katastroph komm, Stéchwuert Lampedusa. Och deemools goufen, kann ee bal soen, ähnlech Wierder gebraucht wéi déi, déi an deene leschten Deeg gebraucht gi sinn. An awer huet sech dës Katastroph nach eng Kéier widderholl!

D'Fro, déi sech natierlech elo stellt, ass, ob deen Zéngpunkteprogramm, deen elo zréckbehale ginn ass, effikass genuch ass. Et ass jiddefalls derwäert, datt ee sech mat deem engem an deem anere Punkt e bësse méi am Detail auserneesetzt. Ech mengen, mir als Demokratesch Partei begréisse mat Sécherheet, datt déi budgetär Mëttelen hei verbessert gi sinn am Intérêt vun der Operatioun „Triton" an och „Poseidon", fir dann eben, wéi gesot, och mindestens den Niveau vum Mare Nostrum ze erreechen.

Datt elo Schëffer, Fligeren an Helikopteren am Mëttelmier agesat ginn, dat ass och novollzéibar. Och wann dat den éischte Moment een e bësselchen un e Krichszeenario erënnert, esou däerf een awer net vergiessen, datt hei ganz vill illegal Aktivitéiten an deem Raum do geschéien, soudatt et awer och berechtegt ass, op déi dote Manéier ze äntweren. A virun allem, fir, wéi gesot, déi illegal Schleiser kënnen ze bekämpfen. Natierlech däerf een net vergiessen, et ass ëmmer nach nëmmen eng Symptombekämfpung.

Mir wëssen, datt déi Resultater, déi beim Sommet do erauskomm sinn, natierlech awer insgesamt nëmmen e minimale Konsens waren. Déi grouss Solidaritéit, fir Flüchtlingen an Europa opzehuelen, déi vermësst een trotzdeem nach op ville Plazen. An ech wëll nëmmen hei un den David Cameron erënneren an u seng Aussoen. En ass bereet, Material zur Verfügung ze stellen, mä d'Flüchtlingen, wann ech gelift, déi sollen awer net an England kommen. Sécher steet deen Här elo viru Wahlen, dat wäert do matgespillt hunn. Mä dat sinn awer Aussoen, déi awer trotzdeem ze denke ginn.

Dee Sommet huet natierlech dann och a ganz ville Kreesser net déi ganz grouss Begeeschterung ausgeléist, fir net méi ze soen. Ech wëll op e puer kritesch Stëmmen hiweisen. Zum Beispill den Europarot huet sech jo do zimlech distanzéiert gewisen. Dann och den héije Commissaire fir Flüchtlingsfroen. Ech wëll och de Bernard Kouchner hei zitéieren, fréiere franséischen Ausseminister, dee gesot huet: «L'Europe est coupable de non-assistance à personne en danger, elle nous fait honte.»

Besonnesch d'Europaparlament huet jo d'Muskelen awer och ganz staark spille gelooss, wou jo schonn iwwert de Wee vun hirem President, dem Martin Schulz, ugekënnegt ginn ass, datt se géife gegebenenfalls de Budget net stëmmen, wann net géifen nach méi Moyenen zur Verfügung gestallt ginn. Positiv un där Positioun ass zumindest awer och, datt ee gesäit, wat fir ee Rôle d'Europaparlament awer och ewell an där ganzer Struktur Europa spillt. An, ech mengen, et ass jo och dat, wat awer e gutt Zeechen ass, datt am Fong déi direkt Demokratie hei an deene leschte Joren u Stäerkt gewonnen huet.

Ech ginn awer ganz gären zou, et mierkt een awer och, datt verschidde Leit, déi elo erëm op d'Tréinendrüs drécken, awer viru Jore vläicht d'Méiglechkeet gehat hätten, och eppes ze änneren, an dat awer net gemaach hunn, soudatt een awer, ech wëll net onbedéngt hei vun Zynismus schwätzen oder Hypocrisie, mä Verschiddener sollte vläicht awer e bësselche méi lues an hiren Aussoen optrieden, well, wéi gesot, viru Joren hätte se kéinte ganz aner Weeër aschloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ursaache vun deene Flüchtlingswelle sinn natierlech bekannt, op déi brauch een net méi am Detail anzegoen, sief dat ekonomescher Natur, sief dat souguer ekologescher Natur an natierlech och bedéngt duerch de politesche System.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Situatioun a Libyen, déi jo méi wéi dramatesch ass. An do huet sech natierlech no dem Stuerz vum Regime Gaddafi en totale Chaos agestallt, esou wäit natierlech, datt och haut scho Scholdzouweisunge gemaach ginn, wien da fir dee Chaos verantwortlech ass. Ech weess net, ob dat elo de Moment eis nach vill weiderbréngt. Jiddefalls, Tatsaach ass, datt besonnesch op deem Niveau muss gehandelt ginn. Eng Amëschung an intern Affäre vu Libyen ass natierlech extrem delikat. An trotzdeem ass et ze begréissen, datt d'Madame Federica Mogherini awer elo e Mandat kritt huet, fir do awer mat deene Leit, sofern een Uspriechpartner fënnt, och dann ze verhandelen.

Da ginn natierlech och Aussoe gemaach, wéi wann den Islamesche Stat natierlech hei eng wichteg Roll géif spillen. Seng Virstellung ass, fir eben Europa nach zousätzlech ze destabiliséieren. An de François Hollande huet souguer d'Schleiser och mat Terroriste verglach.

D'Fro, déi sech natierlech stellt an dësem Moment: Wéi soll sech Europa elo an Zukunft positionéieren? Wéi eng Léisunge sollen op den Dësch geluecht ginn? Ech mengen, och do soll ee ganz realistesch sinn. An et muss ee wëssen, datt et ganz schwéier wäert sinn, fir hei eng konsensfäeg Politik festzehalen.

Dat ass net polemesch gemengt. Mä wann ech awer gesinn, zum Beispill déi gréisste Partei am Europaparlament, d'EVP, déi awer, naja, net onbedéngt, kann ee soen, an eng Richtung zitt. Da beweist dat jo awer schonn, datt et wäert schwéier ginn, fir am Fong geholl eng Grondpositioun festzehalen, wéi mer d'Politik an Zukunft vis-à-vis vun där ganzer Problematik do solle gesinn.

Datt d'Mandat vun Triton, wéi gesot, net erweidert gëtt, wat de Rayon ubelaangt, vis-à-vis vun der libescher Küst, ass engersäits ze bedaueren, anersäits natierlech och ze verstoen, well een doduerch awer kéint och zousätzlech Konflikter ausléisen. Jiddefalls, eppes ass ganz kloer, ech mengen, och meng Virriedner hunn dat schonn däitlech hei ënnerstrach, déi europäesch Länner, d'Europäesch Unioun un éischter Linn huet natierlech eng ganz grouss Verantwortung. An aus der Siicht vun der Demokratescher Partei si vläicht, ech résuméieren dat dann emol op fënnef Punkten, déi sollen zréckbehale ginn, déi eng gewësse Pist duerstellen, wéi mer kënnen déi Problemer an de Grëff kréien.

Ech mengen, un éischter Linn ass et ganz kloer, mir musse versichen deene Leit, déi déi Stréim do bilden, nei Perspektiven ze ginn, wa se hiert Land verloossen. An dann hu mer en direkte Lien zur Entwécklungspolitik gemaach. An ech hoffe wéinstens, datt all déi, an där gëtt et leider nach ëmmer ze vill, déi negativ zur Entwécklungspolitik insgesamt agestallt sinn, datt déi spéitstens awer elo wäerten agesinn, wéi wichteg datt et ass, datt d'Länner, virun allem wéi Lëtzebuerg, eng kohärent, eng gutt Entwécklungspolitik maachen.

Well dat ass de Schlëssel am Fong, datt een deene Leit op hirer Plaz nei Perspektive gëtt. A besonnesch déi - virdrun ass hei vun de soziale Medie geschwat ginn, effektiv ass et grausam, wat een heiansdo do zu Ouere respektiv ze liese kritt -, besonnesch déi wäerte sécher, hoffentlech, elo de Message verstanen hunn, datt et falsch wier, wa mer an der Entwécklungspolitik e Gank géifen zréckschrauwen.

En zweete Punkt, wou mer mengen, datt nach misst eng Verbesserung ugestrieft ginn, dat ass natierlech och d'Koordinatioun um EU-Niveau. Et ass evident, Italien kann net eleng responsabel gemaach ginn. Italien huet vläicht de Pech eben, datt et geografesch an enger méi schlechter Positioun ass, mä et kann net sinn, datt Italien eleng fir dee ganze Misär do muss opkommen.

Et ginn och e puer positiv Usätz, och op europäeschem Plang. Ech erënneren zum Beispill un d'Kommunikatioun (2014) 154 vun der Europäescher Kommissioun, déi intituléiert ass „Faire de l'Europe ouverte et sûre une réalité", wou ënner anerem virgesinn ass, fir eng besser Gestioun vun den Aussegrenze vun Europa unzestriewen, well grad am mediterrane Raum ass dat wichteg.

An och an der Sahara muss, wéi gesot, méi eng effikass Koordinatioun gemaach ginn, fir ebe Mënscheliewen ze retten. An déi diplomatesch Bezéiungen, virun allem natierlech mat Libyen, ech hunn dat scho virdrun hei erwähnt, mussen natierlech gesicht ginn, och wann dat fir de Moment extrem schwéier ass. Awer och mat Länner wéi dem Mali, Sudan, Tunesien, Ägypten an och dem Niger.

Drëtte Punkt: Natierlech muss d'Europäesch Unioun och méi Courage weisen am Emgang mat korrupten an diktatoresche Regimmer. Mir mussen och kloer de Fanger op d'Wonn leeën an och kloer vläicht deenen „Partner" - tëschent Guillemeten - deelweis soen, datt mer net bereet sinn, esou Systemer ze akzeptéieren. Mir setzen eis fir eng ziviliséiert politesch Kultur an. Anerwäerts kann een natierlech net derzou iwwergoen, fir déi Problematik och méi am Fong kënnen ze léisen.

E véierte Punkt ass: Mir sollen eis natierlech och kengen Illusiounen higinn. Och wann d'EU hir Hausaufgaben iwwert de Wee vun der Entwécklungspolitik géif besser maachen, da bleiwen natierlech ëmmer nach Honnerdausende vu Flüchtlingen, déi wäerten an deenen nächste Méint a Joren an eis Länner kommen. An doweinst ass et also wichteg, datt all Länner - an ech betounen hei wierklech: all Länner - Responsabilitéit iwwerhuelen, datt och vläicht méi eng human Verdeelung vun de Flüchtlinge ka virgeholl ginn. Zum Beispill och, ech ginn elo emol ee kloert Beispill, datt Finnland géif Kreditter zur Verfügung stellen, datt Flüchtlingen an England géifen opgeholl ginn. A firwat an England? Mä well eben, bedéngt duerch hir Kultur, duerch hir Sproochekenntnisser et sech éischter géif eegnen, an esou ee Land ze goen, wéi an en anert Land.

Fënnefte Punkt: Et musse legal Weeër geschafe ginn, de Minister ass och schonn dorobber agaangen, fir datt déi Flüchtlingen ebe kënnen an Europa opgeholl ginn. An da si mer natierlech och séier bei Dublin III. An ech wëll och do verweisen op de Wahlprogramm vun der Demokratescher Partei zu den Europawahlen, wou mer eis ganz kloer am Fong derfir ausgeschwat haten, datt Dublin III soll iwwerluecht ginn, op de Leescht geholl ginn a gekuckt ginn, inwiefern mer dat kënnen adaptéieren an deem Sënn: Am Moment ass et jo esou, datt e Flüchtling am Fong geholl nëmmen d'Recht huet, en Asylantrag ze stellen an deem Land, wou en och ukënnt, a mir mengen awer, datt een dat ouni Zweifel awer muss nei iwwerdenken, datt och vläicht souguer dat soll zentraliséiert ginn, datt en europäesche System soll geschafe ginn, wou, wéi gesot, eng équitabel Verdeelung da ka virgeholl ginn.

An da muss awer och iwwert déi EU-Richtlinn aus dem Joer 2001 iwwert d'Ofwier vun illegale Migranten nach eng Kéier nogeduecht ginn. Schlussendlech gëtt et jo och dann nach d'Iddi, datt d'EU deene Flüchtlingen d'Méiglechkeet gëtt, schonn an hirem Heemechtsland, respektiv och an engem anere Land ausserhalb der EU, fir Asyl unzefroen. Dat sinn, wéi gesot, Pisten, déi natierlech schwéier ëmsetzbar sinn. Mä et muss een awer an déi Richtung denken an och wa méiglech an déi Richtung herno handelen.

Wann een natierlech vu Responsabilitéit schwätzt vun anere Länner, dann däerf een natierlech och net vergiessen, mam Fanger op sech selwer ze weisen. Ech mengen, och mir als Lëtzebuerg hu selbstverständlech mindestens genau déiselwecht moralesch Verflichtung wéi eis 27 aner Memberstaten. Mir kënnen natierlech net materiell vill zur Verfügung stellen. Mir hu keng Krichsschëffer, mir hu keng Helikopteren, mä mir hunn awer duerfir aner Moyenen, fir eis an den Déngscht vun de Flüchtlingen ze stellen.

Da si mer natierlech ganz séier, dat ass och de Mëtteg schonn e puermol hei ugeschwat ginn, bei de Gemengen. D'Gemengen, déi eng grouss Responsabilitéit hei ze spillen hunn. An heibanne si jo ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen, déi jo och eng Fonctioun op deem Niveau hunn. An den Appell soll awer, an dee geet natierlech bei sech selwer un, soll awer sinn, datt een hei soll offensiv denken, soll déi Moyenen ausschëpfen, déi een a senger Gemeng zur Verfügung huet, fir dann awer och do deene Leit dann entgéintzekommen.

Ech weess, dat ass natierlech net ëmmer populär. Et ass méi flott, als Buergermeeschter respektiv als Schäfferot Projeten ze presentéieren, vun deenen déi lokal Populatioun ka profitéieren, wéi datt een de Leit déi Noriicht matdeelt, dass se elo 30, 40 Flüchtlingen als Noper kréien. Mä do muss een awer och dann awer Courage weisen, et muss een de Cran hunn an et muss ee soen: Voilà, ech mengen, dat ass e Problem, do ass eng Solidaritéit gefuerdert a mir mussen och en Deel vun deem, wat mir hunn, dann och kënnen ofginn. An ech sinn och iwwerzeegt, datt iwwer eng länger Zäit do e Mentalitéitswandel, ouni Zweifel, wäert kommen.

Et stellt sech natierlech an där ganzer Problematik och den Aspekt vun der Éducatioun. De Moment ass et jo esou, datt déi Flüchtlingskanner kënne separat bis ee Joer enseignéiert ginn. An natierlech gi se normalerweis no deem Joer an den normalen Enseignement mat integréiert. Wat natierlech och ëmmer erëm Problemer mat sech bréngt. Mä et däerf op alle Fall net esou sinn, datt déi Kanner net Gebrauch kënne maache vun eisem Enseignement.

Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt den OLAI, zum Beispill, de Moment ënnerbesat ass. Et gëtt munchmol natierlech och géint déi Administratioun, Verwaltung emol heiansdo gäre gewiedert. Ech ginn och net op dat an, wat an deene leschte Méint do vir sech gaangen ass. Mä wann natierlech sechs Assistants sociaux zur Verfügung sti fir iwwer 2.000 Leit, da kann een natierlech och net alles erwaarden.

Dann ass et jo esou, datt deen neien Don Bosco elo soll gläich opgoen, mat 114 Better. Deen alen, deen der 170 hat, deen an engem ganz schlechten Zoustand ass, soll jo zougemaach ginn. Mengen Informatiounen no lafen zwar do elo Gespréicher, fir datt deen à court terme net soll zougemaach ginn, fir en dann awer nach kënnen ze benotzen, och wann en, wéi gesot, vläicht net ëmmer deene Standarden entsprécht, déi e soll hunn.

D'Fro däerf awer och hei erlaabt sinn, et ass net polemesch gemengt, mä: Firwat hu mer deen neien Don Bosco awer mat enger esou klenger Bettenzuel virgesinn? Et hätt ee jo och deemools vläicht kënnen awer schonn e bësselche méi grouss denken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann awer och hei op d'Présidence agoen. Vum 1. Juli un hu mir déi jo dann ze assuméieren. De Minister huet dat och schonn hei ënnerstrach. De Martin Schulz huet an engem Interview vum „Quotidien" de 24. Abrëll Folgendes gesot: «Le Luxembourg a toujours eu des gouvernements efficaces et intelligents. Je

suis assez optimiste que la présidence luxembourgeoise va s'investir beaucoup dans la politique d'immigration.»

Ech deelen deen Optimismus och. An déi Ausso, déi de Minister hei gemaach huet, déi stellt een zefridden. Ech sinn och iwwerzeegt, datt d'Lëtzebuerger Présidence déi ganz Problematik hei ganz seriö op de Leescht wäert huelen. An et gëtt eis och d'Chance effektiv als klengt Land, vläicht och no baussen e gutt Zeechen ze setzen. Mir, déi jo ëmmer, gréisstendeels zu Onrecht, d'Zilscheif si vun Attacke wéinst eiser materieller Situatioun, kënnen also hei och weisen, datt Lëtzebuerg vill aner Atouten huet. An ech hunn och ganz vill Vertrauen an d'Regierung respektiv virun allem an den Ausseminister, datt en hei mat vollem Engagement wäert dann dee Rôle spillen, dee mer erwaarden.

Ech wëll dann och nach eppes hei opgräifen - de Minister, mengen ech, war och scho kuerz drop agaangen -: Ouni elo hei d'Europäesch Unioun wäisszewäschen, mä e bëssen ass et awer och onfair, wann awer elo praktesch dee ganze Misär imputéiert gëtt op d'Europäesch Unioun.

Mir si jo awer net onbedéngt duerfir…, oder, jo, d'Europäesch Unioun ass jo awer net onbedéngt duerfir elo responsabel ze maachen, datt a Libyen sech d'Situatioun entwéckelt huet oder datt Biergerkrich a Syrien ass oder fir d'Opkomme vum Islamesche Stat an d'Diktatur an Eritrea, et j'en passe. Et ass ëmmer e bëtzelchen einfach, fir also elo nëmmen op d'Europäer ze kucken. Nach eng Kéier: Dat soll eis natierlech net entbanne vun där grousser Responsabilitéit, déi mer allerdéngs ze droen hunn.

Well, et däerf een net vergiessen: An där Migratiounswell, déi ugesat huet, déi ëmmer méi grouss gëtt, déi sech hoffentlech net zu engem Tsunami wäert entwéckelen, mä si gëtt méi grouss, läit och eng Gefor fir de Kontinent Europa. Dat gëtt vläicht munchmol ënnerschat. Mä och do solle mer also ganz vigilant sinn.

An ech weisen zum Beispill och drop hin, wat d'Presidentin vun Amnesty France gesot huet, d'Madame Geneviève Garrigos. Si schwätzt vun där gréisster humanitärer Kris zënter dem Zweete Weltkrich. Eng Madame, déi jo awer trotzdeem, mengen ech, awer misst an där Thematik do doheem sinn. An dat ass alles net ze ënnerschätzen. Dowéinst, wéi gesot, nach eng Kéier: Mir hunn all Intérêt, eng ganz kohärent Politik ze entwéckelen, fir dat an de Gréff ze kréien.

Natierlech, wéi gesot, wat fir ee Wee solle mer aschloen? Mir bewegen eis ëmmer zwëschent zwou Schoulen do, zwëschent zwee Extremer, kann ee bal soen, mä eppes ass ganz kloer: D'Demokratesch Partei wäert sech dergéint ausspriechen, datt mer hei op de Wee vun de Populiste ginn a mengen, mir sollen eis Grenzen ofschotten an deene Leit de Problem do eleng iwwerloossen.

«La question de l'aide et du secours que l'on doit apporter aux victimes des naufrages en Méditerranée ne relève pas d'une option, mais d'une obligation selon les textes en vigueur et les conventions internationales. Point à la ligne, c'est tout!» Dat staamt vu kengem geréngere wéi vum Charles Goerens. Ech mengen, ech brauch net weider hei hinzeweisen op dem Charles Goerens seng Kompetenzen an där ganzer Problematik. An hien huet och en Interview ginn am „Quotidien". Dat si Wierder, déi een nëmme kann ënnersträichen, wou mir eis och als Demokratesch Partei derhannert stellen.

Mir sinn der Meenung, mir musse méi offensiv ginn. An dowéinst wäert d'Demokratesch Partei dann och déi Beméiunge vun der Regierung, a méi spezifesch vum Minister, an Zukunft ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech däerf jo elo fir déi gréng als véierte Vertrieder hei schwätzen, als fënneften eigentlech, nom Minister, an ech wëll emol fir d'Eischt feststellen, datt ech wierklech frou sinn, datt mer hei alleguerten eigentlech déiselwecht Analys maachen an an déiselwecht Richtung ginn.

Ech muss awer och soen, datt et mech eigentlech e bësse bedréckt, well mer déiselwecht Analys maachen an an déiselwecht Richtung ginn a mer stinn awer nach ëmmer do; mer missten eigentlech schonn e Schratt méi wäit sinn.

Krich an Doudeger um Wee an d'Immigratioun gëtt et scho laang. An et schéngt leider esou ze sinn, datt et scho grouss Zuele vu Victimme muss ginn, fir datt mir an eisen europäesche Länner reagéieren, fir datt Europa reagéiert.

Mir musse reagéieren, mä wéi? Eng éischt Reaktioun muss natierlech sinn, an de Minister huet datselwecht gesot, déi, déi an all Katastrophesituatioun ugesot ass: Mer mussen deenen hëllefen, déi an Nout sinn. An dësem Fall, déi Leit retten, déi a Séinout sinn.

Déi italienesch Sich- a Rettungsaktioun Mare Nostrum, déi am Oktober 2013 no der Lampedusa-Katastroph lancéiert ginn ass, hat derzou bäigedroen, datt méi wéi 150.000 Migranten aus dem Mëttelmier gerett gi sinn. Mare Nostrum, fir déi d'italienesch Regierung ronn 114 Milliounen Euro ausginn huet, ass Enn 2014 agestallt ginn. Et ass, ënner anerem, gesot ginn, datt dës Aktioun géif Schleiser, also Mënschenhändler, encouragéieren, fir Leit a Booter, déi eigentlech net seetüchteg wieren, an d'Mier ze setzen, fir datt déi da géife vu Rettungsbooter aus dem Mier gehollef kriten. Mare Nostrum ass ersat ginn duerch déi europäesch Operatioun Triton a Poseidon, eng Aktioun, déi vun der europäescher Agence Frontex geleet gëtt.

Triton huet e Budget, deen dräimol méi niddreg ass wéi de Budget vu Mare Nostrum an d'Booter fueren och nëmme bis 30 Seemeile virun der italienescher Côte géint virdrun 100 Seemeile bei der Aktioun Mare Nostrum. D'Hoffnung, datt doduerch d'Migranten an d'Mënschenhändler géifen découragéiert ginn, huet sech net erfëllt. D'Zuel vun de Leit, déi sech op eng liewensgeféierlech Rees am Mëttelmier agelooss hunn, ass net erofgaangen, ganz am Géigendeel.

D'Fatou Diome, eng franséisch-senegalesesch Schrëftstellerin, huet virun zwee Deeg op France 3 zu deem Sujet gesot: „Et schreckt ee keen of. Ee Mënsch, dee fortgeet, fir ze iwwerliewen, ee Mënsch, deen d'Gefill huet, datt dat Liewen, wat e riskéiert ze verléieren, näischt wäert ass, dee Mënsch huet eng ongeheier Kraaft, well hie keng Angscht huet virum Doud."

An déi senegalesesch Schrëftstellerin went sech un eis alleguer an zitéiert de Friedrich Schiller - si huet et op Franséisch gemaach: «La dignité de l'homme est remise entre vos mains: gardez-la!»

D'EU wëllt d'Mëttele fir Triton verdräifachen. Domat komme mer dann op de Budget, dee Mare Nostrum hat. Mir korrigéieren e Feeler, mä eng Verbesserung ass dat jo eigentlech nach net.

déi gréng sinn der Meenung, datt déi Suen, déi mer bis elo opbréngen, fir déi mënschlech Katastrophen um Mëttelmier ze verhënneren, bäi Wäitem net duerginn an datt se am Verhältnis zum gesamten EU-Budget minimalistesch sinn.

An „Die Zeit" vum 23. Abrëll ass op der éischter Säit eng ganz dramatesch Foto vu Mënschen, déi sech deels am Waasser, deels op den Iwwerreschter vun hirem Boot, dat gekentert ass, befannen. An zwee Sätz résuméieren d'Stëmmungslag: „Mir wëllen net, datt se erdrénken." An, leider: „Mir wëllen net, datt se bei eis kommen."

2014 si ronn 210.000 Migranten irregulär iwwert d'Mëttelmier komm. 170.000 sinn an Italien ukomm. 3.500 Mënsche sinn am Mëttelmier erdronk. 2015 sinn, am éischten Trimester, 30.000 Leit ukomm. 1.500 sinn der erdronk. De Minister huet gesot, dass et der elo schonn 1.700 sinn. Leider kommen all Dag nei Affer derbäi.

déi gréng wëllen net, datt weider Mënschen op dem Wee an Europa erdrénken. Mir hoffen, datt mer eis eens sinn, datt dat, wat an deene leschte Wochen a Méint am Mëttelmier passéiert ass, net ze toleréieren ass.

Wann déi Leit, déi am Mëttelmier ëmkommen, en Deel vun der Europäescher Awanderungspolitik sollte sinn, souzesoen als „ofschreckend Beispill" sollen déngen, fir datt net nach méi Mënsche sech op de Wee an Europa maachen, dann ass dat eng Bankrotterklärung vun der Europäescher Unioun, vun der Mënschlechkeet iwwerhaapt.

De Marc Angel huet verschidden Äusserungen a soziale Medien opgegraff. Ech deele säin Entsetze virun esou Äusserungen.

Natierlech si mer dermat averstanen, datt mer den illegalen Trafic vu Mënschen am Mëttelmier musse bekämpfen. Mir sinn net der Meenung, datt et sech hei ëm Passeuren handelt, déi Mënschen an Nout wëllen hëllefen, mä ëm Krimineller, déi professionell Réseauen uleeën, fir u Mënschen an Nout méiglechst vill Suen ze verdéngen an dat ouni Skrupel.

Et ass ugeschwat gi vum Kolleeg Marc Spautz, fir eng Zerstéierung vu Booter un der libescher Côte duerchzeféieren. Ech mengen, dat ass eng ganz delikat Geschicht. De Marc Spautz huet och zu Recht gesot, dofir bräichte mer en UN-Mandat. Do hätte mer da schonn déi Schwieregkeet, ob Russland domat d'accord wier.

An et dierft allgemeng ganz schwéier sinn, géint dës Mënschenhändler effikass virzegoen, well eng éischt Konditioun, fir dass esou eng Démarche Erfolleg hätt, wier eng enk Zesummenaarbecht mat de libeschen Autoritéiten. Mir wëssen alleguer, datt dat zurzäit praktesch onméiglech ass. Libyen ass en eenzege politeschen a militäresche Chaos, niewent zwou rivaliséierende Regierunge gëtt et nach eng Hällewull vu Milizen, wou een dervun ausgoe kann, datt en Deel och selwer an de Mënschenhandel verwéckelt ass.

Ech si frou, datt de Minister gesot huet, do géife sech diplomatesch Beméiungen an den Nopeschlänner entwéckelen. Ech begréissen dat an ech wënschen, datt dat en Erfolleg gëtt.

Mir kënnen dervun ausgoen, datt et mindestens zwou verschidde Gruppe vu Leit gëtt, déi wëllen iwwert d'Mëttelmier, virun allem vu Libyen aus, an Europa kommen: déi, déi aus Konfliktzone geflücht sinn, Konfliktzone wéi Syrien, de Mali, oder viru politesche Krise wéi an Eritrea. Vill vun hinnen hätte gutt Aussiichten, dat hinne géif politescht Asyl accordéiert ginn. Aner Migranten, virun allem, awer net nëmmen aus Westafrika, sinn éischter ekonomesch motivéiert. An hei stellt sech d'Fro, dat ass och vun alle Virriedner ugeschwat ginn, vun der Schafung vu Méiglechkeete fir eng legal Immigratioun.

D'lescht Woch hat d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe zu Stroossbuerg en Débat iwwert d'Katastrophen am Mëttelmier. Ech hunn déi Aussoen, déi vun deene verschiddenste Vertrieder vun deene verschiddenste Parteie gemaach goufen, mat Interessi gelies. All Parteien hunn, grad wéi mir hei, an déiselwecht Richtung geschwat. Mir schéngen als Gréng net eleng mat eiser Meenung ze sinn, datt mir an Europa méi Flüchtlinge mussen ophuelen.

Dat kann eis awer nëmme geléngen, wa mer an Europa solidaresch sinn. Mat dem Dublin-Ofkommes dierften zum Beispill jo emol iwwerhaapt keng Refugiéen op Lëtzebuerg kommen. Datt dat net esou ass, wësse mer alleguer. An datt mer an Europa déi Problematik just an engem Geescht vu Solidaritéit, wou all europäesch Länner sech bedeelegen, kënnen eenegermoossen an de Gréff kréien, ass fir eis evident.

Mir brauchen eng gerecht Verdeelung vun de Migranten, déi an enger irregulärer Situatioun sinn oder déi Asyl ufroen an Europa. Dat kann eiser Meenung no nëmmen iwwer Quote funktionéieren, déi der Demografie an der wirtschaftlecher Situatioun vun all Land ugepasst sinn. Et ass net ze verstoen oder et ass schwéier ze verstoen, et gëtt bestëmmt eng Rei Ursaachen, et ass awer schwéier ze verstoen, firwat datt Däitschland 30.000 Flüchtlingen aus Syrien ophëlt a Frankräich just 1.000.

Et ass och wichteg, sech drun ze erënneren, datt, och wann et der vill sinn, awer nëmmen e klengen Deel vun de Leit, déi immigréieren, de Wee bis an Europa sichen. Ganz vill Leit si Flüchtlingen an hirem eegene Land. Dat heescht, si sinn aus hirer Heemecht verdriwwen an iwwerschreide keng Landesgrenz. Ganz vill Leit flüchten aus Krisegebidder an een Nopeschland. Am Libanon liewen 1.180.000 Flüchtlingen a 4.467.000 Libanesen, an a Jordanien dierft d'Situatioun ähnlech sinn. Dat schéngt mer wichteg, datt een och dorop hiweist, fir all déi Leit, déi mengen, mir kéinte keng weider Flüchtlinge verkraften.

Et sinn och net déi Allerschwaachst an déi Alleräermst, déi sech op de Wee no Europa maachen. Et kascht Energie an et kascht och Geld, fir iwwerhaapt kënnen esou eng Entreprise ze plangen an ëmzesetzen. Et si mëttlerweil ganz oft Leit aus der Mëttelschicht, déi probéieren ze immigréieren. Ganz oft och jonk Männer, déi eng gewësse schoulesch Bildung hunn. An et ass och schonn de Mëtteg gesot ginn: Wéi verzweifelt mussen dann d'Mamme sinn, déi mat hire Bëbeeën an esou onsécher Booter - wann een dat da ka Booter nennen - klammen, fir sech selwer an hir Kanner a Gefor ze bréngen?!

Mir kommen net derlaanscht, fir Weeër ze schafen, déi eng legal Immigratioun erlaben. Dat schéngt eis eng Noutwendegkeet, mä och dat eleng léist d'Migratiounsproblemer net.

D'Migratioun ass et nach ëmmer ginn. Et goufen Zäiten, wou Europäer massiv an aner Kontinenter ausgewandert sinn, well se keng Perspektiv an Europa haten. D'Ainhoa Achutegui, d'Direktesch vum Neimënster, huet an engem flotten Artikel am „Tageblatt" vun haut, wou se fir d'Recht op e würdegt Liewe geschriwwen huet, zum Beispill erzielt vun hirem baskesche Grousspapp, dee vum Franco-Regime zum Doud veruerteelt ginn ass an am Bauch vun engem grousse Frachtschëff iwwert den Atlantik flüchte konnt. Ech mengen, där Beispiller gëtt et ganz vill, och hei an Europa, wou Leit hu misse fortgoen.

Et gëtt och nach innerhalb vun Europa eng Bewegung vu ville Jonken, déi zum Beispill aus Griichenland oder Spuenien kommen an a Richtung Norden auswanderen, fir no Aarbecht ze sichen, fir eng Aarbecht ze fannen.

An eisen Ae gëtt et keng Barrière, déi dauerhaft standhält géint eng Immigratioun, wann den Ausléiser zu dëser Migratioun Krich an Honger ass. Krich wéi a Syrien, Libyen, Irak, Afghanistan, wou mir an der westlecher Welt och eisen Deel Verantwortung droen. Honger an Aarmut a villen afrikanesche Länner. Mir kënnen d'Migratiounsfluxen net méi ëmmer als Urgence, als Ausnahmezoustand beschreiwen. Mir hunn et hei mat engem strukturelle Phenomeen ze dinn. A mir wäerten näischt un de grousse Migratiounsstréim änneren, wa mer keng strukturell Änneruge kréien.

D'Léisung wäert net sinn, datt mer all Flüchtlingen an Europa ophuelen, déi wëlle kommen. Genausou wéineg wéi eng Léisung ka sinn, wa mer d'Grenzen zoumaachen, well och dat kann net funktionéieren.

E wichtege Facteur ass, fir erëm Fridden a Stabilitéit a verschiddene Schlëssellänner, zum Beispill Libyen, ze kréien. E weidere wichtege Facteur ass et, fir méiglechst vill Länner um Wee vun enger „good governance" ze ënnerstëtzen an domat um Wee zu enger wirtschaftlecher Entwécklung. Et ass och scho vun der Wichtegkeet vun der Kooperatiounspolitik geschwat ginn, wou mir jo gutt dostinn. Ech mengen, genausou wichteg oder nach vill méi wichteg eigentlech ass awer och eng fair Handels- a Wirtschaftspolitik, eng fair Landwirtschaftspolitik, fir deene Länner an der sougenannter Drëtter Welt ze hëllefen, wirtschaftlech op d'Been ze kommen.

Schlussendlech däerfe mer net just vun enger europäescher Migratiounspolitik schwätzen, mir musse se och ëmsetzen. An enger globaliséierter Welt gëllt méi wéi jee: Entweder mir kommen alleguer zesummen zu Wuelstand, oder mir ginn alleguerten zesummen ënner.

Jo, Här Minister, maacht aus der Migratioun ee prioritäre Sujet bei der Lëtzebuerger Présidence! Mir wäerten Iech dobäi ënnerstëtzen. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, wann ech hei héieren, datt mer alleguer déiselwecht Gefiller deele vun déiwem Matleed a vu Schock, wa mer gesinn, wat am Mëttelmier do geschitt, wou Honnerte vu Leit stierwen, a Séinout sinn an net kënne gehollef kréien. Et ass eis éischt a wichtegst humanitär Flicht, deenen ze hëllefen, déi an Nout sinn, an dat konsequent ze maachen an ze verhënneren, esou wäit mir kënnen, datt d'Leit do e schrecklechen Doud musse stierwen. Do si mer eis alleguer heibannen eens.

An ech sinn ëmsou méi frou doriwwer, well mer jo och, an dat hu schonn anerer gesot, schrecklech Saachen a leschter Zäit gesinn hunn, wou Associatiounen hei am Land existéieren, déi esou Saache schreiwe wéi: „Ons Politiker spillen ons eng heuchleresch Mënschlechkeet vir a kräische Krokodilstréine fir déi, déi ersoff sinn, an heemlech maache se mat de Schleiser gemeinsam Saach.", an Ähnleches méi. Dat ass vollkommen inakzeptabel! An ech sinn ebe frou, datt hei an dësem Parlament d'Politik op eng verantwortlech an ethesch Manéier gemaach gëtt. An, ech mengen, dat steet eisem Land gutt zu Gesiicht.

Mir mussen awer, wa mer iwwer Flüchtlingspolitik schwätzen, ëmmer en objektive Bléck hunn an och kucken, datt mer déi Verantwortung, déi mer hei mussen exercéieren, esou ausfëllen, datt mer wierklech all Aspekter considéréieren an eng dauerhaft Léisung fir dee Problem kënnen erausschielen, mat deem mer elo konfrontéiert sinn.

Et fänkt u mat der Terminologie, an ech si frou, datt de Minister, wéi hien eis seng Presentatioun gemaach huet, kloer den Ënnerscheed gemaach huet tëschent Migranten, Flüchtlingen an Asylanten. Dat si wichteg Ënnerscheeder! E Flüchtling ass een, dee sech kann op speziell Konditioune referéieren, déi an enger UNO-Konventioun vun 1951 preziséiert sinn. Net jiddwereen, deen iwwert d'Mëttelmier kënnt, erfëllt déi Konditiounen. Net jiddwereen

ass e Flüchtling, och wann dat dacks esou duergestallt gëtt!

Et sinn einfach vill Migranten derbäi an - et muss een et soen -: Reell gesi si se illegal, rechtlech sinn et illegal Migranten, zu engem groussen Deel. A mir musse kucken, datt, wa mer déi Diskussioun hei féieren, mat aller Humanitéit, zu där mer verflicht sinn an déi eis, wéi gesot, gutt zu Gesiicht steet, mer awer d'Logik vun eisem Rechtssystem respektéieren a se och préservéieren. E Rechtssystem, deen eis scho ganz laang gutt gedéngt huet, dee wichteg ethesch Elementer a sech huet an dee mer mussen, och an dëser komplizéierter Diskussioun, préservéieren.

Mir hunn och déi Flicht, mengen ech, fir eis virun all rhetoreschem Excès ze protegéieren. Esou grausam déi Situatioun hei ass, mat esou villen Doudegen, ass et awer elo net déi schlëmmste Situatioun säit dem Zweete Weltkrich, mat där mer konfrontéiert sinn. Wéi vill Génociden, wéi vill dramatesch Situatioune mat Millioune vun Doudegen hu mer an deene leschte Jorzéngte kannt? Ech soen net - ech sinn dee Leschten, deen dat seet -, datt dat do net eng schrecklech Situatioun ass, wou esou vill Leit stierwen an datt mer hinne mussen hëllefen. Ech hunn dat gesot. Awer mir mussen en objektiven a klore Bléck behalen.

Dozou gehéiert och, datt mer eng Kris net instrumentaliséieren, fir politesch Ziler duerchzesetzen, wou eigentlech déi schrecklech humanitär Situatioun geholl gëtt, fir elo aner Interessen ze promouvéieren. Dozou gehéieren - an dat si Saachen, Beispiller, déi ech elo aus der Press oder vu Mouvementer huelen, déi sech hei zu dëser Thematik geäussert hunn - déi, déi wëllen all Grenzen opmaachen zum Beispill an Europa a grondsätzlech a Fro stellen d'Recht vun de Länner, kënnen iwwer eng „Immigration choisie" ze décidéieren an net eng „Immigration subie" missen ze erleiden. Neen, d'Länner hunn e Recht, fir kënnen nach erauszesichen, wéi si hir Immigratioun wëlle gestalten a wie si gär an deene Länner hätten a wie si wëllen an hir Gesellschaft integréieren.

Mir kënnen net higoen an einfach d'Grenzen opmaachen, well dat ass och keng dauerhaft Léisung. Et ass keng dauerhaft Léisung, fir d'Grenze ganz opzemaachen, aus zwee Grënn: Dat eent ass den „effet aspirateur", deen awer da kënnt, nämlech datt, wa mer d'Grenzen opmaachen, mer net kënnen iergendwéini stopp soen. Et kommen dann ëmmer méi Leit. A mir kréie se och an eise Gesellschaften net méi integréiert.

Mir kënne se net méi all ophuelen. Mir komme viru Problemer, net nëmme vu logistescher Natur, mä och vun Akzeptanz vun der Bevëlkerung. A mir wëllen ebe just net esou Mouvementer stäerke wéi déi, déi ech virdrun zitéiert hunn an hirer Grausamkeet, an hirer Politik ouni Häerz a mat enger grousser Dommheet och nach an hire Fuerderunge formuléiert. Esou eppes wëlle mer net.

Dat heescht, eng verantwortungsvoll Politik muss och eng sinn, déi, wéi gesot, eise Rechtssystem préservéiert a gläichzäiteg d'Capacité d'accueil och mat berücksichtegt vun eise Länner. De Wonsch vun de Leit, fir generéis anerer opzehuelen, déi an Nout sinn. An och ebe kuckt, datt mer do eng dauerhaft Léisung hunn.

Mir mussen also eng Analys vum Problem maachen, déi objektiv ass. Net jiddwereen, deen aus Afrika kënnt, ass e Flüchtling viru Krich. Et sinn der vill, déi aus afrikanesche Regioune kommen, déi stabill sinn, déi politesch stabill sinn. Ënnert deene Länner, wou der vill hierkommen, sinn de Bénin, de Senegal, de Ghana an d'Côte d'Ivoire. Do ass net iwwerall Krich!

An dat Afrikabild, wat hei nach vill propagéiert gëtt an Europa, dat entsprécht net der afrikanescher Realitéit! Et gëtt hei gesot, a mäi Virriedner vun deene Gréngen, deen huet dat elo nach ënnerstrach: Wie 5.000 bis 15.000 Dollar ka ginn, fir engem Schlepper déi ze gi fir eng Iwwerfahrt, dat sinn net déi Äermst, déi an där gréisster Nout sinn. Dat si Leit, dacks aus der Mëttelschicht, déi och an deene Länner géife gebraucht ginn, wou se hierkommen!

An ass et net e Braindrain, wa mir hei dat encouragéieren, datt se eriwwerkommen? Solle mer net derfir suergen, datt déi Leit an hiren eegene Länner och bleiwen an hëllefen, hir eege Länner mat opzebauen an déi finanziell Ressourcen, déi se awer objektiv hunn, well soss kéinte se jo och net déi Schlepperbande finanzéieren, fir déi och an hir Zukunft vun hiren eegene Länner ze investéieren?

Mir hunn och e Risiko, deen hei bis elo net ernimmt ginn ass, mä deen awer och reell ass, a mir mussen e konfrontéieren. Dat ass dat, wat verschidden extremistesch Organisatiounen eis soen, wéi den Islamesche Stat nämlech, datt se wëlle Leit hei mat infiltréieren. An de Sécherheetsrisiko ass och ginn, an eng verantwortlech Politik ass och eng, déi kuckt, datt mer dee Sécherheetsrisiko miniméieren an och genee kucken, wien do an Europa kënnt.

Schlepperbande si Krimineller. Ma da loosse mer se och esou behandelen, wéi am Séirecht Krimineller behandelt ginn! De Conseil européen huet do Zeeche gesat. Et ass un eng Zerstéierung vun de Schëffer geduecht ginn. Firwat dat net probéieren? Loosse mer kucken, wat dobäi erauskënnt!

Déi europäesch Generositéit, datt mer all soen: Mir musse Leit ophuelen, als Grondhaltung, dat ass awer eppes, wat een och, soe mer emol, muss mat anere Modeller kënne vergläichen. D'LSAP huet hei erkläert, et wär eng Saach vun der Mënschlechkeet an et géif keng Alternativ dozou ginn. Ech weess et net. Mir wëlle jo de Leit hëllefen. Mä et gëtt de Modell vun den oppene Grenzen oder vun deelweis oppene Grenzen.

Ech wëll hei just soen, datt d'Australier en anere Modell geholl hunn. Dat ass keen inhumane Stat! Dat ass eng Demokratie, mat héijen ethesche Wäerter! Déi maache komplett zou, fir ze verhënneren, datt iergendeen nach an e Boot klëmmt an erdrénkt. Si retten d'Leit a brénge se an eng humanitär Sécherheetszon. Ass dee Modell manner mënschlech? Ass et net een, dee mer wéinstens och misste mat iwwerleeën, wa mer kucken, wéi mer de Problem sollen insgesamt géréieren?

D'Demokratesch Partei hat och, an anerer, mengen ech, scho virdrun d'Fro opgeworf vun humanitär gesécherten Zonen. Déi ass berechtegt! A wann een dovunner schwätzt, vun humanitär gesécherten Zonen, da muss ee sech iwwerleeën: Wie bréngt een dohinner? Musse mer net all déi Leit dann, déi mer op Séi retten, dohi bréngen, oder wéi wëlle mer dann eng Selektioun nach maachen tëschent Leit, déi an eng humanitär geséchert Zon solle bruecht ginn, oder déi, déi direkt kënnen an Europa goen?

Mir brauchen eng Kohärenz an deem Ganzen. A mir musse wëssen, och an eisem Discours, datt net ee Modell de Monopol op Mënschlechkeet huet an all aner Modeller veruerteelenswäert sinn. Well wat fir eis zielt, ass jo awer, datt mer de Leit hëllefen, se retten, hinne kënnen eng Zukunft ginn a gläichzäiteg och déi legitim Interesse vun eisen eegene Gesellschaften an eisen eegene Gesellschaftsuerdnungen dobäi préservéieren.

Do sinn Arbitragen ze maachen, Gläichgewiichter ze maachen. Mä et kann een net probéieren, ee Standpunkt ze diskreditéieren.

Mir mussen eis och froe bei deene Saachen, déi um Europäesche Conseil do décidéiert gi sinn, wat dat dote fir Konsequenze fir Lëtzebuerg huet. Als Éischt wëll ech vläicht soen, wa mer hei vum demografeschen Defizit schwätzen an Europa, dann ass och do net déi eenzeg Léisung d'Immigratioun. Fir eis, ob jidde Fall emol fir d'ADR, ass eng demografesch verantwortlech Léisung eng gutt Familljepolitik, laangfristeg. A mir kënnen net higoen a soen, well mir en demografeschen Defizit an Europa hunn, brauche mer Immigratioun. Och do gëtt et aner Léisungen, déi mer net sollten aus den Ae verléieren.

Wa mer dann elo als Lëtzebuerger, an den Här Minister huet dat gesot, misste méi Leit ophuelen, da musse mer eis och do froen: Wat heescht dat konkret? Wéi vill Leit solle mer hei ophuelen? Wéi eng Leit solle mer hei ophuelen? Hu mer net och do Grenzen? Wat ass en humanitäre Visa? Wéi soll dat fonctionnéieren? Wie kann en humanitäre Visa kréien? Alles dat sinn eigentlech... Wat soll eng Relokalisatioun sinn, vun där den Här Minister geschwat huet? Wie soll relokaliséieren? Wéi vill Leit an ënner wéi enge Länner soll dat opgedeelt ginn?

U sech sinn dat alles grouss Prinzipien, déi hei opgeworf gi sinn, mä et si méi Froen, déi eis hei gestallt ginn, wéi Äntwerten. Dofir ass et jo wichteg, datt mer net nëmmen eis verléieren a gutt gemengte Riede mat groussen humanitäre Prinzipien, déi mir all ënnerschreiwen, déi all richteg sinn, mä déi awer net eleng duerginn, fir eben dat ze kréien, wat mir als ADR gär hätten: eng dauerhaft Léisung am Interessi vun deene Leit, déi kommen, an am Interessi och vun eise Staten hei. Well mir solle se jo ophuelen a mir sollen eng Zukunft fir déi Leit garantéieren.

Déi Diskussioun ass net hei eriwwer mat Sonndesrieden. Si gëtt schwéier an deenen nächste Méint, well mir mussen Décisiounen huelen. Mä mir mussen Décisiounen huelen, déi mer net kënne mat Schlagwierder bezeechnen, net den Usproch op en humanitäre Monopol fir eng Léisung erhiewen an awer verantwortlech sinn an, wéi ech gesot hunn, Politik mat Ethik féieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Här President, wann Der erlaabt, wéilt ech dem Här Kartheiser äntwerten op dat, wat e gesot huet vun Australien. Lëtzebuerg huet ganz gutt mat Australien am Sécherheetsrot zesummegeschafft an ech wëll Australien net kritiséieren. Mä op deem Punkt, deen Dir évoquéiert hutt: Australien huet fir d'Leit, déi um Mier bei se komm sinn, d'Grenzen absolutt zougemaach. Se hu se op zwou Insele geschéckt, op Papua-Neuguinea an op Nauru.

Nauru a Papua-Neuguinea sinn Entwécklungsländer, an d'UNHCR huet ganz, ganz schaarf do dergéint protestéiert, dass Australien deen dote Schrëtt gemaach huet. Duerfir géif ech mengen, mer sollten do oppassen, Här Kartheiser, dass mer dat awer wierklech an Europa net als ee Modell huelen, dee mer hei solle suivéieren. Méi wollt ech net soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, ech muss dann hei och dem Här Kartheiser d'Wuert zréckginn. Et huet jiddwereen am Laf vun der Diskussioun d'Geleeënheet, fir op déi eenzel Froen ze äntwerten. Mä vu dass de Minister reagéiert huet, kritt den Här Kartheiser selbstverständlech d'Wuert och nach eng Kéier.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen dem Här Minister Merci fir seng Reaktioun, well dat weist, datt hie sech jo och interesséiert fir aner Modellen an datt en dat zur Kenntnis hélt.

Ech wëll awer soen, ier ech d'Australier kritiséieren, datt mir Europäer an och gewësse Ministeren, déi heibanne sinn, Här Minister, awer och eng Verantwortung hunn...

(Interruptions diverses)

...awer och eng Verantwortung hu fir dat, wat a Libyen entstanen ass. An ier ech d'Australier fir dat kritiséieren, wat do geschitt, erënneren ech drun, datt hei an Europa vill Leit aus humanitäre Grënn deemools eng militäresch Interventioun a Libyen gefuerdert hunn, déi zu där Situatioun gefouert huet, déi mer haut a Libyen kennen.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Jo, neen, ech wëll Iech just soen, datt, wann een eng Sécherheetszon op Nauru installéiert a gewësse legal ofgesécherten a séchere Konditiounen, datt dat vergläichsweis besser ass wéi dat, wat als Resultat vun der europäescher Politik a Libyen entstanen ass! Mat alle gudden Intentiounen. Och Dir hat deemools a Libyen geschwat vun „Völkermord in höchster Potenz". An och Dir waart fir déi militäresch Interventioun. An haut hu mer e Stat, deen zerfall ass an dee Schlepperbanden huet a wou Geheimdéngschter Leit schleisen.

An dofir soen ech Iech: Wann een d'Konsequenz vum australeschen Handele kuckt, an ech kucken d'Konsequenz vum europäeschen Handelen a Libyen, da ginn ech den Australier recht. Och do, Här Minister, géif ech soen, loosse mer ofweien a loosse mer net déi eng kritiséieren an eis gutt duerstellen. Well wann ech kucken, wat Europa do gemaach huet an der Aussepolitik, dann ass dat kee Succès.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet eise leschte Riedner d'Wuert fir déi éischte Kéier no senger Untrëttsried, den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et si schonn immens vill Saache gesot ginn an och ganz gutt Saache si gesot ginn. Ech war souguer e bëssen erstaunt och vum Här Angel, muss ech wierklech soen, datt en eng ganz gutt Interventioun hat. Den Här Adam och.

Mäi Virriedner, ech mengen, do wäert et...

Une voix.- Dir hutt recht!

(Interruptions et hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Oh, wann d'Leit, wann ech averstane sinn, da soen ech et. A wann ech net averstane sinn, da soen ech et och. An et sinn och awer eng Partie Saachen net gesot ginn. An dorobber wëlle mer awer och agoen.

(Brouhaha)

Dat kënnt elo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst Iech net oflenken! An Dir kënnt jo elo Iech iwwerzeegen an deenen nächste Joren, wéi gutt d'Parlament wierklech ass.

Une voix.- Exzellent.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech si ganz dervun iwwerzeegt, datt d'Parlament brillant ass. Do hunn ech keng..., bon. Apropos Parlament, et wier méiglech gewiescht, am Prinzip esou eng Debatt net ze féieren. Wa mer esou eng Debatt féieren, dann huet et och domadder ze dinn, datt d'EU-Migratiounspolitik u sech gescheitert ass. Ech mengen, dat ass wahrscheinlech och e Konsens hei am Haus an iwwerhaapt e Konsens och an der Zivilgesellschaft.

Déi Doudeg, déi Accidenter, déi Naufragen, déi horribel Naufragen am Mëttelmier sinn haaptsächlech en europäesche Problem, net esou en internationale Problem. An ech géif souguer soen, wann een dat méi genau kuckt, ass dat en direkte Problem tëschent dem räichen Norde schlussendlech an dem aarme Süden. Ob een dat wëllt oder net, dorobber reduzéiert sech dat awer ganz staark.

Esou Katastrophen, déi 1.500 Leit, déi dëst Joer scho gestuerwe sinn, déi hunn Ursaachen. An ech hunn net d'Gefill, datt um europäeschen Niveau de Wëllen do ass, fir géint dës Ursaachen ze goen. An dat ass tragesch, well ech mengen, et wäerten nach weiderhin esou Katastrophe stattfannen am Mëttelmier, wann net eng fundamental aner Politik a ville Beräicher gemaach gëtt.

Wann ech scho kucken, wat am Zéngpunkteprogramm vum 20. Abrëll och festgehale ginn ass op deem Sondergipfel vun der EU, wou dann och, jo, vun der Vernichtung vun de Schlepperbooten, vun enger méi staarker Ermëttlung geschwat gëtt, vun de Fangerofdréck, vun enger méi schneller Zréckféierung an esou weider, dann, mengen ech, geet ee weiderhin an eng falsch Richtung, an eng repressiv Richtung, déi einfach net de Problem wäert léisen.

Wou virdru misst d'EU sech iwwerhaapt schützen? Viru Flüchtlingen? Musse mir eis viru Flüchtlinge schützen? Dat ass eng Fro, déi ee sech wierklech muss stellen. Musse mir eis schütze viru Leit, déi versichen, ganz einfach ze iwwerliewen? Well et muss ee sech awer och d'Fro stellen, wien déi Migrante sinn, déi sech op déi Booter setzen. Et gouf gesot elo virdrun, jo, dat si Leit aus de Mëttelschichten, dat si Leit, déi kënne sech dat leeschten, well de Passage...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Och!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat sinn och Leit aus de Mëttelschichten. Firwat net? An deemno wéi. An et muss ee vläicht och d'Definitioun vun der Mëttelschicht awer a gewësse Länner e bësse méi prezis definéieren. Well ech géif gär wëssen, wat Dir dorënner verstitt.

Dat sinn oft Communautéiten, sief et Dierfer oder Quartieren, déi sech cotiséieren, dat ass bekannt, fir ee vun hirer Communautéit, dat ass och scho gesot gi vum Här Adam, fir ee vun hirer Communautéit iwwer an Europa kënnen ze bréngen, deen dann do hei wëllt schaffe kommen. Wa méiglech legal, wa mer se géifen iwwerhaapt legal schaffe loossen, an net op eng illegal Manéier, an net illegal Saachen. Si wëllen net onbedéngt illegal Saachen hei maachen. Dat si meeschtens déi Beschtausgebilten oder déi Fittest, déi heihinnerkommen, well esou eng Rees ass scho wierklech jo ganz ustrengend a gefëierlech. A si wëssen dat jo och.

Dat heescht, an dat soen och vill Entwécklungsorganisatiounen, datt Immigratioun, déi Form vun Immigratioun u sech och eng Form vun Entwécklungshëllef ass, wann d'Suen erëm zréckkommen an d'Land, an d'Land ka sech och weider opbauen.

De Jean-Claude Juncker huet net onrecht, wann e seet: Mir mussen dat elo regelen a mir brauchen eng legal Immigratioun. Jo an neen. Well wann ee vu legaler Immigratioun schwätzt, da muss een och wëssen, wat eng illegal Immigratioun dann ass. An da muss ee wëssen, no wat fir Kritären eng illegal Immigratioun festgeluecht gëtt. An do maachen ech mer awer och e bësse Suergen.

D'Migranten, dat ass e bëssen de Spigel vun den Europäer. Mir hu soss näischt gemaach iwwer Jorhonnerten. Mir hu souguer e ganze Kontinent, Nord- a Südamerika,...

(Coups de cloche de la présidence)

...esou besiedelt, andeems mir eis genausou beholl hu wéi elo d'Migranten. Mir hu souguer eng Supermuecht dann opgebaut. Australien ass och esou entstanen.

Den Denis Scuto huet och geschriwwen am „Tageblatt" iwwert de Paradigmewiessel iwwerhaapt vun eiser Konzeptioun vun der Immigratioun: «Quel paradoxe historique: le droit d'asile est devenu au 19e siècle une tradition européenne sans que des règles de protection

codifiées n'existent. Or, cette tradition européenne s'est écroulée progressivement au 20e siècle qui s'est pourtant efforcé d'édicter des normes internationales de protection. La Convention de Genève de 1951 a entre-temps était complètement pervertie sous la double emprise de la preuve bureaucratique de la persécution exigée et de la procédure exclusivement nationale d'éligibilité comme réfugié. Pervertie à un point tel que les réfugiés sont présentés plutôt comme des criminels potentiels, des „faux réfugiés", que comme des victimes de persécution.» Hie schreift och nach weider, datt et souwisou onméiglech ass, oder ganz schwéier ass, oft ze beweisen, ob ee persécutéiert ass, well, wéi e schreift, «les bourreaux ne livrent pas de tampons».

Et gëtt gesot, et misst een och de Flüchtlingen et net ze vill einfach maachen, fir se ze dissuadéieren, heihinnerzekommen. Ech mengen, dofir fale mer definitiv net just an den Zynismus, mä an d'Barbarei eran a souwisou an d'Ineffikassitéit. Déi Flüchtlingen, déi hu keng Angscht virum Doud méi. A si ginn net dissuadéiert. Si hunn Ursaachen, fir heihinnerzekommen. Et ass jo keng Päischtcroisière, wat si do ënnerhuelen. A si wëssen, datt d'Méiglechkeet besteet, fir ze stierwen.

An der Welt ginn et ongeféier, laut dem Haut Commissariat pour les réfugiés vun der UNO, ëm déi 16 Millioune Leit, déi an deem Fall si vun de Refugiéen. Wat ass den Undeel vun Europa dovunner? Am Prinzip nëmme 5%. Et si schonn Zuele genannt ginn.

Et ass vu Libyen geschwat ginn. Wien huet de Chaos ugeriicht? Natierlech ass et einfach, ze soen: Et muss een ophalen, ëmmer op Europa ze klappen, mir sinn dach net fir alles zoustänneg!

Bon, ech mengen, mir si schëlleg fir ganz villes - an der Geschicht an haut. De Krich géint Libyen, dee gouf gefouert vu Frankräich, vu Groussbritannien a vun den USA. E gouf och nach politesch ënnerstëtzt vu villen anere Regierungen. Dat war e Feeler! Et war eng Katastroph. Libyen war zwar keng perfekt Demokratie ënnert dem Muammar Gaddafi...

(Interruption)

Mä, also... A wann ee weess, wéi vill Tunesier schonn deemools och nach a Libyen schaffe gaange sinn, well de libesche Stat trotzdeem awer iergendwéi e bësse besser funktionéiert huet a méi Aarbechtsplazen offréiert huet wéi Tunesien, wat jo och awer kee Land ass, wat dat ärmstent ass an der Géigend. Dat heescht, dat ass zerstéiert ginn, an elo ass do Chaos. A souwisou, d'Tunesier, déi huele libesch Refugiéen op. 1,8 Millioune libesch Refugiéë sinn an Tunesien, e Land vun zéng Milliounen, wéi d'Belsch.

Wien iwwerhëlt déi meescht syresch Refugiéen? Dat ass och scho gesot ginn. De Libanon! Eng gutt Millioun, iwwer eng Millioun. Dat entsprécht dem Véirel vun der libanesescher Bevëlkerung. Mir hunn der - wéi vill? - 40.000 opgeholl, wann ech mech net iren. A mir sollen elo awer och net esou maachen, wéi wa mir näischt definitiv mat deene Situatiounen a Syrien an am Libanon ze dinn hätten, well do sinn och geopolitesch Interessen, déi do matspillen. A mir hunn do eng Responsabilitéit, déi ganz kloer ass.

An dann hu mir awer nach de Culot, ze soen, als Europäer allgemeng, mir wieren déi, déi eng Immigratioun géife subisséieren. Mir wiere menacéiert vun enger Flut vu Refugiéen. Déi mir jo meeschtens produzéieren! An déi aner huelen der vill méi op.

An den Här Ausseminister huet virdrun och nach dat Beispill vun Australien geholl. An dat ass jo justement interessant, datt dat entwéckelt Land Australien duerno u sech déi Leit an Entwécklungslänner schéckt, déi duerno mussen domadder eens ginn, mat vill manner Moyenen.

D'Ursaachen, déi goufe schonn e puermol opgezielt: Aarmut, Perspektivlosegkeet, Krich, Repressioun. Et ginn awer och Ursaache vun deenen Ursaachen. Et ginn och historesch Responsabilitéiten - kleng Klammer. Mä ech mengen, et kéint een eng Kéier driwwer diskutéieren, wat och Lëtzebuerg seng historesch Responsabilitéit ass, zum Beispill am Kolonialismus, am belsche Kolonialismus, wou mir jo matgemaach hunn als indirekt Kolonialmuecht. Et wier vläicht och interessant, eng Kéier e Rapport ze maachen iwwert d'Spoliatioun an de Profit, dee mir dorauser geschloen hunn, andeems mir mat dee Kontinent ausgeplündert hunn.

Mä elo geet et jo nach weider. Elo geet et weider iwwer Accord-de-libre-échangen zum Beispill. De Jean Feyder, den ehemolege Vertrieder vun der UN, deen huet et geschriwwen nach viru Kuerzem: «C'est précisément la politique néolibérale que nous ne cessons d'imposer depuis des décennies aux pays africains à travers les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI, qui a eu un impact désastreux sur le niveau de vie des populations africaines, sur les économies de ces pays et sur les ressources de leurs gouvernements.»

De 7. Juli wäert am Europaparlament nach en Accord mat der CEDEAO diskutéiert gi mat de westafrikanesche Länner. Mir hunn dat schonn eng Kéier hei ugeschwat, mäi Virgänger huet dat schonn ugeschwat. Mir wäerten dat och nach hei uschwätzen. Well dat si Fräihandelsaccorden, déi wierklech deene Länner net hëllefen. Et ass och kee Wonner, datt all d'Bauerenorganisatiounen, d'Gewerkschaften an d'Zivilgesellschaft dohannen, awer och hei, soen, datt een esou Accorden net kann ënnerstëtzen, well déi droe justement bäi zu der Ausbeutung weiderhi vun de Ressourcen a vum Räichtum an Entwécklungslänner. An dann däerf ee sech net wonneren, datt immens vill Leit heihinnerkommen.

Am Joer 2009 war et de Bacar Dia, dat war den Informatiounsminister vum Senegal, deemools och nach ënner liberaler Presidentschaft vum President Abdoulaye Wade, dee sot: Wa mir gefrot ginn - ech si gläich -, wa mir gefrot ginn, eis Grenzen opzemaache fir Produkter aus dem Norden, ouni Barrière, ouni Taxen, dann ass et wéi wann een eis en Atomkrich géif deklaréieren, well dat mécht d'Wirtschaft futti.

Ech kéint nach weiderfueren, mä ech hu schonn iwwerzunn. Dat war also meng Première. Ech hoffen, datt dat déi lescht gëtt. Mä ech gleewen net dorunner.

(Interruption)

Eng lescht Saach awer nach zu de Schlepper. Jo, mir sinn eis jo all bewosst, datt dat keng Engele sinn. Dat si Gangsteren, allermeeschtens. Dat si quasi ëmmer Gangsteren. De Problem ass, et wäerte Schlepper ginn, also Passeure ginn, soulaang och Refugiéen existéieren. An et kann een esou vill dergéint goen, d'Demande wäert ëmmer do sinn. An ech mengen, d'Refugiéë wësse jo och ganz genau, datt dat Gangstere sinn. Mä dat ass meeschtens déi lescht Hoffnung, fir iwwerhaapt aus dem Doud erauszekommen.

Dat heescht, do kann ee Cowboy spillen, do kann ee mat Drohnen dergéint goen. Dat wäert héchstens och nach de Fëscher op den nordafrikanesche Küsten nach méi Pertë brénge. An et wäert och nach Kollateralschied virprogramméieren. Dat ass och schonn hei gesot ginn.

Ech wäert dobäi bleiwen. Ech hat mer nach e puer Saachen opgeschriwwen, ech mengen, iwwert de Rôle och vun der Finanzplaz zu Lëtzebuerg, vun der Spekulatioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst elo zur Konklusioun kommen, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Meng Konklusioun ass, datt mer och nach eng Kéier mussen iwwert de Rôle vun der Finanzplaz diskutéieren an och iwwert d'Spekulatioun vun de Matières premières agricoles, wou d'Fongen hei zu Lëtzebuerg jo nach ëmmer immens vill domadder schaffen. An dat dréit och net dozou bäi, datt Entwécklungslänner sech entwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt gesinn, ech war dës Kéier...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et war déi leschte Kéier.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fir d'Zweet, fir d'Éischt a fir d'Lescht.

(Hilarité)

Sou, an elo huet direkt den Här Ausseminister d'Wuert, fir ze äntwerten.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Also zum Wesentlechen hunn ech festgestallt, dass an der Analys, an der Zilsetzung an och an deem, wat mer solle maachen an eiser Présidence am Kader vun der Europäescher Unioun, dass do ganz, ganz grouss Gemeinsamkeeten hei ze verzeechne sinn. An duerfir sinn ech ganz frou. Um Glacis vum Wesentleche wëll ech awer och nach eppes soen zu Libyen a vläicht e Wuert zu Australien.

Libyen, ech hunn dat gesot an dozou stinn ech, dass de Gaddafi amgaange war, Vëlkermord an héchster Potenz ze maachen. Dir kënnt Iech vläicht erënneren, an ech si frou, dass kee vun eis déi Zäit a Libyen gewunnt huet, dass e mat deene Fligeren, déi en nach zur Verfügung hat, op d'Leit geschoss huet an d'Leit considéréiert huet wéi Raten. Wéi Raten! Dat kënnt Der nach noliesen, esou war dat. Duerfir mengen ech ass alles schéin, ass alles gutt, mä d'Indifférence bei esou engem Virkomme wier, mengen ech, eppes, wat just mat Feigheet kéint comparéiert ginn.

Duerfir war et richteg, dass opgrond - ech soen dat och nach eng Kéier hei - vun enger Demande vun der Ligue arabe eng No-fly-Zon a Libyen gefrot ginn ass, opgrond vun enger Demande, Här Wagner, och vun den arabesche Länner. Kee Land an der UNO huet am Conseil de Sécurité dergéint gestëmmt. Et waren e puer Enthalungen, mä kee war dergéint. An d'Zil war d'Protektioun vun de Libyer a Libyen ënnert dem Regime vum Gaddafi ze schützen. Dass dat nëmme konnt militäresch geschéien, huet jiddweree gewosst. Dass do zum Schluss a mengen Aen och eppes gemaach ginn ass, wat indigne war, sinn ech och d'accord, an, ech mengen, do solle mer och als Europäer déi Kritik unhuelen.

De Problem, an duerfir hunn ech jo gesot, dass mir och mat Responsabilitéit hunn, och a Libyen, läit net doranner, dass mer dat Mandat vun der UNO exekutéiert hunn. E läit doranner, dass mer net dee Suivi gemaach hunn, nodeem wou effektiv de Regime vum Gaddafi net méi do war, dass eng Transitiounsregierung do war, déi mer souguer hei zu Lëtzebuerg, ech hu se empfaangen, wou ganz vill Hoffnung war, mä déi leider, leider du sech verflüchtegt huet a wou do d'international Communautéit muss léieren, dass et net geet, oder net eleng nëmmen duergeet, fir ze bombardéieren, fir opzehalen, wat Schlechtes gemaach ginn ass an deem Land, notamment ënnert dem Regime vum Gaddafi, mä dass sech och hätt misse vun der internationaler Communautéit méi engagéiert ginn, fir Libyen ze stabiliséieren. Déi Kritik musse mer unhuelen, net nëmmen déi dräi Länner, mä muss d'ganz Europäesch Unioun unhuelen.

Ee Wuert nach vläicht zu deem, wat den Här Kartheiser gesot huet, Här President. Also Nauru ass eng Insel vun 10.000 Leit. Déi Leit, déi um Mier waren, fir an Australien ze fueren, sinn déviéiert ginn op déi kleng Insel vun 10.000 Leit. Wann dann do se enregistréiert waren oder och nach vläicht sinn, si se net an Australien komm, si se gefiltert ginn, mä se sinn op Papua-Neuguinea gefouert ginn, wat näischt mat Australien ze dinn huet. Déi zwee Länner sinn absolument, hunn näischt um, do ass keng Kooperatioun tëschent deenen zwee Länner. Et sinn Noperen, wann een dat esou däerf soen, an deem grousse Mier.

An ech mengen, ech soen dat elo hei, Här President, dass ee kann doriwwer nodenken, dass et esou eppes gëtt. Do huet ee missen driwwer nodenken. Dat war an der Zäit, wou mir och am Conseil de Sécurité waren. An ech kann Iech Dokumenter weisen, wéi d'UNHCR, also de Flüchtlingskomitee vun der UNO, wéi dat do condamnéiert ginn ass. A wou ee sech bal huet misse schummen, wou och d'Diplomaten aus deem Land net ganz frou waren, wat do geschitt ass.

An dee Modell huelen als Alternativ, wat mer sollen an Europa maachen no der Katastroph am Mëttelmier, et deet mer leed, bei allem Respekt viru jiddwerengem sengen Iddien, wann ech gelift loosse mer d'Fangere vun esou Iddien ewech a kucke mer mat eise Methode vun der Mënschlechkeet d'Saach ze léisen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister, deem ech kann assuréieren, dass d'Saach an aneren europäesche Parlamenter ähnlech gesi gëtt wéi hei. Mir kommen erëm vun enger Presidentekonferenz zu Roum, wou ganz staark insistéiert ginn ass, fir Liewen ze retten, ohne Wenn und Aber. An dat hei kann e Beispill si fir aner Dramen.

Perspektive schafe fir déi Leit, déi eriwwerkommen, entweder an hire Länner oder an de Pays d'accueil, an eng grouss Solidaritéit tëschent deenen eenzelnen europäesche Länner.

Merci fir déi wierdeg Diskussioun de Mëtten. An domat si mer um Enn vun deem heite Punkt vum Ordre du jour a mir géifen iwwergoen zu dem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projets de loi 6740, '41, '42, '43 a '44. Et geet ëm d'Protokoller tëscht de Benelux-Staten an an an. Duerfir ginn ech direkt d'Wuert der Madame Dall'Agnol, déi Rapportrice ass zu deenen heite Projeten. Ech wëll Iech drun erënneren, dass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ginn ass an dass et ee Rapport zu sämtleche Projete gëtt.

Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

8. 6740 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007

6741 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6742 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010

6743 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6744 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur les projets de loi n°6740, n°6741, n°6742, n°6743 et n°6744

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de President elo grad bemierkt huet, kommen ech elo net fënnefmol hei zréck, mä eng Kéier geet och duer, an ech probéieren dann ee globale Rapport fir sämtlech Projet-de-loien ze maachen.

Bei deene fënnef Projet-de-loien, iwwert déi mer dann elo schwätzen, geet et ëm fënnef Protocoles d'application, déi sech op fënnef Accords de réadmission tëschent der Europäescher Unioun engersäits a Moldawien, Bosnien-Herzegowina, Georgien, der ehemoleger jugoslawescher Republik Mazedonien a Serbien anerersäits bezéien. Während also d'Accords de réadmission mat dëse fënnef State vun der Europäescher Unioun ofgeschloss goufen, sinn déi fënnef Protokoller, ëm déi et hei geet, eng Kooperatioun mat de Benelux-Staten.

Fänke mer awer vläicht vu vir un, fir den Iwwerbléck ze behalen. Véier vun deene betreffende communautairen Accords de réadmission sinn 2007 a Kraaft getrueden an een am Joer 2011. De Sënn an Zweck vun deenen Accorden ass et, am Beräich vun der Readmissioun ze koope-

réieren an de Retour vu Persounen, mir bleiwen also beim Thema vu virdrun, déi sech illegal op dem Territoire vun enger Partie contractante ophalen, ze erliichteren. Dat heescht, an éischter Linn Bedéngungen a Modalitéite festzeschreiwen, wéi dës Persounen zréckgeholl solle ginn.

Viséiert sinn och net nëmme Persounen, déi d'Nationalitéit vun deem Stat hunn, dee gefrot gëtt, eng Persoun zréckzehuelen, mä ënner bestëmmte Bedéngungen och Persounen aus Drëttstaten an och Stateloser, déi virdrun do gelieft hunn oder déi duerch dat betreffend Land transitéiert sinn. Esou Accords de réadmission kënnen op bilateralem Niveau oder um Niveau vun der Europäescher Unioun ausgehandelt ginn. An et sief drun erënnert, datt d'Benelux-Länner an der Vergaangenheet schonn iwwer 15 esou Accorde mat Drëttlänner ofgeschloss hunn.

D'Europäesch Unioun huet säit dem Amsterdamer Traité 14 esou Accords de réadmission mat Drëttstaten ofgeschloss an aacht weider Verhandlungsmandater, déi stinn nach op. Déi Accorde vun der Unioun gi vun der Europäescher Kommissioun verhandelt a se musse vum Conseil a vum Europäesche Parlament ugeholl ginn. Eng Ratifikatioun duerch déi Nationalparlamenter ass an deene Fäll dann och net néideg.

An deene fënnef communautairen Accords de réadmission mat, wéi gesot, Moldawien, Bosnien-Herzegowina, Georgien, der ehemoleger jugoslawescher Republik Mazedonien a Serbien ass jeeweils eng Clause dran. An dat ass all Kéiers den Artikel 19, eng Clause, déi et erlaabt, op bilateraler Basis Ausféierungsprotokoller auszehandelen, déi eenzel prozedural an och technesch Froe weider verdéiwen.

Well Lëtzebuerg am Kontext vun den Accords de réadmission scho säit Jorzéngte mat de Benelux-Partner Belsch an Holland kooperéiert, läit et op der Hand, dass dat och bei dëse Protokoller geschitt ass. A véier Fäll goufen d'Verhandlunge vun Holland gefouert. Beim Protokoll mat Bosnien-Herzegowina war et d'Belsch.

D'Protokoller, déi goufen alleguerten de 5. November d'lescht Joer vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, déposéiert. An an der Réunioun vun der aussepolitescher Kommissioun vum 9. Februar dëst Joer krute mer déi néideg Erklärungen och dozou. An och wann et ëmmer liicht Variatioune gëtt, esou sinn d'Accorden awer ëmmer ähnlech opgebaut. Dofir probéieren ech, se och hei an enger Ried ze behandelen.

Se hunn tëschent 16 an 18 Artikelen an 2 bis 5 Annexen. Och d'Inhalter si praktesch ëmmer d'selwecht. D'Designatioun vun den Autorités compétentes, hei zu Lëtzebuerg ass dat iwwregens d'Direction de l'immigration, a vun de Points de passage frontaliers sinn an all Protokoll dran. Och d'Prozedur vun der Readmissioun, ugefaangen ebe mat der Demande de réadmission a mat der Äntwert op dës Demande. Et gëtt festgehalen, wat fir Informatiounen an deem Kader musse matgeliwwert ginn a wat fir Délaien och anzehale sinn.

Et ginn dann och nach Dispositiounen iwwert d'Transitprozedur, dat heescht, wann eng Persoun um Wee fir an d'Bestëmmungsland duerch d'Gebitt vun der Partie requérante reese muss, iwwert d'Prozedur am Fall vun Entretienen, iwwer Reesdokumenter, iwwert den Transfer vun de Persounen, iwwert d'Definitioun an de Rôle vun enger Eskort a schlussendlech natierlech och iwwert d'Käschtefro.

An all Accord gëtt dann och nach d'Méiglechkeet agefouert vun enger Réunion d'experts, déi sech op d'Demande vun enger Partie contractante mat alle méigleche Froen, déi am Zesummenhang mam Accord bestinn, beschäftege soll.

Wéi an all Accord gëtt natierlech och d'Akraaftriede geregelt an d'Prozedur, wéi e modifizéiert a vläicht och dénoncéiert ka ginn. D'Accorden trieden a Kraaft, wa se vun alle Länner ratifizéiert gi sinn, déi se och ënnerschriwwen hunn an nodeems de jeeweilege Comité mixte de réadmission dat notifizéiert krut.

Ech wéilt awer nach, fir dës Projet-de-loien dann awer och an de Kontext ze setzen, eng Rei aktuell Zuelen zu deenen eenzelne Länner, déi hei betraff sinn, nennen.

D'lescht Joer sinn et 100 Réckféierungen a Bosnien ginn, 89 a Serbien, 17 an déi ehemoleg jugoslawesch Republik Mazedonien a jee eng Persoun a Georgien respektiv a Moldawien. An ongeféier engem Fënneftel vun dëse Fäll handelt et sech ëm Retours forcés.

Bosnien an Herzegowina ass, wann een d'Statistike vum Ausseministère vum Joer 2014 kuckt, dat Land, wou déi meeschten Demandes de protection internationale hierkommen an déi och am Kader vun der Procédure accélérée refuséiert musse ginn. Serbien ass op Plaz 6 vun de Pays d'origine vun de Persounen, déi eng Demande de protection internationale zu Lëtzebuerg maachen an et ass op Plaz 5 bei de Refusen.

Méi Informatiounen heizou fannt Der natierlech - dat wësst Der alleguerten - am Rapport d'activités vum zoustännegen Ausseminister.

Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Konklusioun wéilt ech awer vläicht nach eng Kéier festhalen, dass mat dëse fënnef Protokoller d'Ofwécklung vun de Readmissioune vereinfacht wäert ginn. Och wann ech perséinlech hoffen, datt mer eigentlech esou mann wéi méiglech heirobber mussen zréckgräifen, well et ëmmer fir déi Leit e Schicksal ass, déi et betrëfft, dat guer net schéin ass.

Nach ee Wuert zum Statsrot, deen iwwregens ouni gréisser Remarquen dës Projets de loi, dës fënnef Stéck also, approuvéiert huet. An zwar war dat den 19. Dezember d'lescht Joer.

Ech profitéieren dann och nach direkt, fir d'Zoustëmmung vu menger Partei, de Sozialisten, ze ginn. An ech soen Iech Merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann, Wuertmeldungen? Den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, fir fir d'Alleréischt natierlech der Rapportrice, der Madame Dall'Agnol, e ganz grousse Merci ze soen. Si huet, wéi mir dat vun hir gewinnt sinn, mat enger ganz engagéierter a flotter Aart a Weis eis déi verschidde Rapporte virgestallt. Mir wäerten natierlech, Här President, no esou engem engagéierte Plädoyer eisen Accord dozou ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Dann den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Projet-de-loien enchaînéieren am Fong geholl gutt och an déi Diskussioun, déi mer hei virdru gefouert hunn. Et ass awer e wichtege Projet gewiescht. Besonnesch, well et sech jo awer och ëm eng Rei vu Länner handelt, wou jo och grouss ekonomesch Problemer bestinn. Ech mengen, et ass elo gutt, datt geregelt ass, ënner wat fir enger Form datt déi Leit leider mussen heiansdo zréckgefouert ginn, fir datt dat awer an enger gewëssener Dignitéit iwwert d'Bühn geet.

Vläicht eng zweet Remarque nach: De Beweis ass awer och erbruecht, wéi wichteg datt et ass, datt mer um Niveau vum Benelux weiderhi gutt mat eisen Noperen do fonctionnéieren.

Ech wëll awer och ofschléissend der Madame Claudia Dall'Agnol Merci soe fir dee flotten, engagéierte Bericht a brénge selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Dann den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun der gréng-er Fraktioun der Rapportrice Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eis aus e ganz häerzleche Merci... Pardon?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Näischt. Et war net fir Iech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ah.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass schonn ukomm.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass ukomm, dann ass et gutt. Ech fänken nach eng Kéier un.

Dir Dammen an Dir Hären, och vun eis aus e ganz häerzleche Merci un d'Madame Dall'Agnol. Ech hunn eigentlech hei wëllen d'Wuert ergräifen, fir Iech eppes ze erzielen, wat an dësem Kontext awer net onwichteg ass. Ech hat och schonn an der Kommissioun, datt den Här Minister elo net iwwerrascht gëtt, och him dat schonn erzielt, wat ech hei awer an der Effentlechkeet och wëll soen.

Ech hunn déi Freed gehat, Ufank Abrëll zu Belgrad an engem Seminär ze sinn, wou ech och d'Geleeënheet hat, mam Här Stefanović ze schwätzen. Dat ass de Banneminister vun der serbescher Republik. An ech hunn em d'Fro gestallt iwwert déi Demandeurs d'asile, déi aus dem Balkan och op Lëtzebuerg kommen a grousser Zuel, déi och den Här Schmit scho viru laanger Zäit als Asyltouriste qualifizéiert huet. An ech hunn e gefrot, wat hien dann dozou seet, als serbesche Minister, zu där Problematik vun awer deene Refugiéen..., Refugiéen, also ech menge Migranten an dësem Sënn, déi aus där Géigend op Lëtzebuerg kommen a grousser Zuel.

An de serbesche Minister huet mer zwou Saache gesot: Déi éischt ass, datt no hirer Erkenntnis 40% vun der Populatioun vum Kosovo wëllen de Kosovo verloossen aus ekonomesche Grënn. Dat ass vill! Et kann een déi Leit verstoen, mä et gëtt eis eng Gréisstenuerdnung vun hirer Aschätzung vum Problem.

Dat Zweet, wat e mer gesot huet - an en huet dat gesot an engem Seminär, soudatt een déi Deklaratiounen och kann noliesen -, ass, datt en de Problem vu Lëtzebuerg ganz gutt géif kennen. An e wär als Minister och schonn zu Lëtzebuerg gewiescht, en hätt och scho mam Här Bettel doriwwer geschwat, wou den Här Bettel nach Buergermeeschter vun der Haaptstad war, esou laang ass dat schonn hier. An en hätt och dee Problem a Serbien net am Gréff.

Wat geschitt a Serbien? Ma déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, déi bleiwe jo eng Zäit laang hei. Dat ass fir si ekonomesch nach ëmmer ganz interessant, par rapport zu hirem Revenu, dee se a Serbien hunn. Da komme se zréck a Serbien, si gi vun deene Schleiser, déi se versuergen, an Empfang geholl. Si kréien nei Pabeieren, eng nei Identitéit an da gi se zréck op Lëtzebuerg. Dat ass dat, wat de serbesche Minister ëffentlech gesot huet an engem NATO-Seminär zu Belgrad. Dat ass also elo keng Erfindung vun der ADR oder vu soss Leit.

Wann dat esou ass - an ech zweifelen net drun, datt dat esou ass, well déi kennen hir Leit an hir Situatioun jo och; dee Mann ass verantwortlech fir d'Polizei an der serbescher Republik a senger Funktioun -, dann denken ech, datt mer awer misste Konklusiounen zéien! Well et ass jo awer en Ënnerscheed, ob mer eis wierklech mat groussem Häerz ëm Leit këmmeren, déi Flüchtlinge sinn, no der Konventioun vun 1951, déi e Recht op eise Schutz hunn, oder ob mir eis instrumentaliséiere loosse vu Schleiserbanden, déi de Leit aner Identitéite ginn a se dann heihinner zréckbréngen.

Gëtt et net Zäit - gëtt et net Zäit! -, datt mer och higinn, d'biometresch Erkenntnisser maachen a géint déi Schleiser virginn, déi dat do maachen, amplaz datt mir eist Land, eis Leit, eis Capacitéiten, eis Gemengen, eis finanziell Mëttelen dofir consacréieren, fir an engem Mënscheschmuggel matzemaachen?

Do soe mir op jidde Fall: Dat maache mer net! Esou oppe mir sinn, fir Leit opzehuelen, déi an Nout sinn an eis Hëllef brauchen, esou décidéiert si mir awer och, fir eis net hei instrumentaliséieren ze loosse vu kriminelle Banden!

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

Ah, den Här Gibéryen huet mer vollkommen zu Recht gesot, datt ech nach soll soen, datt mer déi Accorde selbstverständlech gär matstëmmen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir sinn iwwerzeegt, datt dat eng richteg Saach ass. Merci.

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war eng wichteg Konklusioun, no der Virried. Merci.

Keng weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann huet den Ausseminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, ech natierlech och fir d'Eischt der Madame Dall'Agnol e grousse Merci soen. Ech mengen, si huet dat Wichtegst hei gesot zu der Substanz, mä och dat, wat dee wichtege Saz war, mengen ech, an hirer kuerzer Ried, dass mer déi Réckféierungen net gäre maachen.

A wann ech soe Réckféierungen, gëtt et jo zwee Weeër: Et gëtt déi volontär Réckféierungen. An ech hunn nach mat eisem Chef vun der Immigratioun de Muere geschwat. Mir versichen nach vill méi intensiv de Leit ze soen, wa se déboutéiert sinn, dass se dach sollen aus fräie Stécker, wou se och nach Zäit hunn a wou se och gehollef kréien, dat maachen.

Mir si jo konfrontéiert virun allem net mat deene Leit, déi vläicht elo eleng hei sinn - do si jo regelméisseg och vu Frontex Retouren -, mä virun allem mat Leit, déi mat Kanner hei sinn, Familljen, dass een de Kanner kee Schued wëllt zouriichten. A mir hu jo do och eng Richtlinn eis ginn, dass mer elo waarde bis d'Schoulvakanz eriwwer ass fir déi Leit, déi an der Schoul sinn. An dass dann awer selbstverständlech mer keen anere Wee wëssen. Mä mir probéieren an Zukunft nach méi de Leit ze soen, soubal wéi se déboutéiert sinn, a vläicht och dat ze répétéieren, dass se solle vun deem Retour volontaire profitéieren.

Bon, Här President, ech mengen, wann Abuse geschéien, ech sinn elo net sécher, well ech elo vläicht dat net am Kapp hunn, mä d'Fangerofdréck, déi kënne mer jo net, wann déi eng Kéier geholl sinn, da kann een déi jo net ännéren. An ech mengen awer, dass déi Leit, déi heihinnerkommen, dass dovunner och Fangerofdréck gemaach ginn. De Chef vun der Immigratioun, dee sëtzt hei uewen op der Tribün, e seet mer jo, dass déi gemaach ginn. An da gesinn ech net, Här Kartheiser, wéi den Här Stefanović ka soen, si kréien eng aner Identitéit. Ech mengen, d'Fangeren, déi kënne mer, d'Fangerofdréck op jidde Fall, déi kann een net imitéieren.

Mä bon, ech wëll net Är Saach elo einfach schlechtrieden. Wann dat de Fall ass, hutt Der recht, wann Abuse geschéien. Ech mengen, et ass gutt, Dir hutt dat elo gesot. Mir kucken dat och no. A wann dat de Fall ass, musse mer natierlech do eng Brems aleeën.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mir sinn um Enn vun der Diskussioun iwwert déi fënnef Projeten ukomm, kënnen awer leider net an engem Siess iwwert déi fënnef Projeten ofstëmmen. Dat musse mer eenzel maachen. Mir géifen also fir d'Éischt iwwert de Projet 6740, den Accord mat Moldawien, ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6740 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hu 60 Participatiounen um Vote: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 6740 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Serge Wilmes), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech froen Iech, ob Der d'Dispens vum zweete Vote gitt?

(Assentiment)

Merci.

Da kënne mer direkt zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de 6741, dat ass den Accord mat Bosnien-Herzegowina.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6741 et dispense du second vote constitutionnel

An de Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Och hei 60 Participatiounen um Vote. Datselwecht Resultat: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 6741 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Diane Adehm), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Serge Wilmes), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Cécile Hemmen), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An och hei d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Merci.

De Projet 6742, dat ass den Accord mat Georgien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6742 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An dat ass och elo geschitt.

An datselwecht Resultat: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 6742 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Marc Angel), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Merci.

Da komme mer zum Projet 6743, den Accord mat Mazedonien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6743 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Jo, hei hu mer 57, also 59 Participatiounen: 57-mol Jo an 2-mol Neen. Domadder ass och dee Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6743 est adopté par 58 voix contre 2 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Franz Fayot), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An da komme mer zum leschte Projet. Dat ass de 6744, den Accord mat Serbien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6744 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Voilà, an do hu mer dann erëm 60 Participatiounen an 58-mol Jo, 2-mol Neen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Serge Wilmes), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Diane Adehm), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Franz Fayot), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

D'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Och hei. Also d'Dispens vum zweete Vote fir déi fënnef Projeten ass ginn. Ech soen Iech Merci.

Kommt gutt heem! A muer Rendez-vous um zwou Auer.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.29 heures)

SÉANCE 30 JEUDI, 30 AVRIL 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice
- *Rapport de la Commission juridique: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6446 - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Guy Arendt, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg
- *Exposé: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances*
- *Débat: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Taina Bofferding, Mme Josée Lorsché (M. Fernand Kartheiser intervient), M. Fernand Kartheiser, Mme Lydie Polfer, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, Mme Nancy Arendt, M. Franz Fayot*

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot
- *M. Franz Fayot*

6. Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg (suite)
- *Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydia Mutsch et M. Félix Braz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung heimat op.

Déi traditionell Fro: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da gi mer direkt zum uerdentlechen Ordre du jour iwwer a mir fänke mat eisem éischte Projet un. Dat ass de Projet de loi 6760 iwwert d'Attachés de justice. An Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ass. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Guy Arendt.

(Interruption et hilarité)

2. 6760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Rapport de la Commission juridique

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6760 ass dëst Joer de 6. Januar vum Justizminister an der Chamber déposéiert ginn; an dat war keen Dag ze fréi. Et geet an deem Projet drëms, de Rekrutement vun den Attachés de justice ze reformëieren, andeems dat modifizéiert Gesetz vum 7. Juni 2012 ëmgeännert soll ginn.

Eis Justiz huet e Problem mam Fonctionnement, an doriwwer sinn all d'Akteure sech eens. Ech schwätzen awer net vun engem Problem am Sënn, datt eis Justiz keng gutt Aarbecht géif maachen, well et ass genau de Géigendeel de Fall. Neen, ech schwätze vun engem Nowuessproblem. Lëtzebuerg huet akut Schwieregkeeten, genuch Attachés de justice ze rekrutéieren a genuch Magistraten ze forméieren. Déi lescht dräi Joer woren ëmmer manner Kandidaturen zréckbehale ginn, wéi fräi Plazen eigentlech do woren. Dat muss eis ze bedenke ginn, besonnesch well dee Phenomeen an Zukunft net wäert besser ginn.

Loosst mech dës Ausso kuerz mat e puer Chifferen ënnermolen. De Moment zielt d'Magistratur just néng Attachéen. Dat sinn der genau esou vill, wéi et de Moment onbesate Plaze gëtt. Am Ganze goufe säit dem Gesetz vun 2012 net méi wéi 20 Attachéë rekrutéiert. Am selwechten Zäitraum allerdéngs hunn awer 25 Persounen d'Magistratur verlooss. Dovunner sinn der zum Beispill véierzéng an d'Pensioun gaangen, néng hunn eng aner Plaz fonnt an een ass leider verstuerwen.

Addéiert een elo nach déi 20 Magistraten, déi aktuell am Pensiounsalter sinn an all Moment goe kéinten, wann een déi derbäizielt an et zitt ee mat a Betruecht, datt all Moment Congés parentaux, Congés de maternité, Demandes de mi-temps a Beruffswiessel kënnen ugefrot ginn, mierkt een, wéi akut de Problem sech fir d'Zukunft stellt.

Derbäi kënnt dann och nach, datt mir et net nëmmen net fäerdegbréngen, genuch ze rekrutéieren, fir déi momentan gebraucht Plazen ze besetzen, mä nach méi an d'Labränte wäerte geroden, wann an Zukunft proportional nach méi Leit gebraucht ginn, fir de System uerdentlech um Lafen ze halen. An et ass méi wéi wahrscheinlech, datt d'Magistratur massiv mat Personal muss opgestockt ginn, fir hiren zukünftegen Aufgabe kënne gerecht ze ginn.

Ech erënneren an deem Kontext virun allem un d'Schafung vun enger oder méi zousätzleche Chamberen, Juges de l'application des peines, Juges aux affaires matrimoniales (veuillez lire: Juges aux affaires familiales) an un déi steigend Importenz um Niveau vum Contentieux an der Assurance sociale.

Wat sinn dann elo d'Grënn fir dës Rekrutementsproblemer? Fir d'Éischt muss ee soen, datt allgemeng einfach net genuch Juriste mat Lëtzebuerger Nationalitéit d'Cours complémentaires en droit luxembourgeois suivéiere bezéiungsweis packen. 2014 hu vun 99 Kandidate just 53 Persounen den Exame gepackt, an dovun hunn der wéineg déi Lëtzebuerger Nationalitéit. Déi Lëtzebuerger Juristen, déi fir d'Magistratur gëeegent wieren, ginn da ganz oft vu méi attraktive Salairen a verschiddenen Étuden ugezunn, bezéiungsweis vun der Magistratur ewechgezunn.

Derbäi kënnt och nach, datt e Kandidat fir den Examen d'entrée en magistrature schonn den Examen de fin de stage judiciaire gepackt muss hunn. Vu datt déi Examen am Ofstand vu manner wéi engem Mount stattfannen, kann ee scho bal novollzéien, datt deen een oder deen anere sech dee Stress net wëllt undoen. De Problem ass also manifest an et gi Léisunge gebraucht. Dréngend Léisunge gebraucht!

Dëse Projet de loi proposéiert direkt e puer Léisungen, op déi ech kuerz wëll agoen. Ech wëll do och direkt de Membere vun der Commission de recrutement et de la formation des attachés de justice Merci soe fir hir Recommandatiounen, déi si am Kader vun dësem Projet de loi gemaach hunn.

Als Alleréischt muss een net den Examen de fin de stage judicaire gepackt hunn, fir den Examen d'entrée en magistrature kënnen ze schreiwen. Et muss een awer während op d'mannst engem Joer d'Coursë vum Stage judiciaire oder vum Stage notarial suivéiert hunn. Hei wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, datt „avoir accompli", wéi et am Projet steet, am Sënn vun „avoir suivi" interpretéiert soll ginn an net vun „avoir réussi".

Eng zweet wichteg Ännerung ass d'Kreatioun vun enger zweeter Entréesméiglechkeet an d'Magistratur, déi nëmmen dann opgemaach soll ginn, wann iwwert dee klassesche Wee net genuch Kandidate fonnt ginn. Esou sollen Affekoten, déi op d'mannst säit fënnef Joer praktizéiert hunn, d'Méiglechkeet hunn, iwwert d'Areeche vun engem Dossier an d'Magistratur eranzekommen.

Et ginn och Moossname getraff, fir en Attaché de justice schonn a senger Formatioun am Stage méi fréi mat der Aarbecht vum Magistrat a Beréierung ze brénge. Dofir soll de Stage just nach zwielef amplaz vun uechtzéng Méint daueren. Ausserdeem soll ee schonn ab véier amplaz vu sechs Méint eng Delegatioun kënne kréien, fir e verhënnerte Magistrat ze ersetzen.

Mam Gesetz vum 7. Juni 2012 hu mer séchergestallt, datt eis Magistrate gutt forméiert ginn. Mat dësem Projet de loi stelle mer sécher, datt mer och weiderhi genuch gutt forméiert Magistrate wäerte behalen. Et héiert een haut scho vill berechtegt Kloen iwwer eng gewësse Lenteur vun der Justiz. De Respekt vum Principe du délai raisonnable du procès soll dofir mat dësem Projet de loi och an Zukunft garantéiert ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport a bréngen den Accord vun der DP zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Vläicht just eng Fro, wann Der erlaabt: Gëtt et och e Lëtzebuerger Term fir den Attaché de justice?

M. Guy Arendt *(DP),* *rapporteur.*- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay, da loosse mer dat.

(Interruption et brouhaha)

Justizattaché. Jo, dat ass bal datselwecht. Voilà, an dofir hutt Der Iech direkt och empfuelen, fir d'Wuert ze kréien, Här Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Ech mengen, als fréiere Bâtonnier hätt kee besser d'Problemstellung vun dësem Gesetzesprojet kënnen duerleeën.

Mir hunn effektiv am Joer 2012, also viru knapps dräi Joer, d'Astellungsprozedur vun de Riichter grondleeënd verännert, andeems een, fir Riichter ze ginn, fir d'Éischt emol huet misse säin Avouésexame mat Succès gepackt hunn. Dann huet ee sech missen zousätzlech engem Examen-concours stellen, fir iwwerhaapt Justizattaché, wann dat d'lëtzebuergescht Wuert ass, ze ginn. An drëttens huet een dann nach missen e Stage maache vun uechtzéng Méint, dee gegebenenfalls op zwielef Méint kann erofgesat ginn. An da konnt een eréischt effektiv Fonctiounen als definitiv nominéierte Magistrat iwwerhuelen.

D'Zilsetzung vun deem Gesetz, mengen ech, dat war déi richteg. Éischtens war et eng objektiv Rekrutéierungsprozedur. Zweetens hunn déi Riichter eng gutt Formatioun. An drëttens muss ech och soen, dass aus deem Grond net manner wéi 59 Deputéierter virun dräi Joer deemools dëse Gesetzesprojet gestëmmt hunn.

De Rapporteur huet virdru mat Recht drop opmierksam gemaach, dass mer eigentlech an enger Noutsituatioun sinn, dass mer net genuch Riichter hunn. An dat bei engem Astellungsgehalt vun engem Riichter, dat awer genau an deemselwechte Mooss läit wéi dat vun anere Leit, déi beim Stat an der Carrière supérieure rekrutéiert ginn, vu ronn 7.500 Euro. Mä dat Gehalt ass eigentlech net a Verglach ze setze mat deene Rémunératiounen, déi vu groussen Étudë bezuelt ginn.

En zweete Punkt ass deen, dass mer net genuch Lëtzebuerger Juristen hunn, déi dee Wee vun den Avouésexame mat Succès bestinn. An drëttens muss een awer och soen, dass mer vill méi Affären op de Geriichter hunn, an Affäre vun enger vill méi grousser Komplexitéit, net zulescht bedéngt duerch déi ëmmer nei Gesetzer, déi mer och an der Chamber stëmmen.

An de Bierger sengersäits, dee verlaangt mat Recht eng effikass Justiz: Éischtens, dass et Uerteeler ginn, déi och fir den Normalstierflechen novollzéibar sinn, déi „juste" sinn, a virun allem, dass se net nëmmen am Strofberäich, mä och am Zivillberäich an engem räsonabelen Délai iwwert d'Bühn ginn. Well en ziville Prozess, dee kann och bei deem eenzelne Bierger eng ganz Rei vun Nerve kaschten a Frust opbrénge. A wann esou en Zivillprozess sech iwwer Joren histreckt, da belaascht dat natierlech dee betraffene Bierger ëmsou méi.

Och wann dëst Gesetz vläicht, an ech wëll dat net pejorativ soen, mä e gewësse Réckschrëtt ass par rapport zu der Zilsetzung vum Gesetz vun 2012, wäert d'CSV dësem Gesetzesprojet awer zoustëmmen, well mer eis ganz einfach an enger Noutsituatioun befannen.

Mir soen och ganz kloer Jo zu där gréisserer Neierung, déi mer an dësem Gesetzesprojet hunn, nämlech dem Rekrutement iwwert déi sougenannten „voie de recrutement latérale". Dat heescht, dass och en Affekot, deen, dat muss ee soen, säin Avouésexame gepackt huet an dann nach fënnef Joer als Affekot praktizéiert huet, kann op Base vun engem Dossier an d'Magistratur antrieden.

Mir begréissen dat ausdrécklech. Firwat? Mä well e Riichter sécherlech muss d'Recht applizéieren, mä e Riichter, dee muss och op eng Erfahrung kënnen zréckgräifen. An e Riichter muss virun allem niewent sengem Fachwëssen, der Erfahrung, de gesonde Mënscheverstand hunn, well am Endeffekt, och wann e mat juristesche Situatioune befaasst ass, riicht en awer iwwer Leit.

Deen eenzege Bémol, deen een dobäi ka fannen, dat ass deen, dass en Affekot, dee mengetwege 15, 20 Joer geschafft huet, deen a senger Liewensplanung vläicht e bësse méi am Volume vun der Aarbecht, ouni dat och pejorativ wëllen ze soen, zréckstellt an an d'Magistratur geet, dass deen eigentlech hanner alleguerten deenen aklasséiert ass, déi direkt no dem Joer Stage iwwert den Examen-concours rekrutéiert ginn. Am Rang steet deen nun eemol hannert deene Leit.

Da muss ee soen, dass dat Gesetz hei awer vläicht eng Nobesserung ass, mä nach nëmmen eng Drëps op de waarme Steen. Firwat? Mä well mer bei deene ronn 230 bis 240 Riichter der hunn - zéng Prozent -, déi de Moment kéinte vun engem Dag op deen aneren an d'Pensioun goen. E Riichter, dee ka mat 60 Joer a Pensioun goen. E muss net, wéi déi aner Statsbeamten, mat 65 goen. E ka bis 68 goen. An do wäerte sech onweigerlech, mengen ech, awer nach opgrond vun dësem Gesetz trotzdeem Defiziter an der Rekrutéierung weisen.

Duerfir si mir als CSV - an ech schléissen domadder, Här President - net dergéint, dass een driwwer nodenkt nämlech, fir Riichter, déi an der Pensioun sinn, also 68 Joer erreecht hunn, fir déi eventuell, wa se dat da wëllen, aus der Pensioun kënnen zréckzeruffen, fir dass déi déi eng oder aner Riichterplaz iwwerhuelen, sief dat als Friddensriichter oder an der Magistratur.

Ech kéint mer zum Beispill ganz gutt virstellen, dass en Här Biever, en Här Bour, en Här Gehlen oder d'Madame Bauler, fir eng Madame ze nennen, a fir nëmmen déi ze nennen, dass déi duerchaus mat deem grousse Fachwëssen, där Liewenserfahrung, där Dynamik, déi deene Leit awer zu eegen ass, kéinte Funktiounen als Friddensriichter, temporär, iwwert de Wee vun enger Delegatioun iwwerhuelen. An ech kéint mer och virstellen, dass deen een oder anere Bierger et vläicht emol guer net eng Onéier géif fannen, wann e vun engem vun deenen Hären oder där Madame géif säi Führerschäin entzu kréien. Well mat deem Gesetz, wat mer gëschter gestëmmt hunn, do kéint awer vläicht méi eng Avalanche vu Retraits vu Permis de conduire op eis duerkommen.

Ech wëll och soen, deen een oder deen anere mag dat vläicht mat Humor ophuelen, mä de Conseil d'État, deen hat an de 70er Joren, wéi déi grouss Reform iwwert d'Organisation judiciaire komm ass, eng ähnlech Propositioun gemaach. Nämlech déi: Sengerzäit waren et net direkt fënnef Conseillers à la Cour de cassation, déi definitiv genannt waren, mä mir haten zwee Conseillers adjoints à la Cour de cassation. An de Conseil d'État, deen huet am Virfeld vun der Reform vun 1980 proposéiert gehat, dass ee fir déi Conseillers adjoints do kéint op erfuere Riichter zréckgräifen, déi schonns an der Pensioun waren an domat och, ech soen, d'Avancementsméiglechkeeten an der Magistratur net blockéiert hunn, dass een déi kéint temporär fir déi Funktioune rekrutéieren.

Dat gesot a mat deem Virschlag, Här Justizminister, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, géif ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ginn. An ech soen Iech och Merci, Här President, dass Der mech eng Minutt méi laang schwätze gelooss hutt. Ech huelen dat bei deem nächste Projet de loi eran.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ware souguer eng Minutt 40.

(Hilarité)

Voilà. Merci. An domat huet de Franz Fayot d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech géif dem Rapporteur Guy Arendt gäre Merci soe fir säi ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech kommen net erof op d'Riednerpult, ech maache just gär e puer Remarquen hei vu menger Plaz aus.

Ech mengen, eng Remarque, déi een awer vläicht ka maachen, dat ass, an doriwwer hu mer och geschwat an der Commission juridique, dass eng Aart a Weis, fir d'Konkurrenz vum Privatsecteur beim Rekrutement vu Lëtzebuerger Juriste vläicht e bësse manner grouss ze maachen, oder vläicht, fir déi Pressioun ze reduzéieren, zum Deel op d'mannst, kéint doranner bestoen, wann een deene groussen Étuden, déi jo och am Exposé des motifs mentionnéiert ginn, et géif e bësse méi einfach maachen, fir och auslännesch Juristen als Affekoten hei zu Lëtzebuerg ze rekrutéieren. Dat heescht, fir se ze encouragéieren, d'Cours-complémentairen ze maachen a sech dann och hei op de Barreau anzeschreiwen. An dat ass haaptsächlech de Fall fir frankofon an och engleschsproocheg Juristen.

Dëst erfuerdert an éischter Linn en Ëmdenke beim Barreau. Et ass esou, an d'Confrères hei an der Chamber wëssen dat och, dass fir de Moment déi Sproochentester, déi et gëtt, extrem schwéier sinn. Dat heescht, mir hu Situatiounen, munch Situatiounen, wou Leit hir Cours-complémentairë packen, Fransousen haaptsächlech, déi och schonn an Étuden engagéiert sinn, an déi dann hire Sproochentest net packen, de lëtzebuergeschen an den däitsche Sproochentest.

Ech hunn dat och schonn ëmmer kritiséiert, wéi ech am Conseil de l'Ordre war. An dat ass effektiv eng Positioun vum Barreau. Ech weess, dass Dir, Här Minister, do net direkt derfir kënnt, mä ech mengen, et kéint een do wierklech och den Étuden hëllefen an och d'Konkurrenz par rapport, fir Lëtzebuerger Juristen ze rekrutéieren, méi kleng maachen, wann een dat géif oplackeren.

Ech mengen, déi Sproochentester, déi sinn e bësse retrograd. Déi sinn ze vill schwéier. Déi si quasi onméiglech ze réusséiere fir Frankofonen. Ech mengen, dat ass den Niveau B1, deen do erfuerdert ass, wat extrem, extrem héich ass, an dat ass och extrem frustrant fir déi Leit, déi an deene Situatioune sinn.

Dat heescht, dat féiert haut och schonn zu deem komesche Resultat, dass munch Étuden auslännesch Affekote rekrutéieren a se net méi encouragéieren, d'Cours-complémentairen ze maachen, mä fir sech direkt an hirem État d'origine op de Barreau anzeschreiwen an dann hei op d'Lëscht 4 ze kommen, amplaz d'Leit ze encouragéieren, d'Cours-complémentairen ze maachen an eben eng Formatioun ze kréien am Lëtzebuerger Droit. Ech mengen, dat kann net am Sënn sinn och vun enger gudder Qualitéit vun Affekoten, déi eng Sachkenntnis hunn am Lëtzebuerger Droit.

Ech géif dann awer och gäre vläicht nach eppes soen zu der awer e bëssen eesäiteger Duerstellung vun der Attraktivitéit vum Privatsecteur par rapport zum Riichterberuff. Ech mengen, mat dësem Gesetz gëtt de Riichterberuff wahrscheinlech nach e bësse méi attraktiv fir Lëtzebuerger Juristen. E mécht aner Entréeën an d'Carrière op, fir Leit, déi Affekot waren an déi eben effektiv keng Loscht hunn, dee Concours vun der Magistratur ze maachen. An ech mengen, et mécht et dann och fir d'Lëtzebuerger Étuden an och déi auslännesch Etüden, déi zu Lëtzebuerg sinn, nach e bësse méi schwéier, gutt Lëtzebuerger Juristen ze rekrutéieren an och ze fidéliséieren.

Ech mengen, bon, de Gilles Roth huet de Salaire genannt, deen een als Magistrat oder als Attaché de justice verdéngt. Ech muss soen, deen ass ganz concurrentiel par rapport zu deem, wat ee verdéngt an enger grousser Étude. Et muss een natierlech och gesinn, dass een an der Magistratur aner Attraiten huet: bon, d'Vakanzen, eng Sécurité de l'emploi. Soudass, an ech weess dat, well ech laang an enger grousser Étude geschafft hunn, et vill Lëtzebuerger Juriste sinn, déi dee Schrëtt maachen, fir an eng Magistratur ze goen, well se effektiv par choix de vie oder par intérêt dat maachen.

Ech mengen, dat war bis elo schonn eng attraktiv Optioun an dat gëtt elo nach eng Kéier e bësse méi attraktiv. Mat deem Resultat, dass mer, bon, noutgedrongen, mengen ech, ëmmer méi Juristen an d'Lëtzebuerger Magistratur kréien an ëmmer manner an d'Étuden. Ech mengen, och dat soll een hei wëssen.

Natierlech si mer als LSAP fir dëse Projet. Mir ënnerstëtzen dee Projet a mir wäerten deen och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. Ech géif hien awer d'nächst Kéier invitéieren, wann et e bësse méi laang gëtt, op d'Riednerpult ze kommen, aus reng techneschen Iwwerleeungen, well ee vum Riednerpult besser versteet, besonnesch bei deenen, déi eng gewëssen Taille hunn.

Merci villmools.

(Hilarité)

Une voix.- Bei Iech kënnt dat net vir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, mir kënnt dat net vir. Voilà, Merci villmools. An d'Wuert huet elo direkt d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wäert mech wierklech kuerzfaassen. Ech wëll just zwou Saache soen. Dat Eent ass: Merci un de Rapporteur Guy Arendt fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

An dat Zweet ass, datt mir ons als Gréng awer erwaarden, datt dëse Projet de loi, esou wéi en elo hei presentéiert ginn ass, et awer wäert der Magistratur, der Justice erlaben, fir deem Problem vum Mangel u Leit entgéintzewierken. Soudatt mir mengen, datt do sécherlech net alles wäert sech séier léisen, mä datt duerch déi zousätzlech Méiglechkeeten, déi gi sinn, dach awer eng Verbesserung vun der Situatioun wäert stattfannen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Loschetter. Dann huet d'Wuert... Ech hat hei den Här Reding stoen. Hien ass net do. Da géift Dir eppes dozou soen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wollt am Numm vun eisem Grupp och dem Rapporteur Merci soen an d'Zoustëmmung vun eiser Säit bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Soss keng weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Dann huet den Här Justizminister, de Félix Braz, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll wierklech e ganz grousse Merci un déi zoustänneg Chamberskommissioun riichten, awer och de Statsrot net vergiessen, déi et alle béid méiglech gemaach hunn, dass mer dee Projet haut scho kënnen zum Vote bréngen. Deen ass jo uganks Januar déposéiert ginn. An et ass wierklech eng grouss Urgence, dëse Projet ze stëmmen, well Dir wësst, mir sinn elo an där Zäit vum Joer, wou d'Rekrutementer kënnen ufänken. An et wier natierlech gutt, wa mer dat kéinte maachen ënnert deenen neie Regelen, déi mer haut de Mëtteg hei festleeën.

E grousse Merci och un de Guy Arendt, deen a sengem schrëftlechen an och a sengem mëndleche Rapport nu wierklech alles gesot huet. Ech hu knapps zwou Zuele méi, déi ech kéint lassginn, wéi déi, déi den Här Arendt scho genannt huet. Also dat war ganz komplett. Merci dofir!

Eng drëtt Remarque, déi ech wéilt maachen, ass déi, dass mer knapps dräi Joer nom Attachésgesetz et elo scho reforméieren, mä dat heescht op keng Aart a Weis, dass d'Gesetz vun 2012 net gutt wier. D'Gesetz vun 2012 huet eng Rei méi grouss, méi déif gräifend Reformen och gemaach. An ech mengen, dass déi sech eigentlech alleguerte bewährt hunn. Et ass näischt an deem Gesetz, wat net gutt wier.

Et geet awer net duer, well mer e Problem feststellen, an dat ass einfach dee vun der mangelnder Zuel vun Attachéen, déi schlussendlech kënnen zréckbehale ginn. An dorobber musse mer reagéieren. Mä d'Basis, dat ass d'Gesetz vun 2012, an déi Basis, déi steet, mengen ech, och nach ëmmer gutt.

De Guy Arendt huet eng Rei Zuele genannt. Et sinn zënter dem Attachésgesetz vun 2012 nëmmen 20 Attachéë rekrutéiert ginn. Mir haten am Joer 2013 sechs Vacances de poste, nëmme véier konnte beluecht ginn. Am Joer 2014 waren aacht Plazen ausgeschriwwen, dovu konnten der nëmme fënnef besat ginn. Et ass also och nach e relativ héije Pourcentage vu Plazen, dee fräi bleift. A mir wäerten an deenen nächste Joren... Mir hate schonn an deene leschten dräi Joer 25 Départen, déi meescht dovun an d'Pensioun, awer och aus anere Grënn.

Mir hunn och, wa mer d'Lëschte kucken, eng héich Unzuel vu Leit, déi an den nächste Joren och kéinten an d'Pensioun goen. A wann déi dat alleguerte géifen an engem kuerzen Délai maachen, méi oder manner plëtzlech, dann hätte mer e massive Problem dee Moment an der Magistratur. An ech kann deene Leit wierklech nëmmen eng gutt Gesondheet wënschen am Intérêt vun eiser Justiz an deenen nächste Méint, well soss géif et wierklech ganz komplizéiert ginn.

D'Erklärunge si schonn zum Deel genannt ginn. Et gëtt e Mangel u Lëtzebuerger Juristen, déi an den ëffentleche Secteur wëlle schaffe goen. Net well déi Plazen net attraktiv wieren, déi si finanziell sécher net onattraktiv. Et ass eng ganz interessant Aarbecht, an der Magistratur ze schaffen. Also dorunner läit et eigentlech net. Mä et schéngt, wéi wann de Privatsecteur nach méi attraktiv wier.

Dobäi hu mer genuch Lëtzebuerger, déi de CCDL packen. Ech hunn nach gëschter Zertifikaten iwwerreecht. Mä déi Coursë si ganz exigent. Do hunn 270 Leit sech ageschriwwen au départ. Dovunner sinn der schonn nëmmen 200 ugetruede fir den Examen. A vun deenen 200 hunn der 58 et gepackt gëschter am éischten Ulaf. Do kommen der nach no iwwert d'Noexamen. Mä 58 vun initialement 270, dat si ronn 20% nëmmen, hunn dat gepackt. Do sinn eppes méi wéi d'Halschent awer och Lëtzebuerger derbäi. Also eppes iwwer 30 si Lëtzebuerger. Dat ass also schonn eng Zuel, déi net geréng ass. Mä mir kréien et nawell net hin, déi an d'Carrière vun der Magistratur eriwwerzekréien.

Mat dësem Projet hoffen ech, dass mer dat kënne fäerdegbréngen. Mir hoffen, dass dat ka goen iwwert deen normale Wee, deen éischte Wee. Mä wann net, hu mer eis en zweete Wee ginn. An ech denken, dass déi Affekoten, déi mer iwwert den zweete Wee kéinte rekrutéieren, dass dat eng ganz wäertvoll Verstäerkung och wier. Déi Leit hunn eng zolidd Erfahrung. Ech deelen do dat, wat de Franz Fayot gesot huet, soudass ech mengen, dass deen zweete Wee kee méi e schlechte Wee ass, mä et ass e Wee, dee sech un aner Leit riicht, un aner Experienzen, un en anere Profil. A mir kënnen am Fong béid Rekrutementsweeër ganz gutt gebrauchen. Ech hu kee Bauchwéi dobäi, wa mer se net iwwert den éischte Wee all kréien, da mat deem zweete Wee - entre guillemets - „mussen ze liewen". Do ass d'Qualitéit net manner. Sécher net! Do brauche mer also, mengen ech, keng Regreten ze hunn.

Ech wëll just och nach eng Kéier kuerz dem Här Roth äntwerten, mat sengem Virschlag, deen e formuléiert huet, déi Iddi, déi scho méi wéi eng Kéier diskutéiert ginn ass, dass een och vläicht op déi pensionéiert Magistrate kéint punktuell zréckgräifen. Dat ass eng Iddi, där ech mech absolutt net wéilt verschléissen. Ech fannen och, dass et schued ass - Dir hutt eenzel Nimm genannt, ech wëll se dofir net widderhuelen -, wann déi Leit mat hirem ganze Wëssen, mat hirer ganzer Erfahrung, mat hirer ganzer Kompetenz vun haut op muer net méi do sinn. Dat bedauert ee bei deene Leit - Dir hutt se genannt -, eenzel, all Kéiers! A wann een dat kéint maachen, ass dat sécher eng Pist, déi mer sollte probéieren ze verdéiwen.

Nawell, Här Roth, wa mer dat hätten, dann hätte mer nach ëmmer keng definitiv Léisung, wou mer géife soen: Elo hu mer et wierklech fäerdegbruecht. Et wier jo awer besser, mir missten net op eng Rei vun dëse Pisten zréckgräifen, well mer genuch jonk Lëtzebuerger Juristen hätten, déi d'Konditiounen erfëllen, déi géifen nokommen. Mä et ass eng Pist weider, déi eis hëlleft, dat ze iwwerbrécken, wat mer mussen iwwerbrécken.

Mä ech mengen, wann dëse Projet gestëmmt ass, sinn ech eigentlech optimistesch fir déi nächst Rekrutementer. Et ass am Intérêt vun der Justiz, an dat heescht am Intérêt vun all de Leit, déi op d'Geriichter musse kommen. Eng séier Justiz ass am Intérêt vun de Leit als Alleréischt. Dorunner musse mer schaffen. D'Zuel vu Magistraten, déi zur Verfügung stinn, ass dobäi eng wesentlech Donnée. Ech hoffen, dass mer se all zesummen heimadder kënne verbesseren.

An dofir nach eng Kéier Merci, dass dat esou séier méiglech war!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Justizminister. Mir géifen dann zu der Ofstëmmung iwwert de Projet 6760 kënnen iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6760 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hu 57 Participatiounen un der Ofstëmmung, dobäi 57 Jo-Stëmmen. De Projet ass also unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6760 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Álex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt (par M. Gilles Baum), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An déi traditionell Fro: Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass d'Proposition de loi 6446 iwwert d'Organisatioun vun der Justiz. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Viviane Loschetter.

3. 6446 - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv de 7. Juni 2012 ass dee Projet de loi 6304B iwwert d'Attachés de justice gestëmmt ginn. An obwuel de Justizminister de Moie gesot huet, et wär eigentlech näischt schlecht un deem Projet de loi, e misst punktuell adaptéiert ginn, wat mer just virdrun zu Recht och gemaach hunn, gouf et awer den 21. Juni 2012 en Deputéierten, de Félix Braz, dee gemengt huet, et wär awer ee klenge Passus an deem Projet de loi iwwert d'Attachés de justice, deen net ganz kongruent wär, an deen dofir och deen Dag eng Proposition de loi déposéiert huet.

Déi ass recevabel deklaréiert ginn de 26. Juni 2012. An de Statsrot huet elo viru Kuerzem, den 10. Mäerz 2015, säin Avis dozou ginn, iwwregens parallell mat deem Gesetz, dat mer elo grad gestëmmt hunn. D'Commission juridique huet mech selwer den 18. Mäerz 2015 als Rapportrice genannt an huet mäi Rapport den 22. Abrëll 2015 à l'unanimité ugeholl.

Ëm wat geet et an där Proposition de loi? Do geet et ëm een eenzegen Artikel an do geet et prezis ëm d'Konditioun vun der Acceptation, dat heescht vum D'accord-Si fir eben eng Delegatioun vun engem Riichter, fir bei e Friddensgeriicht eriwwerzegoen.

Elo ass et esou, datt mer an deem Projet de loi, an deem Gesetz vun 2012 wuel drastoen hunn, datt e Juge vun engem Tribunal d'arrondissement ka bei en aneren Tribunal d'arrondissement eriwwerwiesselen, awer just mat sengem Accord. An dat steet am Artikel 13 vun deem Gesetz iwwert d'Attachéen dran.

Mä mir hunn awer am Artikel 6 vun deem Gesetz e Cas de figure, wou e Friddensriichter, dat heescht e Juge vun der Justice de paix oder e Juge vun engem Tribunal d'arrondissement, wann deen eriwwerdelegéiert gëtt an e Friddensgeriicht, dat heescht entweder an en anert Friddensgeriicht oder an e Friddensgeriicht, dat et do net verlaangt ass, datt de Juge concerné säin Accord misst ginn. An dofir geet et an där Proposition de loi drëm, fir eigentlech den Artikel 6 op den Artikel 13 vum Gesetz vum Attaché de justice ze alignéieren.

Firwat? Wat war de But, wat war d'Intentioun vun dëser Proposition de loi? Ma do geet et schlicht ëm de Principe d'inamovibilité vun de Riichter. An do geet et notamment och ëm dee Prinzip vun der Inamovibilité am Artikel 91 vun onser Verfassung, wou drasteet, datt: „«Les juges de paix, les juges des tribunaux d'arrondissement et les conseillers de la Cour sont inamovibles.» (...) - Le déplacement d'un de ces juges ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement."

Mir wësse jo och, datt deen Text vum 7. Juni 2012 keng Limitatioun an der Zäit virgesäit, well et extrem schwéier ass, eng Limitatioun an der Zäit iwwerhaapt ze evaluéieren a Fäll, wou muss esou eng Delegatioun geschéien, dat heescht wou eng Persoun muss remplacéiert ginn, fir datt de ganze Justizsystem, Justizapparat weider ka fir de Bierger an d'Biergerin fonctionnéieren.

Den 22. Februar 2013 huet selbstverständlech - dat soen ech emol, selbstverständlech - de Groupement des Magistrats en Avis ofginn, deen en faveur war vun där Rektificatioun.

A kuerz virdrun, de 15. November 2012, hat de Procureur général d'État en Avis ofginn, deen e bësse méi nuancéiert war, well en engersäits sécher de Principe d'inamovibilité net a Fro stellt, mä en huet sech Gedanke gemaach iwwert d'Définition juridique vun där Notioun. An en huet nach eng Kéier ënnerstrach, wat seng oberst Préoccupatioun war: datt de Justizapparat muss kënne fonctionnéieren an datt esou eng Delegatioun, wa se eben ouni deen Accord géif geschéien, jo och nëmmen e Caractère temporaire hätt. En huet insistéiert op dem Caractère temporaire. An en huet och gemengt, datt e sech eigentlech dofir net kéint virstellen, datt mer verfassungswidreg wären, datt dat kéint a Relatioun gesat gi mam Artikel 91 vun der Verfassung.

De Statsrot huet dann och elo viru Kuerzem säin Avis ofginn. An och erëm eng Kéier, de Statsrot ënnersträicht «l'importance du principe fondamental de l'inamovibilité des juges», datt dat net kann a Fro gestallt ginn. En huet awer och a senger Interpretatioun gemengt, datt deen «n'est pas de nature à entrer en conflit avec le principe constitutionnel précité.» Dat heescht, och de Statsrot mengt, datt mer hei net verfassungswidreg wären, vu den temporäre Charakter.

Trotzdeem seet de Statsrot, datt zu där Modifikatioun, wéi se awer proposéiert ass an där Proposition de loi, datt e säin Accord kann zu där Modifikatioun ginn. Dat géif och eben déi zwee Artikele 6 an 13 effektiv alignéieren, wat och Sënn mécht an esou engem Gesetz. An de Statsrot seet och, vu d'Gesetz, wat mer elo just virdru gestëmmt hunn, gëtt de Statsrot och säin Accord zu där Proposition de loi. An domadder, mengen ech, hätte mer haut e Ganzt, wat eigentlech och e bëssen zesummegehéiert an deem Attaché-de-justice-Gesetz, modifiéiert oder adaptéiert.

D'Justizkommissioun huet den Avis vum Statsrot natierlech och analyséiert, déi puer kleng Suggestiounen, déi éischter technescher Natur waren, och ugeholl. Awer d'Commission juridique huet d'Analyse quant au fond vun där Proposition de loi mam Statsrot och esou gesinn an dofir och mäi Rapport à l'unanimité ugeholl an eigentlech och d'Iddi vun där Proposition de loi à l'unanimité ugeholl.

An dofir mengen ech, datt mir hei kënne mat engem rouege Gewëssen hei an der Chamber als Deputéiert dës Proposition de loi stëmmen. An ech géif Iech ganz gären och dozou invitéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Rapportrice. An ech hat e puer esou Zeeche kritt, well gemengt gi war, d'Riedezäit wär iwwerschratt. Hei war awer en Iertum op der Auer. Selbstverständlech war d'Madame Rapportrice largement an der Zäit, well se beim Modèle de base zéng Minutten huet an net fënnef Minutten, wéi dat hei ugi war. Ech bieden dann ëm Versteesdemech. An direkt huet d'Wuert den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen am Numm vun der CSV-Fraktioun der Madame Loschetter Merci fir hire schrëftlechen an och mëndleche Bericht.

D'CSV wäert Jo soen zu dëser Gesetzespropositioun, well, wéi d'Madame Rapportrice et erkläert huet, wann e Riichter vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg op Dikrech temporär delegéiert gëtt, da muss e säin Accord dofir ginn. Da schéngt et eis eigentlech och normal ze sinn, wann ee vun dem Bezierksgeriicht Lëtzebuerg op d'Friddensgeriicht op Esch oder op Dikrech geschéckt gëtt respektiv wann ee vum Friddensgeriicht vu Lëtzebuerg op Esch oder op Dikrech geschéckt gëtt, dass dann och an därselwechter Logik säin Accord sollt virleien.

Wann ee geschéckt gëtt, dann ass dat keng Delegatioun - ech mengen, dat sollt een och eng Kéier fir de Bierger soen -, déi de Justizminister géif ausspriechen, mä et ass eng Delegatioun, déi vun dem ieweschte Magistrat, nämlech vum President vun der Cour supérieure de justice, ausgeschwat gëtt.

Mir stëmmen dëse Gesetzesprojet och, well en eigentlech - eng Propositioun ass et villméi - zréckgeet op eng Motioun, déi 2012 vun der Chamber, mengen ech, mat 59 vu 60 Deputéierte sengerzäit gestëmmt gouf.

Madame Loschetter, Dir huelt dat awer elo net perséinlech, mä mir si mat eppes net d'accord, dat ass... Vläicht ass och nach en Iertum an dem Rapport, zumindest an där Versioun, déi ech hunn, wann Der do d'Considérations générales, de fënneften Alinea liest, do steet: «le libellé de l'article 6 de ladite loi se heurte», dat heescht, wéi e bis elo a Kraaft ass, «se heurte au principe d'inamovibilité des juges qui interdit de donner au juge, sans son consentement, une nouvelle affectation, même en avancement.» Also dat deele mer net.

Och d'Gesetz vun 2012, dat ass net verfassungswidreg an dat verstéisst net géint den Artikel 91 vum Prinzip vun der Inamovibilitéit vun de Riichter. Et deet mer leed, dass ech et net en Dënschdeg den Owend gesinn hat, soss hätte mer et kënne gëschter an der Justizkommissioun redresséieren. Mä ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord, dass deen dote Considérant eigentlech net esou ganz an der Logik ass vun deem, wat mer haut stëmmen.

Firwat? Mä well de Procureur général schonns 2012 gesot huet, dass och déi Versioun, wéi mer se elo am Gesetz stoen hunn, net géint de Prinzip vun der Inamovibilitéit verstéisst. De Conseil d'État huet et och elo nach eng Kéier rappeléiert. An ech mengen, et war och d'unanime Meenung vun der Justizkommissioun - deemools an haut -, dass et kee Verstouss ass zu dem Prinzip vun der Inamovibilitéit. Well soss hätt deemools jo och de Conseil d'État lo-

gescherweis net kënnen d'Dispens vun dem zweete Vote constitutionnel ginn.

Nach eng Kéier: Fir eis als CSV ass et ganz kloer, dass och d'Gesetzesversioun, wéi se haut applikabel ass, also d'Versioun 2012, kee Verstouss zu dem Prinzip vun der Inamovibilitéit vun de Riichteren ass.

Generell wëll ech ofschléissend soen, dass selbstverständlech all Riichter, all Magistrat muss déi néideg Rechtsgarantien hunn an duerfir net kann arbiträr vun engem Posten, aus welche Grënn och ëmmer, versat ginn, fir temporär en iergendwelchen anere Posten ze besetzen.

Mir soen awer ganz kloer och als CSV, dass d'Primautéit och nach ëmmer den effikasse Fonctionnement vun enger Justiz huet. Ech mengen, de Bierger huet d'Recht drop, an duerfir ass et och d'Flicht vum Gesetzgeber, fir sécherzestellen, dass d'Justiz, esou wéi se organiséiert ass, och fonctionnéiert, an dass, wat mer nach eng Kéier soen, all Prozess - net nëmmen déi penal Prozesser, mä all, och d'zivill Prozesser - no alle Méiglechkeete kann an engem räsonabelen Délai oflafen.

Ofschléissend wëll ech just soen, dass mer sollten - a mir wäerte sécherlech nach eng Kéier entweder an dëser Legislaturperiod oder eng Kéier duerno net derlaanschtkommen - eis grondleeënd Gedanken iwwer eng ganz Reform vun der Organisation judiciaire maachen, an och vläicht, fir eng Kéier d'Gesetz vun 1980 op eenzelne Punkten nach eng Kéier nozebesseren.

Eis Iwwerleeung a Meenung ass do, dass, wann e Riichter... Dee ka jo elo nëmmen delegéiert gi vum President vun der Cour supérieure de justice mat sengem ausdrécklechen Accord. Eisen Informatiounen no ass och déi lescht dräi Joer ni e Problem gewiescht, wann eng temporär Delegatioun do war. Mä wann eng Kéier e Riichter oder e Magistrat, och vum Parquet, net d'accord wier mat enger temporärer Delegatioun, da si mir der Meenung, dass een da misst am Gesetz schreiwen, dass en da säi Refus, well da wier et jo e Refus, dass en deen dann och misst motivéieren.

Ech mengen, dat wier och an der Logik vun der Saach. An et sollt een elo dat Gesetz hei stëmmen, a wann een dann eng Kéier gegebenenfalls nobessert, da sollt een dann déi Considératioun an d'Gesetzestexter mat afléisse loossen.

Fir de Rescht, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dëser Gesetzespropositioun, déi nach op de fréieren Deputéierte Félix Braz an heitege Justizminister zréckgeet an déi eigentlech initiéiert gi war deemools vun houleuxen Débaten, déi mer haten an der Justizkommissioun zwëschen dem Groupement des Magistrats engersäits, dem Procureur général anererséits, a mir souzen do als Hohepriester deem Ganzen nozelauschteren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dozou d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice*.- Jo, ech wollt wierklech nach eng Kéier preziséieren: Dir hutt selbstverständlech recht, Här Roth, mä dee Passus, deen Der virdrun zitéiert hutt, deen ass an de Considérations générales éischten Objet, an do ass den Objet vun der Proposition de loi beschriwwen. An an der Proposition de loi, do steet effektiv dran, datt de Principe d'inamovibilité kéint getraff gi sinn.

An ech hu gradesou richteg gesot, wéi Dir et och virdru gesot hutt, datt mir als Kommissioun ons quant au fond der Analys vum Statsrot ugeschloss hunn, deen eigentlech mengt, datt dee Prinzip - wat soss verfassungswidreg wier - eigentlech net touchéiert ass, mä datt mir als Kommissioun fannen, datt vu wat mer amgaange sinn elo ze redresséieren oder ze reguléieren oder ze adaptéieren, hat ech gesot, a vu dee Projet, deen elo just gestëmmt ginn ass, et eng gutt Saach wär, wa mer den Artikel 6 un den Artikel 13 géifen alignéieren.

Also, mir hu schonn datselwecht gemengt. Mä ech wollt elo net den Androck hei entstoe loossen, datt entweder de Rapport, dee mer jo zesumme gestëmmt hunn, oder ech eppes gesot hätt, wat konträr wär zu deem, wat mer zesummen décidéiert hunn an der Justizkommissioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och fir déi Prezisiounen. Dann huet d'Wuert direkt den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'LSAP-Fraktioun wäert déi heite Proposition de loi stëmmen, well mer mam Fong eigentlech averstane sinn, fir d'Riichter gläichzebehandelen, och wann et ëm eng Délégation temporaire geet, fir op e gewësse Posten dann transferéiert ze ginn, net awer well mer d'Justifikatioun eigentlech deelen, déi an der Proposition de loi vum Deputéierte Braz drastoung. Wa mer dat géife maachen, da wäre mer nämlech zënter de 70er Joren eigentlech anticonstitutionnel hei zu Lëtzebuerg, well zënter 1972 kënnt et esou zu zäitweilegen Delegatioune vu Riichter, ouni dass den Accord vun deene Riichter muss virleien.

An duerfir menge mer, dass et gutt ass, dass eng Gläichheet hiergestallt gëtt tëschent deenen eenzelne Riichter, wat d'Delegatiounen ugeet, dass also net déi eng mussen en Accord ginn an déi aner en net brauchen ze ginn. Also de Principe de l'égalité devant la loi, géif ech praktesch soen, wär dann heimadder respektéiert, mat där Reform. Mir sinn awer, wéi gesot, net der Meenung - an do si mer op därselwechter Positioun eigentlech wéi de Statsrot an och wéi de Procureur général, fir ze soen, dass mer awer décidéiert net där Meenung sinn -, dass mer hei während elo 40 Joer de Prinzip vun der Onverréckelbarkeet vun de Riichter violéiert hätten, dass mer also géint den Artikel 91 vun eiser Verfassung hei während véier Jorzéngte verstouss hätten. Déi Meenung deele mer net.

Ech mengen, dem Procureur général säin Avis ass schonn hei esou interessant, wéi och méi rezent Avise vum Procureur général - vun deemselwechten - net oninteressant sinn, well en eppes - dat ass immens echt - richtegstellt, eigentlech eng falsch Situatioun vun engem Arrêt vum Conseil constitutionnel a Frankräich, wou och d'Doktrinn a Frankräich Zitater gemaach huet, déi esou net stëmmen. An hien zitéiert eigentlech aus dem urspréngleche Uerteel mat de Considéranten, wou awer ausdrécklech fir eng ähnlech Hypothees, wéi se sech elo hei zu Lëtzebuerg haut nach stellt, eigentlech an deene Considéranten déi franséisch Verfassungsriichter gesot hunn, dat wär an der Rei an dat wär kee Verstouss géint de Prinzip vun der Inamovibilitéit vun de Riichter.

Also, soudass ech mengen, dass mer hei e gudde Schratt maachen, an dee mer eigentlech zesumme maachen, well et gëtt eng gemeinsam Motioun. Mä den Här Braz war ëmmer e ganz äifregen Deputéierten: En huet net gewaart eigentlech - well an der Motioun gëtt d'Regierung opgefuerdert, selwer e Projet de loi ze maachen -, mä als Oppositiounsdeputéierten huet en direkt e puer Wochen drop eng eege Propositioun de loi gemaach, fir dat doten ze maachen. An domadder huet e sech eigentlech eng Aarbecht ewechgeholl, déi en haut elo misst maachen. An duerfir ass dat hei och en duebele Grond, fir deen heiten Text ze stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. Dann huet d'Wuert den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech géif der Madame Loschetter och Merci soe fir hire Rapport, de schréftleche souwéi mëndlechen. Ech mengen, am Intérêt vun deem Projet, dee mer virdrun ofgestëmmt hunn, am Intérêt vun enger gudder Justiz géif ech mengen, op alle Fall kënnen den Accord vun der DP-Fraktioun hei zu dëser Proposition de loi ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Arendt. An dann huet d'Wuert den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wéilt am Numm vun der ADR-Fraktioun eisen Accord zu dëser Proposition de loi gi vum fréieren Deputéierten a Justizminister Braz.

Selbstverständlech sollt et keng Affektatioun a Mutatioun vun engem Riichter gi géint säi Wëllen. Mir mussen awer och soen, datt et dat hei zu Lëtzebuerg bis elo an der Praxis ni gouf. A well hei franséisch Jurisprudenzen zitéiert gi sinn, wëll ech awer soen, datt et jo en Ënnerscheed gëtt, ob e Riichter vu Marseille mutéiert gëtt géint säi Wëllen, allez, op Metz oder ob s de hei zu Lëtzebuerg dann als Friddensriichter vun där enger op déi aner Juridictioun gesat gëss.

Mir si fir eng absolutt Indépendance vun der Justice, mä net ouni Kontroll! Ech mengen, och hei muss et „checks and balances" ginn. An et ka kee Pouvoir an engem loftleere Raum an ouni Contrôle exercéiert ginn. Mir hate schonn d'Geleeënheet, hei an der Chamber drop anzegoen, datt besonnesch a strofrechtlechen Affären en onwahrscheinleche Pouvoir besteet beim Parquet, ob Saache poursuivéiert ginn oder net poursuivéiert ginn. An do muss och e qualitative Contrôle méiglech sinn.

An da soen ech schlussendlech dem Gilles Roth Merci, datt en de Problem soulevéiert huet vun den Délaien, quitte datt en elo net onbedéngt am Rahme vun dëser Debatt ass, mä et ass wouer: Net nëmme strofrechtlech huet de Mënsch en Urecht drop, datt seng Affär a kuerzen, normalen, räsonabelen Délaie gehéiert gëtt, mä och zivillrechtlech. An et deet mer leed hei mussen ze soen, an all meng Kolleegen Affekoten, déi heibanne sëtzen, gi mer do bestëmmt recht, datt dat am Moment net gewährleescht ass. Jee no Juridictioun, jee no Matière leie mer do einfach am Moment nieft der Plack a mir sollten als Politik derfir suergen, datt och d'zivillrechtlech Affären an normalen, räsonabelen Délaien évoquéiert ginn, fir datt d'Leit wëssen, wou se dru sinn a woumat datt se rechne mussen. Dat ass einfach och e Mënscherecht an e Recht vum Bierger. An et ass eng vun den Aufgabe vum Stat, déi mer sollten extrem, extrem seriö huelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet elo den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir stëmmen ëmsou léiwer dee Projet hei, well mer bei där Debatt deemools, mengen ech, déi Eenzeg waren, déi géint d'Gesetz gestëmmt hunn, mam Argument, well dat Gesetz e Problem duerstellt fir d'Onofhängegkeet vun de Riichter, déi konnten a gewësse Fäll géint hire Wëlle vun engem Posten op en anere versat ginn. Dat gëtt mat deem heite Gesetz riichtgebéit an dat begréisse mer.

An ech mengen och, an ech hunn dat och deemools an der Debatt gesot, dass, wann een un dee Prinzip fréckele geet, och wann dat vläicht schonn déi Jore virdrun de Fall war, dass dat awer e Problem kann duerstelle fir d'Onofhängegkeet vun de Riichter, déi musse kënnen, do wou se sinn, déi Prozesser féieren, déi se kréien, an net däerfe kënnen anzwousch anescht geschéckt ginn, wann ee mengt, dass dee Riichter net dee gëeegente wier, fir e gewësse Prozess ze féieren.

Dat sinn déi Dériven, déi kënne geschéien. Ech wëll net soen, dass déi dauernd geschéien oder scho geschitt sinn. Mä dat si wéinstens theoretesch Dériven, déi kënne geschéien. An duerfir gëtt et jo och dee grousse Prinzip vun der Onofhängegkeet vun de Riichter. An dozou gehéiert d'Inamovibilitéit, dat heescht d'Netverréckelbarkeet vun engem Riichter.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Urbany. An d'Wuert huet elo den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Merci der Rapportrice, der Madame Loschetter, fir e ganz komplette Bericht. Ech wëll net vill soen. Ech mengen, et ass am Detail zum Text alles gesot ginn. Just zwou, dräi Remarquen.

Den Här Urbany erënnert drun, datt si deemools dee Rapport vun 2012 net gestëmmt hunn. Ech mengen awer, dass mer richteg louchen, dat ze maachen. Ech hunn et virdru gesot: Dat ass e gutt Gesetz. Et hat ee Schwaachpunkt, dee mer haut behiewen. An ech mengen, wa mer déi lescht dräi Joer zréckkucken, hate mer besser, deen Text ze stëmmen an haut déi Korrektur virzehuelen, wéi dass mer 2012 op deen Text verzicht hätten, wat e gudden Text war, par ailleurs, deen eis vill gehollef huet. Ech mengen, dat war schonn esou an der Rei, wéi mer virgaange sinn.

Ech war den Auteur vun der Proposition de loi. Ech wëll awer och ënnerstréichen - den Här Bodry huet dat gemaach, den Här Roth och -, dass mer an der Kommissioun um Fong vun deem, wat hei haut zum Vote gestallt gëtt, eis deemools och eens waren. D'Parteien an der Kommissioun waren d'accord, fir ze soen: Mir hätte gären en Alignement. An ech menge souguer, mir kënnen eis d'Ekonomie vun der Debatt iwwert d'Verfassungsméissegkeet oder net maachen. Mir hu genuch Argumenter, ouni déi Diskussioun mussen ze féieren, andeems mer soen: Et gëtt eigentlech kee valabele Grond, fir den Artikel 6 an den Artikel 13 net ze alignéieren.

An d'Kommissioun war sech deemools eens an huet gehofft, dass d'Regierung, déi deemoleg Regierung, séier eng Initiativ géif huelen. Wéi sech awer erausgeschielt huet, dass dat leider net esou géif goen, hunn ech effektiv déi Initiativ geholl, dat an eng Proposition de loi ze faassen, wat déi Kommissioun eestëmmeg geduecht huet, nämlech dass mer sollen déi zwee Artikelen alignéieren. Et ass also och deemools schonn e politesche Konsens gewiescht. Dat war net just eng Trouvaille vun engem, mä dat war eng gedeelte Meenung an der juristescher Kommissioun. Ech sinn och dofir frou, dass mer déi Unanimitéit bis haut konnte bäibehalen.

Ech wëll och nach ënnerstréichen, dass mer am Zesummespill mat deem Gesetzesprojet, dee mer virdru gestëmmt hunn, et hei wäerte fäerdegbréngen, à la fois d'Inamovibilitéit vum Riichter och am Artikel 6 ze beschreiwen an nawell déi Dosis Flexibilitéit an Zukunft ze hunn, déi mer brauchen, fir kënnen e gudde Fonctionnement vun der Justice ze garantéieren. Nämlech doduerch, dass mer an deem Gesetzesprojet vu virdru gestëmmt hunn, dass en Attaché, deen definitiv genannt ass, nach däerf ersetze goen, och ouni datt säin Accord muss ageholl ginn, well en nach net Riichter ass.

Dat heescht, mir kréien awer do esou eng kleng Cellule, loosse mer se esou nennen, vun definitiv genannten Attachéen, déi déi Flexibilitéit bidden, fir kënnen op verschiddene Plazen, gegebenenfalls souguer ouni hiren Accord, agesat ze ginn.

Wat awer d'Riichter betrëfft, domat gëtt hei haut däitlech gemaach, dass dat fir déi natierlech net gëllt. Bei deene muss, egal wouhinner se solle geschéckt ginn, ob et op e Bezierksgeriicht ass oder e Friddensgeriicht ass, an all de Fäll den Accord virleien.

An ech soen och dat nach eng Kéier als Argument, firwat dass et gutt war, de Projet 2012 awer ze stëmmen. Mir hunn an deene leschten dräi Joer kee Problem kannt mat där Dispositioun. Ech mengen also, dass mer mat de Votten, déi mer haut de Mëtteg virhuelen, eigentlech ënnert dem Strëch alles richteg gemaach hunn an dass mer elo besser opgestallt gi vun de Prinzipien hier, awer och vun der Flexibilitéit hier an och beim Rekrutement, fir kënne besser ze schaffen an Zukunft.

Dofir nach eng Kéier Merci alleguerten deenen, déi den Text stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Justizminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6446 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6446 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass eriwwer.

60 Participatiounen um Vote, 60-mol Jo. Domat ass de Projet 6446 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ech ginn dovunner aus, dass Der d'Dispens vum zweete Vote gitt. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Konsultatiounsdebatt, déi vun der Gesondheetsministesch ugefrot ginn ass iwwert de Phenomeen vun der Prostitutioun hei zu Lëtzebuerg. An d'Wuert huet direkt d'Madame Gesondheetsminister Lydia Mutsch.

4. Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg

Exposé

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances.*- Entschëllegt, si ass ugefrot vun der Chancëgläichheetsministesch mam Justizminister a mam Minister vun der Sécurité intérieure.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dovun aus, dass et déiselwecht Persoun ass.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat gëtt natierlech e ganz aneren Débat.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech entschëllege mech da bei der Gläichstellungsministesch, an et wäert net méi virkommen.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances.*- «Le système prostitutionnel est fait pour verrouiller le silence: il est très difficile de faire sortir cette parole, et que cette parole soit entendue par la société qui ne souhaite absolument pas l'entendre.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Zitat vum Claudine Legardinier, franséisch Journalistin a Publizistin, ëmschreift a mengen Ae ganz gutt den Tabu an dat Stigma, dat der Prostitutioun an eiser Gesellschaft nach ëmmer unhaft. Mir schwätzen net gären iwwer esou Sujeten. An dat, obwuel et eppes ass, wat schonn ëmmer do war, e Phenomeen, deen eis ganz Gesellschaft onmëttelbar betrëfft.

Jo, et ass eng gesellschaftspolitesch Fro, ob an a wat fir enger Form mir d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg akzeptéieren an encadréiere wëllen. Prostitutioun ass e Sujet, deen a senger philosophescher, juristescher, uerdnungspolitescher, soziologescher, gesondheets- a sozialpolitescher Dimensioun immens villschichteg a komplex ass.

Et ass net déi éischte Kéier, dass mir iwwert d'Prostitutioun hei am Haus schwätzen. Och bei eisen Noperen an an den internationale Gremien, wéi zum Beispill och am Conseil de l'Europe, gëtt dat Thema intensiv a kontrovers diskutéiert an Diskussiounen, déi natierlech och hiren Afloss an hir Auswierkung op eis Diskussioune bei eis am Land hunn.

Wa mer iwwert d'Prostitutioun an aller Sachlechkeet wëllen diskutéieren, an dat ass mäi Wonsch, da musse mer och d'Terminologien auserneenhalen oder kloermaachen. An den internationalen Texter gëtt sech an der Regel op den Term „Prostitutioun", „prostitution" gëeenegt, wat am klassesche Sënn de Verkaf vu sengem eegene Kierper am Kader vun enger intimer sexueller Relatioun bedeit. Aner Aktivitéiten, déi ënnert de Begrëff vum „travail sexuel" falen, wéi zum Beispill alles am Beräich vun der Pornoindustrie oder och Sex-Hotlines oder wat ëmmer nach dozougerechent gëtt, sinn hei net agebonnen.

Et gëtt och an der Regel en Ënnerscheed gemaach tëscht der sougenannter „fräiwëlleger Prostitutioun" an der Exploitation sexuelle am Kader vum Proxénétisme a vum Mënschenhandel. Fir et awer ganz kloer ze soen: Den Term „fräiwëlleg Prostitutioun" ass fir ganz vill Leit an och fir mech scho bal en zynesche Begrëff, well d'Décisioun, fir sech ze prostituéieren, bal ëmmer op sozialen an ekonomeschen Noutlage baséiert a mat libre Choix meeschtens net ganz vill ze dinn huet.

Trotzdeem sinn ech der Meenung, dass ee muss akzeptéieren, dass et Fraen a Männer ginn, déi fir sech d'Décisioun geholl hunn, der Prostitutioun nozegoen. Et steet eis net zou, fir si ze jugéieren.

Här President, d'Debatt vun de Mëtte soll mat dozou bäidroen, fir ouni Scheiklappen an och ressortiwwergräifend de Sujet vun der Prostitutioun bei eis am Land ze beliichten. D'Zil ass et, fir gemeinsam Weeër opzezeechnen, Alternativen zu der Prostitutioun unzebidden a fir parallell dozou alles ze ënnerhuelen, fir de Mënschenhandel an déi sexuell Ausbeutung beschtméiglech a verstäerkt ze ënnerbannen.

Et ass also en oppene Prozess, well d'Regierung an hirer Strategie nach keng fäerdeg an dofir och keng virgefertegt Approche a Meenung huet.

Enn vun den 90er Joren huet sech hei am Land villes am Beräich vun der Prostitutioun gedoen. Zënter 1998 besteet den dropIn vum Roude Kräiz. Aner wichteg Elementer sinn d'Policereglement vun der Stad Lëtzebuerg vun 2001, eng Proposition de loi vun 2008, awer och de Sondage, deen de Chancëgläichheetsministère 2012 ënner menger Virgängerin an Optrag ginn hat, an d'Konferenz „Et si on parlait de prostitution au Luxembourg?" am selwechte Joer.

Mir fänken also net bei null un, mir kënne fir dës Debatt op hëllefräich Elementer zréckgräifen. De Chancëgläichheetsministère huet 2012 och eng Plattform mat verschiddenen Akteuren an d'Liewe geruff, déi um Terrain an hirer dagdeeglecher Aarbecht mat der Prostitutioun konfrontéiert sinn. Dës Akteure sinn nieft dem Chancëgläichheetsministère an dem Justizministère d'Police, de Parquet général, d'HIV-Berodung an den dropIn vun der Croix-Rouge souwéi och de Service d'intervention sociale vun der Stad Lëtzebuerg.

Ech wéilt op dëser Plaz dem Justizminister an och dem Policeminister Merci soen, dass si mir hir Confiance ginn, fir dierfen an hirem Numm haut dës Introduktioun vusäite vun der Regierung ze maachen. Ech wëll hinnen awer och Merci soe fir déi wierklech gutt Zesummenaarbecht, déi mir hunn an der Plattform an insgesamt fir zesummenzeschaffen an deem heite Sujet.

D'Plattform huet sech och mat anere wichtege Verwaltungen zesummegesat, fir bei enger Rei vu Froe méi an de Fong ze goen, wéi zum Beispill der nationaler Dateschutzkommissioun am Zesummenhang mam Regëster, dee mer diskutéiert hunn, oder och mat der Caisse Nationale de Santé, dem Ministère de la Sécurité sociale, virun allem am Zesummenhang mat Froe ronderëm d'sozial Ofsécherung, oder och der ADEM.

Am Dezember 2014 gouf de Rapport vun der Plattform virgestallt mat ganz zentralen a wichtege Punkten, wéi d'Ausschaffe vun enger sougenannter Exitstrategie, eng verbessert Sexualerzéiung an eise Schoulen, eng verstäerkt Kooperatioun am Beräich vun der Lutte géint d'Zouhälterei an de Mënschenhandel, de Beräich vun der Sécherheet och fir déi concernéiert Prostituéiert, awer och fir d'Autoritéiten, an, op eisen ausdréckleche Wonsch hin, och Iwwerleeungen zu de juristesche Modeller, déi europawäit existéieren.

De Rapport verschaaft eis deemno a mengen Aen en ëmfaassenden Iwwerbléck, wou d'Problemer leien. Verschidde Piste kënne schonn ëmgesat ginn, zum Beispill d'Exitstrategie oder och den nationalen Aktiounsplang fir eng besser Sexualerzéiung. Ech kommen am Detail nach dorobber zréck.

Complémentaire zu de Konklusioune vun der Plattform hunn de Justizminister an ech zwou Aarbechtsvisitten zu Stockholm an zu Amsterdam ënnerholl, fir eis mat deenen zwee Modeller ausenanerzesetzen an eis mat den zoustännegen Autoritéiten auszetauschen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen de Prostituéierten ausdrécklech d'Méiglechkeet ubidden, fir aus der Prostitutioun erauszeklammen, esou wéi dat zum Deel schonn am Ausland de Fall ass. D'Haaptakzenter vun der Exitstrategie sinn de Logement, de psychosozialen Encadrement an d'Sich no enger neier berufflecher Zukunft fir déi concernéiert Persounen. Mir sinn och ganz frou, dass den dropIn an d'Croix-Rouge eis eng Hand mat upaken, fir déi doten Exitstrategie op d'Been ze stellen.

Fir d'Regierung ass et och kloer, dass mer wëlle virrangeg op déi Servicer, Administratiounen a Programmer zréckgräifen, déi scho bestinn. Mir zielen dofir och op d'Zesummenaarbecht mat der ADEM, déi eis ugebueden huet, fir d'Prostituéiert, déi aus dem Milieu wëllen erausklammen, fir zwee Joer an eng sougenannte Mesure sociale matanzebannen. An dozou gehéieren och Formatiounen, awer och Démarchen, déi mat enger sozialer Ofsécherung verbonne sinn, wat mir och ganz perséinlech um Häerz läit.

Bei den Exitprogrammer dierf ee sech awer elo keng Wonner erwaarden, well d'Erfahrunge mat fréiere Versich, Prostituéiert nohalteg aus dem Milieu erauszehuelen, waren net ëmmer ganz positiv. De Milieu vun der Prostitutioun stellt eben nach ëmmer eng Méiglechkeet duer, fir relativ schnell u Suen ze kommen. Ob mir dat gäre wëllen oder net, et ass einfach esou.

Trotzdeem muss d'Méiglechkeet bestoen, dass eng professionell a koordinéiert Hëllef kann an Usproch geholl ginn. Dat huet bis elo hei am Land net bestanen. An dofir hoffe mer, dass mer éischt positiv Erfahrunge mat dësem Exitprogramm kënne maachen. A mir wäerten dee Programm an der Zukunft och regelméisseg op seng Effikassitéit hin iwwerpréiwen a gegebenenfalls och nobesseren.

Dës Regierung wëllt ausdrécklech d'Sexualerzéiung an eise Schoule verbesseren. Si huet an eisen Aen e ganz wichtegen Afloss op eis sozial Astellung, op eisen Emgang, dee mir mateneen hunn, vu klengem un, op eist Konfliktverhalen, awer och op d'Vue, déi mer op d'Prostitutioun hunn. An dofir schaffen ënnert der Fiederféierung vum Gesondheetsministère verschidde Ministèren - Éducatiounsministère, Familljeministère, Chancëgläichheetsministère, de Planning Familial an d'HIV-Berodung - zesummen, fir d'Sexualerzéiung iwwert de Wee vun engem nationalen Aktiounsplang an de Schoulen ze stäerken.

Eng modern an zäitgeméiss Sexualerzéiung muss dorop hiwierken, fir eise Jugendlechen e Verständnis vu Sexualitéit mat op de Wee ze ginn, wat ebe grad net op Gewalt an Dominanz baséiert, mä op géigesäitegem Respekt. Sou hätte mir dat gären.

Här President, erlaabt mer elo, op d'Fro ronderëm déi gesetzlech Modeller ze schwätzen ze kommen.

Et bestinn, an enger vereinfachter Duerstellung, dräi juristesch Modeller am Beräich vun der Prostitutioun. De reglementaristesche Modell schaaft e legale Kader, fir d'Prostitutioun ze begleeden, ze reglementéieren an och ze kontrolléieren. Sou Regimmer besti beispillsweis an Holland oder och an Däitschland.

Den abolitionistesche Modell bestrooft d'Zouhälterei, sanktionéiert awer net d'Prostituéiert. D'Prostitutioun ass net reglementéiert, gëtt awer als Ausbeutung an als eng Atteinte géint d'Mënschewürd ugesinn. Sou gëtt d'Prostitutioun géigewäerteg an der Belsch oder och a Frankräich gehandhabt.

An de prohibitionistesche Modell penaliséiert de Client, den Zouhälter an d'Prostituéiert, sprëch verbitt all Aktivitéit, déi mat Prostitutioun ze dinn huet. Dat ass de Fall a verschiddenen osteuropäesche Staten oder och nach um Balkan.

De schwedesche Modell baséiert op engem Gesellschaftsmodell, deen op der Gläichheet tëscht de Geschlechter baséiert an deen d'Prostitutioun all Kéiers, an allen Diskussiounen an an allen Aktiounen, als Ausdrock vun Ënnerdréckung an Dominanz ugesäit. An an där Logik gëtt a Schweden och de Client bestrooft.

Och a Frankräich gouf an deene leschte Méint ganz vill iwwert dëse Modell diskutéiert, dee virrangeg de Client penaliséiert. D'Assemblée nationale hat op Basis vun engem ganz ausféierleche Rapport 2011 eng entspriechend Gesetzesvirlag am Dezember votéiert. De Senat huet awer elo dës Gesetzespropositioun Enn Mäerz 2015 amendéiert, andeems grad dee Passage iwwert d'Penalisatioun vum Client nees erausgeholl ginn ass. An den Délit de racolage gouf erëm agefouert an domat e Gesetzeskader ugeduecht, deen eisem zu Lëtzebuerg net ganz onähnlech ass.

Däitschland huet säit 2002 e Prostitutiounsgesetz, dat elo amgaang ass reforméiert ze ginn. Eng vun deene groussen Neierungen ass d'Aféierung vun enger sougenannter „Erlaubnispflicht", wat heescht, dass d'Bedreiwe vun engem Bordell oder vun Eroscentren, déi Parties intégrantes vun der däitscher Approche bis elo waren, klore Konditiounen ënnerläit. Dorënner falen och d'Iwwerpréiwung vun eventuelle Virstrofe beim Bedreiwer oder d'Iwwerpréiwung vum Betribskonzept, fir doduerch ënner anerem ze verhënneren, dass sougenannt Flatrates kënnen ugebuede ginn, wat a mengen Ae scho laang iwwerfälleg ass.

Lëtzebuerg huet en abolitionistesche Modell mat reglementareschem Aschlag. Prostitutioun bei eis am Land ass net verbueden. De Code pénal bestrooft awer de Racolage à des fins de prostitution, dat heescht d'Uwerben, d'aktiivt Uwerbe vun de Clienten, d'Zouhälterei an de Mënschenhandel zu Zwecker vu sexueller Ausbeutung. De Policereglement vun der Stad Lëtzebuerg vum Mäerz 2001 gesäit vir, dass et all Persoun verbueden ass, sech op der Voie publique ze exposéieren an ze prostituéieren, mat Ausnahm vun zwou ausgewisene Stroossen am Garer Quartier am Zäitraum vun aacht Auer owes bis dräi Auer moies.

Wa mer iwwert de gesetzleche Kader zu Lëtzebuerg schwätzen, da muss een ervirsträichen, dass mir am Beräich vun der Repressioun vum Mënschenhandel a vun der sexueller Exploitatioun international Verflichtungen agaange sinn, a scho ganz fréi. Ervir stécht do besonnesch d'Konventioun vun New York, déi mer duerch d'Gesetz vum 9. Juli 1983 transposéiert hunn.

Opgrond vun dëser Konventioun war et bis elo um Lëtzebuerger Territoire net méiglech an och net gewollt, fir d'Prostitutioun ëmfaassend ze reglementéieren. En plus ass, wéi scho gesot, de Proxénétissem zu Lëtzebuerg verbueden, eng Tatsaach, déi der Exploitatioun vun engem Bordell oder engem Eroscenter entgéintsteet. Et wier deemno net nëmmen eng politesch Fro, mä och eng juristesch Fro, déi mer misste léisen, wa sech de Wonsch no gesetzleche Bestëmmunge fir d'Prostitutioun bei dëser Debatt géif erausschielen.

Här President, et schéngt mir evident, dass mer d'Entwécklungen am Ausland am A behale mussen, net zulescht, well se och Auswierkungen op eist Land kënnen hunn. Och wa vill Länner ganz ënnerschiddlech Approchen hunn, esou brénge se awer fir eis ganz wichteg Erfahrungen a bidden domat och Méiglechkeeten, fir Vir- an Nodeeler vun de jeeweilege Modeller ze diskutéieren an och ze evaluéieren.

D'Regierung huet sech dofir ganz intensiv mat den Argumenter vun eiser nationaler Plattform ausenanergesat, vun deenen ech der awer hei just e puer opgräife wëll, well se Iech an hirer Integralitéit zougestallt goufen a bestëmmt och vun Iech am Detail gekuckt goufen.

En vue vun der Delokalisatioun vun der Prostitutioun an d'Nopeschlänner bei deene Länner, déi de schwedesche Modell agefouert hunn, schéngt et kloer, dass dëse Modell nëmmen e Succès ka sinn, wann e groussfläcneg an allen europäesche Länner agefouert gëtt. Erfahrungen a Schweden hu gewisen, dass d'Prostitutioun net verschwënnt, mä dass se sech zum Deel och bannent dem eegene Land an d'Clandestinitéit an an den Ennergrond zréckzitt. Stéchwuert: Internet, Privatwunnengen, Massagesalonen. Dat mécht souwuel eng Kontroll duerch d'Autoritéite wéi och d'Aarbecht vun de soziale Servicer an de Gesondheetsservicer ganz, ganz schwéier.

Wat mir all awer net wëllen, ass, déi Prostituéiert zousätzlech ze fragiliséieren. Niewebäi ass ze bemierken, dass bei alle Modeller de Stroossestréch net verschwënnt, och net duerch d'Bestrofung vum Client.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach eng Kéier zum Ofschloss betounen, dass dës Regierung keng virgefertegt Meenung iwwert de beschtméigleche Modell vun der Prostitutioun huet. Vläicht well et dee guer net gëtt oder net ka ginn. Mir wëllen e sachlechen Emgang mam Thema Prostitutioun an, wann et méiglech ass, e breede Konsens fannen. An dofir ass déi Debatt vun haut och esou wichteg.

D'Diskussioune queesch duerch Europa an doriwwer eraus sinn oft vu Gläichgültegkeet geprägt, awer och vun Hëlleflosegkeet gekennzeechent. Kee Modell huet et bis elo wierklech fäerdegbruecht, fir d'Prostitutioun an de Grëff ze kréien oder nohalteg ze ënnerbannen. Dofir ass et och zu Lëtzebuerg net einfach, fir eng gläichermoosse sensibel wéi och pragmatesch a realistesch Approche un den Dag ze leeën. Mir brauchen e Lëtzebuerger Modell, dee sech net op e Pro oder Kontra vun deem engen oder vun deem anere Modell baséiert, mä all Elementer zouléisst.

Beim Thema Prostitutioun dierfe mir als Gesellschaft net eist Gesiicht verléieren a gläichzäiteg musse mer awer och alles drusetzen, dass mer déi fragillst Membere vun eiser Gesellschaft, zu deenen a mengen Aen d'Prostituéiert ausdrécklech gehéieren, och net am Stach loossen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung freet sech op en éierlechen Débat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Chancëgläichheetsministesch, där ech awer wëll soen, dass net d'Chancëgläichheetsministesch den Débat ugefrot huet, mä de Minister fir d'Relatioune mam Parlament, an dass en dat am Numm vun der Santésministesch...

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances.*- Dann hat ech mech geiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...gemaach huet, soudass ech mech bei Iech net brauch ze entschëllegen, mä Ärem Ministerkolleeg géif roden, sech bei Iech ze entschëllegen. Merci.

(Brouhaha)

An domat wär den Débat da lancéiert. An d'Wuert huet d'Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Débat

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als fréier Chancëgläichheetsministesch hat ech duerch den deemolege Koalitiounsaccord den Optrag, fir a Saache Prostitutioun ze ënnersichen, wéi eng Alternativen et géif zum schwedesche Modell ginn. Ech hunn deemools ugefaangen, andeems ech mat eise Leit vum Terrain, vum dropIn, der Police, dem Parquet, mat de Prostituéierte selwer geschwat hunn, an ech sinn eng ganz Partie Länner besiche gaangen, Däitschland, Holland, Frankräich, Belsch, genausou wéi d'Madame Mutsch dat och elo gemaach huet.

Ech hat net den Optrag, de schwedesche Modell hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, mä, wéi gesot, alternativ Pisten ze erfuerschen. Aus allen Iwwerleeungen eraus ass deemools am Oktober 2012 d'Plattform Prostitutioun an d'Liewe geruff ginn, wou alleguerten d'Akteuren hei vu Lëtzebuerg - an ech betounen awer elo, ausser de Prostituéierte selwer - ronderëm een Dësch souzen. Dës Plattform besteet nach ëmmer an ech begréissen dat wierklech ausdrécklech.

Deemools scho waren Exitstrategien, e besseren Encadrement, Gesondheetsmesuren, Preventioun, Éducatioun a méi Streetwork ugeduecht, mä et war net méi rieds iwwert de schwedesche Modell als Alternativ fir Lëtzebuerg, well sech d'Akteure vun der Plattform dergéint ausgeschwat haten. Dobäi louch awer d'Proposition de loi vun der Madame Dall'Agnol, der Madame Err an dem Här Marc Angel aus dem Joer 2008 um Dësch a mir hätten, gradesou wéi d'Ministesch elo, se just brauchen ëmzesetzen, hätt dann eng allgemeng Zoustëmmung zum schwedesche Modell bestanen.

Mëttlerweil sinn ech Member vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe an ech muss soen, nodeems mer zu Stroossbuerg wierklech laang a breet iwwert d'Prostitutioun debattéiert hunn, ass meng perséinlech Approche méi nuancéiert. Wa mer et géife fäerdegbréngen, de schwedesche Modell fir déi ganz Europäesch Unioun anzeféieren, da géife mer op engem territorial gesi riseg grousse Gebitt net een deem aneren de Problem dohinnerschubsen, mä mir géife virun allem de Mënschenhändler e ganz däitlecht Signal ginn: Europa ass keng Plattform fir Mënschenhandel a fir Prostitutioun! Mä vu déi ënnerschiddlech Approchë vun de Länner si mer heivunner nach ganz wäit ewech, an dat heescht, eng Solutioun fir eist Land fannen.

Wat ass Prostitutioun? Prostitutioun ass e ganz delikate Sujet an d'Meenungen heiriwwer, déi ginn och auserneen. Déi eng considéréieren et wéi en Job, anerer gesinn et als eng Atteinte un d'Dignitéit vun där Persoun, déi sech prostituéiert. Ech soe bewosst net Fraen, well et och Männer a Jonge gëtt, déi sech prostituéieren. Déi leie bei ongefeier 15%.

Am Moment si verschidde Staten amgaang, hir Politik ze iwwerdenken an an hire Parlamenter, esou wéi mir dat de Moment hei maachen, en Débat ze féieren.

Ofgesinn dovunner, dass een ënnert de Prostituéierte Fraen a Männer vun allen Alterskategorië fënnt a vun allen Nationalitéiten, ofgesinn dovunner, dass d'Prostitutioun sech op ville verschiddene Plaze kann ofspillen, ass et e Fakt, dass et e ganz, ganz enke Lien tëschent der Prostitutioun an dem Mënschenhandel gëtt. Déi grouss, déi ganz grouss Majoritéit vun de Prostituéierten an Europa an och soss an der Welt sinn Affer vu Mënschenhandel. An et kann een net iwwert d'Prostitutioun schwätzen an net an engems iwwert dat infaamt Geschäft vum Mënschenhandel.

D'Prostitutioun, Dir Dammen an Dir Hären, ass e Milliardegeschäft, dat gréisstendeels um Bockel vun deenen Alleräermsten ausgedroe gëtt. Weltwäit gëtt geschat, dass d'Prostitutioun duerch Mënschenhandel eng 28 Milliarden US-Dollar ausmécht. D'Kanner ginn zum Deel mat gefaange gehalen, fir doduerch kënnen Drock op d'Mammen ze maachen, fir dass déi och wëlleg a gefügeg de Freier hir Wënsch erfëllen. D'Frae ginn zum Deel gezwongen, mat a Pornofilmer ze spillen. Mat deene Filmer gëtt dann och herno Drock gemaach, fir se dann ze erpressen.

D'Prostitutioun haut ass eng ganz aner wéi fréier. D'Clientë sinn zum Deel vill méi pervers, méi exigent, vill vun hinne verlaangen no ganz jonke Persounen, ënner zwielef Joer, si si gewalttäteg géintiwwer de Prostituéierten a carrément krank. Een, deen op eng Flatrate-Offer zréckgräift, also fir 30 Euro esou vill Kierper consomméieren, wéi en der packt - well aneschters kann ech dat elo net ausdrécke wéi „Kierper consomméieren", aneschters kann een dat dégoûtant Behuele guer net beschreiwen -, een, deen dat mécht, deen huet kee Respekt, awer och wierklech null Respekt virun engem Mënsch an ass a mengen Ae carrément krank!

An de leschte Jore si vill Fraen aus den Ostblocklänner, ganz besonnesch aus Rumänien an aus Bulgarien, heihinnerkomm a si bidden hir Servicer fir e puer Sou un. Sex ze kafen, also sech e Kierper ze kafen, kascht haut, Dir Dammen an Dir Hären, net méi wéi eng Coupe beim Coiffer. Déi allermannste vun de Prostituéierte sti fräiwëlleg an eise Stroossen. An dofir wëll ech mech ganz besonnesch fir hir Cause asetzen.

Ob et elo Stroossen oder Wunnengen oder soss Raimlechkeete sinn, haut kënnt awer och nach eng nei Form vu Kontaktméiglechkeet derbäi, déi een net ausser Uecht däerf loossen, an dat ass den Internet. Ëmmer méi gëtt sech iwwert den Internet mateneen a Verbindung gesat an ausgetosch, awer och am Positive mat anere Fraen, fir sech géigesäiteg ze warne viru perversen a kranke Freieren. Do gëtt et souguer speziell Appen derfir.

Ganz besonnesch déi Jonk wielen den Internet, fir iwwert déi Aart a Weis hir Servicer unzebidden. A wann ee weess, dass Sex iwwer Onlinebooking méi liicht a virun allem méi diskret ze kréien ass, wéi wann ee sech muss eng Prostituéiert op den Terrain siche goen, da brauch een net ganz vill Fantasie, fir ze wëssen, dass grad aus dëser Ursaach eraus d'Zuel vun deene Persounen, déi et dann och eng Kéier wëlle probéieren, wéi et dann ass, fir bei eng Prostituéiert ze goen, sécher net wäert ofhuelen, mä am Géigendeel.

A wa Prostitutioun scho schwéier ze kontrolléieren ass dobaussen um Terrain, dann ass se et am Internet och ganz bestëmmt. Mä och do mussen d'Forces de l'ordre en A drop behalen an déi ganz Entwécklung ganz seriö mat suivéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dat alles kënne seriö unzegoen, brauche se Moyenen, richteg vill Moyenen. A wa mer net bereet sinn, dës Moyenen anzesetzen, da brauche mer och net hei schäinhelleg dovunner ze schwätzen, dass mer eis mat alle Mëttelen am Fong geholl wëlle géint de Mënschenhandel duerchsetzen. Ech komme spéider dorobber zréck.

Mir si gefrot gi vun der Ministesch, fir den Débat esou ze cadréieren, dass déi eenzel Parteien zu deene verschiddenen Aspekter hir Positioun solle kloer duerleeën. Ech wéilt dofir fir unzefänken op déi ënnerschiddlech Approchë vun de Länner agoen. D'Fro, déi sech jo stellt, ass déi: Gëtt et eng Approche, déi dozou bäidroe kann, dem Mënschenhandel e Rigel virzeschiben?

Abee, éischtens, legaliséiere respektiv reglementéiere geet jo dovunner aus, dass d'Prostitutioun unzegesinn ass wéi eng Aarbecht. Si ass legal ënner gewëssene Konditiounen. D'Sexworkers sinn an deem Fall duerch déi jeeweileg Gesetzgebungen a puncto Gesondheet, Sécherheet an Aarbecht geschützt. An dës Approche, déi gouf vun Éisträich, Däitschland, Griichenland, Holland an och der Schwäiz adoptéiert.

Huele mer d'Beispill vun Däitschland. Hei ass et un éischter Stell drëms gaangen, d'Prostitutioun net als eppes Amoralesches unzegesinn, mä als eng bezuelten Aktivitéit, wou Steiere géife bezuelt ginn a wou Regelen, gewësse Regele vun Hygiène, Sécherheet, Protektioun an Aarbechtsrecht géifen eng Roll spillen. Déi Däitsch wollten op dës Aart a Weis de kriminelle Machenschafte ganz einfach de Buedem ënnert de Féiss ewechrappen an d'Länner sollte fir sech d'Detailer regelen.

D'Gesetz ass 2002 a Kraaft getrueden. Bis dohinner, also bis d'Gesetz a Kraaft getruede war, war et der Police méiglech, déi Prostituéiert mat op de Büro ze huelen, wat de Prostituéierten d'Méiglechkeet dee Moment ginn huet, eventuell hir Situatioun ze dénoncéieren. D'Police dierf awer elo net méi intervenéieren. Wuel mécht si Kontrollen an den Etablissementer, mä si dierf kee mathuelen, also dee Moment och keng Geleeënheet schafen, fir dass déi Frae sech kënnen outen, dass se kënnen auspaken a sech eventuell iwwer Mëssstänn bekloen oder sech souguer och als Affer vun der Traite ausginn.

Leider hu sech och nëmmen e Grappvoll Prostituéiert an Däitschland sozialverséchert, well anscheinend d'Assurancëgesellschafte refuséieren, d'Prostituéiert zu räsonabelen Tariffer als Client ze huelen, wéinst deem héijen Aarbechtsrisiko.

An Däitschland ginn d'Prostituéiert degradéiert zu Wueren, déi deem normale Marché vun der Offer an der Demande ënnerleien. D'Besëtzer vun den Haiser versichen natierlech, de gréisstméigleche Profit erauszeschloen. Fazit ass op alle Fall, dass légiféréieren net dozou bäidréit, fir de Mënschenhandel an de Gréff ze kréien, am Géigendeel. D'Geschäft mam keefleche Mënschekierper boomt an d'Autoritéite mussen, misste sech nach ganz vill aner Moyene ginn, fir ze poursuivéieren an ze kontrolléieren.

An Däitschland ass nämlech, an dat muss ee wëssen, d'Zuel vun den Affer vum Mënschenhandel an d'Luucht gaangen, nodeems d'Gesetz iwwert d'Legalisatioun a Kraaft getrueden ass am Joer 2002. Dat ass nämlech d'Konklusioun vun enger Etüd, déi gemaach ginn ass vu Chercheure vun der London School of Economics, vun der Universität vun Heidelberg a vun engem Fuerschungsinstitut vu Berlin.

Och an Holland sinn d'Autoritéiten zur Konklusioun komm, dass et hinne mat hirer Legislatioun net gelongen ass, d'Prostitutioun aus der Clandestinitéit ze huelen. Am Géigendeel: Déi organiséiert Kriminalitéit kontrolléiert e ganz groussen Deel vun der Sexindustrie.

Konklusioun: Eng Reglementatioun ass an eisen Aen net de richtege Wee, well een domadder de Problem vum Mënschenhandel net an de Gréff kritt an also och de Prostituéierten net hëlleft. An dat misst jo am Fong geholl eisen ultimme But sinn. Doriwwer eraus ass et fir Lëtzebuerg net méiglech, op de Wee vun enger Legalisatioun oder enger Reglementatioun ze goen, vu dass mer d'UNO-Konventioun ënnerschriwwen hunn, à moins dass een déi géif dénoncéieren.

Zweetens: penaliséieren. Do derduerch gëtt d'Prostitutioun jo illegal a verschidden Aktivitéite gi strofbar. De prohibitionistesche System verbitt all Aspekt, Prostitutioun ass carrément verbueden. Länner, déi dëse System hunn, si Russland, Albanien, Kroatien a Rumänien. Woubäi ee muss soen, dass grad aus Rumänien extrem vill Affer vun der Traite a vun der Prostitutioun kommen! Russland ass souguer signaliséiert als eng vun den Haaptdestinatioune vun der Traite. An och a Serbien, wou d'Prostitutioun verbueden ass an et Prisongsstrofen tëschent fënnef an zéng Joer gëtt, huet d'Prostitutioun e risegen Opschwong an de leschte Joer kritt. D'Police ass carrément débordéiert.

Domadder schéngt et och kloer ze sinn, dass d'Penalisatioun net duergeet, wann ee sech net dann och duerno d'Moyene gëtt, fir um Terrain ze kontrolléieren. Dernieft huet d'Prohibitioun awer och ganz elle Konsequenze fir d'Prostituéiert selwer. D'Gewalt géint d'Prostituéiert ass hei immens heefeg, mä si gëtt an dësem System net bestrooft, well d'Affer jo um Rand vun der Gesellschaft lieft a sech kaum wäert un d'Police oder un d'Geriichter wennen, fir gehollef ze kréien.

Beim abolitionistesche System ginn déi Prostituéiert selwer net bestrooft, mä verschidden Aktivitéiten, déi domadder an Zesummenhang stinn, wéi zum Beispill, Dir hutt et gesot, Madame Minister, de Racolage, d'Zuhälterei, d'Maisons closes. Den abolitionistesche System refuséiert all Form vu Reglementatioun. D'Belsch, Italien, Portugal a bis viru Kuerzem och Frankräich hunn dëse System applizéiert.

Wann ech elo zum Beispill de System vun eise belschen Noperen analyséieren, da stellen ech fest, dass hir dach awer flou Legislatioun éischter en Opruff ass un d'Bedreiwer vu Bordellen, fir sech an der Belsch néierzeloossen, well do boomt et vu Baren, vu Caféen, wou Animéierdamme sech prostituéieren. A grad dowéinst hu verschidde Stied an der Belsch décidéiert, vill méi restriktiv ze ginn. Si hunn zum Beispill zu Antwerpen d'Zuel vun de Stroossen, wou een däerf op de Strécht goen, vu 17 op 3 reduzéiert.

Iwwerhaapt, an dat ass ganz wichteg ze betounen, ass all Faille, déi klengste Faille an der Gesetzeslag e Wénk u Mënschenhändler an Zuhälter, dass et an deem Land net genausou streng gehandelt gëtt mat der Prostitutioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Hei zu Lëtzebuerg hu mer och bis dato eng abolitionistesch Approche, liicht gefierft vu Reglementarismus, well mer d'Prostitutioun toleréieren a gewëssene Stroossen, an dat zu gewëssenen Zäiten. Prostitutioun ass illegal, wann eng Drëttpersoun op iergendeng Manéier dovunner profitéiert, assistéiert, gradesou wéi och de Racolage.

An dann, da gëtt et nach den neoabolitionistesche System wéi a Schweden, op deen ech gläich ze schwätze kommen.

Wat steet dann elo am Koalitiounsprogramm?

Ma do steet, dass se wëlles hunn, e legale Kader fir déi fräiwëlleg Prostitutioun auszeschaffen. Dat ass alles schéin a gutt, Madame Minister, mä wéi wëllt Der dann erausfannen, wie fräiwëlleg an der Prostitutioun ass a wien net? Wéi wëllt ee sécherstellen, dass all dës fräiwëlleg Prostituéiert sech och affiliéieren an domadder ënner eise Gesondheetssystem mat all sengen Avantagë falen? A wat hëllefen all dës Mesuren deenen anere 95% vu Fraen, Meedercher, Jongen a Männer, déi gezwonge ginn, sech ze prostituéieren?

Mir kënne wuel e Kader schafe fir eng Minoritéit, mä dann hu mer all deenen anere 95% net gehollef. An ech denken, et ass genee do, wou mer sollen usetzen.

De schwedesche Modell: Wann ee vum schwedesche Modell schwätzt, da muss ee wëssen, dass dësen net just beinhalt, d'Clienten ze penaliséieren, mä de schwedesche Modell, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e Ganzt, dat och Komponenten dran huet wéi Encadrement vun de Prostituéierten, sozial Sécherheet, Exitstrategie an esou weider. Ech gi spéider op dës Begréffer an, well dat och esou virgesinn ass, fir dat hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen.

Ech beschränke mech elo eleng op de Fakt, dass beim schwedesche Modell de Client penaliséiert gëtt. Zanter dass Schweden dëse Modell 1999 bei sech agefouert huet, hu seng Nopeschlänner Norwegen an Island 2008 an 2009 och dëse Modell gewielt. Firwat ass liicht ze verstoen, ech gi gläich drop an. Mä och Länner wéi Kanada, d'Schwäiz a Frankräich wëllen op dee Wee goen.

Ausgaange si se vun der Iddi a Schweden, dass, wann d'Demande géif zréckgoen, an déi misst jo zréckgoen, wann de Client penaliséiert gëtt, da wär et der weltwäiter Sexindustrie net méi méiglech, sech weider auszebreeden. En plus hunn d'Schweden d'Prostitutioun als eng Zort Gewalt géintiwwer vun de Fraen ugesinn an domadder als Obstakel an der Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer.

D'Schwede si formal an hirer Ausso, dass hiert Objektiv, ze découragéieren, fir bei eng Prostituéiert ze goen, erreecht ass. Déi Persounen, déi erwëscht ginn, déi sinn och all bereet ze bezuelen, well se net wëllen, dass eng Geriichtsprozedur géint se ageleet gëtt a well se wëllen évitéieren, dass d'Famill an de Patron informéiert ginn.

Wann also d'Gesetz eppes erreecht huet, dann ass et de Message, dass d'Prostitutioun inakzeptabel ass, a ganz besonnesch déi Jonk a Schweden deelen dës Approche. Souguer sämtlech politesch Parteien a Schweden si mëttlerweil der Meenung, dass et e gutt Gesetz ass. Am Ufank ware se guer net all där Meenung, well et ass och net à l'unanimité deemools gestëmmt ginn.

E Rapport, deen déi schwedesch Regierung 2010 erausginn huet, seet kloer, dass d'Gesetz och eng Répercussioun op de Mënschenhandel hat. Well d'Zuel vun de Fraen a Meedercher, déi a Schweden geschleeft ginn zu Prostitutiounszwecker, ass drastesch erofgaangen. 2005 tëschent 200 a 400, während a Finnland zur selwechter Zäit d'Zuel bei 15.000 bis 17.000 louch!

Laut Informatioune vun Interpol - an dat ass och eppes, wat ee sollt wëssen - gesinn d'Mënschenhändler Schweden net méi als attraktiivt Land un. Si hunn erkannt, dass et a Schweden riskant a gefeierlech ginn ass, an et zitt si dofir éischter an aner Länner. An do sinn ech nees bei mengem Argument, dass e strammt Gesetz mat klore Regelen de Mënschenhändler Zeeche setzt.

Dëst alles kléngt positiv, mä et gëtt awer och eng Rei negativ Nieweneffekter. An deen éischte beim schwedesche Modell ass deen, dass d'Prostitutioun sech an d'Nopeschlänner vu Schweden verlagert huet, déi hirersäits dann och esou e Gesetz ugeholl hunn, fir der Saach Här a Meeschter ze ginn. Donieft kënnt derbäi, dass een haut iwwer Internet esou vill nei Méiglechkeete vu Kontakter huet, déi een och mam schwedesche Modell net an de Gréff kritt.

Een Deel vun der Prostitutioun huet sech och a Schweden an d'Clandestinitéit verlagert, wat fir déi betraffe Fraen, Meedercher, Jongen a Männer d'Saach vill méi geféierlech mécht. Mä och a Länner wéi Däitschland oder Holland, wou d'Prostitutioun legal ass, leeft villes an der Clandestinitéit. An och do ass d'Gewalt géint d'Prostituéiert keng Exceptioun, soudass d'Gefor net eleng mam schwedesche Modell ze dinn huet.

En aneren Nodeel ass awer, dass d'Ëmsetzung vum Gesetz ganz schwéier ze kontrolléieren ass, à moins dass een de Client in flagranti erwëscht. Déi onméiglech Beweisféierung ass deemno e wichtege Kritikpunkt. Sämtlech Analysen en plus, déi gemaach goufen, erfaassen net déi Persounen, déi sech an hire Wunnengen, a méi klengere Stied, um Bord vu grousse Stied oder iwwer Internetkontakter prostituéieren. Doduerch sinn d'Statistiken net ëmmer ganz richteg. An awer schéngt et, wéi wann et deen eenzege Modell wär, deen den Däiwelsduo Prostitutioun an Traite - well et ass en Duo, si trieden zesummen op - kann zréckzwéngen!

Lëtzebuerg ass keng Insel. Eppes ass kloer: Alles, wat an eisen Nopeschlänner geschitt en matière vu Prostitutioun, huet och ëmmer en Impakt op Lëtzebuerg. An dofir musse mer ganz genau am A behalen, wéi et a Frankräich weidergeet. Sollt d'Assemblée nationale sech iwwert dem Senat säi Verdikt ewechsetzen an trotzdeem d'Penalisatioun vum Client aféieren, da muss Lëtzebuerg ganz kloer nozéien, wa mir net wëllen, dass eist Land en Eldorado fir Sextourismus gëtt.

Och an Däitschland sinn déi eenzel Länner amgaangen, zum Deel vill méi streng Handhabunge vun der Gesetzeslag ze applizéieren.

Och dat huet en Impakt op eis. Dofir muss de Volet Prostitutioun och ëmmer zesumme mat de Kolleegen aus der Groussregioun gekuckt ginn.

Wat wëlle mer dann elo erreechen? Bon, ech denken un alleréischter Stell, an do si mer eis sécher alleguer eens heibannen, dass mer alles, awer och wierklech alles mussen drusetzen, fir dem Mënschenhandel entgéintzewierken. An ech denken, dass mer eis och eens sinn, dass mer deene Persounen, déi sech prostituéieren, den néidege Schutz musse garantéieren. Wéi geet dat am beschten? Ginn déi Mesuren, déi d'Ministesch proposéiert, duer? Wéi sti mer dann elo zu deene Mesuren?

Ech fänken u mat den Exitstrategien. Also, ech kann Iech soen, ech weess selwer nëmmen allze gutt, wéi schwéier d'Ëmsetze vun deem Wuert ka sinn. Als Ministesch war ech mat engem konkrete Fall befaasst. Déi Persoun war deemools am Alter vu 40 Joer a si huet sech zanter dem Alter vu 15 Joer prostituéiert. Si huet et net méi ausgehalen, no 25 Joer weider op de Stréch ze goen. A si war wierklech bereet, en Job unzehuelen.

Mä de Problem war deen hei: Si war e gewëssene Liewensstandard gewinnt, deen d'Prostitutioun hir erlaabt huet. A keen Job hätt hir déiselwecht Zomm dee Moment abruecht, well se näischt geléiert hat. A bei all Job hätt se missen, egal wéi, vu vir ufänken. Derbäi koum, dass Lëtzebuerg extrem kleng ass an dass et eleng dowéinst immens schwéier war, se ënnerdaach ze bréngen, ouni dass et sech relativ schnell erëmgeschwat hätt, vu wou se géif hierkommen.

Unhand vun deem enge Beispill gesäit een, dass Exitstrategië wierklech e ganz laangen Otem brauchen an dass een do och nach op aneren Niveaue muss usetzen: Ausbildung, also Formatiounen, onbedéngt. Dann, Logementer zur Verfügung stellen, fir déi Leit ënnerdaach ze bréngen. Och, a ganz besonnesch, wann déi Leit aus der Traite kommen, muss een deenen e ganz spezielle Schutz garantéieren. An och do ass erëm d'Gréisst vun eisem Land e Problem. Hei heescht et, ganz enk mat der Groussregioun zesummeschaffen, wann een déi Leit wierklech wëllt protegéieren.

An dann, drëttens, wéi Dir och gesot hutt, heescht et Partner fannen, déi bereet sinn, déi Leit aus deem Secteur opzehuelen. Jo, den Horesca-Secteur, Madame Minister, ass e méigleche Partner, och d'ADEM. Mä ech denken awer och, dass gréisser Gemenge kënnen do eng Hand mat upaken. D'Exitstrategie, seet d'CSV, ass eng positiv Mesure, déi awer Opbauaarbecht brauch an och Zäit brauch, bis se hir Friichten dréit.

Dann zur Plattform selwer. Ech mengen, ech hunn et gesot, ech begréissen et, dass d'Plattform bestoe bleift. Ech wënsche mer, dass déi engagéiert Leit sech weiderhi fir dës Cause asetzen. An ech hoffen, dass se och d'Zäit fannen, sech mat hire jeeweilegen Homologen aus dem Ausland auszetauschen, fir gemeinsam Strategien auszeschaffen.

Streetwork, sécher soll dat ausgebaut ginn, wann ee weess, dass et just esou ass, wéi ee ka Vertraue schafen an eng gutt Aarbecht an dësem Milieu leeschten. Allerdéngs muss ee wëssen, dass d'Aarbechtszäite beim Streetwork net vun 8:00 bis 12:00 a vu 14:00 bis 18:00 Auer owes sinn. Et brauch een also do motivéiert, engagéiert Mënschen, déi bereet sinn, zu onkonventionellen Auerzäiten ze schaffen a sech selwer och zum Deel Geforen auszesetzen.

An Holland fonctionnéiert dat exzellent. Do ass e Grappvoll vu ganz engagéierte Mataarbechter, déi et fäerdegbruecht hunn, wierklech e Vertrauensverhältnis zu de Prostituéierten opzebauen. Si sinn akzeptéiert an zu hirem Alldag gehéiert et wierklech, de Prostituéierten Informatiounen iwwert d'Sécherheetsmesuren, Exitstrategien, Plazen, wou se sech kënnen austauschen, a Gesondheetsprécautiounen zoukommen ze loossen.

Dat kléngt alles gutt a wichteg, mä och do besteet déi gréisst Erausfuerderung dran, dass een iwwerhaapt emol un déi Leit erukënnt a sech iwwerhaapt emol mat hinnen ënnerhale kann. Do brauch ee Leit, déi sproochegewandt sinn, fir de Prostituéierte Basisinformatioune kënnen ze liwweren.

Dir musst wëssen, dass eng ganz grouss Majoritéit vun de Prostituéierte kaum eng vun eisen dräi Sprooche schwätzt. Verschidde Länner sinn dofir amgaangen driwwer nozedenken, d'Sprooch als Konditioun festzeleeën, fir de Prostituéierten et an hirem Land iwwerhaapt ze erlaben, sech an deem Milieu ze bewegen. Domadder wëlle se sécherstellen, dass dës Persounen dann och wéinstens eng minimal Chance hunn, sech mat Leit, déi hinne wëllen hëllefen, also vun den ONGen, auszetauschen. Streetwork, Madame Minister, ass deemno eng gutt Saach, wann ee sech och do d'Moyene gëtt, fir dat seriö ze maachen.

Dann d'Sécherheetsmesurë vis-à-vis vun de Prostituéierten. Tjo, do schéngt et mer am schwieregsten ze sinn, als klengt Land Grousses wëllen ze bewegen. An d'Zesummenaarbecht mat der Groussregioun ass evident.

Mä e puer legislativ Adaptatiounen, Madame Minister, géife scho villes bewierken. Do kéint een eng Reglementatioun iwwert de Changement vun de Prostituéierten hirer Identitéit virhuelen, wa se wëllen aus der Prostitutioun erausklammen. Dat ass am Moment am Lëtzebuerger Recht net méiglech. Et kéint een Auditiounen organiséieren am Kader vu Prozesser, wou déi Prostituéiert sech net musse bis an de Geriichtssall déplacéieren. Dat huet iwwregens och d'Plattform proposéiert.

Dat Wichtegst awer, an dat huet mer deemools och de Policechef an Holland confirméiert, dat ass, dass d'Polizisten, déi um Terrain schaffen, speziell forméiert musse sinn. Si mussen eng ganz adaptéiert Approche zu de Prostituéierten, déi néideg Distanz a ganz vill Wëssen hunn, fir Affer vu Mënschenhandel iwwerhaapt emol ze detektéieren. Och sämtlech Mataarbechter vun ONGen, vu Servicer, jo souguer der Magistratur mussen adequat forméiert sinn, fir op dësem Terrain Fouss ze faassen a gutt Aarbecht kënnen ze leeschten.

Jo, a wat muss nach ausgebaut ginn? Fir alles kënnen ëmzesetzen, wouvunner ech bis elo geschwat hunn, muss ee sech d'Moyene ginn a Form vu Ressources humaines, fir déi ënnerschiddlech Servicer gutt auszestafféieren, dass si och hirer Aufgab kënne gerecht ginn, awer och a puncto Formatiounen, wou ee sollt enk mam Ausland zesummeschaffen a kucken, wou mer vun hinne kënne léieren.

An da picken ech nach e puer Elementer aus der Resolutioun vum Dokument vum Conseil de l'Europe eraus: d'Publicitéit zum Beispill vun de Sexservicer carrément verbidden, d'Policeunitéite spezialiséieren, d'Kooperatioun mat Europol verstäerken an hinne méi Moyene ginn, eng bilateral Kooperatioun mat de Pays d'origine vun de Prostituéierten hierstellen a verstäerkt iwwert d'Medien an d'Éducatioun sensibiliséieren.

Ech schwätzen net méi vu Statistiken oder vun Harmonisatioun vu juristeschen Instrumenter, dat wësse mer.

Tjo, Dir Dammen an Dir Hären, da kéint een awer nach e Schrack méi wäit goen. Vu dass Lëtzebuerg d'UNO-Konventioun iwwert d'Repressioun vum Mënschenhandel a vun der Prostitutioun ënnerschriwwen huet, vu dass Lëtzebuerg awer och d'Istanbul-Konventioun ënnerschriwwen huet an amgaangen ass, wann ech richteg informéiert sinn, se ze ratifizéieren, vu dass d'EU-Parlament dat d'lescht Joer am Februar alle Länner recommandéiert huet, de Client vu Prostituéierten ze penaliséieren, vu dass d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe vun der EU zur selwechter Konklusioun kënnt, vu dass 95% vun der Prostitutioun (veuillez lire: vun de Prostituéierten) Affer vu Mënschenhandel sinn, soe mir als CSV-Fraktioun, dass et Zäit ass, dass Lëtzebuerg de Courage huet, de schwedesche Modell net als optimaalt, mä als bescht Mëttel géint de Mënschenhandel an d'Prostitutioun ze adoptéieren, dat heescht op de Wee ze goen, de Client ze penaliséieren, an dass dofir och entspriechend Sanktiounen an Amendë sollen ausgeschafft ginn.

Dobäi wëll ech ganz kloer soen, dass dat net déi Sanktioune musse sinn, déi et a Schweden gëtt. Mir sollen eegen, adaptéiert Bestrofunge festleeën.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Hetto-Gaasch. Nächst Riednerin ass d'Madame Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo d'Prostitutioun, an awer soll et se net ginn. Si ass do a soll, wa méiglech, net siichtbar sinn. Et gëtt iwwer se diskutéiert an dach sollen däischter a ruckelzeg Detailer an Hannergrënn léiwer net erwähnt ginn. Bei der Prostitutioun gi vill interessant an zudéifst mënschlech Themen ugeschwat: Sex, Moral, Fräiheet.

Während am Fokus vun der Ëffentlechkeet de Stréch an eventuell nach de Cabaret um Eck wouergeholl ginn, musse mer eis bewosst sinn, dass d'Prostitutioun net nëmmen do stattfënnt. Si geschitt vill a geschlossene Raim an och bitt den Internet ganz nei, schnell a virun allem anonym Kontakt- an Austauschméiglechkeeten.

Mä ëm wat geet et bei der Prostitutioun iwwerhaapt? Ëm Sex? Gehéieren do awer net zwou Persounen dozou an net eng, déi déi sexuell Wënsch vun engem Client bedéngt an dobäi hir eege Sexualitéit, hir Perséinlechkeet, hir Wënsch an hir Gefiller verdränge muss? De CID-Femmes et Genre schreift zu Recht a sengem Positiounstext, d'Prostitutioun hätt näischt mat enger Sexualitéit ze dinn, déi op engem Accord réciproque vun zwee Leit baséiert.

Riskéiere mer net, dass duerch d'Bild vun der Prostitutioun besonnesch fir d'Männer, déi d'Majoritéit nun eemol vun de Clienten ausmaachen, eng Sexualitéit normal gëtt, bei där d'Loscht vum Géigeniwwer iwwerhaapt keng Roll spillt? Sex ouni Loscht vum aneren oder ouni eng Spur vu Verléiftsinn an ouni géigesäitege Respekt, mä als reng bezuelten Akt, kann een als moralesch bedenklech gesinn. Mä ech fannen et virun allem doudtraureg!

D'Prostitutioun ass eng Karikatur vun der Sexualitéit, wou beispillsweis eng ëmmer wëlleg Fra bereetsteet, all Wënsch kritiklos ze erfëllen. Ob si sech selwer dobäi wuelfillt oder erreegt gëtt, ass irrelevant. Et geet net drëms, d'Clientë pauschal als mënschen- oder fraeveruechtend ze stigmatiséieren, mä ëm d'Fro, ob mir als Gesellschaft genuch maachen, fir de Clienten ze vermëttelen, dass si zwar eng Aart Déngschtleeschtung, awer kee Mënsch kafen an dass keen d'Recht huet, géint Sue sexuell iwwer een aneren ze verfügen.

Dass eng Persoun sech als Marchandise ubitt, an dat aus fräie Stécker, kann ech perséinlech schwéier novollzéien. Et ass schwiereg ze akzeptéieren, dass eng Persoun sech fir d'Prostitutioun décidéiert. Dëst, wéi gesot, ass just eng perséinlech Remarque vu mir.

Fir awer eng objektiv Debatt féieren ze kënnen, sollt d'Prostitutioun op där enger Säit an d'Zwangsprostitutioun op där anerer Säit gesi ginn, esou wéi och d'Plattform et an hirem Bericht uféiert. Et sinn zwee verschidde Phenomeener mat ënnerschiddlechen Urspréng an dofir brauchen déi och en differenzéierten Émgang, wuel wëssend, dass d'Ofgrenzung oft ganz schwiereg ass. Et wär awer falsch, d'Grënn, firwat Mënsche sech prostituéieren, op d'Aarmut ze reduzéieren. Si kënnen e komplext Wiesselspill vu ville Facteure sinn. Mir sollen eis och ëmmer bewosst sinn, dass déi Prostituéiert keen homogene Grupp sinn, mä en Échantillon vun eiser Gesellschaft.

D'LSAP ënnerstëtzt d'Regierung, weider an Hëllefsprogrammer ze investéieren an eng Exitstrategie auszeschaffen, déi op verschiddenen Niveauen agéiert. En neutralen Encadrement ouni Jugement ass wichteg, wéi och e Multidisziplinarteam, dat medezinesch, materiell, psychologesch a sozial Ënnerstëtzung ubitt, zum Beispill och bei juristesche Froen oder Problemer am Alldag. An deem Kontext wëll ech den dropIn erwähnen, deen eng enorm wichteg Aarbecht leescht, déi net just de Leit aus der Prostitutioun, mä der ganzer Gesellschaft zeguttkënnt.

Ouni adequat Hëllef ass den Ausstieg aus dem Milieu extrem schwiereg, a ville Fäll onméiglech. Et ass wichteg, dass d'Leit Alternativen opgewise kréien, dass se net hoffnungslos hirem Schicksal ausgeliwwert an am Glawe gelooss ginn, soss näischt gutt ze kënnen, wéi uschaffen ze goen. Et gëtt ëmmer e Plang B. An dee muss mat de Concernéierten zesummen ausgeschafft ginn, woubäi hir Virstellungen an hir Stäerkten am Mëttelpunkt solle stoen.

E Wiessel an e biergerleche Beruff ass net evident. Si brauchen eng Mise au travail. Mir begréissen dohier d'Démarchë vun der Regierung fir eng verstäerkt Zesummenaarbecht mat der ADEM. Och mussen d'Offeren attraktiv genuch sinn, fir de Schrëtt ze woen, aus dem Milieu erauszeklammen. Déi Leit, déi wëllen ophalen, musse realistesch an nohalteg Perspektiven ugebuede kréien, fir hire Liewensënnerhalt ausserhalb vun der Prostitutioun verdéngen ze kënnen.

Dofir direkt eng konkret Fro un d'Ministesch: Wat sinn déi sozial Mesurë fir ehemoleg Leit aus der Prostitutioun? Si Programmer fir d'Ëmschoulung virgesinn? A wéi gëtt d'ADEM genau dorobber preparéiert?

Mam Zil, de Milieu besser ze kontrolléieren, déi sozial a rechtlech Situatioun vu Leit an der Prostitutioun ze verbesseren, huet Däitschland eng komplett Liberaliséierung etabléiert, fir d'Tätegkeet vun der Prostitutioun a geuerdnete Beschäftegungsverhältnisser ze organiséieren. 13 Joer nom Prostitutiounsgesetz fält d'Bilanz awer éischter enttäuschend aus.

Esou gëtt et zum Beispill Flatrate-Bordellen, wou an engem Komplettpackage fir 69 Euro Béier, Grillwurscht a Fraen illimitéiert ugebuede ginn. E grousse Succès hunn och Institutiounen, déi sech „Tennyland" nennen, wou jonk Frae mat Trëtzen a Räckelcher an engem Klassen- oder Prinzessinnenzëmmer hir Déngschter ubidden. Vill gebucht ginn iwwregens och inszenéiert Gruppevergewaltegungen, sougenannten „Gangbang". Ass de Client net zefridden, bidde munch Etablissementer eng Geldzurück-Garantie un. Aktuell lafen dofir an eisem Nopeschland wéi och an Holland Diskussiounen iwwer eng Verschäerfung vun hire Gesetzer.

Mir Sozialiste fanne weder de reglementéierte Regime erstriewenswäert, nach si mer der Meenung, dass deen zu eiser Legislatioun passt. Mir gesinn d'Prostitutioun net als en normale Beruff un, dee staatlech unerkannt soll ginn. Och beleeën Etüden, dass eng komplett Legaliséierung zu enger Augmentatioun vum Mënschenhandel féiert an déi ugestrieften Ziler net erreecht ginn.

Solle mer dann elo, fir besonnesch d'Frae besser ze schützen, solle mer dann elo d'Prostitutioun verbidden? D'Géigner vun der Prostitutioun gesinn hei virun allem eng Form vu männlecher Gewalt géint Fraen an et wär physesch a psychesch schiedlech, Sex ze verkafen. D'Méiglechkeet, fir e gewëssenen Afloss op d'Clienten auszeüben, war viru siwe Joer fir véier LSAP-Deputéiert Grond genuch, eng Proposition de loi anzereechen, déi sech um schwedesche Modell inspiréiert huet, ouni awer d'Clienten ze bestrofen, mä se ze sensibiliséieren.

Och wann d'Motiver net vu jidderengem, an och net aus menger Partei, gedeelt gi sinn, esou kënnt där Initiativ vu menge Genossinnen a Genossen de Mérite zou, dass si d'Diskussioun lancéiert haten an emol op déi aner Säit vun der Medail higewisen hunn, d'Säit vun der Nofro. Ech selwer muss agestoen, dass ech dësen Usaz interessant fannen, bei deem sech d'Bestrofung net géint d'Prostituéiert riicht, mä géint den Demandeur.

An Däitschland kann e Jong niewent engem Bordell opwuessen an e gesäit Männer kommen a goen. A Schweden erlieft de gläichaltrege Jong, wéi de Freier vun der Police festgeholl ka ginn. Do besteet schonn en Ënnerscheed. Vill Fraenorganisatiounen, wéi den CNFL, schwätze sech fir eng Penalisatioun vum Client aus. D'Plattform ass vun där schwedescher Manéier net iwwerzeegt. Effektiv gëtt et keng wëssenschaftlech, empiresch Studien, déi beleeën, dass dat schwedescht Gesetz d'Prostitutioun agedämmt an eng ofschreckend Wierkung op d'Clienten hätt.

Eens ass ee sech, dass déi visibelst Form vun der Prostitutioun, de Stroossestréch, uganks zréckgaangen ass. Allerdéngs beleeë keng Fakten a keng Fuerschung, dass dëst op d'Reform zréckzeféiere wär. Mëttlerweil gëtt observéiert, dass de Stroossestréch nees zougeholl an d'Prostitutioun sech an aner Raim, an den Ënnergrond verlagert huet. Och wann ee mat esou engem System sympathiséiert, deen de Client penaliséiert, esou muss een awer och zur Kenntnis huelen, dass d'Plattform sech géint esou en Usaz ausschwätzt.

Et gëtt vill idealistesch Grënn, dëse Modell ze favoriséieren. Mä wa Leit, déi all Dag mam Phenomeen Prostitutioun konfrontéiert sinn an d'Realitéite kennen, op verschidde Problemer hiweisen, esou däerfe mer déi net ignoréieren. Hir Recommandatioun solle mer considéréieren a gläichzäiteg d'Entwécklung a Frankräich an a Kanada, déi eventuell esou e Regime wëllen importéieren, suivéieren, fir ze kucken, wéi eng Resultater si erzilen.

Eis aktuell Legislatioun geet mat der Prostitutioun relativ pragmatesch vir, wou vill op den Encadrement an d'Hëllef gesat gëtt. Eise Regime poursuivéiert éischter d'Zouhälter wéi d'Prostituéiert. D'LSAP ass och der Meenung, dass de Fokus bei der Bekämpfung vum Mënschenhandel op d'Preventioun an den Afferschutz geluecht muss ginn. D'Prostitutioun ass net ëmmer Traite, mä an der Traite ass d'Prostitutioun leider ganz oft een Deel. Dorobber wäert de Kolleeg Franz Fayot herno nach méi ausféierlech agoen.

E weidere Punkt, deen eis ganz wichteg ass an deen och d'Plattform uschwätzt, ass d'Éducation sexuelle. Kanner a Jugendlecher sollen iwwer eng weltlech an net heteronormativ Sexualerzéiung opgeklärt ginn an net iwwert den Internet. Jonk Leit sollen dozou befäegt ginn, d'Wëssen, d'Perceptioun vu sech selwer, sozial Fäegkeeten a Selbstvertrauen ze entwéckelen, déi néideg sinn, fir gesond sexuell Relatiounen zu aneren ze hunn an Experienzen ze maachen, déi si fir sech wëllen a fir déi si selwer bereet sinn.

Dozou géif ech gäre vun der Ministesch wëssen, wou si mam nationalen Aktiounsplang dru sinn.

D'Sexualitéit soll enttabuiséiert ginn, fräi vun iergendwelchen Dogmen a Stereotypen, geschlechtergerecht, wou Fraen, déi Freed um Sex hunn, net als Nymphomaninnen oder als

Houer vernannt an d'Männer dogéint awer als Supertyp ugesi ginn.

Ofschléissend wëll ech drop hiweisen, dass keen europäesche Stat d'Problemer am Zesummenhang mat der Prostitutioun komplett an de Gréff kritt huet. Et gëtt keen ideale Modell, soss hätte mer dee scho längst iwwerholl.

Fir d'sozialistesch Fraktioun geet et net duer, just gesetzlech Regelungen ze maachen, mä nach vill méi Efforten op verschiddenen Niveauen. Mir brauchen en ëmfaassend Konzept fir d'Prostitutioun: wéi grad duergeluecht, eng Exitstrategie mat séier verfügbaren a bezuelbare Logementer, Aarbecht an enger psychosozialer Berodung. Wichteg ass weiderhin e wäertneutralen Encadrement fir d'Prostituéiert an Opklärungsaarbecht bezüglech der Sozialversécherung, woubäi hei oft de Problem ass, dass vill keng fix Adress hunn a sech dofir net kënnen umellen an zum Beispill keen RMG kënne kréien.

Dee Problem gëtt och am Bericht vun der Plattform ugeschwat. Dofir meng Fro un d'Ministesch, ob Der an der Tëschenzäit eng Léisung an d'A gefaasst hutt.

D'LSAP wëllt net, dass d'UN-Konventioun vun 1983, wou mer eis géint de Mënschenhandel verflicht hunn a géint eng komplett reglementéiert Form vu Prostitutioun, opgehuewe gëtt. Mir wëllen awer, dass d'Plattform bestoe bleift, fir en Échange an eng permanent Evaluatioun vum Konzept ze garantéieren.

Et ass begréissenswäert, dass d'Chancëgläichheetsministesch an de Justizminister Visitten am Ausland gemaach hunn, fir sech e konkret Bild iwwert déi verschidde Regimmer ze maachen.

D'LSAP géif et awer och als e staarkt Signal empfannen, wa mat de Concernéierte selwer geschwat géif ginn. Keng Fra, kee Mann oder Transpersoun, déi sech prostituéiert, däerf als mannerwäerteg ugesinn oder sozial ausgeschloss ginn. Och si si Memberen an eiser Gesellschaft an däerfen net einfach am Stach gelooss ginn, besonnesch net, wa se Hëllef brauchen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Bofferding. An déi nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Mënschenhandel, Zwangsprostitutioun an Zouhälterei sinn net kompatibel mat der mënschlecher Dignitéit a bréngen d'Wuelbefanne vum Eenzelnen, vun der Famill a vun der Communautéit a Gefor." Dës Wierder stinn an der UN-Konventioun vun New York aus dem Joer 1949, déi Lëtzebuerg 1985 (veuillez lire: 1983) ënnerzeechent huet. A si gëllen och nach haut. Wéi vill aner Natiounen huet Lëtzebuerg sech mat dëser Ënnerschréft dozou engagéiert, déi sexuell Ausbeutung vu Fraen a vu Männer och an eisem Land ze bekämpfen.

Allerdéngs trenne sech d'Geeschter, wann et drëms geet, wéi de Kampf soll ausgesinn; net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och um Niveau vun der Europäescher Unioun. Déi eenzeg Konklusioun, déi virun zéng Joer schonn am Europaparlament gezu konnt ginn, war déi, datt et am Prinzip véier verschidde Regulatiounsmodeller gëtt, déi elo scho virgestallt gi sinn. Leider stinn déi verschidde Prinzipien enger gemeinsamer Approche am Wee.

Während Däitschland a Frankräich eng Verschäerfung vun hire jeeweilege Systemer momentan an d'A faassen, ass et natierlech och un eis, fir Positioun ze bezéien. An deem Sënn begréisse mir als Gréng, datt d'Regierung dës Debatt ugestouss huet.

Ufänke wéilt ech mat der prinzipieller Fro, wéi mir zu deenen eenzelne Modeller stinn. E Prototyp fir en äusserst fräizügegen Émgang mat der Prostitutioun liwwert jo Däitschland, wat vu munchen als Paradis vu sexuellen Déngschtleeschtungen duergestallt gëtt. Et ass e Land, wat d'Konventioun vun New York, am Géigesaz zu Lëtzebuerg, net ënnerzeechent huet an dowéinst vun anere Prämissen ausgeet.

De sougenannte reglementaristesche Modell vun Däitschland orientéiert sech an éischter Linn um Argument, datt d'Prostitutioun aus kenger Gesellschaft erauszedenken ass - dat gëtt och hei am Land vill gesot - an esou al ass wéi d'Mënschheet. Dëst ënnert de verschiddenste Formen, de verschiddenste Bezeechnungen an innerhalb vun alle soziale Schichten. Déi éischt schréftlech Beweiser stame vun den ale Griichen an den ale Réimer a ginn zréck op d'7. Jorhonnert viru Christus. Och nach haut kann een dovun ausgoen, datt kee Land, an net emol de Vatikan, an der Fro vun der Prostitutioun onbehellegt ass. Datt e Chouersänger aus dem Péitersdoum engem enke Mataarbechter vum Poopst viru fënnef Joer männlech Prostituéiert vermëttelt huet, war vläicht déi grouss Ausnahm, mä wéi seet een esou schéin: Ausnahme bestätegen d'Regel!

Däitschland wollt der Duebelmoral an der Hypokrisie an dëser Fro en Enn setzen an huet d'Prostitutioun am Joer 2002 ganz fräizügeg reglementéiert. D'iewescht Zil war dobäi, déi Prostituéiert aus der Grozon vun der Kriminalitéit erauszehuelen, hinnen eng gewëssen Autonomie an e geschützte Status ze ginn an der Zwangsprostitutioun de Buedem ze entzéien. Dat war wierklech gutt gemengt an eng nobel Absicht am Sënn vun der Selbstbestëmmung vun deene Leit, déi an der fräiwëlleger Prostitutioun en normale Beruff gesinn, e Beruff wéi all aneren an aus deem een zu all Moment kann erausklammen.

D'Medail hat awer och e Revers, an deen ass net ze ënnerschätzen: éischtens um Niveau vum Mënschenhandel, wou Däitschland zu engem Zilland ginn ass, zweetens awer och wéinst dem onwahrscheinlechen Zoulaf vu Clienten, déi Däitschland zum gréisste Routliichtvéierel vun Europa gemaach hunn. Offizielle Schätzungen no si mëttlerweil an engem eenzegen Dag iwwer 1,2 Millioune Clienten an den däitsche Bordeller op Besuch. Dësen extrem héijen Zoustroum huet noutgedrongen dozou gefouert, datt d'Geschäft mam Kierper net méi ze iwwerblécken ass an dowéinst och net méi no de Regele vun der Konscht kontrolléiert ka ginn.

D'Resultat vun de feelende Kontrollen ass, datt ëmmer méi Fraen aus dem Oste mat eidele Verspriechen an de Weste gelackelt ginn, wou si gewaltsam zur Prostitutioun gezwonge ginn. Offiziellen Aussoe vun den däitschen Autoritéiten no sinn déi mannst vun deene Fraen, och emol Männer, sozialverséchert an ënner legale Konditiounen ugestallt. D'Zuele leie bei etwa 8% bis 10%. Dozou kommen déi sougenannt „Flaterate-Sex-Bordeller", vun deene scho geschwat ginn ass, déi och ëmmer méi Zoulaf fannen an näischt anescht sinn, wéi profitorientéiert Sexbetriber mat Milliounen Emsätz, vun deenen déi Prostituéiert net emol e Brochdeel an d'Täsch stiechen. D'Werbung, déi op Internet an op anere Plaze fir dës Zort vu Bordeller gemaach gëtt, wëll ech net emol zitéieren, well esou Wierder der Chamber net würdeg sinn. Nach manner würdeg si se awer de Fraen!

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dës Zort vu sexuellem Marketing ass net ze vertrieden an dowéinst kënne mer op dee Wee net matgoen.

Wien déi Prostituéiert fir dës Bordeller rekrutéiert, ënner wéi enge Konditioune se schaffen, wéi fräiwëlleg oder onfräiwëlleg datt se schaffen, wéi al oder wéi jonk datt se sinn, ob hire sozialen a gesondheetleche Schutz wierklech garantéiert ass, all dës Froen a vill anerer bleiwen onbeäntwert.

Mir kënne just eng Konklusioun zéien, an zwar déi, datt déi gutt Absicht, d'Prostituéiert per Gesetz ze schützen an ze stäerken, sech an hire Géigendeel verwandelt huet an datt e generéise liberale Modell ewéi deen an Däitschland fir eis net a Fro kënnt, well e mat ville Mënscherechtsverletzungen a Mënschenhandel verbonnen ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wësst, eng komplett aner Ausriichtung huet dann den neoabolitionistesche Modell, deen am Joer 1998 a Schweden agefouert ginn ass - den „schwedesche Modell" gëtt et genannt - an d'Prostitutioun prinzipiell als Gewalt géint d'Fra definéiert. Och a Frankräich wäert dëse Modell méi wéi wahrscheinlech a Kraaft trieden, quitte datt de franséische Senat, an deem zoufällegerweis 75% Männer sëtzen, sech wuelweislech géint d'Bestrofung vum Client ausgeschwat huet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, däerf ech eng Fro stellen, wann ech gelift?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat hänkt dovun of, ob d'Madame Lorsché dat wëllt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat kënnt Der roueg.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci. Kéint d'Madame Lorsché mer wann ech gelift erklären, wou den Zesummenhang ass, datt am Senat 75% Männer sinn an doduerch déi oder déi Orientéierung an der Debatt geholl gëtt?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Neen, ech…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Wëllt Dir ënnerstellen, datt de Mann do eng aner Attitüd géintiwwer dem Problem vun der Prostitutioun huet…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech sot just…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- …wéi e weiblechen Deputéierten?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech hunn Tatsaachen duergestallt, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech hu vun Tatsaache geschwat, déi Der och kënnt noliesen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, d'Madame Lorsché huet elo eleng d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech kéim dann op Lëtzebuerg…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An ech géif och bieden, net méi mat esou Froen ze ënnerbriechen. Merci!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat do war elo keng ganz konstruktiv Remarque.

Ech kommen op Lëtzebuerg, wou een ëmmer op en Neits muss feststellen, datt de schwedesche Modell grad wéi den däitsche Modell ëmstridden ass. E Konsens konnt bis haut net fonnt ginn an eisem Land.

Fir déi Liberal, déi sech regelméisseg fir d'Schafe vun Eroscentren ausdrécken oder ausgedréckt hunn, kënnt eng Bestrofung vum Client net a Fro. Verschidde sozialistesch Deputéiert, d'Madame Taina Bofferding ass drop agaangen, wollten hirersäits de schwedesche Modell iwwer eng Proposition de loi aféieren, konnte sech awer an hiren eegene Reien net duerchsetzen. Déi fréier CSV-Chancëgläichheetsministesch Marie-Josée Jacobs huet de schwedesche Modell och verteidegt, während hir Nofolgerin Françoise Hetto-Gaasch en duerno nees a Fro gestallt huet, also anescht wéi haut.

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

An och an der grénger Partei ginn d'Meenungen auserneen. Eng Minoritéit vun eise Membere fuerderen de schwedesche Modell, mam ganz legitimmen Argument, datt d'Prostitutioun als Ausdrock vu Gewalt géint Fraen ze verstoen ass an datt d'Gesetzgebung ethesch Norme muss schafen, déi fir all Mënsch eng Selbstverständlechkeet musse sinn, esou wéi et och selbstverständlech ass, datt een e Kand net däerf schloen. Als Gréng sti mir wierklech voll a ganz hannert dëse Wäerter.

Allerdéngs woen ech am Numm vu menger Partei ze behaapten, am Numm vun der Fraktioun och, datt de schwedesche Modell éischter e Glawensbekenntnis ass wéi eng effikass Bekämpfung vun der Ausbeutung vum mënschleche Kierper op europäescher Ebene. Ech schwätzen net just vu Lëtzebuerg. Et ass jo kee Geheimnis, datt gutt gestallt Clienten a méi fräizügeg Länner kënne reesen, wou se weder moralesch nach finanziell condamnéiert ginn. Un der Ausbeutung vum mënschleche Kierper ännert also global gesinn näischt, d'Ausbeutung gëtt just an en anert Land exportéiert.

Net fir näischt ginn déi schwedesch Behörde séier roueg, wann et ëm d'Fro geet, wéi vill Prostituéiert an d'Clandestinitéit ofgewandert sinn a wéi eng Konditiounen an deene Milieuen herrschen. Fiabel Etüden an Zuele sinn an deem Kontext net opzedreiwen, an och net am Kontext vum Stroossestréch, wou een eigentlech net weess, wat a Schweden leeft. Aus deem Grond gesäit déi grouss Majoritéit vun eiser Partei, an och mir als Fraktioun, am schwedesche Modell eng Léisung, déi, momentan jiddefalls, méi versprécht wéi se hält.

Eng Chance gesi mer allerdéngs an Europa. Mir stellen eis vir, datt dëse Modell kéint generaliséiert ginn an um europäeschen Niveau kéint agesat ginn, well d'Ënnerwandere vum System doduerch kéint erschwéiert ginn, zumindest, wann net ganz verhënnert.

Onofhängeg dovun, an dat ass eis wichteg, bleiwe mir der Meenung, datt de schwedesche Modell, egal wéi, riskéiert, de Stat vu sengen ekonomeschen, sozialen a gesondheetleche Missioune vis-à-vis vun deene Vulnerabelsten an deem Milieu ze entbannen.

Den Afloss, deen eng ekonomesch a sozial Noutsituatioun op d'Entscheedung vun engem Mënsch huet, fir an der Prostitutioun ze schaffen, soll nämlech net ënnerschat ginn. Dëse Volet muss méi staark thematiséiert ginn, wéi d'Fro, ob all Mënsch de Choix oder d'Recht muss hunn, fir sech ze prostituéieren. Déi fräiwëlleg Prostitutioun a gutt gestallten an elitäre Kreesser ass fir eis an dëser Debatt net prioritär, soulaang wéi all Forme vun Ausbeutung a Gewalt ausgeschloss bleiwen.

D'Fro, déi mir als Gréng eis virun allem stellen, ass eng aner, an zwar folgend: Wat heescht dat schéint Wuert „Fräiwëllegkeet" iwwerhaapt nach, wann e Mënsch keen aneren Auswee huet wéi d'Prostitutioun, fir u Geld ze kommen?

Als Gréng begréisse mir ausdrécklech, datt d'Regierung dëse Volet an de Mëttelpunkt stellt an net de luxuriéisen Nieweschauplatz vun eenzelne Kreesser, déi sech an engem Appartement ophalen a wou d'Selbstbestëmmung an d'Gläichberechtegung groussgeschriwwe ginn. Ech mengen net, datt et dorëms geet, déi aus hirem Misär erauszehuelen, well si hu keen.

D'Regierung setzt bewosst op eng Approche, déi der ekonomescher, sozialer a mënschlecher Realitéit um Terrain Rechnung dréit, ouni d'Prostitutioun generell ze verbidden, wann déi definéiert Regelen agehale ginn. Eng Approche, déi der Détresse vu ville Prostituéierten entgéintwierke soll an aner Perspektive schaaft wéi de Verkaf vum Kierper, fir an eiser Gesellschaft iwwerhaapt kënne Fouss ze faassen.

Datt vill sozial Institutiounen - ech ziele se net all op -, méi informell Akteuren, wéi d'Streetworker a virun allem och d'Stad Lëtzebuerg, déi Problemer um Terrain gutt kennen, implizéiert sinn a matenee verbonne ginn, ass dobäi onëmgänglech, fir Resultater ze erreechen.

En anert Zil, wat eis als Gréng awer op d'mannst esou vill um Häerz läit, ass d'Preventioun an d'Vermëttlung vu Wäerter vun Ufank un, ebe just, fir ze verhënneren, datt Jonker an den Däiwelskrees vun der Prostitutioun erageroden.

D'Preventioun fänkt am jéngsten Alter un, woubäi ech e Lien wéilt hierstellen zu der rezenter Diskussioun iwwert d'Gesetz vum Avortement. Och deemools ware mir der Meenung, datt d'Éducation sexuelle et affective net just aus wëssenschaftlechen Erklärungen däerf bestoen, mä de mënschlechen Aspekter méi geziilt muss Rechnung droen. All Kand léiert den Ënnerscheed tëschent engem männlechen an engem weibleche Kierper, mä nach laang net all Kand léiert, wat et heescht, säin eegene Kierper an de Kierper vun deem aneren ze respektéieren.

Fir eis läit op dësem Plang e groussen Défi, net eleng fir d'Gesondheets- an d'Chancëgläichheetsministesch oder och de Justizminister, mir gesinn hei och d'Famill, d'Schoul, d'Betreiungsstrukturen, d'Veräiner, d'Jugendhaiser an d'Medien als grouss Aflossgeber un a mengen, datt si hir Verantwortung mussen iwwerhuelen, fir deene Jonken e respektvollt a verantwortungsvollt Verhale bäizebréngen. Dës Wäerter setzen de Grondstee fir e Rolleverständnis, wat op Gläichheet berout an net op Dominanz an Ausbeutung.

D'Strategie, déi d'Regierung upeilt, läit an dëser Linn a soll hir Chance kréien. Mir soen net, datt et eng Wonnerléisung ass, mä mir sinn der Meenung, datt déi Chance soll genotzt ginn. Et ass richteg a wichteg, an enger Debatt iwwert d'Prostitutioun iwwer fundamental ethesch Normen nozedenken a sech ze positionéieren. Et ass awer gradesou wichteg a richteg, sech gemeinsam eens ze ginn, wat an eisem klenge Land méiglech ass, fir de reelle gesondheetlechen, sozialen a psychologesche Problemer vun de Prostituéierten entgéintzesteieren, fir eben e Wee aus der Prostitutioun eraus opzezeechnen a fir schlussendlech de Beweis ze liwweren, datt Lëtzebuerg kreativ ka ginn, wann et ëm fundamental mënschlech Schicksaler a Wäerter geet, déi mir alleguer deelen.

Dat ass d'Zil vun der Regierung an d'Zil vun enger Strategie, déi mir als Gréng ënnerstëtzen, voll a ganz, mam Wonsch, datt mir awer regelméisseg iwwert d'Applikatioun vun dëser Strategie informéiert ginn. Verschidde Kursännerunge si jo net ausgeschloss, wann d'Strategie net hält, wat se versprécht.

Mir sinn der Meenung, datt déi gréisst Erausfuerderung jiddefalls am Kampf géint de Mënschenhandel wäert bestoen, deen iwwer ëmmer méi perfid a komplex Netzwierker stattfënnt an och eist Land net verschount. Mir musse schaffe géint de Mënschenhandel a géint d'Ausbeutung, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä mat all eise Partner ronderëm. An dofir hoffen ech nach ëmmer op eng europäesch Léisung.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Lorsché. An d'Wuert huet elo direkt d'Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, wat

mer hei an der Chamber a méi oder manner regelméissegen Ofstänn iwwert d'Prostitutioun diskutéieren, dat weist, datt et sech offensichtlech ëm e Problem handelt an datt et e Problem ass, dee mer och gesinn. Mir gesinn en a verschiddene Stroossen, besonnesch och hei an der Stad, mir gesinn en, an dat ass de Mëtte scho gesot ginn, wa mer verschidden Zeitungen opmaachen, iwwer Säiten! Déi, déi an den Internet ginn an dat gäre maachen, déi gesinn do, datt et do e Problem gëtt. Ob mir et elo gutt fannen oder net, et ass leider eng Realitéit, mat där mer eis musse beschäftegen, wat mer dann och dës Kéier haut nees hei maachen.

Kann een d'Prostitutioun organiséieren? A wat sinn déi Phenomeener bei der Prostitutioun a ronderëm d'Prostitutioun, déi een op alle Fall muss évitéieren?

Fir ons steet beim Thema Prostitutioun ëmmer eng Grondfro am Zentrum vun der Diskussioun, an zwar déi vun de Rechter, och vun deene Betraffenen. An déi musse fir d'DP bei alle Léisungsvirschléi ëmmer och am A behale ginn.

An deene leschten Debatten, déi iwwert d'Joren hei an der Chamber gefouert gi sinn, sinn eng ganz Rei vu verschiddenen Iddien, Propositioune respektiv Modeller an d'Diskussioun bruecht ginn. Sécher schéngt no all deenen Debatte just eppes ze sinn: nämlech, datt et keng ideal, keng optimal Léisung schéngt ze ginn. A mir sinn awer der Meenung, datt een net iwwert de Kapp ewech vun deene Fraen an och, awer a méi engem klenge Mooss, vu Männer, déi concernéiert sinn, eppes kann a soll maachen. Et sinn dës Leit, deenen hir Intérête vum Législateur och musse respektéiert ginn.

Ech wéilt an deem Kontext nach eng Kéier op déi aktuell legal Situatioun hei zu Lëtzebuerg hiweisen an den Artikel 382 vum Code pénal zitéieren, wou drasteet: «Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, quiconque par gestes, paroles, écrits ou par tous autres moyens procéderait publiquement au racolage de personnes d'un ou de l'autre sexe en vue de les provoquer à la débauche.»

An anere Wierder, wat heescht dat? Dat ass, virausgesat natierlech, datt déi concernéiert Persoun majeur ass an datt se dat fräiwëlleg mécht an datt se net dozou gezwonge gëtt, datt d'Prostitutioun u sech net verbueden ass. Wat verbueden ass, ass de Racolage. An do wäert ech herno nach drop kommen, wann ech méi genau iwwert d'Situatioun hei an der Stad schwätzen. De Racolage ass zwar verbueden, mä mir wëssen, datt et ganz schwéier ass, en ze beweisen, an datt en dofir och ganz wéineg intervenéiert gëtt an deem Sënn.

A wat natierlech verbueden ass, dat ass de Proxénétissem. Den Artikel 379bis vum Code pénal ass do ganz kloer. An domat gehéiert dann ebe Lëtzebuerg zu deene Länner, déi eng abolitionistesch Haltung ageholl hunn, sou wéi dat de Mëtte jo vun e puer vu menge Virriednerinne schonn ënnerstrach ginn ass. Ech ginn also net méi op déi dräi Modeller an, den abolitionistesche Modell, de prohibitionistesche Modell - Schweden, Norwegen, Island, wou et ganz verbueden ass - an dann eben den däitsche Modell, de reglementaresche Modell.

Mä, an et ass och scho gesot ginn, de Fait, datt mir d'Konventioun vun New York vun 1950 iwwert d'Traite des êtres humains ratifizéiert hunn, gëtt der Regierung, der Justiz am Fong geholl eng ganz kloer Linn un.

An Däitschland schéngt et, wéi wann déi reglementaresch Approche zënter hirer Aféierung am Joer 2002 net déi gewënschten Effete gehat hätt an de Bilan dovunner ass éischter moer. Esou gëtt geschat, datt grad emol 1% vun de Prostituéierten an Däitschland e regulären Aarbechtskontrakt hunn an domadder och d'Recht op eng sozial Ofsécherung. Ënner anerem aus deem Grond soll d'Gesetz jo och dann deementspriechend an der Nächst reforméiert ginn.

D'ailleurs hunn zu Lëtzebuerg, muss ee soen, d'Prostituéiert d'Méiglechkeet, sech an d'Sécurité sociale ze affiliéieren. Mä leider profitéieren nëmmen eng ganz kleng Zuel vu Prostituéierte vun dëser Geleeënheet, aus ënnerschiddlechen Ursaachen: engersäits, an dat sinn déi allermeescht, well se entweder nëmmen eng ganz kuerz Zäit hei zu Lëtzebuerg sinn an - hoffe mer et emol wéinstens - an hirem Heemechtsland dann affiliéiert sinn, oder well se als net gemellte Sous-locatairen iwwerhaapt keng Adress hei hunn. Op alle Fall, eis Gesetzgebung gesäit déi do Méiglechkeet vir a mir brauchen also do net ze intervenéieren.

Am Virfeld vun dësem Débat hat d'Madame Minister, souwuel vun der Chancëgläichheet wéi vun der Santé - well ech fannen et awer wichteg, Madame Minister, datt Der och hei als Minister vun der Santé matschwätzt, well dat ass och eng Problematik, déi awer hei ganz kloer betraff ass -, gesot, datt ee sech sollt mat de Konklusioune vun där Plattform „Prostitutioun" ausenanersetzen. An d'Demokratesch Partei huet dat dann och gemaach.

Ier ech op déi verschidde Punkten aginn, déi eben an där Plattform opgefouert sinn, wéilt ech awer hei wierklech e ganz grousse Merci soen deene Leit, déi sech dagan, dagaus mat där doter Problematik beschäftegen. Dat si Sozialaarbechter, déi an deene verschiddenen Associatiounen täteg sinn. Dat ass keng einfach Aarbecht, well do si se oft mat mënschlechen Drame befaasst. An et ass awer eng immens wichteg an eng ganz gutt Aarbecht, déi do geleescht gëtt.

An ech wéilt och ganz kloer ënnersträichen déi Aarbecht, déi ganz gutt a wichteg Aarbecht, déi vun de Polizistinnen an de Poliziste gemaach gëtt an dësem Beräich, déi Kontrollen ausféieren, déi néideg sinn, fir dee Phenomeen awer a Grenzen ze halen, wou en nach überschaubar ass, an déi fir si - gleeft mer, well ech oft mat hinnen ënnerwee war - net einfach sinn. An ech brauch lech jo net ze soen, datt si net ëmmer do mat lauter Léift a Respekt ugeholl ginn. Dofir wierklech, ouni hir Aarbecht, ouni déi mer vill méi schwéier deen do Problem iergendwéi kéinten am A behalen, ouni hiren Asaz wier dat guer net méiglech.

Komme mer dann op déi verschidde Punkten, déi an der Plattform ugeschwat gi sinn: Fir d'Eischt d'Strategie „Exit". Natierlech ënnerstëtzt d'Demokratesch Partei dës Strategie voll a ganz. Et handelt sech hei ëm de Versuch, fir Fraen oder Männer, déi aus der Prostitutioun wëllen erausklammen, an en normaalt soziaalt Liewen ze integréieren. Esou Strategië gëtt et schonn zum Deel, och am Ausland, notamment an Däitschland an an Holland. Hei sinn natierlech eng ganz Rei vun Akteure concernéiert, d'Madame Minister huet se och schonn opgezielt: d'ADEM, d'Sécurité sociale, d'Rout Kräiz, den dropIn, jee, all déi Associatiounen. An och e gewëssene logisteschen Hannergrond, wéi zum Beispill ebe Logementer, déi mussen zur Verfügung gestallt ginn, sinn natierlech hei ganz néideg.

Virun allem de Fait, datt déi concernéiert Persoune séier sollen eng Aarbecht fannen, ass immens wichteg. Mä, an och dat huet d'Madame Hetto ganz richteg gesot, d'Aarbecht, déi si ugebuede kréien, a souguer wann et eng ganz gutt ass, ass ganz oft natierlech net mat deene finanzielle Moyenen ausgestatt, déi si gewinnt waren. Dat heescht, do ass eng sozial Begleedung natierlech ganz wichteg, fir dat ze akzeptéieren. A fir awer och dee positive Volet vun engem normale sozialen Émfeld, an dat se sech erëm beginn, fir dat ze ënnersträichen a fir se do psychologesch eben och dran ze ënnerstëtzen.

Sexualerzéiung: Natierlech, d'Plattform ass do der Meenung, datt d'Thema Prostitutioun respektiv d'Geforen, déi domadder verbonne sinn, en integrale Bestanddeel vun der Sexualerzéiung an eise Schoule solle sinn. An d'Demokratesch Partei ka sech där Ausso natierlech nëmmen uschléissen a begréisst ausdrécklech, datt déi interministeriell Kooperatioun tëscht dem Éducatiouns-, dem Santés-, dem Familljen-, dem Chancëgläichheetsministère an, ech géif och gäre soen, souguer dem Justizministère esou gutt fonctionnéiert zënter 2013, wou dunn deen éischten nationalen Aktiounsplang, fir der Éducation sexuelle et affective en Neiufank ze ginn, gemaach ginn ass.

Dann de Kampf géint de Mënschenhandel: Jo, natierlech! D'Plattform schwätzt sech fir eng Verstäerkung vum Kampf géint d'Zuhälterei an de Mënschenhandel aus. Dëst ass iwwregens och am Regierungsprogramm ganz kloer virgesinn a gëtt vun der DP ënnerstëtzt. Wat elo d'Konsequenze vum Mënschenhandel sinn, kënne mer de Moment - an erlaabt mer e bëssen, datt ech aus deem hei Kader erausginn -, dat kënne mer de Moment all Dag um Mëttelmier gesinn. Hei geet et zwar net direkt ëm Fraenhandel respektiv Zwangsprostitutioun, mä d'Flüchtlingen, déi am Mëttelmier erdrénken, si just en anert Gesiicht vun deem grausame Verbriechen, wat Mënschenhandel an Ausnotzung vun den Hoffnungen an Dreem vun deene Schwächsten aus onser Gesellschaft duerstellen.

Wat eventuell legislativ Modifikatiounen am Kampf géint de Mënschenhandel ugeet, leie konkret Propositioune vum Expertegrupp vum Conseil de l'Europe um Dësch. An et ass elo un der Politik, sech mat dëse Recommandatiounen auserneenzesetzen an ze kucken, wat fir eng dovu kënnen ëmgesat ginn. Mä och hei, sou wéi elo just ënnerstrach ginn ass, hei geet et natierlech nëmmen, hei kann een nëmme Resultater kréien, wann op europäeschem Plang eng ganz enk Zesummenaarbecht zwëschen net nëmmen de sozialen, mä och de polizeilechen Instanze ka gemaach ginn.

Et gëtt do op der Plattform och vun der Méiglechkeet geschwat vun enger „audition à distance". Grad a Fäll vu Mënschenhandel, Zwangsprostitutioun oder Gewalt wier dat duerchaus ubruecht, kann een dorun denken. Mä mir sinn awer der Meenung, datt een dës Méiglechkeet soll a Betruecht zéien, allerdéngs werft se eng Rei praktesch Froen op: Besteet net do e Risiko vun der Manipulatioun, och vun der technescher Säit hier, bei esou enger Prozedur? Wéi gesäit et aus mat der Integritéit vun dësen Aussoen? Éier een dës Méiglechkeet wierklech aféiert, muss der Meenung vun der DP no eng déif gräifend Debatt iwwer méiglech Vir- an Nodeeler gefouert ginn.

Des Weidere suggeréiert d'Plattform och d'Ariichte vun enger Hotline, wou d'Informatioune vun deene soziale Servicer, déi mat Prostituéierten zesummeschaffen, kéinte gebündelt ginn, wat dann d'Zesummenaarbecht mat der Police kéint erliichteren. Och dëst ass an eisen Aen eng Recommandatioun, déi Sënn mécht, wéi iwwerhaapt ganz einfach eng ganz gutt an eng enk Zesummenaarbecht vun all deene concernéierten Akteuren einfach e Must ass.

Da geet d'Plattform och op d'Strooseprostitutioun an der Stad Lëtzebuerg an. Erlaabt mer dann do, hei aus där Realitéit kuerz déi unzespriechen, déi ech elo an deene leschten annerhallef Joer wierklech vu méi no kennegeléiert hunn. Datt de Garer Véierel déi Plaz ass, wou d'Strooseprostitutioun ass a wor an - erlaabt mer, et ze soen, fir der Realitéit an d'A ze kucken - och wäert bleiwen, dat ass gewosst. Dat ass eng Realitéit.

Mä Dir wësst, mir hunn als Stad Lëtzebuerg dat awer net einfach esou higeholl: Mir hu Reglementer geholl, déi engersäits ënnersträichen, datt een net dierf d'Prostitutioun op der Strooss ausüben. Mä verschidde Stroosse sinn dovun ausgeholl, dat heescht an anere Wierder: Et soll net do intervenéiert ginn, wann ebe Prostituéierter do stinn. Dat sinn - ech wëll se elo net hei opzielen, net datt et ausgesäit, wéi wann ech géif Reklamm maache fir déi Stroossen -, mä dat sinn e puer Stroossen op der Gare.

Nun ass et awer esou, datt Enn 2013, Ufank 2014 et op eemol ganz kloer ginn ass, datt engersäits eng Rei nei Prostituéierter do komm sinn a sech och net op deene gewinnte Plazen, wou et eben och toleréiert ass, loosse mer soen, opgehalen hunn, an datt se bis an d'Wunnquartiere vum Garer Véierel eragaange sinn.

Mir konnten deem net nokucken! A mir hunn zesummen, och mat den Awunner aus deene betraffene Stroossen, no Méiglechkeete gesicht. Dir wësst, well et an der Press jo och ganz kloer ervirgestrach ginn ass, wat mer dee Moment gemaach hunn. Mir hu ganz einfach déi Stroossen, wou eben déi potenziell Clienten eropgefuer sinn an déi zu deene Wunnquartiere gefouert hunn, owes vun aacht Auer u fir d'Zirkulatioun zougemaach. Dat heescht, nëmmen nach d'Awunner konnten dohinnerfueren. An ech ka soen, datt dat och zu engem ganz gudden Deel geklappt huet.

Ier mer dat gemaach hunn, hat ech souwuel de Justizminister wéi de Polizeiminister wéi souguer och de Premierminister eng Kéier owes invitéiert, fir mat mir déi Situatioun kucken ze goen. An ech mengen, dat hat gehollef, fir datt jiddweree sech iwwerzeegt huet, datt hei misst eppes geschéien. Well, wa mir och hei schwätzen iwwer Prostitutioun - an ech si ganz där Meenung vun de Rechter -, mir mussen awer och d'Rechter vun deene Leit, déi a betraffene Quartiere sinn, a wou zum Deel déi Prostituéiert sech op eng Aart a Weis weisen, datt keen Zweifel kann dru sinn, datt se sech prostituéieren, mir mussen déi Leit an de Wunnquartieren awer och schützen.

Mir hunn also déi Moossname geholl an déi hunn och hir Friichte gedroen. Et kann een am Fong soen, datt mer hei de Client bestrooft hunn. Well et ass esou, wann de Client net méi konnt dohinnerkommen, jo, dat huet dunn net laang gedauert, well d'Prostituéiert, déi stelle sech jo op, fir datt d'Clientë kënne bei se kommen a wann d'Clienten net méi konnte kommen, dann hu se vum selwe gesinn, datt se nees op déi Plaze misste goen, wou mir et toleréiert hunn.

Ech muss awer hei och ënnersträichen, an ech hunn et virdru scho gesot, datt mer dat awer nëmme konnte maache mat enger ganz, ganz kooperativer Haltung vun der Polizei an och vun de sozialen Associatiounen. Ech hu virdru vum dropln geschwat, déi mat ons zesumme bei déi Prostituéiert gaange sinn an hinnen dat erkläert hunn. Ech hunn dat souguer perséinlech matgemaach.

An da kommen ech nees op dee Volet „Racolage". Mir hunn eng Rei Situatiounen, wou en normale Mënsch, wann en déi Damme gesäit - well et sinn awer meeschtens Dammen -, keen Zweifel drun huet, datt et Damme sinn, déi e Racolage maachen. Mä, fir dat um Geriicht ze beweisen, schéngt awer méi schwéier ze sinn. A vu datt an e puer Fäll do net..., also datt déi Dammen nees fräikomm sinn, nodeem d'Polizei effektiv e Procès-verbal opgeschriwwen hat, ass natierlech do eng gewëssе Retizenz vun der Police, fir nach eng Kéier do effektiv ze intervenéieren.

Mä, an dat ass eben deen neie Moment vun Enn 2013 an Ufank 2014, mir hunn elo Dammen, ech géif am Fong bal gär soe ganz jonk Meedercher, déi do stinn an déi net ausgesinn, wéi wa se sech géife prostituéieren. Jonk Meedercher, déi souguer zesummen do stinn, wou net op all puer Meter eent steet, mä wou se zesummen an enger Grupp zu fënnef, sechs stinn a wou, wa se net op där Plaz wieren, ee kéint mengen, et wiere Frëndinnen, déi sech eben do owes getraff hätten. Wéi d'Police awer komm ass a kontrolléiert huet, huet se awer natierlech erausfonnt, datt se awer zu där Kategorie géife gehéieren.

An et ware jonk Dammen, déi aus deene Länner komm sinn, wou et jo och elo ganz kloer gesot ginn ass, meeschtens Rumänien a Bulgarien. Jonk Meedercher, déi eben nach deen Dag virdrun net hei waren, déi an Däitschland waren, déi ons dat och esouguer gesot hunn an déi, wa se haut protokolléiert ginn, muer anzwuesch anescht sinn. Soudatt et also ganz schwéier ass, einfach iwwer Protokoller deem Problem do nozekommen.

An da kommen ech awer nees bei dat, wou mer alleguerten unisono d'accord sinn: Hei handelt et sech ëm organiséiert Banden, Schlepperbanden, déi ebe maachen, datt déi, déi haut do sinn, muer oder iwwermuer oder an enger Woch net méi do sinn an datt also alles, wat d'Police opschreift, wierklech net esou vill Chance huet, Succès och um Geriicht ze kréien. A wa se souguer géife veruerteelt ginn, si se scho laang - scho laang! - net méi do.

Mir konnten awer duerch déi gutt Zesummenaarbecht vun der Police mat de sozialen Déngschter dee Phenomeen an deene Stroossen do wierklech an de Grëff kréien. Nach eng Kéier, wéi ech et schonn e puermol gesot hunn: Dat ass keen Allheelmëttel, mä mir hunn awer fäerdegbruecht, et nees dohinner ze kanaliséieren, mat natierlech ëmmer awer nees e puer Ausnahmen. An d'Police ass hei wierklech ganz, ganz oft um Terrain, fir awer derfir ze suergen, datt mer et am Grëff behalen.

Dat sinn, wéi gesot, e puer Informatiounen, wéi de Moment d'Lag ass. Et sinn der zwëschen 30 a 50, dat hänkt och vun de Wiederkonditiounen of. An et ass also domat ze rechnen, datt, wann d'Wieder elo nees méi schéi géif ginn, datt da vläicht och nees der e puer méi do sinn. Mä mir wäerten alles maachen, fir dat awer an deene Grenzen ze halen, déi eben och fir de Quartier ze verdroe sinn. Well déi Plazen, wou et toleréiert ass, dat sinn déi Plazen, wou d'Leit net wunnen. Ech mengen, et kann een de Leit dat do, do wou d'Leit wunnen, net zoumudden, well do, wou Leit wunnen, wunnen och Kanner. An dat muss een och bedenken.

Mir ware bei deene verschiddene Punkten, déi bei der Plattform ugeschwat gi sinn, an ech hu se elo der Rei no geholl. D'Strooseprostitutioun an der Stad Lëtzebuerg, dat war ee Punkt, deen ech awer e bësse méi vollstänneg nach wollt behandelen.

Mä elo zum schwedesche Modell. Mir hu jo elo de Mëtteg scho vill dovu geschwat, jiddwereen huet vum schwedesche Modell geschwat. An dat war och schonn, dat ass näischt Neits, well och scho beim leschten Débat hei iwwert d'Prostitutioun war iwwert de schwedesche Modell ganz vill geschwat ginn an deen e bëssen duergestallt gi wéi en Allheilmëttel. Dobäi wësse mer awer, datt en eng ganz Rei Problemer och opwerft, Froen, déi mer sollen eescht huelen, éier mer eis an déi eng oder déi aner Richtung wëlle lancéieren.

Eng Saach schéngt ganz sécher ze sinn, an dat ass u sech eng positiv Saach bei dem schwedesche Modell, dat ass, datt déi sichtbar Prostitutioun, eben an der Strooss, ofgeholl huet. Jo, dat ass eng vun de Konsequenzen. Well d'Haaptelement vum schwedesche Modell besteet jo bekanntlech doranner, datt de Client bestrooft gëtt, wann hien d'Servicer vun enger Prostituéierter oder vun engem Prostituéierten an Usproch hélt. Dat féiert awer dozou, an d'Experienz aus Schwede weist dat, datt d'Prostitutioun nach méi eben nees an den däischtere Raum ofgeleet gëtt, datt se nach méi an d'Clandestinitéit gedréckt gëtt.

Et muss ee wëssen, datt an deem Fall de Stat respektiv d'Police an d'Justice manner Kontrollméiglechkeete wäerten hunn, well oft ass d'Po-

lice jo, och dat ass eng Realitéit, op d'Kollaboratioun vun de Prostituéierten ugewisen. Dëst schéngt fir eis am schwedesche Modell awer éischter a Fro gestallt.

Eng weider Konsequenz vun dësem Modell ass och, datt d'Prostitutioun nach just op Plaze stattfënnt, sief et an Appartementer oder anzwousch anescht, wou se net ëffentlech visibel ass a wou se ganz wéineg zougänglech ass. An dat féiert eiser Meenung no net zu méi Sécherheet an zu besseren Aarbechtskonditioune fir déi Concernéiert.

A well d'Prostitutioun eben net méi am ëffentleche Raum oder zumindest net méi visibel stattfanne kann, riskéiert een, datt herno d'Vermëttlung tëscht Prostituéierten a Clienten nach just iwwer Zuhälter ka fonctionnéieren an datt domadder nach eng Kéier déi kriminell Réseauen, an deenen d'Prostitutioun haut leider zum Deel schonn dran ass, nach eemol gestäerkt ginn.

Wa mer e Modell fir Lëtzebuerg sichen, da musse mer och déi spezifesch Konditioune kucken hei fir Lëtzebuerg an zu Lëtzebuerg. E schwedeschen, däitschen oder soss e Modell op Lëtzebuerg ze transportéieren, kann net vill ginn, wa mer net déi spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg considéréieren. Huele mer emol de schwedesche Modell als Beispill.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wollt Iech just drop hiweisen, datt Der lues zur Konklusioun misst kommen,...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Et ass gutt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... well Dir sidd scho bal eng Minutt iwwert d'Riedezäit.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Entschëllegt. Et war mat mer duerchgaangen.

(Hilarité)

De schwedesche Modell, gewëss, da kéinte mir eis ganz schnell e gutt Gewësse ginn a soen: Jo, mir hunn et elo hei net méi. Well mer wëssen, wéi grouss mer sinn a wéi no d'Ausland ass, ass et natierlech esou, da verlagert sech dee Moment déi Prostitutioun sief et an d'Belsch oder sief et an Däitschland. Dat ass dann einfach. Dann ass et einfach fir eis ze soen: Okay, mir stinn elo méi propper do. Mä de Phenomeen Prostitutioun hu mer dofir awer net wierklech verbessert!

Ofschléissend wëll ech just dat hei soen: Ech mengen, wa mer wierklech dat eescht huelen, fir eis dat zu Häerz ze huelen, wat an der Plattform gesot ginn ass, da wäert de schwedesche Modell net wierklech eng Zukunft hei zu Lëtzebuerg hunn. D'Prostitutioun ass ee vun deene Sujeten, mat deene mir als Politiker oft konfrontéiert ginn, wat keen agréabelen ass, grad wéi anerer: Drogekonsum, Gewalt géint Fraen. Mir hätten am léifsten, et géif dat net ginn. Mä et gëtt et awer. Et ass eng Realitéit!

An zesumme musse mer et fäerdegbréngen, do eben d'Konditiounen, déi ronderëm sinn, an d'Bedingungen esou ze maachen, datt se wéinstens awer mënschewürdeg fir déi Betraffe sinn. Ech zielen drop, datt mer zesummen déi Léisung och fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Polfer. D'Wuert huet elo direkt den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Madame, Här Minister, Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ADR begréisst dësen Débat. Et ass jo klöer, datt esou en eeschten, komplizéierte Problem wéi d'Prostitutioun, deen och mat vill mënschlechem Leed verbonnen ass, datt dee muss diskutéiert ginn, datt mer och als Politiker eis mussen der Verantwortung stellen an datt mer dat mussen op eng differenzéiert a sachlech Manéier maachen.

Ier ech op dat aginn, wat mir als Positioun hunn, wëll ech awer vläicht feststellen, datt et interessant ass, fir ze gesinn, wéi och déi Entwécklunge bei deene verschiddene Parteien heibanne sinn.

D'LSAP huet, schéngt et, eng gewëssen Distanz geholl zu deem, wat an der Vergaangenheet awer den Tenor war, nämlech de schwedesche Modell. Dat ass elo net méi esou. Esou schéngt et wéinstens ze sinn. Och bei deene Grénge gëtt et verschidde méi differenzéiert Attitüden.

Interessant ass, datt d'CSV awer méi a Richtung schwedesche Modell geet. D'Madame Hetto schwätzt vu 95% net fräiwëlleger Prostitutioun, wou ee sech freet, wéi se un déi Ziffere kënnt. Si seet gläichzäiteg, et ass schwéier, un déi Leit ze kommen, et ass schwéier, et ze beweisen. Ech fannen, wann een esou Ziffere benotzt, muss ee ganz virsiichteg sinn.

Et ass awer fir mech emol eng Reflexioun ze maache ganz am Ufank: Wat ass de Kär vum schwedesche Modell? Hei gëtt gesot, et ass d'Penalisatioun vum Client. Ech géif nach e Schrëtt méi zréckgoen an där Logik: De Kär vum schwedesche Modell ass u sech d'Entmündegung vun der Fra. Well et gëtt gesot, datt eng Fra net ka fräiwëlleg décidéieren, Prostitutéiert ze ginn an datt d'Prostitutioun par définition eng Form vu Gewalt ass géintiwwer der Fra. Dat ass d'Logik dohannert. An dat ass eigentlech de Kär vum schwedesche Modell: Et ass eng Form vun Entmündegung. An da kënnt hannendrun, datt de Client bestrooft gëtt an esou weider. Mä dat ass net den Haaptpunkt.

An da froen ech mech an där Logik och, wéi dann hei gesot gëtt - wa mer emol feststellen, datt déi Méiglechkeet vun der Fra, eng fräiwëlleg Décisioun fir d'Prostitutioun ze huelen, iwwerhaapt a Fro gestallt gëtt -, da froen ech mech, ob mer heiansdo mat eis selwer kohärent sinn - net mir als ADR, mir sinn et sécher, mä anerer an der...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...Diskussioun -, wa mer iwwert d'Autonomie...

(Interruptions diverses)

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...iwwert d'Autonomie an de Respekt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert a soss keen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President!

...ob mir oder verschidde Parteien op jidde Fall mat sech kohärent sinn, wa se iwwert d'Autonomie vun der Fra a vum Respekt vun der Fra schwätzen.

Ech erënnere mech hei, datt verschidde Kolleege gesot hunn: „Eng Fra, déi sech prostituéiert, kann dat iwwerhaapt fräiwëlleg sinn?" Well dat ass dann an enger Situation de détresse, si huet vläicht materiell Nout an esou weider. A kann een dann do iwwerhaapt vu Fräiwëllegkeet schwätzen? Dat ass d'Fro. An ech gesinn, datt hei verschidden zoustëmmend Bewegungen am Sall sinn.

Mä ech erënnere mech awer och...

(Interruption)

Jo! Ech erënnere mech awer och un eng Debatt, déi mer nach net laang haten, an dat ass déi iwwert d'Ofdreiwung. Do hate mer och d'Situation de détresse als Argument an do ass gesot ginn: „Eng Fra an enger Situation de détresse, déi kann nëmme souverän an eleng décidéieren, wat se wëllt maachen. Et huet keen hir dranzeschwätzen." Déi zweet Consultatioun ass ofgeschaaft ginn. An Eenzelner wëlle souguer esou wäit goen, fir en Délit d'entrave ze etabléieren, wann een där Fra an enger Situation de détresse hir Autonomie de décision géif ewechhuelen. Ass dat kohärent?

Mä wann een an enger Situation de détresse ass an et kann een décidéieren ofzedreiwen, an dat ass vun der Politik gewënscht, an et ass eng aner Fra an enger Situation de détresse a si décidéiert, fir sech ze prostituéieren, ass dat net hiert Recht? Ech soen net, datt dat eng Wonschvirstellung ass oder eppes Guddes. Ech stellen dat just fest, datt, wa mer soen, eng Fra an enger Situation de détresse soll eng autonom Décisioun kënnen huelen, datt dat da fir all Situatioun gëllt.

Mir als ADR, mir si konstant - konstant - iwwert déi lescht Joren ëmmer derfir agetrueden, datt mer net penaliséieren, datt mer reglementéieren, datt d'Prostitutioun näischt Illegales ass. Et huet kee Wäert, dat ze penaliséieren an iergendenger Form. Mir respektéieren de Wonsch vun deene Mënschen, Fraen a Männer, déi sech wëlle fräiwëlleg prostituéieren. Dat ass hir Décisioun.

Gläichzäiteg soe mir awer, datt mer géint d'Excèsen an där Saach virginn, an haaptsächlech op dräi Punkten: Mir si géint d'Prostitutioun vu Mannerjähregen a wëllen dogéint virgoen. Mir si géint d'Zwangsprostitutioun a wëllen décidéiert dogéint virgoen. A mir si selbstverständlech och géint d'Beschafungsprostitutioun am Drogemilieu, wou mer alles wëlle maachen, fir deenen ze hëllefen, déi dovunner betraff sinn.

Mä eis Approche ass Hëllef, mat gläichzäiteg Respekt an Unerkennung fir d'Décisiounen, déi se huelen, an awer haart Virgoen. An do hutt Der en Alliéierten och bei eis géint esou inakzeptabel Phenomeener wéi eng Zwangsprostitutioun. Dat gehéiert net an eis Gesellschaft!

Awer datt mer de Leit hëllefen, en Exit fir déi, déi dat da wëllen, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Wann ee wëllt d'Prostitutioun verloossen, muss een och kënne gehollef kréien.

Mir denken awer, datt och a Schweden - dat ass iwwregens och nach e Punkt - e grousse Feeler ass, datt och do net mat deene Prostituéierte geschwat ginn ass. Déi schwedesch Prostitutiounsassociatiounen - et kann een dat um Internet fannen -, déi sinn net consultéiert ginn. Déi ginn net consultéiert.

An och d'Plattform, vun där hei geschwat ginn ass, huet eng gutt Aarbecht gemaach. Dat wëll ech unerkennen. Dat ass eng seriö, fachlech Aarbecht, bal ouni Ideologie. Mä och do sinn déi Prostituéiert net vertrueden. Mir schwätzen iwwer si, mir schwätzen net mat hinnen!

Firwat schwätze mer net mat hinnen? Ass et net och eng Form vu Respekt an Unerkennung an Dialog, wa mer mat deene Betraffene schwätzen, amplaz ëmmer nëmmen iwwer si ze schwätzen?

Une voix.- Richteg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann, e Lëtzebuerger Modell: Jo, dat ass genau dat, wat mer brauchen! Mir brauche pragmatesch, vernünfteg Léisungen, déi mer ëmmer mussen upassen, wann nei Problemer entstinn. Awer mir brauche keng Ideologie! A mir solle profitéiere vun Erfahrungen, déi am Ausland gemaach gi sinn, fir eis ze guidéieren, fir vläicht falsch Décisiounen ze verhënneren. Awer mir sollen net einfach Modeller aus dem Ausland kopéieren, well si hunn all hir Vir- an Nodeeler.

E puer Grondfeststellungen nach. Hei ass vill iwwer Geschlechter geschwat ginn. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer endlech an eisem Discours realiséieren, datt et Prostituéierter, Fraen a Männer, och Trans-Persoune gëtt natierlech an datt et bei de Clienten och Fraen a Männer gëtt.

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

Déi Iddi... Jo hei, d'CSV huet festgestallt, déi huet eng empiresch Etüd gemaach: 99%. Ech weess net, d'Madame kann dat herno erklären, wéi se un déi Ziffere kënnt.

Fir eis ass just eng Tatsaach: Et gëtt Clienten op deenen zwou Säiten. A mir beuerteelen dat net! Mir stellen dat just fest. Mä wat een dann net ka maachen, wann dat eng Tatsaach ass, an och wann et nëmmen 99% sinn, wéi d'Madame Arendt mengt, et kann een net unidimensional räsonéieren. Et ass e Problem, deen net déi eng géint déi aner soll stellen, mä wou mer zesumme virun enger Erausfuerderung stinn an dann och vernünfteg Léisunge sollte sichen.

D'Sexualéducatioun ass hei ugeschwat ginn. Sexualéducatioun ass an eisen Aen als ADR un éischter Plaz eng Saach, déi bei den Eltere läit.

Une voix.- Bravo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- De Stat, deen huet Informatiounen ze gi vu faktescher Natur. Mä d'Moral, d'Wäerter, dat ass eng Saach, déi prioritär an d'Famill gehéiert. Et ass un den Elteren, fir ze décidéieren, wéi se hir Kanner wëllen an hirer sexueller Entwécklung guidéieren. Eng héich Verantwortung, mä et ass net um Stat, fir déi ze iwwerhuelen!

Mir héieren hei Ideologie! Eis sozialistesch Kolleegin schwätzt vun Heteronormativitéit, als wär dat e Problem oder als hätt si doranner eng nei Problematik vun der Gesellschaft erkannt. Mä et ass un den Elteren ze décidéieren, wat si de Kanner an der Sexualitéit erklären. Et ass net um Stat, fir dat an d'Hand ze huelen. Wou si mer? Si mer an enger Diktatur? Oder si mer an engem Stat, deen do ass, fir d'Familljeliewen ze begleeden an ze ënnerstëtzen?

An d'Sexualerzéiung soll altersgerecht sinn. Mir héieren aus dem Regierungsprogramm, datt an de Crèchen, an de Maisons d'accueil, an deene ganz klengen, jonken Altere Sexualerzéiung soll stattfannen. Ass dat altersgerecht? Wat soll een deene Kanner da kënne bäibréngen? Wat soll dann do geléiert ginn? Do gëtt et keng Äntwerten drop. Well am Ausland hu mer déi Diskussiounen a wat een do héiert, dat ass zum Deel haarsträubend! Wëllt Der dat kopéieren, wat am Ausland esou falsch leeft, wéi et nëmme ka falsch lafen?

Dann d'Police: D'Police ass en extrem wichtege Partner. Wie penaliséiert, wie Leit ënner Strof stellt, dee verhënnert, datt d'Police kann e wichtegen Deel vun hirer Aarbecht maachen, nämlech d'Vertraue vun deene Leit hunn, hëllefen, do wou ee ka Problemer feststellen: Zwangsprostitutioun. An eben och e Modell wéi de schwedesche Modell, wou d'Prostitutioun sech an d'Clandestinitéit zréckzitt, wou Leit nach méi ausgebeut ginn, wéi wa se erlaabt ass, dat ass jo eppes, wat d'Police als Partner bal ausschalt. An dat ass dat Schlëmmst wat deene Leit, déi wierklech exploitéiert ginn, ka geschéien. Et ass e schwéiere Feeler!

Mir hätte gär konkret Verbesserungen, Verbesserungen am Gesondheetswiesen, am Pensiounswiesen, och mat speziellen Dispositioune fir déi besonnesch vulnerabel Leit. Mir wëllen och net de Prostitutiounstourismus fërderen. Och dat ass eppes, wat ee muss am A halen, wann een un d'Sozialversécherung vun deene Leit erugeet, fir do en Équiliber ze fannen. Et gëtt där nach. Meng Zäit ass leider ganz kuerz, dofir wëll ech nach vläicht op e puer Saachen erausgoen.

Den Zeieschutz, do ginn ech der DP recht, den Zeieschutz iwwer Videokonferenz oder iwwer Témoignage à distance, dat ka Virdeeler hunn. Mä et kann och ganz gravéierend Aschnëtter an d'Droits de la défense mat sech bréngen. Et kann eng Gefor fir e Rechtsstat sinn. An och do ass ofzeweien, datt een net eppes mécht, wat herno méi Schued mécht wéi et u Guddem bréngt.

Vläicht nach eng, zwou Bemierkungen iwwert de Prinzip vum Proxénétismus. De Proxénétismus, et ass e gudde Prinzip, fir dat ze verbidden, datt een net kann een aneren ausbeuten. Mä mir mussen awer oppassen, datt sech an der Praxis dat net géint déi Leit an der Prostitutioun dréit.

Ech gi just e puer Beispiller. Wann eng Fra wëllt e Partner hunn oder e Mann eng Fra, e Prostituéierte sech e Partner sicht am Liewen, da kann, wann dee Partner keen eegene Revenu huet, deen am Prinzip ugeklot gi wéinst Proxénétismus, well e vum Revenu vun deem profitéiert, dee sech prostituéiert. Dat ass eng Entrave un e Familljeliewe vun enger prostituéierter Persoun.

Wann e puer Prostituéierter zesummen en Appartement lounen an eng bezilt de Loyer, da ka gesot ginn, déi profitéiert vun deenen aneren, obschonn dat net de Fall ass. Wann e Propriétaire enger Persoun en Appartement verlount, ouni ze wëssen, datt déi Persoun sech wëllt prostituéieren, kann hien herno, de Propriétaire, ugeklot gi wéinst Proxénétismus, well e profitéiert duerch de Loyer vun engem Revenu vun der Prostitutioun, wou e vläicht keng Ahnung dervun hat.

Dat sinn alles Situatiounen, Här President - ech huelen zur Kenntnis, datt ech muss zum Schluss kommen, ech soen Iech Merci -, dat si Situatiounen, déi am Interessi vun deene Leit, déi sech prostituéieren, och solle redresséiert ginn.

Et wär nach vill ze soen, leider ass dat mer haut net vergënnt. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Här Fayot.

Plusieurs voix.- Den Här Urbany.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Urbany hat sech gemellt, sorry! Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci. Ech hat mech net gemellt. Et ass mäi Feeler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech hat Iech net um Pabeier hei stoen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä Dir hutt awer selbstverständlech d'Wuert. Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Prostitutioun ass sécher kee Phenomeen, deen näischt mat der Gesellschaft ze dinn huet. Och wann ee schwätzt vum „eelste Beruff vun der Welt", ass dat, mengen ech, eng verkierzten Duerstellung. Ech mengen, dass Prostitutioun wuel ze dinn huet mat der ekonomescher Entwécklung am Laf vun der Zäit. Et huet och ze dinn domadder, wéi d'Sexualitéit an enger Gesellschaft geregelt ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech mengen, et gëtt e groussen Ënnerscheed zwëschen der Sexualitéit an enger virindustrieller Zäit vu Baueren oder Handwierker an zum Beispill där vun der fréier Industriegesellschaft, déi op enger massenhafter Ausbeutung vu Männer a Frae berout huet. Et gëtt sécher och e groussen Ënnerscheed zwëschen der spéiderer Industriegesellschaft, wou virun allem Männer an der Wirtschaft waren, an der Zäit haut.

Ech mengen, dass och dat ganz vill ze dinn huet mat de sozialen Ëmstänn, déi an engem Land bestinn. Ech wëll ee Beispill ginn: A Griichenland ass an der Krisenzäit, déi mer zënter e puer Joer kennen, d'Prostitutioun ëm 150% ugewuess!

Natierlech ass och d'Prostitutioun am Kader vun der Globaliséierung vun der Gesellschaft ze gesinn. D'Prostitutioun ass haut ëmmer méi kapitalistesch organiséiert an engem risege Maart, wou mat ganz fuerchtbare Methoden operéiert gëtt, mat deenen dramateschen Auswierkungen, déi och vu verschiddene Riednerinnen hei komplett zu Recht virdru beschriwwe gi sinn.

D'Iddien an der Gesellschaft iwwert d'Prostitutioun sinn natierlech och ganz villfälteg. Ech wëll dozou verschidde Bemierkunge maachen. Ech mengen, dass d'Prostitutioun sécherlech näischt ze dinn huet mat fräi bestëmmter Sexualitéit an enger fräier Gesellschaft. Si ass och net d'Fortsetzung vun der sexueller Befreiung aus de 60er Joren. Dee Romantismus deelen ech net, deen ass feel op der Plaz!

Och wann ee Prostituéiert als sexuell Aarbechterinnen unerkennt, hinnen also en Aarbechtsverhältnis gëtt, mengen ech, dass dat näischt ännert um Fait vun der Ausbeutung respektiv vun der Selbstausbeutung, och wann net d'Sklaverei virherrscht, och wann net Zwang a Gewalt am konkrete Fall virläit, mä eng scheinbar fräi Entscheedung.

An trotzdeem mengen ech, dass et eng Utopie ass, d'Prostitutioun wëllen doduerch ofzeschafen, dass ee se verbitt, oder och nëmmen doduerch ofzeschafen, dass een d'Kriminaliséierung vun der Demande virhëlt. Wat jo de Fall ass beim schwedesche Modell, dee jo neoabolitionistesch genannt gëtt.

Wat dee Modell ugeet, muss een zwar bemierken, dass en en neie Moment aféiert, andeem en net den Exercice vun der Prostitutioun illegal mécht, mä d'Nofro, wat, fannen ech, ëmmer nach vläicht e bessere Prinzip ass wéi deen, fir d'Prostituéiert mat der ganzer Schäerft vum Gesetz ze verfolgen.

Mä trotzdeem ass och déi Léisung wäitgehend hypokritesch a si ass iwwregens och juristesch paradox, well déi Prostituéiert ass ëmmer och Mattäterin, wann et sech jo ëm en Delikt handelt. Si ass Mattäterin an dacks och deen eenzegen Zeie vun enger Infraktioun, wat iwwregens ganz grouss Problemer opwerft beim Bewäis vun esou Infraktiounen.

Ech mengen och, dass de schwedesche Modell - an dat huet d'Praxis bewisen, dat gëtt och ganz däitlech an deem Bericht vun där Plattform ervirgestrach -, ech mengen, dass de schwedesche Modell och dofir a wéinst aneren Ursaachen dacks zu enger Verlagerung an zu enger méi individualistescher an och méi gefäierlecher Ausübung vun der Prostitutioun féiert. An ech mengen, dass déi Verlagerung net nëmmen e Problem duerstellt, wann d'Grenzen nobäi sinn, wat jo och bei eis de Fall ass a wou natierlech kënne Problemer optauchen, wann a Frankräich de schwedesche Modell géif agefouert ginn. Mä ech mengen, dass d'Problemer géife bleiwen, och wann de schwedesche Modell a ganz Europa géif generaliséiert ginn. Ech mengen, dass dat näischt géif ewechhuele vun deem Problem vun der Verlagerung, vum Dreiwe vun der Ausübung vun der Prostitutioun an eng Grozon, déi ganz schwéier ze kontrolléiere wier.

Ech mengen och, dass, wann een d'Ursaache vun der Prostitutioun net beseitegt - ech mengen iwwregens och, dass se net ganz beseitegt kënne ginn -, mä wann een net versicht, se wéinstens zum Deel ze beseitegen, dann ass och d'Prostitutioun net ze beseitegen.

Bei alle Léisungen, déi mer sollen treffen - an ech begréissen och, dass d'Regierung deen Débat hei wëllt féieren -, fanne mir, dass de Schutz vun de Prostitutéierte muss am Vierdergrond stoen, egal wat fir e Modell dass een uwennt.

Natierlech kënne Léisunge fonnt ginn duerch méi Aarbechtsplaze fir Fraen, wuel wëssend natierlech, dass och Aarbecht kann entfriemen an dass och Aarbecht ganz dacks onzefriddestellend ass an och ganz dacks leider, besonnesch an der leschter Zäit, ënnerbezuelt ass. Mä zum Deel kann awer duerch d'Bereetstellen och vu méi Aarbechtsplazen dee soziale Misär do verhënnert ginn doduerch, dass een d'Wirtschaft anescht organiséiert. An domat ka verhënnert ginn, dass esou vill Fraen, wéi zum Beispill a Griichenland, méi an d'Prostitutioun gedriwwe ginn. An ech mengen och, et ass eleng doduerch, an duerfir ass et jo och richteg, dass an Ärem Bericht steet, dass soll zesumme mat der ADEM gekuckt ginn, wéi ee wierksam Exitstrategië ka fannen. Dat ass nëmme méiglech, wann een agräift um Niveau vun der Wirtschaft an um Niveau vun der Aarbecht.

Natierlech muss de Prostituéierte gehollef ginn op eng villfälteg Aart a Weis, duerch all déi Moossnamen, déi am Bericht virgesi sinn, duerch dropIn, duerch Streetwork, duerch déi verschiddenst Hëllefleeschtungen, déi domat verbonne sinn, an, wou mir besonnesch drop pochen, op eng Kranken- a Sozialversécherung. An ech fannen, dass de Bericht vun der Plattform do net explizitt genuch Léisunge virschléit. E weist virun allem drop hin, wou an de Gesetzer haut nach d'Hindernisser bestinn, fir an déi Richtung ze goen, mä e schléit am Fong geholl keng richteg Léisunge vir.

An et géif eis freeën, wann d'Ministesch eis dozou géif e puer Saache soen, wéi d'Regierung gedenkt do virzegoen, fir um Niveau vun der Sécurité sociale méi ze maachen.

Well wichteg ass fir eis, dass et eng sozial Ofsécherung gëtt, net d'formell Unerkennung vum Beruff, wéi se an Däitschland geschitt, mä virun allem, dass déi Ausübung vun der Prostitutioun, déi och, mengen ech, kann ee soen, net als normale Beruff ze bezeechnen ass, well dat och eng Banaliséierung vun der Prostitutioun iergendwou ass, mä dass awer d'sozial Ofsécherung dovunner ginn ass.

An och wa mer am schwedesche Modell keng Léisung fannen, heescht dat net, dass mer wëlle méi Penaliséierung op jidde Fall vun de Prostituéierten ënnerstëtzen. Polizeikontrolle musse wuel sinn. Awer ech mengen, dass se sollen als iewescht Zil och de Schutz vun de Prostituéierten hunn an net hir Kontroll, net hir Bestrofung an och net hir Ofschibung iwwregens. Dat ass e weidere Problem, op deen ech wëll agoen.

Natierlech muss ee géint de Mënschenhandel virgoen. A wann ee weess, dass grad ëmmer méi Prostituéierter an internationale Réseauen täteg sinn a virun hire Proxénètë musse geschützt ginn, dann, mengen ech, kënne se dat net ginn, wann ee se ofschibt - well si sinn an enger irregulärer Situatioun ganz dacks -, well een dann och hir Existenz a Fro stellt. An et sinn der vill, déi zécken och auszeklammen aus der Prostitutioun, well se ebe just fäerten, an eng Situatioun zréckzefalen, wou se souguer hiert Liewe riskéieren, well hir Proxénèten, wat wierklech international Gängsterréseaue sinn, se ganz staark bedroe kënnen.

Duerfir mengen ech och, wann een iwwer Prostitutioun schwätzt, da schwätzt een och iwwer Openthaltsrechter vu Leit, vu konkrete Leit. Wat geschitt mat deenen? Dat ass e wichtegen Aspekt och dovunner.

Ech mengen och, dass ee soll op weider penal Aspekter nach agoen, dass ee muss ënnersichen, ob verschidde penal Bestëmmunge sech - wéinstens an där Form, wéi se bestinn - nach rechtfertegen, wéi zum Beispill de Racolage, wéi zum Beispill och d'Fro vum Proxénétismus, zum Beispill, wann d'Prostitutioun an Appartementer ausgeübt gëtt. Ech mengen, dass dat Froe sinn, déi ee muss diskutéieren. Ech wëll hei guer näischt virschloen, a keng Richtung. Mä et muss ee virun allem och versichen, et ze diskutéiere mat deene betraffene Leit.

Voilà, domat sinn ech pünktlech fäerdeg, Här President.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Urbany. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen: d'Madame Nancy Arendt.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke meng Ried d'nämlecht u wéi déi gréng Kolleegin: „Die Prostitution und das begleitende Übel des Menschenhandels sind mit der Würde und dem Wert der menschlichen Person unvereinbar und gefährden das Wohl des Einzelnen, der Familie und der Gemeinschaft."

Mat dëse Wierder féieren d'Vereent Natiounen 1949 hir Konventioun un, déi fir d'Ënnerbannung vum Mënschenhandel a géint d'Ausnotzung vun aneren ass an déi d'Bestrofung fuerdert, dat hat meng gréng Kolleegin vergiess ze soen, net vun de Prostituéierten, mä vun all deenen, déi dovunner profitéieren, och, an dat gëtt méi wéi e puermol betount, wann dës Persoun, déi an d'Prostitutioun erageroden ass, selwer domadder averstanen ass, et also fräiwëlleg mécht.

Et schéngt mer evident ze sinn, datt dës Prinzipien déi fundamental Rechter vun deene Schwächste verteidege sollen. Mir Politiker mussen eis am Klore sinn, wéi ee Message mir un d'Gesellschaft weiderginn, wa mer dës Aktivitéiten do net versichen ze ënnerbannen, wou dës fundamental Rechter vu Mënschen, haaptsächlech Fraen - 85% vun deenen, déi sech prostituéieren -, verletzt ginn.

Dës Debatt hei ass fir mech perséinlech eng vun deenen allerwichtegsten hei an dësem Haus, well hei geet et ëm d'Konsequenze fir eist Land a seng Gesellschaft, deemno a wat fir eng Richtung mir an dëser Problematik histeieren. Et geet ëm Wäerter, Wäerter, déi mir an eiser Gesellschaft gären héichhalen. Et geet ëm Respekt, Dignitéit an d'Bild vu Fraen am Generellen, an ob de Mënsch weider als Wuer betruecht gëtt oder net.

An et geet och ëm dat, wat mer gären eise Kanner vermëttelen, wat e Kierper nach wäert ass. Et geet ëm eis Jongen an hir Astellung vis-à-vis vun deem anere Geschlecht, an et geet ëm eis Meedercher a wéi si de Wäert vun hirem Kierper aschätzen.

Et geet ëm e Mentalitéitswiessel, deen eng modern Gesellschaft brauch, wa se gäre vu Gläichberechtegung schwätzt. An et geet generell ëm e Mentalitéitswiessel vun de Männer vis-à-vis vun de Fraen an enger Gesellschaft, déi nach ëmmer méi schnell u Wäerter verléiere wäert - do si mer eis sécher -, wa riicht weider vermëttelt gëtt, datt et eigentlech dat Normaalst vun der Welt ass, wann ee säi Kierper verkeeft; wat eis zënter Jorhonnerte virgefouert ginn ass an elo vun enger milliardeschwéierer Industrie riicht weider vermëttelt gëtt als eppes, wat selbstverständlech ass a wat och weider net méi ewechzedenke wär.

Richteg ass et, datt et Prostitutioun ëmmer wäert ginn, genausou wéi et Sklaverei, Mëssbrauch, Folter a Vergewaltegungen ëmmer wäert ginn. Mä et ass awer genausou kloer, datt, wann een et akzeptéiert als Normalitéit a keng Géigemoossnamen trëfft, fir et ze ënnerbannen, dat ëmmer méi wäert zouhuelen.

Virun 20 Joer hat ech eng komplett aner Astellung wéi haut, wann et ëm Prostitutioun gaangen ass, haaptsächlech, well ech mech kaum mat dëser Problematik beschäftegt hunn an déi Floskelen nogeplappert hunn, déi een an dësem Kontext ëmmer héieren huet. Zënter '99 interesséieren ech mech elo fir dëse gesellschaftleche Problem a versichen, hannert de Schleier ze kucken, deen d'Gesellschaft driwwer gehaangen huet.

An ech ka mech nach gutt erënneren, wéi déi éischte Kéier déi schwedesch Delegatioun mat Deputéierten, Kommissären, Interpol och eng Prostituéiert invitéiert hat, déi aus dem Milieu erauskomm ass, fir Témoignagen ze maachen, fir hiren neie schwedesche Modell virzestellen. E Modell, deen dëse Phenomeen vun enger ganz anerer Säit gesäit. An et ass och déi éischte Kéier an der Welt iwwerhaapt sech Gedanke gemaach ginn, datt an dëser Thematik et och anescht geet an de Kaf vun engem Kierper als Gewaltakt ugesi gëtt an d'Prostituéiert als Opfer vu Mëssbrauch considéréiert gëtt.

Dat heescht, an nëmme 15 Joer huet de schwedesche Modell sech an en nordesche Modell verwandelt a fënnt ëmmer méi Unhänger, déi elo an dësem Moment amgaange sinn ze debattéieren, fir sech dëser Approche unzeschléissen, déi schonn dräi Länner an Europa ëmgesat hunn, inklusiv dem Conseil de l'Europe. Well mir sinn eis jo op engem Punkt alleguer eens, datt dësen nëmmen e wierkleche Succès fir d'Mënscherechter bedeit, wann en an Europa an esouguer op der ganzer Welt ëmgesat gëtt. Et ass keen nationale Problem, et ass e globalen.

D'Prostitutioun ass kee Geschäft wéi all déi aner a si wäert et och ni sinn, well hei geet et ëm e Gutt, dat net ze ersetzen ass, dat een net an eng Revisioun schécke kann oder nei bestelle kann, wann et futti ass.

D'Madame Ministesch sot an der Kommissioun, mir sollten dës Thematik vun der pragmatescher Säit ugoen. Mä wann et ëm de Kierper geet a wann et ëm de Verstand geet a Gefiller geet a wann et ëm Mënsche geet, a meeschtendeels déi Allerschwächst aus der Gesellschaft, da kann een esou eng Debatt net féieren, ouni dat Mënschlecht mat eranzebréngen, an dat, wat nach vum Mënsch iwwreg bleift, wann e bis zu 30-mol am Dag säi Kierper zur Verfügung stellt, fir datt anerer hire Spaass oder Muecht drun ausübe kënnen, a wann dëst doduerch legal gemaach gëtt, well jo schliisslech derfir bezuelt ginn ass. Da kann een net esou maachen, wéi et gäre vun der Prostitutiounslobby an d'Welt gesat gëtt, datt et dëst schonn ëmmer ginn ass an et dofir einfach weider existéiere misst. Och d'Sklaverei gëtt et säit éiweg, dat gëtt awer nach keng Berechtegung, fir se ze legaliséieren!

Wann d'Verkafe vu sengen eegenen Organer net erlaabt gëtt, dann ass dat och, fir déi Äermst a sozial Schwächst ze schützen do virdrun, hir Hornhaut, hir Nier ze spende géint eng Bezuelung. Dofir ass den Organhandel verbueden, well wann dëst erlaabt wär, et ëmmer méi Mënsche géif ginn, déi schlecht genuch dru sinn an déi behaapte géifen, dëst selbstverständlech fräiwëlleg a schrecklech gären ze maachen.

Mengt Der, d'Zuele vu Spende géifen erop- oder erofgoen, wann ee se legaliséiere géif an een de Mënsch als Geschäft mat „Wueren" akzeptéiere géif? Et ass d'Demande, déi de Marché mécht, a genausou ass et mam Kaf vum Kierper.

Eng milliardeschwéier Sexindustrie suergt derfir, datt e Bild vun der Prostitutioun entstanen ass, dat quasi iwwerhaapt näischt méi mat der Realitéit ze dinn huet an d'Bild vun der glécklecher Prostituéierter vermëttelt, déi et a Wierklechkeet net gëtt, esou wéi et och a Wierklechkeet keng fräiwëlleg Prostitutioun gëtt.

Et ass d'Benotzung vun engem Kierper fir Sex duerch de Mann, well 99% vun de Konsumente si Männer. Et gëtt bezuelt mat Geld an dofir däerf ee maachen, wat ee wëllt. Et ass eng bezuelte legal Vergewaltegung. Alles aneschters, wat erzielt gëtt, beweegt sech an enger Mythoswelt, déi mat Prostitutioun näischt méi ze dinn huet. Et gëtt keng Liewenswierklechkeet, déi esou wéineg bekannt ass an iwwert déi esou elegant geschwiege gëtt, wéi déi an der Prostitutioun.

Déi amerikanesch Wëssenschaftlerin Melissa Farley vun der American Psychological Association huet eng Etüd gemaach, wou se erausfonnt huet, datt iwwer 62% vun de Prostitutéierten ausgesot hunn, datt se vergewaltegt gi sinn, 73% datt Gewalt un hinnen ausgeüübt ginn ass. Dat beleet, datt de Mythos vun „The happy hooker" erfonnt ass.

International Studie beweisen, datt duerch dësen dagdeegleche Mëssbrauch tëschent 60% bis 80% vun de Prostituéierte schlëmm psychotraumatesch krank sinn, Schied, déi vergläichbar si mat deene vu Krichsveteranen, Vergewaltegungsopfer oder Leit, déi gefoltert gi sinn. Bei kenge Servicer ass den Taux suicidaire esou héich wéi bei deenen, déi hire Kierper verkafen, mat iwwer 38% nom Forschungsbericht iwwert d'Problemer an der Prostitutioun an Irland, an dëse schléisst d'Donkelziffer aus!

Dir Dammen an Hären, generell stéiere mech e puer Facteure besonnesch, wann ee vu Prostitutioun schwätzt: éischtens, datt et eng total verharmlost Duerstellung ass vun deenen Akten, déi do mussen duerchgefouert ginn. An zweetens ass et bal ëmmer aus der Vue gekuckt vun deenen, déi se benotzen, encadréieren, kontrolléieren a profitéieren, oder deenen, déi krampfhaft dat verteidegen, wat se all Dag erdroe mussen. Bei all dësen Témoignagë kann et keng Neutralitéit ginn. Mä eppes ass sécher: Bal ni héiere mer vun deenen, déi dem Milieu entkomme konnten. Dobäi sinn et dach déi Eenzeg, déi éierlech kënne sinn, well se net méi vum Milieu ofhängeg sinn.

Zur Verharmlosung an zu deenen, déi et esou schrecklech gäre maachen a sech et selwer erausgesicht hunn: Wa sech ze prostituéieren also e fräiwëllege Choix soll sinn, dee fir jiddwereen op ass, firwat kommen dann déi allermeescht vun hinnen aus gestéierte Familljeverhältnisser, selwer oft sexuell méssbraucht, oft vollgepompelt mat Medikamenter oder Drogen, oder aus ekonomeschen Noutsituatiounen eraus, kaum éduquéiert? Firwat kommen déi meescht Fraen, iwwer 90%, aus deenen äermste Géigende vun der Welt, aus Afrika, Russland, Thailand, Nigeria - do, wou iwwregens d'Meedercher ëmmer verschwannen -, de fréieren Ostblocklänner, déi allermeescht mat falsche Verspriechungen ugeschmiert?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kéint een heibanne sech eng Sekonn virstellen, iergendeen a seng déifst Intimitéit eranzeloossen - an entschëllegt mech, Madame Presidentin, ech probéieren, mech elo an dësem Parlament esou würdevoll wéi nëmme méiglech auszedrécke fir dat, wat et eigentlech ass -, an all Kierperëffnung eran Akten ze erdroen, déi een uneekelen a wou eng gefrote Kompetenz déi ass, de Schléckreflex ze kontrolléieren, fir sech net ze iwwerginn a während der ganzer Zäit Kierper a Verstand ze dissociéieren, fir de Moment ze iwwerstoen, an en plus eng oscarräif Duerstellung ze presentéieren, wéi super alles ass a wéi gutt et deet? Mat der Angscht am Réck, wat als Nächst verlaangt gëtt. Well wann d'Dier zougeet, dann ass de Client King!

Ech kommen zu menger Konklusioun, Madame Presidentin. Et brauch ee jo just ze kucken, wat an deene Länner geschitt, déi et als normaalst Aarbecht vun der Welt reglementéiert hunn, a mat deene Länner ze vergläichen, déi dem sougenannten nordesche Modell nogaange sinn.

Do, wou de Kierperkaf als normale Beruff gëllt, sinn elo d'Dréischeiwe vum Mënschenhandel ginn, sinn d'Zuele vun de Prostituéierten eropgaangen, d'Gewalt ass geklommen, an Holland, dat d'Gesetz 2000 liberaliséiert huet, 50 Prostituéierter, déi ëmbruecht gi sinn, den Alter ass erofgaangen an d'Präisser si gefall, an de Stat ass zum gréissten Zuhälter vum Land ginn. Eist Nopeschland, wou den Zuhälter „Manager" genannt gëtt an de Bordellbesitzer „Unternehmer im Erotikgeschäft", a wou den Haaptprofiteur vun der Prostitutioun an den

Talkshows sëtzt an net am Prisong, schreift d'Alice Schwarzer an hirem Buch „Prostitution, ein deutscher Skandal".

Am nordesche Modell, deen d'Prostituéiert als Affer gesäit an d'Responsabilitéit beim Keefer sicht, fir d'Demande ze drosselen, huet d'Stroosseprostitutioun an zéng Joer ëm d'Halschent ofgeholl, an d'Befierchtungen, datt et an d'Ënnerwelt ofgetaucht ass, dat konnt net festgestallt ginn enger Evaluatioun no, déi gemaach ginn ass, zéng Joer nom schwedesche Modell. Par contre ass Schweden net méi interessant fir d'Zuhälter an d'Schlepper. D'Gewalt vis-à-vis vu Fraen ass no rezente Polizeiberichter drastesch erofgaangen.

Dat Land, wat Virreider an der sexueller Revolutioun war, ass elo e Land vu Mentalitéitswiessel bei Männer a Fraen a Kanner, wou iwwer 70% hiert Prostitutiounsgesetz ënnerstëtzen. An dat Allerwichtegst, Madame Presidentin: Déi Jugendlech, déi kommend Generatiounen, fannen et selbstverständlech, datt et net méi normal ass, datt ee mat Suen e Kierper kafe kann.

An, Madame Presidentin, ech wäert mech bis u mäi Liewensenn asetzen, datt dës Servicer net als normale Beruff unerkannt ginn an d'Kanner an der Schoul erkläre mussen, wat hir Mamm maache muss, wa se als „Sexarbeiterin" schaffe muss. Well eppes ass sécher: Et hëlleft net vill, d'Kanner ze sensibiliséieren an ze erklären an de Schoulen, Madame Ministesch, wa mer an der Wierklechkeet eppes aneschters virliewen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madame Arendt. Als leschten ageschriwwene Riedner ass et elo um Här Fayot. Mir fueren alleguerten e bëssen iwwert d'Zäit ewech. Mä ech begréissen et, dass mer awer och elo en zweete Vertrieder vun der…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …männlecher Zuucht…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo!

…hei op dem Podium hunn, dat mécht e bësse Richtung Gender-Mainstreaming. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- «C'est pas tous les jours qu'elles rigolent - parole, parole», séngt de Georges Brassens a sengem Lidd «La complainte des filles de joie» vun 1962. Et ass en Homage un déi „Filles de joie", déi nom franséische Gesetz vum 13. Abrëll 1946, dat d'Maisons de tolérance verbueden huet, elo op der Strooss stinn.

De Brassens huet mat deem Lidd seng Sympathie fir déi Fraen ausgedréckt, déi vun den - virun allem männlechen - „Vaches de bourgeois" ausgenotzt ginn, déi deemools besonnesch ville Krankheeten ausgesat sinn an déi Ufank vun de 60er Jore weder eng sozial nach eng juristesch Ofsécherung haten: «Elles sont méprisées du public, Elles sont bousculées par les flics, Et menacées de la vérole».

Madame President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, och wann d'Gesetzer evoluéiert hunn, huet sech an der Approche zur Prostitutioun an eise Gesellschaften net fundamental vill verännert säit dem Georges Brassens sengem Lidd vun 1962.

Am Abrëll 2015, also méi wéi 50 Joer duerno, dénoncéiert de CID-Femmes a senger Stellungnahm nach déi ambivalent Astellung, déi mir och zu Lëtzebuerg zum Phenomeen vun der Prostitutioun hunn: «Le CID considère que la prostitution est une expression de la structure patriarcale dominante et une expression d'exploitation sexuelle.»

Dofir ass et esou wichteg, an dat huet d'Taina Bofferding ausféierlech a senger Ried gesot, dass mer versichen, d'Mentalitéiten ze änneren, ënner anerem duerch eng besser a méi décomplexéiert Sexualéducatioun. D'Taina Bofferding huet et och schonn um Schluss vu senger Ried gesot: Fir d'LSAP ass an dësem Débat eppes virrangeg, an dat ass d'Positioun vun deene Leit, déi sech prostituéieren, ob ee se elo „Prostituéiert" oder „Travailleurs/travailleuses du sex" nennt. Déi Prostituéiert zielen haut ëmmer nach zu deenen Allerschwächsten an eiser Gesellschaft, déi zudeem nach enger äusserster Stigmatiséierung an dem Mépris vun den „besseren" Leit ausgesat sinn.

Si prostituéiere sech zu Lëtzebuerg, well se d'Affer vu Mënschenhandel sinn, well se heihibruecht ginn, oft just fir dräi Méint oder all Dag, fir hei op de Strëch ze goen, iwwert d'Grenz, oder well se keen anere Choix hunn, well se keng Formatioun hunn a well se mussen hire Kierper verkafen, fir sech a munchmol hir Kanner duerchzebréngen. Och hei handelt et sech oft ëm Alleinerzieher. Munchmol ass och en Drogeproblem am Spill. Egal aus wat fir engem Grond ass d'Prostitutioun an alle Fäll eng penibel an eng geféierlech Aarbecht.

Fir d'LSAP muss eng Prostitutiounspolitik op d'Situatioun vun eisem Land zougeschnidde sinn. Si muss drop erauszilen, d'Traite vun de Mënschen ze bekämpfen an dobäi méi effikass géint d'Proxénèten an d'Mënschenhändler virzegoen, deene Prostituéierten, déi et wënschen, d'Méiglechkeet ze ginn, dee Milieu a gudde Konditiounen ze verloossen, mä zur gläicher Zäit déi Prostituéiert, déi de Choix gemaach hunn, dee Beruff auszeüben, net ze veruerteelen, net ze diaboliséieren an net ze schikanéieren, mä hinnen au contraire deen néidege sozialen, sécherheetlechen a gesondheetleche Schutz ze ginn, dee mer och anere schaffende Leit hei am Land ginn. Wa mer op de Wee gi vun engem Modell, wou mer d'Prostitutioun toleréieren, si mer eis dat als Gesellschaft schëlleg!

Madame President, d'Diskussioun ëm de richtege Modell, fir de Phenomeen vun der Prostitutioun ze encadréieren, ass eng schwiereg. Dat weist dësen Débat. Mir wëssen, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, dass Lëtzebuerg dee sougenannten „modèle abolitionniste" huet, deen dora besteet, dass d'Prostitutioun toleréiert ass an dass just de Racolage an de Proxénétismus strofrechtlech sanktionéiert sinn. Säit dem Gesetz vum 9. Abrëll 2014 hu mer och eng Infraktioun vun der Traite des êtres humains am Code pénal, déi am Kampf géint d'Prostitutioun ka beméit ginn, an ech kommen um Enn vu menger Ried dorop zréck.

Parallell dozou gesäit de Règlement général de police vun der Gemeng Lëtzebuerg eng generell Interdiktioun fir de Stroossestréch um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg vir, mat der Ausnahm vun enger begrenzter Zon an der Rue d'Alsace an an der Rue Wenceslas I[er] op der Gare. Et ass awer elo esou, dass de facto dee Stroossestréch sech - an ech soen dat, ouni wëllen natierlech Reklamm ze maachen - an d'Rue du Commerce, d'Rue du Fort Wedell, d'Rue d'Épernay, d'Rue de Reims, d'Rue Mercier verlagert huet, wéi aus enger Äntwert vum Justizminister a vum Policeminister vum 7. Juni 2014 op meng parlamentaresch Fro ervirgeet. An neierdéngs, dat weess een, wann een op der Gare ënnerwee ass, sinn och eng Rei Prostituéiert an der Hollerecher Strooss präsent. An d'Buergermeeschtesch huet dovunner geschwat, dee Phenomeen déplacéiert sech natierlech: All Kéiers, wa se vun enger Plaz verjot ginn, gi se op eng aner.

Och iwwert dësen Aspekt vun eisem Lëtzebuerger Modell sinn d'Fraktiounen ëm hir Meenung gefrot ginn. De Stater Règlement général de police ënnerhëlt engersäits eng Verschäerfung vum Racolage, wéi en am Code pénal virgesinn ass. Domat gëtt d'Prostitutioun - d'Stroosseprostitutioun - ganz kloer nach méi condamnéiert a stigmatiséiert. Dat mécht et just nach méi penibel fir déi Prostituéiert, déi op der Strooss stinn, déi schwächst an déi fragillst, déi wahrscheinlech am meeschten am Würgegréff vu Proxénèten a Mënschenhändler stinn.

Zur gläicher Zäit gëtt et eng Toleranz, déi begrenzt ass op e puer Stroossen op der Gare, wat d'Liewen an deene Quartieren och net besser mécht. An d'Buergermeeschtesch huet och dovunner geschwat.

Mir als LSAP, an hei schwätzen ech och als Stater, fannen déi Doppelmoral net gutt. Si huet eppes Heuchleresches. Et ass schonn en eeklege Spektakel, fir owes den Défilé vun oft décken Autoe laanscht a ronderëm d'Post ze gesinn. De Georges Brassens lässt grüssen!

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech weess, dass et eng Noutléisung ass; ech weess, dass et do keng Solution miracle gëtt. Ech wëll och keng Lektiounen hei ginn. Mä et ass sécherlech keng gutt Léisung a keng schéi Situatioun.

Madame President, mir wëssen, dass d'Regierung wëllt um Modèle abolitionniste festhalen, a mir kënnen och mat op dee Wee goen. D'Taina Bofferding ass op d'Gesellschaftsbild agaangen, wat mat der Prostitutioun verbonnen ass. An ech kann déi Positioun mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Doriwwer eraus muss een awer erkennen, dass d'Prostitutioun eng Realitéit ass zu Lëtzebuerg an dass Mënschen aus deene verschiddenste Grënn op sexuell Servicer vu Prostituéierten, männlech, mä an der grousser Majoritéit weiblech, zréckgräifen.

Wäert d'Prostitutioun verschwannen, wann ee se verbitt, nom schwedesche Modell mat enger Sanktioun vum Client? D'Äntwert ass, dass d'Prostitutioun, leider, héchstwahrscheinlech net wäert verschwannen, mä sech entweder wäert an d'Ausland verlageren oder an d'Illegalitéit ofwanderen, mat der Gefor, dass eng nei, nach méi schlëmm Kriminalitéit entsteet wéi bis elo. Et ass och e Constat, dass a Länner, wou de schwedesche Modell agefouert gouf, de Phenomeen sech just delokaliséiert huet. Dofir kann de schwedesche Modell, wann e soll e Succès ginn, dat ass och schonn e puermol gesot ginn, eiser Meenung no och nëmmen a ganz Europa agefouert ginn oder op d'mannst an enger Groussregioun, soss verlagert sech de Phenomeen all Kéiers an aner Länner.

D'Plattform „Prostitution" huet eng Rei aner Bedenke geäussert, déi Der all kennt an déi een am Rapport kann noliesen. Si ass awer net déi Eenzeg, déi Bedenken äussert zum schwedesche Modell. Am Februar 2014 hunn net manner wéi 470 ONGen an Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft souwéi 45 Universitären a Chercheure sech géint e Rapport vun der Europaparlamentarierin Mary Honeyball ausgedréckt, deen d'Kriminalisatioun vun de Clientë vun „sex workers" préconiséiert.

De Luca Stevenson, selwer „sex worker" a Koordinator vum „International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe" gëtt dozou folgend Erklärung: „The Swedish Model of criminalisation of clients is not only ineffective in reducing prostitution and trafficking, it is also dangerous for sex workers. It increases stigma which is the root cause of violence against us. It is a failed policy denounced by all sex workers' organisations and many women's, LGBT and migrants' organisations, as well as many UN bodies."

Eng ähnlech kritesch Stëmm gëtt et vum franséische STRASS. Et kann een dat liesen am Thierry Schaffauser sengem Buch «Les luttes des putes».

Fir d'LSAP gëllt et also, den internationalen Débat ëm de schwedesche Modell weiderzeverfollegen an den Échange mat eise Partner an der Groussregioun ze sichen. Mir sinn do d'accord mat de Recommandatioune vun der Plattform „Prostitution", déi jo hir kritesch Haltung par rapport zum schwedesche Modell geäussert huet.

Den däitschen oder hollännesche Modell, de Modèle réglementariste, wou d'Prostitutioun legal ass a gesetzlech reglementéiert gëtt, wier an den Ae vun der Regierung, dat geet kloer aus dem PV vun der Commission jointe vum 6. November 2014 eraus, engersäits bei eis net anzeféieren, well e konträr zu der Convention de New York vun 1950 ass iwwert d'Traite des êtres humains. Doriwwer eraus gëtt et seriö Bedenken, och dat ass scho gesot ginn, déi mat deem Modell zesummenhänken.

An enger Etüd vun de Chercheure Laura Barnett a Lyne Casavant vum Juli 2014 kann ee liesen, dass «la plupart des personnes opposées à la légalisation de la prostitution sont d'avis que le modèle hollandais constitue un exemple d'une politique qui s'avère un échec: celle-ci présume en grande partie que la réglementation assure nécessairement la sécurité des travailleurs et travailleuses du sexe. En bref, les experts estiment que seulement 4% des personnes qui s'adonnent au commerce du sexe aux Pays-Bas sont inscrites - les autres travaillent dans la clandestinité. On croit toujours que la majorité des travailleurs et travailleuses du sexe (60% en 2008) ne sont pas hollandais et que bon nombre d'entre eux sont au pays illégalement.»

Dat heescht also, dass trotz Legaliséierung mam Zil, de soziale Statut an d'Ofsécherung vun de Prostituéierten ze verbesseren, dës ëmmer nach zu enger grousser Majoritéit an der Clandestinitéit schaffen an net sozialverséchert sinn. E Phenomeen ganz ähnlech wéi bei eis.

Madame President, ech weess, dass ech schonn um Enn vu menger Zäit sinn, ech kommen och zu engem Schluss.

D'LSAP ënnerstëtzt, och opgrond vun de Konklusioune vum Rapport vun der Plattform, d'Optioun vun der Regierung, fir un deem abolitionistesche Modell festzehalen, mat all deene Prioritéiten, op déi d'Taina Bofferding agaangen ass: Exitstrategie, e besseren Encadrement, et cetera.

Ech géif zum Schluss gären op ee Punkt agoen, an dat ass de Renforcement vum Kampf géint de Proxénétismus an de Mënschenhandel. Och dëst gehéiert zur Politik, déi d'Regierung proposéiert, a mir begréissen dat ausdrécklech.

Mir hunn am Fréijoer d'lescht Joer e Gesetz iwwert d'Traite des êtres humains gestëmmt an am Kader vun deenen Diskussiounen ass festgestallt ginn - d'Fro ass vum Marc Angel deemools opgeworf ginn -, dass mer eng Lacune an eisem Code pénal hunn, well mer keng Infraktioun hunn, déi d'Ofhuele vun Identitéits- a Reespabeiere sanktionéiert. Et ass gewosst, dass ee ganz einfache Moyen, fir engem Mënsch seng Fräiheet ze huelen an anzeschränken, dora besteet, him säi Pass oder seng Reespabeieren ofzehuelen. Et ass gewosst, dass dat och bei Proxénèten zu Lëtzebuerg gemaach gëtt.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot

Dofir géife mer haut gären am Numm vun der LSAP-Fraktioun, fir an dësem Débat eise Steen zur Bekämpfung vum Proxénétismus bäizedroen, eng Proposition de loi déposéieren, déi virschléit, dës Infraktioun an eise Code pénal am Kapitel iwwert d'Traite des êtres humains anzeféieren.

Mir géifen domadder enger Recommandatioun vum GRETA nokomme vum Januar 2014, dee préconiséiert, dass Lëtzebuerg déi Infraktioun soll a säin Droit aféieren. Ech géif dann heimadder déi Proposition de loi bei Iech déposéieren.

6808 *- Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal*

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- An ech hoffen, dass dës Proposition de loi och wäert eng breet Zoustëmmung vun all de Fraktiounen aus der Chamber kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Fayot. Ech ginn och Akt vum Dépôt vun der Proposition de loi.

6. Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg (suite)

Mir hunn elo den Tour gemaach vun all den ageschriwwene Riedner. Ech soen Iech Merci fir Är Moderatioun an d'Serenitéit vun all Ären Interventiounen zu dësem dach ganz delikate Sujet.

An ech ginn elo direkt d'Wuert erëm un d'Regierung. Den Här Braz ass deen éischten, deen op d'Tribün kënnt. Här Justizminister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll och mat zwee, dräi weidere Mercien direkt weiderfueren. Deen éischten un d'Madame Mutsch fir déi flott Zesummenaarbecht, déi mer zënter annerhallwem Joer mat deem Dossier hei hunn. Ech hu si do kennegeléiert als eng, déi ganz engagéiert schafft fir konkret a machbar Léisungen. D'Politik ass d'Konscht vum Machbaren, net déi vum Wënschenswäerten.

E Merci och deene Leit, déi an der Plattform matschaffen. Si hunn, fannen ech, eng exzellent Aarbecht gemaach, net eréischt zënter annerhallwem Joer, och déi Zäit scho virdrun. An d'Resultat vun deem Dokument, wat si op den Dësch geluecht hunn, ass e Resultat, wat eng sachlech Debatt zu Lëtzebuerg misst erméiglechen op där heiter Fro.

Merci awer och der Chamber fir all déi Ureegungen de Mëtteg. An ech wëll probéieren, ier d'Regierung definitiv Konklusiounen hëlt opgrond vun dëser Diskussioun, dach op déi eng oder aner, déi am Beräich vu mengen Attributioune leien, trotzdeem eng éischt Äntwert ze ginn.

De Cadre légal zu Lëtzebuerg ass de Mëtteg schonn eng Kéier vun der Madame Polfer kuerz ëmrass ginn: Racolage a Proxénétismus sinn zu Lëtzebuerg verbueden, d'Prostitutioun am Prinzip net.

Mir hunn awer nach weider Legislatiounen an deem heite Beräich, notamment déi iwwert de Mënschenhandel, eng Legislatioun, déi hei zu Lëtzebuerg zréckgeet op d'Joer 1999 schonn. Do gouf et déi éischt Legislatioun. Eng zweet gouf et am Joer 2009, wou mer d'Konventioun vum Conseil de l'Europe ëmgesat hunn, déi sougenannt „Warschauer Konventioun". A mir hunn am Joer 2014 fir d'Lescht eis Legislatioun, ech géif bal soen „feingetunt", wéi mer eng Direktiv aus dem Joer 2011 ëmgesat hunn, déi awer ganz no un der Warschauer Konventioun vum Conseil de l'Europe läit, soudass mer do just nach am relativ renge Beräich Modifikatioune gemaach hunn.

Déi, déi op de Mënschenhandel hei zu Lëtzebuerg hiweisen, leie richteg: D'Prostitutioun zu Lëtzebuerg ass ganz sécher zu engem ganz groussen Deel um Hannergrond vu Mënschenhandel, deen zu Lëtzebuerg verbueden ass, wou et awer schwiereg ass, déi Leit, déi sech dem Mënschenhandel schëlleg maachen, ze iwwerféieren. An dat huet Grënn: Et muss ee Beweiser hunn, wann ee viru Geriicht ee wëllt condamnéiert kréien. Nëmme sinn d'Beweiser an dëser Matière ganz schwéier ze sammelen. Well och déi, déi sech an deem heite Beräich beräicheren op d'Käschte vun deene jonke Fraen a jonke Meedercher, déi kennen d'Gesetzer och, kennen och d'europäesch Gesetzgebung a wëssen, wéi se sech mussen uleeën, fir praktesch ënnert dem Radar kënnen ze zirkuléieren.

Déi wëssen, dass een déiselwecht jonk Meedercher net ze laang op enger Plaz däerf schaffe loossen. Déi wëssen, dass si selwer mussen dréien, déi, déi d'Meedercher iwwert d'Grenz brëngen, praktesch all Dag. Déi wunnen net hei, déi iwwernuechten net hei. Déi wësse genau, wat se musse maachen, fir dass et schwiereg gëtt, eng belaaschtbar Beweisketten opzestellen, déi virun engem Riichter Bestand huet.

Déi Meedercher schaffen e puer Deeg, e puer Wochen hei zu Lëtzebuerg, da si se nees an Däitschland, da si se nees an Holland, si se nees an engem anere Land. An och déi, déi se schleisen, léise sech of. A wa mer haut och ee géife gepëtzt kréien, dann hu mer muer deen Nächsten, dee genau déiselwecht Aarbecht mécht. Deen ass méi séier dohinnerbestallt, wou e gebraucht gëtt, wéi hei een an de Prisong bruecht gëtt.

Dat ass eng enorm Schwieregkeet. Dat ass kee Grond, fir ze kapituléieren. Et ass kee Grond, fir deem grujelechen, abominabelen, abscheuleche Geschäft do net wëllen nozegoen, mä et ass ganz schwiereg fir d'Polizei an och fir d'Riichter, fir déi Gesetzgebung do an dëser Matière hei kënnen ze applizéieren. An do bräicht et ganz vill.

Eng aner Legislatioun ass d'New Yorker Konventioun, déi mer ratifizéiert hunn, wou et och kloer ass, dass, wa mer wéilten op de Modell vun den Eroscentere goen, da misste mer déi dénoncéieren. Do brauche mer net laang driwwer ze épiloguéieren, dat ass ganz kloer.

Déi Konventioun erlaabt et awer och net zum Beispill, dass ee géif d'Prostituéiert enregistréieren, fir kënnen ebe just, um Hannergrond vum Mënschenhandel, e bessere Suivi an eng besser Kontroll ze maachen. Dat géif et sécher kënnen erliichteren, do dem Mënschenhandel kënnen nozegoen, mä d'New Yorker Konventioun verbitt dat. An et gëtt och dofir ganz valabel Grënn, dass d'New Yorker Konventioun dat verbitt. Dat huet gutt Ursaachen och, mä et muss ee just feststellen, dass dat bei der Lutte géint de Mënschenhandel net besonnesch förderlech ass.

Mä net alles muss iwwert d'Gesetz geschéien, dat weist d'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg, wou ech och der Buergermeeschtesch nach eng Kéier wëll Merci soe fir d'Initiativen, déi se geholl huet am leschte Joer, fir mat zwee Regierungskolleege mat hir en Tour ze maachen, wou mer konnte genee kucken, wat um Terrain ofleeft. An e Merci och fir hiert wierklecht Engagement, fir engem Phenomeen an engem fréie Stadium wëllen ze begéinen an net nozekucken, bis de Phenomeen iwwerhandgeholl huet an der Stad Lëtzebuerg.

Dir hutt do wierklech e ganz groussen Asaz an ech mengen, dat huet och fir d'Informatioun an de politesche Kreesser vill bäigedroen, dass Der do mat eis déi Erfahrungen ausgetosch hutt. Den Här Schneider, eise Minister fir d'bannescht Sécherheet, ass jo am Moment am Ausland, an en huet mech awer gebieden, a sengem Numm eng kleng Interventioun dann och ze maachen zu der Aarbecht vun der Polizei, fir lech och da Merci ze soe fir dat Luef, wat Der un d'Polizei geriicht hutt.

Si weist eis effektiv, dass d'Legislatioun och net ëmmer alles léist. Et ass noutwendeg, et ass wichteg, mä d'Aarbecht um Terrain ass an dëser Matière mindestens geneesou wichteg. An den Asaz och vun der Polizei, d'Präsenz, déi si markéiert, déi Efforten, déi si mécht, fir Capacitéiten an deem dote Beräich an zu deenen Dagesstonnen zur Verfügung ze stellen, déi hu Resultater.

Dat mécht och méi Zefriddenheet bei der Polizei, wann ee gesäit, dass den Asaz Resultater huet, wéi wann een ëmmer nëmmen hannendrurennt an et kënnt een engem Phenomeen net bäi. An ech mengen, dass de Minister Schneider hei mat Recht kann houfreg op seng Poliziste sinn, déi déi Aarbecht do maachen an och mat Fangerspëtzegefill déi Aarbecht maachen. Dat muss och ënnerstrach ginn. Eng aner Duerstellung wier net richteg.

Ech wëll awer trotzdeem an nächster Zäit um Niveau vun der Legislatioun e puer Saachen an d'Diskussioun bréngen, déi eis trotzdeem hei wäerten hëllefen, e besseren Arsenal juridique op d'Been ze stellen. A mir sinn hei praktesch permanent och am repressive Beräich. Déi Legislatioun, vun där mer hei schwätzen, ass net dee Volet, deen d'Madame Mutsch herno nach wäert uräissen. Hei si mer wierklech an deem Beräich, wou mer kucken: Wéi eng Instrumenter brauche mer, notamment am Code pénal, fir kënnen do virzegoen, wou mer mengen, dass et richteg ass, dass ee virgeet?

Et ass och net nëmme Code pénal. Ee Beispill ass d'Ëmsetzung vun der Direktiv Afferschutz, eng ganz wichteg Direktiv. Un där gëtt am Ministère geschafft, fir dass mer do de Projet de loi geschwë kënnen déposéieren. De Parquet selwer huet och am Rahme vun den Aarbechte vun der Plattform eng Rei Virschléi gemaach, wou ee kéint d'Bewäisféierung erliichteren, déi am Moment zum Deel wierklech net ganz evident ass, zum Beispill am Beräich vun der Zouhälterei. Do steet am Artikel 11 vum CIC «...notoirement à la débauche.». Wann een do den Term «notoirement» géif fale loossen a just nach d'Terminologie géif zréckbehale vun der Débauche, da wier dat och schonn eng Notioun, déi d'Bewäislaascht mat Sécherheet erliichtert.

Eng aner Pist ass: Wéini a wou kann d'Polizei eng Descente maachen? Och dat kann een anescht beschreiwe wéi am Moment, fir an deem heite Beräich och méi no drun ze sinn a besser Bewäiser kënnen ze sammelen, fir ee kënne virun e Riichter ze bréngen.

Awer och déi, déi Zëmmeren an Immeublen zur Verfügung stellen, do geet och rieds am Code pénal vun der «exploitation de la prostitution». Wann een do den Term «exploitation» géif fale loossen a just d'Prostitutioun géif erwähnen, wier och do d'Bewäisféierung méi liicht. Soss muss een zwee Elementer beweisen. Dat erschwéiert selbstverständlech mam Riichter d'Bewäislaascht. Dat si Modifikatiounen, déi ee ka maachen.

E ganz wichtegt Instrument wäert mat Sécherheet eise Plan d'action «traite» ginn. Och un deem Plang gëtt intensiv geschafft. Ech hoffen, deen nach virum Summer kënnen an de Regierungsrot ze bréngen. Wann et net ganz klappt, klappt et awer sécher direkt am fréien Hierscht. Mä mir schaffen drun, dass mer deen, wéi gesot, wann et geet, nach virun dësem Summer an de Regierungsrot kënne bréngen. Do geet et dann och ëm Stéchwierder wéi den Zeieschutz, deen d'Madame Hetto an hirer Interventioun opgeworf hat. Dat wäert do behandelt ginn.

Dir hutt och vun de Visio- oder Videokonferenze geschwat. Do ass e Projet de loi och an der Maach. Och dee wäert kënne geschwënn déposéiert ginn. Et ass en Instrument, mat deem een allerdéngs sollt virsiichteg ëmgoen. De Prinzip soll bleiwen, dass d'Riichter an d'Prévenuë sech solle géigesäiteg an d'Ae kucken. Mä et gëtt Fäll, et gëtt Fäll, wou et...

(Interruption)

Neen, dat ass en Element, fir eng Deshumanisëierung vun der Justiz och ze évitéieren. Et soll een dat net ënnerschätzen. Ech mengen awer, dass et duerchaus Beispiller gëtt, wou et Sënn mécht, Visiokonferenzen ze kréien. Déi heite Matière, de Crime organisé, dat ass eng, wou et absolutt sënnvoll Beispiller gëtt, an dofir schaffe mer un engem Projet de loi. An ech wäert deen och geschwënn déposéieren.

Dir schwätzt vum Verbuet vun der Publicitéit. Et ass richteg, wann een engersäits seet, de Racolage ass verbueden an et erlaabt een ausgibeg Publicitéit an der geschriwwener Press, do kann een e gewëssene Widdersproch dran déceléieren. Dat ass net vun der Hand ze weisen. Dofir kann ee sech déi Fro stellen.

Allerdéngs soen ech och do: Kommt, mir iwwerschätzen d'Hoffnung net, well dat, wat am Print liicht kéint verbuede ginn, ass am Internet extrem schwéier ze verbidden. An do fënnt et gréisstendeels statt! Et ass do, wou et stattfënnt. Dat wësse mer och aus de Beispiller vun Holland, awer och aus Schweden, dass ganz vill iwwer Internet do geschafft gëtt. An deem bäizekommen ass vill méi schwiereg.

Dofir, wann een och do e gewëssene Widdersproch gesäit, soll een net mengen, dass mat engem Verbuet vun der Publicitéit an der Printpress domadder d'Publicitéit selwer och vum Dësch wier. Dat ass mat Sécherheet net de Fall. Au contraire, den Internet bitt do eng ganz grouss Plattform.

Dir hat och de Virschlag gemaach, Madame Hetto, iwwert de Changement de nom ze diskutéieren. Dat wier eng Optioun. D'Plattform hat dat och emol eng Kéier fréier ugereegt. Et ass richteg. Fir Lëtzebuerg géif dat awer praktesch näischt änneren. Mir kënnen e Changement de nom nëmme maachen zu Lëtzebuerg bei Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. D'Fro vum État civil ass eng vun der Nationalitéit. D'Prostituéiert zu Lëtzebuerg sinn zu engem ganz klengen Deel nëmme Lëtzebuerger Nationalitéit. Dat wier also eng Mesure, déi dem Phenomeen emol net um Rand kéint bäikommen. Et wier eng symbolesch Mesure.

Et kënnt derbäi, dass, wann een zu Lëtzebuerg e Changement de nom da virhëlt bei Lëtzebuerger, da gëtt dat am Mémorial publizéiert. Woumat dann och den Effet, deen do nach bliwwe wier, dann definitiv komplett vum Dësch wier. Dat ass also eng, d'Fransousen nennen et «une fausse bonne idée» konkret op d'Lëtzebuerger Situatioun bezunn.

Anescht gesinn ech dat bei der Proposition de loi vun der sozialistescher Fraktioun, déi op eng Recommandatioun vum Groupe GRETA fir Lëtzebuerg zréckgeet, fir et ënner Strof ze stellen, d'Reespabeieren engem ofzehuelen. Dat ass eng Iddi, déi ech ausdrécklech politesch ënnerstëtzen. Ech fannen, déi mécht vill Sënn. An ech freeë mech, dass Der deen Dépôt vun där Proposition de loi gemaach hutt, an ech wënschen hir deeselwechte Succès wéi menger, déi mer de Mëtte gestëmmt hunn. Also ech wäert se mat Sécherheet politesch ënnerstëtzen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci och fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Minister Braz fir seng interessant Annoncen, wat en alles wëlles huet. Et ass elo un der Madame Ministerin Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances.*- Merci, Madame Presidentin. Och ech wollt vun dëser Geleeënheet elo profitéieren, fir op e puer Froen ze äntwerten a fir och elo scho Merci ze soe fir deen interessanten Débat, dee mer hei konnte féieren. Ech fannen, dass hei ganz vill interessant Elementer vun alle Säiten erageflos sinn. Ech hunn och festgestallt, dass mer eis op enger Rei vu Saache ganz eens sinn: dass d'Prostitutioun keng Tätegkeet ass wéi all déi aner, dass et wierklech och bedauerlech ass, dass mer esou vill a virun allem jonk Fraen hunn, déi ënner schwéierste Konditiounen déi Tätegkeet ausüben. Mä et ass nun eben eng Realitéit. Do si mer eis all eens.

Mir sinn eis och all eens, dass mer déi, déi der Prostitutioun noginn, net wëlle jugéieren. Do gëtt et villschichteg Ursaachen, wéi een an déi Situatioun erakënnt. Do si mer eis och eens. Mir sinn eis och eens, dass mer deenen, déi de Courage hunn an d'Méiglechkeet hunn, fir erauszeklammen, solle mat allem zur Säit stoen, wat mer nëmmen hunn.

Mir sinn eis och heibannen eens iwwert d'Bedeitung vun enger Éducation sexuelle et affective, wou mer deene jonke Leit, déi haut e ganz liichten Zougang hunn zu Pornografie, zu Gewalt, wou mer hinne sollen hëllefen, dass e Bild vu Sexualitéit vermëttelt gëtt, wat net dat ass, wat se schnell iwwerall kënnen eroflueden. An dat ass wierklech och eng vun eise groussen Iddien, déi mer an eisem Plan national de l'éducation sexuelle et affective realiséieren. Dat ass e Plang vun 2013, dee schonn an deene jeeweilege Ministèren - Gesondheetsministère, Éducation nationale, Familljeministère, Chancëgläichheetsministère - ëmgesat gëtt an a ganz vill Beräicher mat afléisst.

Ech si gäre bereet, mat de Kolleegen aus deenen anere Ministèren, also mat deenen anere Ministeren eng Kéier dee Plang virzestellen an och vläicht e bësse méi am Detail ze soen, wouran déi Usätz elo bestinn: zum Beispill an engem Centre de référence, wou mer ënner anerem mam Planning zesummeschaffen a wou mer och all deenen, déi am Beräich vun der Sexualerzéiung täteg sinn, d'Méiglechkeet wëlle ginn, fir eng Hand unzepaken.

Bon, eens si mer eis och doriwwer, dass et eigentlech deen ideale Modell net gëtt an dass zumindest all d'Modeller bis elo ongëeegent waren, fir d'Prostitutioun ofzeschafen oder fir se nohalteg ze reduzéieren. Do gëtt et jo eng Rei vun Deputéierten, déi soen: „Majo, et gëtt vläicht wuel net den ideale Modell, dee mer kënnen applizéieren, mä wann et schonn net deen ideale Modell gëtt, da kommt, mir huelen awer wéinstens ee Modell, deen op dem Respekt, op dem géigesäitege Respekt viru Mann a Fra baséiert, fir wéinstens deen da bei eis anzefëieren." Dat héiert sech gutt an nobel un, ech wëll dat gären zouginn.

Ech mengen, vun deem Rapport, deen am Conseil de l'Europe gemaach ginn ass, kann een och 95% oder 98% vun de Considératiounen ënnerschreiwen. Mä d'Gefor ass jo ebe ganz einfach, dass mer mat där doter Attitüd awer e Schleier op déi geheien, déi Prostituéiert sinn, well eigentlech dierft et se jo guer net méi ginn. Dat ëmsou méi de Client jo penaliséiert gëtt. An eis Suerg ass ebe ganz einfach déi éierlech Angscht, dass mer domadder déi fragiliséieren, déi awer weiderhin an deem Milieu schaffen, just mir kréie se net méi ze paken, mir gesi se net méi esou oft, si tauchen net ëffentlech op.

Mir erschwéieren eise sozialen Déngschter hiren Asaz, der psychescher Betreiung, déi awer vu ganz villen Associatiounen um Terrain gemaach gëtt, och déi Gesondheetsaspekter, op déi hei Verschiddener vun Iech ze schwätze komm sinn. A wa mer do de Risiko an d'Luucht setzen, fir grad déi ze fragiliséieren, déi schonn am vulnerabelste sinn, da musse mer eis och Gedanke maachen, ob et dat ass, wat mer wëllen. An dofir ass dat eben einfach och net esou einfach.

Et sinn eng Rei vu Froe gestallt gi ronderëm den Exitprogramm. Bon, do hat ech schonn ugedeit, dass do eng Zesummenaarbecht scho relativ kuerzfristeg kann entaméiert gi mam dropln. Do hu mer viséiert, en hallwen Assistant social oder en hallwe Poste vun Assistance sociale ze huelen, dee sech spezifesch ëm déi dote Fro këmmert an dann och deenen zur Säit steet, déi dat wëlle maachen.

Et sinn och zwee Studioe virgesi vun der Croix-Rouge, déi relativ kuerzfristeg kënnen zur Verfügung gestallt ginn, fir dass mer net dovunner schwätzen a wann een dann déi Décisioun hëlt, da fënnt ee keng Plaz, wou een ënnerkënnt. An an deenen nächste Woche soll och en Detailkonzept ausgeschafft gi fir d'Mise en œuvre.

Et ass awer och d'Fro gestallt gi ronderëm eis Zesummenaarbecht mat der ADEM, d'Mesures sociales, während: Mesures sociales gëtt et jo schonn. Et gëtt Programmer, wou ee kann erakommen. Do soll et eben och Prostituéierten, déi wëllen erausklammen, méiglech sinn, fir während zwee Joer an esou e Programm eranzekommen an och Formatioune kënnen ze maachen an och eng sozial Ofsécherung unzestriewen.

Et ass iwwregens och eng Gemeinsamkeet, déi ech haut hei eraushéieren hunn, dass Der praktesch alleguerten Iech geäussert hutt zu der Méiglechkeet, dass sech d'Prostituéiert solle kënne sozialversécheren. Ech muss Iech awer soen, dass dat ganz, ganz schwiereg ass. Mir hu vill Ronne gedréit an der Plattform ronderëm grad déi dote Fro.

Bon, eise System ass eben esou opgebaut, dass een entweder e Beruff huet an e regelméissege Revenu, an op deem Revenu cotiséiert een. Dat ass hei net de Fall. Oder wann een eben net à même ass, fir déi regelméisseg Bäiträg ze leeschten, da kann een eng Assurance maladie facultative maachen an da muss een an dräi Méint Iwwergangszäit e Stage maachen.

Bon, mir hunn ënner anerem vun der Madame Polfer, awer virun allem och vum Justizminister hei héieren, wéi deen neie Phenomeen ass vun deene jonke Meedercher aus méi neien EU-Länner. Déi sinn een oder zwee Méint hei. Dat ass e richtege Roulement, fir dass déi, wéi de Minister et gesot huet, ënnert dem Radar bleiwen an net ze erfaasse sinn. Dat ass natierlech och fir déi Clientèle absolutt ondenkbar.

An derbäi kënnt nach, dass mir e klengt Land sinn an dass ganz vill Prostituéiert och einfach d'Onméiglechkeet vum Anonymat hei zu Lëtzebuerg fäerten an och net wëlle sech an iergendenger Form manifestéieren an dofir einfach alles dat heemlech halen an och heemlech bedreiwen. An dofir ass dat dote ganz schwéier.

Mir mengen awer, dass mer deen Däiwelskrees kënnen duerchbriechen duerch déi Zesummenaarbecht ebe mat der ADEM, dass een a Programmer erakënnt, dass een och eng Perspektiv ugebuede kritt an dass een och eng Méiglechkeet huet, eng Wunneng ze huelen, well dann duerchbrieche mer wierklech déi auswegslos Situatioun, an där sech vill Persoune befannen.

Ech wollt ofschléissend Iech alleguerte Merci soen. Mir haten eis jo d'Wuert ginn, dass mer elo haut nach keng Konklusiounen huelen. Ech hat aganks gesot, dass mir als Regierung nach keng virgefertegt Meenung hunn. Mir hunn eis intensiv mat der Plattform beschäftegt, wou d'Leit eis Recommandatioune ginn hunn, déi um Terrain schaffen. Mir huelen déi ganz eescht. Mä mir huelen awer och all déi Piste ganz eescht, déi Dir eis mat op de Wee ginn hutt.

Madame Presidentin, ech géif Iech proposéieren, dass mer eis d'Wuert ginn, dass mer op deene Plazen, wou mer eis erëmfannen, sief et an de Kommissiounen oder mat de Leit um Terrain, déi heiten Diskussioun weiderféieren, fir eis als Regierung zur Säit ze stoen, fir déi richteg Décisioun fir Lëtzebuerg ze huelen.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madame Ministerin Lydia Mutsch, och fir dee gudde Rapport de synthèse vun all de Problemer. An ech mengen, Är Proposen, déi si wëllkomm, fir dass hei d'Aarbecht virugeet.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun onser heiteger Sitzung ukomm. D'nächst Woch geet et virun, en Dënschdeg, de 5. mat der Déclaration sur l'état de la nation vum Premierminister Xavier Bettel. An dann e Mëttwoch, wa meng Informatioune stëmmen, gëtt et Debatten dee ganzen Dag, moies a mëttes. Derniewent hu mer eis gängeg Kommissiounssitzungen.

A mat deene puer Wierder wënschen ech Iech e ganz aktiven 1. Mee an duerno e gudde Weekend an hiewen elo déi heiteg Sëtzung op.

(Fin de la séance publique à 17.49 heures)

SÉANCE 31

MARDI,
5 MAI 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la situation économique, sociale et financière du pays
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Jean Asselborn, Romain Schneider, Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eis Sëtzung ass op.

Déi traditionell Fro: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Premierminister?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Eng méi laang, Här President, ech soen et direkt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi kënnt am zweeten Deel.

2. Communications

Ech wollt der Chamber matdeelen, dass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten hei um Büro deponéiert ass an d'Lëscht vun deene Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, un d'Fraktioune gaangen ass.

Communications du Président - Séance publique du 5 mai 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6806** - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 27.04.2015

***6807** - Projet de loi modifiant*

1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.04.2015

***6809** - Projet de loi portant intégration de l'Uelzecht-Lycée dans le Lycée technique des Arts et Métiers*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.05.2015

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz vum 30. Abrëll proposéiert ginn ass, läit Iech vir.

Ech wollt Iech froen, ob Der mat dem Ordre du jour an där proposéierter Form d'accord sidd?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann direkt zum normalen Ordre du jour iwwergoen. Haut de Mëtteg héiere mer d'Deklaratioun vum Premier- a Statsminister Xavier Bettel zur Lag vun der Natioun. Muer de Moien a muer de Mëtteg sinn d'Diskussiounen, d'Debatte virgesinn. An, wéi Der wësst, duerno behandele mer déi zwou Motiounen, mat deene mer saiséiert sinn. An direkt huet de Premierminister, den Här Xavier Bettel, d'Wuert.

4. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la situation économique, sociale et financière du pays

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um richtege Wee. Lëtzebuerg ass e Land, dat et an der Vergaangenheet ëmmer nees fäerdegbruecht huet, sech ze erneieren, no vir ze kucken a gestäerkt aus Krisen erauszegoen. Dat zeechent eis aus an dat musse mer och bäibehalen.

Et ass haut wichteg, déi richteg Décisiounen ze huelen an d'Zukunft ze preparéieren. Dat ass dëser Regierung hiert Haaptuleies: d'Land op muer preparéieren. Et betrëfft eis Ekonomie, d'Statsfinanzen, et betrëfft eise Sozialsystem, eis Emwelt, d'Schoul, d'Gesellschaft an och eis Reputatioun an eist Bild no baussen.

Virun engem Joer hu mir éischt Initiative geholl, fir de Budget erëm an den Équiliber ze kréien. A leschten Hiersch gouf mam Zukunftspak en Ëmdenken déclenchéiert. Mir gi méi bewosst a méi zilorientéiert mat de Suen ëm, déi eis zur Verfügung stinn, a mir wëllen aus der Scholdespiral eraus. Haut ginn et éischt Unzeechen, dass dat eis och gelengt. Mir sinn um richtege Wee a mir kréien dat och vun europäeschen Institutiounen, vun der OCDE an dem Internationale Währungsfong confirméiert.

D'Situatioun ass haut besser ewéi nach virun engem Joer a mir hunn de Budget am Gréff. 2014 hate mer um Niveau vum Gesamtstat en Iwwerschoss vun 289 Milliounen Euro. Dat sinn 197 Millioune méi ewéi geplangt. Dat ass gutt. Mä et soll awer net driwwer ewechtäuschen, dass mer zejoert beim Zentralstat ëmmer nach en Defizit hate vun iwwer 502 Milliounen Euro. Dat sinn 120 Milliounen Euro manner wéi virgesinn. Mir kommen eisem Zil, den Defizit ofzebauen, also méi no. Dat läit zum engen drun, dass d'Recettë sech besser entwéckelt hunn ewéi virausgesot; et läit awer och drun, dass mer d'Fonctionnementskäschte reduzéiert hunn.

Eng méi effikass Finanzpolitik bedeit net nëmme manner ausginn. Et heescht, richteg déi Suen anzesetzen, wou se gebraucht sinn. Dofir investéiere mir och weider an d'Zukunft vun eisem Land. D'Investissementer si vun 2013 op 2014 ëm iwwer 12% gewuess a leeën och weider kräfteg zou. Domat läit den Niveau vun der Investitioun zu Lëtzebuerg wäit iwwert deem vun eisen Nopeschlänner.

D'Zukunft preparéieren, heescht eben net eleng spueren. Et heescht virun allem richteg investéieren an et heescht, sech och op nohalteg Reformen ze konzentréieren an derfir ze suergen, dass mer och déi Jonk op dat virbereeden, wat virun eis läit. D'Schoul ass hei e wichtegen, e wesentleche Facteur an dofir och en zentrale Punkt vun der Regierungspolitik. Mir brauchen eng Schoul mat Wäitsiicht, déi flexibel genuch ass, fir de Spezifissitéite vun eisem Land Rechnung ze droen.

E wichtegt Signal an déi Richtung ass d'Schafe vun enger ëffentlecher Europaschoul zu Déifferdeng. Dat ass eng Offer net nëmme fir Kanner aus Familljen, wou doheem kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt, mä och fir vill anerer, déi sech zum Beispill en vue vun engem Studium am engleschsproochege Raum wëlle preparéieren.

Am Sënn vun enger wierklecher Schoulautonomie sollen d'Lycéeë sech am Beräich vun de Sproochen en eegene Profil och kënne ginn. Dat gëllt awer och fir aner Beräicher, wou d'Schoule sech kënnen a solle spezialiséieren. D'nächst Woch gëtt den éischte Stee geluecht fir de Clierfer Lycée. Eng Schoul, déi herno ganz am Zeeche vun den neien Technologië steet.

D'Beispill vun deenen zwee Lycéeën, der Europaschoul an dem Clierfer Lycée, weist, wou d'Erausfuerderunge leien: Mir brauche Konzepter an engem Land, wou verschidde Sprooche matenee musse verbonne ginn. Mir brauche Schoulen, déi den Erwaardunge vun eise Schüler an den Ufuerderunge vum Aarbechtsmaart a vun der Diversifikatioun vun eiser Ekonomie gerecht ginn. Den ICT-Secteur ass do ganz kloer e Standbeen mat groussem Potenzial, an et ass fir d'Entreprisen haut nach dacks schwéier, fir forméiert Leit zu Lëtzebuerg oder an der Groussregioun ze fannen. Mir wëllen dat änneren a mir änneren dat.

An zwou Woche gëtt d'Strategie „Digital (4) Education" presentéiert, wou eng ganz Rëtsch Initiative geplangt sinn, fir d'Schüler méi no un de Secteur erunzeféieren, awer och fir hir digital Kompetenzen ze verbesseren. Et gëllt hei, och Projeten auszebauen, déi et schonn haut gëtt, an déi och ze valoriséieren. An de Schoulen ass den Innovatiounsgeescht nämlech ganz staark. An d'Regierung wëllt dat ënnerstëtzen an och encadréieren.

D'Entwécklung vun onsem Schoulsystem muss vun ënnen erop wuessen. An dofir schaffe mer mat alle Partner zesummen un engem Gesetz iwwert d'Schoulautonomie, dat de personellen, finanziellen a pädagogesche Kader definéiert, an deem d'Schoule sech kënne fräi entwéckelen an och entfalen. De Stat muss Bildungsziler virginn. De Wee dohinner kann awer ganz ënnerschiddlech sinn. Schoulen, Schüler an Eltere sollen e Choix hunn, fir hiren eegene Wee ze fannen. Et sinn net all Kanner d'selwecht, mä se hunn awer all datselwecht Recht op déi beschtméiglech Förderung an Ausbildung.

D'Reformen an eisem Schoulsystem gi konsequent weidergefouert, a mir maachen dat zesummen. Mir brauchen de Support vun de Schüler, mä och dee vun den Elteren a vun den Enseignanten. Mir mussen eis an der Schoul op dat kënne konzentréieren, wat wierklech zielt: nämlech d'Zukunft vun deene Jonken, déi all Dag an der Schoulbänk sëtzen an op hiert spéidert Liewe virbereet ginn.

Ech si frou iwwert den Accord, deen den Éducatiounsminister gëschter mat de Gewerkschafte fonnt huet. Béid Säiten hu gewisen, dass et ebe just ëm eng Saach awer geet: ëm d'Qualitéit vun der Schoul an ëm d'Zukunftschancë vun de Schülerinnen a vun de Schüler. Et ass an eise Schoulen, wou souwuel d'Geschicht vu Lëtzebuerg enseignéiert ewéi och d'Zukunft geschriwwe gëtt. D'Bildung ass d'Fundament vun allem, wat mer haut plangen a muer erreeche wëllen.

Dofir investéiert d'Regierung och massiv an d'Beräicher vun der Héichschoul an der Recherche. Pro Joer si ronn 300 Milliounen Euro fir d'Universitéit, déi verschidde Fuerschungsinstituter an den nationale Fuerschungsfong virgesinn. Mir hu keng Rou, wann et dorëms geet, Lëtzebuerg als Fuerschungsstanduert ze positionéieren. Duerch zousätzlech Efforte vun der Regierung an en Engagement an Héicht vun 140 Milliounen Euro fir den Équipement kann d'Uni Lëtzebuerg elo méi fréi wéi geplangt, nämlech scho fir déi nächst Rentrée am Hiersch, op Esch/Belval ufänken. Ronn 1.700 Chercheuren, Proffen a Chargéë kënnen da mat 2.000 Studenten neit Liewen an domadder och Kreativitéit an Exzellenz op de Site bréngen, wou jorzéngtelaang d'Héichiewe gedämpt hunn. Duerch dës Efforte ginn dernieft, an et ass net näischt, och fënnef Milliounen Euro Loyer gespuert, déi dann direkt nees der Recherche zeguttkommen.

D'Präsenz vun der Uni an déi wäertvoll Aarbecht, déi an den nächste Jore geleescht gëtt, sinn en essenzielle Punkt an de Beméiungen, fir eis och ekonomesch méi breet opzestellen. Mir wëllen derfir suergen, dass auslännesch Entreprisen Lëtzebuerg net nëmme vum Numm hier kennen, mä sech och hei implantéieren an Aarbechtsplaze schafen.

Mir sinn och hei um richtege Wee, fir nei Kompetenzen ze entwéckelen a weider Secteure fir eis Ekonomie opzebauen. Esou si mer zum Beispill amgaangen, am Domän vun der Économie circulaire aktiv ze ginn. An enger Zäit, wou Rohstoffer ëmmer méi rar an deier ginn, an och an engem Land, wou natierlech Ressourcen éischter wéineg virkommen, ass dëst e ganz interessante Beräich.

Et geet dorëms, wäertvoll Elementer aus Produiten erauszefilteren, déi net méi genotzt ginn, fir se zréck an e Produktiounsprozess afléissen ze loossen. Et ass e gutt Beispill, fir wirtschaftlech Opportunitéite mat ekologeschen Interessen ze verbannen. Et gëtt eng Partie Entreprisen, déi de Potenzial vun esou engem Businessmodell erkannt hunn. A mir sinn amgaangen, d'Viraussetzungen ze schafen, fir dass si sech och zu Lëtzebuerg kënnen entwéckelen.

Den Tourismus ass en anere Beräich, op dee mer eis an de leschte Méint verstäerkt konzentréiert hunn an och weider konzentréieren. Mir notéieren hei eng positiv Entwécklung: D'Zuel vun de Leit, déi op Lëtzebuerg reesen an och hei iwwernuechten, geet an d'Luucht. Et ass en dynamesche Secteur fir d'Ekonomie a schaaft Aarbechtsplazen, och fir déi Leit mat enger méi niddreger Qualifikatioun.

Datselwecht gëllt fir de Logistiksecteur, deen ëmmer méi zu engem Motor vun onser Ekonomie gëtt. Déi al Terraine vun der WSA zu Beetebuerg/Diddeleng sinn zu neiem Liewen erwächt an nei Entreprisen hu sech an der Tëscht och hei néiergelooss. Nach gëschter Moien huet eng grouss international Gesellschaft hire Centre logistique ageweit a lancéiert Aktivitéiten op iwwer 26.000 m².

Mir ënnerstëtzen d'Betriber an hir Beméiung, sech weiderzëentwéckelen an ze wuessen. Dat gëllt fir déi grouss Entreprisen, awer och fir eis Kleng- a Mëttelbetriber, déi fir den Aarbechtsmaart eng grouss Bedeitung hunn. Mam véierte Plan PME goufen honnerte Propositiounen zesummegedroen, fir eis Kompetitivitéit ze verbesseren, an déi Konklusioune ginn elo mat de Sozialpartner diskutéiert. Zil ass et, eng gemeinsam Basis a gemeinsam Objektiver ze fixéieren, op deene mer kënne schaffen.

Mam Dépôt vum Gesetzesprojet iwwert déi vereinfacht Sàrl gouf e weidert wichtegt Signal gesat, fir den Entrepreneursgeescht zu Lëtzebuerg unzedreiwen an d'Bürokratie ofzebauen. Fir Leit, déi de Courage hunn, sech selbstständeg ze maachen, a wéineg Kapital brauche fir hir Aktivitéit, ginn et nei Méiglechkeeten. Si hëllefen, eis Ekonomie virunzebréngen an esou och Aarbechtsplazen ze schafen.

De Secteur vun den neien Technologien hunn ech schonn ernimmt, an dat ass en anert Beispill, wou mer vill Efforte maachen, fir Betriber am Land ze halen; obschonns verschidde steierlech Avantagen net méi gëllen. Virun allem awer beméie mer eis, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien an déi bestehend och auszebauen.

Als Medieminister hunn ech vill Kontakt mat Entreprisen zu Lëtzebuerg an am Ausland, fir eis Atouten ze presentéieren. Mir hunn exzellent Argumenter, mat - ënner anerem - enger Konnektivitéit um héchsten Niveau. Mir gesinn och, dass bei den internationalen Datenautobunnen d'Internetaktivitéit vun deenen Entreprisen, déi bei eis etabléiert sinn, extrem wiisst. Eréischt viru Kuerzem hate mer um LU-CIX, der Kräizung vun eisen Datenautobunnen, en neie Rekord vun Trafic.

Dat sinn Zeechen, Här President, dass mer um richtege Wee sinn an dass mer Argumenter hunn, op deene sech eis Zukunft opbaue léisst.

Wa mer wëllen, dass d'Betriber net nëmmen op Lëtzebuerg kommen an hei Aarbechtsplaze

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

schafen, mä och hei bleiwen a sech wuelfillen, da gehéiert méi dozou ewéi dat ekonomescht Émfeld an e gudden Encadrement. Et ass och essenziell, dass d'Leit, déi hei schaffen, sech och wuelfillen, dass net nëmmen d'Infrastrukturen op engem héijen Niveau sinn, mä och d'Liewensqualitéit. Mir brauchen e Land, dat gutt vernetzt ass, wou ee sech liicht ka bewegen a wou et virugeet, gesellschaftlech awer och ganz konkret am Alldag. D'Regierung wëllt net waarden, wann et dorëms geet, an d'Infrastrukturen ze investéieren, fir se ze erneieren an auszebauen.

Den Tram ass en zentraalt Element vum Verkéierskonzept fir dat ganzt Land a bréngt Entlaaschtung, wou dës dréngend gebraucht gëtt a wou déi meeschten Aarbechtsplaze sinn an och weider kreéiert ginn. Dëse Projet ass genee am Timing. Den Tramsschapp ass amgaang, fäerdeggestallt ze ginn. De Constructeur vun de Maschinnen a Wagone gëtt an den nächste Wochen zréckbehalen an den éischten Tram gëtt 2017 geliwwert. Am Laf vun deem Joer soll déi éischt Streck vun der LuxExpo bis bei d'Rout Bréck a Betrib sinn. Bis 2021 geet de Bau da virun, an Etappen, bis op d'Cloche d'Or an op de Findel. Den Tram ass kee Selbstzweck, mä en Deel vun engem Konzept a vun engem Zesummespill tëschent Bus, Zuch an Individualverkéier. Allerdéngs ass den Tram den Haaptschlëssel, fir dass dat Konzept kann opgoen a fir dass eist Land sech ka weiderentwéckelen.

Do dernieft weist et awer och, dass Lëtzebuerg e modernt Land ass, mat enger dynamescher Haaptstad, wou een ekologescht an effikasst Verkéiersmëttel och d'Stadbild präägt. Et gëtt en Tram deen, zum Deel, ouni Caténaire fiert, dee confortabel a sécher ass a sech gläichzäiteg an de Patrimoine vun der Haaptstad integréiert. Et ass domadder och en Deel vun Nation Branding, vun der Fro, wéi mer eis wëllen duerstellen als Land, dat zukunftsorientéiert denkt an agéiert.

Bei de Beméiungen, eist Bild no baussen ze fleegen a weiderzëentwéckelen, hu mer zanter e puer Méint en Obstakel méi ze iwwerwannen, deen ech net wëll klengrieden, mä hei kloer benennen. D'Affär LuxLeaks huet dem Image vun eisem Land geschuet an et ass e groussen Effort néideg, fir de Parzeläin, dee futtigeschloe gouf, nees ze flécke respektiv ze ersetzen. D'Regierung mécht béides: flécken an ersetzen. Engersäits gëllt et, un eiser Reputatioun ze schaffen an ze erklären, dass Lëtzebuerg Atouten huet, déi wäit iwwert d'Fiskalitéit erausginn. Op där anerer Säit gëllt et awer och, ëmzedenken an eng nei, méi transparent Approche ze entwéckele bei der Besteierung vu Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg néierloossen.

Mir hunn dat ganz uewen um Ordre du jour an am Kader vun europäeschen Initiativen iwwerhëlt Lëtzebuerg och eng Leaderpositioun. Mir wëlle virbäi sinn, wann et dorëms geet, Transparenz ze schafen an Abusen ofzeschafen. Mir sinn amgaangen, vun de schwaarzen a groe Lëschten ze verschwannen. An dat ass richteg an dat ass wichteg fir eise Finanzsecteur.

Esou si mer zum Beispill 2013 nach vum Global Forum vun der OCDE als „non-compliant" bezeechent ginn, wat den Échange vun Informatioune betrëfft. Dat war net nëmme schlecht fir eisen Image an eis Reputatioun, mä hätt och kënne bedeiten, dass Sanktiounen op Lëtzebuerg duerkomm wieren.

Duerch Upassunge bei Gesetzer a Prozeduren hu mer et a kuerzer Zäit fäerdegbruecht, d'Blat ze dréien. Mir hunn erreecht, dass Lëtzebuerg nei evaluéiert gëtt, an nach dëst Joer rechne mer mat engem positive Resultat an enger neier Bewäertung. Mir mussen dann awer och verstäerkt derfir suergen, dass eis Beméiungen am Ausland richteg erkannt, gehéiert a verstane ginn. Hei schafft d'Regierung op verschiddenen Niveauen an et gëtt dobäi eng éischter kuerzfristeg an eng méi laangfristeg an nohalteg Initiativ.

Mir hu ganz séier op d'LuxLeaks-Affär reagéiert an eis nei opgestallt. Luxembourg for Finance, also déi Agence, wou d'Regierung sech zesumme mam Finanzsecteur fir de Standuert Lëtzebuerg asetzt, gouf beoptragt, fir eng Strategie vu Preventioun a Krisekommunikatioun auszeschaffen, mat Hëllef vu baussen, och fir de Schued, deen entstanen ass, ze behiewen an nei Attacken ofzewieren.

Mir hunn eng interministeriell Cellule geschaffen, an där déi Responsabel aus verschiddene Ministèren sech séier a flexibel kënne koordinéieren, fir direkt déi néideg Mesuren an d'Weeër ze leeden an esou eis Reputatioun besser ze schützen. Dës Cellule schafft elo a permanenter Koordinatioun an et sinn och éischt Konzepter ausgeschafft ginn, wéi mer eisen Image kënne verbesseren. Wuelverstane geet dat nëmmen, wa mer och de Wee vun der Transparenz konsequent weiderginn. Image a Fong mussen iwwerteneestëmmen. Mir kënnen nëmme positiv kommunizéieren, wa mer och positiv handelen.

Dernieft ass et awer och, virun allem, d'Initiativ vum Nation Branding, duerch déi mer méi nohalteg un enger Definitioun schaffen, wat eist Land ausmécht, wat eis staark mécht an och wat eis vun anere Länner ënnerscheet. Mir hunn hei keng Zäit verluer an et ass eng breet Konsultatioun gemaach ginn, fir de Profil an och domadder d'Qualitéite vu Lëtzebuerg méi däitlech erauszeschielen.

Et goufe Sondagë realiséiert bei Résidenten a bei Frontalieren an et gouf eng Internetplattform ageriicht, wou ee konnt Suggestioune maachen. Iwwer 200 Leit aus der Wirtschaft, der Politik, der Kultur an der Zivilgesellschaft hu bei Workshops matgemaach. An den Ament ginn déi verschidde Bäitreeg verschafft. Mir sinn elo amgaangen, déi éischt Pisten erauszefilteren an ze definéieren, wat eis verbënnt, wat eis identifizéiert, a scho muer ginn déi éischt Konklusiounen ed presentéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wat d'Aarbecht un eisem Image an eiser Reputatioun betrëfft, si mer elo also um richtege Wee.

Eis Marque musse mer nach bestëmmen. Wat eis ausmécht, ass awer fest definéiert. Mir hunn eis eege Sprooch, eng dynamesch Sprooch. Mir hunn eis lieweg Identitéit, eis Kultur, eng eege Geschicht an eng Zukunft. Mir si fräi, souverän, onofhängeg, an domat och verantwortlech fir eis selwer.

Déi Fräiheet, selwer bestëmmen ze kënnen, wéi mer eis Zukunft gestalten, war an eiser Geschicht méi wéi eng Kéier a Gefor. Dëst Joer denke mer zréck un eng Zäit, an där Lëtzebuerg seng Fräiheet ewechgeholl, mä mat der Hëllef vun den Alliéierten nees zréckkrut. No schwéiere Jore vun der Occupatioun, no enger laanger Period vun Ënnerdréckung a Misär, Verzicht a Verloscht gouf de Grand-Duché viru 70 Joer nees onofhängeg.

Et war eng Zäit, an där vill Lëtzebuerger bewisen hunn, wat Courage wierklech bedeit. Mir denken zréck un e Moment, wou d'Land nei opgebaut gouf, sech huet missen nei orientéieren a positionéieren. Mir denken och zréck un eng Zäit, an där et sech gewisen huet, dass Lëtzebuerg e staarkt Land, eng staark Natioun mat ville staarke Fraen a Männer ass. Eis Fräiheet an eis Onofhängegkeet verdanke mer dëse staarke Fraen a Männer. Et ware couragéiert Lëtzebuerger, déi aktiv gekämpft a sech gewiert hunn. Et gouf eng däitlech a kloer Resistenz géint en onmënschleche Regime. Dorop solle mer houfreg sinn an dofir solle mer dankbar sinn.

Et geet awer net duer, haut Merci ze soen, fir sech dann auszerouen op deem, wat déi Generatioune virun eis geleescht hunn. Zu der Ierfschaft vun der Fräiheet an der Eegestännegkeet gehéiert och eng Verantwortung. Eng Verantwortung vis-à-vis vun eis selwer a vis-à-vis vun eise Kanner.

Esou ass et eis Responsabilitéit, haut derfir ze suergen, dass déi traumatesch Zäite vun deemools sech ni widderhuelen. D'Erënnerung un d'Liberatioun ass och d'Erënnerung un d'Occupatioun, un dat Gefill vun Ënnerdréckung a Machtlosegkeet vis-à-vis vun engem Regime, dee fir onvirstellbare Misär steet. Et ware Mënschen, déi aner Mënsche systematesch gefoltert an ëmbruecht hunn. Esou e Crime vu Mënschen un der Mënschheet dierf sech net widderhuelen, an dofir ass et wichteg, d'Erënnerung waakregzehalen.

Et ass och wichteg, sech auserneenzesetze mat där schwéierer Zäit vun eiser Vergaangenheet a Luucht an déi méi däischter Ecke vun der Lëtzebuerger Geschicht ze bréngen. Dat si mer eis selwer schëlleg, dat si mer awer besonnesch den Affer vun deemools schëlleg. D'Regierung ass sech där Verantwortung ganz bewosst. An ech si frou, dass d'Chamber décidéiert ass matzegoen, fir opzeschaffen, wat et opzeschaffe gëllt.

De Rapport vum Vincent Artuso iwwert d'Roll vun der Verwaltungskommissioun während dem Zweete Weltkrich ass e wichtege Schrëtt, awer bestëmmt net déi definitiv Äntwert. Mir musse weider Froe stellen an no Äntwerte sichen, fir méi e komplett Bild ze kréie vun deem, wat deemools geschitt a wat net geschitt ass. Duerch dës Recherchen an duerch eng fundéiert Aarbecht op Dokumenter, déi bis haut gerout hunn, kritt och d'Erënnerung un deemools méi en héije Stellewäert.

D'Regierung wëllt d'Opschaffe vun eiser Geschicht virubréngen - och, fir deene Jonken ze weisen, dass een d'Katastrophe matzäite muss erkennen, fir se kënnen och ze évitéieren. Nom Rapport Artuso wäerte mer och de Rapport iwwert d'Comptes dormants kënne presentéieren a mer envisagéieren, e complémentairë Rapport iwwert d'Spoliation vun de Biens juifs an Optrag ze ginn.

D'Erënnerung ass wichteg an et ass och wichteg, dass d'Sech-Erënneren e permanente Prozess bleift an net nëmmen en Evenement, wa grad e ronnen Datum d'Kommemoratioune bestëmmt. D'Aarbecht, fir d'Erënnerung waakregzehalen, ass also e kontinuéierlechen Effort a muss en Deel vun eisem Denken a Fillen, en Deel vun eis selwer ginn. Fir dass dat geschitt, wëlle mir déi verschidden Initiativen a Comitéen, déi d'Erënnerung solle waakreghalen, an engem eenzege staarke Comité vun der Mémoire zesummefeieren. D'Gespréicher an d'Konsultatioune sinn den Ament amgaangen an et existéiert och en Avant-projet de loi. Mir wëllen dëse Prozess nach dëst Joer ofschléissen.

Datselwecht gëllt fir en anere Projet, deen am Regierungsprogramm annoncéiert gouf a wou mer e gutt Stéck virukomm sinn, nämlech den Institut fir Zäitgeschicht. Hei sollen och Ressourcen aus verschiddenen existenten Instituter zesummegefouert ginn. Mir sinn an der Schlussphas vun de Preparatiounsaarbechten an de Projet gëtt an den nächste Méint presentéiert. Et steet awer scho fest, dass mer derfir suerge wëllen, dass den Institut déi néideg Onofhängegkeet kritt, déi e brauch, fir senger Missioun kënne gerecht ze ginn, fir objektiv, kritesch an no wëssenschaftleche Kritären ze schaffen.

Dofir soll den nei geschafenen Institut och am akademeschen Émfeld vun der Uni ugesiidelt ginn. Hei kann den Échange tëschent de Chercheuren optimal organiséiert ginn an et kann ee vu gemeinsame Strukturen a Stäerkte profitéieren. Et ass eis wichteg, dass den Institut fir Zäitgeschicht eng ganz visibel Plaz kritt. An et soll och derfir gesuergt ginn, dass d'Fuerschungsresultater an de Beräich vun der Éducatioun kënnen afléissen.

D'Erënnerung soll sech awer net nëmmen op eis eege Geschicht limitéieren. A se soll, virun allem, och net eleng op d'Jore vum Zweete Weltkrich begrenzt sinn. Virun engem Joer hat d'Regierung décidéiert, e Projet vun enger Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich op Äis ze leeën an ënnert där Form net ze realiséieren. An der Tëscht hu mer mat der Uni en neie Projet ausgeschafft, dee méi wäit geet a wou och d'Resultater vun der Recherche aus dem initiale Projet integréiert ginn.

Eist Zil ass et, eng attraktiv Expositioun iwwert den Éischte Weltkrich ze realiséieren, déi net op e Muséesgebai beschränkt ass. Et ass eng digital Ausstellung, déi interaktiv an dynamesch ass. Dësen neie Projet kann esou méi e breede Public erreechen, also och iwwert d'Grenze vum Grand-Duché eraus wierken. Et ass e Projet de recherche, deen och e staarke pädagogesche Charakter huet a vun de Schoule soll kënne genotzt ginn, zu Lëtzebuerg, awer och an der Grenzregioun.

Mir wëllen eis Geschicht grad wéi och eisen historeschen a kulturelle Patrimoine mat Respekt behandelen, fir dass och déi, déi no eis kommen, hir Konklusioune kënnen zéien. An deem Sënn ass et och wichteg, d'Archiven ze valoriséieren an deem Material, wat den Ament a Këschten a Regaler rout, déi néideg Unerkennung ze ginn. En Archivegesetz ass dofir an der Ausaarbechtung a gëtt an den nächste Méint finaliséiert. Zil ass et, e legale Kader a kloer Regelen ze schafe fir den Émgang mat offizielle staatlechen Dokumenter. D'Numérisatioun an d'Digitaliséierung sinn dobäi en zentraalt Element a sollen och an deem Gesetz berücksichtegt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Vergaangenheet bestëmmt eis Zukunft. An déi lescht Jorzéngten hunn d'Charakterzich vun eisem Land kloer gezeechent a gefestegt. Mir sinn e Land, dat sech duerch seng Upassungsfäegkeet auszeechent, dat nëmme Bestand konnt hunn, well et bereet war, sech unzepassen. Mir hunn als Land iwwerlieft a Wuelstand opgebaut, well mir keng Angscht hate virun der Erneierung. Mir sinn e Land gi vu Méisproochegkeet a vun Diversitéit. Mir si bekannt dofir, Brécken ze bauen, Brécken tëschent eisen Noperen a Brécken tëschent de Kulturen. Dat ass en enormen Atout, an dee solle mer och héichhalen.

Et gëllt weider, zesummen derfir ze suergen, dass mer net aus den Ae verléieren, wat eis ausmécht. Mat der Aarbecht un enger neier Verfassung hu mer och d'Geleeënheet, fir eis Gedanken ze maachen iwwert d'Fro, wéi eis Gesellschaft an Zukunft soll ausgesinn. D'Regierung ass der Meenung, dass dee Prozess net soll laanscht de Bierger goen, mä dass mer all zesummen iwwer wichteg Froe vun eiser Constitutioun sollen nodenken, diskutéieren an décidéieren.

An engem Mount soen d'Lëtzebuerger hir Meenung op dräi zentrale Froe vun eisem Zesummeliewen an der Organisatioun vun Décisiounsprozesser. Dat demokratescht Recht, fir sech via Referendum ze äusseren, huet keng wierklech Traditioun hei am Land. Mir sinn awer der Meenung, dass et vun dësem Joer u regelméisseg sollt applizéiert ginn. Eng Regierung soll seng Bierger ëm hir Meenung froen an d'Leit verstäerkt abanne bei Entscheedungen, déi si betreffen. An dofir muss och d'Resultat vum Referendum bindend sinn a respektéiert ginn.

Déi dräi Koalitiounsparteie sti fir e Modell vun enger inklusiver Demokratie, wou net laanscht, mä mam Bierger décidéiert gëtt. Dofir ass de Referendum net nëmmen op deenen dräi Froen, mä och schonns eleng als Outil u sech en Zeechen, dass mer et eescht mengen, wann et heescht, op d'Bierger ze lauschteren a si ëm hir Meenung ze froen.

Mir sinn awer och der Meenung, dass déi Participatioun sech net eleng op déi Leit beschränken däerf, déi e Lëtzebuerger Pass hunn, mä och fir déi muss gëllen, déi hei liewen, schaffen a wunnen. Duerch en Awunnerwahlrecht verléieren d'Lëtzebuerger näischt! Si kréie kee Recht ewechgeholl an hir Stëmm gëtt net méi lues doduerjer, dass och méi Leit matschwätze kënnen.

Kaum en anert Land op der Welt huet esou en héijen Undeel u Leit bei sech liewen, déi eng aner Nationalitéit hunn. Mir sinn op deem Punkt eenzegaarteg an net vergläichbar. Et ass eng Chance fir Lëtzebuerg, sech als dat Land ervirzedoen, dat sech net nëmmen duerch Diversitéit a Méisproochegkeet auszeechent, mä als dat Land, wou Leit mat enger anerer Nationalitéit och wëllkomm an invitéiert sinn deelzehuelen.

Lëtzebuerg kann e Referenzland an Europa ginn, wann et dorëms geet, déi Leit ze integréieren, déi bei eis kommen, fir hei ze schaffen an hir Steieren ze bezuelen, déi hir Kanner hei erzéien a sech um kulturelle Liewe bedeelegen. Mir kënnen eis en Atout op de Fändel schreiwen, deen eis och als Wirtschaftsstanduert héich ugerechent gëtt. Et wier en Atout, deen eis ënnerscheet vun anere Länner, déi och gutt a vill Argumenter hunn, fir Betriber ze iwwerzeegen, ze investéieren an Aarbechtsplaze bei sech ze schafen.

Dernieft féiert esou e Modell awer derzou, dass mer eis all zesummen engagéiere fir eis Zukunft an dass Auslänner, déi eng laang Zäit bei eis liewen, sech och méi kloer an eendeiteg fir eist Land engagéieren. Si kënne sech asetze fir dat Land, wou se net nëmme liewen, mä wou se och kënne matbestëmmen.

D'Koalitiounsparteie maache sech staark fir en aktiivt Wahlrecht, dat lassgekoppelt ass vun der Nationalitéit. Fir gewielt ze ginn, fir Gesetzer ze maachen an ze exécutéieren, muss een awer och weiderhin déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Fir déi Leit awer ze wielen, déi d'Intérête

vun de Bierger an der Chamber vertrieden, soll een net musse Lëtzebuerger sinn, mä sech als Deel vun eisem Land spieren a weisen, dass ee sech wëllt engagéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerch déi duebel Konditioun vun enger Residenz vun op d'mannst zéng Joer an der Participatioun bei Gemengen- respektiv Europawahle limitéiert dat Wahlrecht sech op déi Awunner, déi scho gewisen hunn, dass se net nëmme bei eis wëllen op Besuch, mä en Deel vun eis wëlle sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass awer net nëmme wichteg, déi Awunner, déi schonn eng laang Zäit am Land liewen a sech fir déi politesch Prozesser hei interesséieren, matzehuelen, wann et dorëms geet, Entscheedungen ze huelen. Méi generell soll méi breet diskutéiert an dann och décidéiert ginn.

Mir sinn der Meenung, dass déi Jonk sollte matagebonne ginn a sech ugesprach fillen, wann iwwer hir Zukunft bestëmmt gëtt. D'Wahlrecht vu 16 Joer un ass an deem Sënn en Element vun Demokratiepädagogik. Mir sollen alles derfir maachen, dass d'Leit sech ugesprach fille vu politesche Froen an déi Jonk sollen duerfir d'Méiglechkeet kréie matzebestëmmen. D'Regierungsparteie sti fir e Wahlrecht fir déi Jugendlech, déi wëlle matbestëmmen. Och doduerjer, dass Jonker mat 16 Joer matschwätzen, verléieren déi iwwer 18 Joer net u Gehéier, am Géigendeel. Si hunn esou méi Leit, déi hinnen och nach nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass falsch ze mengen, déi Jonk géifen dat guer net wëllen an et wier keen drun interesséiert. Ech war déi lescht Méint a Schoulen an ech hu do mat deene Jonken diskutéiert an ech hu regelméissege Kontakt mat der Jugendkonferenz an hu mat, zum Deel, ganz jonke Leit, déi sech aktiv am Jugendparlament engagéieren, diskutéiert. Ech hu Schüler a Studenten erlieft, déi mat gudden Argumenter, mat Intelligenz, mat vill Energie an och mat Sachkompetenz argumentéieren. Et ass hinnen net egal, wat ronderëm si geschitt, a si sinn duerchaus capabel mat hire méi grousse Geschwëster, mat Elteren a Grousselteren iwwert d'Aktualitéit ze diskutéieren a fir hir Meenung anzestoen.

Duerch nei Medien an duerch eng méi interaktiv a multimedial Berichterstattung hunn déi Jonk permanenten Zougang zu Informatiounen. Dat huet den Avantage, dass am Schoulhaff haut méi wéi jee iwwer Aktualitéitsthemen diskutéiert gëtt. Et stellt eis awer och virun nei Erausfuerderungen, wat d'Éducatioun betrëfft. Informatioune verstoen an analyséiere kënnen ass d'Grondviraussetzung, wann ee sech wëllt eng eege Meenung bilden.

Mir wëlle Bierger, déi opgeklärt a responsabel sinn an eben och eng eege Meenung hunn. Si solle Selbstvertrauen entwéckelen an och net blannemännerches gleewen, wat si vun alle Säiten zerwéiert kréien. Dat ass och am Kontext vun der Lutte géint Fanatismus an Extremismus en enorm wichtegen a wäertvollen Effort.

Dofir schafft d'Regierung den Ament um Konzept vun engem Zentrum fir politesch Bildung. Hei sollen déi verschidden Akteuren zesummeschaffen an hiren Engagement koordinéieren. Esou eng Institutioun, wéi et se am Ausland scho ganz dacks gëtt, ass fir Lëtzebuerg en neien Terrain. A si soll dann och déi néideg finanziell an organisatoresch Moyene kréien, fir optimal kënnen ze fonctionnéieren.

Eng Demokratie brauch Participatioun. An eng modern Demokratie brauch och eng permanent Erneierung, fir sech kënne weiderzëentwéckelen. D'Bierger solle sech net nëmmen interesséiere fir hiert Émfeld an d'Zukunft vun deem Land, an deem se liewen. Si sollen och verstäerkt derzou opgefuerdert ginn an d'Méiglechkeet kréien, selwer matzegestalten.

Déi dräi Parteie vun der Koalitioun plädéieren duerfir och fir eng zäitlech Mandatsbegrenzung op Regierungsniveau. Esou eng Regelung huet eng Signalwierkung fir déi ganz politesch Landschaft hei zu Lëtzebuerg. Natierlech mécht dat e gewëssenen Drock op politesch Parteien an et féiert derzou, dass och op deem Niveau anescht iwwerluecht muss ginn. Dat gëllt zum Beispill, wann et dorëms geet, déi eege Strukture vun de Parteien ze organiséieren a sech och personell opzestellen. Esou eng nei Regelung féiert dann och ganz konkret dozou, dass d'Leit méi Chancë gesinn, fir hir Iddie kënnen ze verwierklechen, wa si sech och politesch engagéieren.

Et geet net ëm d'Fro, ob e Politiker no zéng Joer an der Regierung net méi amstand oder automatesch net méi motivéiert ass, fir sech mat aller Energie op seng Aarbecht ze konzentréieren. Et geet ëm d'Tatsaach, dass duerch ze laang Mandatszäiten eng generell Progressioun an domat och eng Erneierung méi schwéier gemaach gëtt. Duerch eng Limitatioun vun der Mandatsdauer suerge mer derfir, dass op allen Niveaue vun enger participativer Demokratie méiglechst vill Iddie kënnen erafléissen an déi bescht Initiativen duerch Verantwortung an enger Regierung kënnen ëmgesat ginn.

Erlaabt mer, hei och eng Parallell ze zéien zu der décidéierter Approche vun dëser Regierung, wann et drëms geet, d'Ongläichheet tëschent Mann a Fra am politesche Prozess ofzeschafen. D'Regierung wëllt nach dëst Joer e Gesetz presentéiere fir méi Chancëgläichheete bei de Besetzunge vun de Kandidatelëschte bei politesche Wahlen. Esou envisagéiere mer eng Regelung, mat där iwwert d'Parteiefinanzéierung Mesurë geholl ginn zugonschte vun deenen, déi méiglechst paritéitesch Lëschten déposéieren. Dat féiert sécher net dozou, dass vun haut op muer d'Chamber paritéitesch besat wier. Et féiert awer derzou, dass d'Parteien aneschters iwwerleeën a sech méi asetze fir Gläichbedeelegung.

Et encouragéiert d'Fraen, sech méi staark wéi bis elo ze engagéieren an dat ass gutt fir eis Demokratie. Wéi bei der Mandatsbegrenzung brauche mer haut esou en Ustouss, fir dass mer muer méi representativ a méi no beim Bierger sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Participatioun heescht net nëmme matgestalten, mä och kënnen novollzéien, suivéieren an nopréifen, wat um politeschen an administrativen Niveau geschitt. Ech hunn dofir de Mëtteg hei an der Chamber en neit Gesetz iwwert den Accès à l'information déposéiert. Et ass dat en neien Text, deen de Projet vun der viregter Regierung ersetzt. Mir proposéieren eng ganz nei Approche vis-à-vis vum Bierger a mir ginn op de Wee, wou d'Leit net fir d'Éischt mussen eng Demande maachen an nofroen, fir Informatiounen ze kréien, mä mir offréieren online eng breet Panoplie vun Informatiounen, déi permanent fräi verfügbar sinn a kënnen ofgeruff ginn.

Op deem Punkt gëtt et eng däitlech Iwwerschneidung mat engem anere Gesetzesprojet, deen och déi viregt Woch de Regierungsrot passéiert huet, nämlech deem iwwert d'Réutilisatioun vun ëffentlechen Donnéeën. Et geet ëm d'Iddi vum Open Government, wou mer e System afféieren, fir all méiglech Daten digital ze verschaffen an op engem speziell dédiéierte Site accessibel ze maachen. Et geet eis dorëms, de Bierger an och de Betriber hei am Land op eng méiglechst einfach an onkomplizéiert Aart a Weis en Zougang ze ginn zu Informatiounen, déi si direkt oder indirekt betreffen.

Et ass eng nei Politik an en zentraalt Element vun engem modernen an transparente Stat. D'Regierung setzt heimat en zentraalt Element vum Regierungsprogramm ëm, a mir ginn op de Wee, fir Hürden ofzebauen, déi haut tëscht dem Stat a senge Bierger existéieren.

Do dernieft soll awer och de véierte Pouvoir an enger Demokratie, déi fräi an onofhängeg Press, net eleng op esou e gesetzleche Kader ugewise sinn, fir hir alldeeglech Aarbecht optimal kënnen ze maachen. Nieft deenen Initiativen, déi d'Regierung scho geholl huet, fir d'Demandë vun der Press besser kënnen ze beäntweren, wëlle mir och konkret d'Relatioun tëschent de Verwaltungen an de Pressevertrieder verbesseren.

An deem Sënn gëtt de Service Information et Presse an den nächste Méint och reforméiert. Zil ass et, an all Ministère kompetent, disponibel a responsabel Uspriechpartner fir d'Press ze hunn. Hir Missioun ass et, der Press zur Verfügung ze stoen an all déi Informatiounen ze kommunizéieren an och matzedeelen.

Et gehéiert zu der neier Definitioun vun eisem Land, dass mer eis opmaachen. Dat bedeit, dass déi déck Schlässer, déi esou laang d'Diere vun der Transparenz zougespaart hunn, opgebrach ginn.

(Brouhaha)

Mir hunn näischt ze verstoppen!

Et si verschidde Leit, Här President, déi sech hei ugesprach fillen.

(Brouhaha)

Mir hunn näischt ze verstoppen!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hunn näischt ze verstoppen, weder als Politik nach als Land insgesamt. Mir kënnen eis haut houfreg, selbstbewosst a couragéiert opmaachen a fir eis Iddien an Iwwerzeegungen astoen. Mir musse soen, wat mir maachen, a maachen, wat mir soen. Mir si staark, wou mer mat aneren zesummeschaffen, wou mer Mediateur sinn, wou mer Brécke schloe mat eise Partner, mat eisen Noperen a mat Akteuren aus der ganzer Welt.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den 1. Juli fänkt eng Period un, wou mer déi Stäerkte ganz besonnesch kënnen ervirhiewen, wou mer beweisen, dass mer kënne Brécke schloen. Mat der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun ginn d'Spotten op eis geriicht. Mir hunn eng grouss Responsabilitéit, awer och eng eemoleg Méiglechkeet, fir ze iwwerzeegen a fir ze gestalten.

Mir hunn eis kloer Ziler fir déi sechs Méint tëschent Juli an Dezember gesat: Mir wëllen eng Présidence fir d'Bierger, fir d'Croissance a fir den Investissement, fir d'Innovatioun an déi nohalteg Entwécklung.

D'Leit, déi an deenen 28 Memberlänner liewen, déi iwwer 500 Milliounen Europäer, sollen an den Zentrum réckelen. Mir kënnen eis net weider erlaben, Intérêt an Ënnerstëtzung vun de Leit ze verléieren. Mir mussen all eis Energie drop konzentréieren, nees méi Vertrauen an deen eemolege Friddensprojet ze kréien, dee viru 60 Joer mat Lëtzebuerger Bedeelegung ugefaangen huet.

Mir hunn als Grënnungsmember vun der EU e spezielle Rôle, wann et ëm d'Wäerter geet, déi eis alleguerte matenee verbannen. Déi Acquise mussen an de Vierdergrond réckelen. A mir wëllen och vun den nächste sechs Méint profitéieren, fir de Leit nees d'Sécherheet ze ginn, dass d'Europäesch Unioun en enorme Fortschrëtt ass. Mir hunn deem Projet vun enger Stategemeinschaft net nëmme Fräiheet a Fridden ze verdanken, mä och Schutz, Sécherheet a Rechter.

Et gëllt awer och ville Leit nees Hoffnung ze ginn, Perspektive fir eng besser Zukunft. Mir brauchen dofir eng Relance vun der Wirtschaft an eng Relance um Aarbechtsmaart. D'Lutte géint de Chômage ass dofir och ee vun den Haaptdéfien. Aarbechtslosegkeet bekämpfe geet nëmmen doduerch, dass Projete séier ëmgesat ginn, andeems mer Investissementer erméiglechen a Blockagen ophiewen, ouni dobäi eis Emwelt op d'Spill ze setzen a Grondprinzipie vun der sozialer Kohäsioun a Gefor ze bréngen.

Op ekonomeschem Plang fält d'Ëmsetze vun der Roadmap fir déi industriell Kompetitivitéit an eis Présidence. Mir kréie ganz nei Diskussiounen iwwert d'Notze vun natierleche Ressourcen. Et ginn eenzel Aktiounspläng fir Secteure wéi dee vun der Stolindustrie, wou Lëtzebuerg eng aktiv Roll ze spille kritt, fir déi europäesch Kompetitivitéit ze stäerken.

Mir hunn aner Chantieren, wéi de Finanzement vun de PMEen, d'Weiderbrénge vun de Recherchen an der Innovatioun an Europa, notamment de Programm „Horizon 2020", iwwert deen Innovatiounsprojete sollte finanzéiert ginn. Mir schwätzen an den nächste Méint dann och verstäerkt iwwert de Secteur vun der Industrie spatiale, wou Lëtzebuerg als Land mat enger eemoleger Geschicht am Beräich vun der Satellittenindustrie eng dreiwend Kraaft ka sinn.

Op sozialem Plang geet et déi nächst Méint dorëms, Grief, déi an deene leschte Joren op ville Plazen entstane sinn, nees progressiv zouzeschëdden. Mir ënnerstëtzen dobäi d'Iddi vun der Kommissioun, derfir ze suergen, dass Europa e sozialen Triple-A kritt a behält. Mir sti virun der Erausfuerderung, den Iwwergang tëschent Schoul a Beruffsliewen an der EU ze verbesseren an den Accès fir Jonker op den Aarbechtsmaart ze vereinfachen. De sozialen Dumping muss an der Europäescher Unioun méi décidéiert bekämpft ginn, an hei kënne mer duerch eis Initiativen an Experienzen am Kader vum Benelux eng konstruktiv Roll spillen.

Lëtzebuerg mécht sech och staark derfir, dass d'Kommissioun an den nächste Méint eng ëffentlech Konferenz iwwert dat transatlantescht Handelsofkommes, den TTIP, organiséiere soll. Mir wëlle gären den nationale Vertrieder vu Gewerkschaften, Entreprisen an Zivilgesellschaft d'Méiglechkeet ginn, sech iwwert dëse geplangten Accord auszetauschen. Den TTIP muss eraus aus där Donkelkammer, fir méi breet kënnen diskutéiert ze ginn.

Schliisslech hu mer dann awer och eng grouss Verantwortung an der Klimapolitik. An eiser Présidence ass d'COP21 zu Paräis, d'UN-Klimakonferenz, bei där d'Erwaardunge ganz héich sinn a ganz héich musse sinn. Et geet dorëms, nei Ziler fir eng nohalteg Entwécklung no 2015 ze definéieren. Dat kënnen dann och nëmme gemeinsam Ziler sinn, hannert deene souwuel d'Industrienatioune wéi och d'Entwécklungslänner stinn.

Mir hunn hei eng enorm schwéier an awer och enorm wichteg Aufgab innerhalb vun der Europäescher Unioun, déi mer zu Paräis vertrieden. Zesumme mat der Kommissioun a mam Parlament gëtt schon zanter Méint intensiv dru geschafft, fir am Dezember e kohärenten an ambitiéisen Engagement ze erreechen.

Nieft dëser fixéierter Agenda vun eiser Présidence bestëmmen Aktualitéitssujeten eis Aarbecht an den nächste sechs Méint, an do ginn d'Flüchtlingspolitik an d'Flüchtlingsproblematik ganz bestëmmt en Thema, wou Lëtzebuerg als Présidence gefuerdert gëtt. Et gëtt haut vill akut Krisen op der Welt, an et gëtt Millioune Mënschen, déi no deene grujelechsten Experienze fortlafen, hir Heemecht musse verloossen oder fortginn an der Hoffnung op eng besser Zukunft an dobäi dacks hiert Liewen op d'Spill setzen.

Mir wëllen net fortlafe virun der Verantwortung an eis preparéieren, fir och Leit bei eis opzehuelen, déi Hëllef an Ënnerstëtzung brauchen. Dat ass keng Aufgab eleng vun der Regierung. Et ass eng national Aufgab. An ech freeë mech, dass d'Gemengen eng grondsätzlech Bereetschaft weisen, och hiren Deel ze iwwerhuelen.

Gläichzäiteg schaffe mer och verstäerkt preventiv an droen eisen Deel derzou bäi, fir deene Leit bei sech doheem nees nei Perspektiven ze ginn. Mir hale fest un eisen ambitiéisen Ziler an der Kooperatiounspolitik a wëlle mat där Astellung och eis international Partner iwwerzeegen, do ze hëllefen, wou Hëllef dréngend gebraucht gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn déi nächst Méint vill Aarbecht um europäesche Plang. An awer hu mer national keng Zäit ze verléieren a wichteg Projeten op der Lee, déi mer wëllen ëmsetzen. D'Regierung ass ugetruede mam Zil, d'Land ze reforméieren, ze moderniséieren, op d'Zukunft virzebereeden. Dat maache mer weider, an dës Reforme kënnen och net waarden.

Mir hunn am Kader vun eise rezente Gespréicher mat de Sozialpartner en Accord fonnt iwwer eng Reform vum Congé parental, an dee Projet ass och an der Tëscht hei an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert ginn.

D'Regierung wëllt d'Familllje stäerken an den Elteren erlaben, Beruff a Famill méi einfach mateneen ze verbannen. Mir wëllen e Modell ënnerstëtzen, deen d'Fraen net benodeelegt an dee kee vun den Elterendeeler forcéiert, seng Aarbecht komplett opzeginn, fir kënnen eng länger Zäit doheem ze sinn. D'Regierung stellt d'Kanner an de Mëttelpunkt, andeems mer den Elteren d'Décisioun méi einfach maachen, esou vill wéi méiglech Zäit mat hinnen ze verbréngen.

Mat de Reformen, déi mer elo uviséieren, maache mer de Congé parental méi attraktiv fir Leit mat engem mëttleren Akommes, mä mir erlaben awer och deenen, déi nëmmen Deelzäit kënne schaffen oder méi Patronen hunn, vun dëser Ënnerstëtzung ze profitéieren.

Dat ass a ville Fäll eng direkt Hëllef fir déi Elterendeeler, déi eleng mat hire Kanner sinn a sech net ëmmer kënnen erlaben, eng ganz Tâche ze hunn, mä op verschiddene Plazen e puer Stonnen an der Woch aushëllefen. Och si hunn en Usproch op déi wäertvoll Zäit, e puer Méint no der Gebuert oder an den éischte Liewensjore méi Zäit fir hir Kanner ze investéieren. An dofir gi si och an dëse System integréiert. Dat ass eng Mesure vu sozialer Gerechtegkeet an et ass an der Logik vun der Lutte géint d'Kanneraarmut.

D'Reform vum Congé parental an déi geplangte Changementer am Beräich vun der Kannerbetreiung si Mesuren, déi Lëtzebuerg nohalteg veränneren. Och hei si mer um richtege Wee, fir e System ëmzesetzen, deen den Ufuerderungen an de Realitéiten, mat deenen Eltere konfrontéiert sinn, gerecht gëtt.

Mir mussen eis bewosst sinn, dass d'Gesellschaft sech geännert huet a weider ännert. D'Politik huet d'Aufgab, Äntwerten ze ginn a Léisungen ze offréieren, wou Léisungen dréngend gebraucht ginn. Een esou e Beräich ass de Logement.

D'Regierung huet hir Efforten an der Wunnengsbaupolitik nach verstäerkt a mir ginn de Wee konsequent weider, fir d'Offer an d'Luucht ze setzen an och selwer Wunnengen zu abordable Präisser ze offréieren. De Stat huet iwwert d'SNHBM a Fonds du Logement déi richteg Méiglechkeeten. Si mussen awer och voll genotzt ginn. De Stat muss hëllefen, de Marché ze entlaaschten, an däerf net selwer d'Präisser mat an d'Luucht dreiwen, wéi dat an de leschte Joren och dacks de Fall war.

(Interruption)

E Beispill, wou mer déi Entwécklung gestoppt hu viru Kuerzem ass um Niveau vum Fonds du Kirchberg. Bei zwee geplangte Wunnengsbauprojete gouf no Consultatioune geännert a festgehalen, dass en Drëttel vun de Logementer vu private Promoteure realiséiert gëtt, awer zu engem maximalen Duerchschnëttsmetercarréspräis vu 4.200 Euro däerf verkaaft ginn. An net, wéi an der Zäit, deen, deen am meeschte ginn huet, den Terrain kritt huet an dee Präis dann och répercutéiert huet op dem

Prix de vente vun Terrainen, déi dem Stat gehéiert hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat sinn, Här President, 40% ënnert deem aktuelle Marchéspräis an där Géigend. Déi aner zwee Drëttel vun de Wunnenge gi vun der SNHBM gebaut an duerno zu engem Präis vun an der Moyenne 3.250 Euro verkaaft - also 50% ënnert dem Marchéspräis!

En contrepartie vun deenen attraktive Präisser gi Regele festgeluecht, déi d'Spekulatioun mat deene Wunnenge sollen awer verhënneren.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Projeten „Réimerwee" an „John F. Kennedy" ginn nach virum Summer presentéiert, et wäerten iwwert 830 nei Wunnengen hei entstoen. Dat si konkret Aktiounen a konkret Projeten, wou d'Regierung en anere Wee geet, wéi dat bis elo de Fall war.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'lescht Woch huet de Regierungsrot en anere Projet ugeholl, deen deene méi Schwaachen an eiser Gesellschaft hëlleft. Mat engem neie Gesetz iwwert d'Subventioun vum Loyer fir d'Stéit mat engem niddregen Akommes hëllefe mer deenen, déi et trotz vill Méi ganz schwéier hunn. Kuerzfristeg awer musse mer och Méiglechkeete schafen, fir dass Leit mat engem niddregen Akommes um Privatmarché eng Wunneng fannen a loune kënnen.

Mat der neier „Subvention loyer" kann engem Stot, jee no Kompositioun, tëschent 125 an 240 Euro pro Mount Ënnerstëtzung fir de Loyer accordéiert ginn. Op dës Manéier kréie Leit mam Mindestloun substanziell gehollef. Et ass an engem gewëssene Sënn eng däitlech Erhéijung vum Mindestloun, ouni dass et op d'Käschte vun eise Betriber oder vun der Kompetitivitéit vun eisem Land geet. Et ass eng direkt Hëllef, keng Geldleeschtung, mä eng Sachleeschtung - de préféréierte Modell vun dëser Regierung.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Eist Haaptuleies muss et awer sinn - an ass et och -, de Leit, deenen et manner gutt geet, nei Perspektiven ze ginn an hinnen ze hëllefen, sech selwer ze hëllefen. Ee vun de Kärpunkten ass a bleift dofir d'Lutte géint de Chômage. D'Regierung schafft hei op zwee Chantieren. Deen een ass dee generellen a laangfristeg sënnvollsten, nämlech optimal Konditiounen ze schafen, fir dass nei Aarbechtsplaze kënne kreéiert ginn. Mir sinn och hei um richtege Wee, zemools wat d'Diversifikatioun vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg betrëfft.

Den zweete Chantier an der Lutte géint d'Aarbechtslosegkeet ass awer och eng effizient Gestioun an eng optimal Betreiung fir d'Leit, déi vum Chômage betraff sinn. Mir hu vill Efforte gemaach, fir zemools deene Jonken en Accompagnement ze offréieren, deen hinne wierklech hëlleft a si derzou opfuerdert, och selwer aktiv ze ginn a sech hir Zukunft net zou-, mä opzebauen.

Mam Ëmsetze vun der Garantie pour la Jeunesse gouf e wichtege Schrack gemaach, deen derzou gefouert huet, dass zanter dem Juni iwwer 2.150 Jonker dee Programm vu véier Méint ganz duerchlaf hunn. Iwwer 70% vun dëse Leit kruten eng Aarbechtsplaz. 70% kruten eng Aarbechtsplaz, eng Léierplaz oder eng Beschäftegungsmesure offréiert respektiv si kruten de Wee opgemaach, fir sech nees am Schoulsystem kënnen ze integréieren. Vun deene Leit, déi nach keng esou eng Offer kruten, sinn déi allermeescht weider an deem Programm, wou se encadréiert a begleet ginn, bis och fir si eng adequat Léisung fonnt ginn ass. Et gëtt kee fale gelooss!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Net nëmmen déi Jonk brauchen awer Perspektiven.

(Brouhaha)

Och déi Leit, déi scho méi laang aus dem Aarbechtsliewen eraus sinn, sollen nees zréck an e geregelt Liewe fannen, mat enger Aarbecht, déi hinnen erlaabt, en normalen Alldag ze hunn. Mat enger neier Form vun enger méi personaliséierter Betreiung schafft d'ADEM ganz konkret drun, fir d'Demandeurs d'emploi och individuell kënnen ze suivéieren.

(Interruptions)

Esou gëtt bei der Offer vun Aarbechtsplazen...

Här President, et geet ëm de Chômage. Ech wier frou, wann...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass awer e Problem, dee mer am Land hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Moment huet just den Här Premierminister d'Wuert. Mir hu muer ganz, ganz vill Zäit, fir dorop ze reagéieren. Här Statsminister, loosst lech net beiren!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci.

Esou gëtt bei der Offer vun Aarbechtsplaze méi nom Profil vum Client gekuckt an et gëtt méi eng héich Wahrscheinlechkeet, dass Employeur an Demandeur d'emploi beienee passen. De Lien tëscht de Patronen an deenen, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, muss esou einfach wéi méiglech an esou gutt wéi méiglech sinn. Och dofir geet Enn des Joers en neien „Portail de l'emploi" online, wou déi zwou Säiten onkomplizéiert an onbürokratesch kënnen zesummegefouert ginn. Am Kader vun eisem Accord mam Patronat hu mer festgehalen, dass an den nächsten dräi Joer 5.000 zousätzlech Chômeuren eng Aarbecht fannen. Dat ass e ganz ambitiéist Zil, a mir sinn zesumme gefuerdert, fir dat ëmzesetzen. De Grondsteen derfir ass geluecht an och hei si mer um richtege Wee.

De Sozialstat ass ee vun de gréissten Acquise vun eise Virfahren a gëtt haut esou vill gebraucht, wéi zanter Jorzéngten net méi. D'Regierung gesäit en héijen Niveau vu sozialer Ofsécherung als Garant fir den Zesummenhalt an der Gesellschaft an als Zeeche vu mënschlecher Solidaritéit. Dernieft wësse mer och, dass de soziale Fridden e wichtegen Atout vun eiser Kompetitivitéit ass. Et ass wichteg, dass een och kann op Hëllef zielen, wa perséinlech Schicksaler, Krankheet oder Invaliditéit dozou féieren, dass eng Persoun net méi fir sech selwer a fir hir Famill ka suergen.

Dofir brauche mir als Gesellschaft e System vu Solidaritéit, deen awer och effikass a laangfristeg muss ofgesécher sinn. Fir d'Stabilitéit vum System ofzesécheren, gëtt och d'Fleegeversécherung reforméiert. Verschidde Mesurë sinn am Kader vum Zukunftspak geholl ginn an et sinn och éischt Resultater an déi richteg Richtung erkennbar, ouni dass dat op d'Käschte vun der Ennerstëtzung fir déi Betraffe geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stat huet eng Verflichtung vis-à-vis vun deene Leit, déi op Hëllef ugewise sinn. Dat gëllt fir de soziale Beräich, fir de Fleegesecteur a fir d'Betreiung. Et gëllt awer och am Alldag an a Situatiounen, wéi se permanent an iwwerall am Land virkommen.

Bei Noutsituatioune musse mer eng séier a qualitativ héichwäerteg Hëllef kënne garantéieren. Mir brauchen also e performant a modernt Rettungswiesen. Fir dat ze erreechen, gëtt elo en Établissement public geschaf, an deem all Rettungsdéngschter zesummegefouert ginn. Stat a Gemengen zéien hei un engem Strang an organiséiere gemeinsam déi Struktur. Den entspriechende Gesetzesprojet gëtt nach dëse Mount mat deene verschiddenen Akteuren diskutéiert a finaliséiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng grouss Verantwortung. Net eleng d'Regierung, mä mir allerguerten. Mir hunn eng Verantwortung vis-à-vis vun eiser Geschicht an eng grouss Verantwortung vis-à-vis vun eiser Zukunft. Mir sinn an der Flicht, eise Kanner déi beschtméiglech Ausgangssituatioun ze schafen, fir dass si selwer kënnen décidéieren, wéi si hir Zukunft gestalten. Dofir solle mer eis och drop konzentréieren dat ze erhalen, wat erhale muss ginn, a gläichzäiteg nei Fundamenter géissen, déi Bestand hunn.

Wann et ëm d'Erhale geet, da betrëfft dat natierlech dat, wat eis ausmécht, eise Patrimoine an eis Kultur. Et betrëfft awer och eis sozial Acquisen an et betrëfft eis natierlech Ressourcen, d'Ëmwelt an d'Natur. D'Regierung ass beméit, och hei keng Zäit ze verléieren, a mir hunn an de leschte Méint Initiative geholl, déi laang fälleg waren.

Dat ass zum Beispill wouer fir de Beräich vun der Waasserqualitéit, wou leschten Hierscht Alarm geschloe gouf wéinst der Pestizidbelaaschtung an eisem Grondwaasser. D'Regierung huet den Asaz vu verschiddene Pestiziden aus dem Mais- an Rapsubau verbueden, an no 20 Joer Stëllstand goufen déi éischt Waasserschutzzonen ausgewisen. Beim Ëmsetze vun Direktiven aus dem Ëmweltberäich si mir net méi Schlussliicht an Europa. Mir sinn um richtege Wee, an en neit Naturschutzgesetz gëtt nach dëst Joer déposéiert. Lëtzebuerg spillt ëmmer méi eng proaktiv Roll, wann et dorëms geet, eisen natierleche Patrimoine ze schützen an awer och méi virsiichteg mat eise Ressourcen ëmzegoen. D'Energieeffizienz bleift e Sujet, deen eis weiderhi begleet, an d'Regierung huet och hei nei Initiative geholl. Esou ass de Finanzministère amgaangen, un engem Modell vu Klimabank ze schaffen, wou virun allem Privatleit ënnert d'Äerm gegraff kréien, wa se an en energieeffizient Bauen oder an d'Sanéierung vun hiren Haiser investéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Och de Stat selwer ass hei an der Flicht an huet eng Virbildfonctioun. Esou hu mer eis en ambitiéise Sanéierungsprogramm fir déi ëffentlech Gebaier ginn. An den nächste véier Joer ginn iwwer 225 Milliounen Euro fir déi energetesch Sanéierung vu staatleche Gebaier investéiert. Iwwert dëse Programm kréie mer eng héich Qualitéit vun de staatleche Gebaier a mir kënne laangfristeg vill Energie spueren.

Dernieft ass et awer och en Deel vun eise Beméiungen am Beräich vun der Green Economy. Et ginn dausend Aarbechtsplazen am Secteur vun der Konstruktioun an dem Handwierk ofgeséchert a geschaf, de Wirtschaftswuesstem heiheem gëtt massiv gefërdert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et läit nach vill Aarbecht virun eis, mä d'Richtung stëmmt. A mir sinn zouversiichtlech, dass mer et zesumme fäerdegbréngen, d'Land op d'Zukunft virzebereeden. D'Regierung mécht dat net en solitaire an och net hannert zouenen Dieren. Et ass eis an de leschte Méint gelongen, de Sozialdialog ze relancéieren, Accorde mat Gewerkschaften a Patronat ze ënnerschreiwen an och nees zu dräi un engem Dësch zu konkrete Resultater ze kommen, déi d'Land moderniséieren, eis Kompetitivitéit stäerken an déi d'sozial Kohäsioun garantéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Politik wëlle mir konsequent weiderféieren, an déi nächst Etapp, déi mer zesummen ze meeschteren hunn, ass déi vun enger Steierreform. Mir hunn den Ament Gespréicher a Berodunge mat deene verschiddene Partner. D'Regierung ass beméit, eng Reform auszeschaffen, déi zu engem einfachen an transparente Steiersystem féiert, dee Rücksicht hëlt op déi sozial Gegebenheete vun eisem Land, genausou op d'Spezifissitéite vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Dat ass eist Zil. An dat ass de Wee, dee mer ageschloen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass e Land wéi keen anert op der Welt. Mir hunn eis eege Geschicht, eis Kultur an eis Gewunnechten. Mir sinn e Land, wou vill Nationalitéiten a Kulturen niewenteneen a mateneen existéieren. Mir bréngen et fäerdeg, ze vernetzen an ze verbannen, Brécken ze bauen an no vir ze kucken. Mir sinn e Land vun der Erneierung an hu Krisen iwwerstanen, fir gestäerkt eng Zukunft opzebauen. Dat ass et, wat mer sinn. A wa mer wëlle bleiwen, wat mer sinn, da gëllt et, sech zesummen dofir ze engagéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun a mir fannen eis muer de Moien a muer de Mëtten hei am Haus erëm fir d'Debatten iwwert d'Deklaratioun.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm an ech soen Iech alleguer Merci.

(Fin de la séance publique à 15.35 heures)

Sommaire des séances publiques nos 29, 30 et 31

29e séance

Ouverture de la séance publique p. 463

Ordre du jour p. 463

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 463-464

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 464

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 464

6399 - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules p. 464-470

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, sur l'Action de sauvetage de l'Union européenne dans le cadre de l'afflux de migrants en Méditerranée, suivie d'un débat p. 470-476

6740 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Moldova signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 10 octobre 2007

6741 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie-et-Herzégovine signé à Bruxelles, le 5 décembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

6742 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Géorgie signé à Tbilissi, le 5 septembre 2013, portant sur l'application de l'Accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 22 novembre 2010

6743 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien signé à Bruxelles, le 30 juillet 2012, portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

et

6744 - Projet de loi portant approbation du Protocole entre les Gouvernements des États du Benelux (Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Serbie signé à Bruxelles, le 25 janvier 2013, portant application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007 p. 476-478

30e séance

Ouverture de la séance publique p. 478

6760 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice p. 478-480

6446 - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 480-481

Débat de consultation sur la prostitution au Luxembourg p. 482-490

Dépôt d'une proposition de loi par M. Franz Fayot p. 489

31e séance

Ouverture de la séance publique p. 491

Communications p. 491

Ordre du jour p. 491

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la situation économique, sociale et financière du pays p. 491-494

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0950	Fernand Kartheiser	Énergie éolienne
1014	Gérard Anzia	Harcèlement moral
1015	Fernand Kartheiser	Fête de la victoire sur le nazisme le 9 mai à Moscou
1016	Lex Delles, André Bauler	Élaboration des questionnaires d'examen
1017	Sylvie Andrich-Duval	Oncologie du Centre Hospitalier Emile Mayrisch
1019	Franz Fayot	Archives des administrations de l'État
1020	Marcel Oberweis	Développement du télétravail
1021	Serge Wilmes	Situation des recettes du budget de l'État pour l'exercice 2014
1022	Justin Turpel	Premières expériences avec les médicaments génériques
1023	Laurent Mosar	Droit à l'oubli dans le cadre des polices d'assurances
1024	Martine Hansen, Marco Schank	Élagage des arbres et taille des haies
1026	Alexander Krieps	Mesures de sécurité pour la route nationale N3 entre Alzingen et Frisange
1028	Henri Kox, Gérard Anzia	Sociétés agro-industrielles spécialisées dans la production d'aliments pour animaux d'élevage
1029	Alexander Krieps	Médecin référent
1030	Justin Turpel	Comptes cachés de certaines fabriques d'églises
1032	Claude Adam	Organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental
1033	Françoise Hetto-Gaasch	Partenariat entre l'ADEM et l'asbl «Dress for Success»
1034	Martine Hansen	Unité de gardiennage de l'Armée luxembourgeoise
1035	Claudia Dall'Agnol	Compétence numérique
1036	Marc Spautz	Contact Center de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)
1037	Laurent Mosar	FinTech
1038	André Bauler, Gusty Graas	Liste des bâtiments classés «monument national»
1039	Franz Fayot, Taina Bofferding	Pauvreté enfantine
1040	Fernand Kartheiser	«Luxemburger Nachhaltigkeitszertifizierung für Wohngebäude (LUNOZ)»
1041	Fernand Kartheiser	Exposition «Luxemburger in der Polizei des NS-Staates» à Weimar
1042	Fernand Kartheiser	Congé de maternité
1043	André Bauler	Agrandissement du Atert-Lycée à Redange
1044	Marc Spautz	Effectifs de l'ADEM
1045	Gusty Graas	Radiactivité dans le Kiemelbaach
1046	Josée Lorsché	Statut des gyropodes dans la circulation
1048	Fernand Kartheiser	Fondation de Luxembourg
1049	Marc Spautz	Fumée rejetée par l'usine sidérurgique d'ArcelorMittal à Belval
1052	Fernand Kartheiser	Soutien financier de l'État pour l'initiative contre le droit de vote pour non-résidents dans le cadre du référendum
1053	Fernand Kartheiser	Neutralité de l'Union européenne dans le cadre du référendum
1054	Roy Reding	Démission du directeur du Contrôle médical
1055	Roy Reding	Contrat d'initiation à l'emploi
1056	Fernand Kartheiser	Remboursement de la part de l'Union européenne
1057	Justin Turpel	Accès aux soins de santé des personnes en situation irrégulière
1058	Diane Adehm, Gilles Roth	Rapport annuel de l'OCDE sur les impôts sur les salaires
1059	Nancy Arendt	Cinémomètres utilisés lors de contrôles de vitesse
1060	Justin Turpel	Limitation de la vitesse à 30 km/h aux alentours des écoles et autres structures sensibles
1061	Alexander Krieps	Secteur médical non conventionné
1062	Serge Wilmes	Utilisation de l'abréviation LFF et distinction entre différents fonds existants
1063	Serge Wilmes	Exécution du Budget de l'État pour l'exercice 2014
1064	Jean-Marie Halsdorf	Service de l'aumônerie au sein de l'Armée luxembourgeoise
1065	Marcel Oberweis	Problématique des permis de conduire non valables
1066	Marc Spautz	«Luxembourg Future Fund»
1067	Roy Reding	Gardiennage des infrastructures sportives
1068	Roy Reding	Législation sur les pointeurs lasers
1069	Roy Reding	Simplification et unification des procédures en matière d'impôts
1070	Fernand Kartheiser	Commémorations
1071	Laurent Mosar	Crise au Yémen
1072	Laurent Mosar	Mission économique aux Émirats arabes unis en mars 2015
1073	Justin Turpel	«Food For Your Senses»
1074	Gusty Graas	Niveau de chlorures dans l'eau de la Moselle
1075	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Transport transfrontalier entre Luxembourg et Konz-Roscheid
1076	Fernand Kartheiser	Droit de visite dans le cas d'un divorce
1091	Diane Adehm, Gilles Roth	Revendications de l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA)

Question 0950 (02.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**énergie éolienne:**

Et gesäit een hei am Land ëmmer méi Wandanlagen, fir Energie ze gewannen. Ech wollt de Gesondheetsminister, den Ëmweltminister an d'Ministere fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture souwéi Energie froen, wéi eng Konsequenzen dës Wandenergieanlagen op d'Mënschen an op d'Déierewelt hunn.

1. Wéi vill Anlage gëtt et hei zu Lëtzebuerg?

2. Wéi eng international Etüden iwwert d'Auswierkunge vun de Wandenergieanlagen op de Mënsch (duerch Kaméidi, Liicht-Schied-Wiessel...) sinn de Ministere bekannt?

3. Wéi eng international Etüden iwwert d'Auswierkunge vun de Wandenergieanlagen op d'Vullen an d'Flantermais gëtt et? Gëtt et schonn Ënnersichungen, ob d'Vibratioune vun deenen Anlagen d'Fauna am Buedem, déi an der Ernährungsketten esou wichteg ass, stéieren an a wéi engem Mooss?

4. Gëtt et national Etüden zu deenen Themen?

5. Wéi vill Verloschter u Vullen a Flantermais gëtt et hei am Land pro Joer duerch Wandenergieanlagen? Gëtt et national oder international statistesch Duerchschnëttswäerter iwwert d'Déieren, déi duerch esou Anlagen hiert Liewe verléieren?

6. Hunn esou Anlage Konsequenzen op de Loftverkéier an op de Fonctionnement vu Radarinstallatiounen hei zu Lëtzebuerg?

7. Wéi eng Moossname wëllt d'Regierung huelen, fir de Mënsch am Fall vun erwisene Konsequenzen, an d'Fauna virun den negativen Aspekter vun dësen Anlagen ze schützen?

Réponse commune (08.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Zu Lëtzebuerg dréinen zurzäit 51 Wandrieder. D'Leeschtunge vun dëse variéiere staark vun enger Anlag zur anerer (Micro-installations vu wéinegen kWp bis zu Wandrieder mat enger Leeschtung vun 1,8 MWp). Déi Gesamtleeschtung war 2013 ronn 60 MWp. Laut der europäescher Direktiv 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, huet d'Lëtze-

buerger Regierung am Juli 2010 en nationalen Aktiounsplang décidéiert, an deem en Zil vun 131 MWp, oder 239 GWh, fir d'Joer 2020 definéiert ass.

Aktuell si verschidde Projeten a Planung an am Bau, déi eis erlaben, ganz zouversiichtlech ze sinn, dass d'Regierung hiert Zil aus dem Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables fir 2020 wäert erreechen.

Wandrieder mat enger elektrescher Leeschtung vu méi wéi 100 kVA falen ënnert d'Bestëmmunge vum Kommodosgesetz vum 10 Juni 1999. Als Etablissement vun der Klass 1 ginn dës Anlage souwuel vum Aarbechtsminister, wéi och vum Emweltminister autoriséiert. Dobäi gi Konditioune fixéiert, fir d'Auswierkunge vun den Anlagen op de Mënsch ze limitéieren. An deem Kontext suivéiert d'Ëmweltverwaltung kontinuéierlech, wat fir eng nei Erkenntnisser et am Ausland zu dëser Thematik gëtt.

Am Joer 2013 huet d'Ëmweltverwaltung eng Etüd an Optrag ginn, fir d'Kaméidisoplagen, déi am Kader vun dem Kommodo fixéiert ginn, ze iwwerschaffen. Dofir gouf och eng detailléiert Literaturrecherche zu dësem Thema gemaach. D'Resultater vun där Etüd goufen am Joresbericht 2013 vum Ministère publizéiert (Säite 50 an 51).

An de leschte Jore si verschidden Ënnersichungen an Europa an an Nordamerika iwwer Wandrieder an d'Risike fir Vullen a Flantermais gemaach ginn. Déi generell Konklusioun ass, dass d'Flantermais, méi nach wéi d'Vullen, duerch d'Wandrieder menacéiert sinn. Bei de Flantermais ass z. B. gewise ginn, dass d'Mortalitéit net nëmmen duerch direkt Impakter mat de Rotorblieder entsteet, mä och indirekt andeems d'Longen duerch de Loftzoch vun de Rotorblieder geschiedegt ginn (Barotrauma).

Eng rezent däitsch wëssenschaftlech Etüd (Voigt et al., 2015) schätzt, dass all Joer eng 250.000 Fliedermais duerch Wandrieder an Däitschland stierwen. Wat d'Vulle betrëfft, esou weist d'Statistik vum „Landesamt für Umwelt, Gesundheit und Verbraucherschutz Brandenburg", dass virun allem Gräifvullen, wéi de Bussard, de Routmilan an de Schwarzmilan (Schéiereschwanz) als Schlagopfer betraff sinn. Folgend rezent wëssenschaftlech Artikelen resüméieren den aktuelle Kenntnisstand:

Vulle:

- Marques, A. T., et al. 2014. „Understanding bird collisions at wind farms: an updated review on the causes and possible mitigation strategies. Biological Conservation", 179: 40-52;

- Wang, S., Wang, S., and Smith, P. 2015. „Ecological impacts of wind farms on birds: Questions, hypotheses, and research needs. Renewable and Sustainable Energy Reviews", 44: 599-607.

Flantermais:

- Voigt, C. C., et al. 2015. „Wildlife and renewable energy: German politics cross migratory bats. European Journal of Wildlife Research";

- Cryan, P. M., et al. 2014. „Behavior of bats at wind turbines. Proceedings of the National Academy of Science", 111: 15126-15131;

- Arnett, E. B., G. D. Johnson, W. P. Erickson, and C. D. Hein. 2013. „A synthesis of operational mitigation studies to reduce bat fatalities at wind energy facilities in North America. A report submitted to the National Renewable Energy Laboratory. Bat Conservation International", Austin, Texas, USA;

- Grodsky, S.M. et al. 2011. „Investigating the causes of death for wind turbine-associated bat fatalities. Journal of Mammalogy", 92: 917-925.

Vu dass hei am Land nach keng Etüden zu deem Thema gemaach gi sinn, kann ee keng Aussoen iwwert d'Verloschter maachen. Déi rezent Etüden aus Däitschland gi bei de Flantermais awer vu Verloschter vun zéng bis zwielef Flantermais pro Turbinn pro Joer aus. Bei de Vulle variéieren d'Zuele vun Doudesfäll tëscht null bis 40 pro Joer pro Turbinn (Marques et al., 2014).

Etüden iwwer eng eventuell Gefor duerch Vibratiounen an der Loft an am Buedem sinn der Regierung net bekannt.

D'Etüden a puncto Fluchsécherheet gi vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) duerchgefouert respektiv vun der ANA maache gelooss.

Doriwwer eraus gëtt gekuckt, ob déi Wandkraaftanlagen een Hindernis fir aeronautesch Installatiounen (Flughafe Findel, Flugfelder ELNT, ELMD, ELUS an op Helikopterlandeplazen) duerstellen, no der Annex 14 vun der ICAO, déi iwwert dat groussherzoglecht Reglement vum 12. Mee 2012 ëmgesat gouf.

Wann et an de Beräich vum Plan d'occupation du sol „Aéroport et environs" (POS Findel) fält, gëtt d'ANA fir Avis gefrot. Wann et net dorënner fält, gëtt d'Direction de l'Aviation civile (DAC) en Avis of.

Generell gëtt awer aus Sécherheetsgrënn fir de Siichtfluchverkéier e Marquage an e Balisage vun den Anlage verlaangt, well déi zum Deel bis zu 200 Meter héich kënne sinn.

Ofhängeg vum Standuert kënne Wandkraaftanlagen en Impakt op de Loftverkéier hunn.

Iert nei Wandkraaftanlagen autoriséiert ginn, muss kënnen ausgeschloss ginn, dass dës Anlage substanziell negativ Impakter op de Mënsch oder op geschützten Déierenaarten hunn, besonnesch déi, déi duerch déi europäesch „Habitat"- an „Vulleschutz"-Direktiven (1992/43/CEE an 2009/147/CE) viséiert sinn. Dofir ginn an engem fréie Stadium vun der Planung sougenannten Impaktstudien oder EIE (Évaluation des incidences environnementales) gemaach an am Kader vun der Kommodoprozedur och der Éffentlechkeet zur Verfügung gestallt.

An der Autorisatioun op Basis vum Naturschutzgesetz ginn d'Konditiounen definéiert, déi de Bedreiwer vun de Wandmille muss anhalen an déi zum Zweck hunn, déi natierlech Fauna esou gutt wéi méiglech ze schützen, dat heescht, de Kollisiounsrisiko fir Fliedermais a Vulle staark ze reduzéieren. Dës Konditioune beinhalte speziell Zäiten, während deenen d'Rotoren net däerfen dréinen oder och Moossnamen, fir déi landwirtschaftlech Fläche rondërm d'Wandrieder als Juegdgebitt vun de Gräifvullen ökologesch onattraktiv ze maachen, z. B. duerch Maisubau amplaz vu Wisen.

Doduerch, dass fir d'Opriichten an d'Bedreiwe vu Wandmille speziell Autorisatioune vum Ëmweltministère ausgestallt ginn, ka garantéiert ginn, dass de Spezifissitéite vun all Site Rechnung gedroe ka ginn.

Q160

Question 1014 (23.03.2015) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant le **harcèlement moral:**

En 2009 une convention de sensibilisation au problème du harcèlement moral ou «mobbing» sur le lieu de travail a été signée avec les partenaires sociaux. Il a également été convenu d'en faire une évaluation après cinq ans, donc en 2014. Le programme gouvernemental prévoit l'élaboration d'un projet de loi sur base de cette évaluation en prenant en compte également la proposition de loi 4979 déposée en 2002.

La deuxième enquête nationale sur l'index de la qualité de travail au Luxembourg («Quality of work index Luxembourg»), présentée en novembre 2014, indique que le phénomène de l'harcèlement moral aurait diminué depuis 2013. D'autres acteurs de la société civile rapportent cependant une augmentation importante du nombre des cas portés à leur connaissance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Le Luxembourg dispose-t-il de statistiques sur le harcèlement moral au lieu de travail autres que celles fournies par les acteurs de la société civile?

2. Est-ce que les données pour l'année 2014 sont disponibles? Dans l'affirmative, quelle est l'évolution des chiffres?

3. Quel est l'état d'avancement de l'évaluation de la convention de 2009? Endéans quel délai le projet de loi sera-t-il déposé?

4. En l'absence d'une loi relative au harcèlement moral, les tribunaux ont recours à l'article 1134 du Code civil pour sanctionner ce dernier. Combien de cas ont été jugés ces cinq dernières années?

Réponse (29.04.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Actuellement, aucune disposition du Code du Travail ne définit ou n'incrimine directement le harcèlement moral.

D'après la convention du 25 juin 2009 relative au harcèlement et à la violence au travail conclue entre l'UEL, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, et qui a été déclarée d'obligation générale par règlement grand-ducal du 15 décembre 2009, il y a harcèlement moral: «lorsqu'une personne relevant de l'entreprise commet envers un travailleur ou un dirigeant des agissements fautifs, répétés et délibérés qui ont pour objet ou pour effet soit:

- de porter atteinte à ses droits ou à sa dignité;

- d'altérer ses conditions de travail ou de compromettre son avenir professionnel en créant un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant;

- d'altérer sa santé physique ou psychique».

Même en l'absence de dispositions légales spécifiques le harcèlement moral est sanctionné par les tribunaux qui se reportent aux principes généraux du droit et plus particulièrement à l'article 1134 du Code civil, aux termes duquel «les conventions légalement formées doivent être exécutées de bonne foi par les parties à la convention».

En effet, la jurisprudence considère que l'obligation de l'employeur d'exécuter de bonne foi le contrat de travail résultant de l'article 1134 du Code civil constitue actuellement, en l'absence d'une législation spécifique en droit du travail la base légale de l'action en dommages et intérêts du salarié.

Concernant la question de savoir combien de cas de harcèlement moral ont été jugés par les tribunaux ces cinq dernières années, il faut préciser que les applications informatiques actuellement utilisées pour gérer les dossiers civils et commerciaux ne permettent pas encore de retracer l'information sollicitée.

Comme, faute de base légale, aucune mission spécifique n'est attribuée à l'ITM dans ce contexte, cette administration n'est pas en mesure de s'outiller en conséquence, en vue de réaliser un recensement des cas potentiels éventuellement portés à sa connaissance.

Il peut néanmoins être constaté que sur base de l'expérience des inspecteurs du travail sur le terrain, ainsi que sur base des appels téléphoniques et courriels reçus par le «Help Center» de l'ITM, que le phénomène du harcèlement moral sur le lieu de travail semble malheureusement connaître ces dernières années une croissance sensible.

En ce qui concerne l'état d'avancement de l'évaluation de la convention signée par les partenaires sociaux en 2009, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne peut pas se prononcer alors que cette évaluation relève de la compétence des parties signataires.

Question 1015 (24.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fête de la victoire sur le nazisme le 9 mai à Moscou:**

Den 9. Mee feiert Russland, ee vun eise wichtegsten Alliéierten am Zweete Weltkrich an eent vun de Länner, wat am meeschten ënnert dem Krich ze leiden hat, de 70. Anniversaire vum Enn vum Zweete Weltkrich.

Dofir wëll ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Ass Lëtzebuerg op déi Feier invitéiert, a wa jo, wie vertrëtt Lëtzebuerg bei de Feiere ronderëm den 9. Mee zu Moskau?

2. Ass an deem Kader vu Lëtzebuerger Säit virgesinn, fir och de Lëtzebuerger zwangsrekrutéierten Affer op russeschem Buedem ze gedenken? Ass och e Besuch zu Tambow envisagéiert?

Réponse (28.04.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes, destinataire de la question parlementaire n°1015, remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives aux cérémonies solennelles du 9 mai à Moscou.

Ad 1. De Premier a Statsminister Xavier Bettel ass vum russesche President Wladimir Putin op d'Commémoratioune vum 9. Mee zu Moskau invitéiert ginn. De Grand-Duché gëtt deen Dag op der Plaz vun eisem Ambassadeur vertrueden. De Premier ass den 9. Mee present bei der Gedenkfeier, déi vu russescher Säit um Kierfecht zu Bouneweg organiséiert gëtt a leet do eng Gerbe néier.

Ad 2. Duerch de Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé sinn d'Vereenegunge vun der Erënnerung, ënner anerem d'Amicale vun de fréiere Krichsgefaangene vun Tambow, via déi concernéiert staatlech Servicer bedeelegt, fir dem Sacrifice vun eisen Affer ze gedenken. Eiser Kenntnis no ass keng Visite zu Tambow am Mee geplangt.

Question 1016 (24.03.2015) de **MM. Lex Delles** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**élaboration des questionnaires d'examen:**

Il nous revient que l'élaboration des questionnaires d'examen devrait être revue dans la mesure où celle-ci serait confiée à l'avenir à un groupe de professeurs experts en la matière au lieu d'exiger de chaque titulaire concerné la composition d'un ou de plusieurs questionnaires.

Voilà pourquoi nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer une telle réorganisation dans le domaine de la confection des questionnaires?

- Dans l'affirmative, comment ces groupes fonctionneraient-ils? Selon quelle procédure les enseignants seraient-ils désignés?

- Le contrôle traditionnel des questionnaires par des experts serait-il maintenu?

Réponse (28.04.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La procédure actuelle de l'élaboration des questionnaires de l'examen de fin d'études secondaires et de l'examen de fin d'études secondaires techniques est définie par le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires respectivement par le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires techniques et de l'examen de fin d'études de la formation de technicien. Les deux règlements ont subi une modification en novembre 2013 suite à une décision du Gouvernement précédent (règlement grand-ducal du 15 novembre 2013).

Cette modification concernait particulièrement la procédure de l'établissement des questionnaires. Dans les deux règlements, le texte est le suivant: «Les questionnaires sont établis par des examinateurs désignés par le commissaire. Celui-ci fixe le nombre de questionnaires à remettre, la forme et le délai de remise du ou des questionnaires.»

Ce texte remplace l'ancienne version qui était formulée comme suit: «Chaque examinateur propose au choix du commissaire, sous pli fermé et dans un délai antérieurement fixé par le commissaire, un ou plusieurs questionnaires pour l'épreuve écrite, orale ou pratique. La forme et le nombre des questionnaires à remettre sont déterminés par le commissaire.»

Suite à la modification de 2013, il incombe aux commissaires respectifs de décider s'ils demandent comme d'habitude à chaque examinateur d'établir un ou plusieurs questionnaires, ou bien de constituer des groupes d'examinateurs qui proposent un questionnaire ou une série de questions.

D'après mes informations, les décisions sont prises par les commissaires respectifs en concertation avec les enseignants des différentes spécialités et la procédure retenue peut donc être différente d'une branche à l'autre et d'une section à l'autre.

La procédure concernant l'expertise des questionnaires soumis par les examinateurs est fixée par les mêmes règlements comme suit: «Pour chaque épreuve, le ministre peut désigner un ou plusieurs groupes d'experts chargés d'examiner les sujets ou questions proposés et de soumettre leurs observations au commissaire.»

Cette procédure n'a pas été modifiée depuis l'entrée en vigueur des deux règlements en 2006.

Étant donné que dans la procédure habituelle, le nombre de questionnaires produits dépasse dans la plupart des branches de loin le nombre de questionnaires requis pour le bon déroulement de l'examen, j'ai engagé des discussions avec les présidents des commissions nationales des programmes et avec les syndicats afin de déterminer une démarche qui soit, d'une part, plus économe en ressources et, d'autre part, fournisse des questionnaires d'une qualité impeccable. Une des pistes consiste en la constitution pour chaque branche d'un groupe d'experts, formés dans la création de questionnaires. Ce groupe serait chargé de l'établissement du nombre exact de questionnaires requis.

Question 1017 (25.03.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**oncologie du Centre Hospitalier Emile Mayrisch:**

Die Onkologie des Escher „Centre Hospitalier Emile Mayrisch" (CHEM) platzt derzeit aus allen

Nähten. Sowohl die stationären als auch die ambulanten Chemotherapie-Patienten werden auf der Station behandelt, Tendenz steigend.

Aus diesem Grund haben die Verantwortlichen sich dazu entschieden, das leer stehende Gebäude der „Al Maternité“, welches ursprünglich abgerissen werden sollte, zur Onkologie-Station des CHEM umzufunktionieren und somit Personal und Patienten viermal mehr Platz zu bieten.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Auf welche Summe werden die Umbaukosten sich belaufen?

- Wie wird der Umbau finanziert?

Réponse commune (24.04.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Auf Grund der Tatsache, dass die Onkologie-Station des „Centre Hospitalier Emile Mayrisch“ aus Platzmangel nicht mehr fähig ist, alle ambulant zu behandelnden Onkologie-Patienten aufzunehmen, hat die Direction de la Santé des Gesundheitsministeriums den Flächenbedarf für die Chemotherapie dieser Patienten einer Schätzung unterzogen und den Resultaten entsprechend die Einrichtung einer höheren Zahl an Behandlungsplätzen empfohlen.

Verschiedene Alternativen, um diese zusätzlichen Behandlungsplätze auf dem Krankenhausareal zu schaffen, wurden untersucht und der Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH) zur Stellungnahme unterbreitet. Die Einrichtung der onkologischen Tagesklinik mit 22 Behandlungsplätzen im Erdgeschoss der alten Maternité wurde von dieser konsultativen Kommission positiv beurteilt.

Die Umbaukosten für die Einrichtung der onkologischen Tagesklinik in diesem Stockwerk sind Teil einer Baumaßnahme und werden anteilmäßig an den Gesamtbaukosten mit zirka 2.600.000 € inklusive MwSt. veranschlagt (es wurde keine genaue Aufteilung der Gesamtkosten auf die einzelnen Teilmaßnahmen vorgenommen).

Diese Kosten werden zu 80% vom Staat bezuschusst und zu 20% von der Gesundheitskasse.

Question 1019 (25.03.2015) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **archives des administrations de l'État:**

Le rapport «La 'question juive' au Luxembourg (1933-1941): L'État luxembourgeois face aux persécutions antisémites nazies» présenté récemment par son auteur, Monsieur Vincent Artuso, fait notamment référence à l'état critique de certaines archives administratives du Grand-Duché. Selon l'auteur, il n'est pas toujours possible de retracer les processus de décision dans des dossiers où il n'est pas certain que les responsables politiques et administratifs aient versé toutes les pièces importantes et dont la méthode de classement n'est pas toujours facile à déceler.

Cette question du traitement des archives dans les administrations ne se pose pas seulement pour les chercheurs en histoire. Elle est essentielle pour le bon fonctionnement de l'État. La façon dont les ministères et administrations traitent les documents qu'ils produisent, reçoivent ou transmettent en vue d'élaborer la législation, de l'exécuter et, de façon générale, de gérer l'État est capitale pour assurer la continuité et la transparence des décisions. De la rigueur et de la méthode de la conservation dépend ainsi la possibilité de retracer clairement l'origine des décisions et de sauvegarder ainsi la mémoire de l'État. Ce souci de cohérence s'impose dans une optique du droit à l'information des citoyens et de transparence des politiques.

En effet, à mesure que les personnels partent à la retraite et se renouvellent par l'arrivée de jeunes générations, à mesure que les administrations s'étendent, à mesure aussi que les mandats ministériels se raccourciront, il est essentiel de conserver cette mémoire et de la rendre accessible à tous. De plus, le travail des historiens et des archivistes s'en trouvera largement facilité s'ils peuvent être certains de disposer de dossiers complets et structurés avec méthode.

Bien entendu, alors que le papier est de plus en plus remplacé par le numérique, les mêmes questions se posent pour l'archivage des communications et documents électroniques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quand le projet de loi sur les archives sera-t-il disponible?

- Une méthode d'archivage uniforme et contraignante pour toutes les administrations de l'État luxembourgeois a-t-elle été prévue? Sinon, le Gouvernement est-il prêt à se saisir de la question?

Réponse (30.04.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

L'avant-projet de loi sur l'archivage sera présenté et discuté le 30 avril 2015 au Conseil de Gouvernement, après de longues années de réflexion sous le Gouvernement précédent. Dès qu'il est approuvé, il sera déposé à la Chambre des Députés et soumis pour avis au Conseil d'État.

L'avant-projet de loi en question permettra de doter les Archives nationales d'un cadre et d'instruments légaux solides pour remplir leurs missions d'une manière adéquate. Certaines incohérences dans la législation actuelle seront éradiquées.

Le projet de loi sur l'archivage prévoit une méthode d'archivage uniforme et contraignante pour toutes les administrations. Chaque administration devra proposer la totalité de ses documents d'archives aux Archives nationales. Le choix des archives à conserver définitivement sera effectué par les ANLux et l'administration en question et le versement des archives ainsi sélectionnées aux ANLux se fera selon des critères bien définis.

Question 1020 (25.03.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **développement du télétravail:**

Le marché du travail est toujours en ébullition. Mais comme chaque médaille, celle-ci a également son revers: autoroutes saturées matin, midi, soir, pertes de temps démesurées dans les bouchons et lors de la recherche de place de parking en plus une dégradation de la qualité de vie. Cette galère quotidienne pour des dizaines de milliers de salariés pourrait être soulagée par le télétravail.

Le télétravail présente un avantage courageux en vue d'apporter des réponses liées à savoir l'amélioration de la qualité de vie, flexibilité accrue sur le plan de gestion des ressources humaines la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la recherche de gain de temps et la réduction du stress. Ce mode de travail modifie la vie professionnelle des télétravailleurs et peut rehausser les relations sociales. Il s'ensuit qu'il faut organiser les relations professionnelles et familiales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'encourager davantage le télétravail? Dans l'affirmative, de quelle façon?

- Est-ce qu'il ne faut pas élaborer une charte sur le télétravail indiquant entre autres les frais de déplacement et le contrôle des activités à domicile?

- Existe-t-il des données statistiques récentes quant à l'application du télétravail dans le secteur privé et public au Luxembourg?

Réponse (28.04.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Il est à noter tout d'abord que le télétravail, qui permet une organisation plus flexible du travail est en nette augmentation comme le démontre le tableau annexé dont il ressort qu'en 2014 12,6% des personnes ayant un emploi ont effectué du télétravail au cours des dernières quatre semaines comparé à seulement 1,7% en 2005 et 7,1% en 2010.

Cette augmentation semble démontrer que le cadre général fixé dans la convention conclue entre L'UEL, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, et déclarée d'obligation générale par un règlement grand-ducal du 13 octobre 2006, semble en adéquation avec les attentes des acteurs du marché du travail.

Dès lors un encouragement supplémentaire pour cette forme de travail ne s'impose et ce d'autant plus qu'aucune demande en ce sens ne m'a été communiqué par les partenaires sociaux.

Il s'ensuit également que l'élaboration d'une charte sur le télétravail ne semble pas être nécessaire actuellement, mais toute demande afférente de la part des partenaires sociaux sera prise en considération dans le cadre d'une adaptation éventuelle des mesures existantes.

L'enquête sur les forces de travail (EFT) réalisée par le Statec fournit annuellement des données sur le marché du travail y compris en matière de télétravail et les données les plus récentes figurent dans l'annexe précitée.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1021 (30.03.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **situation des recettes du budget de l'État pour l'exercice 2014:**

Dans la suite de la réponse concise du Ministre des Finances à la question parlementaire n°0891 *(cf. compte rendu n°8/session 2014-2015)* et prenant note des explications de Monsieur le Ministre des Finances affirmant que lors de la Cofibu du 23 janvier 2015 il a seulement analysé la situation des recettes de l'État en 2014, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Selon les plus récentes estimations macroéconomiques du Statec, la croissance économique en 2014 était inférieure aux hypothèses de croissance sous-jacentes au budget de l'État. Monsieur le Ministre s'est félicité publiquement de l'évolution des recettes au niveau de l'exécution du budget des recettes pour 2014. Est-ce que cette performance est le résultat de mesures volontaristes mises en œuvre par Monsieur le Ministre pour mobiliser des recettes supplémentaires (par exemple perception de soldes d'impôts ou d'arriérés d'impôts) ou est-ce qu'elle s'est produite fortuitement et malgré une croissance économique plus faible qu'anticipée? Quelles mesures volontaristes ont, le cas échéant, été mises en œuvre?

- Souvent, la perception par l'État de recettes effectives supérieures aux recettes escomptées provoque une pression politique pour dépenser les recettes inattendues. Monsieur le Ministre des Finances a déjà mis en place un «fonds souverain» pour y mettre en réserve certaines recettes non récurrentes. Est-ce que Monsieur le Ministre a également l'intention d'adresser la problématique des recettes non anticipées de source conjoncturelle dans le cadre de la prochaine étape de sa réforme budgétaire?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que la formulation d'une telle règle d'affectation des recettes non anticipées peut se substituer utilement à la mise en place d'une règle budgétaire sur les dépenses et ainsi répondre aux critiques formulées récemment par la Commission européenne concernant la transposition de la «règle d'or» en droit luxembourgeois (loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et la gouvernance des finances publiques) qui déplorait notamment l'absence d'une règle limitant l'évolution des dépenses publiques?

Réponse (04.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le budget voté en avril 2014 tablait sur une croissance économique réelle de 3,2% du PIB avec une croissance de l'emploi intérieur de 1,9%. Suivant les dernières actualisations publiées par le Statec, les conditions macroéconomiques ont été légèrement divergentes des prévisions sous-jacentes au budget voté: la croissance réelle s'est levée à 3,0% du PIB et la croissance de l'emploi intérieur a été de 2,4%. Globalement, les recettes ont progressé plus vite que prévu: les recettes ont ainsi connu une croissance de 4,6% au lieu de 3,8%. Alors que les impôts courants (impôts directs sur les entreprises, les impôts sur les ménages) ont connu une progression plus lente, i. e. 3,4% au lieu de 3,5% (ce qui exclut le cas de figure évoqué par l'honorable Député dans sa question concernant la perception de soldes arriérés ou d'arriérés d'impôts qui s'appliquent le plus aux impôts des entreprises), la bonne tenue des impôts sur la production est responsable de la croissance plus élevée des recettes, i. e. 7,2% au lieu de 4,7%. Une partie de cette bonne tenue est imputable à des conditions macroéconomiques, i. e. un meilleur développement de la taxe d'abonnement qui dépend de l'évolution des bourses mondiales qui ont connu une dynamique plus importante que prévue. Une autre partie est due à des phénomènes temporaires et non récurrents comme du côté du droit de l'enregistrement ou des achats anticipés en vue de la hausse de la TVA ayant un impact positif sur la TVA, notamment celle provenant de ventes d'accises.

Dans une perspective de rendre les finances publiques plus solides et soutenables à moyen et long terme, il fait partie des bonnes pratiques en matière de politique budgétaire prudente de mettre en réserve des recettes considérées comme non récurrentes, notamment dans le fonds souverain nouvellement créé par le Gouvernement, plutôt que de les utiliser pour financer des dépenses qui risquent de perdurer une fois que les recettes disparaîtront ou diminueront fortement. C'est pour cette raison que le Gouvernement a décidé de mettre une partie des recettes émanant du commerce électronique et de la vente de carburants dans un tel fonds souverain.

Quant à la question de recettes non anticipées, soulevée dans la question parlementaire, il s'agit plutôt d'une problématique un peu différente des recettes non récurrentes relevant davantage de risques de politique budgétaire pro-cyclique à court terme, surtout quand une bonne conjoncture mène à des recettes plus importantes du fait que la volatilité de certaines catégories de recettes peut varier fortement à court terme.

Quant à la meilleure manière de prévenir des risques de politique budgétaire pro-cyclique à court terme, i. e. une augmentation des dépenses, qui risque souvent d'être permanente, en réaction à une hausse conjoncturelle des recettes, il n'existe pas une solution «uniforme». En ligne avec les recommandations des institutions internationales telles que l'OCDE, le FMI ou la COM, le Gouvernement continue à penser que la meilleure manière de limiter les risques de pro-cyclicité à court terme est d'assurer une situation saine des finances publiques à moyen et long terme et de mettre en place un système efficace de contrôle des dépenses publiques tout en laissant jouer les stabilisateurs automatiques à court terme du côté des recettes. La loi du 12 juillet 2014 sur la coordination et la gouvernance des finances publiques constitue un premier pas dans cette direction de contrôle des dépenses publiques par le biais de règles budgétaires.

En revanche, il sera difficile d'imaginer, tel que suggéré dans la question parlementaire, un système où une simple règle sur les recettes non anticipées se substituerait à toute règle sur les dépenses publiques: un tel changement risquerait de ne pas produire les effets voulus si la règle n'était pas accompagnée par une seconde règle sur le solde ou au moins sur les dépenses. Dans une situation d'équilibre budgétaire, i. e. pour le Luxembourg, ce serait plutôt un équilibre au niveau de l'administration centrale, une règle supplémentaire sur les recettes non anticipées, à côté d'une règle sur les dépenses publiques, représenterait certainement un renforcement de l'encadrement budgétaire et serait un frein supplémentaire aux risques de pro-cyclicité de la politique budgétaire à court terme.

La prochaine étape de la réforme budgétaire se concentrera essentiellement sur l'architecture et la procédure budgétaire dont l'introduction d'une budgétisation par programme avec des objectifs, d'une évaluation et d'un audit interne, accompagnée d'une simplification de la structure et de la gestion du budget.

L'encadrement du budget par le biais de règles budgétaires ne fait pas partie de l'objectif premier de cette étape de la réforme budgétaire.

Question 1022 (30.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **premières expériences avec les médicaments génériques:**

À partir du 1er octobre 2014, la pratique de substitution de médicaments par des génériques est applicable au Luxembourg, dans un premier temps pour deux groupes de substitution, à savoir les hypocholestérolémiants et les préparations contre l'ulcère peptique et le reflux. Le Gouvernement a donc opté pour une approche plutôt prudente, visant à élargir par étapes les médicaments à substituer. La CNS note une dépense d'environ 10,5 millions d'euros par an pour les deux groupes de médicaments visés par la première étape de substitution. À l'étranger, la pratique de substitution est en train de se généraliser et dans certains pays elle représente déjà jusqu'à 70% du marché. Il appartient au Ministère de la Santé de définir les groupes de médicaments éligibles.

Rappelons qu'un médicament générique est un médicament identique ou équivalent à celui d'une marque (appelé médicament princeps), mais produit et vendu sous sa dénomination commune internationale (DCI, nom chimique de la substance) ou sous un nouveau nom commercial. La substance active (ou principe actif du médicament) en est identique à celle du produit de marque, les seules différences possibles étant la présentation et les excipients. En règle générale pour la plupart des patients, les différences au niveau de la bioéquivalence, comprises dans un intervalle de tolérance de 80-125%, ne posent pas problème. Une minorité de patients toutefois peut éprouver des difficultés à supporter le générique, en raison d'effets indésirables provenant précisément d'allergies ou d'intolérances dues aux excipients. Bien que la dose de la substance active

doive être identique, les excipients du médicament générique peuvent différer de ceux utilisés dans le médicament de référence. Les excipients n'ont pas d'action thérapeutique mais ont néanmoins une influence sur l'activité du médicament, notamment au niveau de sa rapidité d'absorption. La CNS adresse depuis le 1er octobre 2014 des relevés aux pharmacies comportant des indications comparatives des excipients des médicaments princeps et des génériques correspondants.

La politique de substitution ne remet pas en question la liberté de prescription du médecin qui peut donc toujours prescrire le médicament de référence. Toutefois, suivant la réglementation actuelle, le surcoût résultant de la liberté de prescription du médecin est mis à charge du patient insistant que la prescription médicale soit respectée et à obtenir le médicament de référence au lieu du générique que le pharmacien est obligé de lui proposer. Ainsi, la décision concernant la prescription et l'attribution obligatoire pour des raisons médicales motivées du médicament de référence au patient n'est pas prise en charge par la CNS; les frais supplémentaires liés au médicament princeps dont l'administration s'impose dans son chef pour des raisons médicales certifiées par le médecin traitant doivent être assumés par le patient. La possibilité de l'inscription de la remarque «médicament non substituable», que par exemple les médecins en France peuvent apposer expressément sur l'ordonnance, n'est pas d'application au Luxembourg.

Rappelons encore que beaucoup de médicaments sont vendus dans des emballages dépassant largement les besoins des patients; ainsi, trop de médicaments finissent dans la poubelle et doivent pour le surplus être éliminés en tant que déchets problématiques. Une étude de l'Administration de l'Environnement, en collaboration avec la «SuperDrecksKëscht», révèle qu'en 2009 environ 1,128 kg de médicaments ont été éliminés par habitant par an, correspondant à un total de 550 tonnes (le poids indiqué correspond aux médicaments sans emballages et sans notices).

En plus, il y a lieu de constater souvent une surmédication du patient, surtout chez les personnes âgées.

Enfin, on peut admettre qu'un grand nombre de médicaments gardent leurs effets thérapeutiques bien au-delà de la date d'expiration indiquée sur leur emballage. Si, sur base d'études sur la stabilité des molécules, on allongeait les délais d'expiration, d'autres économies substantielles pourraient être réalisées. Bien entendu, une telle approche devrait être abordée au moins au niveau européen.

En conséquence, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Quelles sont, sur base de l'expérience acquise à ce stade, les économies réalisées par la substitution de médicaments par des génériques dans les deux groupes concernés à l'heure actuelle?

2. Quels sont les problèmes récents ou rapportés au Gouvernement en relation avec les génériques en question?

3. Le Gouvernement estime-t-il correct que les frais supplémentaires liés au médicament princeps dont l'administration s'impose dans son chef pour des raisons médicales certifiées par le médecin traitant doivent être assumés par le patient?

4. Ne serait-il pas de mise qu'un médecin puisse apposer sur l'ordonnance la remarque «médicament non substituable» et qu'à partir de cette prescription, le médicament de référence soit remboursé au patient concerné?

5. Madame et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer que trop de médicaments finissent à la poubelle et doivent être éliminés en tant que déchets problématiques et qu'en 2009 environ 1,128 kg de médicaments ont été éliminés par habitant par an? Comment a évolué ce chiffre dans les années suivantes?

6. Ne serait-il pas indiqué d'adapter soit les emballages, soit la quantité d'un médicament délivré par le pharmacien aux besoins réels des patients, pour réduire ainsi le nombre de médicaments non utilisés?

7. Comment le Gouvernement compte-t-il lutter contre la surmédication de certains patients, notamment des personnes âgées?

8. Comment les dates d'expiration pourraient-elles être adaptées (au niveau européen) aux effets réels?

Q162

Réponse commune (26.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Depuis l'introduction du système de base de remboursement en octobre 2014 et jusqu'en février 2015, la quantité de médicaments pris en charge par l'assurance maladie-maternité a augmenté de 6,6%. La quantité de médicaments génériques a plus que doublé (IPP 107,1%; statines 154,5%), la part des médicaments originaux a été réduite de 35,2% pour les IPP et de 40,7% pour les médicaments du groupe des statines.

Pour la période considérée, les dépenses de la Caisse Nationale de Santé (CNS) ont diminué d'environ 1.585.000 euros en valeur absolue pour les deux groupes de médicaments, soit une baisse de 35,9% (IPP 24%; statines 53,8%).

L'introduction du système de base de remboursement s'est traduite par une redistribution du marché des médicaments des groupes concernés se caractérisant par des fortes augmentations des parts de marché des médicaments génériques aux dépens des médicaments originaux résultant en un impact direct sur les dépenses.

L'introduction du système de base de remboursement a en plus comme effet de baisser la prise en charge des médicaments dont le prix public est supérieur à la base de remboursement.

Les prix de vente au public au Luxembourg des groupes de médicaments pour lesquels il existe des génériques ont fortement baissé.

Ni le Ministère de la Santé, ni la CNS n'ont reçu à ce jour de retour négatif en relation avec les médicaments génériques, ni de la part des personnes protégées, ni de la part des prescripteurs, ni d'ailleurs de la part des pharmaciens. La CNS n'a pas reçu de demande spécifique relative aux frais supplémentaires assumés par le patient en cas de délivrance d'un médicament non substitué pour raisons médicales.

Sachant que la CNS n'a pas été saisie d'éventuelles difficultés quant au paiement du supplément assumé par la personne protégée, la question du remboursement du supplément n'a pas été abordée.

Les Ministres soussignés ne disposent pas de données chiffrées sur l'évolution quantitative, depuis 2009, de médicaments non utilisés ou périmés.

La prise en charge thérapeutique des personnes âgées est souvent confrontée à des situations de polypathologies chroniques qui nécessitent la prescription concomitante de plusieurs médicaments (polymédication). À côté des effets bénéfiques des traitements prescrits, la polymédication, qui n'est pas à confondre avec une surmédication, expose davantage les personnes aux risques d'effets indésirables des médicaments. Ce risque affecte plus particulièrement les personnes âgées, puisque chez ces personnes l'association de plusieurs maladies chroniques est plus fréquente.

Deux dispositions introduites dans notre système de santé par la loi portant réforme du système de santé en 2010 visent précisément à assurer aux patients la qualité et la sécurité de leur prise en charge:

1. Le médecin référent, dont les missions sont notamment, conformément à l'article 19bis du Code de la sécurité sociale, «de superviser le parcours de l'assuré dans le système de soins de santé et de sensibiliser le patient par rapport aux risques liés aux doubles emplois, à la surconsommation et aux effets secondaires, de coordonner les soins dans les cas de pathologies lourdes ou chroniques ou de soins de longue durée, et d'informer, d'orienter et de conseiller le patient dans son parcours de soins». Le dispositif du médecin référent fait actuellement l'objet d'une évaluation, dont le rapport a été présenté lors de la quadripartite.

2. Le Dossier de Soins Partagé (DSP), permettant de rassembler l'information relative aux prescriptions médicamenteuses.

La CNS n'est pas en mesure de décider d'une adaptation des emballages des médicaments. Une délivrance à l'unité ne changerait rien au problème d'ordonnances concomitantes comportant un même produit ou produit à même effet pour une même période ou des périodes avec chevauchement. Afin d'éviter qu'une telle situation (potentiellement à risque pour le patient, s'il n'est pas averti) ne puisse se produire, le/les médecin(s)-prescripteur(s) et le/les pharmacien(s) devront avoir la possibilité et l'obligation de contrôler les traitements en cours lors de la prescription ainsi que lors de la délivrance via le Dossier de Soins Partagé.

La stabilité d'un médicament est définie à partir de son aptitude à conserver ses propriétés chimiques, physiques, microbiologiques et biopharmaceutiques dans des limites spécifiées pendant toute sa durée de validité. L'étude de la stabilité de laquelle découle la date d'expiration fait partie intégrante du dossier qualité évalué et actualisé au cours du cycle de vie du médicament selon des directives européennes.

Les normes ICH («International Conference on Harmonization»), en particulier les lignes directrices portant «Essais de stabilité des nouveaux produits et des substances médicamenteuses» donnent les grandes lignes concernant la conduite des études de stabilité et sont reconnues par les autorités internationales, notamment en Europe, aux États-Unis, au Japon, au Canada et en Australie. Ces lignes ICH préconisent une durée de conservation entre six mois et cinq ans. Ces lignes devraient donc pouvoir être revues en y associant l'ensemble des autorités concernées.

Question 1023 (26.03.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **droit à l'oubli dans le cadre des polices d'assurances:**

Une convention «droit à l'oubli» cosignée le 24 mars 2015 par les Ministres français de la Santé et des Finances, d'un côté, et les assureurs en santé, d'un autre côté, permettra à l'avenir aux personnes guéries d'un cancer de ne plus devoir mentionner leur ancienne maladie dans le cadre d'une demande de prêt immobilier et plus particulièrement dans la négociation des conditions d'assurance.

Cette convention s'applique aux personnes ayant souffert d'une maladie cancéreuse avant l'âge de 15 ans et leur facilite la planification et la construction de leur vie d'adulte. Il est en outre prévu d'actualiser régulièrement, et de réduire dans certains cas, la référence de 15 ans en fonction des progrès thérapeutiques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la convention signée en France entre les autorités françaises et les compagnies d'assurances?

- Quelle est la pratique des compagnies d'assurance agréées au Luxembourg dans ce contexte?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'idée d'une introduction d'un droit à l'oubli similaire à celui introduit en France?

- Le Gouvernement entend-il le cas échéant adapter la législation dans ce sens?

Réponse commune (28.04.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La Fondation Cancer est régulièrement sollicitée au sujet des surprimes (parfois de l'ordre de 100%), voire de refus d'assurance vie dont se plaignent des anciens malades du cancer.

Le sujet du droit à l'oubli a été soulevé lors des ateliers qui ont contribué à l'élaboration du Plan National Cancer 2014-2018 (PNC).

Par le passé, le Comité de surveillance du SIDA, appuyé en cela par le Ministère de la Santé, avait déjà pu aborder la problématique des refus systématiques opposés aux personnes infectées par le HIV en matière d'assurance vie avec les compagnies d'assurances luxembourgeoises ainsi qu'avec l'Association des Compagnies d'Assurances et de Réassurances (ACA).

Jusqu'à présent, aucune solution n'a pourtant pu être trouvée avec le secteur des assurances au sujet.

Toujours est-il que ce droit à l'oubli est actuellement rediscuté dans plusieurs groupes de travail chargés de la mise en œuvre du PNC, et auxquels participent des patients souffrant du et/ou ayant guéri de leur cancer.

Les compagnies d'assurance agréées au Luxembourg pratiquant les branches vie ou maladie tarifient leurs contrats sur base d'une évaluation actuarielle précise, dossier par dossier, du risque individuel que le contrat spécifique est censé couvrir. Ceci les mène dans certains cas soit à accepter le risque s'il est réassuré, soit à refuser certains risques, i. e. certains clients dont le profil de risque se situe au-delà du profil de risque moyen, soit à leur appliquer une surprime correspondant au risque accru évalué. Elles sont en droit de le faire en exécution du principe de la «liberté tarifaire», dans le respect des dispositions légales et réglementaires impératives.

À cela s'ajoute que les compagnies luxembourgeoises sont souvent soutenues en assurance vie et maladie par leurs réassureurs étrangers qui leur imposent un devoir de déclaration des risques aggravés. En appliquant unilatéralement un «droit à l'oubli» et en se privant de cette information, les assureurs ne trouveront alors plus de couverture de réassurance pour les contrats en question.

Un droit à l'oubli, à l'instar du modèle tel qu'il a été mis en place en France, et auquel l'honorable Député se réfère, devrait se fonder sur un accord avec les assureurs pratiquant l'assurance vie et l'assurance maladie au Luxembourg.

Question 1024 (26.03.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**élagage des arbres et taille des haies:**

Wéi et schéngt, gëtt de Bam- an Heckeschnëtt, dee bei de Botzaarbechte vun de Ponts et Chaussées laanscht d'Stroossen ufält, klenggehäckselt an zréckgelooss respektiv verbrannt. Vu datt dëst Holz scho gehäckselt ass, wier et net méi sënnvoll fir et z. B. de Gemengen unzebidden, fir an déi eegen Hackschnitzelanlag? Eisen Informatiounen no besteet op Gemengesäit och konkreten Interessi, fir esou ze verwäerten.

Dofir wéilte mir gären dës Froen un den Här Minister stellen:

- Verfueren d'Ponts et Chaussées effektiv esou mam Bam- a Heckeschnëtt?

- Ëm wéi vill Metercube Holz handelt et sech dobäi ongeféier pro Joer?

- Wéi kéint dëst Holz de Gemenge fir Heizzwecker zur Verfügung gestallt ginn?

Réponse (28.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse aux questions formulées dans la question parlementaire des honorables Députés, il faut retenir:

- Les copeaux de bois ne sont, ni laissés à l'abandon, ni brûlés sur place. À quelques exceptions près, les copeaux sont éjectés vers les talus en cas de faible quantité. Ces copeaux se décomposent par voie naturelle et reviennent ainsi dans le circuit biologique. Plusieurs rencontres avec les responsables du canton de Rédange, Vall Énergie et Énergieatelier asbl ont permis de faciliter la mise à disposition des copeaux aux entités concernées.

- L'équipe d'élagage produit en moyenne 10 m^3 de copeaux de bois par jour (40 à 50 m^3/semaine) ce qui nous fait 1.500 à 1.800 m^3 par an. La plupart est de suite transportée vers les installations étatiques ou communales. À défaut de ces repreneurs, les copeaux sont mis en stock sur les dépôts régionaux pour trouver une utilisation ultérieure. Ces chiffres ne tiennent pas compte des quantités produites par les différents services régionaux.

- Le groupe de travail propose, qu'une carte soit établie où toutes les installations repreneurs de copeaux soient répertoriées. Ce travail sera réalisé ensemble avec l'Administration de la Nature et des Forêts. Il s'agit de mettre en place des filières de valorisation des biomasses à la fois au niveau national et au niveau régional.

Question 1026 (30.03.2015) de **M. Alexander Krieps** *(DP)* concernant les **mesures de sécurité pour la route nationale N3 entre Alzingen et Frisange:**

La route nationale N3, surtout le tronçon très fréquenté entre Alzingen et Frisange, constitue un point de danger dans notre réseau routier. Pas plus tard que ce matin un accident entre un autobus et un camion au croisement du lieu-dit «Schlammestee» a causé une douzaine de blessés.

Suite à la multiplication des accidents sur la route en question ces derniers temps, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si l'Administration des Ponts et Chaussées envisage la construction d'un giratoire au croisement susmentionné?

- Quelles autres mesures de sécurité sont prévues sur le tronçon de la N3 entre Alzingen et Frisange?

Réponse (08.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le carrefour névralgique au lieu-dit «Schlammestee» faisait l'objet de différentes propositions de réaménagement et fût également analysé en janvier 2013 au sein du groupe de travail «Audits de sécurité», regroupant différents experts de la sécurité routière.

L'audit de sécurité concluait que la configuration du carrefour en soi n'est pas la raison pour

sa dangerosité. De même le réaménagement du carrefour N3/CR132 en un carrefour à sens giratoire n'est pas la solution adaptée, ni pour améliorer sa sécurité, ni pour répondre aux besoins de tous les modes de transport et les flux de circulation y dépendant.

Comme mesure immédiate, l'étude d'audit proposait de renforcer la signalisation verticale et de limiter la vitesse maximale autorisée à 70 km/h sur la route de priorité N3. Ensuite, le carrefour serait à équiper par des signaux colorés lumineux réglant la priorité des différents flux de circulation qui sera mis en application sous peu.

Finalement l'étude sur les emplacements des radars fixes dans le cadre de la mise en place d'un système de contrôle-sanction automatisé a retenu la route N3 à l'approche du lieu-dit «Schlammestee» comme emplacement d'un radar.

D'autres mesures de sécurité sur le tronçon de la route N3 entre Alzingen et Frisange ne sont pas prévues. Par contre, il n'est pas exclu que le moment venu, d'autres sections de la N3 feront l'objet d'une étude de sécurité approfondie.

Question 1028 (10.04.2015) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant les **sociétés agro-industrielles spécialisées dans la production d'aliments pour animaux d'élevage:**

D'après l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec)[1], la production luxembourgeoise d'aliments composés par les fabricants d'aliments pour animaux s'élevait à plus de 81.000 tonnes pour l'année 2012-2013. Les chiffres du Statec indiquent aussi une tendance à la hausse pour la production dans ce secteur de l'économie luxembourgeoise depuis 2009-2010. Une société multinationale agro-industrielle qui est spécialisée dans ce secteur, notamment dans le domaine de production d'aliments pour animaux d'élevage à base de colza et de soya, a récemment transféré son siège social mondial au Luxembourg. Ceci a provoqué certaines inquiétudes dans la société civile luxembourgeoise. Les soucis qui ont été exprimés concernent l'incertitude sur l'impact que l'implantation d'une telle société au Luxembourg pourrait avoir sur l'industrie agro-alimentaire luxembourgeoise et le développement durable dans notre pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Combien de sociétés agro-industrielles spécialisées dans la production d'aliments pour animaux d'élevage à base de colza et de soya ont leur siège social mondial au Luxembourg?

2. Parmi ces sociétés, est-ce qu'il y en a qui ont déjà - ou auront à l'avenir - des activités de production au Grand-Duché? Dans l'affirmative, quel est le nombre de ces sociétés et quel est, ou pourrait être, l'impact des leurs activités sur le secteur agricole luxembourgeois?

3. Quels pourraient être les atouts de l'implantation de sièges sociaux mondiaux de telles sociétés pour l'économie luxembourgeoise?

Réponse (18.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. Le Statec renseigne, pour l'exercice 2012-2013, une production luxembourgeoise d'aliments composés par les fabricants d'aliments pour animaux à 81.000 tonnes. Les principaux acteurs dans ce domaine sont la coopérative RFG (Raiffeisen-Wueren-Genossenschaft), Moulins de Kleinbettingen, Piet van Luijk et Versis, qui ont leur siège au Luxembourg.

La seule société agro-industrielle spécialisée dans la production d'aliments pour animaux d'élevage à base de colza et de soya ayant son siège mondial au Luxembourg est Sodrugestvo Group. Il s'agit d'une société agro-industrielle à forte croissance créée en 1994, et présente sur les marchés internationaux, qui a officiellement transféré son siège mondial au Luxembourg en février 2012.

Ad 2. RFG, Moulins de Kleinbettingen, Piet van Luijk et Versis ont des activités de production au Grand-Duché.

En ce qui concerne Sodrugestvo, les trois activités principales sont intégrées verticalement: la gestion d'infrastructures portuaires et ferroviaires pour le transit et le stockage de produits agricoles, la logistique (wagons et entrepôts) et la transformation de matières premières végétales et animales en huiles et protéines destinées à entrer dans la composition de base d'aliments pour animaux.

Sodrugestvo développe également ses activités de négoce et ses capacités d'achat aux agriculteurs, notamment en Russie, Scandinavie, région de la Méditerranée, Moyen Orient, Amérique Latine et du Sud.

L'entreprise n'est pas active dans la production agricole et, d'après nos informations, n'a pas prévu d'activités de production d'aliments composés à Luxembourg.

Ad 3. L'implantation de quartiers généraux mondiaux ou européens de groupes multinationaux constitue un des piliers de la politique de développement économique. Le Gouvernement souhaite tirer pleinement profit de la localisation centrale du Luxembourg, de la qualité des infrastructures, de l'ouverture linguistique et culturelle, de la proximité avec les marchés voisins et du cadre légal et réglementaire. Les objectifs visés en sont la création de valeur et le développement d'emplois directs et indirects à travers l'appel à des services et conseil spécialisés.

Ainsi, Sodrugestvo occupe actuellement environ 40 personnes dans des fonctions dirigeantes: la direction générale, les directions administrative, commerciale, juridique et des ressources humaines. D'autres fonctions comme l'audit interne, la gestion des risques, la consolidation, le «reporting» se trouvent également regroupées au Luxembourg.

Question 1029 (31.03.2015) de **M. Alexander Krieps** *(DP)* concernant le **médecin référent:**

À partir du 1er janvier 2012, chaque assuré intéressé pouvait choisir, s'il le souhaitait, son médecin référent. Cette mesure devait s'adresser surtout aux patients au-delà de 70 ans. Or, selon mes informations, la Caisse Nationale de Santé (CNS) vient d'annuler les dispositions concernant le médecin référent pour des raisons juridiques.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan du dispositif du médecin référent?

- Combien de patients ont signé une telle convention avec leur médecin?

- Combien de médecins ont bénéficié des dispositions de cette convention?

- Quel a été le surcoût des consultations des médecins référents par rapport aux consultations ordinaires?

- Quel est le bilan financier de la mise en place du médecin référent? Est-ce que des économies ont pu être réalisées?

Réponse (21.04.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Un rapport au sujet du dispositif du médecin référent (MR) rédigé par la commission d'évaluation dudit dispositif a récemment été finalisé et sera présenté lors de la prochaine quadripartite. Le dispositif du MR avait été introduit en 2012 en vue de mieux orienter et encadrer les malades et notamment ceux atteints d'affections de longue durée et d'affections multiples.

Selon ce rapport, 21.374 déclarations de médecin référent signées par des patients ont été recensées au 1er mars 2015, soit 4,17% de la population résidente protégée. On peut en déduire, tel que le montrent également les résultats de l'enquête ILRES y relative, que le dispositif n'est pas encore assez connu auprès des affiliés.

196 médecins ont participé au dispositif, parmi ceux-ci figurent 181 médecins généralistes, ce qui est égal à 46% des médecins généralistes. Une certaine acceptation du côté des médecins visés en premier lieu par le dispositif existe donc, même si certains médecins généralistes ont cessé après un certain temps de recruter des patients pour le dispositif.

Aucun surcoût des consultations ne peut être facturé selon le dispositif du médecin référent. Les consultations sont mises en compte aux tarifs normaux prévus par la nomenclature des médecins. Or, deux tarifs nouveaux ont été introduits, MR01 et MR02 que les médecins facturent en relation avec la gestion du dossier du patient atteint d'une pathologie de longue durée (MR02) respectivement des autres patients (MR01), mais qui ne peuvent être mises en compte qu'au plus tôt après un an et une fois par période de douze mois pour le tarif MR01 et au plus tôt après six mois et une fois pour une période de six mois pour le tarif MR02. Au 1er mars 2015, le coût de ces deux nouveaux tarifs liés au dispositif MR s'élève pour toute la période à 2.154.950 euros.

En raison d'une faible participation (4,17% des résidents) et de la mise en place récente du dispositif, il n'est pas possible d'évaluer actuellement les économies éventuellement réalisées.

Question 1030 (31.03.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **comptes cachés de certaines fabriques d'églises:**

Le «Tageblatt» vient de relever que dans la paroisse de Vianden, un membre de la fabrique d'églises aurait tenu un ou deux comptes spéciaux, dont l'un s'appelle «Fonds Restauration églises», qui n'auraient pas été intégrés dans la comptabilité de la fabrique d'église présentée à la commune en vertu de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes et du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises. Ainsi, selon le «Tageblatt», le déficit de cette fabrique d'église, compensée par la commune par une subvention, se serait transformé en excédent («L'excédent positif est dû surtout à l'intégration de deux comptes tenus précédemment en dehors de la comptabilité de la fabrique»).

Rappelons que selon le «rapport du groupe d'experts chargé de réfléchir sur l'évolution future des relations entre les pouvoirs publics et les communautés religieuses ou philosophiques au Grand-Duché de Luxembourg» publié en octobre 2012, le montant total de subventions accordées par les communes du pays aux fabriques d'églises du culte catholique s'élevait en 2010 à 10,1 millions d'euros (en considérant des recettes fiscales de 0,274 millions d'euros il s'agit d'un transfert net de 9,9 millions d'euros des communes vers les fabriques d'églises).

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. La commune de Vianden est-elle autorisée à demander le remboursement des subventions payées à l'insu des comptes «spéciaux» non intégrés dans les décomptes présentés par la fabrique d'église en question?

2. Qu'en est-il des années précédentes et jusqu'à quelle année une commune peut-elle demander, les cas échéant, rétroactivement le remboursement de subventions indûment payées?

3. Comment les chiffres présentés dans le rapport des experts pour les années 1997 à 2010 ont-ils évolué dans les années suivantes?

4. La pratique de certaines communes qui payent directement les frais de chauffage et autres pour le compte des fabriques d'églises est-elle compatible avec le besoin d'un décompte exhaustif des recettes et dépenses de chaque fabrique d'église?

5. Ces payements directs sont-ils compris dans les dépenses et subventions relevés dans le rapport du groupe d'experts en octobre 2012? Dans la négative, de quelle somme s'agit-il?

6. Qui contrôle l'exactitude des décomptes présentés par les fabriques d'églises aux communes, sachant que le conseil communal, qui vote les subventions en question, n'est pas outillé à cette fin?

7. Est-il possible que d'autres fabriques d'églises aient également présenté à d'autres communes des décomptes qui ne révèlent pas l'entièreté des recettes et dépenses?

8. Comment les communes concernées potentiellement peuvent-elles procéder pour vérifier ces situations et (faire) redresser les décomptes en question?

9. Qu'en est-il du contrôle par les instances de tutelle, en l'occurrence le service de contrôle de la comptabilité des communes?

10. Le fait d'établir ou de présenter à la commune un décompte d'une fabrique d'église non exact, ou bien de tenir des comptes «spéciaux» à part, est-il pénalement ou autrement répressible?

11. Le décret du 30 décembre 1809 concernant exclusivement les fabriques d'églises du culte catholique, est-il compatible avec la Constitution et notamment l'article 10bis concernant l'égalité des Luxembourgeois devant la loi?

Réponse (27.05.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député au sujet des comptes annuels des fabriques d'églises, il y a tout d'abord lieu de préciser que les fabriques des églises ont été instaurées conformément aux dispositions de l'article 77 de la loi du 18 germinal an X, qui dispose qu'«il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples». Les règles d'organisation et de fonctionnement de ces établissements publics sont détaillées dans le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises pris en application de la loi du 18 germinal an X.

Ce décret traite notamment de l'administration des revenus, des charges, du budget et des comptes des fabriques d'églises et des charges des communes relativement au culte.

Les dispositions de la section 2 du décret de 1809 (articles 82 à 91) règlent en détail les modalités d'établissement des comptes et les responsabilités du trésorier, voire de l'Archevêché en la matière.

Les communes, quant à elles, interviennent en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique pour les charges portées en l'article 37 en application de l'article 92 du décret de 1809.

Pour ce qui est plus particulièrement des questions posées par l'honorable Député, il échet de préciser tout d'abord d'une manière générale que les fabriques des églises ne tombent pas sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur, partant:

1. La commune de Vianden n'a pas besoin d'autorisation de la part du Ministère de l'Intérieur.

[1] Production d'aliments composés par les fabricants d'aliments pour animaux (en tonnes) 1995/96 - 2012/13. Disponible sur:

http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=7238&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=2&RFPath=7275

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.

2. Suivant les dispositions du droit commun, la prescription trentenaire prévue par l'article 2262 du Code civil est applicable en la matière.

3. Les soldes ordinaires et extraordinaires des recettes et dépenses communales disponibles à l'heure actuelle (comptes 2013) ont évolué comme suit à partir de 2011:

Recettes et dépenses communales relatives aux cultes - service ordinaire et extraordinaire 2011-2013							
	RO	DO	Solde ord.	RE	DE	Solde extr.	Solde global
C2011	29.038,93	6.653.922,65	-6.624.883,72	260.376,76	4.767.194,66	-4.506.817,90	-11.131.701,62
C2012	23.208,70	6.770.893,85	-6.747.685,15	411.014,82	5.229.616,16	-4.818.601,34	-11.566.286,49
C2013 (PBN)	40.211,44	4.881.809,94	-4.841.598,50	242.119,01	5.232.925,48	-4.990.806,47	-9.832.404,97
BR2014 (PBN)	65.696,84	5.524.037,27	-5.458.340,43	1.180.622,50	7.463.580,95	-6.282.958,45	-11.741.298,88
B2015 (PBN)	72.746,00	6.534.127,98	-6.461.381,98	2.839.295,55	9.970.127,66	-7.130.832,11	-13.592.214,09

4. Il est rappelé que les fabriques d'églises ne tombent pas sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.

5. Les soldes ordinaires et extraordinaires ne fournissent pas le détail des chiffres.

6. Les modalités de vérification des comptes des fabriques d'églises sont décrites en détail dans la section 2 du décret du 30 décembre 1809.

7. Le Ministère de l'Intérieur n'est pas en mesure de répondre à cette question hypothétique.

8. Les communes devront s'adresser à l'Archevêché, voire intenter une action en justice.

9. La législation en vigueur ne confère ni le droit ni le pouvoir au Service de contrôle de la comptabilité des communes de vérifier l'exactitude et la véracité des comptes des fabriques d'églises.

10. Conformément au principe de la séparation des pouvoirs, il appartiendra aux juridictions compétentes de trancher en la matière.

11. Il appartient à la Cour Constitutionnelle de contrôler la constitutionnalité des lois suivant les modalités arrêtés dans l'article 95ter de la Constitution.

Question 1032 (01.04.2015) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental:**

Selon mes informations, certains cours de natation dans l'enseignement fondamental auraient été annulés parce que des titulaires de classe ou des chargés de cours ne possèdent pas de brevet de sauvetage élémentaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Est-ce que les enseignants donnant le cours de natation, doivent obligatoirement être titulaires d'un brevet de sauvetage? Dans l'affirmative, est-ce que ce brevet - ou la formation équivalente - doit être renouvelé à intervalles réguliers? Est ce qu'il y a eu un changement récent de la base légale y afférente?

2. Est-ce que le Ministère est au courant de ces problèmes respectivement de ces annulations de cours? Combien d'écoles et d'élèves sont concernés?

3. Monsieur le Ministre, n'est-il pas d'avis que l'enseignant donnant le cours de natation soit prioritairement responsable du volet pédagogique et que l'instructeur de natation de la piscine soit chargé de la sécurité à l'intérieur de la piscine?

Réponse (29.04.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En guise d'introduction, il y a lieu de rappeler que les mesures d'organisation et de surveillance applicables en matière de cours de natation scolaire sont fixées par le règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire.

Les questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

Ad 1. et 3. L'article 8 du règlement grand-ducal précité constitue la base légale relative au niveau de qualification requis des enseignants, des chargés de cours et des remplaçants tenant des cours de natation:

«Le niveau de qualification est basé sur des connaissances et capacités fondamentales dans les matières renseignées ci-après et à acquérir, pour les personnes visées sous b) et c) de l'article 7 ci-devant, dans le cadre de la formation initiale et continue:

- pédagogie et technique relatives à l'organisation et au déroulement des cours d'apprentissage de la nage,

- nage, plongée et plongeon,

- premiers secours, sauvetage et réanimation,

- hygiène des eaux.

Le niveau de qualification déterminé ci-dessus est vérifié dans le chef:

a) des instituteurs ayant terminé leur formation avant l'entrée en vigueur du présent règlement ainsi que

b) de remplaçants pouvant se prévaloir d'une formation adéquate ou chargés de l'enseignement de la natation avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

De par leur formation professionnelle, la qualification pédagogique est dans tous les cas acquise aux instituteurs.»

Des considérations exposées ci-dessus, il ressort qu'il n'y a pas de changement récent de la base légale en la matière.

L'enseignant assurant un cours de natation scolaire est prioritairement responsable du volet pédagogique, tandis la surveillance générale incombe en permanence à l'instructeur de natation, chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur de la piscine et appelé à diriger les opérations de sauvetage et de secours, conformément aux articles 2 et 14 du règlement grand-ducal précité.

En ce qui concerne la pédagogie mise en œuvre, il convient de préciser qu'au cas où des élèves non nageurs se trouvent dans une classe, ceux-ci peuvent être pris en charge par un instructeur de natation, sous l'autorité pédagogique de l'enseignant, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 24 mars 2014 fixant le taux de participation de l'État aux frais de prestations de services fournies par les instructeurs de natation dans le cadre de l'assistance aux titulaires de classe de l'enseignement fondamental ou à leurs remplaçants ainsi que les modalités de remboursement des frais par l'État aux communes ou syndicats de communes.

J'estime également, afin de contribuer à parer à toute éventualité lors du déroulement d'un cours de natation scolaire, qu'il est de mise que l'enseignant donnant un tel cours ait au moins suivi des cours relatifs à l'obtention d'un brevet de sauvetage élémentaire. Cependant, cela ne dégage en aucun cas l'instructeur de natation de sa responsabilité quant à la surveillance générale et l'organisation des opérations de sauvetage et de secours telles que citées précédemment.

Dans cette optique la circulaire de printemps 2015-2016 précise au point 1.4. concernant l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental que «(…) les titulaires de classe ou leurs remplaçants assurant le cours de natation sont tenus de disposer d'un brevet de sauvetage élémentaire ('Junior Lifesaver' ou équivalent) ou d'avoir au moins suivi l'ensemble des cours qui y préparent.»

Ad 2. Je soutiens l'initiative des bureaux d'arrondissement ou des administrations communales organisant les remplacements des titulaires absents qui demandent à des remplaçants ne disposant pas d'un brevet de sauvetage élémentaire ou n'ayant pas suivi les cours y relatifs, de renoncer à assumer des cours de natation scolaire et d'organiser en échange d'autres activités d'éducation physique avec les élèves.

Un sondage auprès des inspecteurs de l'enseignement fondamental a montré que, dans une très large majorité d'arrondissements au cours des deux premiers trimestres de l'année scolaire 2015-2016, très peu de cours de natation n'ont pas pu être tenus, faute de personnel enseignant qualifié. Dans quelques arrondissements néanmoins des cours de natation ont été remplacés par des cours d'éducation physique pour plusieurs classes à plusieurs reprises, soit parce qu'aucun enseignant remplaçant disposant des qualifications requises n'a été disponible, soit parce que, suite à un congé de maladie prolongé de l'instructeur de natation chargé de la surveillance générale dans la piscine, un instructeur de natation remplaçant n'a pu être engagé par le gestionnaire de la piscine.

Question 1033 (01.04.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **partenariat entre l'ADEM et l'asbl «Dress for Success»:**

Mercredi, le 25 mars 2015, l'ADEM a présenté son partenariat avec l'association «Dress for Success», une association internationale créée en 1997 aux États-Unis. Le service offert par «Dress for Success» s'adresse exclusivement aux femmes demandeurs d'emploi et leur offre, entre autres, des services en «relooking». Plus précisément, les femmes se voient offertes des tenues gratuites correspondant au job recherché.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre du Travail:

- Les Ministres pensent-ils que les hommes n'ont pas besoin d'un tel «relooking» ou bien envisagent-ils d'offrir également de tels services de «relooking» aux hommes?

- Les Ministres ne jugent-ils pas qu'une telle initiative risque de valider le cliché que les femmes sont jugées et réduites aux apparences physiques?

Réponse commune (08.05.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Le partenariat entre l'ADEM et l'asbl «Dress for Success» vise à permettre aux femmes demandeuses d'emploi de bénéficier de conseils par les bénévoles de l'association. Pour rappel, l'association «Dress for Success» a été créée aux États-Unis en 1997 et vise à aider les femmes défavorisées à acquérir leur indépendance économique par l'accès au marché de l'emploi. «Dress for Success» a été créée au Luxembourg début 2014 et regroupe une cinquantaine de femmes bénévoles. Ces bénévoles, actives elles-mêmes dans la vie professionnelle, accueillent individuellement les demandeuses d'emploi qui le souhaitent et leur prodiguent des conseils avisés tirés de leur propre expérience.

Le don de vêtements appropriés pour un entretien d'embauche est un élément des services offerts. Il s'agit avant tout de permettre aux femmes à la recherche d'un emploi de retrouver leur confiance et estime en soi. L'image qu'on a de soi-même et qu'on donne à l'extérieur est un élément important lors de chaque entretien d'embauche.

Les services offerts par «Dress for Success» sont complémentaires par rapport à ceux offerts par les conseillers de l'ADEM parce qu'ils proviennent de femmes elles-mêmes actives dans le monde du travail et qui consacrent bénévolement du temps aux demandeuses d'emploi.

Les hommes à la recherche d'un emploi peuvent bien entendu également avoir des problèmes de confiance en eux et d'image. Ces problèmes sont pris en compte par les conseillers de l'ADEM. Une offre de formation concernant ces questions, et ouverte à la fois aux hommes et aux femmes, est actuellement en cours d'analyse à l'ADEM.

En ce qui concerne «Dress for Success», il s'agit d'une initiative par des femmes pour des femmes. L'ADEM serait bien entendu prête à collaborer avec toute asbl offrant le même service aux hommes.

Le partenariat entre l'ADEM et «Dress for Success» ne valide en rien le cliché que les femmes soient jugées et réduites aux apparences physiques. Il s'agit simplement de donner un service supplémentaire aux femmes à la recherche d'un emploi qui leur permet de retrouver une bonne image d'elles-mêmes et de se rendre compte que des femmes ayant réussi dans leur vie professionnelle leur consacrent du temps et partagent leur expérience. Cette implication de la société civile dans la lutte contre le chômage est essentielle et doit être encore davantage renforcée par d'autres actions, y compris pour les hommes à la recherche d'un emploi.

Question 1034 (02.04.2015) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**unité de gardiennage de l'Armée luxembourgeoise:**

La réforme de l'Armée luxembourgeoise datant de 2007 a modifié entre autres la loi du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité.

L'article 20 de la réforme intègre les gardiens de l'armée à statut civil à la disposition suivante: «(…) En temps de paix, les militaires gradés ou non, ainsi que les gardiens de l'armée à statut civil, qui, en exécution des ordres reçus, sont de faction devant un bâtiment public ou privé, une caserne, un camp, un dépôt ou une installation militaire ou des points et espaces vitaux peuvent faire usage de leurs armes dans les cas et sous les conditions spécifiées (…), ainsi que contre ceux qui tentent de leur enlever leurs armes.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- En temps de risque élevé et considérant l'article 20 précité, les gardiens de l'Armée peuvent-ils bénéficier d'une prime de risque? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il donner les raisons?

- Les gardiens de l'Armée reçoivent-ils une description de tâche détaillée? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir cette description?

Réponse (06.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ad 1. L'article 20 de la loi modifiée du 28 juillet 1973 prévoit que les gardiens de l'Armée à statut civil peuvent, le cas échéant, faire usage de leur arme et définit les conditions pour l'usage de ces armes. Il ne contient en revanche aucune disposition explicite concernant d'éventuelles primes tenant compte du risque supplémentaire.

Au moment de la création de l'unité de gardiennage de l'Armée en 2001, le chef d'état-major avait envisagé une prime de risque de dix points indiciaires en faveur des gardiens de l'Armée, ouvriers sous contrat collectif. Or, pour ce faire, un amendement au contrat collectif des ouvriers de l'État aurait été nécessaire. Les démarches en ce sens, bien qu'il y en ait eu, n'ont jamais abouti.

Ad 2. L'avenant au contrat de louage de service avec les gardiens de l'Armée décrit aussi bien leurs tâches principales qu'occasionnelles. Les tâches principales sont d'assurer un service de garde d'après un plan de travail établi sur trois roulements de huit heures par jour selon des principes bien définis et de desservir un central de surveillance électronique ainsi qu'un central téléphonique. Les tâches occasionnelles sont d'assurer un service d'estafette et d'effectuer divers travaux de bureau.

La description détaillée des tâches à effectuer dans les fonctions spécifiques de «gardien d'accueil», «gardien vidéosurveillance» et «gardien en disponibilité/patrouilleur» sont décrites dans les ordres permanents du Centre militaire qui,

pour des raisons évidentes de sécurité, ne sont pas accessibles au public. De même, les directives spécifiques applicables aux gardiens de l'Armée, comme: leur tenue de travail, leur équipement et leur armement pendant l'exécution de leurs tâches ainsi que les consignes générales de comportement font partis des ordres permanents du Centre militaire.

Question 1035 (03.04.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **compétence numérique:**

Les technologies numériques font aujourd'hui pleinement partie de la vie quotidienne de la plupart des enfants et des jeunes. Beaucoup d'entre eux les utilisent régulièrement pour leurs études et leurs loisirs. Il est certain que cette tendance s'accentuera à l'avenir et l'école a donc la responsabilité de former les jeunes afin qu'ils puissent évoluer dans ce monde numérique et vivre en citoyens autonomes et capables d'apprendre ces nouveaux métiers du numérique. De plus, afin d'éviter des inégalités entre ceux qui évoluent naturellement dans ce système numérique de plus en plus complexe et ceux qui n'y ont pas été sensibilisés, il est essentiel que les compétences en relation avec le numérique soient enseignées dès le plus jeune âge. Au niveau international, il existe un consensus sur le fait que les compétences liées au numérique doivent être placées au centre des programmes scolaires. Ainsi, déjà en 2006 la recommandation du Parlement européen et du Conseil sur les compétences-clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie définit la «compétence numérique» comme l'une des huit compétences-clés qui «contribuent à la réussite de l'individu vivant dans une société de connaissance». Finalement le recours au numérique permet de créer de nouvelles façons de travailler et d'échanger, notamment pour préparer, organiser ou prolonger les activités pédagogiques et éducatives ou pour suivre à distance le travail des élèves, ou pour assurer la liaison avec les parents. Le numérique favorise ainsi la création de situations d'apprentissage variées, attractives et différenciées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelle est la place de l'informatique dans les programmes scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire?

2. Existe-t-il des recommandations ou des directives concernant l'équipement des salles de classe en matériel informatique?

3. Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant les conditions matérielles (connexion Internet, équipement des élèves, accès aux ressources, etc.) permettant d'encourager l'usage du numérique aux pratiques éducatives?

4. Quel est le pourcentage d'enseignants ayant régulièrement recours au numérique pour leur enseignement?

5. Quelles sont les caractéristiques de la formation continue proposée aux enseignants dans ce domaine?

Réponse (07.05.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le Premier Ministre a annoncé dans son discours sur l'état de la nation qu'une stratégie digitale dans le domaine de l'éducation dévoilera prochainement tout un éventail d'initiatives qui visent à rapprocher les élèves du secteur ICT et améliorer leurs compétences en ce domaine. L'objectif principal de cette nouvelle stratégie est de promouvoir et de mettre en relation les politiques existantes à ce niveau afin de pouvoir améliorer leur visibilité et leur cohérence tout en soutenant les dynamiques existantes et l'esprit d'innovation au niveau des écoles. Les questions posées par l'honorable Députée appellent les réponses suivantes:

Ad 1. Conscient du fait que les technologies de l'information et de la communication ne peuvent pas être enseignées comme une matière à part entière, mais qu'elles constituent un outil indispensable dont la maîtrise est à développer de manière transversale dans tous les domaines de développement et d'apprentissage, le législateur a choisi d'attribuer un accent particulier à l'éducation aux médias. L'article 7 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit en l'occurrence que l'éducation aux médias soit intégrée dans les différents domaines de développement et d'apprentissage des quatre cycles de l'enseignement fondamental.

En ce qui concerne le programme de l'éducation aux médias en particulier, le règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental vise le développement des compétences suivant:

Compétences à développer	Exemples de performance
Sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias	L'élève - sait utiliser l'offre des médias délibérément dans le cadre d'une série de fonctions (exemples: recherche d'information, apprentissage, échange de données et communication, divertissement et jeu,…); - sait comparer différentes possibilités médiatiques entre elles; - sait comparer des alternatives médiatiques et non médiatiques; - sait exploiter des sources d'informations de façon appropriée, réfléchie et autodéterminée; en extraire des informations de façon ciblée et sélective; documenter et structurer ces informations; les évaluer, analyser et juger; les traiter: publier et communiquer les propres productions; - sait gérer des fichiers d'ordinateurs et connaît les formats de fichiers les plus usuels (docx, pdf, jpeg, gif, MP3, WAV...); - sait utiliser des périphériques externes pour assurer la disponibilité des textes, images et films dans l'ordinateur; - sait que dans le Web, il ne faut pas badiner avec les informations personnelles et les mots de passe, et qu'il faut se protéger contre les harcèlements; - sait faire la différence entre les genres de livres et identifier les éléments suivants: auteur, illustrateur, titre, intitulé, éditeur, année de parution, sommaire, texte figurant sur le rabat); - sait s'orienter sans problème dans une bibliothèque et utiliser son offre médiatique.
Concevoir et diffuser ses propres médias	L'élève - sait planifier, réaliser et publier ses propres produits médiatiques (exemples: e-mail, dépliant, prospectus, livre réalisé soi-même, affiche, journal mural, documentation photographique…) sur la base d'une utilisation appropriée de différentes techniques de médias; - sait présenter les résultats de l'apprentissage et du travail personnels de façon correcte, fonctionnelle, adaptée à la situation et au destinataire, également à l'aide de systèmes informatiques; - sait utiliser les fonctions essentielles de programmes de traitement de texte et d'image; - sait manier des appareils d'enregistrement et de reproduction numériques et transférer les enregistrements à l'ordinateur; - sait choisir des outils adaptés à la communication et à la coopération, communiquer et coopérer de façon responsable et de manière à obtenir un résultat; - sait utiliser l'internet pour l'échange de messages; - sait réaliser des médias pour témoigner de faits et pour exprimer ses propres intérêts et besoins, également au niveau artistique.
Comprendre et évaluer les conceptions des médias	L'élève - sait classer les déclarations transmises par les médias; - sait comprendre que les contenus peuvent avoir des formes de présentation différentes et que cela va de pair avec une réduction de la réalité; - sait évaluer des médias de plus en plus divers à l'aide de critères différenciateurs; - sait différencier et évaluer différentes formes de conception et de transmission médiatiques. Les moyens conceptuels comportent: • les éléments de représentation (p. ex. image, photo, graphique, texte parlé, film...) • les techniques de réalisation (p. ex. cadrage, montage du film...) • les formes de réalisation (p. ex. reportage, commentaire, scène jouée...) • les genres de réalisation (p. ex. magazine à la radio, clip vidéo, film grand écran, programme d'apprentissage ou page web...).
Reconnaître et faire un travail de réflexion sur les influences des médias	L'élève - reconnaît que certains sentiments, idées et orientations au niveau comportemental naissent sous l'influence de médias et comprend les possibilités d'une manipulation par les médias pour obtenir l'effet escompté; - reconnaît et sait discuter l'importance du rôle des médias dans l'apparition de tendances de la mode et dans le battage publicitaire; - reconnaît et sait discuter l'importance des médias dans la création de modèles (stéréotypes et rôles clichés) et d'idoles (par exemple dans le monde de la culture pop et des sports); - sait analyser les chances et les possibilités (exemple: accès aux études) ainsi que les risques et les dangers (exemple: problèmes sociaux tels la violence, la dépendance, l'isolation, le manque d'activités physiques…; risques liés aux activités en ligne tels virus, vers informatiques… communication de fausses identités…) liés à l'utilisation des médias et se comporter en connaissance de cause.
Détecter et évaluer les conditions de production et de diffusion des médias	L'élève - sait analyser et évaluer les offres des médias quant à leurs conditions de production et de distribution, et quant aux intérêts qui y sont associés (exemple: publicité); - sait évaluer les offres des médias quant à leur indépendance, objectivité, crédibilité, pluralisme des opinions, manipulation, etc., et développe une compréhension élémentaire pour le rôle des médias dans la configuration de la vie individuelle et sociale; - sait comprendre et respecter certaines conditions générales fondamentales de la production et de la diffusion des médias (exemples: aspects fondamentaux du droit d'auteur, des données, de la sécurité des données et du droit de la personnalité); - sait élaborer des bibliographies rudimentaires sur les sources qu'il utilise.

Au niveau des lycées, l'informatique comme branche spécialisée a sa place surtout dans les grilles horaires de l'enseignement secondaire technique. Elle y est enseignée à partir de la classe de 7e et ensuite pendant toute la durée du parcours scolaire. Le cours d'informatique porte une panoplie de dénominations différentes: informatique, technologie de l'information et de la communication, nouvelles technologies de l'information pour n'en citer que quelques-unes. La division technique générale du régime technique offre en 12e et en 13e une section informatique avec 14 heures hebdomadaires de cours de technologies numériques et la programmation en constitue une branche fondamentale.

Dans l'enseignement secondaire, les technologies numériques sont intégrées de façon explicite dans les grilles horaires des sections B (section mathématiques-informatique), D (section sciences économiques-mathématiques) et G (section sciences humaines et sociales).

Ad 2. La loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose dans son article 35 que chaque école assure l'accès des élèves aux technologies de l'information et de la communication. L'équipement des salles de classe en matière informatique relève de la compétence des communes (Art. 58 de la loi précitée). Des recommandations ad hoc ont été fixées dans le cadre de l'arrêté ministériel du 12 avril 1994 fixant les directives en matière de constructions scolaires qui stipule notamment que tout bâtiment scolaire doit disposer nécessairement d'une infrastructure permettant, tant aux élèves qu'aux enseignants, la consultation d'une documentation multimédia de même que des installations indispensables et d'un équipement de base en technologies de l'information et de la communication.

Il y a lieu aussi de mentionner que l'article 16 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose que l'encadrement périscolaire a, entre autres, pour mission d'assurer aux élèves l'accès aux ressources documentaires nécessaires à leur développement et à leur formation et de les accompagner dans leurs apprentissages. Le règlement grand-ducal d'exécution afférent du 16 mars 2012 dispose en son article 3 que le plan d'encadrement périscolaire, établi annuellement et lié à l'organisation scolaire communale, prévoit entre autres des activités assurant aux enfants l'accès aux ressources documentaires, tel notamment l'accès à une bibliothèque, voire à une médiathèque.

D'autre part la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2015-2016, rappelle que chaque école assure l'accès des élèves aux technologies de l'information et de la communication. Le matériel («hardware» et «software») mis en place dans les écoles pour permettre aux élèves l'usage des technologies d'information et de communication doit être conçu et modelé de façon à éviter à la fois la réception d'informations inappropriées et non destinées aux jeunes enfants et la publication d'informations personnelles des enfants (noms, photos, productions personnalisées) sans l'accord des parents.

En ce qui concerne l'équipement des lycées, le CGIE a établi un document reprenant des recommandations à l'adresse de l'Administration des Bâtiments publics au sujet de la planification du service informatique dans les établissements secondaires et secondaires techniques. Avec l'évolution de l'informatique et de la réseautique, le contenu de ce document est revu régulièrement et adapté en conséquence. Ce document comprend les rubriques suivantes:

- principe de fonctionnement du service informatique dans les établissements secondaires et secondaires techniques;
- la salle des serveurs;
- le bureau des techniciens;
- le réseau informatique;
- les salles d'informatique;
- les salles de classe;
- les tableaux et vidéoprojecteurs interactifs.

Ad 3. Tous les établissements secondaires et secondaires techniques sont connectés à Internet via le fournisseur de service Restena moyennant une connexion réseau à haut débit. À l'heure actuelle, tous ces établissements disposent d'une couverture wi-fi partielle ou complète. Le projet «eduWiFi» du CGIE permet aux écoles d'ajouter au fur et à mesure des zones wi-fi sécurisées supplémentaires pour arriver à une couverture optimale du bâtiment, ceci dans le soucis de renforcer l'utilisation d'appareils mobiles («notebooks», tablettes, etc.) en salle de classe. Tous les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique disposent d'un identifiant unique (IAM) moyennant lequel ils peuvent s'authentifier sur les plateformes pédagogiques du ministère et plus particulièrement sur le portail «mySchool!».

Ad 4. Je ne dispose pas de statistiques précises en la matière en ce qui concerne l'enseignement fondamental. Néanmoins, il y a lieu de remarquer qu'une décharge d'une leçon hebdomadaire d'enseignement peut être accordée dans le cadre de l'organisation scolaire communale par tranche de 50 postes de travail pour la «gestion du parc informatique» et que pour l'année scolaire 2014-2015 196,25 leçons hebdomadaires de décharge sont accordées.

D'autre part des projets pédagogiques tels NORTIC (Nord du pays) et TECHNOLINK (ville de Luxembourg) constituent des initiatives pédagogiques visant à promouvoir l'emploi des technologies nouvelles auprès des enseignants de l'école fondamentale et à leur fournir l'encadrement nécessaire, en cas de besoin. Ces initiatives ont fait leur preuve depuis de longues années.

Au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire technique, il est recommandé aux enseignants de recourir à des technologies numériques, aussi bien pour la recherche que pour la présentation.

Ad 5. L'offre de formation continue dans le domaine numérique est structurée en deux sous-domaines:

- «Compétences technologiques - maîtrise des outils liés aux TICE»: ces formations continues visent à développer les connaissances et aptitudes des enseignants à utiliser les technologies de l'information et de la communication dans le cadre de leur activité d'enseignement. Il s'agit notamment des thématiques suivantes: connaissance de certains logiciels, d'outils de présentation, du «cloud computing»; utilisation du tableau interactif et de l'Intranet de l'établissement scolaire; intégration des TICE dans le répertoire méthodologique.

- «Éducation aux médias»: ces formations continues visent l'aptitude des enseignants à conduire les élèves à développer une approche critique, pertinente et civique de l'usage qu'ils font des TICE. Il s'agit notamment des thématiques suivantes: «safer surf», utilisation réfléchie d'Internet, «cyberbullying».

Pour ces deux sous-domaines, les formations continues sont organisées:

- au niveau national: l'Institut de Formation continue établit un programme de formation commun qui répond aux besoins individuels des enseignants;
- au niveau local: l'Institut conçoit et organise des formations sur mesure à la demande des établissements scolaires et qui répondent à des besoins spécifiques identifiés à ce niveau.

La formation continue se fait selon différents formats: conférences, séminaires, ateliers, hospitations (visites mutuelles préparées et structurées en classe), formations internes d'établissements scolaires (journées pédagogiques, ateliers de travail).

Voici un relevé du nombre de formations continues et d'inscriptions aux formations des quatre dernières années:

Année	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015 (relevé au 20.4.2015)
nombre de formations du sous-domaine «Compétences technologiques»	37, dont 22 internes	28, dont 8 internes	31, dont 15 internes	18, dont 13 internes
nombre de formations du sous-domaine «Éducation aux médias»	14, dont 5 internes	5, dont 3 internes	12, dont 6 internes	4, dont 2 internes
nombre total de formations	51, dont 27 internes	33, dont 11 internes	43, dont 21 internes	22, dont 15 internes
nombre d'inscriptions du sous-domaine «Compétences technologiques»	491	607	495	790
nombre d'inscriptions du sous-domaine «Éducation aux médias»	324	47	411	63
nombre total d'inscriptions	815	654	906	849

Au cours des quatre dernières années, en moyenne 37 formations continues sur la thématique du numérique ont eu lieu, dont 18,7 formations internes pour écoles ou lycées. Elles ont collecté en moyenne un total de 806 inscriptions par année, ce qui correspond à 4% du total des inscriptions annuelles.

Q166

Question 1036 (03.04.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **Contact Center de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM):**

À la lecture du rapport annuel de l'ADEM, le Contact Center a été lancé en septembre 2012 avec le double objectif de permettre, d'une part, aux demandeurs d'emploi et aux employeurs de joindre l'ADEM plus facilement et, d'autre part, de décharger les conseillers professionnels.

D'après les chiffres fournis par l'ADEM, ce Contact Center aurait traité, en 2013, 132.466 appels avec un taux de résolution au premier niveau de 72%.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Qu'en est-il des chiffres pour 2014?
- Que faut-il plus précisément entendre par taux de résolution au premier niveau? Dans quelles circonstances l'ADEM considère-t-elle qu'une demande a été satisfaite au premier niveau?
- Ne serait-il pas utile de soumettre ledit «service» à une enquête de satisfaction de la part des appelants?
- Le Ministre considère-t-il que le service au client (demandeur d'emploi/employeur) a été amélioré grâce au Contact Center?

Réponse (28.04.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Faisant suite à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, je me permets de vous donner les éléments de réponse suivants:

En 2014, le Contact Center a traité 138.930 appels (132.466 en 2013) avec un taux de résolution de 74% au premier niveau.

Par taux de résolution au premier niveau, l'ADEM entend les questions pour lesquelles le Contact Center n'a pas besoin d'avoir recours aux différents services de l'ADEM, mais auxquelles il peut répondre directement.

La direction de l'ADEM a par ailleurs prévu de procéder dans les prochains mois à une enquête de satisfaction auprès de ses clients (demandeurs d'emploi et employeurs). La mesure de la satisfaction des appelants du Contact Center sera incluse dans cette enquête générale.

À ce stade, on peut considérer que le service au client a été assurément amélioré grâce au Contact Center alors qu'auparavant, il a été souvent reproché à l'ADEM qu'il était difficile voire impossible de la contacter par téléphone pour obtenir une information ou un renseignement.

Question 1037 (03.04.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **FinTech:**

Le FinTech rassemble toutes les technologies appliquées aux services financiers du «back» au «front office». En raison du potentiel énorme de ce secteur et de la volonté de diversification de son économie, le Luxembourg devrait accorder beaucoup d'importance à ce vaste pan de marché. Pourtant, le Grand-Duché semble avoir déjà pris du retard par rapport à ses concurrents principaux, dont notamment Londres. Cela concerne, entre autres, l'encadrement des start-ups qui rencontrent surtout des problèmes quant à l'obtention de crédits, voire au niveau de la régulation. De même, ces start-ups ont un accès beaucoup plus rapide et simple à des bailleurs de fonds alternatifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'un système d'octroi de crédits comme celui existant en Angleterre et consistant dans une retransmission automatique des demandes de crédit refusées par les banques traditionnelles vers des bailleurs de fonds alternatifs, devrait être promu au Luxembourg? Le «Luxembourg Future Fund» ne devrait-il pas jouer un rôle proactif dans ce secteur d'activité?
- La CSSF joue-t-elle un rôle dans le développement du secteur de FinTech et ne serait-il pas opportun de créer un département spécifique auprès de ce régulateur afin d'accompagner et de supporter de manière proactive la croissance du FinTech?

Réponse commune (08.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La question parlementaire n°1037 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Ministre des Finances:

Dans le cadre de l'initiative «Digital Lëtzebuerg», un accent particulier est porté sur le développement du secteur FinTech, visant à connecter la finance avec les technologies de l'information et de la communication. Au fil des dernières années, ce secteur a gagné en substance au Luxembourg avec plus de 150 entreprises existantes et quelque 10.000 emplois. Évidemment, le FinTech constitue une des priorités du Gouvernement dans le cadre de sa politique de développement et de diversification économiques.

Le développement futur du secteur dépend, entre autres, sur la capacité du pays de générer des start-ups proposant des solutions IT innovantes au secteur de la finance. Il est vrai que les banques traditionnelles luxembourgeoises ont adopté une approche plutôt prudente envers le financement de l'innovation. Ce qui est vrai pour le secteur bancaire luxembourgeois vaut également pour celui de tous les autres pays européens.

La question parlementaire fait référence au projet anglais visant la mise en place de plateformes IT, dénommées «Credit Reference Agencies» (CRA), avec comme objectif de donner aux bailleurs de fonds alternatifs un accès aux informations sur les start-ups et PME ayant échoué à trouver du financement classique auprès des institutions bancaires traditionnelles.

La première réalisation d'une telle plateforme n'est prévue qu'en 2016. Ainsi la faisabilité opérationnelle du concept «CRA» reste à prouver. Sur le plan technologique, ce concept de plateformes ne semble pas poser des problèmes. Par contre le traitement et la mise à disposition d'informations sensibles n'est jamais chose aisé.

Vu les nombreux doutes qui subsistent quant à la mise en place d'une telle plateforme, il a été jugé préférable à ce stade de suivre de près les évolutions à l'étranger avant de lancer un tel projet à Luxembourg.

Sensible à la nécessité de fournir un encadrement propice à la création et au développement des start-ups, le Ministère de l'Économie œuvre sur la mise en place d'un écosystème parfaitement adapté aux besoins des start-ups, y compris le développement de mesures d'interventions financières spécifiques dédiées à l'innovation. Ainsi, le Ministère de l'Économie concentre aujourd'hui ses efforts sur la mise en place d'un fonds d'amorçage («seedfund») l'objectif étant de rassembler des fonds publics et privés à hauteur de 20 mio d'euros destinés au cofinancement de nouvelles activités innovantes et à caractère technologique.

Par ailleurs, le «Luxembourg Future Fund», qui vient d'être lancé et qui est désormais opérationnel, vise également le secteur des technologies appliquées aux services financiers, ceci à côté d'autres secteurs comme les technologies de l'information et de la communication en général ou encore les technologies environnementales. Les projets dans lesquels le «Luxembourg Future Fund» est appelé à investir, ensemble avec d'autres partenaires, doivent satisfaire à un double critère de rentabilité financière et de retombées positives sur l'économie luxembourgeoise. Le «Luxembourg Future Fund» constitue un maillon supplémentaire pour attirer des nouvelles activités innovantes à Luxembourg et pour développer davantage le Luxembourg en tant que terre d'accueil pour les start-ups.

La CSSF traite des dossiers FinTech relevant de sa compétence légale, dont les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique. La CSSF a en outre publié en février 2014 un communiqué relatif à la monnaie virtuelle. L'organisation interne de la CSSF relève de la responsabilité de sa direction.

Question 1038 (03.04.2015) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **liste des bâtiments classés «monument national»:**

Nous venons d'apprendre que le Pont Adolphe (en rénovation), le Palais grand-ducal et la Cathédrale de Luxembourg figurent parmi les édi-

fices qui ne bénéficient pas du statut de monument national classé.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle nous présenter une liste intégrale des bâtiments publics qui, à l'heure qu'il est, sont classés «monument national»?

- Est-il prévu d'élargir la liste des monuments nationaux classés afin d'assurer à l'avenir une meilleure protection de ces bâtiments historiques?

- Dans l'affirmative, quels sont les édifices et ouvrages d'art qui devraient être pourvus de ce statut dans les meilleurs délais?

Réponse (19.05.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Au 30 avril 2015, 400 immeubles et objets mobiliers ont bénéficié du statut de monument national. Ces objets ne peuvent être transformés qu'avec l'autorisation du Ministre de la Culture.

653 immeubles sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des Sites et Monuments Nationaux. Avant chaque modification à apporter à ces bâtiments, la Ministre de la Culture doit en être informée par les propriétaires.

En somme, 1.053 immeubles, sites et objets mobiliers jouissent ainsi d'une protection nationale. Il y a lieu de souligner que 302 objets se sont ajoutés à cette liste depuis 2009 et que, par conséquent, presqu'un tiers de ces protections, qui se font depuis les années 1930, s'est opéré en six ans. La liste peut être consultée au site Internet du Service des Sites et Monuments Nationaux (ssmn.public.lu).

Parmi ces objets, 91 appartiennent à l'État. La liste de ces édifices est jointe en annexe.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Actuellement, 233 dossiers sont ouverts et une procédure de protection est en cours. Neuf objets appartenant à l'État en sont concernés.

La cause majeure de ces protections, achevées ou en cours, est soit l'initiative d'un propriétaire, donc son désir de faire protéger son immeuble par l'État, soit l'urgence, c.-à-d. la volonté inverse du propriétaire, à savoir celle de démolir sa bâtisse. Dans ce deuxième cas, une protection est entamée le plus souvent par les soins du Service des Sites et Monuments Nationaux.

Considéré le travail de protection remarquable fait notamment au cours des dernières années et accompli en complément à d'autres tâches qui lui incombent, le Service des Sites et Monuments Nationaux n'a pas pu à ce jour faire octroyer le statut de monument national à tous les édifices, notamment publics, qui le mériteraient. Néanmoins, comme ces édifices, avec e. a. le Pont Adolphe, le Palais grand-ducal et la Cathédrale, ne furent nullement menacés, une protection juridique ne s'est pas imposée. En effet, les travaux apportés à ces édifices sont accompagnés par le Service des Sites et Monuments Nationaux, de sorte que, pour toute intervention, les conseils des experts du patrimoine bâti sont entendus.

Afin de voir apporter plus de cohérence dans nos démarches de protection, surtout à l'égard de nos concitoyens, j'ai décidé, il y a quelques mois déjà, de faire établir un inventaire des immeubles et ouvrages non protégés mais dignes d'une protection nationale, appartenant à l'État et se situant sur le territoire de la Ville de Luxembourg. Cette liste vient de m'être soumise par le Service des Sites et Monuments Nationaux.

Dans les semaines à venir, mes services se concerteront avec d'autres administrations de l'État pour pouvoir entamer des procédures de protection nationale visant ces immeubles.

Une autre liste que j'ai demandée est celle devant regrouper les inventaires du patrimoine bâti de tout le pays tels que réalisés depuis 2008 par le Service des Sites et Monuments Nationaux, ensemble avec toutes les communes du pays. Ces repérages servent déjà les communes pour mettre en place, via leurs plans d'aménagement communaux respectifs, une protection communale surtout pour les bâtisses ayant un intérêt communal de sauvegarde. Sur base de ces inventaires, je pourrai alors décider quelles bâtisses, notamment publiques, méritent une protection nationale au vu de l'intérêt public de protection au niveau national.

Question 1039 (09.04.2015) de **M. Franz Fayot** et **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **pauvreté enfantine:**

Un reportage récemment diffusé par la chaîne de télévision allemande ZDF a thématisé la pauvreté enfantine au Luxembourg, en l'illustrant d'un exemple particulièrement édifiant d'un ménage monoparental confronté en particulier au problème du logement[1].

La Chambre des Salariés a également consacré des développements intéressants à la problématique de la pauvreté de l'enfance dans son dernier «Panorama social» publié le 1er avril 2015[2].

On peut y lire notamment que «près d'un ménage monoparental sur deux (…) vit sous le seuil de risque de pauvreté au Grand-Duché. Ce qui est encore plus inquiétant c'est que le Luxembourg affiche de ce point de vue les pires performances des pays de l'UE15. En effet, si en 1996 ce taux était de 10 pp. moins élevé que la moyenne européenne (27% contre 37% en UE15), il est à présent de 14,3 pp. (soit 45%) plus élevé que celui de l'UE15».

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, et à Madame la Ministre du Logement:

- Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour lutter contre l'inquiétante augmentation de la pauvreté de l'enfance en particulier dans les ménages monoparentaux?

- Dans la mesure où il existe indubitablement un lien entre la pauvreté de l'enfance et la rareté et cherté des logements, quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre plus particulièrement dans le domaine du logement social?

Réponse commune (08.05.2015) **de Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Marc Hansen,** *Secrétaire d'État au Logement:*

Avant de répondre aux questions posées par les honorables Députés, il convient de donner quelques précisions quant à la nature de l'indicateur de risque de pauvreté et quant à son application dans le contexte luxembourgeois.

Dans son rapport «Travail et cohésion sociale 2014», le Statec note que: «Le taux de risque de pauvreté (AROP) est plutôt un indicateur d'inégalité des revenus qu'un indicateur de pauvreté ou de précarité. Les composantes du revenu évoluent de sorte que ces inégalités augmentent. Le poids des revenus du capital (revenus de l'immobilier et revenus des placements financiers etc.) est beaucoup plus important en haut de l'échelle de revenus qu'en base de l'échelle. Or, les revenus du capital ont augmenté de façon beaucoup plus dynamique que les autres composantes du revenu, comme les revenus du travail et les prestations sociales, qui ont un poids plus élevé dans les revenus faibles.»

Les chiffres concernant le taux de risque de pauvreté se basent sur la méthodologie EU-SILC («European Union Statistics on Income and Living Conditions»).

Dans son rapport «Travail et cohésion sociale 2013», le Statec précise que: «Le taux de réponse est généralement très faible au Luxembourg, suite à un véritable matraquage que subissent les personnes interrogées dans le cadre de différentes enquêtes - officielles et commerciales. Pour compenser ces faiblesses, les statisticiens ont développé des méthodes dites d'imputations (on remplace des données manquantes) et de pondération (rendre représentatives les données d'enquête). Il semble que les méthodes d'imputation utilisées, telles qu'elles ressortent de l'analyse des programmes informatiques, tout aussi sophistiquées qu'absconses, manquent de transparence.»

Ainsi, sur un échantillonnage de 3.500 ménages, seulement 25% des personnes acceptent de participer aux enquêtes et ces 25% fournissent des non-réponses partielles, par exemple par rapport aux revenus du ménage.

Au vu de ces conclusions, un groupe de travail composé de représentants du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, du Ministère de la Sécurité sociale, du Statec, de l'Inspection générale de la sécurité sociale et du LISER (ancien CEPS/Instead) vient d'être mis en place en vue d'examiner la tendance des indicateurs «risque de pauvreté et d'exclusion sociale».

À côté de l'indicateur relatif au taux de risque de pauvreté, il existe un indicateur de «privation matérielle sévère»[3]; en 2013, celui-ci était de 1,8% pour le Luxembourg et seule la Suède a fait mieux avec 1,4%.

Pour les enfants de zéro à 17 ans, cet indicateur reste faible avec 2,4%. Quant au taux de risque de pauvreté, il est de 23,9% pour cette même catégorie d'âge.

Pour ce qui est du risque de pauvreté pour les familles monoparentales, le Statec a relevé que «le pourcentage de familles nombreuses est assez élevé parmi les familles monoparentales» et que « la probabilité des personnes seules avec enfants dépendants de se trouver au chômage et d'avoir un emploi à temps partiel est plus importante» (Regards sur les ménages monoparentaux, Statec 16-2011).

Le taux de risque de pauvreté en général et des enfants vivant dans des ménages monoparentaux en particulier est étroitement lié à l'intensité de travail du ménage; une reprise de travail peut ainsi permettre au ménage monoparental de s'élever au-dessus du seuil de risque de pauvreté.

Le Gouvernement est d'avis que l'accès à l'emploi crée les conditions pour favoriser l'inclusion sociale et constitue un rempart pour réagir contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

C'est pourquoi des mesures sont prises afin de moderniser la politique familiale entre autres en promouvant l'emploi et notamment l'emploi féminin, le maintien dans l'emploi en vue de l'indépendance financière des deux parents et surtout des ménages monoparentaux. Ainsi, dans le contexte de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015), le Gouvernement a abrogé l'allocation d'éducation et l'allocation de maternité, deux prestations initialement conçues pour des femmes qui ne poursuivaient aucune activité professionnelle et dont les finalités ne correspondent donc plus aux réalités des situations familiales d'aujourd'hui et ne répondent plus aux exigences du monde du travail.

Les réformes des allocations familiales et du congé parental sont deux mesures fortes dans la lutte contre la pauvreté infantile. Ainsi, la réforme du congé parental, qui vise une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, prévoit que le congé parental sera dû à tout parent pouvant attester dix heures de travail hebdomadaire (contre 20 heures actuellement) et qu'il pourra également être accordé au demandeur ayant plusieurs contrats de travail auprès de plusieurs employeurs différents. Cette mesure devrait plus particulièrement répondre aux besoins des parents seuls qui occupent plusieurs tâches partielles.

Enfin, toutes les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la pauvreté - le revenu minimum garanti, l'aide sociale, le tiers payant social, les épiceries sociales, l'Agence Immobilière Sociale - sont autant d'instruments dans la lutte contre la pauvreté des enfants.

Dans le domaine du logement social, le Gouvernement a réalisé et envisage de réaliser un certain nombre de mesures, dont notamment les suivantes:

- introduction prochaine d'une subvention de loyer: les amendements au projet de loi y afférent ont été approuvés lors du Conseil de Gouvernement du 30 avril 2015; cette mesure prévoit p. ex. une aide pouvant aller jusqu'à 149 € pour un ménage avec un enfant respectivement 174 € pour un ménage avec deux enfants (même montant de l'aide peu importe si ménage monoparental ou ménage avec deux parents);

- augmentation du taux maximum de la participation financière de l'État de 70 à 75% du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements destinés à être loués par les communes ou syndicats de communes à des ménages (p. ex. monoparentaux) à revenu modeste, à des familles nombreuses, à des personnes âgées et à des personnes handicapées: mesure prévue par la récente loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir; 1ère partie;

- pour chaque PAP dont la superficie du terrain brut est supérieure ou égale à un hectare, 10% des logements y construits doivent être réservés à la réalisation de logements à coût modéré (mesure prévue par la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes);

- augmentation substantielle - pour les années à venir - de la création de logements sociaux pour ménages à revenu modéré par les promoteurs publics, et plus précisément de la SNHBM et du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat; de même, les communes et syndicats de communes (p. ex. SIKOR) ainsi que des associations œuvrant dans le domaine du logement comme l'Agence Immobilière Sociale (AIS) ont l'intention d'augmenter substantiellement le nombre de leurs logements locatifs mis à disposition de personnes ou ménages à faible revenu.

Question 1040 (09.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la «**Luxemburger Nachhaltigkeitszertifizierung für Wohngebäude (LUNOZ)»:**

Zanter 2013 gëtt zu Lëtzebuerg eng nei Zertifizéierung fir Gebaier, genannt „Luxemburger Nachhaltigkeitszertifizierung für Wohngebäude" (LUNOZ), experimentéiert respektiv als Pilotprojet a verschiddene Gemengen agesat. Dëse Projet gëtt och bei den Objektiver vun den Écotechnologië vum Wirtschaftsministère opgezielt. D'Fachleit, dorënner d'Fédération des Artisans, warne virdrun, datt esou eng Zertifizéierung de Bau zu Lëtzebuerg nach méi deier kéint maachen.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, eng „Luxemburger Nachhaltigkeitszertifizierung für Wohngebäude" zur Obligatioun ze maachen? Wa jo, wéini?

2. Ass d'Regierung sech bewosst, datt déi Akkumulatioun vun Normen, Regelungen, Reglementer an Zertifizéierungen, nieft der Hausse vun der TVA, massiv zu der Präishausse beim Bau bäidréit? Gëtt et Etüden oder Schätzungen, wéi déi nei gesetzlech oder reglementaresch Regelen aus de leschten zéng Joer sech op d'Baupräisser ausgewierkt hunn? Wa jo, mat wéi engem Resultat? Wann neen, missten net esou Etüde gemaach ginn, dëst och iert nach nei Normen obligatoresch ginn?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Käschte fir d'Aféierung vun neien Normen, besonnesch um Wunnengsbau, missten zum gréissten Deel duerch geziilte Subventiounen ausgeglach ginn?

Réponse commune (12.05.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

De Wunnengsbauministère huet zesumme mat externe Partner déi „Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifizéierung fir Wunngebaier" (LENOZ) entwéckelt. LENOZ ass en Instrument, wat den Architekten, Ingenieuren an den Entreprisen aus der Baubranche d'Méiglechkeet gëtt, fir Haiser oder Wunnengen ze schafen, déi nohalteg geplangt a gebaut sinn, an dono och nohalteg kënne genotzt ginn. LENOZ bitt dem Endclient d'Méiglechkeet, fir strukturéiert Informatiounen iwwert d'Nohaltegkeet vun enger Wunneng oder engem Haus ze kréien, déi iwwert de Volet vun der renger Energieeffizienz erausginn; dee Volet ass jo haut am wesentlechen iwwert den Energiepass ofgedeckt. Déi Kritäre vun der Nohaltegkeet betreffen ënner anerem d'Ekologie vun de Baumaterialien, de Landverbrauch, d'Versigelung vun de Flächen an awer och Standuertkritäre wéi d'Ubannung un den ëffentlechen Transport.

D'Zil vum LENOZ ass, eng méiglechst einfach, iwwerschaubar a verständlech Bewäertung vu gudder Qualitéit ze erméiglechen, déi mat dem geréngst méigleche finanziellen Opwand verbonnen ass. Dëst soll ënner anerem och garantéiert ginn duerch d'Verbindung vun dësem Instrument mam Energiepass.

Nohaltegkeetszertifikatioune fir „Net-Wunngebaier" an awer och ëmmer méi fir Wunngebaier fannen ëmmer méi Uklang an der Immobiliëbranche an Europa an och weltwäit. Dës Zertifikatioune verfollegen d'Zil, fir d'Schafung vun nohaltege Gebaier ze ënnerstëtzen, an dobäi ökologesch, ökonomesch a soziokulturell Aspekter an enger ganzheetlecher Approche ze berücksichtegen. Dobäi ass et besonnesch wichteg, d'Gebai iwwer seng ganz Liewensdauer ze bewäerten, ugefaang bei der Planung, iwwert de Bau, d'Notzung an dono och d'Ofrappe vum Gebai.

Et war net an ass net geplangt, datt LENOZ obligatoresch agefouert gëtt, weder bei der Genehmegung fir nei Gebaier, nach am Kader vun der Sanéierung vun ale Gebaier. Et handelt sech also ëm en Instrument, wat dem Bausecteur zur Verfügung gestallt gëtt, fir aner Kriterie vun der Nohaltegkeet, déi iwwert den Energieverbrauch erausginn, ze bewäerten.

Dofir ass dann och keen Impakt op d'Präisser am Bausecteur ze erwaarden, well keng nei Regele mat LENOZ agefouert ginn.

[1] http://www.zdf.de/ZDFmediathek/beitrag/video/2376710/Kinderarmut-in-Luxemburg#/beitrag/video/2376710/Kinderarmut-in-Luxemburg

[2] http://www.csl.lu/index.php?option=com_rubberdoc&view=doc&id=2639&format=raw

[3] Les personnes en situation de privation matérielle grave ont des conditions de vie fortement affectées par le manque de ressources; quatre des neuf indicateurs de privation s'appliquent à elles: impossibilité i) de régler le loyer ou les factures pour les services d'utilité publique, ii) de chauffer convenablement le domicile, iii) de faire face à des dépenses imprévues, iv) de consommer de la viande, du poisson ou un équivalent protéiné tous les deux jours, v) de partir en vacances hors du domicile une semaine par an, vi) d'acheter une voiture, vii) d'acheter une machine à laver le linge, viii) d'acheter une télévision couleur ou ix) de payer une connexion téléphonique.

Question 1041 (09.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**exposition «Luxemburger in der Polizei des NS-Staates» à Weimar:**

Den 9. Abrëll gëtt zu Weimar am Haaptstatsarchiv vun Thüringen eng Ausstellung iwwert déi Lëtzebuerger Fräiwëllegekompanie ageweit. Dës Ausstellung ass bis de 26. Juni ze gesinn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Wien hat d'Iddi, fir dës Ausstellung ze organiséieren?

2. Huet Lëtzebuerg un den Aarbechte fir dës Ausstellung mat geschafft, z. B. andeems et Archiven an anert Material zur Verfügung gestallt huet? Wa jo, wéi eng Lëtzebuerger Institutiounen an Associatioune sinn un dëser Ausstellung bedeelegt?

3. Huet Lëtzebuerg sech finanziell un dëser Ausstellung bedeelegt? Wa jo, mat wéi engem Betrag?

4. Ass eng offiziell Lëtzebuerger Delegatioun bei der Aweiung vun der Ausstellung derbäi?

5. Si Gespréicher mat dem Statsarchiv vun Thüringen gefouert ginn, fir dës Ausstellung och op Lëtzebuerg ze bréngen? Wann neen, ass d'Regierung bereet, sech ze beméien, fir dës Ausstellung och heiheem dem Lëtzebuerger Publikum zougänglech ze maachen?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi komplex geschichtlech a mënschlech Zesummenhäng, déi mat der Lëtzebuerger Fräiwëllegekompanie zesummenhänken, genuch opgeschafft sinn? Wann neen, ass d'Regierung bereet, Historiker déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir och dëst Kapitel aus dem Zweete Weltkrich opzeschaffen?

Réponse (21.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen am Zesummenhank mat der Expositioun „Luxemburger in der Polizei des NS-Staates", déi zënter dem 9. Abrëll a bis de 26. Juni zu Weimar gewise gëtt. Dës Ausstellung behandelt d'Roll vun der Lëtzebuerger Fräiwëllegekompanie, déi no der Besetzung vu Lëtzebuerg eng Ausbildung zu Weimar huet misse maachen an deenen hir Memberen an däitsch Polizeibataillonen ingréiert goufen.

Ad 1. D'Iddi, fir déi Ausstellunug ze organiséieren, koum vum Här Bernd Schmit, Polizeihistoriker an och Kurator vun der Ausstellung.

Ad 2. De Militärmusée vun Dikrech an de Patton-Musée vun Ettelbréck hu Fotoen an Dokumenter op Ufro vun den Organisateure geliwwert. Och eng Uniform, Ofzeechen an een Exerzéierbuch sinn als Leihgaben un déi Ausstellung gaangen. Déi zwee Muséeën hunn awer net aktiv un der Organisatioun matgeschafft. Och d'«US Veterans Friends», wat eng Privatorganisatioun ass, a Privatleit si behëlleflech gewiescht.

Ad 3. Et ass keng finanziell Ënnerstëtzung vu Lëtzbuerg fir dës Ausstellung ginn.

Ad 4. Et war keng offiziell Lëtzebuerger Delegatioun bei der Aweiung vun der Ausstellung derbäi. Et waren awer Lëtzebuerger Privatleit (Nokomme vu Betraffenen, Leit vun deenen zwee Muséeën, Membere vun den „US Veterans Friends") bei der Aweiung derbäi.

Ad 5. Et ginn à ce stade keng Kontakter an déi Richtung.

Ad 6. D'Opschaffe vun der Geschicht vun der Lëtzebuerger Fraiwëllegekompanie, souwéi och vun aneren Aspekter vun der Geschicht vum Zweete Weltkrich, ass nach net ofgeschloss a wäert mat deenen néidege Mëttel weidergefouert ginn.

Question 1042 (09.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **congé de maternité:**

An der Press war am Kader vun der Berichterstattung iwwert de Congé de maternité, dee jo generell soll op zwielef Wochen ausgedehnt ginn, en Zitat vun der Madame Familljeminister ze liesen: „Viele bekommen zudem das nötige Attest vom Arzt, obwohl sie nicht stillten." („Luxemburger Wort"/wort.lu vum 25. Mäerz 2015)

Dofir wëll ech d'Madame Familljeminister dëst froen:

1. Wéi kommen d'Madame Minister oder hir Servicer un déi Ausso, dass Dokteren hei am Land géinge falsch Zertifikater ausstellen?

2. Gëtt et dofir Beweiser?

3. Wa jo, wat huet d'Regierung dogéint ënnerholl?

4. Wa jo, wat sinn d'Sanktiounen, deenen esou Dokteren ausgesat sinn?

5. Gëtt et konkret Fäll, wou en Dokter beschëllegt ginn ass, esou e falschen Zertifikat ausgestallt ze hunn?

Réponse (08.05.2015) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Op d'Fro vum Här Deputéierte kann ech just äntwerten, dass ech déi Ausso net gemaacht hunn an dass d'Zitat, wat um Internetsite wort.lu publizéiert ginn ass, net vu mir war.

Wa mer de Congé d'allaitement wëllen an de Congé de maternité integréieren, ass dat, well mer net méi wëllen en Ënnerscheed maachen tëscht deene Mammen, déi nieren, an deenen, déi dat net maachen. All Mamme sollen hei d'selwecht behandelt ginn an déiselwecht Dauer vu Congé kréien, fir sech ëm hire Puppelchen ze bekëmmeren.

An deem Kontext wäerten déi concernéiert Ministèren un enger Propositioun schaffen.

Question 1043 (09.04.2015) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**agrandissement du Atert-Lycée à Redange:**

Selon mes informations le Gouvernement aurait décidé d'agrandir au cours des années à venir le Atert-Lycée à Redange (ALR) qui a ouvert ses portes en automne de l'an 2004.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il présenter le projet d'agrandissement en question (programme de construction projeté: salles de classes, nombre d'élèves, etc.)?

2. Dans quelle mesure et sous quelles conditions ces nouveaux bâtiments pourraient-ils être mis à la disposition de l'école de musique régionale du canton de Redange?

Réponse (08.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1. La croissance du Pôle d'enseignement Nord a amené la direction de l'Atert-Lycée à varier son offre scolaire. L'extension demandée permettra ainsi l'admission supplémentaire d'environ 250 élèves. Dans ce contexte, une quatrième aile de trois niveaux d'environ 4.750 m^2 est prévue d'être construite dans la cour située entre le bloc des salles de classe et le bâtiment des ateliers de l'actuel lycée.

Le rez-de-chaussée sera réservé à l'école de musique du canton de Redange. En dehors d'une salle d'audition et d'orchestre d'environ 160 m^2, six salles de classe d'enseignement musical, deux salles de percussion et plusieurs salles pour cours individuels ainsi que deux bureaux et une petite salle de réunion occuperont cet étage.

Le 1er étage disposera de dix salles de classe normales; c'est également cet étage qui sera relié au lycée existant par une passerelle.

Au 2e étage seront aménagés cinq salles de classe normales ainsi que le département de chimie qui se composera d'une salle pour travaux pratiques, de deux salles pour travaux dirigés et d'une salle de préparation.

Des espaces secondaires tels que locaux de nettoyage, locaux techniques et installations sanitaires seront répartis sur les trois niveaux.

Le projet évolue actuellement au stade de l'avant-projet détaillé.

Ad 2. Comme déjà indiqué précédemment, et suite à sa demande de mai 2014, l'école de musique du canton de Redange utilisera une partie des locaux de la nouvelle extension de l'Atert-Lycée, permettant ainsi des synergies intéressantes. L'école de musique disposera du rez-de-chaussée pour assurer les cours d'enseignement musical, tandis que le premier étage pourra être utilisé aussi bien par le lycée que par l'école de musique, ceci en dehors des heures de cours du lycée.

Des aménagements acoustiques spécifiques seront mis en œuvre, afin d'éviter d'éventuelles nuisances sonores entre les étages tout en garantissant les qualités acoustiques nécessaires des locaux de l'école de musique.

Une convention sera à élaborer entre l'État et l'école de musique afin de définir non seulement la participation financière de l'école de musique, mais également les conditions d'utilisation des différents locaux et l'accès au bâtiment.

Question 1044 (10.04.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **effectifs de l'ADEM:**

La commission de suivi de l'ADEM note dans son deuxième rapport que les effectifs de l'ADEM ont évolué de façon positive.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Combien de personnes sont actuellement au service de l'ADEM? Comment ses effectifs ont évolué au cours des cinq dernières années?

- Combien de personnes sont plus particulièrement en charge du service parcours personnalisé du demandeur d'emploi, du service employeurs et du service des bureaux de placement? Monsieur le Ministre peut-il me détailler pour chacun de ces services le niveau de formation des fonctionnaires et autres agents y employés?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin m'indiquer combien de personnes sont actuellement occupées auprès des différentes agences de placement, le niveau de formation de ces personnes, de même que leur affectation (conseillers professionnels, éducateurs gradués, psychologues, assistants sociaux, etc.)?

Réponse (18.05.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Je vous prie de trouver ci-après les réponses aux questions posées par l'honorable Député Marc Spautz.

- Combien de personnes sont actuellement au service de l'ADEM? Comment ses effectifs ont évolué au cours des cinq dernières années?

Année	Nbr. d'agents (sans agents temporaires comme OTI ou CAE)
2015 (au 30.4.2015)	389 (+ 8 en recrutement)
2014 (au 31.12.2014)	387
2013	343
2012	333
2011	293
2010	277

- Personnes en charge du parcours personnalisé des demandeurs d'emploi, du service employeurs et du service placement + niveau de formation:

(Voir tableau page suivante)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

Service	Nbr. d'agents	Niveau de formation
S-PPDE	44 + 8 éducateurs gradués et un médecin du travail en cours de recrutement	2 médecins du travail dont 1 en recrutement 8 psychologues 14 rédacteurs/employés carrière D 3 assistantes sociales 10 éducateurs gradués 6 expéditionnaires/employés C (DAP) 1 employé B1
S-EMP	30 agents	1 universitaire 12 rédacteurs/employés D (diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques) 3 employés B1 14 consultants (3 universitaires, 3 Bac+2, 8 diplômes de fins d'études secondaires ou secondaires techniques)
S-PL	72 agents dont: 1 chef de service 7 chefs d'agence 58 conseillers demandeur 6 agents de la main-d'œuvre étrangère	53 rédacteurs/employés D 10 employés détachés (4 diplômes de fins d'études secondaires ou secondaires techniques, 6 DAP) 8 expéditionnaire/employés C (DAP) 1 employé B1

- Personnes en charge du public actuellement occupées auprès des différentes agences de placement, le niveau de formation de ces personnes de même que leur affectation (conseillers professionnels, éducateurs gradués, psychologues, assistantes sociaux, etc.)

Agence	Nbr. d'agents	Répartition	Formation
Diekirch	17	1 chef d'agence 6 conseillers demandeurs 1 parcours personnalisé des demandeurs d'emploi 3 garantie jeunesse 2 service chômage 2 orientation professionnelle 2 service salariés handicapés	7 rédacteurs/employés D 4 éducateurs gradués 2 psychologues 2 employés C (DAP) 2 employés B1
Differdange	14	1 chef d'agence 7 conseillers demandeurs 1 parcours personnalisé des demandeurs d'emploi 3 service chômage 2 accueil et back-office	10 rédacteurs/employés D 1 psychologue 1 employé C 2 employés B1
Dudelange	11	1 chef d'agence 5 conseillers demandeurs 1 parcours personnalisé des demandeurs d'emploi 2 service chômage 2 accueil et back-office	5 rédacteurs/employés D 1 éducateur gradué 4 expéditionnaires/employés C 1 employé B1
Esch-sur-Alzette	100	1 chef d'agence 1 chef d'agence adjoint 15 conseillers demandeurs 2 Club emploi 7 parcours personnalisé 5 garantie jeunesse 4 conseillers emploi jeunes 5 orientation professionnelle 18 service chômage 21 maintien de l'emploi 7 main-d'œuvre étrangère 1 S-SCTR 10 service salariés handicapés 3 accueil	1 universitaire 49 rédacteurs/employés D 6 éducateurs gradués 1 assistante sociale 5 psychologues 16 expéditionnaires/employés C 18 employés détachés (1 universitaire, 2 diplômes de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, 15 DAP) 4 employés B1
Luxembourg	168	1 chef de service 1 chef d'agence 22 conseillers demandeur 30 service employeur 8 parcours personnalisé 7 garantie jeunesse 5 conseillers emploi jeunes 16 orientation professionnelle 16 service chômage 3 main-d'œuvre étrangère 24 S-SCTR 8 service salariés handicapés 27 Contact Center	16 employés détachés (2 diplômes de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, 14 DAP) 14 consultants (3 universitaires, 3 Bac+2, 8 diplômes de fins d'études secondaires ou secondaires techniques) 3 universitaires 12 rédacteurs/employés D (diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques) 2 médecins 16 éducateurs gradués 31 employés B1 14 expéditionnaires/employés C 51 rédacteurs/employés D 2 pédagogues 5 psychologues 2 assistantes sociales
Wasserbillig	9	1 chef d'agence 6 conseillers demandeurs 1 parcours personnalisé des demandeurs d'emploi 1 service chômage	5 rédacteurs/employés D 1 psychologue 1 employé C 2 employés détachés (2 DAP)
Wiltz	6	1 chef d'agence 3 conseillers demandeur 1 parcours personnalisé 1 service chômage	1 éducateur gradué 1 employé D 2 expéditionnaire/employé C 1 employé B1 1 niveau inférieur

Question 1045 (10.04.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **radioactivité dans le Kiemelbaach:**

Ces jours, la presse luxembourgeoise s'est fait l'écho d'une étude concernant le niveau de radioactivité dans certains cours d'eau de notre pays. Il a été conclu que l'eau du Kiemelbaach, qui passe par l'ancien crassier de Mondercange, montre des taux particulièrement élevés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que les niveaux de radioactivité dans le Kiemelbaach présentent des anomalies?

- Dans la positive, la contamination de cette eau pose-t-elle un risque pour le bétail ou l'être humain?

- La source de cette anomalie peut-elle déjà être déterminée avec certitude?

- Comment Madame la Ministre entend-elle procéder face aux résultats découverts?

Réponse (05.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les mesures de la radioactivité réalisées par la société BioMonitor dans les eaux de drainage au droit du crassier de Mondercange pour le compte du partenariat de cours d'eau du bassin supérieur de l'Alzette ont permis de confirmer une très faible présence d'isotopes radioactifs, se situant dans des gammes usuelles. Force est de rappeler qu'on trouve de la radioactivité naturelle à des niveaux variables dans tous les cours d'eau.

Les résultats d'analyses radiologiques de l'eau du Kiemelbaach révèlent des résultats proches de ceux trouvés dans les eaux destinées à la consommation d'eau potable au Luxembourg. Une seule légère anomalie concerne la présence relativement élevée du potassium-40.

Le potassium, dont une fraction d'environ 0,012% est naturellement radioactif, est présent dans l'environnement (p. ex: les engrais, les matériaux de construction) et dans la chaîne alimentaire (p. ex: les fruits, les œufs). On le trouve également dans le corps humain à raison de 60 Bq/kg environ. Il faut savoir que le corps humain ne va utiliser que ce dont il a besoin et rejeter le surplus. Ainsi, la présence du potassium-40 dans les aliments ou dans une eau potable ne contribue pas à une exposition supplémentaire de la population.

Cet élément ne pose donc pas de risque ni pour l'être humain ni pour le bétail.

Les radionucléides naturels présents dans l'eau sont essentiellement issus du lessivage des sols et des roches. La présence de potassium dans l'eau prélevée au droit du crassier peut vraisemblablement s'expliquer par la présence de matériaux de construction tels que des ciments qui sont stockés dans une partie de la décharge. À noter que les matériaux de construction ont des activités en K-40 variables pouvant dépasser 100 Bq/kg. L'échantillon mesuré par BioMonitor relève par comparaison une activité de 6 Bq/kg.

BioMonitor s'est basé dans son étude sur les procédures de contrôle fixées par la directive 2013/51/EURATOM du Conseil du 22 octobre 2013 fixant des exigences pour la protection de la santé de la population en ce qui concerne les substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine.

Cette directive permet de faire le screening par des méthodes de mesures relativement simples et rapides, telles que déployées par BioMonitor. Seulement si certains indicateurs sont dépassés, dont notamment celui du bêta global, des mesures supplémentaires et plus précises sont à faire.

Déjà en octobre 2014, mes services avaient réalisé de telles analyses plus précises sur quatre échantillons, prélevés ensemble avec le service géologique, et cela sur différents points d'accès des eaux de percolation au sein du crassier. Il en résulte que l'activité des radio-isotopes identifiés dans ces échantillons est bien en dessous des limites applicables pour l'eau potable.

Des études réalisées par BioMonitor et les mesures faites par mes services ne donnent évidemment qu'un résultat momentané. Pour cette raison, d'autres campagnes de mesures suivront pour documenter ou exclure une éventuelle évolution des taux de radioactivité dans ces eaux.

Question 1046 (10.04.2015) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **statut des gyropodes dans la circulation:**

Au cours des dernières années, la compagnie «Segway» a connu un succès extraordinaire qui s'explique en grande partie par le fait que, dans de nombreux pays, les conducteurs des gyropodes ne doivent pas respecter l'interdiction de circuler dans les zones piétonnes ou sur les trottoirs.

Quant au Luxembourg, le gyropode a officiellement été homologué au début de l'année 2012 en étant assimilé au «cycle électrique». Selon le Code de la Route, il est donc officiellement considéré comme un vélo dont l'utilisation est strictement réglementée. Malgré cette situation, le nombre de gyropodes circulant seuls ou en groupes sur les trottoirs et dans les zones piétonnes a considérablement augmenté. La conséquence en est que les dangers et conflits entre conducteurs et piétons deviennent de plus en plus fréquents. Puisqu'il n'existe aucune séparation entre les surfaces piétonnes et celles réservées aux gyropodes, cette évolution va finalement au détriment des piétons et en particulier des personnes à mobilité réduite ou malvoyantes, voire des jeunes enfants, qui ne peuvent plus se déplacer en toute sécurité.

Pour clarifier la situation, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a déjà annoncé en 2012 qu'il allait réaliser une analyse afin de pouvoir décider en toute connaissance de cause si le gyropode devait constituer une nouvelle catégorie de véhicules ou s'il allait plutôt être assimilé au statut des piétons.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le statut du gyropode qui assimile ce véhicule actuellement à celui du cycle électrique, permet-il néanmoins la conduite sur les espaces réservés aux piétons?

- L'analyse du statut du gyropode, annoncée en 2012 par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, a-t-elle entre-temps été réalisée? Dans l'affirmative, cette analyse a-t-elle tenu compte du fait que la vitesse approximative allant jusqu'à 20 km/h et le poids d'environ 40 kg du gyropode risque de provoquer des collisions entre piétons et conducteurs de gyropodes et d'entraîner des blessures graves pour les personnes impliquées?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de réévaluer le statut du gyropode afin de réglementer de façon claire et définitive les zones ouvertes à sa conduite et de prévenir par ce biais les conflits et accidents résultant d'une utilisation inadéquate de ce véhicule?

Réponse (28.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur le statut des gyropodes dans le Code de la Route.

Le groupe de travail «modification du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État a analysé le statut du gyropode, tout en se basant sur les expériences faites à l'étranger. Les discussions ont montré que les «Segways» correspondent à la définition des cycles électriques, de sorte qu'il est superfétatoire de compléter le Code de la Route par une nouvelle définition spécifiant les caractéristiques des «Segways». Ces derniers se distinguent toutefois des cycles électriques au niveau des freins, alors qu'ils ne disposent pas de freins mécaniques. Par règlement grand-ducal du 28 avril 2014, l'article 32 du Code de la Route a ainsi été complété de la dérogation afférente.

Il en découle que les «Segways» sont à considérer comme cycles électriques et ne sont pas autorisés à circuler sur les trottoirs ni à emprunter d'autres espaces réservés aux piétons. Le non-respect de cette interdiction est sanctionné d'un avertissement taxé de 74 euros.

Question 1048 (10.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **Fondation de Luxembourg:**

Virun iwwer sechs Joer gouf d'Fondation de Luxembourg gegrënnt, eng Daachstëftung mat engem primär philanthropeschen Zweck a gläichzäiteg eng komplementar Offer op eiser Finanzplaz.

An deem Zesummenhank wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. An hire Publikatioune schwätzt d'Fondatioun vun hirer „total independence"? Ass déi Notioun mat där Tatsaach kompatibel, datt den Här Finanzminister perséinlech President vum „Board of directors" ass? Wéi definéiert sech déi Onofhängegkeet vun der Fondatioun, wat ass hiren Zweck a wéi gëtt se garantéiert?

2. D'Fondatioun sollt d'Offer vun der Finanzplaz Lëtzebuerg méi komplett maachen. Si huet dofir och eng Rei vu Konferenzen am Beräich vum „private banking" gehalen. Wéi grouss wor den Interessi vun de Banken un där Offer? Wéi eng konkret Resultater a Virdeeler huet déi Fondatioun bis elo dem „private banking" zu Lëtzebuerg bruecht?

3. Fir déi Fondatioun och am Ausland méi bekannt ze maachen, sollt se an der Delegatioun bei Promotiounsreesen a Wirtschaftsmissioune mat vertruede sinn. Bei wéi enge Reese wor d'Fondatioun bis elo vertrueden? Mat wéi enge Resultater?

4. Als sougenannten „sozial verantwortlech" Institutioun investéiert d'Fondatioun net automatesch a sougenannten „kontroverséiert" Secteure vun der Ekonomie, wouranner ënner anerem d'Atomindustrie, genetesch modifizéiert Organismen (GMO) an de Spillberäich falen. Theoretesch ass esou en Investissement awer méiglech, wa bestëmmte Kritären erfëllt sinn. Huet d'Fondatioun bis elo finanziell Interaktiounen oder Investitioune mat oder an deene Secteure gehat, déi si selwer als „kontroverséiert" bezeechent? Wa jo, wéi eng?

5. No engem Audit huet sech d'Fondatioun en „strategesche Plang" fir d'Joren 2014-2018 ginn. Gouf dee Plang publizéiert?

6. D'Revenue vun der Fondatioun bestinn ënner anerem aus de Revenus du patrimoine, de Subsides et subventions an de Revenus générés par la prestation de services par la Fondation. Op wéi vill belafe sech déi Poste pro Kategorie a pro Joer zënter 2008? Ginn déi Revenuen duer, fir déi lafend Käschte vun der Fondatioun ze decken? Ass d'Grënnungskapital vu 5 Milliounen Euro nach integral disponibel oder sinn déi am Bilan renseignéiert 3,5 Milliounen de Rescht vum Grënnungskapital? Ass déi Stëftung ouni weider staatlech Finanzéierung op Zäit iwwerliewensfäeg?

Réponse (11.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

D'Fondation de Luxembourg, als unerkannte Fondatioun mat gemengnëtzegem Zweck, ass vum Stat zesumme mat der Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte gegrënnt ginn, an huet als Aufgab/Zweck, de private philanthropeschen Asaz ze ënnerstëtzen. Zanter hirer Grënnung am Dezember 2008 gëtt de Verwaltungsrot vun der Fondatioun vum jeeweilegen amtéirende Finanzminister presidéiert. D'Statute gesinn zoudeems vir, datt d'Funktioun vum Verwalter éirenhaft ass an dofir keen Urecht op iergendwellech Entlounung gëtt.

D'Fondation de Luxembourg ass total onofhängeg, souwuel wat hir Organisatioun, hir Funktioun oder hire Finanzement ugeet, an dat géintiwwer dem Stat, Finanzinstituter oder Net-Regierungsorganisatiounen. Dës Eenzegaartegkeet, genausou wéi d'Exemplaritéit vun de Perséinlechkeeten aus dem Verwaltungsrot, si ganz wichteg Faktoren/Argumenter fir d'Donateuren/d'Spender.

Zanter hirer Grënnung huet d'Fondation de Luxembourg zur Schafung vu 55 Fondatioune bäigedroen. Dës stellen eng Enveloppe vu bal 100 Milliounen Euro duer, déi fir philanthropesch Zwecker zur Verfügung gestallt goufen. Eng grouss Iwwerzuel vun op der Finanzplaz usiessege Privatbanken hunn deemno och hiert Ugebuet an der Verwaltung vu Gidder deementspriechend erweidert a beinhalten och Berodungsservicer an der Philanthropie. D'positiv Erfahrung vun de Privatbanke gëtt och doduerch ënnerstrach, datt dee gréissten Deel vun de Grënner vu Fondatiounen, déi duerch d'Fondation de Luxembourg ofgedeckt ginn, duerch Privatbanke vun der Plaz agefouert gouf.

D'Fondation de Luxembourg huet bei vun „Luxembourg for Finance" organiséierte Finanzmissiounen a Brasilien am November 2014 an a Schweden am Mee 2015 deelgeholl. D'Fondation de Luxembourg gouf zënterhier vun „Family offices" an Affekotskanzleien ugeschwat, déi op der Sich no Léisungen am Kader vun der Schafung vu karitative Wierker fir hir Optraggeber sinn.

D'Fondation de Luxembourg hält sech strikt un eng sozial Investitiounspolitik, wat d'Bestëmmung vum Uleeë vun hirem Kapital ugeet. Si schléit och deene Fondatiounen, déi si ofdeckt, vir, dës Investitiounspolitik ze verfollegen, gegebenenfalls verschidde Bedeelegungen ofzestoussen, déi dës Fuerderungen net géifen erfëllen.

D'Fondation de Luxembourg hat een éischten „strategesche Plang" ausgeschafft, fir d'Joren 2009-2013, duerno ee fir d'Joren 2014-2018, wat awer keen ëffentlecht Dokument ass. Dergéint publizéiert d'Fondatioun all Joer zënter 2010 ee jährleche Bericht, mat den Aktivitéite souwuel vun der Fondation de Luxembourg wéi och vun all deene Stëftungen, déi hir an deem respektive Joer ënnerstinn.

Bei hirer Grënnung hunn de Stat an d'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte all Kéiers zur Halschent bei d'Startkapital vu 5 Milliounen Euro vun der Fondation de Luxembourg bäigedroen. D'Fondation de Luxembourg hänkt net vum Statsbudget of an deckt de Finanzement vun hiren Aktivitéite mat eegene Fongen.

Revue financière	EUR					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Revenus	137.000	256.000	274.000	390.000	511.000	574.000
Intérêts et dividendes du capital	126.000	147.000	134.000	185.000	162.000	84.000
Activité Fondation de Luxembourg	11.000	109.000	140.000	205.000	349.000	490.000
Charges	521.000	638.000	633.000	646.000	627.000	660.000
Subvention d'équilibre*	384.000	382.000	359.000	256.000	116.000	86.000
Résultat	0	0	0	0	0	0

*Utilisation des capitaux propres de la Fdl

Op den 31. Dezember 2014 goufen 1,6 Milliounen Euro genotzt, fir den Defizit vun den éischte Joren ze decken. Eng Period, während där 100 Milliounen Euro fir sozial, kulturell an ökologesch Projete mat ëffentlechem Notze geschafe goufen. Op haut gi 85% vun dem Akommes vun der Fondatioun iwwert d'Servicer, déi si ubitt, erwirtschaft. Et ass virgesinn, datt bis d'Joer 2018 d'Fondatioun hir Profitschwell erreecht huet an dann autark wäert sinn.

Question 1049 (13.04.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fumée rejetée par l'usine sidérurgique d'ArcelorMittal à Belval:**

Dans sa réponse à une question parlementaire de Monsieur le Député Justin Turpel *(cf. question parlementaire n°0945, compte rendu n°9/session ordinaire 2014-2015)*, Madame la Ministre de l'Environnement a indiqué que les émissions de l'usine d'ArcelorMittal à Belval dépassaient régulièrement les valeurs limites. Madame la Ministre de la Santé, quant à elle, a tenu à préciser que la médecine de l'environnement ensemble avec celle du travail effectuaient régulièrement des contrôles sur place. Or, tous étaient négatifs. Les bâtiments contrôlés ne présentaient donc aucun risque pour la santé.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

- Mesdames les Ministres considèrent-elles que la population locale est suffisamment informée en la matière?

- Face à des informations au prime abord contradictoires, Mesdames les Ministres n'estiment-elles pas qu'il faudrait davantage sensibiliser la population locale quant à l'utilité des valeurs limites en matière d'émissions et d'immissions, ainsi que quant à l'impact de ces dernières sur la santé humaine?

- Comment veulent-elles y parvenir?

Réponse commune (21.05.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le service surveillance et contrôle de la qualité de l'air de l'Administration de l'Environnement (AEV) gère différents réseaux de mesures afin de surveiller et de prévoir la qualité de l'air. Les résultats actuels des stations de mesures (niveaux des polluants dioxydes d'azote, oxydes d'azote, oxyde de carbone, hydrocarbures totaux et poussières fines), ainsi qu'un indice de la qualité de l'air sont diffusés en temps réel par le biais du site www.environnement.public.lu.

En cas de risque de dépassements et de dépassements effectifs de valeurs limites de certains polluants, (p. ex. l'ozone ou PM10), le public est informé par des communiqués de presse. Dans le cas de l'ozone, des groupes sensibles tels que par exemple les maisons de retraite, les hôpitaux, les écoles, les crèches, etc., sont en outre directement informés par l'Administration de l'Environnement par le biais de mails, de SMS ou de fax.

Par ailleurs, l'Administration de l'Environnement dispose d'informations issues du réseau de biosurveillance, des mesurages du réseau de retombées de poussières et de résultats de mesures d'émissions (mesures ponctuelles ou campagnes de mesures continues) qui sont disponibles sur simple demande, conformément aux dispositions de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

Enfin, l'Administration de l'Environnement participe activement aux réunions d'information semestrielles concernant les sites d'ArcelorMittal organisées par l'administration communale d'Esch-sur-Alzette et auxquelles participent les communes de Schifflange, de Differdange, de Sanem, le Mouvement écologique ainsi qu'ArcelorMittal.

Malgré les efforts fournis, les communes et la population locale proche des sites sidérurgiques en activité pourraient être informées dans un délai plus rapproché des récoltes de légumes en ce qui concerne le dépassement de valeurs limites basées sur des critères sanitaires. À cette fin, une procédure écrite et précise en matière de validation et de publication des résultats du réseau de biosurveillance est sur le point d'être finalisée, afin de garantir un flux d'information correct et compréhensible pour la population concernée.

À noter que la ville d'Esch-sur-Alzette dispose de son côté de ses propres données de biosurveillance mettant en évidence une pollution éventuelle par des métaux lourds.

Les valeurs limites en matière d'émissions des sites industriels reflètent l'application de la meilleure technique disponible pour chaque type d'établissement. Les valeurs limites en matière d'immissions de l'air ambiant par contre servent à limiter l'impact des émissions sur l'entourage (entre autres l'environnement humain et naturel), certaines ont pour but de limiter l'impact sur la santé humaine. Certaines réglementations (p. ex. le règlement grand-ducal du 2 avril 2003 portant application de la directive 2002/3/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2002 relative à l'ozone dans l'air ambiant) imposent l'information du public à compter de certains seuils, ce qui est fait systématiquement. L'information n'est pas prévue pour les polluants ayant fait l'objet de la question parlementaire n°0945 *(cf. compte rendu n°9/session ordinaire 2014-2015)* et à ce titre il y a lieu de rappeler qu'on ne peut pas conclure à des émissions (qui émanent des sites industriels) aux immissions qui reflètent la qualité de l'air ambiant.

Il reste à préciser que les concentrations mesurées à l'intérieur d'un établissement industriel en particulier ne peuvent être corrélées ni avec les immissions constatées dans l'air ambiant ni avec les émissions mesurées du site en général.

En ce qui concerne la procédure écrite qui est en finalisation, celle-ci est le résultat d'une consultation entre l'Administration de l'Environnement et la Direction de la Santé.

Suite à l'adoption de cette procédure, l'information relative à des dépassements de valeurs limites sera publiée dans les plus brefs délais possibles et ceci conjointement par les deux ministères à l'aide de leurs administrations respectives concernées.

Une publication sur le portail Internet www.environnement.public.lu de ces informations,

ainsi que des résultats de la surveillance des émissions sera également favorisée et menée en parallèle.

Question 1052 (13.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **soutien financier de l'État pour l'initiative contre le droit de vote pour non-résidents dans le cadre du référendum**

D'Plattform „Minté" regroupéiert eng ganz Rei Organisatiounen, déi sech fir d'Auslännerwahlrecht asetzen. Dorënner si vill Organisatiounen, déi direkt vum Stat ënnerstëtzt an/oder subventionéiert ginn. Esou fléisse Mëttele vum Stat an d'Campagne fir de Jo.

Et hunn och Bierger sech spontan an Initiativen zum Neen zum Auslännerwahlrecht zesummegedoen, z. B. d'Initiativ Neen zum Auslännerwahlrecht, déi um Spaweck d'Säit nee2015.lu bedreift.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Fro stellen:

- Ass d'Regierung bereet, am Kader vun enger neutraler a fairer Debatt ëm d'Fro zum Auslännerwahlrecht, och Initiative fir den Nee finanziell ze ënnerstëtzen?

Réponse (23.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte mecht drop opmierksam, datt Organisatiounen, déi Subsider vum Stat kréien, sech am Débat iwwert d'Froe vum Referendum vum 7. Juni fir d'Auslännerwahlrecht ausschwätzen.

Hie freet, ob d'Regierung déi Initiativen, déi sech géint d'Auslännerwahlrecht ausspriechen, och finanziell géif ënnerstëtzen, fir esou eng Gläichheet tëscht deene verschiddenen Organisatiounen an Initiativen ze garantéieren.

Ech wëll dem Deputéierten äntwerten, datt all dës Organisatiounen, déi sech fir d'Auslännerwahlrecht ausschwätzen, net an der Perspektiv vum Referendum finanzéiert ginn, mä datt si déi Subside kréien, fir diverse Missiounen nozegoen, déi am Prinzip an enger Konventioun mam Stat festgehale sinn.

Et ass jiddwer Organisatioun hiert gutt Recht, fir sech zu gesellschaftleche Froen ze positionéieren an hir Meenung dozou ëffentlech ze soen. Et kann een enger Organisatioun, déi Subside vum Stat kritt, net verbidden, fir sech zu aktuelle Froen ze äusseren, soulaang se déi Subsiden net zweckentfremdet a sech am Kader vun hire festgehalene Missiounen expriméiert.

Wat eng eventuell spezifesch finanziell Ënnerstëtzung vun Initiativen am Kontext vun engem Referendum ubelaangt, esou mengt d'Regierung, datt een dofir e legale Kader bräicht.

Question 1053 (13.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **neutralité de l'Union européenne dans le cadre du référendum:**

D'Initiativ „Moselle Diversity" mécht op hirer Spaweckssäit oppen eng eesäiteg Reklamm fir d'Auslännerwahlrecht. Déi Initiativ weist ënner hire Partner de Fändel vun der Europäescher Unioun, de Symbol vun dem OLAI, dee vum Landwirtschaftsministère an dee vum Familljeministère.

„Moselle Diversity" gëtt och vum Landwirtschaftsfong vun der EU ënnerstëtzt.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Europäesch Unioun sech direkt oder indirekt däerf an d'Referendumscampagne amëschen?

2. Wëllt d'Regierung géintiwwer den Institutiounen, Organer an aneren Emanatioune vun der EU däitlech maachen, datt Lëtzebuerg sech all Amëschung a seng Saachen, wéi z. B. d'Wahlrecht fir d'Chamberwahlen, verbitt?

3. Wëllt d'Regierung an d'Referendumscampagne eesäiteg an direkt agräifen, wéi d'Ënnerstëtzung vun „Moselle Diversity" an hirer Propagandacampagne fir d'Auslännerwahlrecht et ze weise schéngt?

Réponse commune (11.05.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1. D'Regierung ass der Meenung, dass d'Europäesch Unioun sech weder direkt nach indirekt an d'Campagne vum Referendum amëschen däerf.

Ad 2. Well bis elo nach keng Institutiounen, Organer oder aner Emanatioune vun der EU sech agemëscht hunn, gesäit d'Regierung och keng Noutwendegkeet, fir hinne géintiwwer däitlech ze maachen, dass Lëtzebuerg sech all Amëschung a seng Saachen, wéi z. B. d'Wahlrecht fir d'Chamberwahlen, verbitt.

Ad 3. Den Internetsite „Moselle Diversity" ass am Kader vum LEADER-Projet „Pacte d'intégration Miselerland" realiséiert ginn, zesumme mat de 14 „Commissions communales consultatives d'intégration". Dëse Projet gouf tëscht dem 29.09.2011 an dem 31.12.2014 vun der EU, vum Landwirtschaftsministère an dem OLAI cofinanzéiert. D'Phas vun der Finanzéierung ass domat den 31.12.2014 ofgeschloss ginn.

Aus deem Grond sinn och déi jeeweileg d'Logoen um Site ze fannen, esou wéi dat vun der europäescher Reglementatioun virgeschriwwen ass an de sougenannten „Règles de publicité". Dësen Internetsite ass domat konform zu dëser Reglementatioun.

Dat bedeit awer net, datt d'EU, de Landwirtschaftsministère oder den OLAI eng Emprise op den Inhalt vum Site hätten a fir den Inhalt responsabel wieren. De Gestionnaire vum Projet an domat och vum Internetsite ass de lokalen Aktiounsgrupp LEADER Miselerland. Weder de Landwirtschaftsministère, nach den OLAI si weiderhi mam Site vun „Moselle Diversity" associéiert. An deem Sënn gräift d'Regierung och net an d'Campagne vum Referendum iwwert dëse Site an.

Question 1054 (14.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **démission du directeur du Contrôle médical:**

Mir ass zu Ouere komm, den Direkter vum Contrôle médical hätt seng Demissioun agereecht, mä de Minister géif déi net akzeptéieren. Duerfir wëll ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wëllt den Direkter vum Contrôle médical demissionéieren?

2. Wa jo, wéisou wëllt den Här Minister déi Demissioun net akzeptéieren?

Réponse (16.04.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le médecin-directeur du Contrôle médical de la sécurité sociale n'a pas présenté sa démission et n'a pas l'intention de le faire.

Question 1055 (14.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **contrat d'initiation à l'emploi:**

Géint d'Jugendaarbechtslosegkeet gouf de „Contrat d'initiation à l'emploi" erfonnt. Deen ass a Form vun engem CDD vun zwielef Méint (mat méiglecher Verlängerung vu sechs Méint), wou de Patron dat éischt Joer all Mount tëscht 50% a 65% vun der Indemnitéit vun der ADEM remboursériert kritt an 100% vun de Charges patronales. D'Indemnitéit ass gestaffelt: 80% vum net qualifizéierte Mindestloun ënner 18 Joer, 100% vum net qualifizéierte Mindestloun iwwer 18 Joer, 130% vum net qualifizéierte Mindestloun bei postsecondairë Studien...

D'Kandidate musse bei der ADEM ageschriwwe gewiecht sinn. Wann dee Kontrakt no den zwielef Méint oder 18 Méint zu engem CDI féiert, da kritt de Patron nach während weideren zwielef Méint d'Charges patronales remboursériert.

En contrepartie muss de Salarié vun engem Tuteur forméiert ginn, deen och op Course bei d'ADEM ka geruff ginn, et muss e Formatiounsplang bannen engem Mount ausgefëllt ginn, an no sechs Méint muss d'Entreprise mat der ADEM eng Evaluatioun maachen. Aacht Woche virum Schluss vum Kontrakt gëtt eng zweet Evaluatioun gemaach, an d'Entreprise preparéiert en Zertifikat fir den Ugestallten, datt hien den CIE ofgeschloss huet, wa si en net behale wëllt. D'Sue kritt de Betrib zréck, andeems all Mount e Formulaire ageschéckt gëtt mat enger Demande, fir remboursériert ze ginn.

De Patron muss sech allerdéngs verflichten, fir säin Employé fräizestellen, fir all Obligatiounen, déi dee géigeniwwer der ADEM huet. Dat gëllt och fir nei Assignatiounen a Virstellungsgespréicher, déi hie weider ka vun der ADEM proposéiert kréien. D'Verwaltung verlaangt anscheinend och, datt dee Salarié weider all Mount op der ADEM virstelleg gëtt.

Dofir wollt ech dës Froe beäntwert kréien:

1. Wier déi Zäit, déi de Salarié op der ADEM an an anere Betriber verbréngt, net besser am Betrib, wou hie schafft, fir d'Formatioun investéiert?

2. Wéi vill Aarbechtszäit geet doduerch am Schnëtt verluer?

3. Gëtt am Kader vun de permanente Reforme bei der ADEM och dru geschafft, fir grad bei esou Mesuren derfir ze suergen, de Verwaltungsopwand vun de Betriber méi kleng ze maachen?

4. Ass et net eng zimlech komplizéiert Prozedur, grad fir kleng Betriber, déi déi meeschten Aarbechtsplaze schafen?

5. Wat fir Garantien huet e Patron, dass en och eppes vun dem Opwand un Zäit an Energie, deen hien an déi jonk Persoun investéiert, erëmkritt oder kann deen/muss dee während dem CIE einfach op eng aner Plaz goen, wann d'ADEM dat décidéiert?

6. Wéi vill där CIEe ginn am Joer ofgeschloss?

7. Entsprécht dat den Erwaardunge vun der ADEM oder hat si sech méi e grousse Succès vun der Mesure erwaart?

8. Wéi sinn déi Jonk mat engem CIE an der Statistik erfaasst: als Chômeur oder Salarié?

Réponse (04.05.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

De Code du Travail gesäit wuel vir, dass de Promoteur deem Jonke muss erlaben, op all Initiativ vun der ADEM ze reagéieren. An der Praxis ass et awer esou, dass d'ADEM dee Jonken am Prinzip während sengem CIE net assignéiert, well d'Zil soll e fest Engagement beim Promoteur sinn, ausser dee Jonke freet, fir assignéiert ze ginn. Et geet also keng Zäit verluer doduerch, dass dee Jonke sech bei anere Betriber virstellt. Hie gëtt am Prinzip och net während sengem CIE op d'ADEM geruff, ausser déi zwou Kéieren (no sechs Méint an aacht Woche virum Enn vum CIE), wou d'ADEM mat him iwwer seng Evaluatioun schwätzt. Et kéint een awer driwwer nodenken, ab engem gewëssenen Zäitpunkt, wa sech erausschielt, dass dee Jugendlechen net iwwerholl gëtt, hien eemol de Mount op d'ADEM ze ruffen, fir mat him ze kucken, wéi et nom CIE ka weidergoen.

Aus dësen Developpementer geet also ervir, dass net vill Aarbechtszäit verluergeet; héchstens zweemol véier Stonnen op d'ganz Dauer vum CIE.

Wat de Verwaltungsopwand an d'Prozedur ugeet, esou sinn déi net besonnesch grouss respektiv komplizéiert. Si sinn dem Zil vun der Mesure ugepasst. Vun der Entreprise gëtt e Plan de formation verlaangt, zweemol eng Evaluatioun vum Jonken an eng monatlech Déclaration de créance (de Patron kritt 50% vum Jonke senger Indemnitéit remboursériert plus d'Part patronale vun de Charges sociales).

Der Entreprise steet et fräi, dee Jonken nom CIE fest anzestellen. Dee Moment rentéiert sech den Opwand un Zäit an Energie natierlech fir de Patron.

Am Joer 2013 goufen 585 nei CIE ofgeschloss. Déi éischt Méint vun deem Joer wore keng CIE ofgeschloss ginn en attendant, dass dat neit Gesetz „Insertion des jeunes demandeurs d'emploi dans la vie active" géif am Mount Abrëll a Kraaft trieden.

Am Joer 2014 goufen 912 Kontrakter ofgeschloss.

Dëst Joer si bis elo 389 Kontrakter gemaach ginn.

All dës Jonk ginn an de Statistiken als „Personnes résidantes bénéficiant d'une mesure pour l'emploi" gefouert.

Question 1056 (14.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **remboursement de la part de l'Union européenne:**

Lëtzebuerg soll vun der EU ongeféier 90 Milliounen Euro zréckbezuelt kréien.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Finanzminister dës Informatioun confirméieren?

2. Wa jo, wéini an a wéi enger Form soll Lëtzebuerg déi Sue kréien?

3. Huet dëse Remboursement Inzidenzen op eis zukünfteg Kontributiounen zum EU-Budget?

4. Wéi ginn déi Sue budgetiséiert?

5. Zu wéi engem Zweck solle si der Regierung hirer Meenung no benotzt ginn?

6. Wëllt d'Regierung der Chamber e Projet de loi virleeën, fir datt d'Chamber kann décidéieren, wéi déi Sue sollen affectéiert ginn?

7. Oder mengt d'Regierung, fräi iwwert dës Zomm kënnen ze verfügen, ouni d'Kontroll vun der Chamber?

Réponse (18.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Als Äntwert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro kann ech confirméieren, dass Lëtzebuerg vun der EU 93.665.379,48 Euro zréckbezuelt krut. Dëse Remboursement ass an zwou Etappe geschitt:

Den 1. Dezember 2014, e Montant vu 66.930.524,44 Euro, deen awer kompenséiert gouf mat engem Montant vu 27.287.607,77 Euro, dee Lëtzebuerg der EU op deem Dag ze bezuelen hat, soudass der Statstrésorerie en Nettomontant vun 39.642.816,67 Euro iwwerwise ginn ass.

Den 1. Februar 2015, e Montant vun 26.734.855,04 Euro, deen am selwechte Sënn och erëm kompenséiert gouf, allerdéngs mat engem Montant vun 80.344.190,35 Euro, dee Lëtzebuerg der EU op deem Dag schëlleg war, soudass d'Statstrésorerie just 53.609.335,31 Euro iwwerwisen huet.

Dës Operatioune versti sech am Kontext vun der Kontributioun vu Lëtzebuerg zum Budget vun der EU, dee jo, ënner anerem, iwwer een Deel vun den TVA-Recettë vun de Memberlänner gespeist gëtt.

Am Aklang mat de Regelen, déi am modifizéierte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Comptabilitéit an d'Trésorerie vum Stat festgehale sinn, gouf den 1. Montant op 2014 verbucht, an deen 2. op 2015. An Uwennung vum Prinzip vun der Universalitéit vun de Recetten an den Dépensen, deen am Artikel 4 vun deem Gesetz festgehalen ass («L'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses»), sinn dës Suen an de Statsbudget vun de Joren 2014 an 2015 mat agefloss. Et bleift ze notéieren, dass 10% direkt de Gemengen zegutt komm sinn, durch d'Applikatioun vun de Regelen iwwert d'Opdeelung vun den Nettorecettë vun der TVA.

D'Regierung huet keng Informatiounen, déi drop hindeite géifen, dass dëse Remboursement eng Inzidenz hätt op eis zukünfteg Kontributiounen zum EU-Budget.

Question 1057 (14.04.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**accès aux soins de santé des personnes en situation irrégulière:**

Depuis un certain temps, les services œuvrant dans le domaine social sont de plus en plus confrontés à des demandes d'aide de personnes «sans papiers» ou en situation de séjour irrégulier, ayant fait appel à des services hospitaliers, de médecine, ou en général de prestataires pour des soins urgents ou nécessaires, et qui ne disposent pas des moyens financiers pour le paiement des honoraires et factures se rapportant à ces soins. En raison de l'absence d'une affiliation à la CNS, à laquelle elles ne sont pas légalement admises, les frais afférents leur sont mis en compte et facturés personnellement. Il n'est pas rare non plus, que dans cette situation les hôpitaux réclament le paiement d'une caution avant de dispenser des soins.

S'il est vrai que les hôpitaux ne refusent généralement pas la dispensation de soins urgents à ces personnes, la question du financement des prestations de santé nécessaires reste posée, aussi bien pour les notes d'honoraires des médecins, que pour celles des autres prestataires, dont les pharmaciens, pour la délivrance de médicaments en ambulatoire. Le problème est d'autant plus critique lorsqu'il s'agit d'enfants ou de mineurs d'âge, sans affiliation, exclus de la possibilité d'une affiliation à charge de l'État offerte par les articles 1er sous 13 et 32, tiret 8 du Code de la sécurité sociale, ce en raison du défaut de «résidence» officielle au Luxembourg.

Dans bon nombre de pays européens, cette problématique a été résolue par des adaptations législatives, ces solutions pouvant être une source d'inspiration pour le Luxembourg. Veuillez bien, à ce sujet, consulter le relevé afférent (à la page 22) du rapport de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) de l'année 2011 intitulé «L'accès aux soins de santé des migrants en situation irrégulière dans 10 États membres de l'Union européenne».

La situation au Luxembourg est confuse et mène à des pratiques très divergentes suivant

les prestataires sollicités. Cette situation est plutôt insatisfaisante pour les différentes catégories de prestataires et carrément dramatique pour les malades concernés et leurs familles. Tout parti concerné saluerait une solution nationale uniforme pour toutes les catégories de malades et prestataires concernés.

Soulignons encore que l'article 34.011 34.32 05.10 du budget des dépenses de l'État, crédit non limitatif et sans distinction d'exercice du Ministère de la Santé, prévoit, à titre de subsides, une dotation de 900.000 euros pour l'année 2015 «pour le traitement des maladies sociales et d'autres affections», de même que pour «la prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes».

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé, de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Madame la Ministre de la Famille:

1. Quelles sont les règles applicables aux demandes pour accéder aux crédits à charge de l'article 34.011 34.32 05.10 du budget des dépenses de l'État? Existe-t-il une procédure administrative bien définie et publiée invocable par des prestataires ou des particuliers en situation d'indigence?

2. Dans la mesure où une telle procédure n'existerait pas encore, ne serait-il pas dans l'intérêt des particuliers concernés et des prestataires en général qu'une telle procédure, conférant des droits précis, soit établie?

3. Les situations dans lesquelles se trouvent les personnes visées tombent-elles sous l'application de l'article 4 de la loi sur l'aide sociale du 18 décembre 2009 (personnes en séjour temporaire au Luxembourg) pour pouvoir bénéficier d'une aide?

4. L'exclusion à l'accès aux soins, surtout des jeunes personnes visées, ne constitue-t-elle pas un risque de santé, aussi bien pour les personnes concernées, que pour la population entière (absence de vaccination, absence de contrôle de l'évolution de la dentition, de la détection de maladies infectieuses, etc.)?

5. Ne serait-il pas nécessaire d'adapter notre dispositif légal ou réglementaire afin de donner accès aux soins à des personnes en situation de séjour irrégulier? Une extension de l'affiliation de ces personnes au titre des articles 1er et 32 du Code de la sécurité sociale pourrait-elle être envisagée? Quelles pratiques adoptées par d'autres pays le Luxembourg pourrait-il suivre pour résoudre cette problématique?

Réponse commune (19.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les personnes en situation de séjour irrégulier tombent sous le champ d'application de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, dont l'article 4 prévoit: «A droit à l'aide, toute personne séjournant au Grand-Duché de Luxembourg conformément à la législation en vigueur.»

Si, à ce titre, ces personnes sont exclues du bénéfice de l'aide matérielle en espèces, il y a lieu de préciser qu'en application de l'article 27 de la même loi, l'office social peut attribuer un secours humanitaire urgent, de courte durée, à une personne dans le besoin, qui se trouve sur le territoire de compétence de l'office social, et qui ne remplit pas les conditions d'éligibilité de l'article 4.

Les personnes en situation irrégulière peuvent toutefois bénéficier d'une affiliation volontaire si elles déclarent une adresse au Luxembourg. En l'absence d'un certificat établi par la commune, la personne concernée peut produire d'autres pièces justificatives, comme le paiement de loyers, l'attestation de la personne chez laquelle ces personnes résident. Néanmoins cela suppose que ces personnes puissent payer effectivement leurs cotisations, donc qu'elles disposent d'un revenu suffisant. Par ailleurs, ces personnes sont déclarées au département de l'Immigration.

La Caisse Nationale de Santé (CNS) n'est pas compétente pour définir une procédure invocable par des prestataires ou des particuliers en situation d'indigence, étant donné que l'article 1er du Code de la sécurité sociale (CSS) relatif à l'assurance obligatoire ne s'applique pas aux personnes en situation irrégulière. Par ailleurs, l'article 32 du CSS relatif à la charge des cotisations supportée par les assurés ne peut également pas s'appliquer aux personnes en situation irrégulière.

À travers l'article 14.0.34.011 du budget des dépenses de l'État, le département ministériel de la Santé peut accorder un subside en cas de demande introduite soit par un particulier, soit par les services sociaux hospitaliers, soit par d'autres personnes ou associations au nom de la personne concernée.

Tout dossier est traité de façon individuelle sur base d'une enquête sociale. Le subside peut couvrir au maximum 80% pour les frais hospitaliers et médicaux. À travers ce crédit, le Ministère de la Santé intervient aussi dans le cadre du Tiers payant social (TPS) en prenant en charge des prestations non opposables à la CNS et non récupérables par les offices sociaux auprès des bénéficiaires du TPS.

Force est toutefois de constater que le système en place permet ainsi de donner accès aux soins urgents et, dans la plupart des cas, aux soins les plus importants.

Question 1058 (15.04.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **rapport annuel de l'OCDE sur les impôts sur les salaires:**

Selon le rapport annuel de l'OCDE sur les impôts sur les salaires, la charge fiscale serait plus faible pour les familles avec enfants que pour les salariés célibataires sans enfant dans tous les pays de l'OCDE. Notons toutefois que les différences sont particulièrement marquées, notamment au Luxembourg.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si, dans le cadre de la réforme fiscale, il n'entend plus (ou dans une moindre mesure) faire dépendre la charge fiscale de considérations familiales? Dans l'affirmative, comment veut-il y arriver?

Réponse (07.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'objectif du rapport «Les impôts sur les salaires» de l'OCDE est de montrer comment sont calculés les impôts sur le revenu des personnes physiques, les cotisations de sécurité sociale et les taxes sur les salaires, et d'examiner l'impact de ces prélèvements et des allocations familiales sur les revenus nets des ménages.

Les résultats permettent des comparaisons quantitatives entre pays sur les niveaux des coûts de vie et la situation globale des salariés célibataires et des familles au regard de l'impôt et des transferts sociaux.

Concernant les données du Luxembourg, la différence entre les familles avec enfants et les célibataires sans enfant parvient essentiellement des prestations familiales accordées aux familles avec enfants.

En ce qui concerne la question relative à la réforme fiscale, je me permets de faire savoir aux honorables Députés que, étant donné que les travaux y relatifs n'ont que débuté, il est à l'heure actuelle trop tôt de me prononcer en la matière.

Question 1059 (29.04.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **cinémomètres utilisés lors de contrôles de vitesse:**

Le règlement grand-ducal du 2 août 2002 concernant les modalités d'utilisation, d'homologation et de contrôle des cinémomètres, tel que modifié précise en son article 2 les données que le cinémomètre doit plus particulièrement afficher et enregistrer, i. e. la vitesse mesurée. Étant donné que seule la vitesse est repérée et que l'appareil n'enregistre pas le véhicule auquel se rapportent les données, il paraît que lors de contrôles de vitesse, les conducteurs interpellés contestent des fois le mesurage effectué par la Police grand-ducale. Ils expliquent en effet avoir respecté les vitesses réglementaires, tout en indiquant que le mesurage a probablement porté sur un des véhicules les précédant immédiatement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Comment les agents de police devraient-ils se comporter si la personne interpellée réfute les allégations de dépassement de vitesse?

- Ne serait-il pas indiqué de mettre à disposition des agents de police d'autres dispositifs permettant en plus de l'enregistrement de la vitesse mesurée également la prise d'une photo du véhicule concerné? Quelles sont les raisons qui s'y opposeraient?

- Monsieur le Ministre est-il par ailleurs enclin à suivre les recommandations formulées l'année dernière par l'Inspection générale de la Police portant notamment sur la formation des agents de police en la matière?

Réponse (28.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La Police grand-ducale confirme que des usagers contestent les mesurages effectués lors de contrôles de vitesse. En cas de contestation, l'agent de police est tenu de dresser procès-verbal (art. 15 al. 4 point 4 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques).

Le projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisé dispose de l'usage de photos lors de contrôles de vitesse.

En 2013, la police a élaboré un nouveau «concept de surveillance et contrôle de la circulation routière» basé sur les recommandations de l'audit de l'Inspection générale de la Police. La recommandation récente d'introduire un certificat de formation est actuellement à l'étude.

Question 1060 (17.04.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **limitation de la vitesse à 30 km/h aux alentours des écoles et autres structures sensibles:**

Dans l'intérêt de la sécurité sur les voies publiques, le Ministre des Transports allemand vient d'annoncer son intention de revoir le cadre légal pour faciliter considérablement l'introduction de zones 30 km/h sur les axes routières principales aux alentours des écoles, crèches et maisons de soin. D'autres organisations demandent d'établir la limitation de vitesse à 30 km/h comme règle générale à l'intérieur de toute agglomération, tout en permettant des exceptions sur quelques routes principales ou des parties de routes principales délimitées.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable:

1. Comment est réglée actuellement au Grand-Duché de Luxembourg la vitesse sur les routes principales à l'intérieur des agglomérations? Quelles sont les possibilités pour les communes et les responsables des institutions visées, pour voir limitée la vitesse aux alentours des écoles, crèches, maisons de soins ou autres structures sensibles?

2. Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une limitation généralisée à un maximum de 30 km/h à l'intérieur des agglomérations, tout en permettant des exceptions sur quelques routes principales ou des parties de routes principales délimitées?

3. Ne serait-il pas opportun de prévoir une vitesse maximale généralisée de 30 km/h au moins autour de ces structures sensibles, tout en laissant le soin aux communes de réduire davantage la vitesse autours de ces structures (par exemple zone de rencontre à 20 km/h)?

4. Ne serait-il pas utile de compléter le plan d'action «sécurité routière» 2014-2018 présenté par vous le 8 décembre 2014?

Réponse (28.04.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'opportunité d'introduire de manière générale une limitation de la vitesse à 30 km/h aux alentours des écoles et autres structures sensibles.

Selon l'article 139 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route, la vitesse maximale autorisée à l'intérieur des agglomérations est de 50 km/h.

Comme l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques confère aux autorités communales le pouvoir de réglementer la circulation sur la voirie communale, ainsi que sur la voirie normale de l'État à l'intérieur de l'agglomération, nombreuses sont les communes ayant procédé à un apaisement du trafic sur le territoire de leur commune par la création de zones à 30 km/h, de zones résidentielles ou encore de zones de rencontre. Ces zones d'apaisement du trafic augmentent considérablement la qualité de vie des résidents et contribuent également à une amélioration de la sécurité routière. En février 2013, la Commission de circulation de l'État a élaboré des lignes directrices, regroupant les critères d'aménagement des zones d'apaisement du trafic.

S'il est vrai que l'aménagement d'une zone à 30 km/h est en principe uniquement recommandé sur la voirie communale, mais que le souhait d'élargir cette possibilité à la voirie normale de l'État à l'intérieur des agglomérations se fait de plus en plus ressentir, un groupe de travail a été chargé d'étudier la faisabilité de limiter également certains tronçons de la voirie normale de l'État en agglomération à 30 km/h.

En effet, afin de permettre aux communes de mettre en place un réseau cohérent et sécurisé pour la mobilité douce, et dans un souci de sécuriser des endroits sensibles, comme des écoles ou encore des maisons relais, des critères sont en train d'être élaborés qui permettront la limitation de la vitesse à 30 km/h sur certains tronçons du réseau étatique à l'intérieur d'une agglomération. Ces critères et conditions seront regroupés dans une publication qui est sur le point d'être finalisée.

En ce qui concerne la proposition de prévoir une vitesse maximale généralisée de 30 km/h à l'intérieur des agglomérations, il convient de préciser qu'il est plus judicieux d'aménager des zones à trafic apaisé seulement à des endroits où une telle mesure contribue effectivement à une amélioration de la sécurité routière et est respectée par les automobilistes. En effet, l'acceptation d'une limitation de la vitesse à 30 km/h dépend de plusieurs facteurs, notamment du tracé et du gabarit routier, ainsi que de la longueur du tronçon concerné.

Question 1061 (17.04.2015) de **M. Alexander Krieps** *(DP)* concernant le **secteur médical non conventionné:**

Dans le cadre d'une interview, le président du collège médical a plaidé pour la mise en place d'un secteur médical non conventionné, où les prestataires de soins médicaux ne seraient plus liés aux tarifs conventionnés et les patients ne seraient pas remboursés par la Caisse Nationale de Santé (CNS).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur le Ministre partagent-ils l'avis du collège médical concernant l'introduction d'un secteur médical non conventionné au Luxembourg?

- Madame et Monsieur le Ministre sont-ils disposés à faire réviser les liens professionnels entre les médecins et la CNS de sorte à ce que chaque médecin, après avoir reçu son autorisation d'exercer, serait obligé de signer un contrat avec la CNS pour se conformer aux obligations du conventionnement obligatoire existant au Luxembourg?

Réponse commune (05.05.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Pour ce qui est de la première question soulevée par Monsieur le Député Alexander Krieps, nous prions Monsieur le Député de se référer à notre réponse conjointe à la question parlementaire n°0966 de Monsieur le Député Jean-Marie Halsdorf datée du 6 mars 2015 concernant la même matière *(cf. compte rendu n°10/ session 2014-2015).*

En ce qui concerne plus particulièrement la question de la signature par chaque prestataire de soins établi au Luxembourg d'un contrat individuel avec la CNS pour se conformer aux obligations du conventionnement obligatoire existant au Luxembourg, nous ne voyons pas l'intérêt d'une telle mesure qui ne saurait résoudre les problèmes qui se posent actuellement dans les relations entre le groupement représentatif des médecins et la CNS.

La loi énumère les dispositions obligatoires de la convention et impose le conventionnement obligatoire pour tout prestataire établi sur le territoire luxembourgeois pour toute relation avec une personne protégée. Les conventions sont portées à la connaissance de tous par leur publication au Mémorial.

La loi dispose que les conventions sont négociées avec les groupements représentatifs des prestataires. La loi proclame nulle et non avenue tout arrangement conclu par les parties à quelque titre que ce soit, qui ne suit pas les procédures ou ne revêt pas les formes prescrites.

Vouloir mettre en place, dans ce cadre, une procédure de signature par tout prestataire d'un

contrat «d'adhésion» à la convention de base nous semble inutile. Le prestataire individuel, même non membre du groupement représentatif qui a négocié la convention de base, n'aurait pas l'option de discuter ou d'amender le contenu de celle-ci. Il pourrait uniquement refuser de signer le contrat d'adhésion lorsqu'il ciblerait une patientèle exclusivement non couverte par l'assurance maladie. Or, déjà actuellement le prestataire est libre de ne pas solliciter un code prestataire auprès de la CNS. Il n'est alors pas soumis à la convention, mais alors il n'a pas le droit de dispenser des services susceptibles d'être pris en charge par l'assurance maladie sur des personnes protégées.

Question 1062 (17.04.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**utilisation de l'abréviation LFF et distinction entre différents fonds existants:**

Le «Luxembourg Future Fund» sera officiellement opérationnel à partir du 20 avril prochain. On peut lire notamment dans la presse que la dénomination de ce fonds est reprise sous l'abréviation LFF. Or, il se trouve que l'agence de développement du centre financier luxembourgeois «Luxembourg for Finance», fondée en 2008, est connue sous la même abréviation. Un autre fonds a par ailleurs été créé par la loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir, à savoir le Fonds souverain intergénérationnel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement peut-il confirmer que l'abréviation LFF sera utilisée de manière officielle pour le «Luxembourg Future Fund»?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'est-il pas d'avis que le choix de l'abréviation peut prêter à confusion, alors que celle-ci est déjà utilisée pour l'agence «Luxembourg for Finance»?

- Pour des raisons de clarté, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il serait judicieux d'opter pour une abréviation distincte concernant les deux instances?

- Dans un souci de bonne perception et de compréhension par le grand public, comment Monsieur le Ministre des Finances envisage-t-il de distinguer le «Luxembourg Future Fund» du Fonds souverain intergénérationnel?

Réponse commune (18.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le «Luxembourg Future Fund», constitué en date du 20 avril 2015, n'utilise pas l'abréviation LFF - telle qu'elle a pu être utilisée par souci de simplicité en tant que nom de projet dans le cadre des travaux préparatoires de ce fonds - et n'est identifié que sous sa dénomination officielle de «Luxembourg Future Fund».

L'abréviation LFF a fait par ailleurs l'objet d'un dépôt de marque par «Luxembourg for Finance» auprès de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur et ne sera pas utilisée pour désigner le «Luxembourg Future Fund».

En ce qui concerne la distinction entre le «Luxembourg Future Fund» et le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg, il y a lieu de relever les différences suivantes:

Le «Luxembourg Future Fund» a pour objet de soutenir la diversification et le développement durable de l'économie luxembourgeoise en contribuant à attirer au Luxembourg, directement ou indirectement, des activités entrepreneuriales en phase d'amorçage, de développement ou de croissance ou des activités contribuant à l'innovation. La stratégie d'investissement du «Luxembourg Future Fund» vise ainsi les entreprises étrangères apporteuses d'activités ayant des retombées à court, moyen et long terme pour l'économie luxembourgeoise.

Le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg pour sa part a pour objet de réaliser une épargne dont les revenus pourront être utilisés, sous certaines conditions et dans certaines limites, pour contribuer au bien-être des générations futures. L'investissement dans le fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg a ainsi un effet à très long terme.

Le «Luxembourg Future Fund» a ensuite été constitué sous forme de SICAV FIS SA (société d'investissement à capital variable, fonds d'investissement spécialisé, société anonyme) par la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) et le Fonds européen d'investissement (FEI). Il a une taille de 150 millions d'euros. L'alimentation financière du «Luxembourg Future Fund» se fait par apport de ses deux actionnaires sans lien avec le budget de l'État.

Le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg par contre est un établissement public alimenté par une dotation budgétaire annuelle d'au moins 50 millions d'euros. L'État est par conséquent le seul investisseur du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg.

Enfin, le «Luxembourg Future Fund» a une durée de 17 ans (qui peut être prolongée de maximum deux ans) et les investissements se font sur les cinq premières années suivant le lancement (avec la possibilité d'augmenter la période d'investissement d'un an). Il est prévu que les parties s'engagent en temps utile à discuter d'un fonds successeur (principe d'un fonds permanent). Le «Luxembourg Future Fund» pourra reverser annuellement des dividendes à ses actionnaires.

Le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg n'a pas de durée limitée et les revenus pourront être affectés au budget de l'État au plus tôt 20 ans après sa date de constitution ou lorsque ses avoirs dépassent 1.000 millions d'euros.

Question 1063 (17.04.2015) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**exécution du Budget de l'État pour l'exercice 2014:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0891 *(cf. compte rendu n°8/session 2014-2015),* Monsieur le Ministre des Finances a expliqué qu'il n'était pas en mesure de donner une réponse substantive étant donné que l'exercice budgétaire 2014 n'était pas encore clôturé. L'exercice 2014 étant désormais clôturé et les données de finances publiques étant publiées sur le site Internet du Statec, Monsieur le Ministre devrait maintenant disposer des informations nécessaires pour répondre à mes questions.

En l'occurrence, en mars 2014, lors du dépôt du projet de budget 2014 à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Gouvernement avait ficelé un «Spuerpak» se chiffrant à 230 millions d'euros. Il avait expliqué que le Gouvernement avait activé les leviers sur lesquels il pouvait agir directement et à court terme, en l'occurrence les frais de fonctionnement de l'État, les investissements publics et la rémunération des fonctionnaires et employés publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que la progression des dépenses de consommation intermédiaire (couvrant l'essentiel des frais de fonctionnement) de 26,1 millions d'euros ou +2,4% est compatible avec l'objectif fixé d'une réduction du niveau absolu des dépenses de fonctionnement de l'État de 8,5% par rapport à son niveau de 2013?

- Est-ce que l'évolution des investissements directs (formation de capital) et indirects (transferts en capital) de -20,4 millions d'euros est bien compatible avec l'objectif annoncé d'une réduction des investissements de 137,2 millions d'euros?

- Le poste «rémunération des salariés» a évolué de +162,6 millions d'euros soit +5,7%. Dans quelle mesure cette évolution est compatible avec l'annonce de freiner significativement l'évolution des effectifs - et partant de la masse salariale - de l'État par rapport à l'exercice 2013, sachant qu'en 2013, le poste «rémunération des salariés» a évolué de +111,4 millions d'euros ou +4,1%?

- Enfin, Monsieur le Ministre est-il satisfait de l'exécution du budget des dépenses en 2014, soit une augmentation des dépenses de 644,4 millions d'euros ou +4,5% par rapport à 2013, sachant que l'évolution prévue dans le budget pour l'exercice 2014 était de +3,5% (+504,3 millions d'euros) et que l'évolution au cours de l'exercice 2013 était de +2,9% (+400,2 millions d'euros)?

Réponse (18.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député, Monsieur Serge Wilmes, affirme, en guise d'introduction que «l'exercice budgétaire 2014 [est] désormais clôturé et les données de finances publiques (…) publiées sur le site Internet du Statec (...)».

En réponse à cette affirmation, il s'impose de faire remarquer que d'après l'article 9 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, «les opérations relatives au paiement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 29 avril de l'année suivante».

Il s'y ajoute que d'après l'article 11 de la loi précitée du 8 juin 1999, le Gouvernement dispose jusqu'au 31 mai pour déposer à la Chambre des Députés le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice précédent.

Finalement, il importe de rappeler également que le secteur de l'Administration centrale comprend un certain nombre d'établissements publics qui clôturent leurs comptes après la date du 1er mai. Il en résulte qu'en ce moment les comptes de l'Administration centrale ne peuvent pas être considérés comme étant clôturés définitivement.

L'honorable Député pose ensuite quatre questions précises.

Quant à la première question:

L'honorable Député voudrait tout d'abord savoir si la progression du total des dépenses de consommation intermédiaire, par rapport à laquelle il avance le chiffre de 26,1 millions d'euros ou +2,4%, «est compatible avec l'objectif fixé d'une réduction du niveau absolu des dépenses de fonctionnement de l'État de 8,5% par rapport à son niveau de 2013».

En réponse à cette question, il y a lieu de rappeler tout d'abord que dans l'exposé des motifs du projet de budget pour 2014, l'objectif de réduction du total des crédits de fonctionnement avait été décrit dans les termes suivants:

«La consommation intermédiaire est définie par le SEC 95 comme étant la valeur des biens et services qui sont utilisés comme entrées au cours de la production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme consommation de capital fixe. En fait, il s'agit pour l'essentiel des frais de route et de séjour, des frais de bureau, des frais d'exploitation des bâtiments, des loyers, des frais d'experts et d'études, etc.

D'après la définition du système européen de comptes normalisés (SEC 95), cette rubrique comprend toutefois également les dépenses pour l'entretien du réseau ferroviaire et des ouvrages de génie civil (...)» qui ont cependant été laissées en dehors du champ des réductions.

«Étant donné qu'il importe de pouvoir s'exprimer au sujet de l'évolution des dépenses de consommation dans une optique structurelle, les dépenses pour le financement des élections européennes et de la Présidence de l'Union européenne ainsi que pour la mise en place du nouveau réseau radio ont été neutralisées.

Dans ce contexte, il importe d'insister sur le fait que pour le Gouvernement, le développement de l'informatique auprès de l'État constitue un objectif de premier plan. Dès lors il a été jugé indispensable de ne pas freiner les projets en cours, ce d'autant plus que leur réalisation ne manquera pas de se répercuter ultérieurement de manière positive sur l'évolution des dépenses de fonctionnement.

Dans le projet de budget la situation a été présentée conformément au tableau ci-dessous (tableau n°1) où il faut tenir compte des dépenses des services de l'État à gestion séparée, des établissements publics et des fonds spéciaux, la progression du total des dépenses de cette catégorie:»

- c'est-à-dire hors établissements publics - les dépenses de fonctionnement diminuent de 6,3%.

Il ressort de ce tableau que si l'on tient compte des adaptations qui ont été retenues par le Gouvernement dans le cadre des travaux budgétaires pour l'exercice 2014, le total des dépenses de fonctionnement diminue de 4,2%.

La volonté du Gouvernement de réduire les frais de fonctionnement de l'administration centrale se confirme dès lors clairement dans ces résultats.

Quant à la deuxième question:

En deuxième lieu, Monsieur Wilmes voudrait savoir si «l'évolution des investissements directs (formation de capital) et indirects (transferts en capital) de -20,4 millions est bien compatible avec l'objectif annoncé d'une réduction des investissements de 137,2 millions».

En réponse à cette partie de la question, il convient de rappeler tout d'abord que dans l'exposé des motifs du projet de budget pour 2015, les orientations politiques en matière de dépenses d'investissements ont été décrites dans les termes suivants:

«Le total des dépenses d'investissements directs (formation de capital) et d'investissements indirects (transferts de capitaux) de l'Administration centrale comprend en plus des dépenses de l'État central, tel qu'il est établi conformément aux règles de la loi du 9 juin 1999 sur la comptabilité de l'État, également les dépenses des fonds spéciaux de l'État, ainsi que les dépenses des organismes qui sont contrôlés par l'État ou qui sont financés majoritairement par l'État.

Pour l'exercice 2014, le Gouvernement s'est fixé comme objectif dans le cadre de la circulaire budgétaire du 31 décembre 2013, de réduire le total des dépenses d'investissements directs et indirects de l'Administration centrale d'un montant total de 140 millions par rapport au moment prévu au Programme de stabilité et de croissance du mois d'avril 2013.

La réduction globale de 137 millions des dépenses d'investissements directs et indirects qui a été réalisée au niveau des différents programmes d'investissements des départements ministériels se présente comme suit:

Investissements directs	-86,5 millions
Investissements indirects	-50,7 millions
Total	-137,2 millions»

Le Gouvernement s'est donc bien fixé comme objectif de réduire les dépenses d'investissements par rapport au programme de stabilité d'un montant de 137,2 millions.

D'après les prévisions actuelles, le bilan des dépenses d'investissements de l'exercice 2014 évolue favorablement, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après:

(Voir tableau page suivante)

TABLEAU 1	Budget 2013	Compte 2014	Variations 14/13
Budget de l'État	269,7	247,1	-8,4%
Services à gestion séparée (hors CIE, CGIE)	72,1	68,8	-4,8%
Établissements publics	191,1	172,3	-9,8%
Fonds spéciaux (hors route, rail et entretien)	41,1	38,0	-7,5%
Institutions (Chambre des Députés, Conseil d'État…)	14,7	13,5	-8,1%
Total	588,7	539,7	-8,3%

- Ceci étant, le tableau suivant n°2 renseigne, d'après les prévisions actuelles, l'évolution des dépenses de consommation de l'Administration centrale entre 2013 et 2014 en tenant compte des adaptations qui sont commentées plus amplement ci-avant:

(en millions)

TABLEAU 2	Budget 2013	Compte 2014	Variations 14/13
Budget de l'État	269,7	254,5	-5,6%
Services à gestion séparée (hors CIE, CGIE)	72,1	76,4	+6,0%
Établissements publics	191,1	191,8	+0,4%
Fonds spéciaux (hors route, rail et entretien)	41,1	28,1	-31,7%
Institutions (Chambre des Députés, Conseil d'État…)	14,7	13,5	-8,2%
Total	588,7	564,2	-4,2%

Il résulte notamment de ce tableau que si l'on considère uniquement les dépenses sur lesquelles le Gouvernement a une influence directe

(en millions)

				Variation	
	PSC* du 24 avril 2013	Budget 2014	Prévisionnel 2014	Budget/PSC	Prévisionnel/PSC
Investissements directs	953,1	866,6	1.066,7	-	-
Recherche et développement	-	-	-215,6	-	-
Investissements directs (hors R&D)	953,1	866,6	851,1	-86,5	-102,0
Investissements indirects ajustés	796,9	746,2	676,6	-50,7	-120,3
Total	1.750,0	1.612,8	1.612,8	-137,2	-222,3

Note: *PSC: Plan de stabilité et de croissance

Au vu de ce tableau, il convient de rappeler, à toutes fins utiles, que les investissements directs (formation de capital) renseignent, d'après les nouvelles règles du SEC 2010, qui ont été approuvées après le vote du budget voté de 2014, à partir du 01.01.2014, les dépenses en matière de recherche et développement. De ce fait il faut retrancher ces dépenses du total des dépenses d'investissement du compte prévisionnel afin de rendre comparable les estimations effectuées dans le cadre du PSC et les données du compte prévisionnel actuel.

Il ressort donc de ce tableau que la diminution des dépenses au niveau des investissements directs et indirects se chiffre prévisiblement pour l'ensemble de l'année à quelque 222 millions.

Si l'objectif annoncé est ainsi largement dépassé, il convient de rappeler que le niveau des investissements au Luxembourg continue néanmoins d'être largement supérieur à celui des pays voisins et que le niveau de 2014 de l'investissement est resté largement supérieur à celui de 2013.

Quant à la troisième question

L'honorable Député retient que «le poste 'rémunération des salariés' a évolué de +162,6 millions ou de +5,7%» entre 2013 et 2014 avant de demander dans «quelle mesure cette évolution est compatible avec l'annonce de freiner significativement l'évolution des effectifs - et partant de la masse salariale - de l'État par rapport à l'exercice 2013, sachant qu'en 2013, le poste 'rémunération des salariés' a évolué de +111,4 millions d'euros ou +4,1%».

En réponse à cette partie de la question parlementaire, il s'impose de signaler tout d'abord que le projet de budget pour l'exercice 2014 prévoyait au total une croissance des dépenses de rémunération de 4,9% (2013: 2.908,0 millions; 2014: 3.049,6 millions).

D'après les résultats provisoires du compte prévisionnel, le total des dépenses de rémunération s'élève à 2.998,7 millions au titre de l'exercice 2014 - et non pas à 3.020,9 millions comme indiqué par erreur sur le site Internet du Statec.

Les dépenses de l'exercice 2014 affichent dès lors, en ce moment, une moins-value de 50,9 millions par rapport au montant qui avait été retenu dans le cadre de l'exposé des motifs du projet de budget pour 2014 (page 27* de l'exposé des motifs).

En ce qui concerne l'évolution des dépenses du personnel en activité, l'accroissement se limite à 4,55%, contre 5,51% entre 2012 et 2013.

Cet accroissement en 2014 s'explique à raison de1,86% par l'évolution de l'indice moyen de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires et à raison de 1,7% par le glissement normal des carrières tel qu'il résulte de la législation sur les traitements des fonctionnaires de l'État.

L'accroissement résiduel de 0,99% du total des dépenses trouve son origine principalement dans l'augmentation des effectifs. Ce taux reflète la volonté du Gouvernement de freiner l'évolution des effectifs, dans la mesure où le taux comparable, entre 2012 et 2013, se situait à 1,31%.

Quant à la dernière question:

Finalement, Monsieur le Député voudrait savoir si le Ministre est satisfait de l'exécution du budget des dépenses en 2014, en avançant que celui-ci affiche «une augmentation des dépenses de 644,4 millions d'euros ou +4,5% par rapport à 2013, sachant que l'évolution prévue dans le budget pour l'exercice 2014 était de +3,5% (+504,3 millions d'euros) et que l'évolution au cours de l'exercice 2013 était de +2,9% (+400,2 millions d'euros)».

En réponse à cette question, il y a lieu de relever que, dans le cadre des travaux budgétaires pour 2014, le Gouvernement avait arrêté à 14.762,6 millions le montant total des dépenses au niveau de l'Administration centrale.

Ces prévisions se basaient sur les règles du système comptable SEC 95 qui était encore en vigueur au moment de la préparation et du vote du budget de l'exercice 2014. En cours d'année le référentiel SEC 95 a été remplacé par le nouveau système comptable SEC 2010, qui prévoit une modification importante au niveau des dépenses pour la «Recherche et développement». Ces dépenses devront dorénavant être comptabilisées, non plus seulement dans la rubrique «Consommation intermédiaire» mais également dans la rubrique «Investissements». Afin d'éviter que cette double comptabilisation se représente sur le montant du solde, les nouvelles règles prévoient que le montant des dépenses pour la recherche est également enregistré en recettes.

Ce changement du référentiel comptable a comme conséquence que le total des dépenses de l'exercice 2014 comprend un montant de 214,2 millions qui ne figurait pas encore dans les prévisions du budget voté.

Compte tenu de cette rectification, le total des dépenses prévisibles de l'exercice 2014 est donc inférieur au montant qui figurait au budget voté.

On retrouve ici un résultat concret de la politique du Gouvernement, visant à faire une utilisation plus responsable et ciblée des deniers publics.

Le montant prévisible de cette amélioration s'élève à 81,7 millions. Ce résultat est sans nul doute de nature à pouvoir être considéré comme étant satisfaisant.

Q174

Question 1064 (17.04.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **service de l'aumônerie au sein de l'Armée luxembourgeoise:**

Le Gouvernement a signé au mois de janvier 2015 un accord sous forme de conventions avec les communautés religieuses établies au Luxembourg, ayant l'objectif de réviser les relations administratives et financières entre l'État et les communautés en question. Cet accord consiste notamment à diminuer l'enveloppe budgétaire accordée aux cultes et à intégrer également d'autres communautés religieuses.

L'aumônerie militaire a été introduite pour permettre aux soldats volontaires, cadres militaires et personnels civils de recourir à un appui psychologique ou religieux en cas de problèmes ou difficultés. L'Armée de Terre française a également un service d'aumônerie et les dépenses afférentes sont prises en charge par l'État, alors que ce dernier est laïcisé depuis 1905.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Dans le contexte des conventions susmentionnées, Monsieur le Ministre peut-il assurer que le service de l'aumônerie militaire ainsi que sa prise en charge financière par l'État restera en l'état?

2. Considérant que d'autres communautés religieuses sont désormais intégrées dans les conventions, Monsieur le Ministre peut-il renseigner si les personnes engagées dans l'Armée luxembourgeoise, issues d'une confession différente, peuvent également bénéficier d'un service d'aumônerie?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser les implications financières relatives au service de l'aumônerie?

Réponse (19.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Ad 1. À l'heure actuelle, la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant refixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes, prévoit la prise en charge par l'État des traitements de l'aumônier général de la force publique et de plusieurs aumôniers. Dans le cadre des dispositions transitoires inscrites dans la Convention conclue en date du 26 janvier 2015 avec l'Archevêché, le Gouvernement s'est engagé à prendre en charge les traitements du personnel engagé par la communauté religieuse au moment de l'entrée en vigueur de la convention précitée jusqu'au moment où ils feront valoir leurs droits à la retraite. Cette disposition concerne évidemment également les personnes qui exercent une fonction d'aumônier.

Le régime qui sera par la suite mis en place en application des nouvelles conventions prévoit que l'État ne prendra plus en charge directement les traitements du personnel qui sera recruté par l'Archevêché sous un régime de droit privé. Soucieux de renforcer l'autonomie et l'indépendance réciproques entre l'État et les cultes, les parties à la convention précitée ont retenu le principe qu'il appartiendra à chaque communauté religieuse de décider de son organisation territoriale et personnelle, y compris pour ce qui est des aumôneries. L'Archevêché continuera dès lors à avoir la possibilité d'organiser des aumôneries. L'Archevêché pourra évidemment recourir à l'enveloppe financière qui lui sera accordé par l'État pour assurer ces services d'aumônerie, dont ceux à l'Armée luxembourgeoise. (En parallèle, il est prévu en principe de renforcer l'appui psychologique disponible à l'Armée luxembourgeoise pour les soldats volontaires, cadres militaires et personnels civils de l'Armée en quête de soutien laïc.)

Ad 2. et 3. Il sera possible à l'avenir de prévoir de manière neutre et non discriminatoire des services d'aumônerie au sein de l'Armée luxembourgeoise pour toutes les communautés religieuses conventionnées intéressées. Il appartiendrait, le cas échéant, aux communautés religieuses intéressées elles-mêmes d'assurer leur propre service d'aumônerie dans le respect du cadre précité, c'est-à-dire avec des collaborateurs recrutés et rémunérés par les communautés religieuses respectives. En cas d'intérêt, des négociations pourront être menées avec le Conseil des Cultes conventionnés qui regroupe des représentants de toutes les communautés religieuses qui ont conclu une convention avec l'État sur base de l'article 22 de la Constitution.

Question 1065 (17.04.2015) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **problématique des permis de conduire non valables:**

Selon les informations relayées par le journal «La Libre Belgique» le 17 avril 2015, le nombre de conducteurs condamnés en Belgique pour avoir pris le volant sans permis valable a presque triplé depuis 2000. En 2013, 12.000 personnes ont été condamnées en Belgique pour défaut de permis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de conducteurs contrôlés au Luxembourg qui n'étaient pas en possession d'un permis de conduire valable?

- Monsieur le Ministre peut-il également constater une hausse de ce phénomène au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin de lutter contre ce phénomène?

Réponse (11.05.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le tableau ci-annexé renseigne les chiffres demandés et portant sur les années 2000 à 2014.

On observe, en comparant les chiffres de 2000 avec ceux de 2014, une hausse de 327 affaires. Toutefois, il faut noter que depuis 2010 les chiffres restent plus ou moins constants de sorte qu'une tendance à la hausse ne peut pas être identifiée contrairement à ce qui a été constaté en Belgique.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1066 (17.04.2015) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **«Luxembourg Future Fund»:**

Pour rappel, c'est en 2012 que les Ministres des Finances et de l'Économie de l'époque annoncent la création d'un «Luxembourg Future Fund». Ce fonds à créer sous forme de Fonds d'investissement spécialisé (SIF) devait comporter plusieurs compartiments et une société d'investissement privée luxembourgeoise déjà désignée par l'ancien Gouvernement devait jouer le rôle de conseiller d'un de ces compartiments. Le choix en faveur de cette société d'investissement avait été confirmé par le Gouvernement actuel.

À la fin du mois de février 2015, divers organes de presse ont fait état de la mise à l'écart de la prédite société. Tant le Ministre de l'Économie que la Secrétaire d'État à l'Économie ont confirmé cette décision. D'après les médias, la société privée en question, initialement retenue par le précédent Ministre a été écartée suite à la «due diligence» effectuée par le Fonds européen d'investissement.

À l'occasion d'une précédente question parlementaire, le Ministre de l'Économie fait état du nom de l'entité pressentie comme gestionnaire du compartiment des investissements directs dans les start-ups innovantes.

D'après les médias, ladite entité se présenterait sur son site Internet comme un professionnel du secteur financier relevant du contrôle de la CSSF. Or, ceci semble être inexact. Par ailleurs, elle n'a même pas encore été constituée.

Enfin, le groupe auquel appartient cette entité, écartée suite à la «due diligence» effectuée par le Fonds européen d'investissement, serait d'après la presse lourdement endetté et il paraît que les derniers comptes consolidés du groupe déposés au Registre de Commerce et des Sociétés se rapportent à l'exercice ayant pris fin au 31 décembre 2012.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Sur base de quels critères cette entité a-t-elle été sélectionnée?

- Est-il exact que cette entité n'est pas encore constituée?

- Est-il exact que cette entité ne dispose pas d'un agrément CSSF en tant que gestionnaire de fonds alternatifs?

- Une «due diligence» a-t-elle été effectuée pour sélectionner cette entité et si oui, cette «due diligence» a-t-elle tenu compte du fait de l'absence de consolidation des comptes et de la situation financière de la maison mère de cette entité?

Réponse (21.05.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En guise de réponse aux questions posées par l'honorable Député, j'aimerais indiquer que le groupe Genii avait été présélectionné en tant que conseiller du compartiment «Investissement direct» du «Luxembourg Future Fund» en raison de son historique et de son expérience d'investisseur de première heure dans des entreprises technologiques en phase de démarrage ou de développement. Selon les informations disponibles, il semble en effet que l'entité spécifique qui aurait pu gérer le compartiment mentionné ci-avant n'ait pas été constituée à ce jour.

En ce qui concerne la «due diligence» celle-ci a été effectuée par le Fonds européen d'investissement (FEI) selon les standards professionnels généralement admis et a conclu que Monsieur Gérard Lopez, en raison de ses multiples engagements professionnels, risquait de ne pas pouvoir consacrer le temps requis à la bonne gestion du compartiment en question du «Luxembourg Future Fund».

Question 1067 (20.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **gardiennage des infrastructures sportives:**

Et ass mir zu Ouere komm, datt Sportsveräiner ëmmer méi dacks eng Konventioun mat Gemenge mussen ënnerschreiwen, déi d'Mise à disposition vu Sportinfrastrukture betrëfft. En eeschte juristesche Problem ass hei d'Notioun vu Garde: Wann de betraffene Veräin Gardien

ass vun der Infrastruktur, ass hien och fir all Schied verantwortlech, déi duerch mä och un deenen Infrastrukture kënne geschéien.

Natierlech ka kaum ee Veräin sech et leeschten, esou Infrastrukture ronderëm d'Auer bewaachen ze loossen. An och eng Assurance kann, jee no Infrastruktur, ganz schéin an d'Geld schloen. An een Tëschefall ka schonn de Veräin, an domat seng Comitésmembere ruinéieren.

1. Wier et net sënnvoll, datt déi betraffe Gemenge selwer Gardien am juristesche Sënn vum Wuert bleiwen? Gëtt et hei Richtlinne vum Banneministère un d'Gemengen?

2. Oder ass de Sportsminister d'accord, fir ganz allgemeng déi ufalend Käschte soit Gardiennage, soit vun der Assurance, ze iwwerhuelen?

3. Fënnt den Här Sportsminister am Kader vum Manktem u Bénévolat, deen allgemeng bedauert gëtt, dëst e richtegt Zeechen, datt d'Comitésmembere vu Veräiner, déi gratis fir dee schaffen a souguer dacks nach ganz beträchtlech Zommen an de Sponsoring investéieren, souzesoen als Prime, esou finanzielle Risiken a Belaaschtungen ausgesat ginn?

4. Denken net béid Haiser (Bannen- a Sportministère), datt eng Convention-cadre, déi keng esou abusiv Klauselen enthält, sollt vum Stat proposéiert ginn?

Réponse commune (26.05.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Weder de Bannen- nach de Sportministère hu Kenntnis vun esou Konventiounen, wou Gemengen engem Sportsveräin déi juristesch Garde vun der Infrastruktur, déi si benotzen, iwwerdroen. D'Problematik, déi hei opgeworf gëtt, ass haaptsächlech en Assurancëproblem.

Ad 1. Opgrond vun der Autonomie communale ass et awer weder dem Bannen- nach dem Sportminister méiglech, de Gemengen ze diktéieren, wat si sollen an dierfen an hir Konventioune schreiwen, wat d'Mise à disposition vun Infrastrukturen, wou si Propriétaire sinn, ugeet.

Ad 2. Wat d'Fro vum Iwwerhuele vun de Käschte vun esou enger Assurance ugeet, ass ze soen, dass de Sportministère haut schonns eng allgemeng Assurance Responsabilité civile ofgeschloss huet, fir all lizenséiert Spiller souwei och fir d'Trainer an d'Comitésmembere vun de Federatiounen an de Veräiner. Iwwert dës Assurance si Responsabilité-civile-Schied ofgedeckt. Den aktuelle limitéierte Budget, dee virgesinn ass, fir de Mouvement sportif ze ënnerstëtzen, gëtt a soll och weider fir aner Saache benotzt ginn, wéi, fir eng zousätzlech Assurance an deem dote Beräich ofzeschléissen.

Ad 3. De Bannen- a Sportminister si sech bewosst, dass de Bénévolat eng ganz grouss a wäertvoll Aufgab leescht a wëllen dës Leit ganz bestëmmt kengen onnëtze Risiken a Belaaschtungen aussetzen.

Ad 4. Am Intérêt vum Sport a vum Bénévolat sinn de Bannen- a Sportminister bereet, d'Gemengen iwwert de Syvicol, mat deem béid Haiser eng ganz gutt Zesummenaarbecht hunn, fir déi Problematik do weider ze sensibiliséieren.

Question 1068 (20.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **législation sur les pointeurs lasers:**

- Wéi ass eis aktuell Legislatioun, wat d'Laserpointeren ubelaangt?

- Sinn esou Laserpointeren hei zu Lëtzebuerg fräi am Handel ze kafen? Gëtt et eventuell Restriktiounen, wat hir Stäerkt ugeet?

Réponse (02.06.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Mat senger parlamentarescher Ufro freet den éierbaren Här Deputéierten Informatiounen iwwert d'Gesetzgebung vu Laserpointer.

D'Gesetz vum 4. Juli 2014 iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS an d'Gesetz vum 31. Juli 2006 iwwert d'allgemeng Sécherheet vu Produkter designéiert den ILNAS als zoustänneg Autoritéit fir d'Iwwerwaachung vu verschiddene Kategorië vu Produkter, déi net ënnert d'Liewensmëttelsécherheet falen, ënner anerem och fir d'Iwwerwaachung vu Laserpointer.

Bei der Maartiwwerwaachung vu Laserpointeren applizéiert den ILNAS dat aktuellt europäescht Recht iwwer Laserprodukter fir d'Verbraucher. Et handelt sech ëm d'Décisioun 2014/59/UE vun der Kommissioun vum 5. Februar 2014, déi d'Sécherheetsufuerderungen an den europäeschen Norme fir Laserprodukter fir d'Verbraucher festleet, esou wéi d'Richtlinn 2001/95/EG vum Europäesche Parlament a vum Rot iwwert d'allgemeng Produktsécherheet et virgesäit.

Den Ursprung vun dëser europäescher Décisioun ass een am Joer 2011 vun Eurocontrol organiséierte Seminär iwwer Sécherheetsfroen am Zesummenhank mat Laserpointeren an der Loftfahrt. Doropshi gouf vun der Europäescher Kommissioun, Generaldirektioun Gesondheet a Verbraucher, en Entworf fir eng Décisioun ausgeschafft, mat dem Zil, d'Disponibilitéit vu leeschtungskräftege Laserpointere fir d'Verbraucher um europäesche Maart ze begrenzen an esou dozou bäizedroen d'Zuel vun den Attacke mat Laserpointeren op d'Fligeren ze reduzéieren.

D'Décisioun 2014/59/EU verbitt awer net, de fräie Verkaf vu Laserprodukter fir d'Verbraucher, an domat och net d'Laserpointer, awer déi festgeluechte Limitte fir d'Leeschtung dierfen net iwwerschratt ginn.

Den ILNAS huet un enger europäescher Campagne vu Prosafe iwwert d'Sécherheet vu Laserprodukter fir Verbraucher deelgeholl. Beim Ofschloss vun dëser Campagne am Joer 2012 gouf festgestallt, datt 70% vun de Laserprodukter, déi an der Europäescher Unioun verkaaft gi sinn, net de Sécherheetsufuerderungen entsprach hunn.

Den ILNAS hat am Kader vun dëser Campagne aacht Produkter getest, déi zu Lëtzebuerg kaaft gi waren, dovunner wore fënnef Laserpointeren an dräi Lasertools.

Déi fënnef Laserpointeren haten alleguer e falsche Marquage an ze héich Wäerter: ee Laserpointer hat eng Leeschtung vun 30 mW amplaz vun 1 mW, déi aner eng Leeschtung vu 24 mW, 6,5 mW, 3 mW an 3,3 mW amplaz vun 1 mW. Am Kader vun der Campagne vu Prosafe huet den ILNAS esou de Verkaf vu deene fënnef verschiddene Laserpointeren zu Lëtzebuerg verbueden.

Déi dräi Lasertools (zwou Setzwoen an een Entfernungsmesser) ware souwuel vum Marquage wéi och vun der Leeschtung an der Rei.

Zousätzlech zu dëser Campagne gi regelméisseg Stéchprouwe vu Laserpointere vun den Inspektere vum ILNAS gemaach.

D'Kontrolle vum ILNAS limitéiere sech awer meeschtens op d'Laserklass respektiv d'Leeschtung vum Laser an op d'Uweisungen um Produkt respektiv d'Sécherheetshiweiser.

Leider kafen ëmmer méi Verbraucher Laserprodukter iwwer Internet direkt an Drëttlänner, woubäi dës Produkter d'Ufuerderunge vun der europäescher Gesetzgebung oft net erfëllen.

An deene Fäll, wou d'Maartiwwerwaachung vum ILNAS feststellt, datt e Laserprodukt net der europäescher Gesetzgebung entsprécht, verbitt den ILNAS de Verkaf vun dëse Produkter zu Lëtzebuerg (déi aner Länner ginn doriwwer a Kenntnis gesat) respektiv den Import an d'Europäesch Unioun. 2015 goufe bis elo zwee Laserpointer, déi a Geschäfter zu Lëtzebuerg verkaaft gi sinn, verbueden.

Question 1069 (20.04.2015) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **simplification et unification des procédures en matière d'impôts:**

J'ai eu récemment connaissance du cas d'un administré qui se voit poursuivi par l'État en paiement d'un montant avoisinant les 50.000 euros pour de la «taxe sur valeur ajoutée» qu'il n'a - en fait - jamais encaissé. La situation en pur droit est malheureusement négative pour ce citoyen alors que les délais d'opposition/de déclaration ont expiré face à des bulletins de taxation «d'office».

Ceci étant, l'État fait payer ici une dette inexistante en fait et un tel recouvrement peut paraître immoral. J'aimerais poser les questions qui suivent à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-il correct qu'actuellement (et depuis l'abrogation de l'article 8 de l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 par l'article 97 (4) de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif) il n'y a plus de base légale permettant au directeur de l'Enregistrement et des Domaines une remise gracieuse dans des cas spécifiques pour tout type d'impôt qui entre dans sa compétence?

2. Ne pensez-vous pas qu'à l'instar de ce qui est possible en matière de contributions directes il devrait être réintroduit une telle procédure?

3. Dans ce même ordre d'idée, une simplification et unification des procédures en matière d'impôts ne commanderaient-elles pas dans vos yeux la soumission des décisions de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines aux juridictions administratives, alors qu'actuellement elles sont encore, contrairement à toute autre décision administrative, aussi en matière de contributions directes, soumises aux juridictions civiles?

Réponse (26.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La réponse à la première question de l'honorable Député Roy Reding est affirmative, c'est-à-dire qu'il n'y a actuellement pas de base légale permettant au directeur de l'Enregistrement et des Domaines une remise gracieuse dans des cas spécifiques pour tout type d'impôt qui entre dans sa compétence.

En ce qui concerne une éventuelle introduction d'une procédure gracieuse à l'instar de celle existant en matière de contributions directes, il y a lieu de souligner qu'en ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ce sont les opérations économiques qui sont taxées et non pas un contribuable sur base de sa capacité contributive comme en matière d'impôts directs. De plus, le redevable en matière de TVA ne fait, en général, que collecter la taxe auprès de ses clients pour le Trésor public. Cette taxe n'étant pas à sa charge, il n'y a pas lieu de prévoir une remise gracieuse à son égard.

Les droits d'enregistrement sont assis sur la circulation juridique des biens et frappent les mutations. Étant perçus sur le fondement d'un critère objectif, ils sont indépendants de la situation patrimoniale des redevables.

La non-soumission des décisions de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) aux juridictions administratives se justifie par les nombreux points de différence entre le contentieux de la TVA et le contentieux des impôts directs.

Les litiges relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée comportent fréquemment l'analyse des notions d'assujetti à la TVA et d'opérations imposables (exonération, qualification, détermination de leur lieu), l'examen de factures ainsi que de la question de la justification du droit à déduction de la taxe en amont.

Il résulte de l'ensemble de ces spécificités - et particulièrement de la nécessité d'examiner les questions relatives aux contrats civils et commerciaux qui se posent - que la matière de la TVA est plus proche des matières des juridictions de droit commun que de celles pour lesquelles les juridictions administratives sont compétentes.

Par ailleurs, la TVA a des points de contact avec un autre impôt relevant de la compétence de l'AED, à savoir les droits d'enregistrement. C'est le cas à propos de l'article 44, paragraphe 1, sous f) de la loi TVA qui exonère de la TVA dans les limites et sous les conditions à déterminer par règlement grand-ducal les livraisons de biens immeubles ainsi que les cessions de droits réels immobiliers. Les juridictions de droit commun peuvent être appelées à appliquer, le cas échéant, la loi du 24 décembre 1969 tendant à éviter la perception cumulative du droit d'enregistrement et de la taxe sur la valeur ajoutée.

Or, il est un fait que les droits d'enregistrement (y compris notamment la taxe d'abonnement) - ainsi que d'ailleurs les droits d'hypothèques, les droits de succession ainsi que les droits de timbre - soulèvent essentiellement des questions de droit civil. Il ne peut donc y avoir aucune discussion au sujet de la compétence des juridictions de droit commun pour juger les litiges relatifs à ces impôts.

Dans l'hypothèse où les recours contre les bulletins TVA seraient jugés par les juridictions administratives, ces juridictions seraient appelées, le cas échéant, à appliquer la loi du 24 décembre 1969 tendant à éviter la perception cumulative du droit d'enregistrement et de la TVA, alors que l'examen des litiges relatifs au premier de ces deux impôts échapperait à leur compétence. Une pareille situation serait contraire à une organisation logique des compétences juridictionnelles.

Question 1070 (21.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **commémorations:**

An deene leschte Joren huet een den Androck, datt déi national Zeremonien net ëmmer déi néideg Wichtegkeet vun der Regierung zouerkannt kréien. D'Commémoratioun vum Joresdag vun der Befreiung vun der Stad Lëtzebuerg oder déi rezent Commémoratioun vum Retour vun der Groussherzogin Charlotte sinn dofir Beispiller. D'Zeremonië schénge sech just nach op e Minimum ze reduzéieren, dacks sinn héich Autoritéiten emol net present.

Dowéinst wëll ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi e Stellewäert miesst d'Regierung den Zeremonië mat nationalem Charakter bäi?

2. Ass si der Opfaassung, datt esou Zeremonië musse mat Dignitéit a mat dem néidegen Engagement ofgehale ginn?

3. Ass d'Regierung der Opfaassung, datt déi héchste staatlech Autoritéite bei dësen Zeremonië solle present sinn?

Réponse (28.04.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen am Bezuch op d'Wichtegkeet, déi d'Regierung de Commémoratiounen zoumiesst.

Ad 1. Fir d'Regierung hunn d'Zeremonië mat nationalem Charakter evidenterweis eng grouss Wichtegkeet. Den Deputéierten huet sécher gemierkt, datt d'Regierung den historeschen Evenementer, déi eist Land geprägt hunn, dee Stellewäert araumt, dee si verdéngen. Dat zielt selbstverständlech och fir déi verschidde Commémoratiounen.

Ad 2. Jo.

Ad 3. Déi héchste staatlech Autoritéite gi bei Zeremonië mat nationalem Charakter invitéiert a sollen dann och représentéiert sinn.

Question 1071 (21.04.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **crise au Yémen:**

En effet, la situation actuelle risque d'embraser toute la région tout en ayant le potentiel d'une véritable crise internationale qui dépasserait, et de très loin, le caractère régional de la péninsule arabique et de la Mer Rouge. Les actions militaires de certains partis impliqués, sans mandat du Conseil de Sécurité, risquent en outre de mettre en péril et le droit international et la légitimité des Nations Unies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il ma crainte d'un risque de contagion géopolitique de l'actuelle crise du Yémen ainsi que d'une perte de légitimité politique et de force normative des Nations Unies?

2. Monsieur le Ministre peut-il me rassurer par le fait que le Luxembourg fera de la question du Yémen une priorité de politique étrangère de la Présidence luxembourgeoise?

3. Monsieur le Ministre favorise-t-il également une grande conférence internationale avec tous les acteurs nationaux, régionaux et internationaux - dont l'Arabie Saoudite et l'Iran, les États-Unis, la Russie et la Chine, l'Égypte et le Pakistan sans oublier la France et le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Union européenne - pour trouver une sortie de l'impasse?

4. Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une pression corrélative entre la question yéménite et l'accord préliminaire de Genève sur le programme nucléaire iranien, accord à finaliser dans les mois à venir, pourrait aboutir au résultat escompté d'une réconciliation nationale et d'une paix régionale durable?

5. Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse que l'Union européenne est bien placée pour prendre le leadership dans le dénouement de cette crise historiquement complexe et géopolitiquement enchevêtrée à seulement 2.400 kilomètres de ses frontières?

Réponse (26.05.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes destinataire de la question parlementaire n°1071 du 21 avril 2015 remercie Monsieur le Député pour ses interrogations relatives à la crise au Yémen et le prie de trouver ci-après les réponses apportées à ces dernières.

Ad 1. L'escalade militaire du conflit yéménite au cours des derniers mois est de nature à exacerber les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Il y a dès lors urgence à renouer avec un dialogue politique sous l'égide de l'ONU et regroupant toutes les parties impliquées. De façon générale, le Luxembourg ne souhaite pas que le cas yéménite fasse école en raison des répercussions que les opérations militaires sans mandat des Nations Unies peuvent impliquer

pour la viabilité d'un ordre international fondé sur le droit international. Dans le cas de l'actuelle crise au Yémen, il convient cependant de noter aussi que le Président du Yémen avait informé le Président du Conseil de Sécurité des Nations Unies qu'il avait «sollicité du Conseil de coopération du Golfe et de la Ligue des États arabes la fourniture d'une aide immédiate, par tous les moyens et par toutes les mesures nécessaires, y compris l'intervention militaire, pour protéger le Yémen et sa population contre l'agression persistante des Houthis».

Dans la perspective d'une résolution du conflit, toutes les parties doivent par ailleurs mettre en œuvre intégralement les résolutions correspondantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en particulier la résolution 2201 du 15 février 2015 et la résolution 2216 du 14 avril 2015. Les actions unilatérales déstabilisatrices doivent être condamnées sans équivoque. Toutes les forces armées doivent mettre un terme immédiat sans condition au recours à la violence et se retirer des zones occupées, y compris à Sanaa et Aden.

Ad 2. Les discussions qui ont été menées au sein du Conseil Affaires étrangères ces derniers mois au sujet de la situation au Yémen fournissent un signal très clair sur l'importance que l'UE attache à la résolution pacifique de la crise yéménite. Conscient de l'importance de la paix et de la stabilité dans cette région du monde, le Luxembourg va continuer à œuvrer politiquement pour une solution pacifique et durable pour le Yémen, en coordination avec l'UE et l'ONU. Toutes les parties yéménites doivent s'efforcer de résoudre leurs différends par la voie du dialogue et de la consultation. Dans l'immédiat, l'arrêt des hostilités ainsi que le retour à la table des négociations de toutes les parties concernées revêtent une importance particulière.

En ce qui concerne le rôle de la Présidence du Conseil de l'UE dans le domaine de la politique étrangère, il est à noter que ce rôle s'est trouvé réduit depuis 2009 au profit de ceux de Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et du Service européen pour l'action extérieure. Nonobstant cette évolution notable, le Luxembourg compte mettre en avant pendant sa présidence la nécessité de parvenir rapidement à une résolution de la crise yéménite, afin de contribuer à la stabilisation de cette région du monde.

Ad 3. Les frappes aériennes de la coalition menée par l'Arabie Saoudite ont malheureusement conduit à une aggravation de la situation humanitaire dans le pays le plus pauvre de la péninsule arabique. L'arrêt complet des combats est ainsi primordial pour permettre l'acheminement d'une aide humanitaire aux plus démunis. En parallèle, il s'agira d'aboutir à une solution politique durable pour le conflit yéménite. Les Nations Unies doivent s'efforcer rapidement de relancer des négociations sans exclusive. Seul un large consensus politique fondé sur des négociations peut apporter une solution durable, rétablir la paix et préserver l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Yémen. La formation d'un gouvernement d'unité nationale est la seule manière de mener à bien le processus de transition et d'éviter l'effondrement économique et financier et l'aggravation de la crise humanitaire. Tous les acteurs régionaux doivent établir des contacts constructifs avec les parties en présence au Yémen afin de permettre une désescalade de la crise et d'éviter toute aggravation de l'instabilité régionale.

La solution politique esquissée pourrait effectivement provenir d'une conférence internationale organisée sous les auspices de l'ONU avec la participation de tous les acteurs impliqués. Cette conférence internationale devra alors permettre d'amorcer une transition politique au Yémen à travers l'élaboration d'une nouvelle constitution et la formation d'un gouvernement d'unité nationale aussi inclusif que possible.

Ad 4. Pour la première fois depuis douze ans, date des premiers pourparlers avec Téhéran, le 2 avril, un cadre précis d'un règlement destiné à empêcher l'Iran de se doter d'une arme nucléaire a été défini. Même si la question yéménite et certaines réactions critiques envers l'accord-cadre du 2 avril ne sauraient certes pas être appréciées de façon complètement isolée en raison des dynamiques politiques régionales en jeu dans ce contexte, il convient cependant de mettre en garde contre l'idée de lier de façon trop apparente les deux problématiques. Après tout, la volonté politique pour parvenir à un accord provisoire sur le nucléaire a permis de passer outre les divergences de vue sur le rôle de l'Iran au Yémen ou dans d'autres pays de la région et l'intervention menée par l'Arabie Saoudite au Yémen a commencé le 25 mars, donc avant la conclusion de l'accord-cadre.

Cela est d'autant plus vrai que le conflit yéménite ne saurait se résumer à une guerre par procuration entre l'Iran et Arabie Saoudite, le conflit au Yémen se nourrissant de prime abord par des conflits internes. L'accord préliminaire sur le nucléaire iranien devrait a priori contribuer à un renforcement politique du camp mdéré à Téhéran et pourrait dès lors amener l'Iran à adopter une approche plus conciliante dans le dossier yéménite, notamment vis-à-vis des autres pays de la péninsule arabique.

Ad 5. L'Union européenne ainsi que ses États membres peuvent certainement jouer un rôle important pour rapprocher les points de vue entre les belligérants dans le conflit yéménite. Les positions que l'UE a prises au cours des derniers mois peuvent ainsi lui permettre de jouer le rôle d'un «honest broker» entre les parties au conflit.

Il reste cependant vrai que l'ONU dispose de la légitimité internationale la plus claire pour arbitrer entre les parties au conflit. Si les efforts de médiation de l'ONU n'ont à l'heure actuelle pas été couronnés de succès, le cadre onusien reste le forum approprié pour parvenir à une solution politique. En parallèle avec le processus onusien, l'UE doit utiliser son poids diplomatique pour faire pression sur les acteurs locaux et régionaux pour les ramener à la table des négociations et permettre une désescalade de la crise.

Question 1072 (21.04.2015) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **mission économique aux Émirats arabes unis en mars 2015:**

À en croire un article publié dans le magazine «Paperjam» de mai 2015, cette mission n'a pas eu le succès escompté, un des participants avouant même que les décideurs n'étaient pas présents et qu'ils avaient envoyé que «des seconds couteaux». D'autres participants auraient mis en cause une organisation logistique défaillante.

L'article en question pointe finalement du doigt le fait que certains projets pouvant présenter certains attraits pour les investisseurs de la péninsule arabe soient actuellement tenus en suspens.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le format des dernières missions économiques aux Émirats arabes unis devrait être revu? Dans quelle mesure? Ne faudrait-il pas de manière générale revoir l'organisation des missions économiques?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il est prévu de lancer un deuxième sukuk au Luxembourg? Dans l'affirmative, le Ministre est-il en mesure de préciser sur quel(s) objet(s) portera ce sukuk et à quelle échéance ce sukuk pourra-t-il être lancé?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin confirmer que les investisseurs sur place ont manifesté leur intérêt pour la fondation patrimoniale? Dans l'affirmative, quand le projet de loi se rapportant à la fondation patrimoniale, dont le rapport a été adopté en commission le 3 novembre 2014, sera-t-il évacué?

Réponse (19.05.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Quant aux deux premières questions, on peut noter que l'évolution du nombre des participants aux séminaires organisés par «Luxembourg for Finance» (LFF) témoigne du succès croissant des efforts de promotion du Luxembourg dans la région du Golfe. Le séminaire de Dubaï de 2015 a ainsi attiré 223 personnes, contre 71 en 2013 et 70 en 2012. À Doha, 73 représentants d'entreprises locales étaient inscrits, contre 49 en 2012. Quant à la qualité des participants, les réalités du terrain ne se réduisent guère aux stéréotypes perpétués par l'article de presse auquel se réfère l'honorable Député. De nombreux participants ont fait état de nouveaux contacts noués à l'occasion de cette mission et de rendez-vous fructueux qu'ils ont eus en marge des séminaires.

Tel qu'indiqué dans les communiqués de presse diffusés par le Ministère des Finances en date des 2 et 5 mars 2015, la délégation officielle a été reçue par des acteurs clé du plus haut niveau. Outre les contacts au niveau politique, il y a lieu de mentionner également les rencontres ciblées du Ministre avec des dirigeants économiques, de même qu'avec la presse, qui font partie intégrale du programme de chaque mission économique. En l'occurrence, la mission en question a fait l'objet de plus de 40 articles dans la presse de la région, en plus des interventions du Ministre sur différentes radios et chaines de télévision, contribuant ainsi concrètement à renforcer la visibilité du Grand-Duché dans le monde.

Il convient de préciser que l'organisation des vols, de l'hébergement, des transports sur place, ainsi que des réunions individuelles avec des acteurs locaux relève de chacun des participants et n'est pas prise en charge par LFF, dont le rôle se limite à l'organisation des séminaires. Ceux-ci ont habituellement lieu dans un grand hôtel de la place, de manière à ce que les participants puissent choisir de se loger sur les lieux, ce qui évite alors tout souci logistique.

D'une manière générale, il convient de rappeler que LFF constitue un GIE regroupant l'État et les associations professionnelles. La définition des missions organisées par LFF fait l'objet d'une large concertation entre les différentes parties et afin d'aboutir à un programme tenant compte de la grande majorité des besoins des différents acteurs. LFF travaille étroitement avec les différents intervenants pour améliorer le format des présentations de manière constante. Ainsi, la récente mission au Canada a été l'occasion d'introduire la formule du «FinTech-breakfast»/«FinTech-lunch», favorablement accueillie par les participants.

Quant à la troisième question, force est de constater que le Luxembourg est aujourd'hui largement reconnu comme un centre d'excellence en matière de finance islamique, tel qu'en témoigne par exemple la récente invitation pour le Ministre des Finances de participer à la table ronde du FMI intitulée «Islamic Finance: Unlocking its potential and supporting stability», en date du 16 avril 2015. En effet, l'expérience du Luxembourg en la matière est bien établie. La création du premier établissement financier islamique au Luxembourg remonte à 1978, celle de la première assurance à 1983, la cotation du premier sukuk à la Bourse de Luxembourg à 2002. Le Luxembourg est le troisième centre mondial pour les fonds islamiques, après l'Arabie saoudite et la Malaisie.

Eu égard à l'éventuel lancement d'un deuxième sukuk souverain, actuellement à l'étude, les spécialistes de la finance islamique réfléchissent sur les modalités qui pourraient permettre de diversifier les actifs sous-jacents.

Quant à la quatrième question, liée à la fondation patrimoniale, il est prévu de soumettre le projet de loi correspondant, mis à jour pour prendre en compte les exigences de la quatrième directive antiblanchiment, à la Chambre des Députés avant l'été.

Question 1073 (21.04.2015) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **«Food For Your Senses»:**

Trotz eines Medienappells, trotz Besichtigung von 40 Arealen, trotz Gesprächen mit lokalen Akteuren von 16 verschiedenen Gemeinden und trotz des massiven Einsatzes von zahlreichen Freiwilligen und der uneigennützigen Hilfe von vielen Menschen ist es der Vereinigung ohne Gewinnzeck „Food For Your Senses asbl" nicht gelungen, einen geeigneten Standort für die Veranstaltung „Food For Your Senses 2015" zu finden.

In Anbetracht der größtenteils verständlichen Einwände des Umweltministeriums, der Notwendigkeit, den auszuwählenden Standort mit den Umweltbehörden, der Straßenbauverwaltung, dem Zivilschutz, der Polizei und der zuständigen Gemeinde abzusprechen, und zur Schadensbekämpfung, auch in Bezug auf die involvierten Mittel- und Kleinunternehmen und Vereinigungen, und nicht zuletzt im Respekt vor den zahlreichen Freiwilligen, sah die Vereinigung FFYS keine andere Möglichkeit mehr, als die Veranstaltung 2015 abzusagen und die bereits ausgestellten Eintrittskarten zurückzuzahlen.

Bei FFYS handelt es sich um das größte alternative Pop- und Rockfestival des Landes, das keine kommerzielle Ausrichtung hat und vollständig von Freiwilligen organisiert wird. Der Ausfall dieses Festivals ist zweifelsfrei ein großer kultureller Verlust für Luxemburg und die Großregion. Laut Presseberichten kritisieren die Organisatoren die mangelnde Unterstützung der zuständigen Ministerien bei der Festlegung eines geeigneten Standortes. Besonders beim Kulturministerium habe es im Gegensatz zu früheren Kontakten und finanziellen Subsidien auf zahlreiche Anfragen zum für 2015 geplanten Festival keine Rückmeldung gegeben.

In Anbetracht der Konsequenzen, die sich hieraus für die (nicht kommerziellen) Organisatoren und das kulturelle Schaffen in Luxemburg ergeben, sowie zur Gewissheit, dass sich dieser Ausfall aus denselben Ursachen nicht wiederholen wird, möchte ich den für Kultur und für Umwelt zuständigen Ministerinnen folgende Fragen stellen:

1. Wenn es auch verständlich ist, dass das Kulturministerium nicht selbst den Organisatoren einen geeigneten Standort sucht, wäre es - unter anderem angesichts der zahlreichen Auflagen im Umwelt- und Sicherheitsbereich - nicht angebracht, dass die zuständigen Ministerien, allen voran das Kulturministerium, in Zusammenarbeit mit der Umweltbehörde, bei der Suche eines geeigneten Standorts helfen würden?

2. Wieso ist diese Hilfe bisher verweigert worden?

3. Wird den Organisatoren diese Hilfe für 2016 zugesichert werden?

4. Stimmt die Information der „Woxx" vom letzten Freitag (N 1315/15, News, Seite 4), dass auch das Festival „meyouzik" dieses Jahr „wegen Budgetkürzungen" größere Einschnitte hinnehmen muss und mit organisierende NGOs von der Programmierung der kleineren Acts ausgeschlossen und ihre Catering-Area in private Hände vergeben hat?

Réponse commune (26.05.2015) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Das Festival „Food For Your Senses", welches seit seinen Anfängen in den Jahren 2010 und 2011 vom Kulturministerium finanziell unterstützt und begleitet wurde, hat sich zu einem der wichtigsten und interessantesten Festivals sowohl bei einem recht jungen Publikum als auch bei einheimischen Bands entwickelt.

Im Jahr 2011 wurden die Organisatoren des „Food For Your Senses"-Festivals vonseiten des Umweltdepartements aus dem Nachhaltigkeitsministerium darauf hingewiesen, dass der damals ins Auge gefasste Standort in der Nähe des Mariendalls nicht ohne vorhergehende fachliche Untersuchungen im Bereich der natürlichen Umwelt gutgeheißen werden könnte. Daraufhin wurde ein Standort in der Grünzone, westlich von Tuntange, gefunden, auf dem das Festival 2011 und 2012 abgehalten werden konnte.

Im Vorfeld des Festivals 2013 und 2014 fanden auf Initiative der Organisatoren Gespräche mit dem Nachhaltigkeitsministerium über einen neuen Standort auf Roost in der Gemeinde Bissen statt. Ein erster Vorschlag musste verworfen werden, da sich das gewünschte Gelände innerhalb eines europäischen Natura 2000-Schutzgebietes und in direktem Konflikt mit seltenen und störungsempfindlichen geschützten Tierarten befand.

Schließlich wurden die Organisatoren innerhalb des Gewerbegebietes auf einem unbebauten Gemeindegrundstück fündig, auf dem das Festival 2013 und 2014 mit großem Erfolg stattfand. Die benötigten Flächen für Camping und Parking wurden auf Basis des Naturschutzgesetzes auf den angrenzenden Wiesen und Feldern genehmigt.

Bezüglich des Festivals 2015 muss man feststellen, dass die Umweltministerin Carole Dieschbourg mit keiner Anfrage für einen neuen Standort befasst wurde. Von einer Verweigerung von Hilfestellung kann daher keine Rede sein. Im Gegenteil: Das Umweltdepartement ist bereit, gemeinsam mit den Organisatoren einen geeigneten und langfristig abgesicherten Standort zu finden, sofern dies von den Festivalbetreibern erwünscht ist und vorausgesetzt, dass auch auf Gemeindeebene der notwendige Kooperationswille vorhanden ist. In diesem Sinne hat die Umweltministerin die Organisatoren zu einem Treffen im Umweltdepartement eingeladen, das bald stattfinden wird.

Das Kulturministerium seinerseits war über die Bemühungen der Organisatoren, einen geeigneten Standort für ihr Festival zu finden, informiert, wusste allerdings nicht um die dringliche Lage. Schließlich hat die Kulturministerin über die Presse Kenntnis davon bekommen, dass das Festival für dieses Jahr abgesagt werden musste. Diese Entwicklung wird bedauert, denn das Festival „Food For Your Senses" ist ein wichtiger Partner in der luxemburgischen Musikszene. Genau aus dem Grund hat das Kulturministerium das Festival seit 2010 mit insgesamt 59.000 Euro bezuschusst.

Auch das Kulturministerium ist dialogbereit und hofft, dass die Suche nach einem geeigneten Standort für 2016 und darüber hinaus er-

folgreich sein wird. Wie in der Vergangenheit steht es den Verantwortlichen mit Rat und Tat zur Seite und Gespräche mit dem Veranstalter haben bereits stattgefunden.

Was das „meyouzik"-Festival betrifft, wurde uns vom Organisator LCTO auf Nachfrage mitgeteilt, dass es dieses Jahr wie gewohnt stattfinden wird.

Question 1074 (21.04.2015) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **niveau de chlorures dans l'eau de la Moselle:**

Dans son communiqué de presse émis en date du 13 avril 2015, le Comité de bassin Rhin-Meuse mentionne la problématique de la teneur en chlorures de la Moselle. En effet, deux soudières, une à Laneuveville-devant-Nancy et l'autre à Dombasle-sur-Meurthe, localisées au sud de Nancy, sont partiellement responsables pour le niveau de sels élevé dans l'eau de la Moselle sur le territoire français.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle informer sur le niveau de chlorures dans l'eau de la Moselle traversant le territoire luxembourgeois?

- Au cas où un taux surhaussé serait observé, cette situation pose-t-elle un risque sous une forme quelconque?

- Comment Madame la Ministre entend-elle procéder face à ces conditions?

Réponse (21.05.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La teneur élevée en chlorures est due aux gisements de chlorure de sodium en Lorraine et des soudières qui se sont implantées à proximité de ces gisements pour assurer la production française de carbonate de sodium et de bicarbonate de sodium. Les chlorures issus en tant que «déchets» de cette production industrielle sont ensuite rejetés dans la Moselle en fonction de son débit. Ceci se traduit par des concentrations élevées mesurables au niveau de la station de surveillance à Schengen. Au courant de l'année 2014 la concentration moyenne en chlorures était de 333 mg/L avec une concentration maximale de 469 mg/L.

Ces concentrations dépassent la valeur guide de 250 mg/L pour les chlorures fixée par le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Par conséquent, si l'eau de la Moselle était utilisée comme ressource d'eau destinée à la consommation humaine, un traitement éventuel de l'eau brute de la Moselle devrait comprendre une étape permettant une réduction du taux de chlorures en dessous de ce seuil. La présence de chlorures limite également certains usages industriels à cause d'une corrosivité plus importante. Cependant, ce dépassement n'a pas d'influence sur l'écosystème.

Les autorités luxembourgeoises sont au courant de cette situation et ont toujours insisté au niveau des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) que des mesures soient prises par les autorités françaises afin de réduire les émissions industrielles de chlorures. Dans le futur plan de gestion de bassin hydrographique établi par le Comité de bassin Rhin-Meuse pour la période de 2016 à 2021 dans le contexte de la mise en œuvre des dispositions de la directive 2000/60/CE (la directive-cadre sur l'eau), des mesures au niveau des sites industriels émetteurs permettant la réduction de ces émissions devront être adoptées par les autorités françaises.

Question 1075 (21.04.2015) de **Mmes Octavie Modert**, **Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **transport transfrontalier entre Luxembourg et Konz-Roscheid:**

Seit längerer Zeit ist eine Zunahme von Berufspendlern von Roscheid nach Luxemburg zu beobachten, die mit dem eigenen Pkw nach Konz-Mitte fahren, um dort auf die Buslinie 134 (Konz-Grevenmacher-Luxemburg) umzusteigen. Zusätzliche grenzüberschreitende Busangebote und die Verlängerung bestehender Buslinien nach Konz-Roscheid würden somit den Individualverkehr verringern und auch die Parkplatzsituation in Luxemburg etwas entspannen.

Kurze Kontakte und der Schriftverkehr zwischen dem zuständigen deutschen Gemeindeoberhaupt und dem hiesigen Regierungsmitglied haben bis jetzt keine Ergebnisse gebracht beziehungsweise blieben unbeantwortet.

Aus diesem Grund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Gedenkt der Minister einer Verlängerung der Buslinie 134 nach Konz-Roscheid zuzustimmen?

- Wenn ja, wann würden die neuen Vereinbarungen in Kraft treten?

Réponse (26.05.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

In Bezug auf Ihre parlamentarische Anfrage 1075 vom 21. April 2015 betreffend einer Verlängerung der RGTR-Linie 134 nach Konz-Roscheid möchte ich Ihnen folgenden Sachverhalt mitteilen.

Es ist richtig, dass bereits seit einigen Jahren eine Anfrage besteht, diese Linie im Stadtgebiet Konz zu verlängern. Nach reichlicher Überprüfung dieser Anfrage kam die zuständige Abteilung im Transportministerium zum Entschluss, dieser Anfrage nicht nachzukommen.

Diese Entscheidung beruht auf der gesamten Ausrichtung des grenzüberschreitenden ÖPNV-Verkehrs. In Zukunft wird eine Politik der schnellen grenzüberschreitenden Verbindungen verfolgt, welche im nahen Grenzgebiet zentrale Orte oder P&R-Anlagen mit den Arbeitszentren in Luxemburg verbinden. Die heute bereits bestehenden grenzüberschreitenden ÖPNV-Verbindungen sind hiervon jedoch im Moment nicht betroffen.

Im vorliegenden Fall hat die Linie ihren Startpunkt im Zentrum der Stadt Konz. Es besteht zum heutigen Zeitpunkt kein P&R in diesem Gebiet. Im Rahmen der „SMOT"-Analysen (i. e. grenzüberschreitendes Mobilitätskonzept) und Arbeitsgespräche werden solche Standorte identifiziert und auf ihre Realisierbarkeit überprüft. Uns erscheint es wenig sinnvoll, unsere Linie in ein weiteres Wohngebiet zu verlängern, auch wenn wir hier eine hohe Einwohnerdichte vorfinden.

Es ist nicht die Aufgabe einer grenzüberschreitenden Linie, verschiedene Wohnviertel von Konz oder anderen kleineren Städten oder Dörfern zu verbinden. Dies sollte eine lokale Aufgabe sein, die auch von lokalen Trägern finanziert wird.

Wie bereits erwähnt, sehen wir eine Verlängerung oder direkte Anbindung einer P&R-Anlage für sinnvoller.

Diese Entscheidung käme nicht nur den Bürgern von Konz-Roscheid zugute, sondern würde auch den Einwohnern der umliegenden Ortschaften eine bessere ÖPNV-Verbindung anbieten. Das wiederum entlastet zum einen die Parkplatzsituation im Zentrum von Konz sowie das von Ihnen angesprochene individuale Verkehrsaufkommen nach Luxemburg.

Die Arbeiten im Rahmen der grenzüberschreitenden Mobilitätsstudie sind in Ausarbeitung. Es besteht aber noch kein konkreter Zeitplan für den Bau einer P&R-Anlage.

Question 1076 (21.04.2015) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **droit de visite dans le cas d'un divorce:**

Den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet den 13. Dezember 2013 am Fall Nicolo Santilli géint Italien dat Land verurteelt, well et den Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun verletzt hat. Et ass hei konkret ëm e Fall gaang, wou an enger Scheedungssituatioun e Papp säi Besuchsrecht wéinst dem Behuele vun der Mamm bal net konnt ausüben, an dat obschonns e puer Décisioune vu Geriichter zu senge Gonschte virlouchen. D'Mamm hat och probéiert, d'Kand géint de Papp opzestëppelen.

D'Geriicht huet ënnerstrach, datt e Stat och „Obligations positives inhérentes à un respect effectif de la vie privée ou familiale" huet an huet déi Tatsaach a sengem Uerteel ëmfaassend interpretéiert. E Stat däerf net zouloossen, datt sech eng Situatioun astellt, déi Décisioune vu Geriichter onwierksam mécht.

«75. Les autorités ont ainsi laissé se consolider une situation de fait installée au mépris des décisions judiciaires, alors même que l'écoulement du temps avait à lui seul des conséquences sur la relation du père avec son enfant (Lombardo, précité, § 92). La Cour constate que l'existence de tensions graves entre les parents de l'enfant, suivie d'un droit de visite limité du fait du non-déroulement des rencontres programmées selon les modalités prévues et de la non-exécution des décisions ordonnant un parcours thérapeutique pour l'enfant, a rendu impossible pour le requérant la construction d'une relation stable avec Y.

76. Eu égard à ce qui précède et nonobstant la marge d'appréciation de l'État défendeur en la matière, la Cour considère que les autorités nationales n'ont pas déployé les efforts adéquats et suffisants pour faire respecter le droit de visite du requérant et qu'elles ont méconnu le droit de l'intéressé au respect de sa vie familiale garanti par l'article 8 de la Convention.

77. Partant il y a eu violation de cette disposition.»

Dowéinst wollt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Justizminister der Meenung, datt dëst Uerteel Inzidenzen op d'Ausübung vum Besuchsrecht bei zu Lëtzebuerg huet? Wa jo, wat fir eng?

2. Ass den Här Minister bereet, scho kuerzfristeg rechtlech Moossnamen ze huele respektiv ze proposéieren, fir d'Ausübung vum Besuchsrecht zu Lëtzebuerg besser ze garantéieren a Behënnerunge vum Besuchsrecht effikass ze sanktionéieren?

3. Ass den Här Minister bereet, esou wéi den Artikel 19 vum „Code d'instruction criminelle" et virgesäit, de Parquet opzefuerderen, Fäll vun „Non-représentation d'enfant" direkt a systematesch ze verfollegen an dat am Interessi vum Kand an am Respekt vun de Mënscherechter vun deem Elterendeel, deen d'Garde net huet?

Réponse (07.05.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Wat déi éischt Fro iwwer eventuell Inzidenze vum Uerteel Nicolo Santilli c. Italien vum 17.12.2013 op d'Ausübung vum Besuchsrecht zu Lëtzebuerg betrëfft, muss ee feststellen, dass dat Uerteel kee Revirement vun der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter ass. Dëst Uerteel ass vergläichbar mat enger ganzer Rei vun Décisiounen, déi an dëser Matière vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter geholl gi sinn. Dëst Uerteel wäert deemno keng direkt praktesch Répercussioun op d'Ausübung vum Besuchsrecht zu Lëtzebuerg hunn.

Ad 2. Wéi den honorabelen Här Deputéierte weess, schafft de Justizministère un enger fundamentaler Reform vum Familljerecht. An dësem Kader ginn och Iwwerleeunge gemaach, wéi een déi schwiereg Fäll vu Verletzung vum Besuchsrecht verhënnere kann oder awer wéi ee méi schnell Léisunge fënnt, fir sécherzestellen, dass de Kontakt vum Kand zu béiden Elterendeeler och no enger Trennung bestoe bleift.

De Justizminister weist awer och dorop hin, dass et aktuell scho Méiglechkeete gëtt, fir géint eng Verletzung vum Besuchsrecht virzegoen, sief et, dass een eng nei Décisioun beim Jugendriichter respektiv dem Vormundschaftsrichter iwwert d'Attributioun vum Suergerecht oder Besuchsrecht freet, sief et, dass een de Jugendriichter mat der Situatioun vun engem Kand befaasst, dat ënnert dem Konflikt vu sengen Eltere leit, oder dass een eng Plainte wéinst Non-représentation d'enfant (Artikel 371-1 vum Strofgesetzbuch) déposéiert.

Laut dem Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter muss de Stat alles maachen, fir ze verhënneren, dass de Kontakt zwëschen engem Kand an engem Elterendeel ofbrécht, mä et gëtt awer och Fäll, wou de Stat esou Situatiounen net verhënnere kann, an dat ouni dass de Stat Schold dorun huet. Esou huet den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter och am Uerteel Nicolo Santilli c/ Italien rappeléiert:

«67. La Cour rappelle que le fait que les efforts des autorités ont été vains ne mène pas automatiquement à la conclusion que l'État a manqué aux obligations positives qui découlent pour lui de l'article 8 de la Convention (voir, mutatis mutandis, Milhailowa, précité, § 82). En effet, l'obligation pour les autorités nationales de prendre des mesures afin de réunir l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas n'est pas absolue, et la compréhension et la coopération de l'ensemble des personnes concernées constituent toujours un facteur important. Si les autorités nationales doivent s'efforcer de faciliter pareille collaboration, une obligation pour elles de recourir à la coercition en la matière ne saurait être que limitée; il leur faut tenir compte des intérêts et des droits et libertés de ces mêmes personnes, et, notamment, des intérêts supérieurs de l'enfant et des droits que lui confère l'article 8 de la Convention (Volesky c. République tchèque, n°63267/00, § 118, 29 juin 2004). Comme la Jurisprudence de la Cour le reconnaît de manière constante, la plus grande prudence s'impose lorsqu'il s'agit de recourir à la coercition en ce domaine délicat (Reigado Ramos c. Portugal, n°73229/01, § 53, 22 novembre 2005) et l'article 8 de la Convention ne saurait autoriser le parent à faire prendre des mesures préjudiciables à la santé et au développement de l'enfant (Elsholz c. Allemagne [GC], n°25735/94, §§ 49-50, CEDH 2000-VIII). Le point décisif consiste donc à savoir si les autorités nationales ont pris, pour faciliter les visites, toutes les mesures nécessaires que l'on pouvait raisonnablement exiger d'elles (Nuuntinen c. Finlande, n°32842/96, § 128, CEDH 2000-VIII).»

Ad 3. Wat déi drëtt Fro ugeet, do ënnersträicht de Justizminister, dass hie vollt Vertrauen an d'Aarbecht vun den zwee Parqueten huet.

Iwwert den Traitement vum Parquet am Kader vun de Plaintë wéinst „Non-représentation d'enfant" verweist de Justizminister och nach op seng Äntwert op d'Question parlementaire n°0230 vu 23. Abrëll 2014 vum honorabelen Här Deputéierten *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014):*

„Déi meescht Plaintë wéinst der Verletzung vum Besuchsrecht ginn an den éischte Méint vun der Trennung vun den Elteren déposéiert, d. h. an enger Phas, an där d'Elteren oft nach a Konflikt sinn a Schwieregkeeten hunn, sech mat der Trennung an de Konsequenzen dovun ofzefannen.

Dat féiert dozou, dass:

- an enger kuerzer Zäitspan déiselwecht Eltere vill Plaintë kënnen déposéieren;

- oft Plainten déposéiert ginn, well deen een Elterendeel d'Kanner ze spéit ofliwwert oder well d'Uerteeler falsch interpretéiert ginn an esou Mëssverständnisser entstinn.

D'Plaintë ginn den Elteren an dem Sujet no regroupéiert, soudass e regelméissege Suivi vum Werdegang vun der Situatioun vun der Koppel ka gemaach ginn.

Vu dass esou Affären och nach vun aneren Instanze behandelt ginn, wéi zum Beispill dem Scheedungsriichter oder dem Vormundschaftsriichter, an den Eltere Méiglechkeete vun enger sozialer Betreiung (Service Treff-Punkt, Mediatioun) zur Verfügung gestallt ginn, ass et meeschtens net néideg, op eng strofrechtlech Interventioun zréckzegräifen. Déi meescht Eltere fannen no enger éischter konfliktueller Phas e Modus Vivendi, deen awer weiderhi vun de Geriichter a vum Parquet suivéiert gëtt."

Question 1094 (29.04.2015) de **Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant **les revendications de l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA)**:

Lors de la présentation de son bilan pour l'année 2014, l'ACA a réclamé une hausse à un montant de 1.600 € des plafonds fiscalement déductibles en matière d'assurance pension complémentaire. De plus, l'ACA s'est prononcée en faveur de l'extension du régime complémentaire de pension à des professions qui en sont actuellement exclues et s'est référée à cet égard à un avant-projet de loi s'y rapportant.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une éventuelle hausse de ce plafond?

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il par ailleurs nous indiquer quel serait l'impact d'une telle hausse sur les recettes de l'État?

- Quand Monsieur le Ministre des Finances déposera-t-il le projet de loi portant modification de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension à la Chambre des Députés? L'avant-projet de loi aurait-il par hasard déjà été avisé par le Conseil d'État?

Réponse (01.06.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tant la question d'une éventuelle hausse du plafond fiscalement déductible en matière d'assurance pension complémentaire que celle d'une hypothétique extension du régime complémentaire de pension à des professions qui en sont actuellement exclues ne sauraient être considérées isolément, mais devront faire l'objet, le cas échéant, d'une évaluation dans le cadre des travaux préparatoires de la réforme fiscale prévue pour 2017. Aucun avant-projet de loi correspondant n'a encore été finalisé.